

Université Libre de Bruxelles — Université de Montréal

**Des exceptions qui confirment les règles ?
L'entrepreneuriat féminin à Montréal, 1920-1980**

Par Philomène Gallez

Département d'histoire, Faculté des Arts et Sciences (Université de Montréal)
Département d'histoire, arts et archéologie, Faculté de Philosophie et Sciences sociales
(Université Libre de Bruxelles)

Thèse présentée en vue de l'obtention du grade académique de
Docteur en histoire à la Faculté des Arts et Sciences (Université de Montréal) &
Docteur en histoire, histoire de l'art et archéologie à la Faculté de Philosophie et Sciences
sociales (Université Libre de Bruxelles)

Sous la codirection de
Mme la Professeure Denyse Baillargeon (Université de Montréal)
M. le Professeur Serge Jaumain (Université Libre de Bruxelles)

Août 2017

© Philomène Gallez, 2017

Résumé

La présente thèse a pour objet d'étude les entrepreneures montréalaises du XX^e siècle, entendues au sens strict de propriétaires principales d'au moins une entreprise privée de production ou de distribution de biens ou de services. Il s'agit, plus précisément, de définir et d'analyser les caractéristiques personnelles de ces femmes et celles de leurs entreprises, d'examiner les enjeux qu'elles affrontent collectivement, d'explorer les récits tenus à leur sujet par elles-mêmes ou par autrui et de situer les transformations de ces différents éléments dans le contexte urbain de Montréal de la période 1920-1980. Il est question, plus fondamentalement, de porter un regard critique sur la perception de ce phénomène et sur ce que nous considérons être la construction discursive de son caractère exceptionnel.

L'analyse quantitative des recensements du Canada et des annuaires de commerce *Lovell* met en lumière l'existence, largement minoritaire par rapport au groupe des hommes, de femmes à la direction d'entreprise entre 1920 et 1980, leur concentration dans les commerces de détail et les services et la croissance exponentielle de ce groupe à partir des années 1960. Cette tendance apparaît comme la conséquence de l'entrée massive des femmes, et notamment des femmes mariées, sur le marché du travail salarié, mais aussi de la tertiarisation de l'économie à partir de la Seconde Guerre mondiale. Une petite minorité de ces femmes qui occupent des postes de gestion sont propriétaires de leur entreprise. Elles exercent leur profession principalement dans les petits commerces de détail d'alimentation, de mode ou encore de salons de beauté, sont mariées, tiennent leur boutique au cœur des quartiers montréalais à majorité francophone, et ce, pendant moins de 8 ans. La croissance et la décroissance de ce groupe avec l'année 1940 comme date charnière s'expliquent principalement par une activité entrepreneuriale féminine temporaire pendant les années de crise économique.

Une certaine élite de cette collectivité d'entrepreneures montréalaises a, conjointement avec d'autres femmes salariées, formé les rangs de l'Association des femmes d'affaires de Montréal (de la Fédération nationale Saint-Jean-Baptiste), du Business and Professional Women's Club ou du Committee of Trades, Business and Professions for Women (du Montreal Local Council of Women). Ces groupements sont principalement des lieux de réseautage et de socialisation pour leurs membres. Ils se sont, cependant, aussi engagés pour améliorer la situation des femmes en affaires. Les francophones, surtout actives pendant la première moitié du siècle, ont défendu un enseignement commercial pour les femmes et soutenu les modistes face aux pressions des commerces de gros, des manufactures et des employées du secteur. Les anglophones, de leur côté, se sont principalement concentrées sur la défense du travail salarié des femmes et se sont plutôt positionnées, à partir des années cinquante, en faveur de l'accès des femmes aux postes à responsabilité tant dans le secteur privé que public et tant comme propriétaires que comme gestionnaires salariées. Après la Seconde Guerre mondiale, quelques femmes francophones intègrent aussi le bastion masculin de la Chambre de commerce du district de Montréal (CCDM). Entre 1957 et 1971, cette institution met en place un comité qui rassemble les forces vives de l'entrepreneuriat, de la direction d'entreprise ou du salariat féminin. La question de la dépendance de ce regroupement aux autorités (masculines) de la CCDM génère rapidement des tensions et reste tangible tout au long des quinze années d'existence du Conseil des femmes membres (CFM) de la CCDM. En effet, l'analyse des activités du CFM de la CCDM proposées exclusivement à ses membres (féminins) ou menées de concert avec les autres membres (masculins) de la CCDM et des discours prononcés au sujet de l'intégration des femmes au sein de cette institution démontre la

persistance, dans cet univers, d'une stricte conception genrée des rôles dans le monde des affaires francophone.

Enfin, seul un nombre restreint d'entrepreneures qui ne connaissent que des « succès » commerciaux *et* correspondent à la définition de la « féminité » — soit des entrepreneures « exceptionnelles » — a une visibilité dans les revues populaires, les documents des fédérations d'associations de femmes et de la CCDM. Ces femmes n'agissent que dans les domaines « féminins » du vêtement, de la beauté ou du petit commerce spécialisé. Elles sont rapidement reconnues sur le marché montréalais, provincial, national, voire international. Si elles n'en sont pas originaires, elles se forment en France ou aux États-Unis et y séjournent régulièrement pour se procurer leurs matériaux. Elles offrent des produits et des services de qualité, adaptent leurs prix aux origines de leur clientèle (toujours féminine) et dirigent un personnel (souvent des femmes). Elles ne connaissent que rarement l'échec. Elles conjuguent, de plus, leurs obligations maternelles et professionnelles à la perfection, soignent leurs commerces « comme des maîtresses de maison » et exercent leurs activités à domicile. Au contraire, lorsqu'elles osent intégrer des bastions « masculins », elles connaissent la discrimination et de très grandes difficultés. La Chambre de commerce de Montréal, quant à elle, initialement silencieuse sur l'entrepreneuriat féminin, ajoute, au tournant des années soixante, dans un contexte favorable à l'entrepreneuriat francophone et aux empires familiaux, une caractéristique supplémentaire à cette entrepreneure idéale, celle d'être l'héritière d'une entreprise florissante d'un père ou d'un mari. Ce modèle, s'il s'adapte au contexte spécifique des francophones de Montréal et se transforme lors des moments de rupture de 1945 et 1960, reste, fondamentalement identique tout au long du XX^e siècle et conditionne notre perception de l'entrepreneuriat féminin.

Ultimement, l'analyse et la confrontation de ces données quantitatives et discursives forcent à poser, plus largement, un regard critique sur la question de la constante « exceptionnalisation » de l'entrepreneuriat féminin. Il ressort de cette analyse que les femmes qui s'adonnent à ce type d'activités professionnelles sont, elles-mêmes, profondément influencées par ces différents schémas de pensée pour se définir et agir, mais, surtout, que les discours qui véhiculent des informations relatives aux entrepreneures montréalaises en sont aussi fondamentalement inspirés. Or, cette caractéristique apparaît surtout comme une construction discursive, intrinsèquement liée aux idéologies capitaliste, patriarcale et, pour les francophones de Montréal, nationaliste. Il semble donc nécessaire de la relativiser et de la démystifier.

Cette thèse s'inscrit dans l'historiographie nord-américaine et européenne qui, en croisant les réflexions issues de l'étude de l'histoire économique et des affaires, des femmes et des théories du genre, a, depuis les années 1980, dévoilé les activités financières et commerciales de femmes dans d'autres contextes urbains jusqu'au milieu du XX^e siècle et mis en exergue le biais genré de l'histoire des affaires. Ces recherches soulignent les spécificités des rapports qu'entretiennent les femmes avec la propriété privée et la gestion d'entreprise et, plus largement, leurs contributions au développement économique urbain. Le présent texte y ajoute des données montréalaises de la période 1920-1980 ainsi qu'une réflexion critique sur les discours émis à ce sujet par les femmes d'affaires elles-mêmes, par le monde commercial ou par autrui.

Mots clés : entrepreneuriat, femmes, affaires, économie, genre, sphères séparées, Montréal, XX^e siècle, histoire

Summary

This doctoral thesis examines business women from Montreal in the 20th century, that is, the primary owners of at least one private business manufacturing or distributing goods and/or services. We will define and analyze these women's individual characteristics and those of their businesses, consider the issues they face collectively, explore the stories told about them, by themselves or others, and situate the transformations of these different elements in the urban context of Montreal in the years 1920-1980. In short, we will, take a critical look at the perception of this phenomenon as well as the discursive construction of its exceptional character.

Quantitative analysis of Canadian censuses and of *Lovell* business directories show a minority presence of women, compared to men, in the management of businesses between 1920 and 1980, and a high concentration of women in retail businesses and services, as well as exponential growth of this group, starting in the 1960s. This tendency appears as a consequence of the massive arrival of women, especially married women, on the wage labor market, but also of the tertiarization of the economy, beginning during the Second World War. A small minority of these women in management positions were owners of their business. They worked principally in small retail businesses, in the food, fashion, or beauty salon industries, were married and owned their businesses in French-speaking neighborhoods of Montreal, for less than 8 years. With the year 1940 as a pivotal date, the growth and decline of this group can be explained mainly by a temporary feminine business activity during the years of economic plight.

An elite of this group of Montreal's businesswomen, together with other salaried women, formed the ranks of the Association des Femmes d'affaires de Montréal de la Fédération nationale Saint-Jean-Baptiste, of the Business and Professional Women's Club or of the Committee of Trades, Business and Professions for Women of the Montreal Local Council of Women. These groups were essentially places of networking and socialization for their members. They were, however, also committed to improving the situation of women in business. The French-speakers, especially active during the first half of the century, fought for a business education for women and supported the milliners when they faced pressure from wholesalers, manufacturers, and employees in the sector. The English-speakers, for their part, focused mainly on defending wage labor for women and from the 50s onwards, positioned themselves in favor of access for women to management positions, both in the private and public sectors. After the Second World War, a few French-speaking women became members of the Chambre de commerce du district de Montréal (CCDM), a male stronghold. Between 1957 and 1971, this organization implemented a committee that brought together the driving forces of entrepreneurship, of company management as well as women wage-earners. The question of the dependence of this group to the male authorities of the CCDM quickly generated tensions and remained tangible throughout the fifteen years of existence of this CFM of the CCDM. Indeed, the analysis of the activities of the CFM of the CCDM offered exclusively to its members (female) or carried out together with the other (male) members of the CCDM and speeches made about the integration of women in this institution demonstrated the persistence, in this setting, of a strict gendered conception of roles in the Francophone business world.

Finally, only a limited number of business women who were always «successful» and who suited the definition of «femininity» - in other words, «outstanding» businesswomen – had a visibility in popular magazines, papers of federations of women associations and of the CCDM. These women were only active in the «feminine» fields of fashion, beauty or of small

specialized business. They were easily recognizable on the Montreal, provincial, national and even international markets. If they were not from this city, they usually received their training in France or in the United States and they stayed there often to get materials. They offered good quality products and services, adapted their prices to the origins of their (always female) clientele and managed a staff (often women). They only rarely failed. They also combined their maternal and professional obligations perfectly, looked after their businesses “like housewives” and worked from home. When they dared to penetrate masculine “strongholds,” they experienced discrimination. The Montreal Chamber of Commerce, initially silent on women's entrepreneurship, added, at the turn of the 1960s, in a context favorable to Francophone entrepreneurship and family business empires, a characteristic additional to this ideal entrepreneur, that is, to be the heir of a flourishing business established by a father or a husband. Although this model was adapted to the specific context of Montreal French-speakers and evolved during the decades immediately following the Second World War, remained fundamentally similar throughout the 20th century and determined our perception of women's entrepreneurship.

Ultimately, the analysis and the confrontation of these quantitative and discursive data force us to pose, more broadly, a critical look at the question of the supposed exceptional nature of women's entrepreneurship. It emerges from this analysis that women who engaged in this type of professional activities were, themselves, deeply influenced by these different patterns of thought in order to define themselves and influence their actions, but above all, that the discourses that concerned Montreal's businesswomen were also deeply influenced by these patterns. This characteristic appeared above all as a discursive construct intrinsically linked to capitalist, patriarchal, and, for the Francophones of Montreal, nationalist ideologies. It therefore seemed necessary to put it into perspective and to demystify the discursive construct.

This thesis is part of the North American and European historiographies that, by gathering reflections emerging from the study of economic and women's business history and gender theory, have, since the 1980's, revealed financial and commercial activities of women in other urban contexts until the middle of the 20th century as well as highlighted the gender bias in business history. These studies point out the specificities of the relationships that women have with private property and business management and, more broadly, their contributions to economic urban development. The thesis adds data from Montreal from the period 1920-1980, as well as a critical reflection about the discourses of the businesswomen themselves, by the commercial world or by others.

Key words: Entrepreneurship, women, business, economy, gender, separated spheres, Montreal, twentieth century, history

Table des matières

Résumé	i
Summary	iii
Table des matières	v
Liste des graphiques	viii
Liste des cartes	x
Liste des figures	x
Liste des tableaux	x
Liste des sigles	xi
Remerciements	xiv
INTRODUCTION	1
PARTIE 1. À LA RECHERCHE D'ENTREPRENEURES MONTRÉALAISES	11
Chapitre 1. Perspectives historiographiques et contexte historique	13
1.1. Les femmes propriétaires, de la question des héritages à celle de la gestion d'entreprises	14
1.2. Les Québécoises, le travail salarié et la famille : entre expériences et discours	24
1.3. Le contexte socio-économique du Canada, du Québec et de Montréal	35
Conclusion	44
Chapitre 2. Cadre conceptuel, critique des sources et méthodologie	46
2.1. La séparation des sphères, le genre et l'entrepreneuriat féminin	46
2.2. Critique des sources et méthodologie	54
2.2.1. Des sources quantitatives pour une mise en perspective statistique	55
2.2.2. Les archives des groupements de femmes d'affaires « exceptionnelles »	63
2.2.3. Les magazines et la construction discursive d'un entrepreneuriat « exceptionnel »	67
Conclusion	69
PARTIE 2. MISE EN PERSPECTIVE STATISTIQUE	72
Chapitre 3. Les Montréalaises, de la direction à la propriété d'entreprises	74
3.1. Les femmes à la direction d'entreprise, un groupe minoritaire	74

3.2.	Les femmes à la direction de commerces de détail et d'établissements de services _____	84
3.3.	Les femmes propriétaires de commerces de détail et d'établissements de services _____	89
3.4.	L'année 1940 comme date charnière pour l'entrepreneuriat féminin montréalais ? _____	97
	Conclusion _____	103
Chapitre 4. Qui sont les Montréalaises propriétaires d'entreprises ? _____		106
4.1.	Leur statut matrimonial _____	106
4.2.	La répartition géographique de leurs entreprises _____	119
4.3.	La longévité de leurs entreprises _____	126
	Conclusion _____	131
PARTIE 3. DES FEMMES « EXCEPTIONNELLES » DANS LES RÉSEAUX DE FEMMES OU DE GENS D'AFFAIRES _____		134
Chapitre 5. Des associations de femmes d'affaires _____		137
5.1.	Les membres de l'AFA et du BPWCM _____	137
5.2.	Des associations de réseautage _____	142
5.3.	Des groupements politiques _____	145
5.3.1.	L'AFA et l'enseignement commercial des femmes d'affaires _____	145
5.3.2.	Les modistes de l'AFA face à la concurrence _____	152
5.3.3.	Le CTBPW et le BPWCM pour la promotion des femmes à la direction d'entreprise _	157
	Conclusion _____	160
Chapitre 6. Des femmes dans une association d'hommes d'affaires _____		163
6.1.	Les femmes membres du Board of Trade et de la Chambre de commerce _____	163
6.2.	Du comité des femmes chefs d'entreprise au conseil des femmes membres de la CCDM _	170
6.3.	Des entrepreneures montréalaises à la CCDM _____	177
6.4.	Le soutien aux femmes d'affaires par le CFM de la CCDM _____	181
6.4.1.	De la formation des femmes « chefs d'entreprise » à l'éducation citoyenne _____	181
6.4.2.	De la promotion d'entrepreneures à celle de la « féminité » _____	186
6.5.	Une « ségrégation des sexes » à la Chambre de commerce ? _____	190
6.6.	Vers l'intégration des femmes d'affaires à la Chambre de commerce _____	194
6.6.1.	Le recrutement de nouveaux membres _____	195
6.6.2.	Des recettes de cuisine, l'artisanat et les Hôtesse-Montréal _____	197
6.6.3.	De l'accueil des Néo-Canadiens à la question de l'immigration _____	202
6.6.4.	Des questions légales d'intérêts féminins à la révision du Code civil _____	203
6.6.5.	Les « problèmes des handicapés » et autres questions d'actualité _____	207
6.7.	Du conseil des femmes membres au comité des femmes membres _____	211
	Conclusion _____	215

PARTIE 4. UN ENTREPRENEURIAT FÉMININ « EXCEPTIONNEL »	217
Chapitre 7. La visibilité des entrepreneures montréalaises « exceptionnelles »	220
7.1. Les entrepreneures qui publicisent leurs activités commerciales	220
7.2. Les entrepreneures mentionnées dans les revues populaires	227
7.3. Les entrepreneures selon le monde commercial	235
Conclusion	240
Chapitre 8. « L'entrepreneure montréalaise » : la construction discursive d'un idéal	243
8.1. Les « succès » commerciaux des entrepreneures montréalaises	245
8.1.1. Témoignages d'entrepreneures montréalaises « exceptionnelles » (1920-1945)	247
8.1.2. « La » femme dans le monde des affaires, la définition d'une exception (1944-1980)	258
8.2. L'entrepreneuriat féminin montréalais sous l'angle du genre	269
8.2.1. Les entrepreneures qui correspondent aux critères de la « féminité »	271
8.2.2. Les entrepreneures qui intègrent les bastions « masculins » du monde des affaires	286
Conclusion	304
CONCLUSION	307
BIBLIOGRAPHIE	318
Sources	319
Fonds d'archives	319
Périodiques	319
Sources publiées	320
Études	321
Monographies	321
Chapitres d'ouvrages collectifs	332
Articles de périodiques	338
Mémoires de maîtrise (MA) et thèse de doctorat (Ph.D)	346

Liste des graphiques

<i>Graphique 1. Comparaison du nombre de femmes propriétaires de commerces de détail et d'établissements de services, selon les sources, 1930/31-1950/51</i>	63
<i>Graphique 2. La direction d'entreprise, selon les sexes, en nombre absolu, Montréal, 1921-1961</i>	77
<i>Graphique 3. La direction d'entreprise, selon les sexes, en pourcentage, Montréal, 1921-1961</i>	78
<i>Graphique 4. Proportion des personnes à la direction d'entreprise par rapport à la population et la main-d'œuvre, selon le sexe, en pourcentage, Montréal, 1921-1961</i>	79
<i>Graphique 5. Proportion hommes-femmes dans la population, la main-d'œuvre et l'administration d'entreprises, en pourcentage, Montréal, 1921-1961</i>	80
<i>Graphique 6. La direction des entreprises, selon les principaux secteurs d'activités et les sexes, en pourcentage, Montréal, 1921-1961</i>	86
<i>Graphique 7. La direction des entreprises, selon les principaux secteurs d'activités et les sexes, en pourcentage, Montréal, 1921-1961</i>	87
<i>Graphique 8. Propriété des commerces de détail, par sexe et types de commerce, en pourcentage, Montréal, 1931-1951</i>	91
<i>Graphique 9. Propriété des commerces de détail, par sources, sexe et types de commerces, en pourcentage, Montréal, 1920-1960</i>	92
<i>Graphique 10. Répartition par types d'établissements de services, par sexe et types de services, en pourcentage, Montréal, 1931-1951</i>	93
<i>Graphique 11. Propriété d'établissements de services, par sources, sexe et type d'établissements, en pourcentage, Montréal, 1920-1960</i>	94
<i>Graphique 12. Comparaison des groupes des propriétaires et gérants au Québec en 1931 et 1941, selon les principaux secteurs d'activités, en nombre</i>	98
<i>Graphique 13. Répartition des femmes et des hommes propriétaires de commerces de détail et des services, Montréal, 1931, 1941 et 1951, en nombre</i>	99
<i>Graphique 14. Répartition des femmes propriétaires selon les types de commerces de détail et de services les plus importants, Montréal, 1920-1960</i>	101

<i>Graphique 15. Répartition des femmes propriétaires et des femmes à la direction d'entreprise selon leur statut matrimonial, en pourcentage, Montréal, 1901 et 1971</i>	109
<i>Graphique 16. Répartition des membres de la population active féminine selon leur statut matrimonial, en pourcentage, Canada, Québec (province) et Montréal, 1921-1971</i>	112
<i>Graphique 17. Répartition des femmes propriétaires selon leur statut matrimonial et selon les domaines d'activités privilégiés par elles, en pourcentage, Montréal, 1920-1960</i>	115
<i>Graphique 18. Répartition des femmes propriétaires selon leur statut matrimonial et selon les principaux domaines d'activités, en pourcentage, Montréal, 1920-1960</i>	115
<i>Graphique 19. Répartition des femmes propriétaires selon leur statut matrimonial et les principaux types de commerces de détail et d'établissements de services, Montréal, 1920-1960</i>	118
<i>Graphique 20. Répartition des commerces appartenant à une femme, selon leur situation sur de grands axes commerciaux ou dans les rues adjacentes, Montréal, 1920-1960</i>	124
<i>Graphique 21. Répartition des commerces appartenant à une femme et situés sur les rues Sainte-Catherine, Saint-Denis et Saint-Hubert, selon les principaux domaines d'activités, Montréal, 1920-1960</i>	124
<i>Graphique 22. Membres féminins de la CCDM, 1943-1972</i>	165
<i>Graphique 23. Répartition des publicités de commerces qui appartiennent à une femme, selon les principaux domaines d'activités, en pourcentage, Montréal, 1920-1971</i>	225
<i>Graphique 24. Répartition des extraits des revues populaires faisant mention d'entrepreneures montréalaises, selon le type d'articles (chroniques ou articles), Montréal, 1944-1980</i>	229

Liste des cartes

Carte 1. Répartition géographique des commerces enregistrés au nom d'une femme, Montréal, 1935	121
Carte 2. Répartition géographique des commerces enregistrés au nom d'une femme, Montréal, 1955	126

Liste des figures

Figure 1. Conseillères du Comité des femmes chefs d'entreprise de Montréal, mai 1956	171
Figure 2. Mme Argentine Desroches, modiste, « dans son atelier de la rue Sherbrooke », 1946	234
Figure 3. Exemples de publicités de commerces dont une femme est propriétaire	251
Figure 4. Mme P.G. Duckett, modiste, dans son magasin « Alice Modes », 1944	275
Figure 5. Boutique « Alice modes », 1944	284
Figure 6. Boutique de Mme J. Lespérance, 1944	284
Figure 7. Édith Serei, esthéticienne, 1969	285
Figure 8. Atelier de Marie-Paule Nolin, 1963	285
Figure 9. Solange et Margie, ébénistes, dans leur atelier-école « pour femmes seulement »	290
Figure 10. Mme Guillevin-Wood	291
Figure 11. Caricature, 1964	299
Figure 12. Mme Guillevin-Wood dans son entreprise de distribution de matériel électrique, 1976	303

Liste des tableaux

Tableau 1. Longévité des entreprises féminines enregistrées dans l'annuaire Lovell de 1940	130
Tableau 2. Répartition des conseillères de l'AFA selon les principaux types de commerce	139
Tableau 3. Répartition des candidates membres de la CCDM, 1943-1975, des femmes membres du conseil exécutif et des présidentes du CFM de la CCDM 1956-1971, selon les professions, en nombre et en pourcentage	179
Tableau 4. Répartition des entrepreneures montréalaises mentionnées dans les revues populaires, par domaines d'activité, en nombre absolu et pourcentage (1944-1980)	231
Tableau 5. Répartition des entrepreneures montréalaises mentionnées dans le monde commercial, par professions et par type d'entrée dans les affaires, 1920-1980	238

Liste des sigles

ACPA	Association des collaboratrices et partenaires en affaires
ADFC	Association des femmes collaboratrices
AFA	Association des femmes d'affaires de Montréal
AFÉAS	Association féminine d'éducation et d'action sociale
AHANM	Association des hommes d'affaires du nord de Montréal
BPWC	Business and Professional Women's Club de Montréal
CAFA	Comité Action Femmes d'affaires de la CCDM
CCDM	Chambre de commerce du district de Montréal
CCJM	Chambre de commerce des jeunes de Montréal
CFM de la CCDM	Conseil des femmes membres de la CCDM
CFCE	Conseil des femmes chefs d'entreprises
CFBPWC	Canadian Federation of Business and Professional Women's Clubs
CTBPW	Committee of Trades, Business and Professions for Women du Montreal Local Council of Women
FNSJB	Fédération nationale Saint-Jean-Baptiste
HEC	École des hautes études commerciales de Montréal
IFBPW	International Federation of Business and Professional Women
MJBT	Montreal Junior Board of Trade
MLCW	Montreal Local Council of Women

MWPL	Married Women's Property Laws
NCJW	National Council of Jewish Women
PME	Petites et moyennes entreprises
RFAQ	Réseau des Femmes d'affaires du Québec
YWCA	Young Women's Christian Association

En souvenir de Marie-Andrée Bertrand,

Remerciements

Cette thèse n'aurait pu être réalisée sans le soutien indéfectible de certaines personnes et institutions. J'espère n'en oublier aucune.

Je tiens, tout d'abord, à remercier très chaleureusement Mme Denyse Baillargeon et M. Serge Jaumain qui ont assuré avec brio la codirection de la présente thèse. Merci pour leur confiance, leurs judicieux conseils, leurs (très !) nombreuses relectures, leur rigueur et leur indispensable soutien et disponibilité malgré les distances, du début à la fin.

Ma reconnaissance va aussi au département d'histoire de l'Université de Montréal, à Wallonie-Bruxelles International ainsi qu'au Fonds national de la Recherche scientifique de Belgique pour les généreux fonds octroyés (bourse doctorale, bourse d'exemption de frais de scolarité supplémentaires pour étudiantEs étrangerEs et bourse d'aspirant FRS-FNRS).

Merci aux personnels des Bibliothèques et Archives nationales du Québec, des Bibliothèques et Archives nationales du Canada, des Archives de l'École des hautes études commerciales de Montréal et de l'Université du Québec à Montréal ainsi que des bibliothèques de l'Université de Montréal et de l'Université McGill. J'ai bénéficié, grâce à eux, d'un large accès aux documents et aux ouvrages de référence, que ce soit sur place ou par internet.

Je tiens aussi à remercier Mmes Valérie Piette et Régine Beauthier (†) de l'Université Libre de Bruxelles de m'avoir initiée, avec passion, à l'histoire des femmes et du droit ; Mme Michèle Dagenais et M. Thomas Wien de m'avoir aiguillée avec beaucoup de justesse lors de ma formation doctorale à l'Université de Montréal ainsi que mes collègues de l'Association des étudiantEs diplôméEs du département d'histoire de l'Université de Montréal et de la représentation du corps scientifique à la faculté de Philosophie & Lettres de l'Université Libre de Bruxelles. J'ai eu la chance de vivre avec elles et eux de merveilleux moments d'échanges, de confrontations, de discussions, de militantismes, de dégustations, de révoltes et de joies.

Merci aussi à chaque membre de ma famille et de ma belle-famille ainsi qu'à mes amis et amies du Québec et de Belgique pour leurs précieux encouragements tout au long de ces sept années de travail. Ma gratitude se dirige, en particulier, vers mes parents pour (notamment!) la mise à disposition de « la petite maison » (un véritable paradis de rédaction) et vers Benjamin Furst, Joëlle Dupuis-Lagasse et Amanda Ricci pour leurs généreux services de cartographe et de traductrices (je leur dois les deux cartes de Montréal et la traduction en anglais du résumé de cette thèse).

Un ultime et infini remerciement est adressé à Jean-Yves, un homme soutenant et inspirant, pour son écoute attentive, sa patience, sa confiance et sa magnifique présence ainsi qu'à nos enfants, Phileas et Hermelin, qui ont égayé mes pauses de leurs regards pétillants et sourires enjôleurs, et ce, quelle que soit mon humeur.

Enfin, merci à Mme A. Lafleur, fleuriste sur Saint-Denis, cette inconnue dont nous ne savons rien qu'un nom dans une revue, mais qui, sans le vouloir, m'a tendu le fil d'informations qu'il a fallu dénouer pour écrire ces quelques pages.

Introduction

L'histoire des Montréalaises du XX^e siècle met généralement en scène une majorité de femmes au foyer ou au couvent, une kyrielle de veuves ou de célibataires ouvrières ou employées et quelques rares féministes de la haute bourgeoisie engagées dans l'obtention de droits civils et politiques. Concernant plus précisément le travail de ces femmes, les recherches se sont concentrées sur les activités féminines bénévoles (ménagères, religieuses, philanthropes, etc.), politiques (lutttes féministes, biographies de certaines personnalités, etc.) ou salariées (principalement ouvrières). Hormis quelques rares « exceptions » pour les périodes antérieures, les femmes n'auraient trouvé — ou retrouvé — de place dans le monde des affaires qu'à partir des années 1980. Pourtant, quelques études menées pour le Québec et de plus nombreux travaux portant sur la question de l'entrepreneuriat féminin dans d'autres espaces urbains occidentaux depuis 1500 suggèrent l'idée de l'existence de nombreuses femmes ayant exercé ce type d'activité à Montréal tout au long de l'histoire. La présente étude vise à prouver cette intuition pour le XX^e siècle et à proposer une interprétation des causes de ce silence en la matière. En effet, notre objectif est double. Il s'agit, d'une part, de dresser le portrait des femmes d'affaires — entendues au sens strict de propriétaires principales d'au moins une entreprise privée de production ou de distribution de biens ou de services — et de la manière dont elles géraient leurs commerces ou industries dans le contexte urbain de Montréal entre les années 1920 et 1980. Nous proposons, d'autre part, une réflexion critique sur la perception sociétale de ce phénomène et, plus spécifiquement, sur la construction discursive de son caractère exceptionnel.

S'intéresser à l'entrepreneuriat féminin montréalais du XX^e siècle engendre de multiples questions. La première, fondamentale, est celle de savoir si des Montréalaises ont, bel et bien hérité, géré, créé, vendu, acheté des entreprises de production ou de distribution avant 1980. Dans l'affirmative, s'agissait-il de grandes, de plus petites, voire de très petites entreprises ? ; de quels secteurs d'activités ? ; quel en était le caractère genré (clientèle, produit/service, employéEs) ? Ces femmes d'affaires, étaient-elles mariées, veuves, célibataires ; de la moyenne et petite bourgeoisie, de classes plus modestes ? Quels rapports entretenaient-elles avec l'espace familial et l'entreprise ? Étaient-elles motivées par la nécessité de travailler, leurs activités en affaires pouvant être associées à un travail salarié, ou par le désir d'investir un pécule personnel (provenant par exemple d'une assurance) ou un héritage dans une optique capitaliste ? Comment étaient-elles perçues,

décrites, modélisées ? Comment se reconnaissaient-elles ? Que signifiaient, pour elles et pour autrui, les expressions « femmes d'affaires » ou « femmes chefs d'entreprises » ? Ultimement, comment tous ces éléments se sont-ils transformés au cours de la période 1920-1980 ?

Outre ces interrogations générales sur l'entrepreneuriat féminin, l'analyse de ce phénomène dans le contexte montréalais du XX^e siècle implique d'autres questionnements spécifiques. La ville de Montréal se situe en effet dans une contrée de droit civil dont les exigences strictes relatives aux femmes mariées furent progressivement adoucies des années 1930 aux années 1980, près d'un siècle après les États-Unis et les autres provinces canadiennes de *Common Law*. Plus largement, les années d'après-guerre sont caractérisées par des remises en question profondes du modèle familial pourvoyeur-ménagère, par une entrée massive des femmes mariées sur le marché du travail salarié et par la transformation des mouvements féministes. Cette situation a-t-elle eu un impact sur l'entrepreneuriat féminin ? Les femmes d'affaires participèrent-elles aux revendications féministes ? Quels bénéfices ont-elles tirés de ces transformations sociétales ? De plus, la crise économique mondiale de 1929 a eu un impact particulièrement dramatique sur la société montréalaise qui ne s'en remit qu'avec le début de la Seconde Guerre mondiale. Entre 1945 et 1975, au contraire, elle connaît, globalement, comme la plupart des autres sociétés occidentales, une période de prospérité et l'avènement de la société de consommation de masse. Par ailleurs, elle perd progressivement son statut de métropole du Canada au profit de Toronto, mais gagne en importance au niveau provincial. Les années soixante sont, en outre, marquées par un mouvement de désindustrialisation et de multiplication de petites et moyennes entreprises de production plus enclines à s'adapter aux nouvelles technologies et exigences du marché international. Dans le monde commercial, le secteur des services gagne du terrain et les petits magasins indépendants laissent leur place aux grandes chaînes. Dans ce contexte économique, comment les entrepreneures ont-elles négocié leur place sur le marché des affaires et comment s'y sont-elles adaptées ? Enfin, cette cité est au cœur d'un espace économique principalement bilingue caractérisé par des investissements de grands capitaux anglophones, canadiens ou états-uniens et un commerce de détail dominé par la majorité francophone. Le mouvement de francisation des structures sociales et économiques de Montréal, avec notamment le déclin de l'influence de la bourgeoisie canadienne-anglaise et, au contraire, la construction d'une association étroite entre l'État

provincial et la classe moyenne francophone, commence dès les années cinquante, mais trouve son paroxysme dans le néonationalisme de la « Révolution tranquille » des années soixante et la construction du modèle « Québec inc. » dans les vingt années suivantes. À quels groupes linguistiques les femmes d'affaires montréalaises appartiennent-elles ? Quelles conséquences cette identité a-t-elle eues sur la marche de leurs affaires et sur la perception sociale de celles-ci ?

Si l'histoire des Montréalaises a déjà été largement étudiée, ces questions restent, pour la plupart, en suspens. Seule la récente historiographie nord-américaine et européenne consacrée au phénomène de l'entrepreneuriat féminin dans d'autres contextes occidentaux des XIX^e et XX^e siècles suggère quelques clés pour y répondre. En intégrant les réflexions issues de l'histoire des femmes et du genre à l'histoire économique et des affaires, ses auteurEs ont, notamment, mis en exergue le fait que, aux XIX^e et XX^e siècles, des femmes — célibataires, veuves et mariées — ont effectivement participé aux activités économiques non seulement en tant que consommatrices ou salariées, mais aussi en tant qu'entrepreneures. Leur nombre, relativement élevé au moins depuis le XVI^e siècle, aurait cependant diminué à partir de la fin du XVIII^e siècle et elles se seraient autant soumises qu'adaptées à l'idéologie, dominante à cette époque, de la séparation genrée des sphères. Il faudrait attendre la déstabilisation de ce cadre de pensée à la fin du XX^e siècle pour voir une nouvelle croissance et une nouvelle diversification de ce groupe. La connaissance actuelle sur l'entrepreneuriat féminin dans le contexte canadien (et québécois) du XX^e siècle en particulier se limite à quelques rares données chiffrées ou biographiques qui confirment une activité commerciale féminine dans les espaces urbains et, notamment, à Montréal tout au long de cette période. Ces indices se retrouvent dans la thèse de Sylvie Taschereau sur les petits commerces en alimentation à Montréal (1920-1940), dans celle d'André Roy sur les faillites dans le district judiciaire de la ville de Québec entre 1885 et 1920 ou encore dans les travaux de Peter Baskerville sur les pratiques d'héritage dans les villes de Hamilton et Victoria entre 1860 et 1930 et ceux de Melanie Buddle sur l'entrepreneuriat féminin de Colombie-Britannique entre 1901 et 1951¹. Élise Detellier

¹ Sylvie Taschereau, *Les petits commerçants de l'alimentation et les milieux populaires montréalais, 1920-1940*, Thèse de Ph.D. (Histoire), Montréal, Université du Québec à Montréal, 1993; André Roy, *La faillite, le commerce et le crédit dans le district judiciaire de Québec entre 1885 et 1920*, Thèse de Ph.D. (Histoire), Québec, Université Laval, 2001; Peter Baskerville, *A Silent Revolution? Gender and Wealth in English Canada, 1860-1930*, Montréal, McGill-Queen's

propose, quant à elle, dans son mémoire de maîtrise, un portrait des femmes chefs d'entreprises montréalaises de la seconde moitié du XX^e siècle à partir des documents produits par le Conseil des femmes membres de la Chambre de commerce du district de Montréal depuis sa création en 1956 jusqu'à sa dissolution en 1971². Enfin, un second mémoire de maîtrise à mentionner est celui de Johanne Watkins sur la Maison Vennat (dentelles et musique) et l'implication des femmes (propriétaires, ouvrières, clientes) dans la diffusion des « ouvrages de dames »³. De plus, quelques biographies de femmes d'affaires « exceptionnelles » comme celles de Gaby Bernier (couturière), d'Yvette Brillon (modiste), de Jeannine Guillevin Wood (propriétaire d'une entreprise de vente en gros de matériel électrique) ou encore de Jane Harris (propriétaire d'une boutique de vêtements pour femmes) apportent également quelques données importantes sur la question, bien qu'à l'exception de la dernière, elles soient généralement plus descriptives qu'analytiques⁴. Il en est de même des autobiographies de Lise Watier, de Édith Serei ou de Cora Tsouflidou ou des courtes mentions glanées au hasard des lectures des ouvrages grands publics sur l'histoire de Montréal, de l'histoire de l'entreprise Steinberg ou de l'artiste Miyuki Tanobe⁵. Cependant, à en croire les études de gestion menées sur la question

University Press, 2008; Melanie Buddle, *The Business of Women. Marriage, Family and Entrepreneurship in British Columbia, 1901-1951*, Vancouver, University British Columbia Press, 2010.

² Élise Detellier, « *S'unir pour être plus fort* » *Le Conseil des femmes membres de la chambre de commerce du district de Montréal, 1956-1971*, Mémoire de M.A (Histoire), Montréal, Université de Montréal, 2004.

³ Joanne Watkins, *De l'enfermement culturel des femmes. La passion des ouvrages de dames, un exemple La maison Raoul Vennat, 1912-1969*, Mémoire de M.A (Études des arts), Montréal, Université du Québec à Montréal, 1986; Joanne Watkins, « Vennat, maison spécialisée en broderie : mode ou tradition ? », *Revue d'histoire de la culture matérielle*, vol. 43, printemps 1996, pp. 34-46.

⁴ Betty Guernsey, *Gaby. The Life and Times of Gaby Bernier, Couturière extraordinaire*, Toronto, Toronto Marincourt Press, 1982; Jacqueline Giroux, *Yvette Brillon. Femme de cœur et femme de têtes*, Montréal, La Société historique du Marigot de Longueuil, 1989; Jacques Hamelin, *L'héritage de Jeannine Guillevin Wood. Le parcours singulier d'une femme d'exception*, Montréal, Francine Breton, 2012; Lydia Ferrabee Sharman, « Fashion and Refuge. The Jean Harris Salon, Montreal, 1941-1961 », dans Alexandra Palmer, dir., *Fashion : A Canadian Perspective*, Toronto, University of Toronto Press, 2004, pp. 270-290.

⁵ Lise Watier, *Charme et personnalité*, Montréal, Éditions populaires, 1972; Édith Serei, *Au-delà des apparences. 25 ans au service de la beauté*, Montréal, Les Presses Libres, 1983; Cora Tsouflidou, *Déjeuner avec Cora*, Montréal, Libre Expression, 2001; Cora Tsouflidou, *Entre le soleil et moi. Recueil de lettres sur une vie, une réussite*, Québec, Marcel Broquet, 2011. Nous avons, notamment relevé les noms de Jeanne Lespérance (fleuriste), Olivette et Marie Théberge (salon de coiffure), Marie-Paule Nolin (couturière), Yvette Brillon (modiste) et Lise Watier

depuis les années 1970, l'entrepreneuriat féminin se serait surtout développé à partir de ces mêmes années⁶. Ainsi, Béatrice Craig, dans une récente synthèse des apports de l'ensemble de ces études, plaide d'une part, pour des études historiques sur le phénomène pour le XX^e siècle autres que les quelques « celebratory biographies of “exceptional” women » existantes et, d'autre part, pour des lectures plus critiques des sources qui nourrissent cette idée d'un « U-curve » de la période causée par l'idéologie de la séparation genrée des sphères⁷. Notre thèse se présente comme une réponse à cet appel.

Nous prenons, en effet, pour objet d'étude les entrepreneures montréalaises du XX^e siècle — entendues au sens strict de propriétaires principales d'au moins une entreprise privée de production ou de distribution de biens ou de services — afin de définir et d'analyser les caractéristiques personnelles de ces femmes et celles de leurs entreprises, d'examiner les enjeux qu'elles affrontent collectivement, d'explorer les récits tenus à leur sujet, par elles-mêmes ou par autrui et de situer les transformations de ces différents éléments dans le contexte urbain de Montréal de la période 1920-1980. Notre propos ne se

(esthéticienne) dans l'ouvrage de Hélène-Andrée Bizier (Hélène-Andrée Bizier, *Une histoire des Québécoises en photos*, Montréal, Fides, 2007, pp. 195, 226, 227 et 229.); de Mme A. Lagacé (épicerie) dans celui de Marcelle Brisson et Suzanne Côté-Gauthier (Marcelle Brisson et Suzanne Côté-Gauthier, *Montréal de vive mémoire, 1900-1939*, Montréal, Triptyque, 1994, p. 180.); de Ida Steinberg (épicerie), Robertine Barry (Journal de Françoise), Anne-Marie Gleason - Madeleine Huguenin (*La Revue Moderne*), Yvette Brillon (modiste), Juliette et Madeleine Farand (Chocolats Andrée), Marielle Fleury (couturière), Yseult Lefebvre-Richard (chaussures), Angéline Berthiaume-DuTremblay (*La Presse*), Jeannine Guillevin-Wood (électricité), Suzèle Carle (boutique d'artisanat), Lise Watier (esthéticienne), Lise Cuillèrier et Thérèse Lamartine (librairie), Mariette Clermont (meubles), Henriette et Guylaine Lanctôt (Association des femmes d'affaires du Québec) et Hélène et Claire Léger (restaurant) dans l'ouvrage collectif : Maryse Darsigny *et al.*, *Ces femmes qui ont bâti Montréal. La petite et grande histoire des femmes qui ont marqué la vie de Montréal depuis 350 ans*, Montréal, Remue-Ménage, 1994, pp. 95, 173, 179, 214, 258, 302, 319, 328, 345, 360, 406, 423, 437, 504 et 538. Enfin, nous avons repéré les noms de Ida Steinberg (épicerie) dans l'ouvrage de Peter Hadekel et Ann Gibbon (Peter Hadekel et Ann Gibbon, *Steinberg. Le démantèlement d'un empire familial*, Montréal, Libre Expression, 1990, pp. 59-71.) et de Mme Lange (de la Galerie l'Art français) et Florence Milmen (propriétaire de la galerie West-End) dans le livre de Robert Bernier (Robert Bernier, *Miyuki Tanobe*, Montréal, Les éditions de l'homme, 2004, pp. 37-38 et 43.).

⁶ Voir notamment Camille Carrier, Julien Pierre-André et William Menvielle, « Un regard critique sur l'entrepreneuriat féminin : une synthèse des études des 25 dernières années », *Gestion*, vol. 31, n° 2, été 2006, pp. 36-50.

⁷ Béatrice Craig, *Women and Business Since 1500. Invisible Presences in Europe and North America?*, London, Palgrave Macmillan, 2016, p. 1. La seule étude historique sur la question pour le XX^e siècle au Canada est la thèse de Mélanie Buddle. Mélanie Buddle, *The Business of Women. Gender, Family and Entrepreneurship in British Columbia, 1901-1971*, Thèse de Ph.D. (History), Victoria, University of Victoria, 2003.

limite cependant pas à une description du phénomène, mais ouvre une réflexion critique sur sa perception sociétale et envisage, plus spécifiquement, son caractère exceptionnel comme une construction discursive plutôt que comme un fait réel.

Selon notre hypothèse, l'idée persistante du caractère « exceptionnel » des femmes d'affaires au XX^e siècle ne serait pas uniquement fondée sur leur réelle marginalité ou le désintérêt des historienNEs québécoisEs en la matière, mais, aussi, sur la dynamique inhérente aux trois principales idéologies de la période étudiée que sont le capitalisme, le patriarcat et, pour les Franco-québécoises, le nationalisme. Ces schémas de pensée seraient au fondement des discours énoncés à cette époque sur le phénomène des femmes d'affaires par les femmes elles-mêmes ou par autrui et, par conséquent, influenceraient profondément l'idée que nous pouvons nous faire de cette réalité. En effet, d'un côté, les discours capitalistes — défini ici au sens large du système économique qui valorise la propriété privée, l'accumulation et la fructification de capitaux investis dans la production et la distribution de biens et services — construisent les gens d'affaires comme des êtres fondamentalement exceptionnels, distincts les uns des autres par leurs activités et leurs réussites. Ils n'évoquent donc qu'un nombre limité de personnes qui se lancent en affaires. De l'autre côté, le discours patriarcal — défini ici comme la distinction des espaces et des activités selon une différenciation socialement construite entre les hommes et les femmes et induisant une relation de domination des premiers envers les secondes — édicte une norme — la ménagère —, une hors-norme — la salariée — et une exception — l'entrepreneure. Il ne mentionne donc l'exception que pour confirmer la règle. Enfin, malgré l'existence, dès la fin du XIX^e siècle, d'un courant libéral qui encourage les Canadiens français à prendre leur place dans le monde des affaires, le nationalisme franco-québécois n'intègre que très tardivement le chef d'entreprise comme principal acteur de changement. Au début du XX^e siècle, le schéma proposé pour assurer la survie de ce groupe linguistique est fondé sur les trois axes que sont la famille, l'agriculture et la religion catholique. Il faut attendre les années soixante pour que le néonationalisme soutienne l'affirmation de l'élite d'affaires francophone indépendante du monde rural et les années quatre-vingt pour que cette idéologie, dans le processus de la mise en place d'un « Québec inc. », confirme une alliance forte entre les pouvoirs économiques privés et publics dans le développement socio-économique de la province. En ce sens, seulEs celles et ceux qui participent activement à la construction de cette identité québécoise sont

valorisés. Il s'agit donc là d'un troisième critère qui rend visible ou invisible l'entrepreneuriat féminin à Montréal au XX^e siècle.

La périodisation comme le choix de l'espace géographique à traiter constituent, pour les historienNEs, des défis permanents. Quelles sont les limites temporelles et spatiales les plus cohérentes pour cerner un sujet d'étude, pour définir un temps de rupture, des périodes de continuité, les limites d'un phénomène avant qu'il ne devienne « autre » ? Pour la présente étude, nous avons choisi la période qui s'étend de 1920 à 1980 et qui en est une de grands changements en faveur des femmes en ce qui a trait à leur statut social, économique, juridique et politique dans le monde occidental en général et pour les Québécoises en particulier. C'est aussi une époque qui aurait, selon les recherches menées sur le phénomène au tournant du XX^e siècle et les études sociologiques, politiques et économiques sur le tournant du XIX^e siècle, été caractérisée par une nouvelle hausse de l'entrepreneuriat féminin. Excepté le travail de Melanie Buddle pour la Colombie-Britannique et quelques évocations de la question pour l'ensemble canadien dans l'ouvrage de Peter Baskerville, aucun travail ne porte expressément sur l'espace-temps qui sépare ces deux dates ; ce qui s'est passé entre la génération d'entrepreneures de la fin du XIX^e siècle et la nôtre reste à expliquer⁸. Notre étude cherche donc à combler ce vide chronologique. De plus, les cohérences socio-économiques propres à l'espace urbain et l'idée émise notamment par Éliane Gubin du rôle émancipateur des villes pour les femmes invitent à associer les frontières de l'espace étudié à celles de la ville de Montréal *stricto sensu*⁹.

Notre présentation s'organise en quatre parties de deux chapitres chacune. Dans un premier temps, nous exposons notre démarche de recherche relative aux entrepreneures montréalaises (partie 1). Nous y abordons les trois champs historiographiques que sont l'entrepreneuriat féminin, le travail salarié et les modèles familiaux des Québécoises et,

⁸ Melanie Buddle, *ibid.*; Peter Baskerville, *A Silent Revolution*.

⁹ Denyse Baillargeon, « L'histoire des Montréalaises : un chantier en construction », dans Serge Jaumain et Linteau Paul-Andrée, dir., *Vivre en ville: Bruxelles et Montréal (XIX-XXes siècles)*, Bruxelles, Peter Lang, 2006, pp. 113-136; Éliane Gubin, « Bruxelles et les Bruxelloises aux XIX-XXes siècles. Croiser l'histoire des femmes et l'histoire des villes », dans Serge Jaumain et Paul-André Linteau, dir., *Vivre en ville : Bruxelles et Montréal (XIX-XXes siècles)*, Bruxelles, Peter Lang, 2006, pp. 99-112; Éliane Gubin et Yvonne Knibiehler, *Les femmes et la ville : Un enjeu pour l'Europe*, Bruxelles, Labor, 1993; Éliane Gubin et Jean-Pierre Nandrin, *La ville et les femmes en Belgique. Histoire et sociologie*, Bruxelles, Publications des Facultés universitaires Saint-Louis, 1993.

enfin, les dynamiques socio-économiques du Canada, du Québec et de Montréal (chapitre 1). Ceci nous permet d'esquisser, dans un même élan, le contexte historique dans lequel ont évolué les femmes que nous étudions. Ce large exposé nous amène, ensuite, à définir notre cadre conceptuel, en précisant ce que nous entendons par l'entrepreneuriat féminin, la séparation des sphères et le genre, et à préciser les sources examinées pour soutenir notre thèse, à savoir les données quantitatives provenant des recensements du Canada et des annuaires de commerce *Lovell*, les archives des groupements d'entrepreneures et les revues populaires (chapitre 2). Ces trois ensembles de sources permettent de traiter de l'entrepreneuriat féminin montréalais et de son caractère exceptionnel selon trois angles d'approche abordés dans les trois parties de thèse suivantes. Il s'agit, tout d'abord, de présenter le phénomène selon des termes quantitatifs, en partant du général pour arriver au particulier (partie 2). L'analyse genrée du groupe des personnes qui occupent des postes à la direction d'entreprise, quel que soit leur statut et quel que soit leur secteur d'activité, nous amène à examiner celui des propriétaires *stricto sensu* de commerces de détail et d'établissements de services puis celui des femmes propriétaires de ce type d'entreprise et ses variations au fil du temps (chapitre 3). L'étude du statut matrimonial des individus qui composent ce dernier ensemble ainsi que de la situation géographique et de la longévité de leurs commerces fait l'objet du chapitre 4. De ces deux chapitres ressortent les principales caractéristiques de la majorité des entrepreneures montréalaises. La troisième partie, quant à elle, est consacrée aux associations d'entrepreneures montréalaises dont l'Association des femmes d'affaires de Montréal et le Business and Professional Women's Club (AFA et BPWC – chapitre 5) et le Comité des femmes membres de la Chambre de commerce du district de Montréal (CFM de la CCDM – chapitre 6). Elle offre l'opportunité d'entendre la voix des entrepreneures montréalaises qui s'engagent à défendre leurs intérêts collectifs. Les unes le font dans le cadre d'une fédération d'associations de femmes (la Fédération nationale Saint-Jean-Baptiste et le Montreal Local Council of Women), les autres dans celui d'une institution qui se veut porte-parole des gens d'affaires montréalais (la Chambre de commerce). L'examen de la composition de ces associations, de leurs activités et de leurs luttes politiques permet de proposer le portrait des entrepreneures qui, minoritaires, sont visibles dans les espaces militants féminins et économiques. Enfin, les récits biographiques publiés dans les revues populaires que sont *La Revue moderne*, *La Revue populaire*, *Châtelaine* et *Actualité* et dans les documents de ces deux groupements sont analysés dans la quatrième partie de

cette thèse. Leur étude autant quantitative (chapitre 7) que qualitative (chapitre 8) donne à voir des entrepreneures présentes dans l'espace public et les différents critères imposés par les médias populaires et d'affaires pour les appréhender, elles et leurs entreprises. En fin de compte, les données quantitatives relatives à l'entrepreneuriat féminin montréalais (partie 2), les actions collectives menées par les entrepreneures elles-mêmes (partie 3) et les discours émis à leur sujet dans l'espace public (partie 4) suggèrent des réponses aux questions posées initialement au sujet de l'entrepreneuriat féminin montréalais de la période 1920-1980. Leur confrontation mène, ultimement, à poser un regard critique sur l'idée d'« exceptionnalité » qui l'entoure.

Partie 1. À la recherche d'entrepreneures montréalaises

Dans son ouvrage sur les couturières montréalaises du XVIII^e siècle, Suzanne Gousse considère sa recherche comme « aussi ardue que celle de trouver une aiguille dans une botte de foin »¹⁰. Étudier l'entrepreneuriat féminin montréalais du XX^e siècle s'avère un défi similaire. Une expression plus littérale pour traduire notre démarche serait celle de « trouver le nom d'une femme dans un répertoire de noms d'hommes ». À cela s'ajoute l'espoir de saisir ce que fut la personne de celle que ce nom désigne, les activités professionnelles qu'elle a menées, son inscription dans une collectivité et, ultimement, la perception, qu'elle partage avec d'autres, de son propre parcours. C'est donc nom par nom, bribe par bribe, mot par mot, qu'il s'est, finalement, avéré possible de tisser, malgré la voracité des mites de l'oubli, une toile de la collectivité entrepreneuriale féminine de Montréal entre 1920 et 1980. Cependant, avant d'exposer les conclusions de cette enquête se pose la question incontournable du contexte de production de ces données utilisées pour la mener à bien. Cette première partie y est consacrée.

Il s'agit, dans un premier chapitre, d'exposer les perspectives historiographiques dans lesquelles s'inscrit notre recherche et, dans un même élan, le contexte historique dans lequel les Montréalaises se sont lancées dans l'aventure entrepreneuriale. Sur ce plan, trois grands champs d'études ont été défrichés : celui des femmes propriétaires, celui des Québécoises salariées et des modèles familiaux et celui de l'histoire socio-économique du Canada, du Québec et de Montréal. Présenter les questions qui traversent l'ensemble des études menées sur ces sujets et les réponses qu'elles y apportent permet d'évaluer les conditions dans lesquelles entreprenaient les Montréalaises. Dans le second chapitre, nous proposons une définition du cadre conceptuel dans lequel s'inscrit notre recherche d'une part et, d'autre part, une critique des sources utilisées et une explication de la méthodologie employée. Le but est de circonscrire au mieux l'objet de notre étude pour pouvoir en exposer, par la suite, les résultats.

¹⁰ Suzanne Gousse, *Les couturières de Montréal au XVIII^e siècle*, Québec, Septentrion, 2013, p. 18.

Chapitre 1. Perspectives historiographiques et contexte historique

En 1981, Guylaine et Henriette Lanctôt, deux Montréalaises, publient une liste reprenant 344 noms de femmes sous le nom de *Bottin des femmes professionnelles et commerçantes, Montréal – career women on record*¹¹. En 1983-84, Gilbert Tarrab interroge dix femmes « occupant des postes importants dans leur entreprise respective » dans le cadre de l'émission télévisée « Une gestion au féminin ? »¹². Il réitère l'expérience en 1986 avec 14 autres « femmes d'affaires » des secteurs privés et publics¹³. Or, en 1980, Marie-Agnès Thellier, journaliste pour la revue *Actualité*, évoque l'avènement, à cette époque, d'une panoplie de services gouvernementaux provinciaux et nationaux et d'établissements d'enseignement qui visent à soutenir l'entrepreneuriat autant masculin que féminin. Elle souligne alors le fait que « l'entreprise est à la mode » et poursuit en expliquant poétiquement que

sur les eaux dangereuses de la stagflation, l'esquif Entrepreneurship est invité à se lancer, à oser. L'exhortation se fait de plus en plus pressante, venant du gouvernement en mal d'entreprises stables, des banques amenées par la concurrence à courtiser de plus près les petites et moyennes entreprises¹⁴.

Le lien entre la multiplication d'évocations d'entrepreneures montréalaises et l'interprétation du contexte socio-économique proposée par Thellier nous paraît évident. La valorisation publique de la démarche entrepreneuriale est un terreau potentiellement fertile pour évoquer l'entrepreneuriat féminin. Dès lors, qu'en est-il des précédentes de ces entrepreneures montréalaises des années quatre-vingt, de celles qui ne furent, *a priori*, pas nées sous l'étoile de l'éloge de l'Entrepreneuriat ? L'examen des éléments factuels ou réflexifs avancés par l'historiographie au sujet des femmes propriétaires d'autres contextes urbains et de périodes antérieures, des Québécoises et de leurs modèles professionnels et familiaux ainsi que les travaux consacrés à l'histoire socio-économique du Canada, du

¹¹ En 1986, ce bottin devient le *Répertoire de l'Association des femmes d'affaires du Québec*. Au fil des années, cette initiative s'élargit et donne lieu, en 1995, à la naissance officielle du Réseau des femmes d'affaires du Québec, un des groupements d'entrepreneures québécoises les plus actifs de la province, encore aujourd'hui. Francine Harel-Giasson *et al.*, « Les réseaux de femmes en gestion », *Recherches féministes*, vol. 20, n° 1, 2007, pp. 151-165, p. 153. et <http://www.rfaq.ca/pages/historique.php> (page consultée le 24 juin 2017)

¹² Gilbert Tarrab et Carole Simard, *Une gestion au féminin : nouvelles réalités*, Boucherville, Québec, G. Vermette, 1986, p. 9.

¹³ *Ibid.*

¹⁴ Marie-Agnès Thellier, « Et si vous décidiez d'être votre patron? », *Actualité*, février 1980, p. 14.

Québec et de Montréal permet d'envisager non seulement leur existence, mais aussi de dessiner le contexte dans lequel elles ont vécu. La présentation de ces trois cadres historiographiques et historiques est l'objet du présent chapitre.

1.1. Les femmes propriétaires, de la question des héritages à celle de la gestion d'entreprises

Trois grandes discussions lancées dans le champ d'études de l'histoire des femmes propriétaires des XVIII^e-XX^e siècles s'avèrent riches en enseignement pour notre propre propos : celle relative à l'impact, sur les pratiques d'héritage, de l'adoption et des modifications des législations contraignantes de la *Common Law* vis-à-vis des femmes mariées du début à la fin du XIX^e siècle, celle relative au caractère genré des activités entrepreneuriales des femmes au tournant du XX^e siècle et, pour la zone géographique de l'est de l'Amérique du Nord en particulier, celle relative au « pouvoir » des femmes en Nouvelle-France. De manière générale, les auteurEs qui traitent de ces questions pour la période des XIX-XX^e siècles, interrogent le constat de Davidoff et Hall, d'une diminution, dès la fin du XVIII^e siècle, de l'implication des femmes dans les échanges économiques du fait de la séparation genrée des sphères, réelle et discursive, induite par le mouvement d'industrialisation¹⁵. Ils et elles s'inscrivent, en ce sens, dans le cadre des recherches menées plus largement sur les affaires familiales et sur le petit commerce. Or, ces dernières démontrent la diversité et la persistance de ce type d'entreprise tout au long des XIX^e et XX^e siècles et nuancent, de ce fait, les idées chandleriennes d'un passage radical d'un capitalisme traditionnel à un capitalisme de corporation¹⁶. Les auteurEs qui traitent de la

¹⁵ Catherine Hall et Leonore Davidoff, *Family Fortunes. Men and Women of the English Middle Class, 1780-1850*, Chicago, University of Chicago Press, 1987. Ces auteures affirment même que ce déclin des activités économiques des femmes et leur retrait dans la sphère domestique qui confirment une plus stricte séparation des sphères serait une des composantes fondamentales de l'identité sociale de la classe moyenne britannique de cette époque. Récemment traduit en français : Catherine Hall et Leonore Davidoff, *Family Fortunes. Hommes et femmes de la bourgeoisie anglaise (1780-1850)*, Paris, La Dispute, 2014.

¹⁶ Alfred D. Chandler est un auteur fondateur de l'histoire des affaires aux États-Unis. Il consacre ses travaux à l'avènement des grandes entreprises américaines, entre la fin du XIX^e et le début du XX^e siècle. Dans *Strategy and Structure*, par l'analyse de l'impact de l'organisation et de la gestion professionnelle d'affaires dans la performance de ces entreprises, il constate qu'elles sont fondamentalement inertes, ne modifient leurs stratégies — concept qu'il introduit dans la discipline — que si elles y sont forcées par les tendances concurrentielles et que ces nouvelles stratégies ne peuvent être efficaces que si elles s'accompagnent de changements d'organisation

question du petit commerce ou, comme le conceptualise John Benson, du *penny capitalism*, concluent par ailleurs à l'implication, dans ces contextes d'entrepreneuriat, de la famille comme unité de production, de service et de consommation¹⁷. De plus, le groupe

structurelle. Dans *The Visible Hand*, il remplace l'importance de la main invisible du marché d'Adam Smith par celle de la main visible — et le travail d'organisation interne — de l'entreprise, dans les économies modernes industrielles. Enfin, dans *Scale and Scope*, il compare les causes de succès des entreprises britanniques, germaniques et américaines entre 1880 et 1940. Il estime que l'investissement tant dans la production, la distribution que dans le management est indispensable pour les entreprises de ces trois contrées pour perdurer lors de la Seconde Révolution industrielle, ce qu'a manqué de faire la Grande-Bretagne (Alfred D. Jr Chandler, *The Visible Hand. The Managerial Revolution in American Business*, Cambridge, Mass., Harvard University Press, 1977; Alfred D. Jr Chandler, *Scale and Scope. The Dynamics of Industrial Capitalism*, Cambridge, Mass., Harvard University Press, 1990.) Concernant les historienNEs post-chandlerienne, voir les travaux de Philip Scranton et Roger Horowitz, « "The Future of Business History » An Introduction », *Business and Economic History*, vol. 26, n° 1, 1997, pp. 1-4; Geoffrey Jones et Jonathan Zeitlin, « Introduction » *The Oxford Handbook of Business History*, Oxford, Oxford University Press, 2008, pp. 1-9; Andréa Colli, *The History of Family Business, 1850-2000*, New York, Cambridge University Press, 2003; Andréa Colli, Paloma Perez Fernandez et Mary Beth Rose, « National Determinants of Family Firm Development ? Family Firms in Britain, Spain and Italy in the Nineteenth and Twentieth centuries », *Entreprise and Society*, vol. 4, n° 1, 2003, pp. 28-64; Andréa Colli et Mary Rose, « Family Business », dans Geoffrey Jones et Jonathan Zeitlin, dir., *The Oxford Handbook of Business History*, Oxford, Oxford University Press, 2008, pp. 194-219. Franco Amatori et Andrea Colli, *Business history, complexities and comparisons*, Routledge, New-York, 2011. Henry C Klassen, « Family Business and Inheritance and Succession in Alberta and Montana in the Late Nineteenth and Early Twentieth Centuries », dans Baskerville Peter, dir., *Canadian Papers in Business History, Victoria, Public History Group, 1993. p. 45-70*, Victoria, Public History Group, 1993, pp. 45-70; Melanie Archer, « The Entrepreneurial Family Economy. Family Strategies and Self-Employment in Detroit, 1880 », *Journal of Family History*, vol. 15, 1990, pp. 261-277.

¹⁷ John Benson utilise le terme *penny capitalism*, pour définir la dynamique socio-économique du petit commerce. Cette expression désigne l'idéologie de l'ouvrier/ère qui se lance en affaires, généralement dans le commerce de biens de première nécessité (alimentation, vêtements) à une petite échelle dans l'espoir de faire du profit (et le risque de faire des pertes) et qui est responsable de tous les aspects de la gestion de l'entreprise. Selon cet auteur, ce phénomène, impliquant la famille comme unité de production, de service et de consommation, n'aurait pas été détrôné par l'industrialisation, l'urbanisation et le grand capitalisme, mais serait, au contraire, resté, pour la classe ouvrière, une composante centrale de l'économie victorienne et edwardienne. Caractérisées par la pratique du crédit, ces activités, fondées sur la confiance réciproque des membres de la communauté, aident à diminuer les effets de la pauvreté et représentent un rêve accessible à la classe ouvrière, une promesse de confort, de sécurité, de statut et d'indépendance (John Benson, *The Penny Capitalists. A Study of Nineteenth-century Working-class Entrepreneurs*, Dublin, Gill and Macmillan Ltd, 1983; John Benson, *Entrepreneurism in Canada. A History of « Penny Capitalists »*, Lewiston, New-York, A Mellen Press, 1990.). Sur ces mêmes questions, citons également les ouvrages de David Monod, *Store Wars. Shopkeepers and the Culture of Mass Marketing, 1890-1939*, Toronto, University of Toronto Press, 1996; David Monod, « Ontario Retailers in the Early Twentieth Century : Dismantling the Social Bridge », *Journal of the Canadian Historical Association*, vol. 4, n° 1, 1993, pp. 207-227. Voir aussi Sylvie Taschereau, *Les petits commerçants de l'alimentation*; Gaëtan Gervais, « Le commerce de détail au Canada (1870-1880) », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 33, n° 4, 1980, pp. 521-556.

des petitEs commerçantEs apparaît beaucoup plus hétérogène (en fonction des opportunités de réussite selon la fortune, de la forme des commerces et des préjugés ethniques, raciaux et de genre) et globalement capable de s'adapter aux exigences de l'urbanisation, de l'industrialisation et du grand capitalisme de cette époque¹⁸. Ce faisant, ces travaux démystifient l'image d'un entrepreneuriat familial en péril ainsi que celle d'une classe de petits commerçants unie, irrationnelle, conservatrice et en déclin au tournant du XX^e siècle¹⁹.

Dans ce contexte, la législation victorienne des contrées de *Common law* autant que le système civiliste qui limitait le droit de propriété des femmes mariées et qui a longtemps été considérée par les historienNEs comme le facteur le plus visible qui aurait empêché les femmes, même celles de la classe moyenne, de participer aux affaires financières et économiques est remise en question. CertainEs auteurEs, en effet, mettent en exergue le rôle féminin de transmission de la propriété familiale malgré ces contraintes légales. Par exemple, pour Maxine Berg, les femmes des régions urbaines, comme celles des villes de Birmingham et de Sheffield alors en pleine croissance au XVIII^e siècle auraient hérité d'un grand nombre de biens meubles et immeubles de grande valeur et auraient donc été expressément sollicitées pour gérer et transmettre le patrimoine familial²⁰. Alastair Owens, David Green et Robert Morris, par l'étude genrée de testaments de Stockport, Londres et

¹⁸ John Benson, *ibid.*; John Benson, *Entrepreneurism in Canada*; Andrew Alexander, « Past, Present and Future Directions in the Study of the History of Retailing », *Journal of Historical Research in Marketing*, vol. 2, n° 3, 2010, pp. 356-362; Beatrice Craig, « Petites bourgeoises and Penny Capitalists. Women in Retails in the Lille Area during the Nineteenth Century », *Enterprise and Society*, vol. 2, 2001, pp. 198-224.

¹⁹ Geoffrey Crossick et Heinz-Gerhard Haupt, *Shopkeepers and Master Artisans in Nineteenth-Century Europe*, London, Methuen et co, 1984; Alain Faure, « L'épicerie parisienne au XIX^e siècle ou la corporation éclatée », *Le Mouvement social*, vol. 108, 1979 pp. 113-130; Serge Jaumain, *Les petits commerçants belges face à la modernité 1880-1914*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 1995; Ginette Kurgan-Van Hentenryk, « Le patronat en Belgique (1880-1960) », *Histoire, économie et société*, vol. 17, n° 1, 1998, pp. 189-211; Sylvie Taschereau, « L'arme favorite de l'épicier indépendant. Éléments d'une histoire sociale du crédit (Montréal, 1920-1940) », *Journal of the Canadian Historical Association / Revue de la Société historique du Canada*, vol. 4, n° 1, 1993, pp. 264-292; Christopher Hosgood, « The Pygmies of Commerce and the Working-Class Community in England, 1870-1914 », *Journal of Social History*, vol. 22, n° 3, 1989, pp. 439-460; David Monod, « Ontario Retailers »; David Monod, *Store Wars*; Gaëtan Gervais, « Le commerce de détail »; Serge Jaumain, « La boutique à la fin du XIX^e siècle : un univers féminin ? », *Cahiers marxistes*, vol. 191, 1993, pp. 113-126.

²⁰ Maxine Berg, « Women's Property and the Industrial Revolution », *Journal of Interdisciplinary History*, vol. 24, n° 2, 1993, pp. 233-250.

Leeds, dévoilent que l'héritage féminin s'inscrivait dans un système masculin de transmission d'un patrimoine familial et que les choix de gestion patrimoniale, tant des femmes que des hommes, étaient déterminés autant matériellement qu'idéologiquement²¹. L'héritage était, pour l'époux, un moyen d'assurer, au-delà de sa mort, la cohésion de sa propre famille, de perpétuer le système familial centré sur la domesticité et de garantir son propre honneur de chef de famille en assurant un certain statut social à sa veuve. Or, lorsqu'elles possédaient des biens ou des valeurs financières, ces femmes intervenaient en grand nombre sur les marchés financiers²². Selon Owens, en 1840, les femmes célibataires auraient formé près de la moitié des investisseurs dans la dette publique, et donc des créanciers de l'État britannique, et auraient été présentes en grand nombre au cœur des finances publiques et des débats à ce sujet. La discrétion de cette activité économique, à savoir investir prudemment et pour s'assurer une rente raisonnable, correspondait mieux à l'idéal féminin de l'idéologie des sphères séparées que la tenue d'une entreprise ou d'un commerce ayant pignon sur rue. C'est aux mêmes constats qu'aboutissent notamment les études de Robert Beachy pour l'espace germanique, Hannah Baker pour l'Angleterre ou encore Béatrice Craig pour le nord de la France²³.

²¹ Alastair Owens, « Property, Gender and the Life Course. Inheritance and Family Welfare Provision in Early Nineteenth Century England », *Histoire Sociale/Social History*, vol. 26, 2001, pp. 299-317; David Green, « To Do the Right Thing. Gender, Wealth, Inheritance and the London Middle Class », dans Anne Laurence, Josephine Maltby et Janette Rutterford, dir., *Women and their Money 1700-1950*, New York, Routledge, 2009, pp. 133-150; David R. Green, « Independent Women, Wealth and Wills in Nineteenth-Century London », dans Stobart J et Alastair Owens, dir., *Urban Fortunes : Property and Inheritance in the Town, 1700-1900*, Aldershot, Ashgate, 2000, pp. 195-222; Robert J. Morris, *Men, Women, and Property in England, 1780-1870. A Social and Economic History of Family Strategies Amongst the Leeds Middle Classes*, Cambridge, Cambridge University Press, 2005; Josephine Maltby et Janette Rutterford, « « She Possessed Her Own Fortune » Women Investors from the Late Nineteenth Century to the Early Twentieth Century », *Business History*, vol. 48, 2006, pp. 220-253.

²² Alastair Owens, « « Making Some Provisions for the Contingencies to which their Sex is Particularily Liable » Women and Investment in Early Nineteenth-century England », dans Robert Beachy, Béatrice Craig et Alastair Owens, dir., *Women, Business and Finance in Nineteenth-Century Europe : Rethinking Separate Sphere*, Oxford/New York, Berg, 2006, pp. 20-36.

²³ Robert Beachy, « Business was a Family Affaire. Women of Commerce in Central Europe, 1650-1880 », *Histoire sociale/Social History*, vol. 34, n° 68, 2001, pp. 307-330; Nicola Phillips, *Women in Business, 1700-1850*, Woodbridge, The Boydell Press, 2006; Hannah Barker, *The Business of Women. Female Enterprise and Urban development in Northern England, 1760 – 1830*, Oxford, Oxford University Press, 2006; Béatrice Craig, « Patrons mauvais genre. Femmes et entreprises à Tourcoing au XIXe siècle », *Histoire sociale/Social History*, vol. 34, n° 68, 2001, pp. 331-354; Béatrice Craig, « Femmes et activités économiques en Europe du Nord-Ouest aux XVIIIe et XIXe siècles. Introduction : les affaires sont-elles affaires de femmes? », *Histoire sociale/Social History*, vol. 34, n° 68, 2001, pp. 277-281; Hannah Barker, *The Business of Women : Female;*

Cependant, dans les contrées de *Common Law*, les différentes réformes législatives en matière de propriété des femmes mariées, les *Married Women's Property Laws (MWPL)*, adoptées durant la seconde moitié du XIX^e siècle, auraient joué en leur faveur. Bien que ces lois n'aient pas été adoptées dans un objectif féministe d'indépendance de l'épouse, mais plutôt pour défendre les biens familiaux des classes moyennes face aux créanciers du mari dans une période d'instabilité économique et bien que leur application par les juges fut très limitée, elles seraient au fondement d'une *Silent Revolution* durant laquelle les femmes eurent effectivement plus facilement accès à la propriété²⁴. Pour le Canada anglais, en particulier, Constance Backhouse et Lori Chambers constatent que si la structure économique de la plupart des familles n'en a pas été fondamentalement bousculée, ces réformes ont marqué le début d'une profonde remise en question du concept d'unité familiale, de la citoyenneté de l'épouse et ouvert le champ à l'adoption de droits civils supplémentaires en faveur des femmes²⁵. Dans le cas spécifique de l'Ontario, Lori Chambers reconnaît le caractère surtout utilitaire des *MWPL*. Ces lois, sans avoir assuré la complète égalité économique des époux, auraient tout de même permis la résolution de certains problèmes pratiques auxquels étaient confrontées les épouses et, par conséquent, la reconnaissance de leurs intérêts comme distincts de ceux de leur mari²⁶. Plus récemment, Susan Ingram, Kris Inwood, Sarah Van Slightenhorst et Peter Baskerville constatent, dans leurs travaux sur les villes canadiennes de Guelph, Victoria et Hamilton, que ces nouvelles

Béatrice Craig, *Women and Business Since 1500*; Jennifer Aston, « Female Business Ownership in Birmingham, 1849-1901 », *Midland History*, vol. 37, n° 2, Autumn 2012, pp. 187-206.

²⁴ Lee Holcombe, *Wives and Property. Reform of the Married Women's Property Law in Nineteenth-century England*, Toronto, University of Toronto Press, 1983; Robert J. Morris, « Men, Women, and Property. The Reform of the Married Women's Property Act 1870 », dans F.M.L. Thompson, dir., *Landowners, Capitalists, and Wives and Household Wealth in Britain Entrepreneurs*, Oxford, 1994; Peggy A. Rabkin, *Fathers to Daughters. The Legal Foundations of Femal Emancipation*, Westport, Connecticut, Greenwood Press, 1980; Norma Basch, *In the Eyes of the Law. Women, Marriage, and Property in Nineteenth-century New York*, Ithaca, Cornell University Press, 1982; Richard H. Chused, « Late Nineteenth Century Married Women's Property Law. Receptions of the Early Married Women's Property Acts by Courts and Legislature », *American Journal of Legal History*, vol. 29 1985, pp. 3-35 ; Constance Backhouse, « Married Women's Property Law in Nineteenth Century Canada », *Law and History Review* vol. 6, n° 1988, pp. 211-257 ; Carole Shammas, « Re-assessing the Married Women's Property Acts », *Journal of Women's History*, vol. 5, 1994, pp. 7-30 ; Peter Baskerville, *A Silent Revolution*; Lucy Eldersveld Murphy, « Business Ladies. Midwestern Women and Enterprise, 1850-1880 », *Journal of Women's History*, vol. 3, n° 1, 1991, pp. 65-89.

²⁵ Constance Backhouse, *ibid.*; Lori Chambers, *Married Women and Property Law in Victorian Ontario*, Toronto, UTP/the Osgode Society for Canadian Law, 1997.

²⁶ Lori Chambers, *ibid.*

lois ont, conjuguées à d'autres facteurs socio-économiques, participé à une augmentation du nombre de femmes propriétaires et à la croissance de la propriété et de l'activité économique de l'ensemble des femmes, qu'elles soient célibataires, mariées ou veuves, entre le milieu du XIX^e et le début du XX^e siècle²⁷. À la même période, à Montréal, comme le montre Bettina Bradbury, les veuves auraient également acquis certains nouveaux droits dans la gestion des biens familiaux, notamment par le biais des contrats de mariage, des dons entre époux ou des héritages qu'elles percevaient au décès de leur mari²⁸.

En sus de ces travaux qui ont donc mis en lumière le rôle des femmes dans la transmission de propriétés familiales, principalement dans le système législatif de la *Common Law*, un second ensemble de recherches se focalise plus spécifiquement sur l'entrepreneuriat féminin au tournant du XX^e siècle. Il s'agit notamment des études de Wendy Gamber, Kathy Peiss, Susan Ingalls Lewis, Edith Sparks et Melanie Buddle. Ces auteures ont, d'une part, rendu « visibles » les entrepreneures nord-américaines dans une sphère économique précédemment présentée comme réservée aux hommes et introduit des réflexions stimulantes relativement aux concepts de genre et de sphères séparées dans la discipline de l'histoire des affaires²⁹. Une première, Wendy Gamber, analyse les relations

²⁷ Susan Ingram et Kris Inwood, « Property Ownership by Married Women in Victorian Ontario », *Dalhousie Law Journal*, vol. 23, 2000, pp. 406-449; Sue Ingram et Kris Inwood, « The Impact of Married Women's Property Legislation in Victorian Ontario », *The Dalhousie Law Journal*, vol. 23, n° 2, 2000, pp. 405-449; Kris Inwood et Sarah Van Slightenhorst, « The Social Consequences of Legal Reform. Women and Property in a Canadian Community », *Continuity and Change*, vol. 19, n° 1, 2004, pp. 165-197; Peter Baskerville, « « She has already hinted at board » Enterprising Urban Women in British Columbia, 1863-1896 », *Histoire sociale/Social History*, vol. 26, 1993, pp. 205-228; Peter Baskerville, « Women and Investment in Late Nineteenth Century Urban Canada. Victoria and Hamilton, 1880-1901 », *Canadian Historical Review*, vol. 80, 1999, pp. 191-218; Peter Baskerville, *A Silent Revolution*.

²⁸ Bettina Bradbury, *Wife to Widow. Class, Culture, Family and the Law in Nineteenth Century Québec*, Montreal, Grandes Conférences Desjardins n°1, Programme d'études sur le Québec, McGill University, 1997; Bettina Bradbury, *Wife to Widow. Lives, Law, and Politics in Nineteenth Century Montreal*, Vancouver/Toronto, University British Columbia Press, 2011; Bettina Bradbury et al., « Property and Marriage. The Law and the Practice in Early Nineteenth-Century Montreal », *Histoire Sociale/Social History*, vol. 26, n° 51, 1993, pp. 9-39.

²⁹ Susan Ingalls Lewis, « Female Entrepreneurs in Albany, 1840-1885 », *Business and Economic History*, vol. 21, 1992, pp. 65-73; Susan Ingalls Lewis, « Beyond Horatio Alger. Breaking through Gendered Assumptions about Business « Success » in Mid-Nineteenth Century America », *Business and Economic History*, vol. 24, 1995, pp. 97-105; Susan Ingalls Lewis, *Unexceptional Women. Female Proprietors in Mid-Nineteenth Century Albany, New York, 1830-1885*, Columbus, Ohio State University Press, 2009; Wendy Gamber, « Gendered Concern. Thoughts on the History

entre les grossistes — généralement des hommes — et les vendeurs au détail — généralement des femmes — dans le commerce de chapeaux à Boston au tournant du XX^e siècle, sujet également traité par Christina Bates pour l'Ontario³⁰. Kathy Peiss, quant à elle, insiste sur le fait que les femmes utilisaient consciemment les discours sur la division genrée des sphères et des tâches pour défendre et promouvoir leurs activités d'affaires dans le secteur de la beauté du début du XX^e siècle³¹. Susan Ingalls Lewis, en étudiant les femmes chefs d'entreprises à Albanie entre 1840 et 1885, révisé l'idée d'une réelle séparation des sphères et réévalue les opportunités d'affaires et de réussite entrepreneuriale

of Business and the History of Women », *Business and Economic history*, vol. 23, n° 1, 1994, pp. 129-140; Wendy Gamber, *The Female Economy. The Millinery and Dressmaking Trades, 1860-1930*, Urbana, University of Illinois Press, 1997; Wendy Gamber, « A Gendered Enterprise. Placing Nineteenth-Century Businesswomen in History », *Business and Economic History*, vol. 71, 1998, pp. 188-217.

³⁰ Wendy Gamber, *ibid.*; Wendy Gamber, *The Female Economy*; Wendy Gamber, « A gendered enterprise »; Christina Bates, « Wearing Two Hats. An Interdisciplinary Approach to the Millinery Trade in Ontario, 1850-1930 », *Revue d'histoire de la culture matérielle*, vol. 51, printemps 2000, pp. 16-25 ; Christina Bates, « Shop and Factory. The Ontario Millinery Trade in Transition, 1870-1930 », dans Alexandra Palmer, dir., *Fashion : A Canadian Perspective*, Toronto, University of Toronto Press, 2004, pp. 113-130; Christina Bates, « Creative Ability and Business Sense. The Millinery Trade in Ontario », dans Sharon Anne Cook, O'Rourke Kate et McLean Lorna, dir., *Framing Our Past. Constructing Canadian Women's History in the Twentieth Century*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 2001, pp. 348-358. Sur le commerce de chapeaux, voir aussi Vonnie R. Alto, *The Business of Female Friperies and the Fashionable Lady. Women's Millinery in America, 1620-1920, and the Oregon Experience. A Proprietorship Study of Hats and Hatmaking*, Mémoire de M.A (History), University of Portland, 1992; Betsey Baldwin, *The Millinery Tradition in Decline, 1900-1930. The Displacement of Hat-Making as a Professional Art of Eaton's*, Ottawa, Canadian Museum of Civilization, 1999; Christie Dailey, « A Woman's Concern. Millinery in Central Iowa, 1870-1880 », *Journal of the West*, vol. 21, n° 2, avril 1982, pp. 26-32; Christine Godin, « Les femmes au chapeau : une mode empreinte de la coutume », *Cap-aux-diamants, la revue d'histoire du Québec*, vol. 4, n° 2, 1988, pp. 25-28; Christine Godin, « Créer des chapeaux. La pratique du métier de modiste », *Cap-aux-diamants, la revue d'histoire du Québec*, vol. 4, n° 2, 1988, pp. 51-54; Claire L. Gonzales, *Dressmaking and Millinery in Lansing, Michigan, 1847-1910*, Mémoire de M.A (History), Michigan State University, 1983; Janet I. Loverin et A. Nylen Robert, « Creating a Fashionable Society. Comstock Needleworkers from 1860 to 1880 », dans Ronald M. James et D. Elizabeth Raymond, dir., *Comstock Women : The Making of a Mining Community*, Reno, Nevada, University of Nevada Press, 1998; Glendyne R. Wergland, « Designing Women. Massachusetts Milliners in the Nineteenth Century » *Textiles in Early New England : Design, Production and Consumption; Dublin Seminar for New England Folklife Conference Proceedings*, Boston, Boston University Press, 1999, pp. 203-221; Christina Bates, « Women's Hats and the Millinery Trade, 1840-1940. An Annotated Bibliography », *Dress*, vol. 27, n° 1, 2000, pp. 49-58.

³¹ Kathy Peiss, *Hope in a Jar. The Making of America's Beauty Culture*, New York, Metropolitan Books, 1998; Kathy Peiss, « "Vital Industry" and Women's Ventures. Conceptualizing Gender in Twentieth Century Business History », *Business History Review*, vol. 71, 1998, pp. 218-241.

des femmes, précédemment considérées comme inexistantes à cette époque³². Edith Sparks souligne l'intention capitaliste des femmes d'affaires de la même époque à San Francisco³³. Enfin, Mélanie Buddle, dans son étude sur le rapport des femmes aux affaires en Colombie-Britannique entre 1900 et 1971, met aussi en exergue le lien entre leurs activités économiques et l'espace familial dans lequel elles jouent, souvent, le rôle d'épouse³⁴.

Ces travaux démontrent, comme le conclut Joan Scott, la contradiction entre le pouvoir de ces femmes qui sortent du stéréotype féminin et le fait qu'elles participent à la production et à la vente de produits qui le renforce (restauration, chapeau, vêtement, produits de beauté)³⁵. Tout en participant à la déconstruction de l'idée de la séparation stricte des sphères privée et publique, ou domestique et économique, ces auteurEs soulignent la division sexuée de la sphère économique elle-même, que ce soit sur le plan du produit (féminin ou masculin) ou de la clientèle (féminine ou masculine), une segmentation du marché qui participerait au renforcement de la différenciation des sexes. Enfin, en mettant en lumière l'activité des femmes en la matière, ils et elles soulignent le caractère non pas neutre, mais masculin des notions et théories de la discipline et invitent à une profonde remise en question de celle-ci. Joan Scott en tire quatre grandes interrogations : celle des interrelations entre le capitalisme, la démocratie et les hiérarchies de genres, celle des liens qu'entretient le développement de la production et de la consommation de masse avec la production et la consommation de produits spécialisés préférés par les entrepreneurs féminins, celle de la tension continue, inhérente au genre, entre les attentes discursives vis-à-vis des femmes et des hommes et les pratiques des uns et des autres dans l'espace des affaires et, enfin, celle du rôle (et de la définition) de la

³² Susan Ingalls Lewis, « Female Entrepreneurs »; Susan Ingalls Lewis, « Beyond Horatia Alger »; Susan Ingalls Lewis, *Unexceptional Women*; Kathy Peiss, *Hope in a Jar*; Kathy Peiss, « "Vital Industry" »; Edith Sparks, *Capital Intentions. Female Proprietors in San Francisco 1850-1920*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2006.

³³ Edith Sparks, *ibid.*

³⁴ Melanie Buddle, « « You have to think like a man and act like a lady » Businesswomen in British Columbia, 1920-1980 », *BC Studies*, vol. 151, 2006, pp. 69-95; Melanie Buddle, *The Business of Women : Marriage*.

³⁵ Joan W. Scott, « Comment : Conceptualizing Gender in American Business History », *Business and Economic history*, vol. 71, 1998, pp. 242-249. Voir aussi Béatrice Craig, *Women and Business Since 1500*.

petite entreprise, dominée par les femmes, dans l'histoire des affaires et de leur succès ou rapport au capitalisme³⁶.

Le troisième ensemble historiographique qui met en exergue la participation des femmes à l'entrepreneuriat pour l'Amérique du Nord comprend les études menées autour de l'idée du « pouvoir » des femmes en Nouvelle-France. En 1980, Jan Noel affirmait, notamment, que ces femmes jouissaient d'un statut particulièrement favorable comparativement à la situation de leurs consœurs des colonies anglaises ou d'Europe³⁷. Plusieurs auteurs, dont Micheline Dumont, Josette Brun et Benoît Grenier, ont réagi négativement à cette idée³⁸. Leurs propres études, surtout centrées sur les femmes d'affaires de la noblesse, démontraient au contraire que la Nouvelle-France était, pendant toute la période, une société patriarcale où l'entrepreneuriat féminin était exceptionnel et le pouvoir de ces dames plutôt restreint³⁹. Cette conception de l'entrepreneuriat féminin de l'espace géographique du Bas-Canada comme « exceptionnel » est adopté par les auteures de l'ouvrage *L'entrepreneuriat féminin au Québec* qui affirment que ces femmes étaient « exceptionnellement compétentes et autonomes, pour leur époque et dans leur milieu »⁴⁰.

³⁶ Joan W. Scott, *ibid.* Cette domination féminine de la petite entreprise, notamment du commerce de détail est confirmée par les études de Peter Baskerville, Serge Jaumain et Mansel G. Blackford (Serge Jaumain, « La boutique »; Mansel G. Blackford, *A History of Small Business in America*, 2d éd., Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2003; Peter Baskerville, *A Silent Revolution*). Voir aussi Angel Kwolek-Folland, *Incorporating Women. A History of Women and Business in the United States*, New York, Twayne Publishers, 1998.

³⁷ Jan Noel, « New France: Les femmes favorisées », *Atlantis*, vol. 6, n° 2, 1981, pp. 80-98.

³⁸ Josette Brun, « Les femmes d'affaires en Nouvelle-France au 18^e siècle : le cas de l'île Royale », *Acadiensis*, vol. 27, n° 1, 1997, pp. 44-66; Micheline Dumont, « Les femmes de la Nouvelle-France étaient-elles favorisées ? », *Atlantis*, vol. 8, 1982, pp. 118-124; Benoît Grenier, *Marie-Catherine Peuvret. Veuve et seigneuresse en Nouvelle-France, 1667-1739*, Sillery, Québec, Septentrion, 2005; Benoît Grenier, « Réflexion sur le pouvoir féminin au Canada sous le Régime français. Le cas de la « seigneuresse » Marie-Catherine Peuvret (1667-1739) », *Histoire sociale/Social History*, vol. 42, n° 84, 2009, pp. 299-326.

³⁹ Colin M. Coates, « Authority and Illegitimacy in New France. The Burial of Bishop Saint-Vallier and Madeleine de Verchères versus the Priest of Batisam », *Histoire sociale/Social History*, vol. 32, n° 63, 1989, pp. 65-90; Colin M. Coates et Cecilia Morgan, *Heroines and History. Representations of Madeleine de Verchères and Laura Secord*, Toronto, University of Toronto Press, 2002; Lilianne Plamondon, « Une femme d'affaires en Nouvelle-France : Marie-Anne Barbel, veuve Fornel », *Revue Histoire Amérique Française*, vol. 31-2, 1977, pp. 165-185; Julien Fabienne, *Agathe de Repentigny, une manufacturière au XVII^e siècle*, Montréal, XYZ inc., 1996; Colin M. Coates, *The Metamorphoses of Landscape and Community in Early Quebec*, Montréal/Kingston, McGill-Queen's University Press, 2000.

⁴⁰ Francine Richer et Louise St-Cyr, *L'entrepreneuriat féminin au Québec. Dix études de cas.*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 2007, p. 19.

Cependant, plus récemment, Jan Noel a ajusté ses précédents propos tout en réaffirmant l'importance d'une large activité économique féminine dans le contexte colonial, notamment, dans le commerce des fourrures. Sans nier le caractère exceptionnel du parcours de certaines « femmes d'affaires », elle insiste sur l'existence d'un « groupe [de femmes d'affaires] nettement plus vaste qui participait à l'économie monétaire d'une manière moins systématique » et qui, selon elle, devrait être reconnu « comme la norme et non l'exception »⁴¹. En ce sens, les derniers travaux de Benoit Grenier témoignent également, pour le XVIII^e siècle, de « l'implication essentielle des épouses » dans la marche des affaires dans le contexte où le taux d'absentéisme masculin était particulièrement élevé⁴². La contribution de Suzanne Gousse doit également être mentionnée puisqu'elle lève le voile sur le monde des innombrables couturières montréalaises du XVIII^e siècle⁴³.

En fin de compte, l'intégration des réflexions théoriques sur les concepts de genre et de séparation des sphères à l'histoire économique et des affaires dévoile une réelle participation des femmes propriétaires aux activités économiques tant en Europe qu'en Amérique du Nord. En effet, le premier ensemble historiographique dévoile, comme l'exprime Lucy Murphy, « an astonishing number of women who ran their own businesses » durant tous les XVIII et XIX^{es} siècles, malgré des législations contraignantes et des discours idéologiques contraires⁴⁴. Ces nombreuses « femmes d'affaires », célibataires, mariées ou veuves, souvent par le biais des héritages, tenaient boutique, géraient des propriétés privées et des industries, voire participaient aux échanges boursiers pour s'assurer une rente raisonnable. Les modifications de la *Common Law* en faveur des femmes mariées auraient facilité cet accès à la propriété privée de l'ensemble des femmes. Les travaux suggèrent, de plus, une porosité de la frontière entre les sphères privée et publique, mais révèlent, en revanche, une segmentation sexuée de l'espace économique

⁴¹ Jan Noel, « « N'être plus la déléguée de personne » Une réévaluation du rôle des femmes dans le commerce en Nouvelle-France », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 63, n° 2-3, 2009, pp. 209-241.

⁴² Benoit Grenier et Catherine Ferland, « « Quelque longue que soit l'absence » Procurations et pouvoir féminin à Québec au XVIII^e siècle », *Clio, Femmes, Genre, Histoire*, vol. 37, 2013, pp. 197-225.

⁴³ Suzanne Gousse, *Les couturières*.

⁴⁴ Lucy Eldersveld Murphy, « Her Own Boss. Businesswomen and Separate Spheres in the Midwest 1850-1880 », *Illinois Historical Journal*, vol. 80, 1987, pp. 155-176, p. 157.

lui-même ainsi qu'une définition masculine et non pas neutre des activités qui s'y déroulent. Ils révèlent donc une continuité de l'implication des femmes de classe moyenne dans la tenue de commerces au moins jusqu'au début du XX^e siècle, mais aussi la concentration — et non pas la limitation — de celles-ci aux secteurs du vêtement, de l'alimentation et du logement et dans des commerces plus petits que ceux des hommes ainsi que la similitude entre les comportements dans le commerce des unes et des autres. Les transformations de cette activité féminine s'expliqueraient autant par des facteurs géographiques, économiques et démographiques que par l'agentivité des femmes dans la définition de la féminité proposée par cette idéologie des sphères séparées. En effet, les entrepreneures y apparaissent simultanément soumises à cette idée de division des activités féminines et masculines dans l'espace économique et pleinement participantes à la construction de cette organisation sociale. Enfin, l'historiographie québécoise a traité de la question du « pouvoir » des femmes de Nouvelle-France et s'est divisée sur celle de l'« exceptionnalité » de l'entrepreneuriat féminin de cette période. Les résultats les plus récents confirment, cependant, une grande diversité d'activités entrepreneuriales de femmes, des seigneuses aux couturières, au XVIII^e siècle.

1.2. Les Québécoises, le travail salarié et la famille : entre expériences et discours

L'histoire des Québécoises du XX^e siècle, et plus particulièrement celle du travail salarié féminin, de l'engagement public des femmes et des modèles familiaux, s'écrit également à l'aune de l'idéologie des sphères séparées. L'étude du monde du salariat et de l'engagement social et politique des femmes amène à s'interroger sur l'effectivité de la séparation des sphères publique et privée et des activités féminines et masculines. Le dévoilement des activités professionnelles féminines force, de plus, à réévaluer la réelle portée du principal modèle familial promu par les autorités politiques et religieuses et inscrit autant dans le Code civil de 1866 que dans les mesures sociales de l'État providence. Cet idéal est celui d'une famille nucléaire composée d'un père-pourvoyeur et d'une mère-ménagère, économiquement et juridiquement dépendante de son conjoint et assurant le soin des enfants. L'analyse de ces éléments pose la question de l'absence de concordance entre les discours et la réalité.

Depuis les années 1980, par l'analyse d'écrits ou d'entretiens oraux de femmes des classes ouvrières québécoises, une première cohorte d'historiennes a esquissé les différents vécus des femmes dans leur famille, leur travail et leur lieu de socialisation et d'action publique au XX^e siècle⁴⁵. Il y apparaît, tout d'abord, qu'au tournant du XX^e siècle, à Montréal, la famille québécoise francophone n'aurait pas été vécue par les femmes uniquement comme un lieu d'oppression, mais aussi comme un lieu d'espoir et d'épanouissement. De plus, le passage du modèle familial de production à celui de consommation (avec une dépendance au seul salaire paternel) n'aurait été ni brutal ni provoqué, pour toutes les familles, par les phénomènes d'urbanisation et d'industrialisation de cette période, comme le laissait croire certaines précédentes études⁴⁶. Les expériences et stratégies familiales auraient, au contraire, été très diverses (travail salarié, domestique ou bénévole de touTEs et à tous âges et appui des réseaux familiaux et sociaux d'entraide) et témoigneraient d'une réelle capacité d'action et d'adaptation de ses membres pour faire face aux fluctuations de la structure industrielle et combler les besoins variables au fil du cycle de vie de la famille⁴⁷. De plus, bien que le nombre de divorces, de célibataires ou d'unions libres augmente aussi brutalement que ne baisse les taux de nuptialité et de natalité à partir des années 1960, nous retrouvons une assez grande variété de structures familiales, selon le nombre d'enfants, le travail des jeunes, les familles monoparentales dirigées par des veuves, des veufs ou des personnes séparées durant tout le XX^e siècle⁴⁸.

⁴⁵ Denyse Baillargeon, « L'histoire des Montréalaises », pp. 113-136.

⁴⁶ Denise Lemieux et Lucie Mercier, *Les femmes au tournant du siècle, 1880-1940 : âges de la vie, maternité et quotidien*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1989.

⁴⁷ Bettina Bradbury, *Familles ouvrières à Montréal : Age, genre et survie quotidienne pendant la phase d'industrialisation*, Montréal, Boréal, 1995; Denyse Baillargeon, *Ménagères au temps de la crise*, Montréal, Remue-ménage, 1991; Aline Charles, *Travail d'ombre et de lumière. Le bénévolat féminin à l'Hôpital Sainte-Justine, 1907-1960*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1990; Aline Charles, *Quand devient-on vieille? Femmes, âge et travail au Québec, 1940-1980*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2007. La situation des ménages ouvriers de Richmond Heights, en banlieue d'Halifax, paraît très similaire à celle de Montréal. Suzanne Morton, *Ideal Surroundings. Domestic Life in a Working-Class Suburb in the 1920s*, Toronto, University of Toronto Press, 1995; Denise Lemieux et Lucie Mercier, *Les femmes au tournant du siècle*; Gail Cuthbert -Brandt, « Weaving it Together. Life Cycle and the Industrial Experience of Female Cotton Workers in Quebec 1910-1950 », *Labour/Le travailleur*, 1982, pp. 113-126

⁴⁸ Magda Fahrni, *Household Politics. Montreal Families and Postwar Reconstruction*, Toronto, University of Toronto Press, 2005; Denyse Baillargeon, « Les politiques familiales au Québec. Une perspective historique », *Lien social et Politique*, vol. 3, 1996, pp. 21-32; Renée Dandurand, *Le Mariage en question. Essai sociohistorique*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1988; Renée Dandurand, *Mères et travailleuses. De l'exception à la règle*, Québec, Institut

Le travail salarié féminin serait une de ces réalités quotidiennes déjà pour les ménages du XIX^e siècle et d'autant plus pour ceux du siècle suivant. En effet, le taux de femmes dans la main-d'œuvre augmente durant tout le XX^e siècle, et ce, malgré certaines fluctuations économiques importantes et la pénibilité des conditions de travail⁴⁹. Le recensement canadien révèle, en effet, que les femmes — la plupart célibataires — formaient 21,6 % de la main-d'œuvre montréalaise en 1911, 25,2 %, en 1921, 25,4 % en 1931 et 27,4 % en 1941. Cet accroissement de la présence féminine dans le monde du travail salarié s'expliquerait, principalement, par le passage d'un cycle de vie de femmes en deux temps — travail/mariage — à un cycle de vie en trois temps — travail/mariage/travail —, ou *from working daughters to working mothers*. Autrement dit, si, avant la Seconde Guerre mondiale, les jeunes femmes ne travaillaient majoritairement contre salaire qu'avant leur mariage, au cours de la deuxième moitié du XX^e siècle, elles tendent à revenir sur le marché de l'emploi après leur noce, lorsque les enfants sont autonomes. Ce phénomène, bien que déjà présent au début du siècle, s'accroît après la Seconde Guerre mondiale⁵⁰. Comme le documente Francine Barry pour le Québec, la main-d'œuvre féminine de cette province connaît, en effet, un taux de croissance de 31,44 % entre 1941 et 1951, de 40,55 % entre 1951 et 1961 et de 57,66 % entre 1961 et 1971 pour former près de 43 % de l'ensemble des personnes salariées à la fin des

québécois de recherche sur la culture, 1992; Renée Dandurand, « Introduction », dans Renée Dandurand et F. Descaries, dir., *Mères et travailleuses : de l'exception à la règle*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1992, pp. 9-24; Denise Lemieux et Lucie Mercier, « L'articulation travail-maternité. Histoire d'une transition à travers des récits de vie », dans Renée Dandurand et F. Descaries, dir., *Mères et travailleuses : de l'exception à la règle*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1992, pp. 103-129.

⁴⁹ Suzanne Cross, « The Neglected Majority. The Changing Role of Women in XIXth Century Montreal », *Histoire Sociale/Social History*, vol. 6, n° 12, 1973, pp. 202-223; Suzan Mann Trofimenkoff, « One Hundred and Two Muffled Voices. Canada's Industrial Women in the 1880th. », *Atlantis*, vol. 3, n° 1, 1977, pp. 62-82.; Marie Lavigne et Jennifer Stoddart, « Ouvrières et travailleuses montréalaises, 1900-1940 », dans Marie Lavigne et Yolande Pinard, dir., *Travailleuses et féministes : Les femmes dans la société québécoise*, Montréal, Boréal, 1983, pp. 99-113.

⁵⁰ Gail Cuthbert -Brandt, « Weaving it Together »; Joan Sangster, *Earning Respect. The Lives of Working Women in Small-Town Ontario, 1920-1960*, Toronto, University of Toronto Press, 1995; Joy Parr, *The Gender of Breadwinners. Women, Men, and Change in Two Industrial Towns, 1880-1950*, Toronto, University of Toronto Press, 1990; Mercedes Steedman, *Angels of the Workplace. Women and the Construction of Gender Relations in the Canadian Clothing Industry, 1890-1940*, Toronto, Oxford University Press, 1997; Joan Sangster, *Transforming Labour. Women and Work in Post-War Canada*, Toronto, University of Toronto Press, 2010.

années 1980⁵¹. Or, les femmes mariées représentent jusqu'à près de 50 % de la population active féminine en 1971 alors qu'elles n'en représentaient que 17 % vingt ans plus tôt⁵².

Ces années d'après-guerre sont aussi marquées par une diversification de l'emploi féminin, tant au niveau national que provincial. Selon Nicole M. Fortin et Michael Huberman, en 1900, plus de la moitié de la population active féminine canadienne se retrouvait dans les services (surtout professionnels et domestiques), près d'un tiers était employé dans les manufactures et à peine 8 % de ce groupe se retrouvait dans le travail administratif⁵³. En 1930, ces proportions sont assez différentes puisque le second taux tombe à 14 % et le dernier grimpe à 22 %⁵⁴. Entre les deux dates, le travail administratif s'est féminisé puisque si les femmes y représentent 21 % des travailleurs et travailleuses en 1900, cette proportion atteint 48 % en 1930⁵⁵. Le commerce, quant à lui, voit la présence féminine croître de 1 à 10 %. Après 1930, les Canadiennes sont donc concentrées dans le travail administratif, la vente, les soins de santé (infirmières) ou l'enseignement

⁵¹ Marie Lavigne et Pinard Yolande, « Travail et mouvements de femmes. Une histoire visible – Bilan historiographique », dans Marie Lavigne et Yolande Pinard, dir., *Travailleuses et féministes : Les femmes dans la société québécoise*, Montréal, Boréal, 1983, pp. 8-60; Francine Barry, *Le travail de la femme au Québec : l'évolution de 1940 à 1970*, Montréal, Les Presses de l'Université du Québec, 1977. Voir aussi Denyse Baillargeon, *Brève histoire des femmes au Québec*, Montréal, Boréal, 2012, pp. 183-184.

⁵² Notons, cependant que ces tendances sont aujourd'hui largement remises en question dans les ouvrages consacrés au Canada anglais et aux États-Unis. Une critique plus assidue des recensements dévoilerait, finalement, que la participation des femmes – et des femmes mariées en particulier – serait plus constante que réellement en croissance. Peter Baskerville, *A Silent Revolution*, p. 197. Voir aussi Margot Conk, « Accuracy, Efficiency and Bias. The Interpretation of Women's Work in the US Statistics of Occupation, 1880-1960 », *Historical Methods*, vol. 14, 1981, pp. 65-72; Claudia Goldin, *Understanding the Gender Gap. An Economic History of American Women*, New York, Oxford University Press, 1990; Timothy Hatton et Roy E. Bailey, « Women's Work in Census and Survey, 1911-1931 », *Economic History Review*, vol. 54, 2001, pp. 87-107. Cette analyse critique reste à faire pour le Québec.

⁵³ Nicole M. Fortin et Michael Huberman, « Occupational Gender Segregation and Women's Wages in Canada : An Historical Perspective », *Canadian Public Policy / Analyse de Politiques*, vol. 28, 2002, pp. S11-S39, pp. 12-14.

⁵⁴ *Ibid.*

⁵⁵ *Ibid.* Sur ce phénomène de féminisation du travail de bureau, voir notamment Graham S. Lowe, *Women in the Administrative Revolution : the Feminization of Clerical Work*, Toronto/Buffalo, University of Toronto Press, 1987; Angel Kwolek-Folland, *Engendering Business. Men and Women in the Corporate Office, 1870-1930*, Baltimore, John Hopkins University Press, 1994; Michèle Dagenais, « Itinéraires professionnels masculins et féminins en milieu bancaire. Le cas de la Banque d'Hochelaga, 1900-1929 », *Labour/Le Travail*, vol. 24, Automne 1989, pp. 45-69.

(institutrices)⁵⁶. De plus, alors que la proportion d'hommes actifs dans le secteur de l'agriculture diminue au profit des emplois dans les manufactures, le transport, mais aussi au niveau des postes de direction et des professions libérales, les femmes, elles, ne participent pas à la croissance de ces deux derniers groupes dans la première moitié du siècle⁵⁷. En revanche, entre 1961 et 1997, le pourcentage des femmes croît de 3 à 19 % dans les activités directionnelles et de 18 à 25 % dans les professions libérales alors que, parallèlement, ce taux décline à 16 % dans le travail administratif⁵⁸. Du côté de la population active masculine, le taux d'hommes dans les métiers directionnels et les professions augmente de 10 % entre ces deux mêmes dates⁵⁹. Les Québécoises, quant à elles, selon les données de Francine Barry, se concentrent, en 1941, à 87,3 % dans quatre catégories professionnelles (professions libérales et techniciennes; employées de bureau; travailleuses de services et activités récréatives; et métiers-artisanes-ouvrières à la production) alors que vingt ans plus tard, elles n'y sont plus représentées qu'à 80,8 %⁶⁰. Cependant, encore en 1981, 40 % des Québécoises sont concentrées dans dix professions, dont une grande majorité dans le secrétariat; les emplois de bureau, de la vente et la profession d'infirmière sont féminins à 91,1 % et celle de sténographe et de secrétaire à 98,4 %⁶¹. Pourtant, dès les années 1970, les Québécoises accèdent également à certains postes dans la haute administration et les professions libérales comme la médecine, la pharmacie, la justice, le génie ou l'architecture⁶².

En plus de cette réalité du travail salarié, divers autres lieux de socialisation et d'engagement public permettent aux femmes, y compris aux mères de famille, d'exercer des activités hors de l'espace domestique durant tout le XX^e siècle. Autant le *Montreal*

⁵⁶ Nicole M. Fortin et Michael Huberman, *ibid.*, pp. 12-14.

⁵⁷ *Ibid.*

⁵⁸ *Ibid.*

⁵⁹ *Ibid.*

⁶⁰ Francine Barry, *Le travail de la femme*, pp. 13-14.

⁶¹ Le Collectif Clio, *L'histoire des femmes au Québec depuis quatre siècles*, Montréal, Le Jour, 1992, pp. 510-511.

⁶² Denyse Baillargeon, *Brève histoire des femmes*, pp. 188-189. Voir aussi Johanne Collin, *Changement d'ordonnance. Mutations professionnelles, identité sociale et féminisation de la profession pharmaceutique au Québec, 1940-1980*, Montréal, Boréal, 1995; Johanne Collin, « Les femmes dans la profession pharmaceutique au Québec : rupture ou continuité? », *Recherches féministes*, vol. 5, n° 2, 1992, pp. 31-56.

Council of Women que la Fédération nationale Saint-Jean-Baptiste et leurs multiples associations membres, la Jeunesse ouvrière catholique féminine et ses diverses antennes, les paroisses, les groupements professionnels de femmes et, plus tard, les conseils municipaux représentent, pour les femmes qui y sont actives, des espaces de discussion, de sensibilisation, de formation, de réseautage, d'insertion sociale et d'engagement public, favorables à l'émancipation et à la promotion des femmes dans la société⁶³. Plus particulièrement, dès 1893, le *Montreal Local Council of Women*, branche du Conseil national des femmes du Canada, réunit les associations de femmes de toutes origines et de toutes religions et porte des revendications surtout au sujet de la bienfaisance, l'hygiène, l'éducation des filles, les arts et la musique⁶⁴. Son pendant francophone et catholique, la Fédération nationale Saint-Jean-Baptiste, créée en 1907, regroupe des œuvres de charité, des œuvres d'éducation et des œuvres économiques⁶⁵. Dans ce champ d'études,

⁶³ Marie Lavigne, Yolande Pinard et Dorothy Suzanne Cross, *Travailleuses et féministes. Les femmes dans la société québécoise*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 1983; Lucie Piché, « La jeunesse ouvrière catholique féminine. Un lieu de formation sociale et d'action communautaire », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 52, n° 4, 1999, pp. 481-507 ; Lucie Piché, *Femmes et changement social au Québec. L'apport de la jeunesse ouvrière catholique féminine, 1931-1966*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2003 ; Agathe Lafortune, « L'animation de la paroisse montréalaise. Un aspect méconnu du travail des femmes dans la ville. Les années 1950 », dans E. Tardy et Francine Descarries, dir., *Les bâtisseuses de la cité*, Montréal, ACFAS, 1993, pp. 79-86; Chantal Maillé, « La ville, un lieu d'engagement politique privilégié pour les femmes: le cas de Montréal », dans Evelyne Tardy et F. Descarries, dir., *Les bâtisseuses de la cité*, Montréal, ACFAS, 1993, pp. 379-386; Cheryl Gosselin, *Vers l'avenir ! Québec Women's Politics Between 1945 and 1967. Feminist, Maternalist and Nationalist Links*, Thèse de Ph.D. (Histoire), Montréal, Université de Montréal, 2002; Marie Lavigne, Yolande Pinard et Jennifer Stoddart, « La Fédération nationale Saint-Jean-Baptiste et les revendications féministes au début du 20e siècle », dans Marie Lavigne et Yolande Pinard, dir., *Travailleuses et féministes : Les femmes dans la société québécoise*, Montréal, Boréal, 1983, pp. 199-216.

⁶⁴ Yolande Pinard, « Les débuts du mouvement des femmes à Montréal (1893-1902) », dans Marie Lavigne et Yolande Pinard, dir., *Travailleuses et féministes : Les femmes dans la société québécoise*, Montréal, Boréal, 1983, pp. 177-198.

⁶⁵ Marie Lavigne, Yolande Pinard et Jennifer Stoddart, « La FNSJB », pp. 199-216; Karine Hébert, « Une organisation maternaliste au Québec. La Fédération nationale Saint-Jean-Baptiste et la bataille pour le vote des femmes », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 52, n° 3, 1999, pp. 315-344; Catherine Charron, « Le front domestique à la Fédération nationale Saint-Jean-Baptiste : entre crise de la domesticité et promotion de l'enseignement ménager, 1900-1927 », *Histoire Sociale/Social History*, vol. 43, n° 86, 2010, pp. 345-368; Yolande Cohen et Chantal Maillé, « Les cours d'instruction civique de la Fédération nationale Saint-Jean-Baptiste : une voie d'accès à la citoyenneté politique pour les femmes du Québec », *Recherches féministes*, vol. 12, n° 2, 1999, pp. 39-59. ; Denyse Baillargeon, « « Sur les berceaux je veille » Les aides maternelles de la Fédération nationale Saint-Jean-Baptiste et la professionnalisation des domestiques (1928-1940) », *Sextant*, vol. 15/16, 2001, pp. 203-233; Yolande Pinard, *Le féminisme à Montréal au commencement du XXe siècle (1893-1920)*, Mémoire de M.A (Histoire), Université du Québec à Montréal, 1976. Voir aussi Yolande Cohen, *Femmes philanthropes. Catholiques, protestantes et*

l'engagement de certaines personnalités comme Marie Gérin-Lajoie, Idola Saint-Jean, Éva Circé-Côté ou Thérèse Casgrain a été plus particulièrement mis en exergue⁶⁶.

Parallèlement à ces travaux, un second ensemble de recherches a mis en évidence le fait que cette diversité des dynamiques familiales, cette présence accrue de femmes dans le salariat durant tout le XX^e siècle et, à la fin de la période, dans certaines sphères directionnelles, de même que cette participation féminine dans les espaces publics et politiques se heurtent aux discours produits par les élites et les pouvoirs publics, généralement dominés par les hommes. En effet, durant toute la période, autant les politiques publiques, les experts en psychologie, la publicité, les associations du mouvement familial que la législation ont pris soin de définir un modèle familial « normal » et à marginaliser les familles qui ne s'y conformaient pas. Au Canada anglais, Nancy Christie constate que si les débats publics du XIX^e siècle se focalisaient sur la mère reine du foyer, ceux du début du XX^e siècle se préoccupaient plutôt de la problématique du père absent, violent, voire délinquant⁶⁷. Le sentiment de décomposition de la famille canadienne et le souci d'encourager l'autosuffisance des familles par le revenu du pourvoyeur auraient alors été à l'origine de l'État providence fédéral. Cette forme d'intervention étatique n'aurait pas été motivée par le souci d'offrir une indépendance économique à l'épouse, mais, au contraire, par celui d'assurer un plein emploi masculin. L'idéal du père-pourvoyeur avait comme double objectif de valoriser le travail salarié de l'homme et de renforcer ses responsabilités familiales et sa place au foyer⁶⁸. Entre 1900 et

juive dans les organisations caritatives au Québec, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 2010; Yolande Cohen, « La Fédération nationale Saint-Jean-Baptiste : le droit de vote et l'avancement du statut civique et politique des femmes au Québec », *Histoire Sociale/Social History*, vol. 46, n° 91, mai 2013, pp. 121-144.

⁶⁶ Diane Lamoureux, « Idola Saint-Jean et le radicalisme féministe de l'entre-deux-guerres », *Recherches Féministes*, vol. 4, n° 2, 1991, pp. 45-61 ; Anita Caron et Lorraine Archambault, *Thérèse Casgrain, Une femme tenace et engagée*, Montréal, Les Presses de l'Université du Québec, 1993; Anne-Marie Sicotte, *Marie Gérin-Lajoie. Conquérante de la liberté*, Montréal, Remue-Ménage, 2005. ; Andrée Léveques, *Éva Circé-Côté libre penseuse 1871-1949*, Montréal, Remue-ménage, 2010.

⁶⁷ Nancy Christie, *Engendering the State. Family, Work, and Welfare in Canada*, Toronto, University of Toronto Press, 2000.

⁶⁸ La publicité pour les barbecues, symbolise particulièrement bien cette valorisation du rôle spécifique du père au sein de l'organisation du foyer. À ce sujet, voir Chris Dummitt, « Finding a Place for Father. Selling the Barbecue in Postwar Canada », *Journal of the Canadian Historical Association*, vol. 9, n° 1, 1998, pp. 209-223.

1945, le domaine familial féminin défendu par le clergé, les maternalistes et les défenseurs de la cause infantile aurait donc été « masculinisé » par les experts et les interventions étatiques. Concernant plus spécifiquement le travail salarié des femmes, s'il était, avant la Première Guerre mondiale, un phénomène nouveau à comprendre, voire un problème social à résoudre, il est décrit, surtout dans les années 1920-1930, en termes négatifs, discriminatoires et de marginalisation⁶⁹. La Deuxième Guerre mondiale et la « reconstruction » sociale qui s'ensuit encouragent encore plus à repenser les « politiques domestiques » et à renégocier les rôles au sein de la famille⁷⁰. En effet, tant les nouveaux experts canadiens en psychologie que les diverses associations du mouvement familial catholique francophone, dont le Service de régulation des naissances, le Service de Préparation au Mariage de l'Action catholique ou l'École des Parents participent à la valorisation du rôle du père dans la famille⁷¹. Ils auraient, dès lors promu l'idéal de la famille composée d'une femme, mère à temps plein, d'un homme, pourvoyeur et père attentif et d'enfants, brillants et travailleurs, comme une « norme » à laquelle furent comparés, exclus, pathologisés, considérés comme « déséquilibrés » et « anormaux », les nombreux autres modèles familiaux⁷². Cette image idyllique des années 1950 comme l'âge d'or de la famille blanche, hétérosexuelle, de classe moyenne, « traditionnelle », où règnent

⁶⁹ Marie Lavigne et Jennifer Stoddart, « Ouvrières et travailleuses », pp. 99-113; Gail Cuthbert - Brandt, « Weaving it Together »; Mona-Josée Gagnon, « Les femmes dans le mouvement syndical québécois », dans Marie Lavigne et Yolande Pinard, dir., *Les femmes dans la société québécoise. Aspects historiques*, Montréal, Boréal, 1977, pp. 145-168.

⁷⁰ Magda Fahrni, *Household Politics*.

⁷¹ Diane Gervais, « Morale catholique et détresse conjugale. La réponse du service de régulation des naissances : Seréna, 1955-1970 », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 55, n° 2, 2001, pp. 185-215; Michael Gauvreau, « The Emergence of Personalist Feminism. Catholicism and the Marriage-Preparation Movement in Quebec, 1940-1966 », dans Nancy Christie, dir., *Household of Faith*, Montréal/Kingston, McGill-Queen's University Press, 2002, pp. 319-347; Vincent Duhaime, « « Les pères ont ici leur devoir » Le discours du mouvement familial québécois et la construction de la paternité dans l'après-guerre, 1945-1960 », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 57, n° 4, 2004, pp. 535-566; Denyse Baillargeon, « We Admire Modern Parents. The École des Parents du Québec and the Post-war Québec Family, 1940-1949 », dans Gauvreau Michael et Christie Nancy, dir., *Cultures of Citizenship in Post-War Canada, 1940-1955*, Montréal/Kingston, McGill-Queen's University Press, 2003, pp. 239-276; Marie-Paule Malouin, *Le mouvement familial au Québec. Les débuts : 1937-1965*, Montréal, Boréal, 1998; Michael Gauvreau, *Les origines catholiques de la Révolution tranquille*, Montréal, Fides, 2008; Diane Gervais, « Morale catholique et détresse conjugale ». ; Denyse Baillargeon, *Ménagères*; Denyse Baillargeon, « We admire Modern Parents », pp. 239-276.

⁷² Mona Lee Gleason, *Normalizing the Ideal. Psychology, Schooling, and the Family in Postwar Canada*, Toronto, University of Toronto Press, 1999.

la prospérité, le bonheur, la stabilité et la confiance, aurait été au cœur des mouvements nationalistes canadiens et québécois de cette seconde moitié du XX^e siècle. En effet, selon ce schéma de pensée, la femme se devait de tenir le rôle de ménagère, gardienne des valeurs canadiennes-françaises (ou anglaises) et épouse soumise au bon vouloir financier d'un mari pourvoyeur dans une famille considérée comme le dernier bastion de l'identité nationale. Après ces premières années dites «de conservation», certaines élites québécoises, par exemple, la Confédération des syndicats nationaux, vont passer à celle dite «de rattrapage et d'adaptation» et, enfin, à celle dite «de développement et de participation»⁷³. La femme aurait tout d'abord, été invitée à exercer, tant dans le foyer qu'à l'extérieur, son «instinct maternel», en tant que procréatrice et en tant qu'éducatrice dans une famille devenue un lieu de partage des tâches entre les conjoints. Enfin, l'acceptation du passage d'un modèle familial unique (ménagère/pourvoyeur) à une multiplicité de relations familiales (double salaire, familles recomposées, familles monoparentales, régimes matrimoniaux diversifiés...) aurait eu comme conséquence une «déssexualisation des rôles sociaux», tant dans la famille que sur le marché de l'emploi⁷⁴.

Le droit de la famille tel qu'adopté dans le Code civil de 1866 consacre très explicitement la conception et la promotion du modèle familial «père-pourvoyeur/mère-ménagère»⁷⁵. En effet, en 1866, le Bas-Canada codifie son propre droit de la famille et

⁷³ Mona-Josée Gagnon, *Les femmes vues par le Québec des hommes : 30 ans d'histoire des idéologies*, Montréal, Le Jour, 1974; Francine Barry, *Le travail de la femme*, p. 7; Lucie Piché, « Entre l'accès à l'égalité et la préservation des modèles. Ambivalence du discours et des revendications du Comité Féminin de la CTCC-CSN, 1952-1966 », *Labour/Le travailleur*, vol. 29, 1992, pp. 187-220.

⁷⁴ Renée Dandurand, *Le Mariage en question*.

⁷⁵ Jocelyne Légaré, « La condition juridique des femmes ou l'historique d'une "affaire de famille" », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 16, n° 2, 1983, pp. 7-26; Mariette Sineau et Évelyn Tardy, *Droits des femmes en France et au Québec, 1940-1990*, Montréal, Remue-ménage, 1993; Jennifer Stoddart, « Quand les gens de robe se penchent sur les droits des femmes. Le cas de la Commission Dorion, 1920-1931 », dans Marie Lavigne et Yolande Pinard, dir., *Travailleuses et féministes : les femmes dans la société québécoise*, Montréal, Boréal, 1983, pp. 307-336; François Labbé, *La définition des genres comme enjeu des débats entre les féministes et les porte-parole antiféministes au Québec au début du XXe siècle, Le cas de la commission Dorion (1929-1931)*, Mémoire de M.A (Histoire), Québec, Université Laval, 1998; Michelle Boivin, « L'évolution des droits de la femme au Québec : un survol historique », *Canadian Journal of Women and the Law*, vol. 2, n° 1, 1986, pp. 53-68; Maryse Beaulieu, « La condition juridique de la femme mariée (1907-1931). Salaire et communauté : Position de Marie Gérin-Lajoie », *Recherches féministes*, vol. 14, n° 1, 2001, pp. 5-14; Nicole Roy, « La lutte des femmes pour la réforme du droit de la famille 1900-1955 » *Du Code civil du Québec : contribution à l'histoire immédiate d'une recodification réussie*, Montréal, Thémis, 2005, pp. 477-618.

confirme l'incapacité juridique de la femme mariée, consacrant ainsi la victoire de l'affirmation et du renforcement de la hiérarchie des sexes et des valeurs maritales et patriarcales de la Coutume de Paris. Les femmes mariées qui tenaient un commerce indépendamment de leur mari, soit les « marchandes publiques », y bénéficiaient, cependant, d'un statut particulier. Elles jouissaient, dans le cadre de l'exercice de leur commerce autorisé de manière expresse ou implicite par leur conjoint, d'une certaine capacité juridique (art. 199 du CC). Elles étaient notamment autorisées à contracter, acheter et vendre de la marchandise, employer et échanger des billets à ordre librement, mais ne pouvaient pas ester en justice sans autorisation maritale. Selon l'interprétation de Brian Young, cet exemple prouverait la coexistence, dans ce régime légal, de l'idéologie libérale qui consacre la liberté contractuelle et de celle du patriarcat qui promeut la limitation des pouvoirs de l'épouse et témoignerait, *in fine*, d'un certain conservatisme de la période⁷⁶.

Les modifications législatives adoptées parcimonieusement au cours du XX^e siècle sur le sujet reflètent, quant à elles, l'effritement de cet idéal, avec, tout d'abord, la reconnaissance des nécessités des veuves, celle du travail salarié des femmes et, enfin, l'acceptation de l'égalité des époux. En effet, il y eut, comme le souligne Nicole Roy, la loi sur le droit de succession du conjoint survivant — et donc de la veuve —, dont le projet fut déposé par Narcisse Pérodeau en 1905 et en 1914 et qui fut, finalement, adoptée en 1915⁷⁷. Ensuite, la Commission Dorion de 1929-1931 proposa le système des biens réservés pour protéger les produits du travail personnel de l'épouse et des biens acquis avec ceux-ci⁷⁸. Enfin, la formation de la Commission Méthot sur la capacité de contracter de la femme

⁷⁶ Brian Young, « Getting Around Legal Incapacity. The Legal Status of Married Women in Trade in Mid-Nineteenth Century Lower Canada », dans Peter Baskerville, dir., *Canadian Papers in Business History*, Victoria, Public History Group, University of Victoria, 1989, pp. 1-16; Brian Young, *The Politics of Codification. The Lower Canadian Civil Code 1866*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 1994.

⁷⁷ Nicole Roy, « La lutte des femmes », pp. 477-618; Jennifer Stoddart, « Quand les gens de robe », pp. 307-336; Maryse Beaulieu, « La condition juridique »; Andrée Lévesque, « Le Code civil au Québec. Femmes mineures et féministes », dans Andrée Lévesque, dir., *Résistance et transgression. Études en Histoire des femmes du Québec*, Montréal, Remue-Ménage, 1995, pp. 19-46 ; Nicole Roy, « La lutte des femmes », pp. 477-618; Mariette Sineau et Évelyne Tardy, *Droits des femmes*.

⁷⁸ Nicole Roy, *ibid.*; Jennifer Stoddart, « Quand les gens de robe », pp. 307-336; Maryse Beaulieu, « La condition juridique »; Andrée Lévesque, « Le Code civil au Québec », pp. 19-46 ; Nicole Roy, « La lutte des femmes », pp. 477-618; Mariette Sineau et Évelyne Tardy, *Droits des femmes*.

mariée en 1946, suivie de celle de la Commission de révision du Code civil en 1955, donna lieu aux réformes subséquentes telles que la loi 16 sur la capacité juridique de la femme mariée adoptée en 1964, la reconnaissance de la société d'acquêts comme régime légal en 1970 et la réforme complète du Code civil en 1980⁷⁹. De l'idéal d'une unité familiale dirigée et protégée par une seule personne, en l'occurrence le mari, la société québécoise passait à l'idéal d'une famille bicéphale où homme et femme avaient les mêmes droits et obligations.

La remise en cause de l'idée d'omnipotence de l'idéologie des sphères séparées pendant tout le XX^e siècle traverse donc toute cette histoire des femmes au Canada et au Québec. Ces travaux concluent, au contraire, à la porosité de la frontière entre les sphères privée et publique puisque les femmes travaillaient contre salaire et s'engageaient dans l'espace public et que les élites intervenaient, par leurs actions et leurs discours, dans l'organisation de l'espace domestique. Il apparaît, par ailleurs que si le pourvoyeur idéal était l'homme, les femmes n'étaient, pour autant, pas exclues du travail salarié. À leurs réalités — féminines — s'opposaient les discours normatifs énoncés par les pouvoirs publics — majoritairement masculins — au sujet de l'organisation familiale et du travail des femmes. Enfin, la confrontation des expériences des femmes et des ménages ouvriers aux discours relatifs au travail salarié féminin et au modèle familial idéal permet de percevoir autant le fossé qui les sépare que les liens qui les unissent. Si, tout au long de la période, la famille canadienne idéale composée de la mère ménagère et du père-pourvoyeur apparaît, dans les discours, constamment « en crise », dans les faits, la réalité varie profondément selon la classe sociale, la profession du chef de famille, la région géographique, les origines ethniques, mais aussi au gré des changements économiques (comme le passage de la production domestique à la production industrielle), des changements démographiques (comme le déclin du taux de fécondité) et des changements socio-économiques⁸⁰. Les travaux menés sur ces questions identifient la Seconde Guerre

⁷⁹ Nicole Roy, *ibid.*; Jennifer Stoddart, « Quand les gens de robe », pp. 307-336; Maryse Beaulieu, « La condition juridique »; Andrée Lévesque, « Le Code civil au Québec », pp. 19-46 ; Nicole Roy, « La lutte des femmes », pp. 477-618; Mariette Sineau et Évelyne Tardy, *Droits des femmes*.

⁸⁰ Cynthia R. Comacchio, *The Infinite Bonds of Family Domesticity in Canada, 1850-1940*, Toronto/Buffalo, University of Toronto Press, 1999; Joan Sangster, *Transforming Labour*; Magda Fahrni, *Household Politics*; Denyse Baillargeon, « Les politiques familiales »; Renée Dandurand, *Le Mariage en question*; Renée Dandurand, *Mères et travailleuses*; Renée Dandurand, «

mondiale et les années 1960 comme des dates charnières importantes dans l'histoire des Québécoises. Or, cette périodisation s'avère analogue à celle proposée en histoire économique et des affaires du Canada, du Québec et de Montréal, ce troisième champ historiographique au cœur duquel se situe notre recherche sur l'entrepreneuriat féminin montréalais.

1.3. Le contexte socio-économique du Canada, du Québec et de Montréal

Indissociable du statut des femmes, l'entrepreneuriat féminin est aussi extrêmement influencé par les dynamiques socio-économiques plus larges dans lesquelles il s'insère. Or, l'historiographie du Canada, du Québec et de Montréal regorge de questionnements et de propositions sur la périodisation à adopter lorsqu'il s'agit de traiter du XX^e siècle. Les deux dates identifiées en histoire des Québécoises, soit 1945 et 1960, y apparaissent également comme des moments de rupture. La première, 1945, marque la fin d'une crise économique internationale sans précédent qui eut des conséquences dramatiques pour l'ensemble du pays et pour Montréal en particulier et d'une économie soutenue artificiellement dans le contexte de guerre. Elle donne aussi le coup d'envoi de trois décennies généralement désignées comme les « Trente Glorieuses ». La diversification de l'économie canadienne, l'avènement de la culture de consommation de masse et la mise en place d'un État-providence interventionniste sont autant de facteurs qui participent à offrir aux Canadiennes trente années d'une prospérité inégalée. Pour le Québec et Montréal, cette période peut être scindée en deux autour de l'année 1960 et sa « révolution tranquille ». Le rejet des autorités conservatrices, l'affirmation d'un néonationalisme, le détronement de Montréal au profit de Toronto comme métropole du Canada puis, quelques années plus tard, les débuts du féminisme de la « seconde vague », les mouvements de la contre-culture, l'entrée effective dans la consommation de masse et la prise de pouvoir d'une élite d'affaires francophones sont quelques indices distinctifs de la seconde partie des « Trente Glorieuses ».

Introduction », pp. 9-24; Denise Lemieux et Lucie Mercier, « L'articulation travail-maternité », pp. 103-129.

Plus précisément, en histoire économique du Canada, Harold A. Innis, a développé, dans les années 1920-1930, une thèse fondatrice de la discipline, celle dite «des principales ressources»⁸¹. Cet auteur soutient que l'économie canadienne, initialement coloniale, est et a toujours été principalement fondée sur l'exploitation de ressources naturelles – poissons et fourrure, blé et minerais, huiles et bois de pâtes à papier – et l'exportation de celles-ci vers la Grande-Bretagne et les États-Unis. Ce système, basé sur les particularités géographiques du Canada, aurait été le moteur générateur de toutes les structures économiques, sociales et politiques internes du pays et expliquerait les spécificités du déroulement de son histoire. La dépendance de cette économie vis-à-vis de l'arrière-pays et vis-à-vis des pays exportateurs et le développement d'industries d'extraction de matières premières plutôt que d'industries de transformation sont donc, selon lui et ses adeptes, des caractéristiques centrales de l'histoire économique du Canada. De nombreuses critiques ont été formulées à l'encontre de cette approche, notamment le fait qu'elle n'est valable que pour les débuts de la colonie jusqu'en 1820 voire 1914, qu'elle ne prend pas assez en considération le secteur de l'agriculture domestique ou qu'elle ne suffit plus comme fil conducteur de l'histoire économique du Canada, mais elle reste, cependant, une explication centrale des spécificités de cette histoire⁸². En effet, cette dépendance de l'économie canadienne à l'exportation de ses matières premières vers l'international est l'un des principaux facteurs explicatifs du fait que ce pays est particulièrement influencé par les sursauts économiques mondiaux de la première moitié du XX^e siècle. Les débuts d'un interventionnisme de la part du gouvernement canadien

⁸¹ Harold A. Innis, « The Importance of Staple Products [issus de l'ouvrage *Trade in Canada: An Introduction to Canadian Economic History*, Toronto, 1956, p 383-386] », dans M.H. Watkins et H. M. Grant, dir., *Canadian Economic History, Classic and Contemporary Approaches*, Montreal, McGill-Queen's University Press, 1993, pp. 15-19.

⁸² M.H. Watkins, « A Staple Theory of Economic Growth [réédition de l'article publié dans *Canadian Journal of Economics and Political Science*, 1963, 29, p 141-158] », dans M.H. Watkins et H. M. Grant, dir., *Canadian Economic History, Classic and Contemporary Approaches*, Montreal, McGill-Queen's University Press, 1993, pp. 19-39; Hugh G.J. Aitken, « Myth and Measurement. The Innis Tradition in Economic History », dans M. H. Watkins et H. M. Grant, dir., *Canadian Economic History, Classic and Contemporary Approaches* Ottawa, Carleton University Press, 1993 [1977], pp. 39-50; Béatrice Craig, *Backwoods consumers and homespun capitalists : the rise of a market culture in eastern Canada*, Toronto, University of Toronto Press, 2009; Kenneth Norrie, Douglas Owsam et John Charles Herbert Emery, *A History of the Canadian Economy (4ème édition)*, Toronto, Nelson/Thomson, 2008; Michael Bliss, *Northern Enterprise. Five Centuries of Canadian Business*, Toronto, McClelland & Stewart, 1987; Graham D. Taylor et Peter Allan Baskerville, *A Concise History of Business in Canada*, Don Mills, Ontario, Oxford University Press, 1994.

pour soutenir l'« effort de guerre » pendant le premier conflit mondial, la relance économique et la reconstruction d'après-guerre, les turbulences financières internationales des années vingt qui trouvent leur apothéose avec le terrible krach boursier new-yorkais de 1929 et la dramatique crise économique qui suivit et, enfin, le véritable interventionnisme étatique instauré à partir de la Seconde Guerre mondiale en sont les principaux témoins⁸³. Plus précisément pour notre propos, les années vingt, bien que fragmentées, sont marquées par le maintien de l'importance de l'agriculture dans l'économie du pays, mais aussi par une croissance des secteurs industriels des ressources naturelles et des manufactures et, surtout, du secteur tertiaire, du fait de l'urbanisation. La décennie suivante, en revanche, en est une de « grande dépression ». Le Canada est fortement ébranlé par la crise économique internationale : un Canadien sur quatre est au chômage, de nombreuses municipalités sont en faillite et des milliers d'entreprises ferment⁸⁴.

La diversification de l'économie canadienne serait, quant à elle, à l'origine de la croissance sans précédent qui eut lieu durant les trois décennies qui suivent la Seconde Guerre mondiale⁸⁵. Bien que les grandes entreprises restent majoritairement cantonnées dans l'exploitation et l'exportation de ressources naturelles (pétrole, gaz, fer, uranium et forêts) et de leur transformation directe (pétrole et pâte à papier), les secteurs des télécommunications, des services, des finances et du commerce de détail se développent aussi largement durant cette période. Cette prospérité assure trois décennies de stabilité et offre aux CanadienNEs un niveau de vie qui était encore inimaginable dix ans plus tôt. Encouragé par cette conjoncture ou la stimulant lui-même, l'État canadien, d'inspiration keynésienne, intervient dans la marche des affaires en prenant des mesures étatiques favorables au lancement et au maintien de projets économiques nationaux d'envergure. Par le biais de subventions, de mesures régulatrices et d'un soutien à la création d'entreprises

⁸³ Kenneth Norrie, Douglas Owsram et John Charles Herbert Emery, *ibid.*, pp. 261-360; Paul-André Linteau, René Durocher et Jean-Claude Robert, *Histoire du Québec contemporain*, Nouv. éd. refondue et mise à jour. éd., Montréal, Boréal, 1989, pp. 514-515.

⁸⁴ Kenneth Norrie, Douglas Owsram et John Charles Herbert Emery, *ibid.*, p. 317.

⁸⁵ Michael Bliss, *Northern Enterprise*; Graham D. Taylor et Peter Allan Baskerville, *A Concise History*; Margaret Conrad *et al.*, *History of the Canadian Peoples - 5th edition*, Toronto, Copp Clark Pitman, 2009; Veronica Jane Strong-Boag, « "The Citizenship Debates » The 1885 Franchise Act », dans Dorothy E. Chunn, Robert J. Menzies et Robert L. Adamoski, dir., *Contesting Canadian Citizenship : Historical Readings*, Peterborough, Ontario, Broadview Press, 2002, pp. 69-94; Kenneth Norrie, Douglas Owsram et John Charles Herbert Emery, *A History*.

publiques ou semi-publiques, il participe à la création de nouveaux emplois, à la protection de ressources énergétiques, à la promotion de nouvelles technologies et à la restructuration économique de certaines régions. Il a, de plus, entre ses mains, les moyens de mettre en place un système efficient d'État-providence pour redistribuer la richesse entre les citoyens et construire un sentiment national propre⁸⁶.

À partir des années 1960, bien que la tendance soit perceptible depuis la fin de la Première Guerre mondiale, le Canada se détourne très clairement de la Grande-Bretagne pour préférer, dans le cadre d'une économie continentale, les échanges commerciaux avec son voisin du Sud, que ce soit en intervenant dans le plan Marshall ou dans la Guerre froide et en investissant dans de grands projets miniers, d'armement et d'aviation⁸⁷. Il s'agit à la fois d'une période d'affirmation du Canada sur la scène internationale, mais

⁸⁶ Au sujet du mouvement nationaliste canadien, voir Janine Brodie, « Three Stories of Citizenship », dans Dorothy E. Chunn, Robert J. Menzies et Robert L. Adamoski, dir., *Contesting Canadian Citizenship : Historical Readings*, Peterborough, Ontario, Broadview Press, 2002, pp. 43-66; Franca Iacovetta, *Gatekeepers. Reshaping Immigrant Lives in Cold War Canada*, Toronto, Between the Lines, 2006; Patricia Roy, *The Triumph of Citizenship. The Japanese and Chinese in Canada, 1941-1967*, Vancouver, University of British Columbia Press, 2007; Dominique Marshall, *Aux origines sociales de l'État-providence. Familles québécoises, obligation scolaire et allocations familiales, 1940-1955*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 1998; Shirley Tillotson, *Contributing Citizens. Modern Charitable Fundraising and the Making of the Welfare State, 1920-66*, Vancouver, University of British Columbia Press, 2008; Shirley Tillotson, « Time, Swimming Pools, and Citizenship. The Emergence of Leisure Rights in Mid-Twentieth-Century Canada », dans Dorothy E. Chunn, Robert J. Menzies et Robert L. Adamoski, dir., *Contesting Canadian Citizenship : Historical Readings*, Peterborough, Ontario, Broadview Press, 2002, pp. 199-221; Dominique Clément, *Canada's Rights Revolution. Social Movements and Social Change, 1937-1982*, Vancouver, University British Columbia Press, 2008; Veronica Jane Strong-Boag, « "The Citizenship Debates" », pp. 69-94; Claude Denis, « Indigenous Citizenship and History in Canada: Between Denial and Imposition », dans Dorothy E. Chunn, Robert J. Menzies et Robert L. Adamoski, dir., *Contesting Canadian citizenship : historical readings*, Peterborough, Ontario, Broadview Press, 2002, pp. 113-126; Ryan Edwardson, *Canadian Content. Culture and the Quest for Nationhood*, Toronto/Buffalo, University of Toronto Press, 2008; José E. Igartua, *The Other Quiet Revolution. National Identities in English Canada, 1945-1971*, Vancouver, University of British Columbia Press, 2006; Bryan D. Palmer, *Canada's 1960s. The Ironies of Identity in a Rebellious Era*, Toronto/Buffalo, University of Toronto Press, 2009; Gary William Kinsman et Patrizia Gentile, *The Canadian War on Queers. National Security as Sexual Regulation*, Vancouver, University of British Columbia Press, 2010.

⁸⁷ Au sujet de l'ambiguïté de la position du Canada vis-à-vis les États-Unis, voir les critiques de Ian Keay, « Scapegoats or Responsive Entrepreneurs. Canadian Manufacturers, 1907-1990 », *Explorations in Economic History*, vol. 37, n° 3, 2000, pp. 217-240; Joy Parr, *Domestic Goods. The Material, the Moral, and the Economic in the Postwar Years*, Toronto, University of Toronto Press, 1999; Bruce Muirhead, *Dancing Around the Elephant. Creating a Prosperous Canada in an Era of American Dominance, 1957-1973*, Toronto/Buffalo, University of Toronto Press, 2007; Ralph Heintzman, « Political Space and Economic Space. Quebec and the Empire of the St. Lawrence », *Journal of Canadian Studies*, vol. 29, n° 2, 1994, pp. 19-63.

aussi de renforcement de l'influence états-unienne sur les plans de l'économie, de la politique étrangère et commerciale du Canada ainsi que de la culture et de la consommation de ses citoyens. Cependant, le rêve d'une prospérité illimitée reste inatteignable — ou indésirable — pour beaucoup et finit, en fin de période, par se rompre. Dans ce contexte, différents mouvements communautaires, ethniques, politiques, sexuels, religieux, sociaux, régionalistes ou nationalistes émergent et se renforcent. Les provinces s'opposent au fédéral et reprennent en main certaines compétences en matière économique qu'elles lui avaient cédées depuis la crise des années 1930. Elles développent un interventionnisme propre en matière économique, parallèle aux programmes du gouvernement fédéral. Notons, par exemple, l'association de la défense de la langue française au territoire du Québec qui devient le cheval de bataille des néonationalistes québécois et mène, notamment, au référendum sur la souveraineté de la province en 1980. Cette fragmentation de la société canadienne force l'État fédéral à redéfinir, notamment par la Commission royale sur le bilinguisme et le biculturalisme (1963-1969), une identité nationale pluraliste et multiculturelle, composée de QuébécoisES, de CanadienNEs-anglaisEs, de Premières nations et de minorités ethniques et fondée tant sur les valeurs sociales passées du Canada que sur une critique fondamentale de la culture américaine de consommation de masse.

Au Québec, en particulier, la période d'entre-deux-guerres en est une d'instabilité et de crise économique tout aussi dramatique que pour l'ensemble du pays. Celle des « Trente glorieuses », en revanche, a, longtemps, été considérée comme divisée en deux temps distincts : une « grande noirceur » suivie d'une « Révolution tranquille ». La « belle province » serait restée sclérosée et enfermée sous l'emprise d'un pouvoir clérical omnipotent et défendant une idéologie ultraconservatrice et traditionnelle à tous points de vue jusqu'aux décès du Premier ministre Maurice Duplessis et l'arrivée au pouvoir de Paul Sauvé de l'Union Nationale en 1959. Sous le gouvernement suivant du libéral Jean Lesage, en revanche, les QuébécoisES auraient soudainement rejeté ce passé pour brandir l'étendard du néonationalisme, du libéralisme et de la modernité⁸⁸. Plus récemment, cette

⁸⁸ John A. Dickinson et Brian Young, *Brève histoire socio-économique du Québec (4e édition)*, Québec, Septentrion, 2009; Paul-André Linteau, René Durocher et Jean-Claude Robert, *Histoire du Québec*.

interprétation historiographique a été fortement nuancée⁸⁹. Il s'avère, en effet, que durant les premières années d'après-guerre, la province du Québec profite, sur le plan socio-économique, de la conjoncture économique favorable du Canada, avec les grands investissements dans l'exploitation des ressources naturelles, l'accentuation du développement du secteur tertiaire, la modernisation du secteur agricole et une dépendance croissante de l'économie envers les États-Unis. Cette prospérité économique donne une sécurité d'emploi et, grâce à l'affirmation syndicale, une hausse des salaires. De plus, les nombreux programmes de l'État-providence fédéral assurent une large sécurité sociale pour la plupart des CanadienNEs dont profitent également les QuébécoisES (assurance-chômage, allocations familiales et pensions de vieillesse). Ces années sont également marquées par une croissance démographique avec un *baby-boom*, une forte immigration et une urbanisation constante avec l'étalement urbain et la croissance des banlieues. Cependant, le gouvernement provincial s'oppose à l'interventionnisme étatique du fédéral et maintient des politiques nationalistes conservatrices. De plus, les inégalités de genres, régionales, ethniques (entre les francophones et les anglophones), et sociales (entre les ouvriers, les agriculteurs et la classe moyenne émergente) restent criantes. Les années

⁸⁹ Hubert Guindon, Roberta Hamilton et John L. McMullan, *Tradition, modernité et aspiration nationale de la société québécoise*, Montréal, Saint-Martin, 1990; Michael D. Behiels, *Prelude to Quebec's Quiet Revolution. Liberalism Versus Neo-Nationalism, 1945-1960*, Kingston/Montreal, McGill-Queen's University Press, 1985; Jacques Beauchemin, « Conservatisme et traditionalisme dans le Québec duplessiste. Aux origines d'une confusion conceptuelle », dans Michel Sarra-Bournet et Alain- G. Gagnon, dir., *Duplessis : entre la grande noirceur et la société libérale*, Montréal, Éditions Québec-Amérique, 1997, pp. 33-54; Gilles Bourques, « Duplessis, libéralisme et société libérale », dans Michel Sarra-Bournet et Alain- G. Gagnon, dir., *Duplessis : Entre la Grande Noirceur et la société libérale*, Montréal, Éditions Québec-Amérique, 1997, pp. 265-282; Brunelle Dorval, « La société illibérale duplessiste », dans Michel Sarra-Bournet et Alain- G. Gagnon, dir., *Duplessis : Entre la Grande Noirceur et la société libérale*, Montréal, Éditions Québec-Amérique, 1997, pp. 327-347; Jacques Rouillard, « Le Québec vire à droite », dans Michel Sarra-Bournet et Alain- G. Gagnon, dir., *Duplessis : Entre la Grande Noirceur et la société libérale*, Montréal, Éditions Québec-Amérique, 1997, pp. 183-206; Jocelyn Létourneau, « La Révolution tranquille. Catégorie identitaire du Québec contemporain », dans Michel Sarra-Bournet et Alain- G. Gagnon, dir., *Duplessis : Entre la Grande Noirceur et la société libérale*, Montréal, Éditions Québec-Amérique, 1997, pp. 95-118; Jocelyn Létourneau, *Le Québec et les Québécois. Un parcours historique*, Montréal, Fides, 2004; E. Martin Meunier et Jean-Philippe Warren, *Sortir de la grande noirceur. L'horizon personnaliste de la Révolution tranquille*, Sillery, Québec, Septentrion, 2002; Ruth Dupré, « The Evolution of Quebec Government Spending 1867-1969 : A Summary », dans M.H. Watkins et H.M. Grant, dir., *Canadian Economic History, Classic and Contemporary Approaches*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 1993, pp. 267-275; Louis Balthazar et Alfred O. Hero, *Le Québec dans l'espace américain*, Montréal, Éditions Québec-Amérique, 1999; Ronald Rudin, « La quête d'une société normale. Critique de la réinterprétation de l'histoire du Québec », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 3, n° 2, 1995, pp. 9-42.

soixante voient, en revanche, émerger de nouvelles politiques provinciales en termes d'investissements publics, que ce soit dans l'exploitation de ressources naturelles, l'industrie manufacturière, la construction, les infrastructures de transport ou encore le système scolaire et dans certains grands programmes sociaux. De plus, la jeunesse née du *baby-boom* de l'après-guerre est alors au cœur des nouveaux mouvements nationalistes, féministes, de la contre-culture et de la libération sexuelle, mais aussi au centre de l'entrée pleine et entière du Québec dans la dynamique de la consommation de masse. La classe moyenne franco-québécoise se développe et acquiert une importance croissante en termes politiques, économiques et ethniques.

Autrement dit, si les idéologies du libéralisme et du néonationalisme étaient bel et bien présentes au Québec avant 1960, voire même dans le gouvernement duplessiste, si l'Église catholique n'était pas un monolithe conservateur réfractaire à tout changement social, si l'État québécois est bel et bien intervenu au niveau social avant les années 1960, si la population québécoise était déjà modernisée par son inévitable américanité, la décennie 1960 est et reste un tournant décisif dans la transformation de la conception et de l'organisation de la société québécoise. Comme le formulent Dickinson et Young, ces années sont caractérisées, en particulier, par la prise de pouvoir de la bourgeoisie francophone tant au niveau étatique provincial que fédéral et tant dans le champ politique que socio-économique. En effet, jusque dans les années 1960, les francophones dirigent de plus en plus de petites entreprises contrairement aux anglophones qui, eux, gardent le contrôle de la direction de la grande industrie qui dicte la dynamique de l'économie québécoise⁹⁰. La montée en puissance de l'élite des affaires franco-québécoise dès 1960, mais plus encore dans les années 1980, amène ces entreprises privées (pour une grande part, des petites et moyennes entreprises (PME)) à imposer de plus en plus fortement leur définition des politiques économiques provinciales, une tendance surnommée « Québec

⁹⁰ Paul-André Linteau, René Durocher et Jean-Claude Robert, *Histoire du Québec*, pp. 320-476. Voir aussi, notamment, les études de Everett C. Hughes et Margaret L. McDonald et de Yves Bélanger et Pierre Fournier : Everett C. Hughes et Margaret L. McDonald, « French and English in the Economic Structure of Montreal », *The Canadian Journal of Economics and Political Science/Revue canadienne d'Économie et de Science politique*, vol. 7, n° 4, Novembre 1941, pp. 493-505; Yves Bélanger et Pierre Fournier, *L'entreprise québécoise: développement historique et dynamique contemporaine*, LaSalle, Québec, Hurtubise HMH, 1987.

inc. »⁹¹. De plus, la fondation, en 1965, de deux grandes organisations féministes, à savoir la Fédération des femmes du Québec et l'Association féminine pour l'éducation et l'action sociale, marque le développement d'un féminisme dit « de la seconde vague » qui milite pour la défense des droits des femmes et pour l'égalité des sexes et participe à la redéfinition des rôles de genre. Dans le cadre de ces mouvements, l'entrepreneuriat féminin gagne en visibilité⁹².

Montréal, quant à elle, est la métropole du Canada jusque dans les années 1960, date à laquelle elle cède son titre à Toronto⁹³. Elle est donc le siège central de l'ensemble de ces dynamiques socio-économiques du Canada et du Québec. Elle bénéficie tout autant de la relative croissance des années vingt, est durement frappée par la crise des années trente et profite des années de prospérité des trois décennies qui suivent la Seconde Guerre mondiale. Pendant la première moitié du XX^e siècle, son économie est, plus spécifiquement, centrée sur les transports, la finance, l'industrie manufacturière, le commerce et les services. En ce qui concerne l'industrie manufacturière, notons que le nombre d'établissements, le personnel et la valeur de la production font plus que doubler entre 1921 et 1945, et ce, malgré l'intermède que représente la crise économique des années 1930. Il faut dire que l'économie montréalaise se caractérise par une industrie légère plus résistante à la crise (habillement, aliments et tabac) que l'industrie lourde plus affectée par le krach boursier de 1929 (fer et acier, pétrole, appareils électriques et avionnerie). Le commerce de détail, quant à lui, compte entre 16 et 14 % de la main-d'œuvre (en 1921 et 1941). Il concentre ses activités principalement autour de la rue Sainte-Catherine Ouest pour les grandes enseignes anglophones (Eaton, Simpson, Morgan et Ogilvy), et Sainte-Catherine Est pour les francophones (Dupuis Frères) ou encore autour de la rue Saint-Hubert au nord de la ville. Sur les 12 à 14 000 commerces de détail en

⁹¹ Yves Bélanger, *Québec inc. : la dérive d'un modèle?*, Montréal, Centre de recherche sur les innovations sociales (CRISES), 1994; Pierre-Paul Proulx, « Le modèle québécois : origines, définition, fondements et adaptation au nouveau contexte économique et social », *Revue Interventions économiques*, vol. 29, 2002, [en ligne], (page consultée le 29 juin 2017).

⁹² Pierre Colletette et Paul G. Aubry, *Femmes et hommes d'affaires, qui êtes-vous? Un portrait des gens d'affaires*, Montréal, Agence d'ARC, 1988, p. 3.

⁹³ Dans le souci d'alléger les notes en bas de page des deux prochains paragraphes, il y a lieu de préciser que les principales informations énoncées dans cette présentation de Montréal proviennent, sauf précision de notre part, de l'ouvrage de Paul-André Linteau, *Histoire de Montréal depuis la Confédération*, 2e éd. augm. éd., Montréal, Boréal, 2000, pp. 281, 299-312; 444-445; 531-540 et 451-454.

opération en 1930 et 1939, la moitié distribuent des biens d'alimentation, 12 % des vêtements et des chaussures et les autres proposent des biens très divers (automobile, mobiliers, matériaux de construction, produits pharmaceutiques, bijoux, etc.). Enfin, près du quart de la main-d'œuvre travaille dans les services, qu'ils soient personnels (services domestiques, hôtellerie, coiffure, buanderie, etc.), professionnels (enseignement, santé) ou publics (municipalité).

À partir de 1945, dans l'équilibre économique du Canada, Montréal perd de l'importance au profit de Toronto, mais en gagne à l'échelle de l'économie provinciale. Elle fonde, dès lors, son dynamisme sur le pouvoir économique francophone. Si la transition d'une économie de guerre en une économie de paix se fait sans heurts, un profond processus de transformation du secteur manufacturier s'engage entre les années soixante et quatre-vingt avec, notamment, la fermeture d'industries de la chaussure et du vêtement et la création de petites et moyennes entreprises (PME) de haute technologie. Si le secteur manufacturier emploie encore 32 % de la main-d'œuvre en 1961, cette proportion tombe à 21 % en 1986. Le commerce (de gros et de détail), lui, engage entre 16 % et 18 % de la main-d'œuvre et connaît une forte croissance du fait du phénomène dit « de la société de consommation ». Si les rues Sainte-Catherine et Saint-Hubert dominent encore, d'autres artères commerçantes se développent comme Ontario Est, Mont-Royal, Fleury ou Notre-Dame Ouest. Cependant, à partir du début des années soixante, conséquence de la suburbanisation, les centres commerciaux de la banlieue montréalaise prennent progressivement le pas sur ces rues du centre-ville. À titre d'exemples, dans le commerce de détail, si, de leur côté les enseignes comme Dupuis Frères et Simpsons ferment, les grandes chaînes de distribution comme Steinberg, Métro-Richelieu ou Provigo prennent, elles, de l'ampleur. Enfin, en cette seconde moitié du XX^e siècle, Montréal est, comme beaucoup d'autres grandes villes occidentales, marquée par la tertiarisation de son économie : développement important des services socioculturels, professionnels (avocats, comptables, ingénieurs, architectes) en plus de l'enseignement, de la santé, de l'hébergement et de la restauration, dans lesquels se retrouve, en tout, près du tiers de la main-d'œuvre à la fin de la période.

Notons, en dernière analyse, que Montréal est aussi, durant tout ce XX^e siècle, le creuset de la grande division entre Canadiens français et Canadiens anglais. La population dite montréalaise, non seulement du fait de la croissance démographique, mais également

de l'étalement urbain (et de la comptabilisation progressive des habitants de la région métropolitaine dans son ensemble), passe d'un million à trois millions d'habitantes entre 1931 et 1986. Elle est majoritairement d'origine française. Ce groupe forme 60 % des MontréalaisES pendant la période 1920-1960 alors que la population d'origine britannique n'en représente qu'un peu plus de 20 % et les autres communautés ethniques - surtout juifs et italiens – un peu plus de 10 %⁹⁴. La tendance, entamée dans l'entre-deux-guerres et d'autant plus affirmée après la Seconde Guerre mondiale, est bien la francisation de Montréal sur tous les plans, le recul de la présence de la population d'origine britannique et la croissance des autres groupes ethniques⁹⁵.

Conclusion

L'examen des trois grands champs historiographiques au cœur desquels s'inscrit la présente thèse suggère que notre intuition initiale au sujet de la présence d'une collectivité d'entrepreneures dans le Montréal des années 1920 à 1980 se trouvera confirmée. Même s'il existe indubitablement des différences entre les centres urbains nord-américains contemporains, nous défendons l'idée selon laquelle Montréal partage avec eux un certain nombre de points communs et sommes convaincue de l'existence, la persistance et l'hétérogénéité de petites entreprises et petits commerces possédés par des femmes tout au long de la période. En effet, si, au Québec, il faut attendre les modifications du Code civil de 1964 pour que les femmes mariées recouvrent leur pleine capacité juridique, l'exception de la femme mariée marchande publique lui donnant pleine liberté dans le cadre de son commerce, considérée *de facto* autorisée par le mari, laisse croire à une marge de manœuvre légale relativement large pour celles qui désirent se lancer en affaires. De plus, au vu des études précédemment menées sur les entrepreneures de Boston, Albany, San Francisco ou en Colombie-Britannique du tournant jusqu'à la première moitié du XX^e siècle, on peut présumer que les Montréalaises qui se sont lancées dans l'aventure entrepreneuriale durant ces années ont subi l'idéologie de la séparation genrée de sphères, mais qu'elles ont réussi à la tourner à leur avantage. Enfin, à l'image de leurs ancêtres de la Nouvelle-France, elles ont certainement formé un groupe hétérogène que ce soit du fait de

⁹⁴ Paul-André Linteau, René Durocher et Jean-Claude Robert, *Histoire du Québec*, p. 317.

⁹⁵ *Ibid.*, p. 464.

leurs origines sociales ou de leurs types d'activités. Ainsi, parmi les Québécoises qui mettent à mal le modèle de la famille père-pourvoyeur et mère-ménagère par leur engagement sur le marché de l'emploi salarié ou dans l'espace public (social, politique et philanthropique), il est fort à parié que certaines se sont lancée, malgré les discours contraires, dans l'aventure entrepreneuriale.

Enfin, en terme chronologique, autant l'histoire des Québécoises que celle consacrée à l'histoire socio-économique du Canada, du Québec et de Montréal nous invitent à prendre en considération les moments charnières que sont les années 1945 et 1960 et d'en interroger la pertinence pour l'entrepreneuriat féminin. À quel point fut-il influencé par les sursauts économiques des années vingt et, surtout, par la grande crise économique des années trente ? La Seconde Guerre mondiale qui permet la relance économique et ouvre la porte aux Trente Glorieuses marque-t-elle un tournant, positif ou négatif, pour les femmes qui y participent ? Les années dites de « Révolution tranquille » et d'avènement du modèle de « Québec inc. » leur offrent-elles de nouvelles opportunités ? À travers ces évènements, comment les discours énoncés au sujet de l'entrepreneuriat féminin se modifient-ils au cours du temps ? Avant de répondre à ces questions, la définition du cadre conceptuel utilisé pour mener notre recherche, une critique approfondie des sources utilisées et un exposé de notre méthodologie restent encore incontournables. Ces trois éléments donneront, en effet, une assise solide à notre démarche de recherche et permettront de contextualiser les résultats obtenus.

Chapitre 2. Cadre conceptuel, critique des sources et méthodologie

L'exposé des trois champs historiographiques dans lesquels s'inscrit notre étude de l'entrepreneuriat féminin montréalais en soutient les fondements (chapitre 1). La définition des trois concepts qui y sont mobilisés ainsi que la critique des sources dont sont tirées les informations utilisées et la présentation de la méthodologie adoptée pour les traiter permettent, quant à elles, d'en bâtir la structure. En effet, l'étude des concepts permet d'appuyer les grandes questions posées à notre objet d'étude tandis que la description des sources examinées permet de préciser d'où proviennent les informations utilisées dans notre analyse, tout en précisant leurs limites. Dans un premier point, nous relatons les origines des trois concepts de la séparation des sphères, du genre et de l'entrepreneuriat féminin et l'usage que nous en faisons dans le développement de notre thèse. Le second point est centré autour de la description des trois types de sources utilisées dans le cadre de cette thèse, à savoir les sources quantitatives, les fonds d'archives de groupements de femmes d'affaires et les revues populaires. Il s'agit non seulement d'en énoncer les tenants et aboutissants, mais également d'y poser un regard critique et de préciser l'usage qui en est fait. L'ensemble de ces éléments permettent de justifier l'organisation de notre récit en trois parties qui proposent, chacune, un angle de vue sur notre objet d'étude : la mise en perspective statistique du phénomène de l'entrepreneuriat féminin, l'étude de l'engagement d'entrepreneures « exceptionnelles » dans les groupements d'associations de femmes d'une part et dans les groupements de gens d'affaires d'autre part et, enfin, l'appréciation critique du modèle discursif d'entrepreneuriat féminin « exceptionnel » introduit dans l'espace public par les actrices du phénomène elles-mêmes ou par autrui. Le but de cet exposé technique de notre recherche est donc de baliser le terrain de recherche dans lequel nous nous sommes engagée et de tracer les premiers grands traits du tryptique de notre exposé.

2.1. La séparation des sphères, le genre et l'entrepreneuriat féminin

Inscrit, initialement, au programme sociopolitique du mouvement féministe des années soixante, l'histoire des femmes se propose d'offrir à celles-ci de s'appropriier — ou de se réapproprier — leur histoire dans un but d'émancipation féminine. Rapidement, les chercheurs et chercheuses sont invitéEs à revisiter la discipline historique dans son

ensemble en recourant aux concepts de sphères séparées et de genre et à l'aune de cette idée fondatrice d'une participation égale des femmes à l'histoire. Par ailleurs, l'ouverture de la discipline de l'histoire des affaires à l'examen de toute une série d'activités précédemment omises de ce champ d'études comme les petits commerces, les entreprises familiales et l'entrepreneuriat féminin provoque l'éclatement de la définition de l'entrepreneuriat. Ces trois concepts — les sphères séparées, le genre et l'entrepreneuriat — sont au cœur de notre thèse. Il est donc indispensable d'en préciser la définition.

La première question, celle de la séparation sexuée des sphères, effective ou discursive, fait l'objet d'un vif débat entre les féministes socialistes et les féministes radicales qui s'engage dans les années 1970. Les premières, pour qui l'oppression des femmes trouve son origine à la fois dans le capitalisme et le patriarcat défendent l'idée d'une stricte séparation sexuée des sphères privée et publique et considèrent l'entrée des femmes sur le marché de l'emploi salarié et dans le monde politique comme le symbole de leur émancipation⁹⁶. Les secondes, qui voient la domination masculine comme l'unique fondement de toute l'organisation sociale, s'intéressent davantage à l'agentivité des femmes et à la culture féminine qui se crée au sein de l'espace domestique. Elles révisent, de plus, la conception d'une division sexuée, imperméable et immuable entre d'une part les activités privées qui seraient féminines, et d'autre part les activités publiques qui seraient masculines⁹⁷. Elles estiment que cette séparation sexuée des sphères s'avère être davantage

⁹⁶ Charnie Guettel, *Marxism and Feminism*, Toronto, Canadian Women's Educational Press, 1974; Dorothy E. Smith, *Feminism and Marxism. A Place to Begin, a Way to Go*, Vancouver, New Star Books, 1977; Barbara Welter, « The Cult of True Womanhood 1820-1860 », *American Quarterly*, vol. 18, 1966, pp. 151-174.

⁹⁷ Carole Pateman, « Feminist Critiques of the Public/Private Dichotomy », dans Stanley I. Benn et Gauss G.F., dir., *Public and Private in Social Life*, New York, St Martin's Press, 1983, pp. 281-306; Moller Susan Okin, « Gender, the Public and the Private », dans David Held, dir., *Political Theory Today*, Oxford, Blackwell Polity Press, 1991, pp. 67-90; Joan B. Landes, « The Public and the Private Sphere. A Feminist Reconsideration », dans Johanna Meehan, dir., *Feminists Read Habermas, Gendering the Subject of Discourse*, New York, Routledge, 1995, pp. 91-116; Bonnie Smith, *Ladies of the Leisure Class. The Bourgeoises of Northern France in the Nineteenth Century*, Princeton, Princeton University Press, 1981; Carroll Smith-Rosenberg, « The Female World of Love and Ritual », *Signs*, vol. 1, 1975, pp. 1-30; George Duby et Philippe Ariès, *Histoire de la vie privée - De la Révolution à la Grande Guerre*, Paris, Le Seuil, 1985-1987; Joan Kelly-Gadol, « The Doubled Vision of Feminist Theory », *Feminist Studies*, vol. 5, n° 1, 1979, pp. 216-227; Linda K. Kerber, « Separate Sphere. Female Worlds, Women's place. The Rhetoric of Women's history », *Journal of American History*, vol. 75, 1988, pp. 9-39; *ibid.*; Leonore Davidoff, « Gender and the « Great Divide ». Public and Private in British Gender History », *Journal of Women's History*, vol. 15, n° 1, 2003, pp. 11-27; Amanda Vickery, « Golden Age to Separate Spheres ? A Review of the Categories and Chronologies of Women's History », *Historical Journal*, vol. 36, n° 2, 1993, pp.

un discours utile à la domination masculine qu'une réalité vécue. Joan Kelly-Gadol estime même que cette séparation des sphères est une « fausse » division du fait de la participation des femmes, de tout temps, à la fois au monde dit féminin et au monde dit masculin⁹⁸. Linda Kerber pousse la réflexion encore plus loin en dénonçant l'utilisation même de ces notions, utilisation qui contribuerait, selon elle, à la reconstruction systématique de ce modèle au lieu de s'en détacher⁹⁹. À cette idée, Ruth Gavison et Leonore Davidoff rétorquent que si ce débat est fertile et utile, la suppression pure et simple de l'utilisation de ces notions pourrait devenir finalement contre-productive et nierait « LA » grande division du monde occidental contemporain¹⁰⁰. En effet, cette dernière auteure, en collaboration avec Catherine Hall, estime que la construction sociale et idéologique de la séparation sexuée des sphères a été fondatrice de la cohésion de la classe moyenne au début du XIX^e siècle¹⁰¹. Ce que dément Amanda Vickery qui dévoile, au contraire, que les femmes de la « gentry » au XVIII^e siècle ne vivaient nullement enfermées dans une sphère domestique austère comme pouvait le laisser supposer les discours normatifs, mais dans un monde social hétérogène¹⁰². La conception d'une stricte séparation sexuée des sphères générerait une image trop lisse des interrelations complexes entre les sphères et les activités des hommes et des femmes, même au sein de la classe moyenne. Aujourd'hui, les historiennes s'accordent pour dire, d'une part, que la division sexuée des sphères est loin d'être stricte, les hommes autant que les femmes agissant dans les différents espaces et, d'autre part, que ce n'est pas la division sexuée des sphères privée et publique, mais plutôt le biais *genré* de la frontière entre les domaines d'activités et au sein même de ceux-ci qui doivent faire l'objet des critiques féministes et d'études historiques¹⁰³.

383-414; Amanda Vickery, *The Gentleman's Daughter. Women's Lives in Georgian England*, Londres, Yale University Press, 1998; Mary P. Ryan, « The Public and the Private Good. Across the Great Divide in Women's History », *Journal of Women's History*, vol. 15, n° 2, 2003, pp. 10-27.

⁹⁸ Joan Kelly-Gadol, *ibid.*

⁹⁹ Linda K. Kerber, « Separate Sphere ».

¹⁰⁰ Ruth Gavison, « Feminism and the Public/Private Distinction », *Stanford Law Review*, vol. 45, n° 1, 1992, pp. 1-45; Leonore Davidoff, « Gender and the « Great Divide » ».

¹⁰¹ Catherine Hall et Leonore Davidoff, *Family Fortunes : Men*.

¹⁰² Amanda Vickery, « Golden Age to Separate Spheres »; Amanda Vickery, *The Gentleman's Daughter*.

¹⁰³ Mary P. Ryan, « The Public and the Private Good ».

Le concept de genre, quant à lui, longtemps défini comme la construction *sociale* des identités sexuées¹⁰⁴, fait également l'objet, dans les années 1990, d'une vive discussion, surtout aux États-Unis, initiée par les réflexions issues du tournant linguistique. Préférant l'histoire culturelle à l'histoire sociale, celles qu'on appelle les féministes poststructuralistes insistent sur la construction discursive des identités sexuées et de l'expérience et sur la conception de la différenciation des sexes comme le fruit et la source des structures hiérarchiques de toute organisation sociale¹⁰⁵. En ce sens, Joan W. Scott, figure de proue de ce mouvement, considère que le genre est « a constitutive element of social relationships based on perceived differences between the sexes, and [...] a primary way of signifying relationship of power »¹⁰⁶. Ces auteures promeuvent l'analyse des discours et des représentations dans toutes les études historiques sous le prisme du genre pour mettre en lumière la construction discursive des rapports entre les hommes et les femmes. Les historiennes du social leur opposent de nombreuses critiques, dont notamment, celle de dépolitiser l'histoire des femmes et d'omettre l'expérience vécue et l'ancrage des discours dans les conditions réelles de leur production¹⁰⁷. En 2008, Joan

¹⁰⁴ Joan Kelly-Gadol, « The Social Relations of the Sexes. Methodological Implication of Women's History », *Signs*, vol. 1, 1976, pp. 809-824; Natalie Zemon Davis, « "Women's History" in Transition: European Case », *Feminist Studies*, vol. 3, n° 3/4, 1976, pp. 83-103.

¹⁰⁵ Joan W. Scott, « Gender. A Useful Category of Historical Analysis », *American Historical Review*, vol. 91, n° 5, 1986, pp. 1053-1075; C. Weedon, *Feminist Practice and Poststructuralist Theory*, Cambridge/Oxford, Blackwell Publishers, 1997[1987]; Mary Poovey, *Uneven Development. The Ideological Work of Gender in Mid-Victorian England*, Chicago, University of Chicago Press, 1988; Denyse Riley, « Am I That Name? » *Feminism and the Category of "Women" in History*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 1988; Denise Riley, « Does a Sex Have a History? », dans Sue Morgan, dir., *The Feminist History Reader*, London, Routledge, 2006, pp. 149-159. Citons également Barbara Arneil, « Women as Wives, Servants and Slaves. Rethinking the Public/Private Divide », *Canadian Journal of Political Sciences*, vol. 34, n° 1, 2001, pp. 29-54.

¹⁰⁶ Joan W. Scott, *ibid.*, p. 1067.

¹⁰⁷ Joan Hoff, « Gender as Postmodern Category of Paralysis », *Women's History Review*, vol. 3, n° 2, 1994, pp. 149-168; Louise A. Tilly, Brigitte Yvon-Deyme et Michel Deyme, « Genre, histoire des femmes et histoire sociale », *Genèse*, vol. 2, 1990, pp. 148-167; Joan Sangster, « Beyond Dichotomies. Re-assessing Gender History and Women's History in Canada », *Left History*, vol. 3, n° 1, 1995, pp. 109-121; Gisela Bock, « Women's History and Gender History. Aspects of an International Debate », *Gender and History*, vol. 1, n° 1, 1989, pp. 7-30; Christine Delphy, « Penser le genre : quels problèmes? », dans Hurting M-C, Kail M. et Rouch H., dir., *Sexe et genre. De la hiérarchie entre les sexes*, Paris, Éditions du Centre national de la recherche scientifique 1991, pp. 89-101; Penelope J. Corfield, « History and the Challenge of Gender History », *Rethinking History*, vol. 1, n° 3, 1997, pp. 241-258; Joy Parr, « Gender History and Historical Practice », dans Joy Parr et Rosenfield Mark, dir., *Gender and History in Canada*, Toronto, Copp. Clark, 1996, pp. 8-28.

Scott revient sur sa définition du concept de genre en réaffirmant que le genre ne peut se concevoir que comme une question et une invitation à penser de manière critique la construction, le déploiement et les changements de la signification donnée aux sexes anatomiques, selon des contextes spécifiques. D'autres catégories d'analyse, comme la classe, l'ethnicité, l'âge peuvent primer celle du genre. Elle constate, par ailleurs, non sans plaisir, l'intense multiplication d'études qui intègrent le concept de genre non seulement dans les domaines *a priori* majoritairement féminins, mais aussi dans les domaines *a priori* majoritairement masculins, comme l'histoire économique et des affaires¹⁰⁸.

Les deux concepts-clés que sont la séparation des sphères et le genre se trouvent au cœur de notre analyse. En ce qui concerne la séparation genrée des sphères, nous considérons qu'elle se présente sous de multiples formes, tant réelles que discursives. En effet, si l'étude des entrepreneures nous invite à conclure à un décloisonnement des sphères privée-féminine et publique-masculine dès le début du XX^e siècle, elle conduit également à transposer cette interrogation relative à une séparation genrée des activités dans le monde économique lui-même. En quoi les hommes et les femmes y occupent-ils/elles des créneaux différents et, dans l'affirmative, cette distinction implique-t-elle un système de domination des uns sur les autres? À cet examen d'une division genrée effective des activités professionnelles des entrepreneurEs, s'ajoute l'étude de l'utilisation discursive de cette idéologie de la séparation des sphères et de la manière dont les femmes subissent les normes qu'elle édicte et les traitent à leur avantage. En effet, comme Joan Scott, nous considérons le genre comme une construction discursive qui est à la fois l'origine et la conséquence d'une organisation hiérarchique de domination des femmes par les hommes. Nous défendons cependant l'idée d'une hétérogénéité des identités de genre selon les classes sociales et les ethnies du groupe des femmes lui-même et, de ce fait, de la disparité des vécus et des discours relatifs à la définition du genre féminin. Malgré l'utilisation de ces concepts, nous nous cantonnons à écrire un pan de l'histoire des femmes et non pas de l'histoire du genre. Autrement dit, nous intégrons ces réflexions conceptuelles relatives à la séparation genrée des sphères et du genre, mais nous limitons notre étude à l'histoire des entrepreneures montréalaises. L'évocation des réalités masculines n'est qu'un prétexte pour mettre les expériences féminines en perspective. Il

¹⁰⁸ Joan W. Scott, « Unanswered Questions », *American Historical Review*, vol. 113, n° 5, 2008, pp. 1422-1429.

serait donc vain de chercher ici une histoire de l'entrepreneuriat montréalais dans son ensemble.

Il reste, enfin, à préciser la manière dont nous définissons ici l'entrepreneuriat féminin. Ce point essentiel est particulièrement complexe. S'agit-il de femmes qui gèrent des capitaux au sens large ou plus strictement des industries, des manufactures, des petites ou moyennes entreprises ou des petits commerces ? Faut-il y inclure toutes les femmes qui, contrairement aux salariées, travaillent à leur propre compte ou se limiter aux employeuses ? Faut-il y inclure la question de l'intention de la personne de faire des profits, de prendre des risques ou d'innover ? Mettons-nous sur un pied d'égalité les propriétaires, les actionnaires, les directeurs, les cadres, les administrateurs, les collaborateurs, les associés, etc. ? Les définitions de cet objet d'étude sont aussi nombreuses que les études sur le sujet, un problème qui ne se cantonne d'ailleurs pas au seul entrepreneuriat féminin.

Béatrice Craig, par exemple, indique que l'entrepreneure est une personne qui a mis en place une structure de production et de ventes de biens et de services en prenant des risques financiers dans l'espoir de faire du profit¹⁰⁹. Selon Dina Lavoie, elle peut l'avoir « fondé, acheté ou accepté en héritage », « seule ou avec des partenaires », mais elle doit surtout « assume [r] les risques et responsabilités financières, administratives et sociales et participe [r] quotidiennement à sa gestion courante »¹¹⁰. Louis Jacques Filion y ajoute la nécessité de « diriger de manière novatrice et créatrice en développant de nouveaux produits et en conquérant de nouveaux marchés »¹¹¹. Pierre Colerette et Paul G. Aubry indiquent que l'entrepreneuriat est, selon eux,

la disposition que manifeste une personne à mobiliser des ressources de toutes sortes, à les organiser, à assumer un risque financier, à consacrer du temps et des énergies pour produire et/ou mettre en marché un bien ou un service susceptible de répondre à un besoin sur le marché en vue de retirer une satisfaction personnelle autant affective qu'économique¹¹².

¹⁰⁹ Béatrice Craig, *Women and Business Since 1500*, p. 6.

¹¹⁰ Dina Lavoie, *Les entrepreneures. Pour une économie canadienne renouvelée*, Ottawa, Conseil consultatif canadien sur la situation de la femme, 1988; Hélène Lee-Gosselin et Monica Belcourt, « Les femmes entrepreneures », dans Irène Lépine et Carole Simard, dir., *Prendre sa place, Les femmes dans l'univers organisationnel*, Montréal, Agence d'ARC, 1991, pp. 56-88, p. 56.

¹¹¹ Francine Richer et Louise St-Cyr, *L'entrepreneuriat féminin*, p. 15.

¹¹² Pierre Colerette et Paul G. Aubry, *Femmes et hommes d'affaires*, p. 11.

Autrement dit, l'entrepreneuriat serait donc une activité de production ou de distribution de biens ou de services, fondée, achetée ou acceptée en héritage, gérée par un seul ou plusieurs individus et mise en place sur la base d'une prise de risque, d'une intention lucrative et d'une intégration dans le système de concurrence du marché capitaliste. Cette définition rejoint celle du « commerce » défini dans le Code civil du Bas-Canada de 1866 comme un acte qui « devait être posé dans un but de spéculation, c'est-à-dire avec l'intention de réaliser un profit [...], contribuer à la circulation des biens et des titres [...] [et] avoir pour objet l'entremise, le transfert des biens et des titres »¹¹³. Selon l'interprétation d'Antonio Perrault dans son traité de droit commercial de 1936, les commerçants sont les personnes qui « s'adonnent aux opérations contenant les idées essentielles au commerce : la circulation de biens mobiliers, l'entremise et le profit, et qui ne posent pas ces opérations isolément, mais qui en font leur genre de vie, à titre professionnel »¹¹⁴. Enfin, en 1993, le nouveau Code civil du Québec définit l'entreprise comme « l'exercice, par une ou plusieurs personnes, d'une activité économique organisée [...] consistant en la production ou la réalisation de biens, leur administration ou leur aliénation, ou dans la prestation d'un service »¹¹⁵.

Kathryn Campbell a souligné le caractère androcentré de ces différentes définitions, une critique que nous faisons nôtre. Selon elle, s'il n'y a en effet aucune définition de l'entrepreneuriat universellement admise, il y a cependant une conviction sous-jacente selon laquelle le comportement entrepreneurial s'inscrit dans des « traditional, commercial, for-profit boundaries, [...] will be full-time, will exhibit an aggressive growth orientation, and may have a strong technological component »¹¹⁶. Or, ces prémisses ne prennent pas en compte les nombreuses entrepreneures — comme les nombreux entrepreneurs — « who works in part-time, seasonal, home-based and even

¹¹³ Stéphane Rousseau, « Le droit de l'entreprise », dans Guy Lefebvre et Stéphane Rousseau, dir., *Introduction au droit des affaires*, Montréal, Thémis, 2006, pp. 67-146, p. 78.

¹¹⁴ J.C Beausoleil, Jacques Côté et Kathleen Delaney, « La femme mariée commerçante », *Les Cahiers de droit*, vol. 7, n° 2, 1965-1966, pp. 366-383, p. 369; Antonio Perrault, *Traité de droit commercial*, Montréal, Albert Lévesque, 1936, pp. 604-606. Antonio Perrault fut professeur de droit commercial et maritime à la faculté de droit de l'Université de Montréal.

¹¹⁵ Stéphane Rousseau, « Le droit de l'entreprise », pp. 67-146, p. 78.

¹¹⁶ Kathryn Campbell, « Researching Women Entrepreneurs. A Progress Report », *Les Cahiers de la femme*, vol. 15, n° 1, 1994, pp. 8-14, p. 9.

invisible (i.e. the black economy) circumstances »¹¹⁷. Cet énoncé propose une première distinction entre d'une part, les entrepreneures qui appartiennent à la classe moyenne blanche propriétaire et dont l'entreprise correspond aux définitions mentionnées ci-dessus et, d'autre part, celles, issues de la classe ouvrière, dont le commerce est basé à domicile, de manière temporaire, et qui a une visée principalement de survie. Si les premières sont étudiées par Melanie Buddle et Élise Detellier dans leur analyse sur les associations de *businesswomen* et de femmes d'affaires, les secondes correspondent davantage à celles, actives dans le petit commerce de détail, qui sont mentionnées par Sylvie Taschereau et André Roy¹¹⁸.

Une seconde distinction entre les types d'entrepreneuriats féminins (et masculins) est celle fondée sur la nature du revenu. Comme Ginette Kurgan le formule dans son étude de l'entrepreneuriat belge du XIX^e siècle, « deux types de patrons coexistent : le patron propriétaire de l'entreprise et le manager salarié »¹¹⁹. Cette catégorisation, proposée ici pour l'ensemble des entrepreneurs et entrepreneures belges, est également utilisée dans les travaux relatifs à l'entrepreneuriat féminin au Québec et au Canada. En effet, Francine Harel-Giasson, professeure aux HEC de Montréal, précise l'existence, au sein de chacun de ces deux groupes, de deux catégories de parcours. De l'ensemble des femmes propriétaires, il y a celles qui héritent d'une entreprise d'un père ou d'un mari et lui donnent une nouvelle envergure et celles qui fondent directement leur propre entreprise. Chez les salariées, les « autodidactes » qui ont commencé dans l'entreprise à l'échelon le plus bas de l'administration et grimpé progressivement les échelons de la hiérarchie se différencient des « professionnelles » qui entrent dans les entreprises avec un diplôme de gestion en poche et un plan de carrière ambitieux¹²⁰. Peter Baskerville et Melanie Buddle

¹¹⁷ *Ibid.*

¹¹⁸ Melanie Buddle, *The Business of Women : Marriage*; Élise Detellier, « *S'unir pour être plus fort* »; Sylvie Taschereau, *Les petits commerçants de l'alimentation*; André Roy, *La faillite, le commerce et le crédit*.

¹¹⁹ Ginette Kurgan-Van Hentenryk, « Le patronat en Belgique », p. 194.

¹²⁰ Entrevue de Gilbert Tarrab avec Francine Harel-Giasson pour la radio (CANAL) en 1986 retranscrite dans Gilbert Tarrab et Carolle Simard, *Une gestion au féminin*, pp. 115-116. Cette distinction entre quatre groupes de parcours professionnels est reprise aussi dans Gladys L. Symons, « Une carrière! Un vécu au féminin », *Gestion*, vol. 7, n° 3, 1982, pp. 16-21, pp. 16-18; Dina Lavoie, *Les entrepreneures*.

distinguent, quant à eux, plus simplement, les femmes qui mènent leurs activités de manière indépendante de celles qui le font pour d'autres, en échange d'un salaire¹²¹.

Pour notre part, excepté dans le premier chapitre qui traite aussi du groupe des salariées à des postes de direction et évoque la problématique des femmes collaboratrices, nous étudions les femmes propriétaires principales d'au moins une entreprise privée de production ou de distribution de biens ou de services. La prise de risque, financier ou autre, l'intention lucrative, la gestion courante, le caractère novateur de l'entreprise, la participation au système concurrentiel, le caractère professionnel de l'activité, le type de rémunération ou le parcours suivi pour atteindre ce poste ne sont donc pas des critères imposés *a priori* pour définir le groupe des entrepreneures étudiées ici. Leur principal point commun, en revanche, est d'être seules à la tête d'une entreprise et d'avoir une activité centrée à Montréal. Du fait qu'ils impliquent des relations de genre internes particulières, les partenariats et associations, à moins qu'il ne s'agisse de deux ou plusieurs femmes, sont donc exclus du corpus. Précisons enfin que nous utilisons ici indistinctement les expressions de « femmes d'affaires » ou « entrepreneures » pour désigner les individus étudiées.

2.2. Critique des sources et méthodologie

Écrire l'histoire des femmes implique de se heurter non seulement au silence incommensurable des sources, mais aussi à leurs innombrables biais. Pour retracer l'histoire de l'entrepreneuriat féminin montréalais du XX^e siècle, nous avons choisi de dépouiller trois ensembles de sources qui nous offrent trois angles d'approche du phénomène étudié. Premièrement, les recensements du Canada, les annuaires de commerce et certaines publications gouvernementales mettent à disposition des données quantitatives relatives à notre objet d'étude. Deuxièmement, les archives d'associations professionnelles de gens d'affaires nous permettent notamment d'appréhender la conscience collective et l'agentivité des femmes qui en sont membres, la perception qu'elles ont de leur profession et celle qu'en ont leurs homologues masculins. Troisièmement, certaines revues populaires ouvrent une fenêtre sur l'image publique, dans le sens habermassien du terme, de ce

¹²¹ Peter Baskerville, *A Silent Revolution*. Melanie Buddle, « « You have to think » »; Melanie Buddle, *The Business of Women : Marriage*.

phénomène. Un regard critique sur chacune de ces sources et une présentation de la méthodologie utilisée pour en extraire les données pertinentes s'avèrent indispensables pour pouvoir, par la suite, déployer l'analyse des trois pans de notre sujet d'étude.

2.2.1. Des sources quantitatives pour une mise en perspective statistique

Les données statistiques relatives à l'entrepreneuriat féminin exposées dans la seconde partie de la thèse proviennent principalement de deux types de documents : les recensements du Canada et les annuaires de commerce *Lovell*. Précisons d'entrée de jeu, qu'autant les uns que les autres se transforment après 1961. En effet, vu les changements apportés à la classification des activités professionnelles, les premiers n'offrent plus aucune donnée relative aux Montréalaises propriétaires d'entreprises *stricto sensu* en 1971 et 1981. Les annuaires de commerce *Lovell* perdent quant à eux de leur exhaustivité et ne présentent plus, à partir de 1965, que les commerces les plus importants de la ville. Notre analyse critique se concentre donc, ici, sur la période 1920-1960. Les années 1960-1980 ne sont traitées qu'au travers de données beaucoup plus éparses qui seront précisées au fil de l'exposé proprement dit.

Seule source à offrir un tableau statistique global de la question de l'entrepreneuriat féminin à Montréal, les recensements du Canada sont donc d'une grande richesse, mais particulièrement difficiles à traiter et les informations qu'ils procurent doivent être utilisées avec d'importantes précautions¹²². En effet, les recensements du Canada ne sont pas systématiquement comparables. Récoltées à dix ans d'intervalle (1921, 1931, 1941, 1951 et 1961), les données renvoient à des procédures de recensement et d'enregistrement différentes, à des variations dans la définition de certains termes utilisés et à la transformation de la définition de l'espace que couvre la ville de Montréal au cours de la période considérée. Ces éléments, qui affectent le relevé des données et les résultats qui en découlent, nécessitent quelques précisions.

Les recensements du Canada sont réalisés sur la base de questionnaires complétés par des agents du gouvernement fédéral auprès de la population au mois de juin de chaque

¹²² Les volumes que nous avons consultés sont conservés à la Bibliothèque de l'Université de Montréal et en ligne (<http://archives.org>).

année de recensement. Dans les recensements de 1921 et 1931, les données sont relevées pour l'ensemble des ménages. À partir de 1941, le recueil d'informations sur l'occupation et la main-d'œuvre se fait sur échantillonnage : un ménage sur dix pour 1941, un ménage sur cinq pour 1951 et 1961. Les questionnaires changent pour chaque recensement et sont déterminés par l'intérêt que portent les autorités à l'une ou l'autre donnée. Les données pertinentes pour notre étude sont contenues dans les volumes consacrés aux « Occupations/Professions » et à la « Main-d'œuvre » des recensements de la population de 1921 à 1961¹²³.

En 1931, 1941 et 1951, en plus du recensement relatif à la population, le gouvernement a réalisé un recensement concernant la distribution des marchandises et des services, basé sur le dénombrement spécifique des commerces de détail, de services et en gros, et de leurs caractéristiques¹²⁴. Pour le réaliser, les énumérateurs de recensement de la population ont envoyé un questionnaire à chaque établissement enregistré dans les listes d'adresses de maisons d'affaires (commerces de détail, de services et de gros) instaurées préalablement et complétées, notamment, par l'examen de répertoires de commerce. Un travail complémentaire a dû être effectué pour obtenir les informations relatives aux commerces, plus ou moins nombreux selon les années, dont les propriétaires n'avaient pas répondu spontanément à la requête. Comparativement aux tableaux relatifs aux professions et industries, ces données offrent le décompte exact des propriétaires d'entreprises et sont donc les plus complètes et précises sur notre sujet d'étude. Elles sont cependant limitées à trois années de recensement (1931, 1941 et 1951) et aux trois types d'établissements que sont les commerces de détail, de services et en gros.

Aux biais qu'induit la manière de procéder pour recueillir les informations pour les recensements s'ajoutent ceux provenant de la définition des termes utilisés dans cette

¹²³ Nous avons dépouillé les Volume IV Occupations du Sixième recensement du Canada, 1921 ; Volume VII Occupations et industries du septième recensement du Canada, 1931 ; Bulletin 0-2 Occupations et chômage du huitième recensement du Canada, 1941 ; Volume IV Main-d'œuvre Occupations et Industries du neuvième recensement du Canada, 1951, et Volume III, partie I, Main-d'œuvre, Professions selon le sexe, Zones métropolitaines du dixième recensement du Canada, 1961.

¹²⁴ Nous avons dépouillé les volumes X (Établissements de commerce et de service —Partie I — Commerce de marchandises en détail) et XI (Établissements de commerce et de service — Commerce de gros, Services de détail, Hôtels et Compagnies de finance) des rapports de recensement de 1931 et 1941 et les volumes VII (Distribution —Commerce de détail) et VIII (Distribution —Commerce des services et de gros) du neuvième recensement du Canada 1951.

source. Les premiers, soit les « propriétaires, gérants, directeurs et administrateurs » des tableaux consacrés aux professions et les « propriétaires » des tableaux consacrés aux commerces de détail, de services et en gros, ne sont définis dans aucun des recensements. Dans les manuels du recenseur, trois classes de travailleurs y sont relatives : les « employeurs » (ou « patrons » pour 1921), les « personnes qui travaillent à leur propre compte » et les « propriétaires »¹²⁵. Les « employeurs » sont caractérisés par le fait d'exploiter leur propre entreprise (industrie, commerce ou ferme) et d'employer, pour ce faire, des aides autres que des domestiques ou des membres de la famille qui ne sont pas rémunérés. Les « propriétaires de moulin, de magasins, fabricants, gros cultivateurs, etc. » sont pris comme exemples. Les « personnes qui travaillent à leur propre compte », au contraire, ne sont ni employeurs ni employés, comme les « cultivateurs, médecins, avocats, petits commerçants, forgerons », « les cordonniers, les propriétaires de petits magasins, les fermiers » ou encore les « travailleurs indépendants qui ne reçoivent ni rémunération, ni traitement, ni salaire régulier ». Il est intéressant de noter qu'en 1921 et en 1941, sont aussi données en exemple, « les couturières, les laveuses, les blanchisseuses ou les autres personnes engagées dans des occupations de ce genre [...] [qui] font leur travail chez elles ou dans leur boutique ». Cette mention de femmes qui fournissent de tels services chez elles, mais aussi possiblement dans leur propre boutique, laisse non seulement penser à l'existence de telles personnes, mais aussi à leur prise en considération très spécifique dans les recensements de ces années-là. Enfin, les « propriétaires », à savoir les « propriétaires de compagnies non incorporées et qui étaient activement commis à la gérance du commerce » sont distingués des « actionnaires de compagnies incorporées » ou des « gérants, surintendants, contremaîtres et agents » qui sont, quant à eux, inclus dans la catégorie des « employés ».

¹²⁵ Volume IV Occupations du Sixième recensement du Canada, Extrait du manuel d'instruction, 1921, p LXXXV ; volume VII Occupations et industries du septième recensement du Canada, Introduction, 1931, p XXIII ; Bulletin 0-2 Occupations et chômage du huitième recensement du Canada, Manuel d'instruction, 1941, p IXXXV ; volume IV Main-d'œuvre Occupations et Industries du neuvième recensement du Canada, Introduction, 1951, p XII, Volume III, partie I, Main-d'œuvre, âge, état matrimonial, degré d'instruction et classe de travailleur, centres constitués, Bulletin 3.1 -7, 1961, Introduction.

Un second terme utilisé, la « population active » (1921, 1931 et 1941) ou la « main-d'œuvre » (1951 et 1961), doit également être précisé¹²⁶. En effet, la définition de ce groupe d'individuEs varie également entre les cinq recensements, que ce soit en ce qui concerne sa détermination, l'âge minimum ou le type d'activités des personnes concernées¹²⁷. Ainsi, les recensements de 1921, 1931 et 1941 portent sur la « population active », soit l'ensemble des individuEs « travaillant pour un gain pécuniaire » (1921), qui « participent à la production de marchandises ou de services vendables » (1931) ou encore qui « gagne [nt] de l'argent ou participe [nt] à la production de denrées commerciales » (1941)¹²⁸. Cette définition considère donc l'activité habituelle d'une personne, sans référence à une période de temps. De plus, l'âge limite du groupe de personnes recensées est de 10 ans et plus pour les recensements de 1921 et 1931 et est augmenté à 14 ans et plus en 1941. En 1951, il est maintenu à 14 ans et plus et en 1961, ne sont plus considérées que les personnes de 15 ans et plus. Le terme « main-d'œuvre » n'apparaît, en revanche, dans les recensements qu'en 1951 et repose davantage sur l'activité effective de la personne interrogée pendant une période déterminée. La définition s'affine en effet puisqu'il s'agit, à cette date, de

toutes personnes de 14 ans et plus, qui, durant la semaine terminée le 2 juin 1951, travaillaient pour un salaire ou un profit, ou sans rémunération à l'exploitation d'une ferme ou d'une entreprise dirigée par un membre du ménage ; avaient un emploi, mais n'étaient pas au travail [...] étaient sans emploi, mais en quête de travail.¹²⁹

¹²⁶ Pour une critique complète de ces définitions, voir Frank T. Denton et Sylvia Ostry, *Relevés chronologiques de la main-d'œuvre canadienne. Programme de monographies sur le recensement de 1961*, Ottawa, Bureau fédéral de la statistique, 1967.

¹²⁷ Volume IV Occupations du Sixième recensement du Canada, Extrait du manuel d'instruction, 1921, p. LXXXV ; volume VII Occupations et industries du septième recensement du Canada, Introduction, 1931, p. XXIII ; Bulletin 0-2 Occupations et chômage du huitième recensement du Canada, Manuel d'instruction, 1941, p. IXXXV ; volume IV Main-d'œuvre Occupations et Industries du neuvième recensement du Canada, Introduction, 1951, p. XII, Volume III, partie I, Main-d'œuvre, Professions selon le sexe, Zones métropolitaines du dixième recensement du Canada, 1961, p. III.

¹²⁸ Volume IV Occupations du Sixième recensement du Canada, Extrait du manuel d'instruction, 1921, p. LXXXV Volume VII Occupations et industries du septième recensement du Canada, Introduction, 1931, p. XXIII. Bulletin 0-2 Occupations et chômage du huitième recensement du Canada, Manuel d'instruction, 1941, p. IXXXV.

¹²⁹ Volume IV Main-d'œuvre Occupations et Industries du neuvième recensement du Canada, Introduction, 1951, p. XI.

Dans un sens similaire, le recensement de 1961 propose la définition suivante : la « main-d'œuvre » comprend « toutes les personnes âgées de 15 ans et plus qui ont été inscrites comme ayant un emploi quelconque, à temps partiel ou à plein temps (même si elles n'étaient pas au travail) ou comme ayant cherché du travail la semaine précédant le dénombrement »¹³⁰.

Un dernier élément qui diffère d'un recensement à l'autre est la définition de la cité de Montréal. Cette ville est la métropole du Canada — soit le centre économique le plus dynamique du pays — jusque dans les années 1960, années à partir desquelles elle cède son titre à Toronto. Elle est également la ville la plus peuplée du Canada jusqu'au recensement de 1976 qui dévoile le fait que sa rivale lui dame le pion sur ce point également à ce moment-là¹³¹. Montréal est et reste aussi tout au long de la période la métropole de la province de Québec. La croissance de sa population survient dans un territoire qui s'agrandit et est due non seulement à l'immigration, mais aussi au mouvement d'exode rural. Entre 1921 et 1941, Montréal passe de 600 000 à 900 000 habitantes, tandis que sa banlieue (dont les quatre principales municipalités sont Lachine, Outremont, Verdun et Westmount) compte de 100 000 à 200 000 habitantes. Vingt ans plus tard, en 1961, la cité de Montréal compte 1 200 000 résidentEs et la banlieue près de 800 000 personnes.

Les annuaires de commerces *Lovell* donnent, pour leur part, des informations plus précises sur l'ensemble des commerces de Montréal et de sa banlieue¹³². Un premier annuaire de ce type est publié par Thomas Doige en 1819 et 1820, mais il faut attendre 1842 pour qu'un nouvel annuaire, le *Montreal Directory*, soit lancé par Robert Stewart MacKay et produit annuellement sur la longue durée¹³³. En 1856, l'épouse de celui-ci en assume la gestion et le nomme *MacKay's Directory*. Elle le cède à John Lovell en 1863. L'annuaire devient le *Lovell's Montreal Directory* en 1875 et, un siècle plus tard,

¹³⁰ Volume III, partie I, Main-d'œuvre, Professions selon le sexe, Zones métropolitaines du dixième recensement du Canada, 1961, p. III.

¹³¹ Paul-André Linteau, *Histoire de Montréal*, p. 430.

¹³² L'ensemble des volumes des annuaires de commerce Lovell sont conservés aux Bibliothèques et Archives nationales du Québec dans leur collection numérique (<http://bibnum2.banq.qc.ca/bna/lovell/>).

¹³³ Voir le descriptif de cette source sur le site internet de Bibliothèques et Archives nationales du Québec : <http://bibnum2.banq.qc.ca/bna/lovell/>.

l'annuaire Criss-Cross, puis le *Criss Cross Montréal métropolitain*. Quelle que soit l'année, il est composé de trois listes : une première qui énumère les résidentEs par ordre alphabétique ou par noms des rues et adresses civiques, une seconde consacrée aux diverses institutions de la ville et une troisième qui recense les professionnelLEs et commerçantEs, regroupéEs par secteur d'activités.

Cette dernière liste, les *Business Directories*, est, avant 1920, un *Advertiser's business classified directory*, qui reprend « the names of the principal and most progressive firms in their main lines of business »¹³⁴. Elle devient, à partir de 1965, un guide des acheteurs qui « contient les annonces des commerçants les plus en vue et des maisons les plus progressives dans la cité, classifiées selon leur genre d'affaires »¹³⁵. En revanche, entre ces deux dates, cette liste dit reprendre l'ensemble des personnes dites « en affaires ». Il s'agit donc d'une liste des commerces de la ville publiée annuellement et, à partir de 1935, dans les deux langues officielles du Canada (français et anglais). Il compte entre 335 et 193 pages (respectivement en 1920-1921 et 1960). Comme l'indique la préface de chacun des numéros consultés, les informations qui y sont contenues ont été recueillies selon la méthode du porte-à-porte et compilées selon une méthode propre à l'annuaire. Les éditeurs y précisent que si cette méthode se veut la plus exacte possible, ils ne sont pas responsables des erreurs qui s'y retrouvent et invitent tout un chacun à les leur signaler pour les corriger dans l'édition suivante. Ces annuaires reprennent donc *a priori* tous les commerces de la ville même si nous pouvons légitimement penser que les erreurs ou omissions y sont plus ou moins fréquentes. L'intérêt de ces données se situe essentiellement sur le plan des informations particulières qu'elles contiennent. En effet, la liste regroupe tous les commerces par types d'activités et indique, pour chacun d'eux, le statut matrimonial (pour les femmes), le prénom et le nom du ou de la propriétaire (ou le nom officiel de l'entreprise) ainsi que son adresse postale. Notons, enfin, le fait que, contrairement aux données issues des recensements du Canada, le territoire couvert par le *Lovell Montreal Directory* compte autant la ville de Montréal que sa banlieue. À partir de 1920-1921 et pour l'ensemble des annuaires, nous retrouvons donc les informations concernant Montréal, Westmount, Verdun, Outremont, Montréal Ouest ainsi que Lachine, LaSalle, Longueuil, Montréal-Est, Montréal-Ouest, Montréal-Sud, Saint-Lambert, Saint-

¹³⁴ « Préface », *Lovell's Montreal Directory*, 1919-1920, p. 2.

¹³⁵ Guide classifié des acheteurs, 1965-1966, p. 1.

Pierre et Saint-Laurent. En 1925-1926, s'y ajoutent Montréal-Est et Mont-Royal, en 1930-1931, Hampstead et, en 1960-1961, Côte-St-Luc.

Le phénomène de l'entrepreneuriat féminin montréalais n'étant pas traité *per se* dans ces documents, nous avons dû procéder à l'extraction des informations pertinentes pour en établir le portrait statistique le juste possible. Nous nous sommes tout d'abord concentrée sur les volumes des recensements de la population de 1921 à 1961 consacrés aux « Occupations/Professions », à la « Main-d'œuvre » et sur ceux relatifs aux « Établissements de commerce et de services » de 1931, 1941 et 1951. Nous avons repris les chiffres, pour la seule ville de Montréal, du groupe des « propriétaires, gérants, directeurs et administrateurs » et, indifféremment, de la « population active » et de la « main-d'œuvre » dans les premiers documents et du groupe des « propriétaires » dans les seconds. Par ailleurs, du fait de l'absence de données pour certaines années, nous avons restreint l'étude à certains types d'industries, soit les commerces (de gros et de détail), les services, les manufactures, la construction, les transports et la finance et avons exclu la foresterie, les mines et la catégorie « non définie ».

Concernant les annuaires, nous les avons dépouillés de manière quinquennale, soit de l'année 1920-1921 à l'année 1960¹³⁶, en relevant l'ensemble des mentions de femmes. Celles-ci apparaissent explicitement dans ces documents soit par l'indication de leur statut matrimonial, à savoir les « mrs » (madame), les « miss » (mademoiselle), les « wid » (veuve), soit par leurs prénoms. Certaines références laissent néanmoins planer un doute sur l'identité sexuelle exacte du ou de la propriétaire, par exemple, quand le nom ne comporte que l'initiale du prénom, sans titre de civilité. Lorsque seul le nom de l'entreprise est indiqué, nous ne pouvons malheureusement pas non plus savoir si c'est une femme ou un homme qui en est propriétaire, et ce, même si le nom du commerce, comme « Salon Isabelle », pourrait laisser supposer qu'une femme en était à la tête. Dans ces deux cas, les références n'ont pas été considérées dans nos calculs. Ainsi donc, un nombre difficile à préciser d'entreprises qui furent la propriété de femmes, mais qui ne s'affichaient pas publiquement comme telles, a certainement échappé à notre repérage. Seules des sources complémentaires permettraient de les identifier. Deux commerces de

¹³⁶ Jusqu'en 1939-1940, le titre des Lovell's Montreal Directory mentionne deux années (par exemple 1920-1921) alors qu'à partir de 1940 et, au moins, jusqu'en 1960, il n'en indique plus qu'une (par exemple, 1940).

cette nature ont néanmoins déjà été ajoutés aux présents résultats : la Maison Raoul Vennat et Andrée's Chocolates — Chocolat Andrée¹³⁷. Nous avons, de plus, mis de côté certaines professionnelles dont l'activité est régie par des normes particulières et ne correspond pas à la définition stricte des individus que nous avons choisi d'étudier, soit les propriétaires principales d'au moins une entreprise de production ou de distribution de biens ou de services¹³⁸.

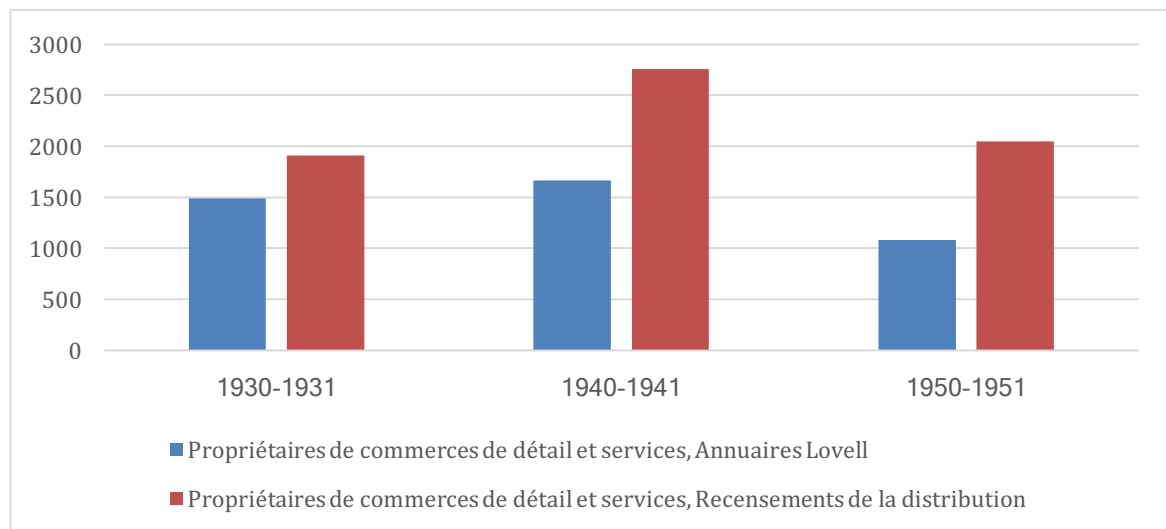
Enfin, avant de nous engager dans l'exposé de nos résultats, il nous paraît important de prendre la mesure des difficultés que présente la comparaison entre les données issues de ces deux sources. En effet, les informations relevées dans les recensements de la distribution et dans les annuaires de commerce *Lovell* au sujet des femmes propriétaires de commerces de détail et d'établissements de service ne sont pas exactement similaires. Pour donner un exemple (détaillé au chapitre 3), dans les recensements relatifs à la distribution de marchandises et de services, nous avons compté, en 1931, 1941 et 1951, quelque 1911, 2754 et 2046 femmes propriétaires de commerces de détail et d'établissements de services pour Montréal (graphique 1). Dans l'annuaire de commerces, en revanche, nous n'avons recensé, pour les années 1930, 1940 et 1950, respectivement, que 1490, 1667 et 1084 femmes propriétaires de ce même type de commerces. Le total des femmes propriétaires de commerces de détail et de services relevées dans les annuaires de commerces est donc relativement petit par rapport à celui des femmes recensées par le gouvernement canadien dans les domaines de la propriété de commerces de détail et d'établissements de services, surtout en 1940-41 et 1950-51. Le *Lovell* couvrant un plus large territoire (Montréal et sa banlieue), nous aurions pu nous attendre à un résultat inverse. Comme l'enregistrement ou la recension étaient gratuits pour l'entrepreneurE, l'argument du coût d'inscription ne peut

¹³⁷ La première est une entreprise de vente de partitions de musique et de broderie, fondée en 1906 par le capitaine Raoul Vennat et son épouse Gabrielle Mellé. À partir des années 1930, leur commerce a été géré par leurs filles, Marguerite et Madeleine, par leur fils André de 1935 à 1942 et, enfin, par l'épouse de ce fils, Annette Brisebois jusqu'en 1969. (voir Joanne Watkins, *De l'enfermement culturel des femmes*; Joanne Watkins, « Vennat ».). La seconde, une chocolaterie, a été fondée en 1940 par deux sœurs, Madeleine et Juliette, transmise à la fille de la première, Nicole, en 1986 et reprise, en 1992, par sa petite fille, Stéphanie Saint-Denis. Elle est toujours en activité. Claude Turcotte, « Histoire de femmes et de chocolat », *Le Devoir*, 19 décembre 2011.

¹³⁸ Les catégories exclues sont celles des professeures et directrices d'écoles, avocates, notaires, médecins, infirmières, membres des professions paramédicales (masseuses, chiropraticiennes, pédicures, opticiennes), artistes, herboristes et pharmaciennes. Pour une histoire de la pharmacie au Québec, voir l'ouvrage de Johanne Collin, *Changement d'ordonnance*.

justifier cet écart. Dès lors, il est très probable que ces différences soient liées à la combinaison de trois autres facteurs : le manque d'exhaustivité de la démarche des recenseurs, les erreurs commises dans les annuaires et les restrictions que nous nous sommes imposées dans le dépouillement de ces documents pour le repérage des femmes d'affaires. Ceci démontre en tout cas l'extrême difficulté d'établir avec certitude le nombre d'entrepreneures montréalaises, en particulier pour ce qui concerne les petits commerces de détail et les établissements de services. Les résultats présentés dans cette étude sont donc inévitablement affectés par ces biais statistiques.

Graphique 1. Comparaison du nombre de femmes propriétaires de commerces de détail et d'établissements de services, selon les sources, 1930/31-1950/51



Sources : Recensements du Canada, 1931-1941-1951 et Annuaires de commerces Lovell, 1930-1940 et 1950

2.2.2. Les archives des groupements de femmes d'affaires « exceptionnelles »

Des très nombreux groupements patronaux qui existent au Québec depuis au moins le milieu du XXe siècle, nous en avons choisi quatre qui, selon la classification proposée par François Delorme, Régis Fortin et Louis Gosselin, appartiennent à la catégorie des associations dites « de promotion économique » dans la mesure où il s'agit d'« organismes de défense et de promotion du monde des affaires, du système de libre entreprise et de sa

philosophie » qui s'adressent aux pouvoirs publics¹³⁹. Les deux premiers, l'Association des femmes d'affaires de Montréal et le Business and Professional Women's Club ne rassemblent que des femmes et font, chacun, partie d'une fédération d'associations de femmes, à savoir la Fédération nationale Saint-Jean-Baptiste et le Montreal Local Council of Women. Des deux autres groupements choisis, à savoir le Montreal Board of Trade et la Chambre de commerce du district de Montréal, seul le second a créé un comité de femmes membres.

Les archives de l'Association des femmes d'affaires de Montréal (1910-1956) sont conservées dans le fonds de la Fédération nationale Saint-Jean-Baptiste aux Bibliothèques et Archives nationales du Québec (Fonds P120). Les documents comprennent essentiellement les statuts et règlements, les procès-verbaux, les rapports d'activités, les bilans financiers, les listes de membres et quelques coupures de presse¹⁴⁰. Nous y trouvons également l'entièreté du mensuel *La Bonne Parole* (1913-1956), organe de la Fédération nationale Saint-Jean-Baptiste à laquelle l'Association est affiliée¹⁴¹.

En revanche, les principaux documents concernant le Business and Professional Women's Club of Montreal (1930-2015) se trouvent dans le Fonds du Montreal Council of Women à Bibliothèque et Archives nationales du Québec (Fonds P653). Il s'agit des volumes 4 et 5 intitulés « Annual Reports and Yearbooks » (1896-1973). Quelques rares éléments sont également conservés dans le fonds de la Canadian Federation of Business and Professional Women's Clubs (CFBPWC) conservé à Bibliothèque et Archives du Canada (fonds MG 28 – I55 [ancien no] ou R2804-0-2-E [nouveau no]), notamment dans le volume 81 « Clippings and Publications – CFBPWC Newsletter, Déc. 1930-June 1951 »

¹³⁹ François Delorme, Régis Fortin et Louis Gosselin en décomptent quelques 570 en 1994 (François Delorme, Régis Fortin et Louis Gosselin, « L'organisation du monde patronal au Québec : un portrait diversifié », *Relations industrielles/Industrial Relations*, vol. 49, n° 1, 1994, pp. 9-40, p. 10.

¹⁴⁰ Boîtes 1-3 — microfilm 6818 et 52-7 — microfilm 6837 ; 18-4 microfilm 6826 ; 20-8 — microfilm 6826 ; 33-4 — microfilm 6830 ; 42-9 — microfilm 6833 ; 53-2 — microfilm 6837.

¹⁴¹ BAnQ-Montréal, Fonds de la FNSJB, P120, 51-1 – 52-5, microfilm 6835, 6836 et 6837. Voir aussi Isabelle Dornic, *Hier ne meurt jamais. Vision et désillusion d'une quête identitaire féminine au Québec. La Bonne Parole, organe de la Fédération nationale Saint-Jean-Baptiste, 1913-1958*, Thèse de Ph.D. (Histoire), Québec, Université Laval, 2004.

et dans le texte d'Elizabeth Bess Forbes¹⁴². Un coup de sonde a également été effectué dans le fonds d'archives de Dorothy Heineker, fondatrice du BPWCM et du CFBPWC, conservé aux Bibliothèques et Archives du Canada (Fonds MG 30) et dans celui de l'Association des femmes de carrière du Québec métropolitain conservé aux Bibliothèques et Archives nationales du Québec (Fonds P619). Il s'est, cependant, avéré peu productif.

Nous avons procédé à la lecture complète de l'ensemble de ces documents. Cependant, que ce soit pour l'une ou l'autre association, ils sont éparés et laconiques. Par ailleurs, il s'agit pour la plupart d'écrits publiés officiellement par l'association (rapports annuels notamment) ou par la presse (coupures de presse). Nous n'avons donc pas accès aux discussions internes ou à la correspondance entre les membres qui auraient pu dévoiler une tout autre dimension des différentes dynamiques de ces associations. Les documents consultés offrent, cependant, assez d'informations pour esquisser les conditions d'adhésion des membres de ces groupements, certains traits de leurs réseaux, de leurs activités ainsi que certains de leurs combats politiques.

Le Conseil des femmes membres de la Chambre de commerce du district de Montréal (CFM du CCDDM - 1957-1971) a laissé les archives les plus fournies. Elles se trouvent dans le fonds de la Chambre de commerce (P003/H) qui est conservé au Service de la gestion des documents et des archives de l'École des hautes études commerciales de Montréal. Nous y retrouvons des documents sur l'historique du mouvement, les statuts, l'entièreté des procès-verbaux du conseil exécutif et des rapports d'assemblées annuelles, de la correspondance, des listes de membres et un grand nombre de documents de ses comités d'études et de ses activités. Nous avons également examiné l'ensemble de ces documents.

Pour compléter ces données, nous avons aussi utilisé certains textes tirés des archives du *Board of Trade*/Bureau de Commerce (fonds P019), de la Chambre de commerce du district de Montréal (fonds P003), de la *Junior Board of Trade* (fonds P057) et de la Jeune Chambre de commerce de Montréal (fonds P054) ou encore de l'Association des diplômés de l'École des hautes études commerciales de Montréal (fonds P001). Ces

¹⁴² BAC – Ottawa, Fonds CFBPWC MG 28 I55 vol 81, Elizabeth Bess Forbes, *With Enthusiasm and Faith. History of the Canadian Federation of Business and Professional Women's Club, 1930–1983*, Ottawa, CFBPWC, 1983, pp. 15-18.

archives sont également conservées au Service de la gestion des documents et des archives de l'École des hautes études commerciales de Montréal. Nous avons enfin examiné les quelques documents du Comité « F » (1979) de la section régionale de Montréal du Centre des dirigeants d'entreprises (1937-1990 — fonds 43 P) et de l'Association des hommes d'affaires de Montréal (1927-1986 — fonds 41 P) conservé aux archives de l'Université du Québec à Montréal¹⁴³.

Pour le Board of Trade/Bureau de Commerce, nous avons essentiellement consulté les *Review of the activities* (trimestriels — fonds P019 W8 0002-0004) et les *Circulars* (hebdomadaires — fonds P019 W8 0005-0012). Pour la Jeune Chambre (P054), nous avons examiné certains albums souvenirs, leur revue mensuelle *Vigilant* et leur journal hebdomadaire *Hebdo-Jeune Commerce* ainsi que certains rapports annuels. Concernant la Chambre de commerce du district de Montréal, nous avons dépouillé tous les numéros de la revue mensuelle *Commerce* (à partir de 1920) comme de tous ceux de son journal hebdomadaire *Commerce-Montréal*¹⁴⁴. De l'ensemble de ces documents, nous avons relevé

¹⁴³ Yvan Sénécal, *L'API ou une association chrétienne dans l'industrie. Étude historique et structurelle de l'API*, Mémoire de M.A (Relations industrielles), Montréal, Université de Montréal, 1954; Laurent Bélanger, *Évolution du patronat et ses répercussions sur les attitudes et pratiques patronales dans la province de Québec*, Ottawa, Bureau du conseil privé, 1970; Yves Bélanger et Pierre Fournier, *L'entreprise québécoise*; Pierre Fournier, *Le patronat québécois au pouvoir : 1970-1976*, LaSalle, Québec, Hurtubise HMH, 1979; Jean-Louis Roy, *La Marche des Québécois. Le temps des ruptures (1945-1960)*, Montréal, Les Éditions Leméac, 1976; François Delorme, Régis Fortin et Louis Gosselin, « L'organisation ».

¹⁴⁴ La revue *Commerce, bulletin de la Chambre de commerce du district de Montréal* est publiée, de manière mensuelle, à partir de mai 1899. En décembre 1949, elle change de nom et devient *Commerce*. Elle est diffusée jusqu'en novembre 1975, date à laquelle elle change à nouveau de nom et devient *La revue Commerce*. Son tirage passe de 8.500 en 1956 à 12.300 en 1963. Le nombre d'exemplaires double pour atteindre 23.000 en 1968, puis 28.900 en 1972 avant de redescendre à 27.000 en 1974. Chacun des numéros compte une centaine de pages. Son public est principalement les gens d'affaires de la région métropolitaine (Montréal), mais aussi de l'ensemble de la province du Québec. Il aborde un grand nombre de sujets relatifs, de près ou de loin, au commerce montréalais, aux activités de la Chambre de commerce et vise à « donner plus de force et de cohésion au groupe ethnique canadien-français et d'éveiller chez les francophones le sens des affaires ». Sa publication s'arrête en 2009 (André Beaulieu et Jean Hamelin, *La presse québécoise : des origines à nos jours*, 2e éd. . éd., Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1973, pp. 6-7.) La revue *Commerce-Montréal*, quant à elle, est l'organe officiel de la CCDM. Elle est « l'agent de proclamations de ses opinions et de ses recommandations, [...] le véhicule des convocations aux assemblées générales, aux réunions des comités, aux déjeuners-causeries et aux autres manifestations [et elle] rend compte des activités de [la] Chambre et apporte aux membres des occasions d'affaires, des demandes et des offres d'emploi ». Elle est publiée à partir de 1945 sous la forme d'un hebdomadaire (elle devient bimensuelle en août 1969 et mensuelle en août 1970) de huit pages envoyées à tous les membres de la CCDM (soit environ 3300 exemplaires) (*Commerce-Montréal*, 7 mai 1951 et 27 mai 1957, pp. 6-7).

toutes les informations relatives, de près ou de loin à l'entrepreneuriat féminin montréalais, aux entrepreneures montréalaises ou, plus largement, aux groupements de femmes en affaires.

2.2.3. Les magazines et la construction discursive d'un entrepreneuriat « exceptionnel »

Le dernier ensemble de sources examinées est formé par les revues populaires telles que *La Revue moderne*, *La Revue populaire*, *Châtelaine*, *Actualité* et *Maclean's*. Les données, plutôt qualitatives, qui en sont tirées nous permettent de tracer le modèle d'entrepreneuriat féminin montréalais « idéal » que construisent et diffusent ces magazines dans l'espace public.

Fondée à Montréal par Mme Madeleine Huguenin, la première, *La Revue Moderne*, est publiée de 1919 à 1960, date à laquelle elle est fusionnée, pour des raisons économiques, à *Châtelaine*, une revue ontarienne anglophone fondée en 1928 et devient *Châtelaine — Revue moderne*. Elle est dirigée par sa fondatrice de novembre 1919 à mai 1928 pour ensuite être reprise et dirigée par des hommes. Si l'on excepte l'année 1935 et une courte interruption de la publication de décembre 1938 à avril 1939, le tirage ira sans cesse en augmentant: de 23 120 exemplaires en 1922 à 70 000 en 1940 pour atteindre 101 650 en 1960. La revue qui se veut « un centre intellectuel » de l'élite canadienne-française est surtout un magazine féminin où les feuilletons se conjuguent avec de multiples rubriques d'art culinaire, de couture, de mode, de décoration intérieure, etc.¹⁴⁵. Selon Yolande Cohen, cette revue, initialement « revue d'élite pour une élite, à tirage limité pendant la décennie 1919 à 1928 » devient « une revue de tous et pour tous, à tirage massif, dans les deux décennies suivantes : 50 000 exemplaires en 1935 ; 100.000 en 1948 »¹⁴⁶.

La Revue populaire, quant à elle, mensuelle puis bimensuelle, est fondée par Frédéric Poirier et publiée de décembre 1907 à juillet/août 1963. Son tirage augmente

¹⁴⁵ *Ibid.*, p. 295; Gérald Baril, *Dicomode. Dictionnaire de la mode au Québec de 1900 à nos jours*, Montréal, Fides, 2004, p. 219.

¹⁴⁶ Yolande Cohen, « L'histoire des femmes au Québec (1900-1950) », *Recherches sociographiques*, vol. 21, n° 3, 1980, pp. 339-345, p. 341.

également constamment (avec des sursauts importants en 1926 et 1956) passant de 4 672 exemplaires en 1910 à 1.906 065 en 1960 avant de retomber à 125 363 en 1963. Se voulant initialement une revue familiale avec sa page de couverture en couleur et la publication d'un feuilleton d'une trentaine de pages, elle se tourne, au début des années soixante, davantage vers les femmes, ses principales lectrices, et propose des reportages sur les grandes questions féminines et canadiennes-françaises¹⁴⁷.

Actualité est, initialement, le feuillet paroissial *Ma Paroisse* de la paroisse Immaculée-Conception de Montréal depuis 1940. Il prend son nom *Actualité* en 1960 pour devenir un magazine mensuel de langue française laïc. En 1972, la revue est rachetée par Maclean Hunter Ltée et fusionnée, en 1976, à son principal concurrent, la version française de *Maclean's*, pour devenir *L'Actualité*. En 1965, le tirage est de 107 000 exemplaires¹⁴⁸.

Châtelaine (fr) est un mensuel dont le premier numéro paraît en octobre 1960. Elle fait suite à la *Revue Moderne* fondée en 1919 et reprise en juin 1960 par Maclean Hunter Ltée qui la fusionne avec *Châtelaine* anglophone¹⁴⁹. Ce magazine

se donne pour mission de contribuer au plein épanouissement de la femme canadienne-française en l'aidant à prendre une conscience accrue d'elle-même et du milieu social qui l'entoure. [...] La rédaction tente, en outre, de faciliter à la femme son rôle de mère de famille et de maîtresse de maison, de même qu'à faciliter son intégration plus harmonieuse dans le monde du travail¹⁵⁰.

Les sujets traités sont donc très variés et la publicité couvre environ la moitié de la revue. Notons, par ailleurs, que de 1960 aux années 1980 ce sont des rédactrices en chef qui la dirigent, soit, pour la période qui nous intéresse, Fernande Saint-Martin (d'octobre 1960 à mars 1973) et Francine Montpetit (d'avril 1973 à juin 1985). Elle est tirée à 100 000 exemplaires en 1960 et atteint les 300 000 en 1987¹⁵¹.

¹⁴⁷ André Beaulieu et Jean Hamelin, *La presse québécoise*, pp. 266-267.

¹⁴⁸ Micheline Dumont et Stéphanie Lanthier, « Pas d'histoire, les femmes! Le féminisme dans un magazine québécois à grand tirage : *L'actualité*; 1960-1996 », *Nouvelles Questions Féministes*, vol. 19, n° 2/4, 1998, pp. 101-124; André Beaulieu et Jean Hamelin, *La presse québécoise*, pp. 162-163.

¹⁴⁹ *Chatelaine Magazine* (angl) est publié par la compagnie Maclean's Hunter Ltée à partir de 1928 et est diffusé à 57.053 exemplaires.

¹⁵⁰ André Beaulieu et Jean Hamelin, *La presse québécoise*, p. 177.

¹⁵¹ *Ibid.*, pp. 176-177.

Enfin, *Maclean's* est une revue anglophone qui prend ce nom en 1905 (elle fait suite aux revues *Business*, *The Business Magazine*, *The Busy Man's Magazine* et *Busy Man's*). Initialement revue d'intérêt général destinée principalement aux hommes d'affaires, elle s'investit fortement dans la promotion du nationalisme canadien à partir de 1914. Comme mentionné plus haut une version française de ce magazine sera publiée de 1961 à 1976.

Du point de vue méthodologique, nous avons procédé au dépouillement complet de chacune de ces revues et repris toutes les mentions d'entrepreneures montréalaises, c'est-à-dire, de toutes les femmes qui sont propriétaires principales d'une ou plusieurs entreprises de production ou de distribution de biens ou de services dont le siège social est situé à Montréal. Ces mentions peuvent être des publicités pour des commerces qui spécifient l'identité de la propriétaire, de courtes évocations au sein d'éditoriaux ou d'articles de fond sur l'entrepreneuriat féminin ou sur d'autres sujets connexes ou encore des articles biographiques spécifiquement consacrés à l'une ou l'autre d'entre elles.

Conclusion

La mobilisation des trois concepts de la séparation des sphères, du genre et de l'entrepreneuriat autant que le traitement critique des données brutes tirées des sources quantitatives, des archives de groupements de femmes d'affaires et de magazines tissent la trame de notre récit. La volonté d'étudier l'entrepreneuriat féminin implique le refus de l'idée d'absence des femmes d'un espace public économique précédemment considéré comme exclusivement masculin. En revanche, il est indéniable que l'idéologie d'une séparation des sphères selon que les intervenantEs sont des femmes ou des hommes reste prégnante dans la société québécoise du XX^e siècle, comme dans l'ensemble de l'Occident. Ces réflexions incitent à faire l'hypothèse d'une division des secteurs d'activités dans l'espace des affaires. Les entrepreneures montréalaises sont-elles cantonnées dans certains domaines *du fait* d'être femmes? Comprendre l'entrepreneuriat féminin montréalais à travers cette conception idéologique d'une séparation des activités selon l'identité sexuée est une première étape de notre démarche. À celle-ci s'ajoutent les réflexions alimentées par les discussions relatives au concept de genre. Dans le cadre de cette thèse, nous partons du principe que le genre est non seulement une construction sociale et discursive d'une

identité liée au sexe, mais, surtout, l'origine et la conséquence d'une domination masculine. Il s'agit donc d'appréhender la construction sociale et discursive du caractère *féminin* des démarches entrepreneuriales de Montréalaises et de décoder l'évaluation qui en est faite à l'aune de l'entrepreneuriat *masculin*. Enfin, nous nous limitons à étudier l'entrepreneuriat féminin entendu comme l'activité professionnelle exercée entre 1920 et 1980 par des femmes qui sont propriétaires principales d'une ou plusieurs entreprises de production ou de distribution de biens ou de services et dont le siège social est situé à Montréal. L'origine du capital de départ, les motivations, le contexte social, le but lucratif, les actions menées pour développer l'entreprise, la longévité de celle-ci, etc. ne sont pas considérés comme des critères d'exclusion ou d'inclusion de certaines d'entre elles.

Par ailleurs, l'extraction des données relatives à l'entrepreneuriat féminin montréalais de trois ensembles d'archives différentes nous inspire les trois angles d'approches de notre problématique. En effet, les archives quantitatives, qu'il s'agisse des recensements ou des annuaires de commerces, nous livrent des informations chiffrées pour répondre à la question du caractère « exceptionnel » de l'entrepreneuriat féminin. Malgré toutes leurs limites, elles nous permettent d'évaluer la taille de ce groupe social par rapport à la population, à la main-d'œuvre ou encore par rapport à son pendant masculin. Elles nous donnent également à voir sa répartition selon les secteurs d'activités et, plus particulièrement, selon les différents domaines qui composent les commerces de détail et les établissements de services. Enfin, elles nous donnent accès au statut matrimonial de ses membres, à la localisation de leurs entreprises dans l'espace montréalais et permettent d'en évaluer la longévité. L'ensemble de ces éléments sont repris dans la seconde partie de la thèse. Les archives des groupements de femmes d'affaires sont, quant à elles, très inégales. Elles nous donnent, cependant, accès à deux types d'associations de femmes d'affaires, les premières affiliées à une fédération d'associations féminines (comme l'Association des femmes d'affaires de Montréal et le Business and Professional Women's Club) et les secondes intégrées à un groupement mixte de gens d'affaires (comme le Comité féminin de la Chambre de commerce). Les documents nous informent notamment sur leur composition, leurs activités, leurs positions sociopolitiques, les liens tissés avec d'autres groupements, etc. Ils nous donnent donc à voir *in fine* des collectivités d'entrepreneures montréalaises qui mettent en scène des femmes « exceptionnelles » du fait de leur engagement non seulement dans leurs activités professionnelles, mais également dans une

démarche associative. Elles se trouvent au cœur de la troisième partie de la thèse. Enfin, les magazines populaires (*La Revue populaire*, *La Revue moderne*, *Châtelaine*, *Actualité* et *Maclean's*) ont chacun leurs spécificités, mais mentionnent, tous, à un moment ou un autre, l'existence d'entrepreneures montréalaises. L'étude du regard qu'ils portent sur le phénomène croisée avec l'analyse quantitative et qualitative des discours énoncés dans les documents publiés par les groupements féminins et la Chambre de commerce et confrontée aux éléments mis en exergue dans les précédentes parties est l'objet des derniers chapitres. Ils sont organisés autour de la question de la construction discursive du caractère exceptionnel de l'entrepreneuriat féminin montréalais. Les limites de notre thèse en termes conceptuels et archivistiques étant posées, nous pouvons nous engager dans le vif du sujet pour tracer un portrait de l'entrepreneuriat féminin montréalais de la période 1920-1980 sous forme de triptyque et avec pour toile de fond la question de son « exceptionnalité ».

Partie 2. Mise en perspective statistique

Comme l'indique Susan Ingalls Lewis dans son ouvrage relatif à l'entrepreneuriat féminin du XIX^e siècle à Albany aux États-Unis, les statistiques « provide a method of describing ordinary women – women who were once alive, not businesswomen as mere images, constructs, or heroines, or even a few individual women who happened to leave personal records »¹. En ce sens, l'analyse de ce genre de données chiffrées, à prendre avec beaucoup de précautions, doit inévitablement constituer la première étape de notre analyse. Elles permettent d'appréhender l'entrepreneuriat féminin en tant que collectivité et de l'inscrire dans le cadre d'une dynamique socio-économique propre à la ville de Montréal dans le courant du XX^e siècle. Il s'agit, ultimement, d'interroger la prédominance des hommes dans l'espace économique et de mettre en perspective le caractère marginal du groupe des entrepreneures.

Si, comme nous le verrons, les données relatives aux principales caractéristiques de l'entrepreneuriat féminin au Québec et à Montréal dans les années 1980 sont abondantes tout comme celles relatives au tournant du XIX^e siècle (bien que dans une bien moindre mesure), elles sont plus difficiles à identifier pour les soixante années qui séparent ces deux dates. Quel est le taux de participation des femmes à la direction des entreprises montréalaises entre 1920 et 1980 ? Dans quelle mesure leur nombre a-t-il baissé entre le début et la fin du XX^e siècle ? À quel point leur groupe est-il minoritaire par rapport à la population, à la population féminine, à la population active féminine ou au groupe des hommes ? Dans quels secteurs exercent-elles leurs activités ? Pouvons-nous distinguer dans cet ensemble les propriétaires des salariées ? Concernant plus spécifiquement les propriétaires, quels produits ou services proposent-elles ? Quel est leur statut matrimonial ? Où se situent leurs commerces et entreprises ? Combien de temps restent-elles en activité ? Quelles transformations de ces éléments sont-ils repérables sur la longue durée ? En tentant d'apporter certaines réponses à ces questions, cette première partie propose de tracer les grandes lignes d'un portrait de l'entrepreneuriat féminin montréalais du XX^e siècle. Plus précisément, le premier chapitre est consacré au groupe des femmes à la direction et à la propriété d'entreprise tandis que le second précise les caractéristiques des femmes propriétaires de commerces de détail et de services.

¹ Susan Ingalls Lewis, *Unexceptional Women*, p. 35.

Chapitre 3. Les Montréalaises, de la direction à la propriété d'entreprises

Une première manière d'aborder la question de l'exceptionnalité de l'entrepreneuriat féminin d'un point de vue statistique est d'en confronter les principales caractéristiques avec celles d'autres groupes sociaux et d'en examiner les fluctuations entre 1920 et 1980. Ce premier chapitre propose d'exposer les résultats d'une telle démarche en traitant autant les chiffres retrouvés au sujet du groupe des femmes qui appartiennent aux sphères directionnelles des entreprises montréalaises que ceux qui concernent les femmes propriétaires d'entreprise *stricto sensu*. Il s'agit, tout d'abord, d'évaluer le caractère minoritaire du premier groupe en regard de celui des hommes qui occupent des postes similaires et de comparer cette répartition genrée du groupe des personnes à la direction d'entreprise avec celle de l'ensemble de la main-d'œuvre et de la population montréalaise. L'examen de la répartition des femmes et des hommes qui sont à la direction d'entreprise selon leurs secteurs d'activités est notre second point. Enfin, vu la concentration du groupe des propriétaires *stricto sensu* dans les secteurs du commerce de détail et des services, notre attention s'arrête, plus particulièrement, sur ce groupe, sur sa division genrée selon les domaines d'activités de ces deux secteurs et, dernier point, sur ses fluctuations entre 1920 et 1960.

3.1. Les femmes à la direction d'entreprise, un groupe minoritaire

En 1983, au Canada, 12,5 % des postes de gestion étaient assumés par des femmes tandis qu'au Québec, ce sont 19 % de l'ensemble des entreprises de la province qui étaient gérées par des propriétaires-dirigeantes². De plus, si en 1975, 5,6 % de la population active féminine canadienne était des travailleuses autonomes, ce taux a grimpé à 9,3 % en 1990³. Au Québec, en 1986, ce sont également quelque 6 % de la population active féminine qui

² Francine Harel-Giasson, *Les femmes et l'accès aux postes d'influence*, Montréal, automne 1980. cité dans Sylvie Paquerot, *Femmes et pouvoir*, Québec, Gouvernement du Québec, Conseil du statut de la femme, mai 1983, p. 31; Nicole Prévost, *Les femmes sur le chemin du pouvoir*, Québec, Gouvernement du Québec, Conseil du statut de la femme, 1988, p. 91.

³ Service des projets spéciaux Banque fédérale de développement Canada, *Les femmes en affaires : un aperçu général. Recueil des résultats d'études choisies sur les entreprises appartenant à des femmes au Canada (1975 à 1991) / [préparé par le Service des projets spéciaux, Banque fédérale de développement avec l'aide de Training Design]*, Montréal, Banque fédérale de développement, 1992, p. 6.

était alors composée d'employeures et de femmes à leur compte, ce qui représente quelque 59 000 Québécoises. À titre de comparaison, 8 % de la population active masculine québécoise était composée d'employeurs et de personnes à leur compte, soit un total de 139 000 hommes⁴. Or, de manière générale, en Amérique du Nord, l'augmentation du groupe d'entrepreneures (employeures et à leur propre compte) aurait été, entre 1975 et 1985, de deux à trois fois plus élevée que celle du nombre d'hommes⁵. Les politiques, économistes, sociologues ou historienNEs de cette fin de XX^e siècle sont unanimes sur le sujet et célèbrent en chœur cette croissance impressionnante de l'entrepreneuriat féminin depuis le milieu des années 1970⁶.

À l'autre extrémité de la période que nous étudions, soit au début du XX^e siècle, les entrepreneures canadiennes (employeures et à leur compte) formaient 16,9 % de la population active féminine en 1891, un taux qui chute à 12,6 % en 1901⁷. Cette tendance est similaire pour les entrepreneurs dont la proportion dans la population active masculine passe de 19,8 % en 1891 à 17,5 % en 1901⁸. D'autres données, prises sur l'ensemble des villes canadiennes de plus de 1000 habitants et incluant les logeuses, en arrivent à une proportion beaucoup plus importante d'entrepreneures dans la population active féminine

⁴ Suzanne Messier, *Chiffres en main. Statistiques sur les Québécoises: travail, éducation, démographie, familles monoparentales, fécondité, communautés culturelles*, Québec, Gouvernement du Québec, Conseil du statut de la femme, 1981, p. 48 (tableau 1105).

⁵ Pierre Collerette et Paul G. Aubry, *Femmes et hommes d'affaires*, p. 35.

⁶ Le Collectif Clio, *L'histoire des femmes*, p. 522; Dina Lavoie, *La femme entrepreneure : trois profils de femmes d'affaires de la région de Montréal*, Montréal, École des HEC, 1979; Yves Bélanger et Pierre Fournier, *L'entreprise québécoise*; Pierre Collerette et Paul G. Aubry, *Femmes et hommes d'affaires*; Irène Lépine et Carolle Simard, « Présentation », dans Irène Lépine et Carolle Simard, dir., *Prendre sa place! Les femmes dans l'univers organisationnel*, Montréal, Agence d'Arc, 1991, pp. VII-XII; Gilbert Tarrab et Carolle Simard, *Une gestion au féminin*; Service des projets spéciaux Banque fédérale de développement Canada, *Les femmes en affaires : un aperçu général. Recueil des résultats d'études choisies sur les entreprises appartenant à des femmes au Canada (1975 à 1991) / [préparé par le Service des projets spéciaux, Banque fédérale de développement avec l'aide de Training Design], op.cit.*, ; Sylvie Paquerot, *Femmes et pouvoir*; Nicole Prévost, *Les femmes*; Suzanne Messier, *Chiffres en main*; Gisèle Audette, *Les femmes : une force économique insoupçonnée*, Québec, Gouvernement du Québec, Le Conseil du statut de la femme, 1983; Francine Richer et Louise St-Cyr, *L'entrepreneuriat féminin*; Camille Carrier, Julien Pierre-André et William Menvielle, « Un regard critique ».

⁷ Peter Baskerville, *A Silent Revolution*, p. 296. (tableau 7.1) Ces données sont fondées sur l'analyse d'un échantillon correspondant à 10% de la population de Victoria, Vancouver, Winnipeg, Hamilton, Montréal et Halifax.

⁸ *Ibid.* (tableau 7.1)

et une diminution assez spectaculaire de ce taux entre 1901 et 1996⁹. En effet, en 1901, 30 % de la population active féminine serait alors composée d'entrepreneures, une proportion qui serait tombée à 11,8 % en 1996 alors que chez les hommes, les entrepreneurs formeraient entre 19,3 et 19,7 % de la population active masculine à ces deux dates¹⁰. En fin de compte, comme le conclut Peter Baskerville, il apparaît qu'entre le début et la fin du XX^e siècle, les entrepreneures canadiennes sont certes plus nombreuses, mais la proportion qu'elles représentent au sein de la population active féminine diminue entre ces deux dates, ce qui atténue l'enthousiasme exprimé au sujet des vingt-cinq dernières années du siècle dernier¹¹. Qu'en est-il de la situation à Montréal ?

Entre 1921 et 1961, les Montréalaises classées dans la catégorie des « propriétaires, gérants, administrateurs et directeurs » dans les recensements de la population du Canada passent d'un total de 1141 à quelque 3164 personnes (graphique 2)¹². Pour les années subséquentes, les données ne sont plus disponibles pour Montréal, mais bien pour la province du Québec. Si l'on part de l'hypothèse que ce groupe suit les mêmes tendances que cet ensemble québécois, à savoir qu'il double entre 1961 et 1971 et triple entre 1971 et 1981, elles seraient environ 7000 en 1971 et atteindraient 22 000 en 1981¹³. À titre de comparaison, nous comptons 16 247 Montréalais qui appartiennent à cette même catégorie en 1921, un total qui augmente à 26 883 en 1961 et atteindrait, selon la projection effectuée sur la base des mêmes tendances provinciales, environ 78 000 en 1981. Les femmes forment donc 6 % de l'ensemble des personnes à la direction d'entreprises montréalaises en 1921 et 1931, un taux qui grimpe à 8 % en 1941 et 1951, à 10 % en 1961, à 13 % en

⁹ *Ibid.* (tableau 7.2)

¹⁰ *Ibid.* (tableau 7.2)

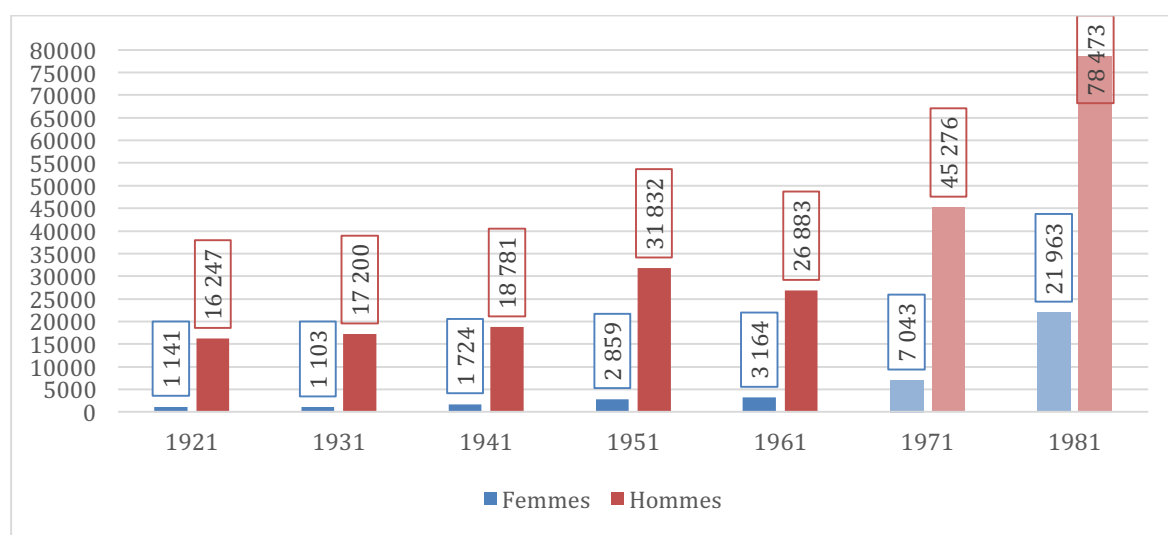
¹¹ *Ibid.*, p. 203.

¹² Il s'agit donc bien d'étudier ici la classe des « propriétaires, gérants, administrateurs et directeurs » des tableaux de recensements qui dénombrent la main-d'œuvre selon les professions (occupations) et selon les sexes, pour Montréal. Il est également important de rappeler que les trois premiers recensements (1921-31-41) sont passablement différents des deux derniers (1951-61), ce qui rend les comparaisons difficiles entre ces deux groupes de recensements.

¹³ Plus précisément, le groupe des femmes appartenant à la catégorie des « direction, administration et professions connexes » au Québec est multiplié par 2,25 entre 1961 et 1971 et 3,11 entre 1971 et 1981 tandis que celui des hommes l'est de 1,68 entre les deux premières dates et de 1,73 entre les deux suivantes (Voir Tableau 1. Population active expérimentée selon les grands groupes de professions (d'après la classification de 1971) et le sexe, Canada, provinces et territoires, recensements de 1961, 1971, 1981 et 1986. *Tendances au niveau de la profession 1961-1981*, Recensement Canada 1986. <https://archive.org/details/1986931511988engfra>.)

1971 avant de monter en flèche jusqu'à 22 % en 1981 (graphique 3)¹⁴. Bien que les informations pour 1971 et 1981 soient plus hypothétiques que celles des autres recensements puisqu'elles sont calculées sur base des fluctuations des données provinciales, elles corroborent les conclusions de la plupart des auteurEs qui, des années 1980 à nos jours, observent une hausse exponentielle du nombre de femmes à la tête des entreprises québécoises et canadiennes dans les dernières décennies du XX^e siècle. Ces taux sont similaires à ceux du Canada, mais un peu plus bas que ceux de la Colombie-Britannique. La proportion que représentent les femmes dans l'entrepreneuriat de l'ensemble du pays passe de 6 à 12 % entre 1921 et 1971 tandis qu'en Colombie-Britannique, ce taux passe de 6 à 17 % entre ces deux mêmes dates¹⁵.

Graphique 2. La direction d'entreprise, selon les sexes, en nombre absolu, Montréal, 1921-1961¹⁶



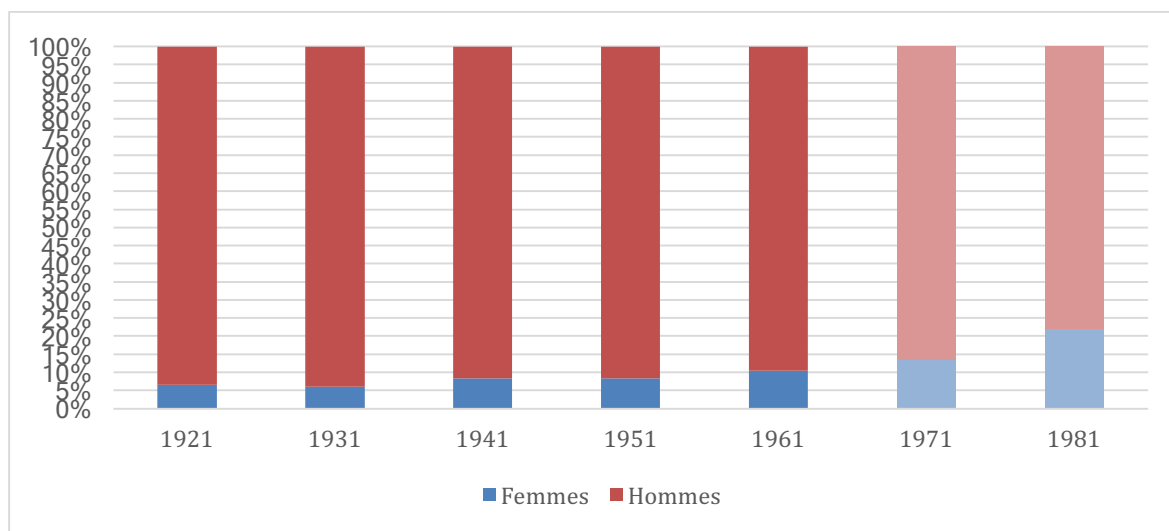
Sources : Recensements du Canada, 1921-1981

¹⁴ La proportion de 1980 rejoint celle évaluée pour la province du Québec par Pierre Colerette et Paul G. Aubry (Pierre Colerette et Paul G. Aubry, *Femmes et hommes d'affaires*, p. 23.).

¹⁵ Melanie Buddle, *The Business of Women : Gender*, pp. 48-49.

¹⁶ Pour rappel, comme précisé dans notre texte, les données de 1971 et 1981 résultent d'extrapolation des tendances provinciales contrairement aux chiffres des années précédentes qui, eux, proviennent directement des recensements.

Graphique 3. La direction d'entreprise, selon les sexes, en pourcentage, Montréal, 1921-1961¹⁷



Sources : Recensements du Canada, 1921-1981

Par ailleurs, concernant les cinq premiers recensements examinés, les femmes à la direction d'entreprise représentent entre 1 et 2 % de la main-d'œuvre féminine et 0,5 % de l'ensemble de la population féminine montréalaise (graphique 4)¹⁸. Les hommes qui sont à la direction d'entreprise composent, pour leur part, entre 7 et 10 % de la main-d'œuvre masculine et entre 4 et 6 % de la population masculine pour toute la période¹⁹. Comparativement à la situation de l'ensemble du Canada ou de la Colombie-Britannique, les pourcentages que représentent les Québécoises dans ces ensembles sont extrêmement bas et étonnamment constants. En effet, entre 1921 et 1971, la proportion que représentent les entrepreneures (employeuses et à leur compte) dans la population active féminine chute de 13,1 à 2,8 % pour le Canada et de 13,4 à 3,1 % en Colombie-Britannique²⁰. Ces dernières données intègrent l'ensemble des agriculteurs et agricultrices, un secteur important de l'économie canadienne, mais un secteur en perte de vitesse durant cette

¹⁷ Pour rappel, comme précisé dans notre texte, les données de 1971 et 1981 résultent d'extrapolation des tendances provinciales contrairement aux chiffres des années précédentes qui, eux, proviennent directement des recensements.

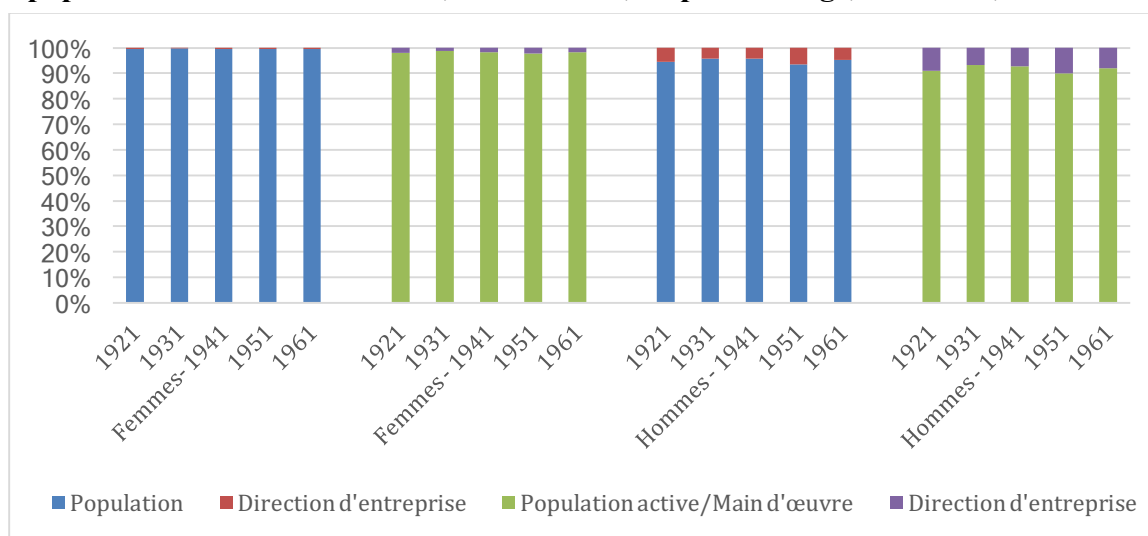
¹⁸ Tableau 3. Répartition numérique et procentuelle de la main-d'œuvre âgée de 15 ans et plus selon la division professionnelle et le sexe, Canada et provinces, 1911-1961 dans Main-d'œuvre, série 3.1, Tableaux chronologiques, Recensement du Canada 1961.

¹⁹ Tableau 3. Idem.

²⁰ Melanie Buddle, *The Business of Women : Marriage*, p. 28.

première moitié du XX^e siècle. Ce secteur est évidemment absent de la réalité montréalaise, ce qui explique, en partie, ces différences. Toutes ces informations soutiennent cependant l'affirmation selon laquelle les entrepreneures de l'ensemble du Canada et de Montréal en particulier, sont très minoritaires par rapport à leurs consœurs salariées.

Graphique 4. Proportion des personnes à la direction d'entreprise par rapport à la population et la main-d'œuvre, selon le sexe, en pourcentage, Montréal, 1921-1961



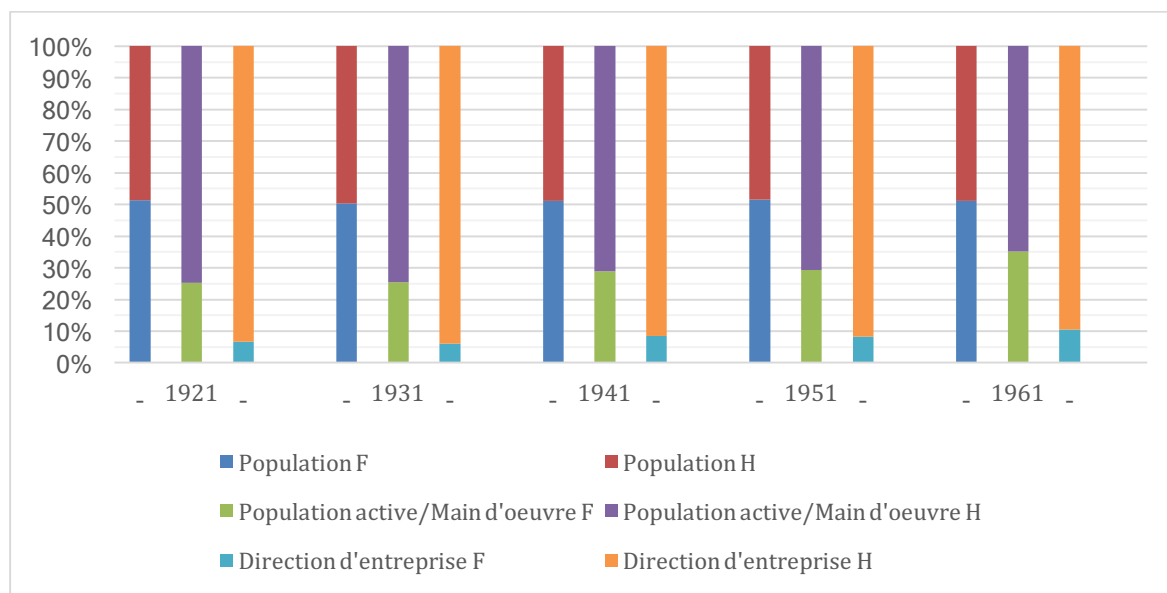
Sources : Recensements du Canada, 1921-1961

De plus, comme le montre le graphique 5, à Montréal, les femmes sont plus nombreuses que les hommes dans l'ensemble de la population et la main-d'œuvre tend à se féminiser au fil du temps. Les femmes représentent en effet 25 % de la population active en 1921 et atteignent 35 % de la main-d'œuvre en 1961. La tendance à la féminisation de la main-d'œuvre serait donc beaucoup plus importante que celle liée à la direction d'entreprise. Ceci pourrait témoigner de la dynamique dite du « plafond de verre » définie comme l'existence de « barrières ou difficultés, parfois à peine perceptibles, qui entravent la mobilité ascendante des femmes dans les hautes sphères organisationnelles »²¹. Encore

²¹ Isabelle Marchand, Saint-Charles Johanne et Christine Corbeil, « L'ascension professionnelle et le plafond de verre dans les entreprises privées au Québec », *Recherches féministes*, vol. 20, n° 1, 2007, pp. 27-54.

en 1980, si nous retrouvons 20 % de femmes dans l'ensemble des personnes qui travaillent à la direction d'entreprise au Québec, le travail de bureau, lui, serait féminin à 74 %²².

Graphique 5. Proportion hommes-femmes dans la population, la main-d'œuvre et l'administration d'entreprises, en pourcentage, Montréal, 1921-1961



Sources : Recensements du Canada, 1921-1961

Plusieurs facteurs socio-économiques expliquent la relative stagnation du nombre de femmes (et d'hommes) « propriétaires, gérantes, administratrices et directrices » au début du siècle et son explosion en fin de période. Selon Peter Baskerville, le tournant du XX^e siècle est caractérisé autant pour les hommes que pour les femmes par une « prolétarianisation » de l'emploi d'une part et d'autre part, par une « polarisation » de l'entrepreneuriat qui se manifeste par une croissance de l'entrepreneuriat individuel (comme indépendant/travailleur autonome) et une diminution du nombre d'employeurs du fait de la concentration industrielle²³. La première moitié du XX^e siècle est marquée par des troubles économiques qui atteignent leur apogée lors de la dramatique récession enclenchée par le krach boursier d'octobre 1929 et plonge le pays — et Montréal — dans

²² Suzanne Messier, *Chiffres en main*, p. 47. Pour une histoire de la féminisation du travail de bureau dans les entreprises privées et publiques à partir du début du siècle, voir notamment Graham S. Lowe, *Women in the administrative revolution*; Michèle Dagenais, « Itinéraires professionnels ».

²³ Peter Baskerville, *A Silent Revolution*, p. 196.

un marasme économique jusqu'au début de la Seconde Guerre mondiale. En revanche, les « Trente Glorieuses » engendrent une tertiarisation de l'économie. Qu'il s'agisse des transports et communications, du commerce, des finances, des assurances et des affaires immobilières, des services socioculturels, commerciaux ou personnels ou de l'administration publique et de la défense, le nombre d'emplois — notamment ceux liés à la direction et à l'administration — dans ces secteurs double entre 1960 et 1980²⁴. La concentration des entreprises et la diversification de leurs champs d'intervention connaissent certes une recrudescence en cette fin de siècle, mais les petites et moyennes entreprises (PME) forment encore 90 % des établissements²⁵. Ces dernières obtiennent un soutien étatique croissant de la part des gouvernements fédéral et provincial²⁶. Entre 1978 et 1988, les PME emploient entre 33,4 et 44,6 % de la main-d'œuvre²⁷. Parallèlement, les femmes accèdent plus largement à l'université et aux professions libérales et entrent, massivement, du fait de la croissance du nombre de femmes mariées dans leurs rangs, sur le marché de l'emploi salarié, plus particulièrement dans ce même secteur tertiaire qui a tendance à se féminiser²⁸. À partir du début des années 1980, les « pressions exercées par les groupes d'opinions et par les législations relatives à l'égalité des sexes », l'encouragement à l'entrepreneuriat des jeunes professionnelles, mais surtout, la dépression économique « qui a entraîné une rareté dans les emplois, rareté, qui à sa façon, a favorisé l'émergence de l'entrepreneurship [sic] en général [...] comme alternative à l'emploi » sont autant d'arguments avancés par Pierre Colletette et Paul G. Aubry pour

²⁴ Paul-André Linteau, René Durocher et Jean-Claude Robert, *Histoire du Québec*, p. 502; John A. Dickinson et Brian Young, *Brève histoire socio-économique*, p. 348.; « Faits saillants ». *Tendances au niveau de la profession 1961-1981*, Recensement Canada 1986. <https://archive.org/details/1986931511988engfra>.

²⁵ Paul-André Linteau, René Durocher et Jean-Claude Robert, *ibid.*, p. 458. En 1971, 81% des manufactures canadiennes employaient moins de 50 personnes, 14% entre 50 et 200 personnes et 4,7% plus de 200 personnes. « Les petites et moyennes entreprises », *Bulletin économique banque provinciale du Canada*, mars-avril 1974, pp. 1-6.

²⁶ Paul-André Linteau, René Durocher et Jean-Claude Robert, *ibid.*, p. 470.

²⁷ John A. Dickinson et Brian Young, *Brève histoire socio-économique*, p. 349.

²⁸ Francine Barry, *Le travail de la femme*; Paul-André Linteau, René Durocher et Jean-Claude Robert, *Histoire du Québec*, p. 502; Suzanne Messier, *Chiffres en main*, pp. 79-81.

expliquer ce qu'ils considèrent comme un nouvel engouement des femmes — mais aussi des hommes — pour les affaires²⁹.

Au-delà de ces grandes lignes de l'histoire socio-économique du Québec au XX^e siècle qui expliqueraient, du moins en partie, la hausse exponentielle des femmes (et des hommes) du groupe des « propriétaires, gérants, administrateurs et directeurs » à la fin de la période, il faut porter, comme le propose Peter Baskerville, un regard critique sur les résultats de ces données statistiques relatives aux femmes. En effet, cet auteur souligne les biais importants des recensements sur la comptabilisation des travailleuses. Il cite, notamment, les études menées au Canada et aux États-Unis qui nuancent l'idée d'une entrée « massive » des femmes mariées sur le marché de l'emploi en Amérique du Nord après la Seconde Guerre mondiale et qui plaident, au contraire, pour une participation relativement constante des femmes mariées dans ce type d'activité tout au long du XX^e siècle³⁰. Or, les femmes qui s'occupaient des tâches domestiques sans salaire, travaillaient à temps partiel, étaient chargées de la location de chambres ou qui, dans les faits, étaient collaboratrices de leur mari dans les entreprises familiales étaient exclues des recensements canadiens sur le travail au moins jusqu'à celui de 1951³¹. La prise en considération de ces situations dans les recensements à partir des années cinquante aurait donc fait soudainement gonfler le taux féminin de la main-d'œuvre et aussi, selon Peter Baskerville, des entrepreneures (qu'elles soient à leur propre compte ou employeures).

Deux autres éléments d'explication, propres au Québec, peuvent venir soutenir l'interprétation de cette hausse soudaine de femmes à la direction d'entreprise : la reconnaissance du travail des épouses collaboratrices et les modifications au Code civil en ce qui a trait à la capacité juridique des femmes mariées. En effet, à partir de 1974, l'Association féminine d'éducation et d'action sociale (AFÉAS), née, en 1966, de la fusion des Cercles d'économie domestique et de l'Union catholique des femmes rurales, réalise une enquête sur le statut des « femmes collaboratrices » et formule des recommandations

²⁹ Pierre Colletette et Paul G. Aubry, *Femmes et hommes d'affaires*, p. 53 et 57. Constats rejoints par Lori Ann Foster, *A Woman's Place. Women Entrepreneurs and New Right Ideology*, Mémoire de M.A (Political Sciences), Regina, University of Regina, 1996.

³⁰ Margot Conk, « Accuracy, Efficiency and Bias »; Claudia Goldin, *Understanding the Gender Gap*; Timothy Hatton et Roy E. Bailey, « Women's Work ». cités dans Peter Baskerville, *A Silent Revolution*, p. 197. Cette analyse critique reste à faire pour le Québec.

³¹ Peter Baskerville, *ibid.*, pp. 197-198.

auprès de la commission parlementaire québécoise sur la réforme du droit de la famille pour faire reconnaître la valeur économique du travail des femmes collaboratrices. Elle définit la femme collaboratrice comme « une femme légalement mariée, vivant avec son mari et travaillant avec lui dans l'entreprise qui les fait vivre, sans être elle-même associée, actionnaire ou copropriétaire »³². Elle défend, notamment, le droit de ces épouses de recevoir une rémunération « sous la forme de salaire, de participation dans les profits de l'entreprise, de parts dans la société ou d'actions si l'entreprise est incorporée », « de bénéficier des mêmes mesures sociales que les autres travailleurs » ou d'hériter de l'entreprise du mari en cas de décès³³. En 1980, ces femmes obtiennent, aux niveaux provincial et fédéral, la reconnaissance de leur travail comme celui d'une employée et le principe de la déduction comme dépense d'entreprise de leur salaire³⁴. Cette même année, une nouvelle association est créée, l'Association des femmes collaboratrices (ADFC). Elle deviendra, en 1996, l'Association des collaboratrices et partenaires en affaires (ACPA). Les gains obtenus par cette campagne pour la reconnaissance du travail de l'épouse dans l'entreprise lucrative familiale ont, certainement aussi participé à la croissance exponentielle, quelque peu artificielle, du groupe des femmes « propriétaires, gérantes, administratrices et directrices » en fin de siècle. Plus largement, les modifications législatives du Code civil adoptées en 1964 (loi 16 reconnaissant la capacité juridique de la femme mariée), mais plus encore en 1970 (loi qui modifie les régimes matrimoniaux) et 1980 avec l'adoption du nouveau Code civil du Québec ont également dû favoriser non seulement l'entrée des femmes (mariées, mais aussi célibataires ou veuves) sur le marché de l'emploi, et notamment dans l'entrepreneuriat, mais sans doute aussi la reconnaissance de leur travail à la direction de petites entreprises³⁵.

³² AFÉAS, *Mémoire concernant la femme collaboratrice du mari dans une entreprise à but lucratif présenté à la Commission parlementaire sur la réforme du droit de la famille*, Montréal, AFÉAS, 1979, p. 4. cité dans Francine Richer et Louise St-Cyr, *L'entrepreneuriat féminin*, p. 34.

³³ AFÉAS, *ibid.*, p. 4. cité dans Francine Richer et Louise St-Cyr, *L'entrepreneuriat féminin*, p. 34.

³⁴ Le Collectif Clio, *L'histoire des femmes*, p. 519; Francine Richer et Louise St-Cyr, *L'entrepreneuriat féminin*, p. 34.

³⁵ Jocelyne Légaré, « La condition juridique des femmes »; Mariette Sineau et Évelyne Tardy, *Droits des femmes*; Jennifer Stoddart, « Quand les gens de robe », pp. 307-336; François Labbé, *La définition des genres*; Michelle Boivin, « L'évolution des droits »; Maryse Beaulieu, « La condition juridique »; Nicole Roy, « La lutte des femmes », pp. 477-618.

3.2. Les femmes à la direction de commerces de détail et d'établissements de services

À la fin des années 1980, Pierre Colletterte et Paul G. Aubry constatent que les 60 000 entrepreneures québécoises sont « surtout concentrées dans le secteur tertiaire : 35 % œuvrent dans le commerce et 46 % dans les services »³⁶. Francine Giasson, quant à elle, précise qu'en 1986, les Québécoises possèdent 23 % des commerces de détail, 22 % des manufactures, 21 % des commerces de gros, 17 % des entreprises de services, 13 % de celles de la construction-transport — communication et 12 % de celles du secteur primaire³⁷. Au Canada, en 1990, 58 % des travailleuses autonomes exploitent des entreprises de service ; de fait, 48,1 % de l'ensemble des entreprises de ce secteur appartiennent à des femmes et 80 % des entreprises possédées par des femmes se situent dans les secteurs des services, de commerce de détail et de gros³⁸. Ces constats rejoignent ceux du début du siècle. Pour cette période, en effet, André Roy conclut que, à Québec, les femmes d'affaires opèrent également dans des domaines variés « quoiqu'une concentration se dégage dans [ceux] de la fabrication de vêtements et dans le commerce de détail »³⁹. À nouveau se pose la question de la situation à Montréal entre ces deux dates.

Comme l'illustre le graphique 6, jusqu'à 65 % (1931) des femmes qui appartiennent à la catégorie des « propriétaires, gérantes, administratrices et directrices » sont présentes dans le commerce de détail. Cette proportion reste très importante pendant toute la période, même si elle diminue pour ne plus représenter que 40 % en 1951. Le second secteur où l'on retrouve un grand nombre d'entrepreneures est celui des services qui concentre 20 % d'entre elles en 1921 avant d'atteindre 39 % en 1951. Enfin, le troisième secteur qui concentre un grand pourcentage de femmes à la direction d'entreprise est celui des

³⁶ Pierre Colletterte et Paul G. Aubry, *Femmes et hommes d'affaires*, p. 45; Hélène Lee-Gosselin et Monica Belcourt, « Les femmes entrepreneures », pp. 56-88, pp. 65-68.

³⁷ Francine Harel-Giasson, *Les femmes*. citée dans Sylvie Paquerot, *Femmes et pouvoir*, p. 31; Nicole Prévost, *Les femmes*, p. 91.

³⁸ Service des projets spéciaux Banque fédérale de développement Canada, *Les femmes en affaires : un aperçu général. Recueil des résultats d'études choisies sur les entreprises appartenant à des femmes au Canada (1975 à 1991) / [préparé par le Service des projets spéciaux, Banque fédérale de développement avec l'aide de Training Design]*, op.cit., p. 4; Le Collectif Clio, *L'histoire des femmes*, p. 522.

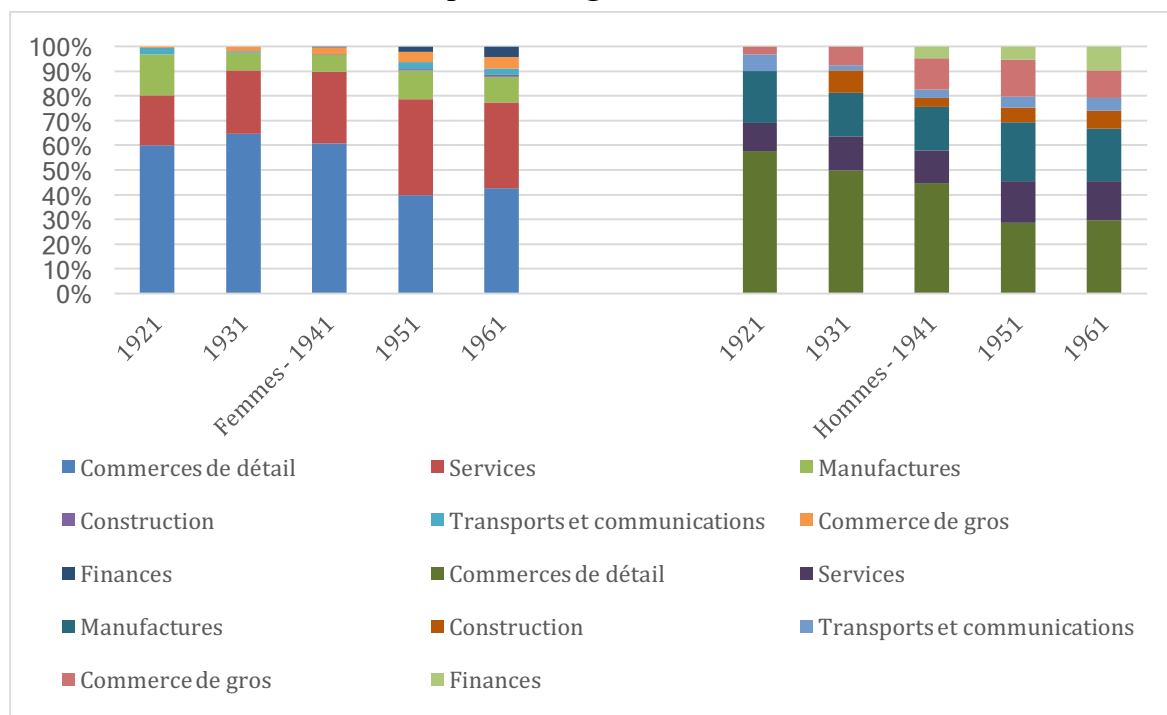
³⁹ André Roy, *La faillite, le commerce et le crédit*, pp. 72-73.

manufactures (jusqu'à 17 % en 1921). Du côté des entrepreneurs, les trois groupes dans lesquels ils se concentrent sont, dans l'ordre, le commerce de détail, les manufactures et les services. Dans le premier secteur, le taux de participation baisse de 58 % en 1921 à 29 % en 1951 et 1961 tandis que dans le second, il passe de 18 % en 1931 à 24 % en 1951. Enfin, jusqu'à 17 % des entrepreneurs œuvrent dans les services en 1951. Au cours de la période étudiée entre 80 et 90 % des femmes à la direction d'entreprise sont concentrées dans les commerces de détail et les services alors que chez les hommes ce taux baisse drastiquement, de 80 à 50 %, entre 1921 et 1961. Ces résultats sont similaires à ceux de la *revue générale* du recensement du Canada de 1961 concernant les personnes «à leur propre compte» de la catégorie des «administrateurs» pour l'ensemble du pays. Il y est indiqué que

sur les hommes à leur propre compte dans la division des «administrateurs», 40 % environ sont dans le «commerce de détail», soit les propriétaires des magasins de détail, 16 % dans «les services sociaux, commerciaux, industriels et personnels» (dont plusieurs seraient des propriétaires d'hôtels, de restaurants et de tavernes), 12 % dans la «construction» et 11 % dans l'«industrie manufacturière». Sur les femmes à leur compte parmi les emplois d'«administrateurs», 57 % sont faits [sic] dans le «commerce de détail» et 34 % dans les «services sociaux, commerciaux, industriels et personnels»⁴⁰.

⁴⁰ *Revue générale, La main-d'œuvre canadienne*, Recensements du Canada, 1961, bulletin 7.1-12.

Graphique 6. La direction des entreprises, selon les principaux secteurs d'activités et les sexes, en pourcentage, Montréal, 1921-1961



Sources : Recensements du Canada 1921-1961

Ces données rappellent la répartition de la main-d'œuvre féminine au Québec et au Canada. Francine Barry, notamment, constate que plus de 40 % de la main-d'œuvre féminine au Québec est concentrée, durant toute la période et malgré une tendance à la diversification de l'emploi féminin, dans les professions libérales et techniques, les services et loisirs et le travail de bureau. Ce dernier domaine paraît même continuer à se féminiser entre 1941 et 1961⁴¹. Au niveau du Canada, encore en 1986, 58 % de la population active féminine est concentrée dans le travail de bureau, les services et le commerce. Ce phénomène est beaucoup plus nuancé chez les hommes qui se retrouvent à 30 % dans les secteurs des services, du commerce et de la construction⁴².

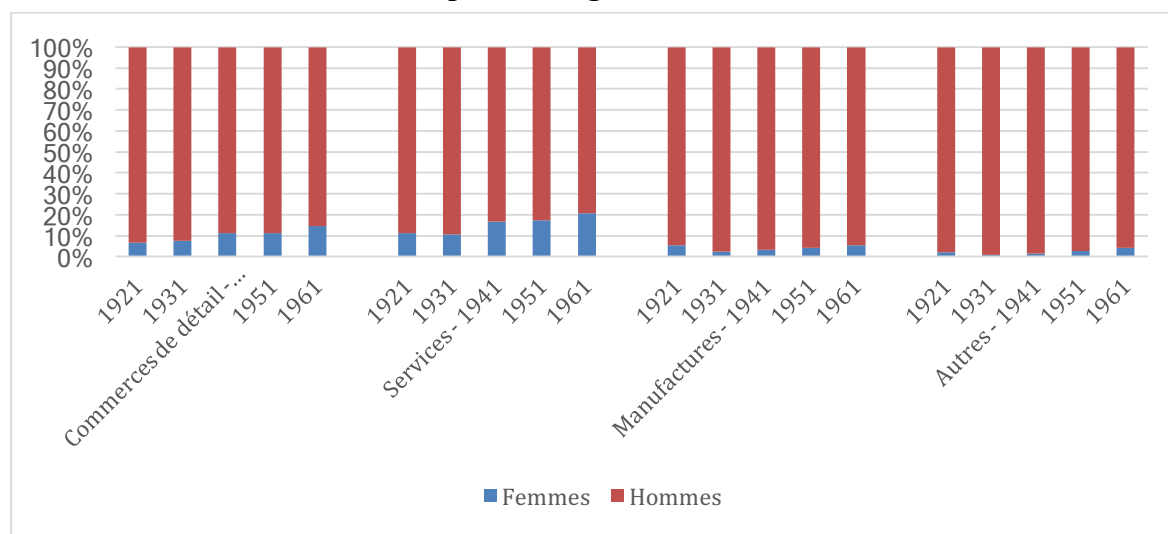
Il y a, de plus, comme dans la main-d'œuvre, un mouvement de diversification des secteurs d'activités où œuvrent les personnes à la direction d'entreprise. Cependant, cette tendance est beaucoup plus faible et plus tardive (à partir de 1951) pour le groupe des

⁴¹ Francine Barry, *Le travail de la femme*, p. 11 et 14; Denyse Baillargeon, *Brève histoire des femmes*, pp. 127-128 et 157-161.

⁴² Faits saillants. *Tendances au niveau de la profession 1961-1981*, Recensement Canada 1986. <https://archive.org/details/1986931511988engfra> (page consultée le 7 août 2017)

femmes que pour celui des hommes (dès 1931). Elle se traduit, de plus, comme le montre le graphique 7, par une augmentation de la représentation des femmes à la direction d'entreprise dans les commerces de détail (entre 7 % en 1921 et 15 % en 1961) et dans les services (entre 6 % en 1921 et 16 % en 1961). Leur présence dans les manufactures et les autres industries reste minime. En effet, leur représentativité demeure pour ces deux domaines respectivement sous la barre des 10 et des 4 %. En définitive, la période 1920-1960 est caractérisée par une concentration des femmes à la direction d'entreprise dans les commerces de détail et les services, par un mouvement de diversification des secteurs occupés par les hommes à la direction d'entreprise et, par conséquent, par une tendance très timide à la féminisation de la direction des commerces de détail et surtout des services.

Graphique 7. La direction des entreprises, selon les principaux secteurs d'activités et les sexes, en pourcentage, Montréal, 1921-1961



Sources : Recensements du Canada 1921-1961

Cette concentration des femmes dans les commerces de détail et les services tout le long de la période démontre une division genrée des affaires⁴³. Les Montréalaises qui dirigent des entreprises sont donc (presque) exclues des secteurs plus lourds de l'économie de la ville comme les manufactures et le commerce de gros, la construction, les finances,

⁴³ Ce constat rejoint ceux émis par différentes auteures. Voir, par exemple, Wendy Gamber, *The Female Economy*; Kathy Peiss, *Hope in a Jar*; Melanie Buddle, *The Business of Women : Marriage*.

le transport et les communications. Autant l'expression « plafond de verre » est valable pour désigner le difficile accès de la main-d'œuvre féminine à la haute direction d'entreprise, autant l'image du « mur de verre » pourrait symboliser, pour les femmes qui atteignent ces postes, la séparation genrée des secteurs d'activités. Une multitude de facteurs peuvent être soulignés pour expliquer cette concentration des femmes dans certains domaines de l'économie et la petitesse de leurs entreprises induite par la nature de ces domaines. Dans les années 1980, Pierre Colletette et Paul G. Aubry expliquaient cette propension des femmes à se diriger vers le commerce et les services par la tertiarisation de l'économie, mais aussi par leur manque de formation (exigée par le secteur secondaire) dans les domaines techniques ou scientifiques, par leur absence du milieu des affaires qui les empêche de côtoyer investisseurs et promoteurs et de nouer les relations nécessaires pour lancer de plus grandes entreprises et, enfin, par leurs expériences personnelles précédemment acquises dans le commerce et les services⁴⁴. Hélène Lee-Gosselin et Monica Belcourt ajoutent d'autres arguments pour justifier la petite taille des entreprises possédées et gérées par des femmes à la fin du XX^e siècle. Ces entreprises sont plus jeunes et appartiennent aux secteurs du commerce et des services dans lesquels la majorité des entreprises sont petites (qu'elles appartiennent à des hommes ou des femmes). De plus, le désir de l'entrepreneure de conserver des liens proches avec les clients, le personnel et les produits et services proposés, la faiblesse des capitaux engagés (comparativement à ceux investis par les hommes) ou encore les difficultés voire l'absence de recours aux prêts bancaires seraient également des facteurs explicatifs de la taille réduite de ces entreprises⁴⁵. Cependant, comme le concluent les historienNes qui se sont penchéEs sur l'entrepreneuriat féminin du tournant du XX^e siècle, il s'avère que ces éléments et surtout la dépendance des entrepreneurEs aux tendances du marché (dans notre cas, la tertiarisation de l'économie) sont finalement assez similaires pour les hommes et les femmes qui se lancent en affaires⁴⁶. La séparation genrée des sphères et des activités serait

⁴⁴ Pierre Colletette et Paul G. Aubry, *Femmes et hommes d'affaires*, pp. 39-40.

⁴⁵ Hélène Lee-Gosselin et Monica Belcourt, « Les femmes entrepreneures », pp. 56-88, pp. 66-67.

⁴⁶ Pierre Colletette et Paul G. Aubry, *Femmes et hommes d'affaires*, p. 111 et s; Béatrice Craig, *Women and Business Since 1500*, pp. 107-112; Edith Sparks, *Capital Intentions*, p. 22 et s; Susan Ingalls Lewis, *Unexceptional Women*, p. 96 et s.

plutôt perceptible quand on examine la répartition des hommes et des femmes dans les différents types de commerces de détail et des services⁴⁷.

3.3. Les femmes propriétaires de commerces de détail et d'établissements de services

À Boston, en 1876, 80 % des *businesswomen* enregistrées dans les annuaires de commerce exercent leur profession dans la préparation de nourriture ou la fabrication de vêtements ou encore louaient des chambres⁴⁸. À Albany, entre 1830 et 1880, la moitié des *businesswomen* fabriquent ou vendent des vêtements et un autre quart d'entre elles vendent de la nourriture ou des boissons (épiceries ou restaurants)⁴⁹. À San Francisco, entre 1870 et 1880, les cinq principaux domaines d'activité des entrepreneures sont le vêtement, la lingerie, le logement, la beauté et le petit commerce de détail⁵⁰. À Québec, au tournant du XX^e siècle, les domaines les plus importants pour les femmes sont « le commerce de détail qui comprend épiceries, articles de fantaisie, marchandises sèches, confiseries et colportage ; le vêtement avec les modistes et les “dressmakers” ; le commerce de vêtements pour dames et certaines manufactures d'aliments et boissons »⁵¹. Enfin, en Colombie-Britannique, entre 1901 et 1951, les entrepreneures sont « concentrated in work involving housekeeping, food preparation, sewing, and personal care »⁵². Il apparaît, de plus, que ces différents secteurs sont à 95 % féminins⁵³. Comme l'interprète Béatrice Craig, « the sex typing of jobs may have created a *vacuum* in some sectors, which women promptly filled »⁵⁴. D'ailleurs, bien que les hommes aient, en effet, un éventail plus large de domaines d'activités, ils sont également concentrés dans certains secteurs comme forgerons, boulangers, bouchers, tailleurs ou cordonnier⁵⁵.

⁴⁷ Béatrice Craig, *ibid.*, p. 111 et s.

⁴⁸ Wendy Gamber, *The Female Economy*, pp. 28-29.

⁴⁹ Susan Ingalls Lewis, *Unexceptional Women*, pp. 36-37.

⁵⁰ Edith Sparks, *Capital Intentions*, pp. 22-23.

⁵¹ André Roy, *La faillite, le commerce et le crédit*, p. 137.

⁵² Melanie Buddle, *The Business of Women : Marriage*, pp. 58-59.

⁵³ Béatrice Craig, *Women and Business Since 1500*, p. 108.

⁵⁴ *Ibid.*, p. 109.

⁵⁵ *Ibid.*

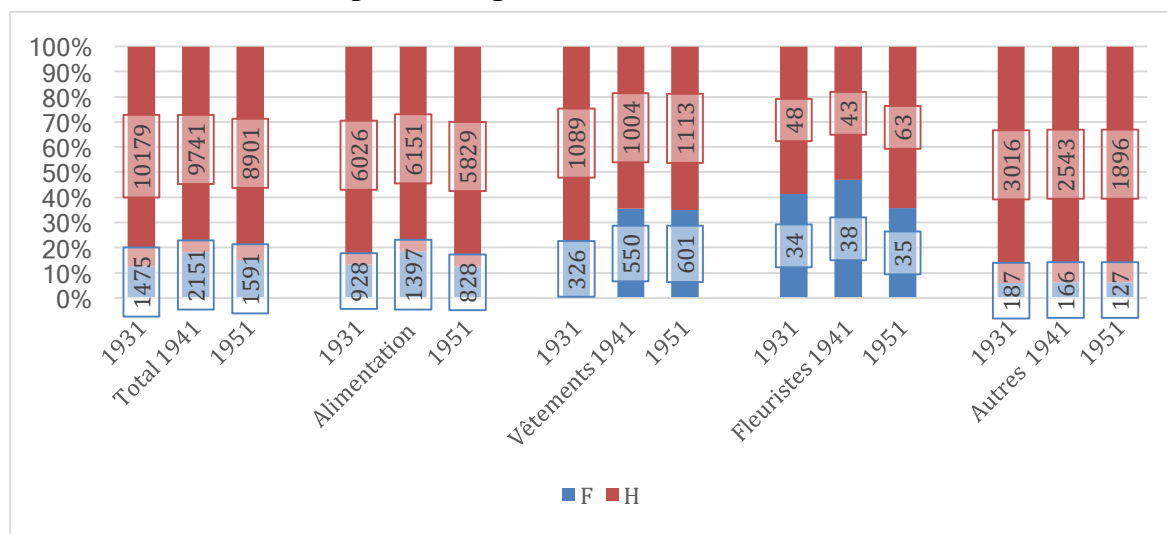
La situation de femmes propriétaires de commerces de détail et de services à Montréal entre 1920 et 1961 est très similaire (graphiques 8 et 10). En effet, le premier domaine, le commerce de détail, regroupe le plus grand nombre de femmes propriétaires (graphique 8). Elles forment quelque 13 % de l'ensemble des propriétaires de ce secteur en 1931, 18 % en 1941 et 15 % en 1951. Le plus grand nombre d'entre elles — comme le plus grand nombre d'hommes — se retrouve dans l'alimentation⁵⁶. Ce secteur est assez disparate du fait de la porosité des frontières entre les épiceries, les confiseries, les boulangeries, les boucheries, les petits restaurants, les magasins généraux ou encore les comptoirs à tabac⁵⁷. Les femmes y représentent quelque 13 % de l'ensemble des propriétaires en 1931, 19 % en 1941 et 12 % en 1951. Selon les données relevées par Sylvie Taschereau, elles forment 9 % des détaillants de l'alimentation dans les secteurs Saint-Augustin Roy, Mile-End et Angus en 1920, une proportion qui s'élève à 16 % au début des années 1940⁵⁸. La fabrication et la vente de vêtements seraient des secteurs plus féminins puisque les femmes y forment près du quart de l'ensemble des propriétaires en 1931, une représentation qui monte à 35 % à partir de 1941. Dans les autres types de commerces, les femmes sont principalement fleuristes. Elles forment d'ailleurs, 42 % des propriétaires de ce genre de commerce en 1931, un taux qui grimpe à 47 % en 1941 et chute à 36 % en 1951. Dans les domaines différents de ceux de l'alimentation ou du vêtement, les hommes se répartissent plus largement entre la vente d'automobiles, de matériaux de construction, de mobilier, d'articles de seconde main et les bijouteries. Ces types de commerce ne sont pas, pour autant, délaissés par les femmes puisqu'on en retrouve quelques-unes dans chacun d'entre eux, voire jusqu'à une trentaine dans la vente de mobilier. Cependant, elles n'y sont présentes qu'à 6 % tout au long de la période.

⁵⁶ Gilles Murray, « Le Commerce », dans Esdras Minville, dir., *Montréal économique*, Montréal, Fides, 1943, p. 260, p. 260. cité dans Sylvie Taschereau, *Les petits commerçants de l'alimentation*, p. 7.

⁵⁷ Sylvie Taschereau, *ibid.*, p. 102.

⁵⁸ *Ibid.*, p. 241.

Graphique 8. Propriété des commerces de détail, par sexe et types de commerce, en pourcentage, Montréal, 1931-1951⁵⁹



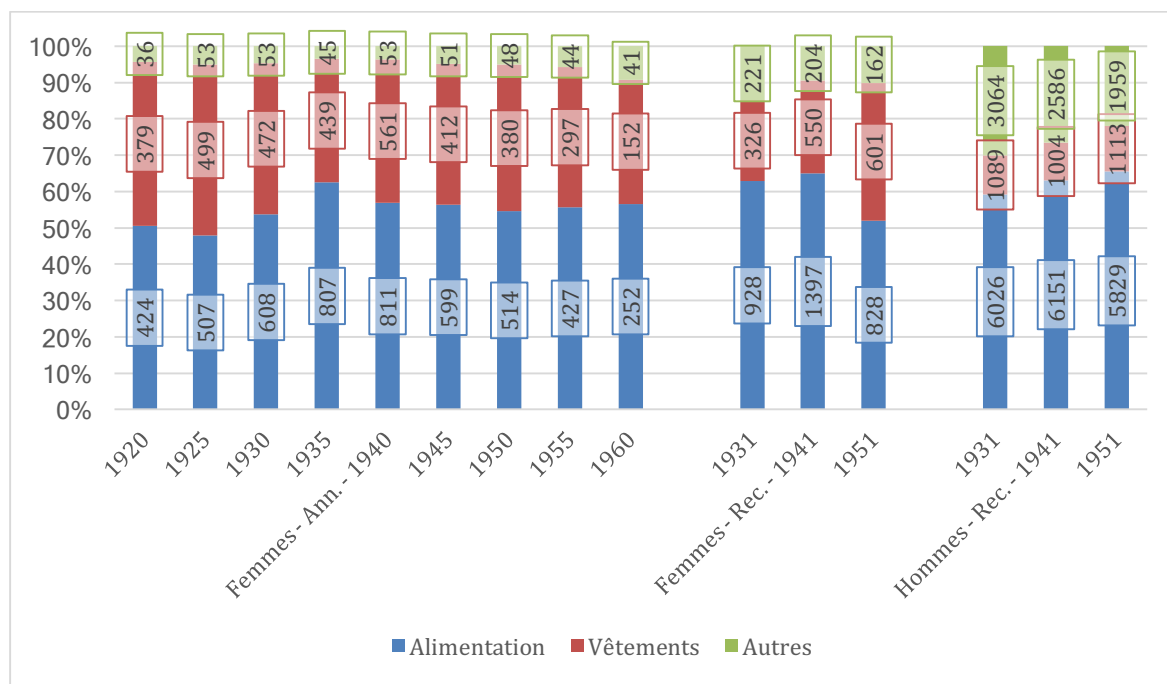
Sources : Recensements du Canada, 1931-1951

Si le commerce de détail reste donc, un bastion masculin, la répartition des hommes et des femmes dans les différents types de commerce montre que les femmes — comme les hommes — se concentrent d’abord dans l’alimentation et le vêtement tandis que les boutiques de vente de vêtements (au sens large) et de fleurs sont plus féminines que les petits commerces d’alimentation ou d’autres types de produits (graphique 9). Plus précisément, dans les recensements de 1931 et 1951, près de 60 % des femmes propriétaires de commerces de détail se retrouvent dans l’alimentation et près de 30 % dans le vêtement. Cette répartition est équivalente dans les annuaires de commerce *Lovell* pour toute la période 1920-1960. Le taux de participation des hommes propriétaires dans les différents commerces de détail s’élève, quant à lui, dans les recensements de 1931 à 1951, à 70 % dans l’alimentation, 10 % dans le vêtement et 20 % dans d’autres types de commerces. Par ailleurs, des différences genrées sont également perceptibles au sein même des commerces d’alimentation, de vêtements ou autres. En effet, les femmes sont généralement propriétaires de comptoirs à tabac, de magasins de confection pour femmes,

⁵⁹ Le catégorie « Alimentation » comprend les magasins généraux, comptoirs à tabac, restauration, et les commerces d’alimentation; celle des « Vêtements » comprend la vente de vêtements, de chapeaux et de tissus et celle des « Autres » comprend les commerces de seconde main, de matériaux de construction, d’automobiles, de mobilier ainsi que les bijouteries et librairies.

de lingerie et de chapeaux ou de fleuristes⁶⁰. Les hommes, au contraire, sont plus souvent bouchers, tailleurs ou cordonniers ou spécialisés dans la vente d'automobiles.

Graphique 9. Propriété des commerces de détail, par sources, sexe et types de commerces, en pourcentage, Montréal, 1920-1960



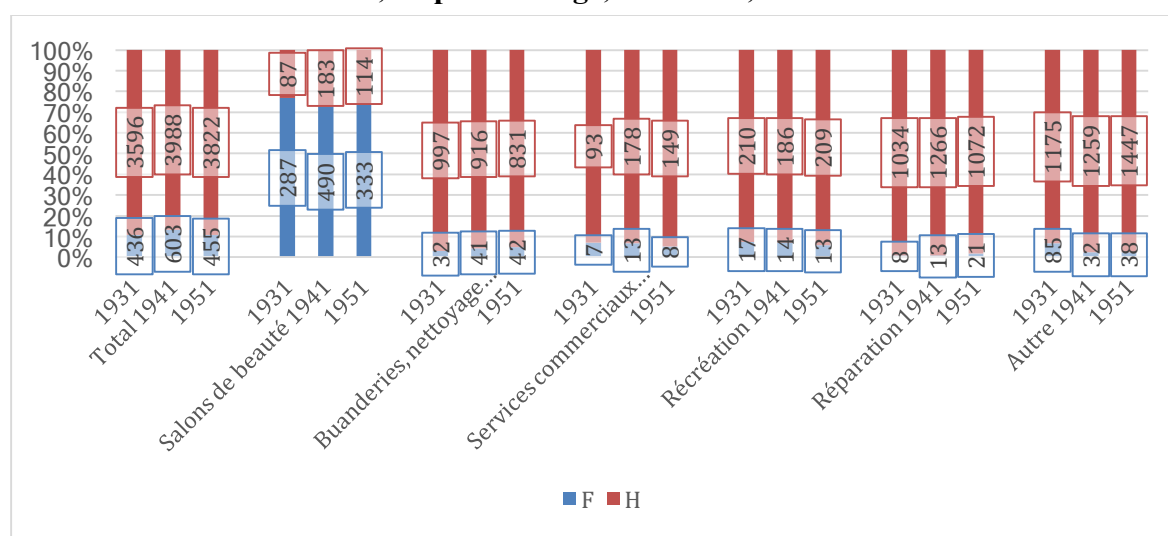
Sources : Recensements du Canada, 1931-1951 et *Annuaire de commerces Lovell*, 1920-1960

Cette concentration des femmes propriétaires dans certains domaines et le taux de féminisation de ceux-ci sont encore plus forts dans le secteur des services (graphiques 10 et 11). En effet, selon les recensements, les femmes représentent entre 11 % et 13 % de l'ensemble des propriétaires des établissements de services entre 1931 et 1951 (graphique 10). Une très large majorité (jusqu'à plus de 80 % en 1941) d'entre elles sont propriétaires de salons de beauté (une catégorie qui comprend également la coiffure) alors

⁶⁰ Notons que les magasins de confection pour femmes et les chapeaux représentent chacun 40% des femmes propriétaires dans le domaine du « vêtement » en 1920. En revanche, les modistes (chapeaux) ne représentent plus que 30% des femmes propriétaires dans ce domaine en 1925 et 20% à partir de 1930. Ceci correspond aux tendances soulignées dans les différentes études consacrées à la chapellerie féminine aux États-Unis au tournant du XXe siècle, mais va à l'encontre de la proposition de Christine Godin sur le fait que les chapeaux continuent d'être à la mode plus longtemps chez les catholiques francophones (Wendy Gamber, *The Female Economy*; Christine Godin, « Les femmes au chapeau »; Christine Godin, « Créer des chapeaux »).

que seuls 5 % des hommes tiennent ce genre de boutique (graphique 11). Le second service assuré par le plus grand nombre de femmes propriétaires est celui de « teinture, buanderie et nettoyage », mais nous n’y retrouvons qu’une petite quarantaine d’entre elles pour chaque année de recensement. Les autres types de services (la réparation, la récréation et les services commerciaux) comptent moins de 20 femmes propriétaires et la photographie et les services funéraires, moins de 10. La répartition des hommes propriétaires entre les différents types de services est beaucoup plus diversifiée puisqu’environ 15 % à 20 % d’entre eux sont barbiers, 20 % à 30 % sont propriétaires d’établissements de teinture, buanderies et nettoyage et 30 % sont propriétaires de boutiques de réparation. Tous ces autres types de services sont masculins en très large majorité (jusqu’à 97 % en 1941 et 1951). L’analyse des annuaires de commerce donne à des résultats similaires.

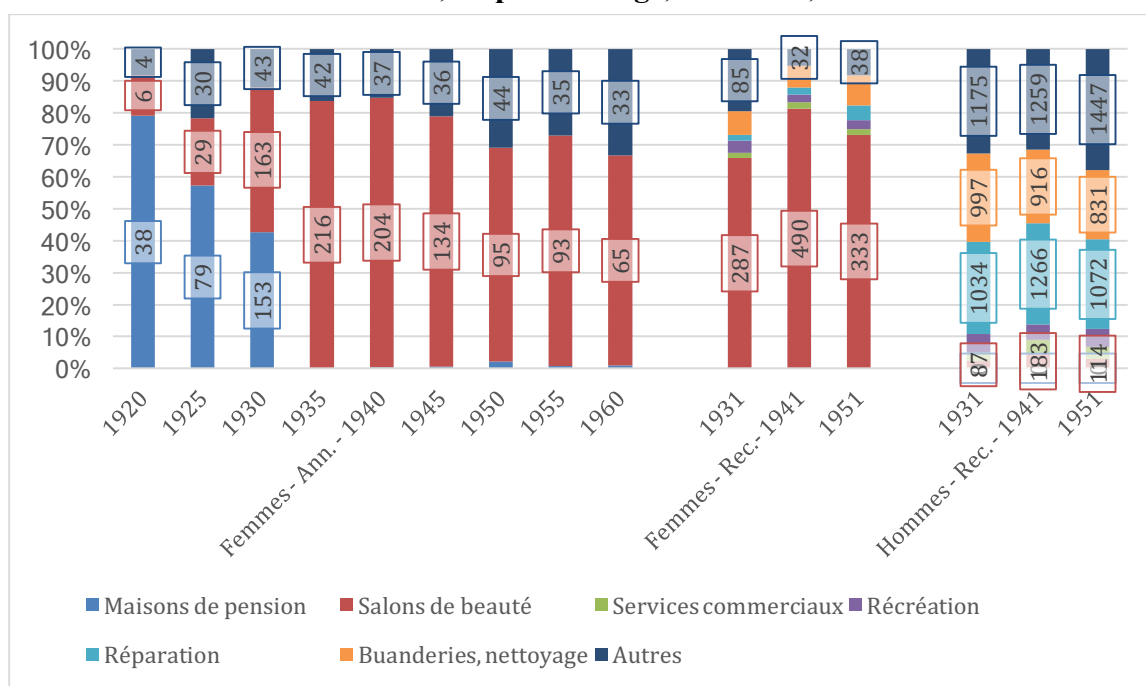
Graphique 10. Répartition par types d’établissements de services, par sexe et types de services, en pourcentage, Montréal, 1931-1951⁶¹



Sources : Recensements du Canada, 1931-1951

⁶¹ La catégorie des « Salons de beauté » comprend également les coiffeuses tandis que celle des « Autres » comprend les barbiers, buanderies, nettoyage, réparation, récréation, services commerciaux, photographie, services funéraires, autres.

Graphique 11. Propriété d'établissements de services, par sources, sexe et type d'établissements, en pourcentage, Montréal, 1920-1960



Sources : Recensements du Canada, 1931-1951 et *Annuaire de commerces Lovell*, 1920-1960

Un dernier élément à souligner est le grand nombre de femmes (de 40 à 150 individus) qui s'occupent de maisons de pension et qui sont enregistrées dans les annuaires de commerce des années 1920, 1925 et 1930 (graphique 11). En effet, pour ces années-là, ce type de services est assuré respectivement par 80, 58 et 42 % de l'ensemble des femmes propriétaires d'établissements de ce secteur d'activité. Or, elles sont absentes des annuaires de commerce des années suivantes comme des recensements relatifs à la distribution de biens et services de 1931, 1941 et 1951. Dans ces derniers types de documents, une section particulière est dédiée à l'étude de l'offre hôtelière pour les principales villes canadiennes, mais aucune d'entre elles ne fait référence au sexe des propriétaires. Dans les recensements relatifs aux professions, au contraire, nous retrouvons, pour la ville de Montréal, quelque 820 tenancières de pensions et de chambres à louer en 1921, 3240 en 1931, 2900 en 1941 et pour Montréal, zone métropolitaine, quelque 800 en 1951 et 1700 en 1961. En ce qui concerne ces deux dernières données, les recensements précisent que près de 100 % de ces tenancières sont à leur propre compte. Comme le souligne Peter Baskerville, ce genre de service ne devait pas être comptabilisé dans le recensement de 1931 s'il s'agissait d'un revenu complémentaire à un autre ou, en 1941, si

le nombre de chambres était égal ou inférieur au nombre de membres qui composent le ménage⁶². Ces restrictions disparaissent des recensements à partir de 1951, alors que la location de chambre est une activité, semble-t-il, en perte de vitesse⁶³. Comme le souligne Baskerville, ce type d'activités est foncièrement féminin et mené par les femmes au cœur même de la sphère domestique. Il s'agit de plus d'une activité qui se retrouve à la frontière poreuse qui sépare le travail « non-salarié », réalisé dans les milieux ouvriers pour combler des salaires insuffisants, et le réel *business*. La décision d'intégrer les tenancières de pensions dans le décompte du travail rémunéré des femmes à partir de 1951 montre bien que certaines activités entrepreneuriales des femmes ont pu être longtemps omises des recensements. Plus largement, les femmes qui agissent seules, en leur nom, à temps plein et qui s'assument comme entrepreneure y sont visibles, contrairement aux femmes qui font des affaires sans s'afficher comme telles ou celles qui gèrent une entreprise sous le nom d'un père ou d'un mari défunt.

Ces constats sont donc, pour les femmes, assez similaires dans les recensements et dans les annuaires et valent pour l'ensemble de la période 1920-1960 (graphiques 9 et 11). De manière générale, pendant toutes ces décennies, les femmes sont propriétaires d'un nombre plus limité de types de commerces de détail et d'établissements de services que les hommes qui, eux, se répartissent de manière plus équilibrée entre tous les genres d'entreprises. Plus précisément, comme les précédents travaux menés sur l'entrepreneuriat féminin, nous pouvons conclure à une association entre certains types de produits et de services offerts par les entrepreneures montréalaises, le triptyque féminin des entrepreneures/employées/clientes dans ces secteurs d'activités et la « féminité » définie par l'idéologie des sphères séparées. En effet, les domaines dans lesquels se concentrent les femmes d'affaires, qu'il s'agisse de l'alimentation, du vêtement, des fleurs, de la beauté ou des maisons de pension, correspondent aux activités exercées au sein de la sphère domestique⁶⁴. Avec Melanie Buddle, nous pouvons présumer que « certain occupations were open to women *because* they were women, while others were closed to them,

⁶² Peter Baskerville, *A Silent Revolution*, p. 199.

⁶³ *Ibid.*

⁶⁴ Melanie Buddle, *The Business of Women : Marriage*, p. 59. Ce constat est également partagé par Wendy Gamber, *The Female Economy*; Angel Kwolek-Folland, *Incorporating Women*; Edith Sparks, *Capital Intentions*; Susan Ingalls Lewis, *Unexceptional Women*.

because they were women »⁶⁵. De plus, les modistes et couturières, les fleuristes, les coiffeuses et autres expertes en beauté engagent *a priori* des employées et s'adressent *a priori* à une clientèle féminine. Elles s'inscrivent donc dans ce que Wendy Gamber appelle, une *female economy*⁶⁶. Il est cependant important, selon nous, de garder à l'esprit que ces domaines occupent une minorité d'entrepreneures. En effet, les femmes sont beaucoup plus nombreuses (près de 1 400 sur 2 700 en 1941) dans le commerce de détail d'alimentation tout comme le sont les hommes (près de 6 151 sur 13 700 en 1941) — (graphique 8). Les commerces de vêtements et les salons de beauté regroupent, en revanche, respectivement jusqu'à 600 individus en 1951 et 490 individus en 1941 (graphiques 8 et 10). La majorité des femmes qui se lancent dans l'entrepreneuriat dans le petit commerce choisissent donc, comme les hommes, de distribuer des produits de première nécessité comme ceux de l'alimentation plutôt que des vêtements. La différence entre les hommes et les femmes est beaucoup plus prégnante dans les services puisque la plupart des entrepreneures possèdent un salon de beauté, un domaine délaissé par les hommes. Notons de plus que certaines entrepreneures tiennent d'autres types de commerces de détail ou de services en large majorité masculins comme les commerces de seconde main, de matériaux de construction, d'automobiles, de mobilier ainsi que les bijouteries et librairies ou proposent des services de buanderie, de nettoyage, de réparation, de récréation, de photographie ou encore des services commerciaux ou funéraires (graphique 8 et 10). Cette réalité nuance, selon nous, le lien étroit souvent évoqué entre les activités des entrepreneures, la féminité et l'idéologie des sphères séparées et met aussi en lumière un éventail relativement large de possibilités d'entrepreneuriat pour les Montréalaises du XX^e siècle.

⁶⁵ Melanie Buddle, *ibid.*, p. 52.

⁶⁶ Wendy Gamber, *The Female Economy*; Kathy Peiss, *Hope in a Jar*.

3.4. L'année 1940 comme date charnière pour l'entrepreneuriat féminin montréalais ?

Comme le dénonce Kathy Peiss, la plupart des historienNEs intéresséEs par l'histoire du commerce de la distribution du XX^e siècle se sont focaliséEs sur les chaînes de distribution qui ne forment aux États-Unis que 20 % du commerce de détail en 1945, oubliant les autres 80 % composés de « groceries, florists, stationery stores, booksellers, tearooms, real estate agencies, and travel agencies »⁶⁷. Le même phénomène vaut pour le Québec ; ainsi, Yves Bélanger et Pierre Fournier, dans leur étude sur l'entrepreneuriat québécois, se préoccupent principalement du mouvement de concentration des entreprises qui affecte, durant la période 1931-1941, les secteurs des manufactures, de la construction et du transport⁶⁸. Ils ne relèvent nullement le fait que la très large majorité des propriétaires et gérants sont présents dans le secteur du commerce de détail et que ce groupe est le seul à croître fortement entre ces deux dates puisqu'il connaît une hausse de 30 % (graphique 12)⁶⁹. Les auteurs de *l'Histoire du Québec contemporain*, quant à eux, constatent surtout la diminution radicale de la production industrielle québécoise pendant cette même décennie⁷⁰. Ils relèvent qu'en revanche, le nombre d'établissements augmente⁷¹. Ce phénomène serait aussi, selon eux, un « indice de l'apparition, dans des secteurs [manufacturiers] comme le vêtement ou les scieries, de petites entreprises pouvant fonctionner à des coûts de production assez bas »⁷². À Montréal et plus précisément dans les secteurs que Sylvie Taschereau étudie dans les quartiers Saint-Henri, Saint-Louis, Saint-Jean et Rosemont, le nombre de commerçantEs au détail tenant une boutique d'alimentation (boucheries, volailleries, épicerie, épicerie-boucheries et restaurants) augmente aussi très fortement entre 1902 et 1932 avant de redescendre jusqu'en 1942. Elle indique, pour sa part, que ces tendances s'expliquent par le fait que « n'importe qui peut

⁶⁷ Kathy Peiss, « "Vital Industry" », p. 237 et s.

⁶⁸ Yves Bélanger et Pierre Fournier, *L'entreprise québécoise*, pp. 48-49.

⁶⁹ *Ibid.*, pp. 49-50.

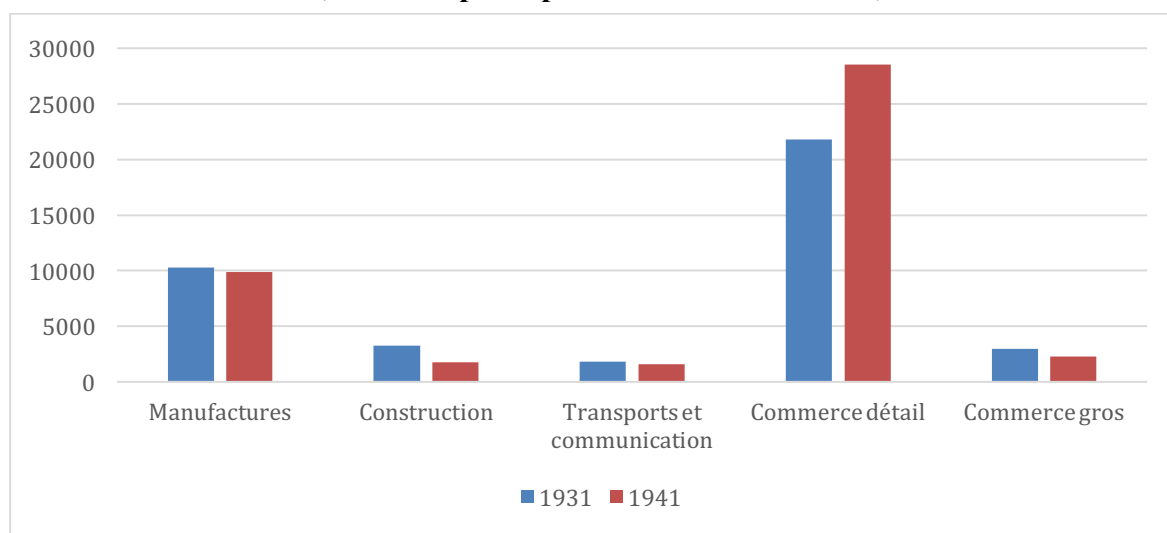
⁷⁰ Paul-André Linteau, René Durocher et Jean-Claude Robert, *Histoire du Québec*, p. 23.

⁷¹ *Ibid.*

⁷² *Ibid.*

[...] s'improviser détaillant de l'alimentation : il suffit d'aménager un petit comptoir de marchandises dans la pièce avant d'un rez-de-chaussée qui donne sur la rue »⁷³.

Graphique 12. Comparaison des groupes des propriétaires et gérants au Québec en 1931 et 1941, selon les principaux secteurs d'activités, en nombre



Sources : Données tirées des recensements du Canada 1931-1941 par Yves Bélanger et Pierre Fournier⁷⁴

Pour l'ensemble de Montréal, le groupe des propriétaires de commerces de détail et de services augmente en effet entre 1931 et 1941 et diminue entre 1941 et 1951 (graphique 13). Cette tendance est également soulignée par Jean Delage dans un article publié dans la revue *Actualité économique* des HEC en 1941. Il décompte, à Montréal, en 1931, quelque 11 050 commerces de détail (dont 6 759 commerces d'alimentation, 1.958 de vêtements et 86 de fleurs), un total qui grimpe à 14 309 en 1939 (dont 8 132 dans l'alimentation, 2 208 dans le vêtement et 112 fleuristes)⁷⁵. Il précise, cependant, qu'« alors que le nombre d'établissements a augmenté de 16,4 % entre les deux dates, le volume de la valeur des ventes, lui, a baissé de 12,7 % »⁷⁶. Cet auteur estime que la multiplication des commerces de détail est caractérisée par une hausse de « magasinets [sic] établis à l'avant

⁷³ Sylvie Taschereau, *Les petits commerçants de l'alimentation*, pp. 199-201.

⁷⁴ Yves Bélanger et Pierre Fournier, *L'entreprise québécoise*, pp. 49-50.

⁷⁵ Jean Delage, « Analyse du commerce de détail à Montréal en 1939 », *Actualité économique*, HEC Montréal, avril 1941, pp. 54-77, pp. 68-69.

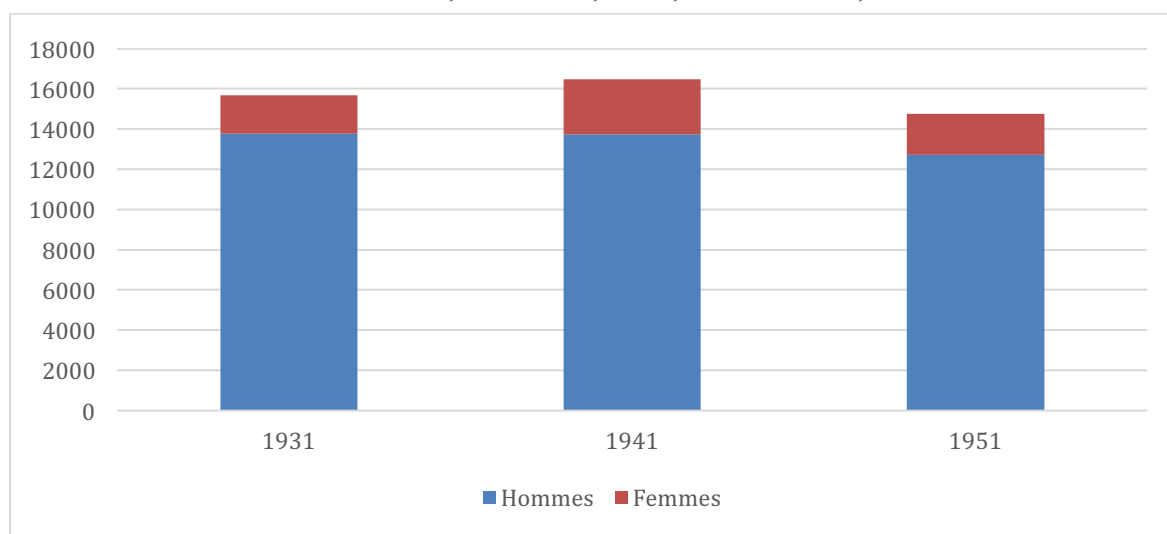
⁷⁶ *Ibid.*

des maisons d'habitations — pour ainsi dire, dans le “salon” — [et qui] formerait plus du quart de restaurants-cafétérias et salles à manger »⁷⁷. Ce phénomène serait le résultat de la crise qui « avait privé de leur gagne-pain nombre de gens qui semblent avoir demandé au commerce ce que leur refusait désormais l'industrie »⁷⁸.

La division genrée du groupe des propriétaires de ces commerces de détail et des établissements de services fait apparaître que ce changement est surtout perceptible chez des femmes. En effet, le total des femmes propriétaires de commerces de détail et de services tend à croître entre 1931 et 1941, avant de décliner, alors que le total des hommes propriétaires stagne entre ces deux premières dates et diminue aussi par la suite. Ce phénomène est relevé dans les recensements et interprété comme

une conséquence de l'enrôlement ou du changement d'occupation des propriétaires hommes, alors que leurs femmes dans certains cas ont pris la direction de leurs magasins. Dans d'autres cas, des femmes ont établi leurs propres magasins, entre les deux années de recensement [1931 et 1941]⁷⁹.

Graphique 13. Répartition des femmes et des hommes propriétaires de commerces de détail et des services, Montréal, 1931, 1941 et 1951, en nombre



Sources : Recensements du Canada 1931-1951

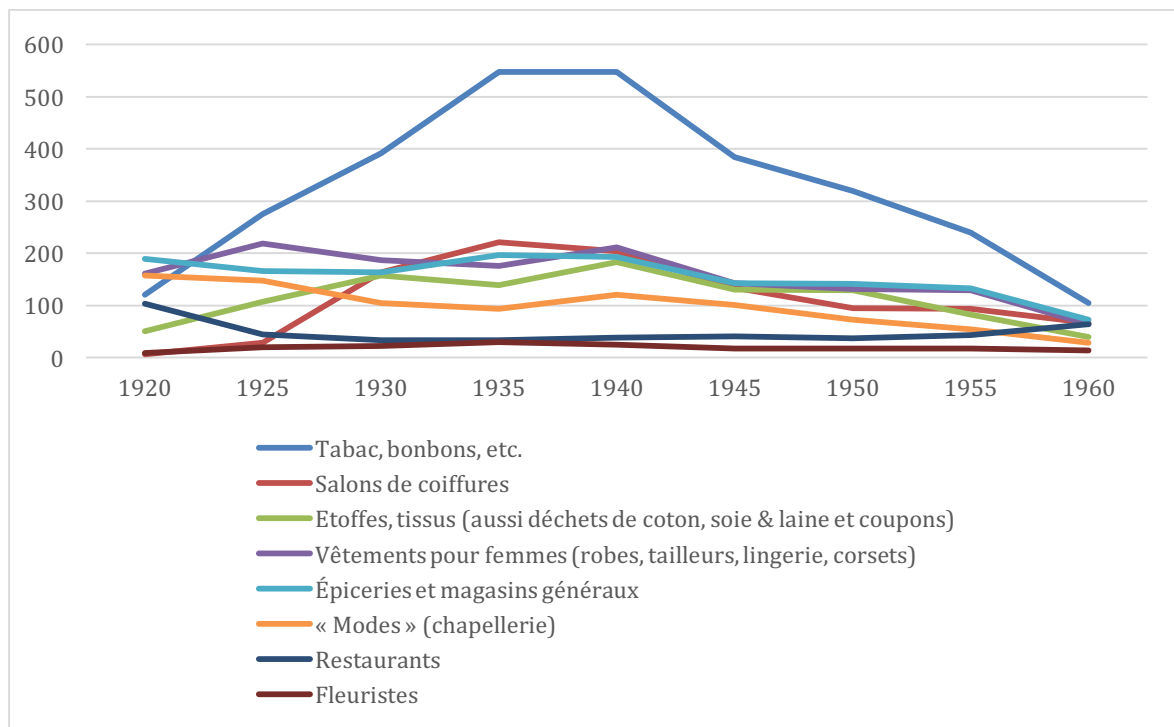
⁷⁷ *Ibid.*

⁷⁸ *Ibid.*

⁷⁹ Recensement 1941, vol X, p. XCIX.

Le mouvement de croissance et de décroissance du groupe des femmes propriétaires avec l'année 1940 comme date charnière n'est cependant pas limité à la période 1931-1951. En effet, la récolte de données dans les annuaires de commerce *Lovell* dévoile que le processus de croissance est enclenché dès les années 1920 et que celui de la décroissance se poursuit au moins jusqu'en 1960 (graphique 14). La division de ce groupe selon les principaux types de commerces de détail et d'établissements de service révèle, plus précisément, que la courbe ascendante puis descendante caractérise plus particulièrement l'évolution du nombre des tenancières de boutiques dites de « bonbons, tabacs, etc. », et, dans une bien moindre mesure celui des coiffeuses ; malgré la légère rupture en 1935 pour ce groupe, on constate une trajectoire semblable pour les propriétaires de boutiques de coupons de tissus. En revanche, le total de commerçantes de vêtements pour femmes et d'épicières stagne jusqu'en 1940 avant de diminuer jusqu'en 1960 ; celui des modistes décroît de manière plutôt constante entre 1920 et 1960, tandis que les restauratrices disparaissent dès 1925 et les fleuristes restent aussi peu nombreuses pendant toute la période. Rappelons, par ailleurs, que, comme indiqué plus haut, dans les annuaires de commerces, les tenancières de pensions et de chambres à louer se multiplient jusqu'en 1930, date à laquelle elles disparaissent. Au contraire, les recensements relatifs aux professions dévoilent un nombre particulièrement impressionnant de femmes exerçant ce genre d'activités, surtout pendant ces mêmes années 1931 (3.240 individus) et 1941 (2.900 individus).

Graphique 14. Répartition des femmes propriétaires selon les types de commerces de détail et de services les plus importants, Montréal, 1920-1960



Sources : Annuaire de Commerces, 1920-1960

La fluctuation du nombre de commerces possédés par des femmes laisse croire à l'adaptabilité de l'entrepreneuriat féminin en fonction des aléas économiques. Ainsi, l'instabilité économique était déjà une réalité dans les années vingt et ces années difficiles encourageant les femmes à s'improviser, en grand nombre, vendeuses de tabac et de bonbons, coiffeuses ou vendeuses de coupons de tissus. Elles délaissent ce genre d'activités dès l'arrivée des années plus prospères de la guerre et de l'après-guerre. La reprise économique et la réouverture du marché de l'emploi salarié aux hommes, mais aussi aux femmes, à compter de cette époque ont certainement été des facteurs déclencheurs pour abandonner ce genre de commerce. Ce parcours entrepreneurial est suivi par les femmes qui sont, principalement, soucieuses d'adoucir les conditions financières familiales dans les moments incertains. En revanche, les femmes qui entreprennent une activité dans les autres secteurs apparaissent moins dépendantes des affres du marché. Vendre des vêtements pour femmes ou des chapeaux (et sans doute les réaliser soi-même) ou tenir une épicerie, un magasin général, un restaurant ou un magasin de fleurs nécessitent des investissements supplémentaires. Les femmes qui s'adonnent à ce type d'activités le font moins pour combler un salaire familial manquant pendant les

crises ; la fermeture de leur commerce après 1945 s'inscrirait plutôt, dans leur cas, dans une tendance plus générale de disparition du petit commerce indépendant.

Pour les années suivantes, soit à compter de la décennie 1970, Mansel G. Blackford montre que le processus s'inverse. En effet, il constate, aux États-Unis, une diminution du nombre total des petitEs entrepreneurEs (tous secteurs confondus) entre 1950 et 1972 et une chute de leur part du total du chiffre d'affaires des entreprises américaines qui passe de 52 à 29 % entre 1958 et 1979⁸⁰. Or, dès la fin des années 1970, le nombre de petites entreprises augmente à nouveau⁸¹. Par conséquent, entre 1974 et 1980, la proportion d'entrepreneurEs dans la population active (sans l'agriculture) augmente de 10,7 à 12 % pour les hommes et de 3,2 à 4,7 % pour les femmes. Cet auteur propose différentes raisons pour expliquer ce phénomène : la récession qui affecte plus fortement les grandes manufactures que les petits commerces du fait de leur dépendance au marché international, la création d'entreprises par les salariéEs qui ont perdu leur emploi, le développement du secteur tertiaire dominé par la petite entreprise et le déclin du secteur industriel dominé par les grandes industries⁸². Cet auteur n'analyse pas ce processus en termes genrés. Cependant, la hausse impressionnante du nombre de personnes à la direction d'entreprise entre 1961 et 1981 à Montréal et l'augmentation de la proportion qu'y représentent les femmes (graphiques 2 et 3) peut être interprétée par les mêmes facteurs. En effet, les Américains présentés par Mansel Blackford comme les Québécoises étudiées par Pierre Collerette et Paul G. Aubry sont des propriétaires de petites entreprises. Le premier décrit les tendances vécues par le groupe des « petits entrepreneurs »⁸³. Pierre Collerette et Paul G. Aubry constatent, quant à eux, que

la moitié des femmes d'affaires œuvrent dans des entreprises dont le chiffre d'affaires en 1986 a été inférieur à 100 000 \$ et 20 % dans des entreprises dont le chiffre d'affaires varie entre 100 000 \$ et 200 000 \$ [...] [et que] les trois quarts (77 %) des femmes d'affaires participent à une entreprise qui

⁸⁰ Mansel G. Blackford, « Small Business in America. A Historiographic Survey », *The Business History Review*, vol. 65, n° 1, 1991, pp. 1-26, pp. 3-4.

⁸¹ *Ibid.*

⁸² *Ibid.* Cette idée est également émise par Pierre Collerette et Paul G. Aubry, *Femmes et hommes d'affaires*, p. 53 et 57.

⁸³ Mansel G. Blackford, *ibid.*, pp. 3-4.

emploie moins de six personnes et 96 % participent à une entreprise qui a vingt-cinq employés ou moins.⁸⁴

Ils différencient également les entrepreneures qui sont propriétaires uniques de celles qui le sont en collaboration avec autrui. Les premières dirigeraient, selon eux, moins d'employéEs et seraient plus concentrées dans le commerce de détail et les services que les secondes⁸⁵.

Ainsi donc, si la hausse du nombre de femmes à la direction d'entreprise constatée à Montréal (comme au Québec et au Canada) durant les deux dernières décennies de la période étudiée est partiellement causée par une ouverture de postes de direction et de gestion d'entreprise aux femmes, elle l'est aussi par une croissance du nombre de femmes propriétaires encouragées à se lancer dans l'aventure du petit entrepreneuriat du fait de ces circonstances économiques.

Conclusion

Entre 1920 et 1980, les femmes ont donc bel et bien participé à l'économie marchande de Montréal, non seulement en tant que consommatrices ou salariées, mais aussi à des postes de direction d'entreprise, comme directrices, gérantes, administratrices et propriétaires. Si leur groupe gonfle progressivement de 1921 à 1961, passant de 1 141 à 3 164 personnes, il connaît surtout une croissance exponentielle par la suite pour atteindre le total de 21 963 individus à la fin de la période. Cependant, alors que la seconde moitié du siècle est caractérisée par une féminisation de la main-d'œuvre, la direction d'entreprise reste foncièrement masculine du fait de la dynamique dite du « plafond de verre ». Il est important, cependant, de poser un regard critique sur les données statistiques utilisées. Le travail invisible des femmes reste une réalité dont ces données ne tiennent pas compte comme le montrent les exemples des femmes travaillant à temps partiel, des logeuses et des femmes collaboratrices. La comptabilisation des unes et des autres et sans doute un

⁸⁴ Pierre Collerette et Paul G. Aubry, *Femmes et hommes d'affaires*, pp. 39, 45 et 63; Suzanne Messier, *Chiffres en main*, p. 48; Hélène Lee-Gosselin et Monica Belcourt, « Les femmes entrepreneures », pp. 56-88, pp. 65-68.

⁸⁵ Pierre Collerette et Paul G. Aubry, *ibid.*, pp. 39, 45 et 63; Suzanne Messier, *Chiffres en main*, p. 48; Hélène Lee-Gosselin et Monica Belcourt, « Les femmes entrepreneures », pp. 56-88, pp. 65-68.

réel engouement pour l'entrepreneuriat féminin « avec pignon sur rue » à partir des années 1960, font partie des principaux facteurs explicatifs des variations de ce groupe au fil du temps et, notamment, son gonflement à la fin du siècle.

Par ailleurs, quelque 80 % de ces femmes ayant un poste de direction en entreprise sont principalement concentrées dans le commerce de détail et les services. Si, au cours de la période, la part de celles qui participent au premier secteur diminue (de 65 à 40 %), la part de celles qui travaillent dans le second augmente (de 20 à 40 %). Ce mouvement est également perceptible chez les hommes. Cependant, si 80 % des hommes sont concentrés dans le commerce de détail et les services au début du siècle, ce taux chute à 50 % en 1950, l'autre 50 % se retrouvant principalement dans les secteurs des manufactures, du commerce de gros et de la finance, ce qui n'est pas le cas des femmes. Celles-ci en effet, restent concentrées dans le commerce de détail et les services. Ces différences illustrent deux phénomènes qui caractérisent la période : d'une part, la tertiarisation de l'économie accompagnée d'une diminution du nombre de personnes à la tête de petits commerces de détail à partir de la Seconde Guerre mondiale et d'autre part, la concentration plus importante des femmes que des hommes dans le commerce de détail et les services qui tendent, au fil du temps, à se féminiser.

L'examen de la répartition des hommes et des femmes – propriétaires uniquement – selon les différents types de commerces de détail fait apparaître une seconde division genrée de l'espace économique. En effet, la concentration des propriétaires dans les domaines de l'alimentation et du vêtement est, ici aussi, plus perceptible chez les femmes (généralement vendeuses de tabac et de vêtements pour femmes) que chez les hommes (généralement bouchers, tailleurs ou cordonniers). Si le premier domaine est féminin à 15 % en moyenne entre 1920 et 1960, dans le second, les femmes représentent environ le quart des propriétaires. Le cas des fleuristes est particulier en ce que peu de femmes sont propriétaires de ce genre de commerce, mais que ce domaine est féminin à plus de 40 %. Enfin, les hommes sont davantage répartis dans les autres types de commerces de détail, même si certaines femmes s'y aventurent également. Dans les services, la division genrée est encore plus évidente. Si ce secteur est féminin à 11 % environ, les salons de beauté (généralement les coiffeuses) le sont à près de 75 %. Les hommes se répartissent bien davantage dans les différents types de services.

L'étude de ces données statistiques fait également apparaître la croissance du nombre de propriétaires et gérants dans le commerce de détail entre 1931 et 1941, alors que ce nombre décroît dans tous les autres secteurs d'activités. Le mouvement de concentration des entreprises combinées avec une hausse du nombre de faillites causées par la crise économique, souvent évoquées dans l'histoire économique, ne se ressent pas dans ce secteur d'activités. Au contraire, la crise se traduit par une multiplication des petits commerces qui peuvent être créés sans grands investissements lorsque la conjoncture économique est peu favorable à l'emploi salarié. Par ailleurs, la distinction entre les hommes et les femmes propriétaires de ce type d'entreprise et la répartition des femmes propriétaires selon les différents domaines d'activités laissent percevoir que cette hausse du nombre de propriétaires de commerce de détail est principalement le fait du gonflement du groupe des femmes lui-même causé par la hausse du total de vendeuses de « tabacs, bonbons, etc. ». Si les années 1940-1960 sont caractérisées par une diminution du nombre de petits commerces de détail, dès les années 1970, le total des petites entreprises (quel que soit le secteur) gonfle, lui, à nouveau. Or, à la fin du siècle, les entrepreneures, dont les auteurEs célèbrent la multiplication, se retrouvent également principalement dans le commerce de détail et les services et dans des petites entreprises. L'argument de l'instabilité économique de la fin des « Trente glorieuses » comme motivation à l'entrepreneuriat, pour les hommes comme pour les femmes, n'est pas sans rappeler les raisons évoquées pour expliquer l'engagement en affaires de nombreux individus dans les années 1930. Le caractère exceptionnel de certains parcours d'entrepreneures pourrait donc être, tout au long du XX^e siècle, réservé aux seules femmes qui exercent leur profession dans d'autres domaines d'activités que le commerce de détail de tabac (ou de la location de chambres), des secteurs qui dépendent plus que les autres des fluctuations économiques et qui rassemblent le plus grand nombre d'entrepreneures.

Chapitre 4. Qui sont les Montréalaises propriétaires d'entreprises ?

L'ouvrage phare de Pierre Collerette et Paul G. Aubry publié en 1988 intitulé *Femmes et hommes d'affaires, qui êtes-vous ? Un portrait des gens d'affaires* aborde différentes caractéristiques des gens d'affaires et de leurs activités. Les auteurs examinent autant l'âge, la scolarisation, les motivations et les influences familiales des individus que leur secteur d'activités, les investissements, le chiffre d'affaires ou encore le nombre d'employés que comptent leurs entreprises. Si l'ensemble de ces éléments est difficile à retracer pour les entrepreneures montréalaises de la période 1920-1980, trois d'entre eux peuvent néanmoins être précisés grâce aux données contenues dans les annuaires de commerce *Lovell*, leur statut matrimonial, la localisation de leurs entreprises et, enfin, la longévité de celles-ci. À travers une analyse fine de ces trois aspects, le présent chapitre vise à dresser un portrait plus précis du groupe des femmes d'affaires.

4.1. Leur statut matrimonial

Comme l'indique encore Béatrice Craig dans sa synthèse sur l'histoire de l'entrepreneuriat féminin depuis 1500, le mythe de la jeune veuve devenue entrepreneure pour assurer un revenu familial pour ses enfants ou pour gérer la transmission des affaires familiales entre le décès de son mari et l'accès à la majorité de son fils aîné persiste⁸⁶. Pourtant, au tournant du XX^e siècle, les femmes mariées et célibataires forment près de la moitié des entrepreneures nord-américaines⁸⁷. Entre 1875 et 1885, à Albany (New York), sur l'ensemble des femmes d'affaires, Susan Ingalls Lewis compte certes 40 % de veuves, mais aussi 33 % de femmes mariées et 25 % de célibataires⁸⁸. Edith Sparks, quant à elle, relève le fait que, à San Francisco, entre 1890 et 1920, les veuves composent « the largest proportion of gainfully occupied women employed in the proprietorship »⁸⁹. Elle ajoute, cependant, que si les célibataires forment 42 % des femmes propriétaires en 1890, ce taux chute à 20 % en 1930 et qu'en 1890, les femmes mariées composent un peu moins du quart

⁸⁶ Béatrice Craig, *Women and Business Since 1500*, pp. 110-111.

⁸⁷ *Ibid.*; Melanie Buddle, *The Business of Women : Marriage*, p. 1; Susan Ingalls Lewis, *Unexceptional Women*, p. 36; Edith Sparks, *Capital Intentions*, p. 68.

⁸⁸ Susan Ingalls Lewis, *ibid.*, p. 38.

⁸⁹ *Ibid.*, p. 69.

de l'ensemble de l'entrepreneuriat féminin⁹⁰. Peter Baskerville note, quant à lui, qu'en 1891, un tiers des femmes d'affaires à Victoria et un quart de cet ensemble à Hamilton sont composés de femmes mariées⁹¹. Melanie Buddle souligne qu'en Colombie-Britannique, en 1901, ce sont 40 % des entrepreneures qui sont mariées tandis que 35 % d'entre elles sont veuves ou divorcées et que ces taux à l'échelle du Canada sont, respectivement, de 25 et 37 %⁹². Pour la ville de Québec au tournant du XX^e siècle, André Roy fait le constat d'une proportion encore plus grande de femmes mariées dans son échantillon de commerçantes : 65,8 % contre 6,8 % de veuves et 27,4 % de célibataires⁹³.

En 1971, pour le Canada comme en Colombie-Britannique, l'écart se creuse entre les femmes mariées et les veuves puisqu'elles représentent respectivement 60 % et 20 % de l'entrepreneuriat féminin⁹⁴. À la fin des années 1980, Pierre Colletette et Paul G. Aubry affirment, quant à eux, que 72 % des femmes d'affaires québécoises vivent avec un conjoint (mariage ou union de fait), un taux qui est encore à 60 % pour l'ensemble du Canada⁹⁵. Comme Béatrice Craig, ils démentent le mythe de l'héritière comme modèle majoritaire dans l'entrepreneuriat féminin. En plus des données sur le statut matrimonial des femmes d'affaires qu'ils étudient, ils estiment par ailleurs à 43 % la proportion d'entrepreneures qui ont acheté leur entreprise (surtout dans le commerce de détail) et à 30 % celle des femmes qui l'ont elles-mêmes fondée (surtout dans les services)⁹⁶. Hélène Lee-Gosselin et Monica Belcourt affirment, dans le même sens, que la majorité des entrepreneures achètent ou fondent leur entreprise contre une minorité qui en hérite d'un

⁹⁰ *Ibid.*, p. 64.

⁹¹ Peter Baskerville, *A Silent Revolution*, p. 207.

⁹² Melanie Buddle, *The Business of Women : Marriage*, p. 31.

⁹³ André Roy, *La faillite, le commerce et le crédit*, pp. 72-73.

⁹⁴ Melanie Buddle, *The Business of Women : Marriage*, p. 31.

⁹⁵ Dina Lavoie, *Les entrepreneures*; James DeCarlo et Paul R. Lyons, « A Comparison of Selected Personal Characteristics of Minority and Non-Minority Female Entrepreneurs », *Journal of Small Business Management*, vol. 17, n° 4, 1979, pp. 22-30; M.A. Humphreys et J. McClung, « Women Entrepreneurs in Oklahoma », *Review of Regional Economics and Business*, vol. 6, n° 2, 1981, pp. 1-21; R.D. Hisrich et Candida Brush, « The Women Entrepreneur. Implications of Family, Educational and Occupational Experience », dans Hornaday J.A., J.A. Timmons et K.H. Vesper, dir., *Frontiers of Entrepreneurship Research*, Wellesley, Mass., Babson College, Center For Entrepreneurial Studies, 1983, pp. 255-277. cités dans Pierre Colletette et Paul G. Aubry, *Femmes et hommes d'affaires*, p. 53.

⁹⁶ Pierre Colletette et Paul G. Aubry, *ibid.*, p. 41.

père ou d'un conjoint (entre 6 et 21 % selon les études)⁹⁷.

Le constat s'avère assez similaire en ce qui concerne Montréal pour la période 1920-1960 : si les veuves forment une grande proportion d'entrepreneures féminines (propriétaires de petits commerces enregistrés dans les annuaires *Lovell*), les femmes mariées prennent le dessus dès le milieu des années 1930 (graphique 15). Plus précisément, durant la première décennie de notre étude (1920-1930), les célibataires constituent quelque 40 % de ce groupe, tandis que les veuves en forment entre 30 et 35 % et les femmes mariées entre 25 et 30 %. Cette répartition est semblable à celle relevée pour l'ensemble du Canada en 1901⁹⁸. À partir de 1935, en revanche, alors que les célibataires représentent toujours 40 % des femmes propriétaires, plus de la moitié sont mariées et le taux de participation des veuves descend en dessous de la barre des 10 % et ce, jusqu'en 1955, ce qui ressemble plutôt à la situation canadienne en 1971⁹⁹. Dans l'annuaire de 1960, le statut matrimonial est rarement indiqué, ce qui donne des proportions différentes avec près de 53 % de femmes dont le statut matrimonial est inconnu. Aucune donnée n'est accessible pour Montréal pour les années ultérieures. Comparativement à ce groupe de femmes propriétaires d'entreprises *stricto sensu*, le groupe des femmes à la direction d'entreprise, à Montréal, en 1951, est composé de 42 % de célibataires, de 20 % de veuves et de 38 % de femmes mariées. Dix ans plus tard, ces proportions passent, respectivement, à 30, 16 et 54 %. Finalement, les veuves forment un groupe important d'entrepreneures montréalaises (propriétaires de commerces de détail et d'établissements de service) jusqu'en 1930, mais deviennent, par la suite, beaucoup plus minoritaires. Ce mouvement se fait à l'avantage des femmes mariées puisque le groupe des célibataires constitue une proportion relativement identique durant toute la période. En revanche, les veuves sont, proportionnellement, plus présentes au sein de la direction d'entreprise, mais cette représentation tend à diminuer entre 1951 et 1961 alors que le taux de femmes mariées augmente, contrairement à celui des célibataires qui diminue également. Ainsi donc, quelle

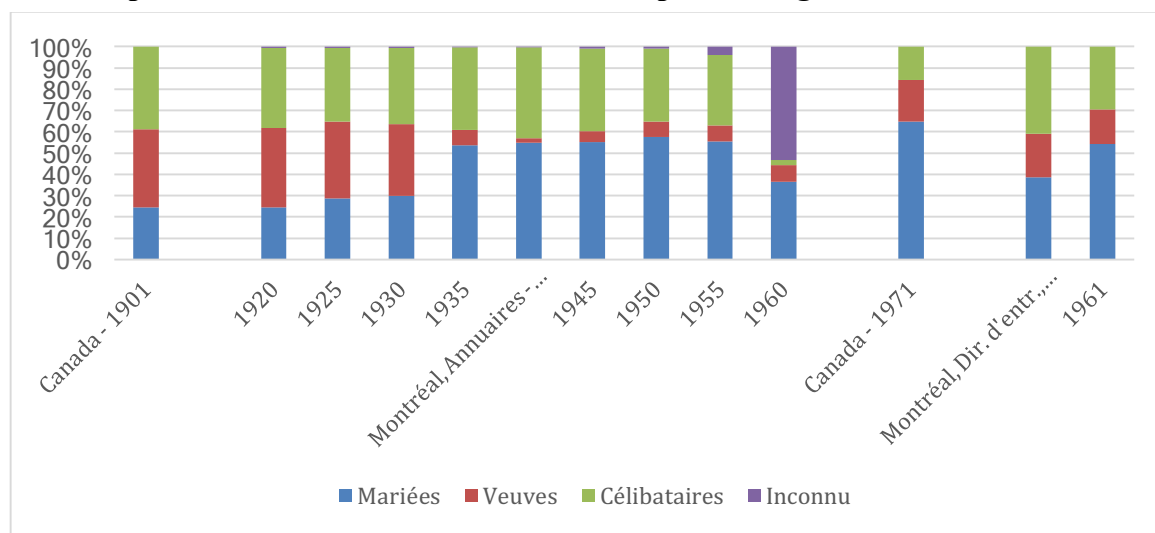
⁹⁷ Hélène Lee-Gosselin et Monica Belcourt, « Les femmes entrepreneures », pp. 56-88, pp. 65-68; J. Grisé et Hélène Lee-Gosselin, *Les femmes propriétaires-dirigeants de la région de Québec (03) : mythes et réalités*, Québec, Laboratoire de recherche, Faculté des sciences de l'administration, Université Laval, 1987; Dina Lavoie, *Les entrepreneures*, cités dans Hélène Lee-Gosselin et Monica Belcourt, « Les femmes entrepreneures », pp. 56-88, pp. 65-68.

⁹⁸ Melanie Buddle, *The Business of Women : Marriage*, p. 31..

⁹⁹ *Ibid.*

que soit la décennie, les veuves sont loin de représenter l'unique modèle entrepreneurial féminin. Les dénonciations de ce mythe de l'entrepreneure héritière, évoquées plus haut, valent donc aussi pour Montréal au XX^e siècle. Nous reviendrons de manière plus détaillée sur notre interprétation des origines de ce mythe dans les chapitres 7 et 8.

Graphique 15. Répartition des femmes propriétaires et des femmes à la direction d'entreprise selon leur statut matrimonial, en pourcentage, Montréal, 1901 et 1971



Sources : *Annuaire Lovell 1920-1960 et recensements du Canada, 1901-1971*¹⁰⁰

Un second élément à souligner est la proportion relativement grande de femmes mariées dans l'entrepreneuriat féminin montréalais. Jusqu'en 1930, elle est assez similaire à celle de leurs homologues des autres villes américaines et canadiennes, soit entre 25 % et 30 %. Dès 1935, ce taux grimpe à plus de 50 % et le reste jusqu'en 1955. Nous retrouvons cette même proportion de femmes mariées sur l'ensemble des entrepreneures canadiennes en 1971. Ces similitudes entre les proportions de femmes mariées dans l'entrepreneuriat à Montréal et celles constatées dans les autres villes nord-américaines et canadiennes du début et de la fin du XX^e siècle sont étonnantes au vu de la différence de système légal. En effet, dans les autres provinces canadiennes, comme aux États-Unis, les Married Women's Property Laws (MWPLs) — qui donnent pleine capacité juridique aux femmes mariées — sont adoptées dès la fin du XIX^e siècle et permettent donc aux femmes mariées d'agir

¹⁰⁰ Les données relatives au Canada sont tirées de la thèse de Melanie Buddle. Melanie Buddle, *The Business of Women : Gender*.

pleinement dans les échanges capitalistes¹⁰¹. En revanche, au Québec, selon le Code civil adopté en 1866, les femmes mariées sont considérées comme incapables juridiquement et le restent jusqu'en 1964¹⁰².

Plus précisément, le Code civil de 1866, considère que la femme, par le mariage, même en séparation de biens, ne peut plus « donner ou accepter, aliéner ou disposer entre vifs, ni autrement contracter, ni s'obliger, sans le concours du mari dans l'acte, ou son consentement par écrit »¹⁰³. L'exception de la marchande publique, cependant, peut expliquer la participation des femmes mariées à l'entrepreneuriat en dépit de son incapacité juridique. En effet, une fois autorisée, de manière expresse ou présumée, par son mari à exercer cette profession, elle « peut, sans [son] autorisation [...], s'obliger pour ce qui concerne son négoce, et en ce cas, elle oblige aussi son mari, s'il y a communauté entre eux »¹⁰⁴. Une seconde exception, qui permet possiblement d'interpréter la hausse de la proportion de femmes mariées dans l'entrepreneuriat en 1935, est la modification du Code civil adopté en 1930 et qui vise la protection des biens réservés de la femme mariée, autrement dit, des produits du travail personnel de l'épouse et des biens acquis avec ceux-ci¹⁰⁵. Cette reconnaissance du travail des femmes mariées et de la nécessité pour elle de garder le contrôle des biens qu'il génère peut avoir joué favorablement autant au niveau de l'entrepreneuriat des femmes mariées en tant que tel que dans leur enregistrement dans les annuaires de commerce.

En revanche, ce n'est qu'en 1964, par le Bill 16, que la femme mariée obtient « la pleine capacité juridique, quant à ses droits civils, sous la seule réserve des restrictions

¹⁰¹ Peter Baskerville, *A Silent Revolution*, p. 5.

¹⁰² Article 986 (1866), Titre III : Des obligations, Section I : de ce qui est nécessaire pour la validation des contrats dans Paul-André Crepeau et John E.C. Brirley, *Code civil – Civil Code 1866-1980. Édition historique et critique*, Montréal, Société québécoise d'information juridique, 1981.

¹⁰³ Article 177 (1866), Titre V : Du mariage, Chapitre VI : Des droits et des devoirs respectifs des époux dans *ibid.*

¹⁰⁴ Article 179 (1866), Titre V : Du mariage, Chapitre VI : Des droits et des devoirs respectifs des époux, dans *ibid.* Voir aussi J.C Beausoleil, Jacques Côté et Kathleen Delaney, « La femme mariée commerçante », p. 372.

¹⁰⁵ Nicole Roy, « La lutte des femmes », pp. 477-618; Jennifer Stoddart, « Quand les gens de robe », pp. 307-336; Maryse Beaulieu, « La condition juridique »; Andrée Lévesque, « Le Code civil au Québec », pp. 19-46 ; Nicole Roy, « La lutte des femmes », pp. 477-618; Mariette Sineau et Évelyne Tardy, *Droits des femmes*.

découlant du régime matrimonial » et qu'elle « peut exercer une profession distincte de celle de son mari »¹⁰⁶. De la même manière que l'impact de l'adoption des MWPLs « transcended marital status » et touche, plus largement, à la place de toutes les femmes dans les activités économiques¹⁰⁷, l'adoption du Bill 16 a certainement été favorable à l'engagement des femmes, quel que soit leur statut matrimonial, dans les affaires. Le conservatisme du Code civil jusqu'à cette date ne semble cependant pas avoir réellement endigué la participation des Montréalaises mariées dans cette activité professionnelle.

Enfin, globalement, les femmes mariées et les veuves forment, ensemble, près de 60 % des entrepreneures montréalaises de 1920 à 1960. La principale interprétation de cette forte proportion de femmes mariées ou de veuves dans l'entrepreneuriat féminin que proposent les précédents travaux menés sur le sujet est la question de l'accessibilité des femmes au travail salarié. Deux idées sont très prégnantes jusqu'à la fin du XX^e siècle : le salariat est réservé aux jeunes femmes avant leur mariage, aux célibataires ou aux pères de famille alors que l'entrepreneuriat, à cause de sa souplesse d'organisation et la possibilité d'effectuer ce travail à domicile, peut mieux se conjuguer avec les charges domestiques¹⁰⁸. Cependant, à partir du milieu du XX^e siècle, les femmes mariées vont intégrer massivement le marché du travail salarié. Ainsi, si, en 1901, les célibataires forment 88 % des salariées canadiennes, ce groupe est composé, en 1971, de 60 % de femmes mariées¹⁰⁹. La main-d'œuvre féminine montréalaise est, aussi, initialement, un groupe majoritairement composé de femmes célibataires puisque celles-ci forment 73 % de l'ensemble en 1951. Cependant, dès 1961, ce taux diminue à 56 % (graphique 16). Ce phénomène est similaire à celui de l'ensemble de la province du Québec, tel que l'a documenté Francine Barry¹¹⁰.

¹⁰⁶ Bill 16 (1964), Articles 177 et 181 du Titre V : Du mariage, Chapitre VI : Des droits et des devoirs respectifs des époux. Dans Paul-André Crepeau et John E.C. Brirley, *Code civil – Civil Code*.

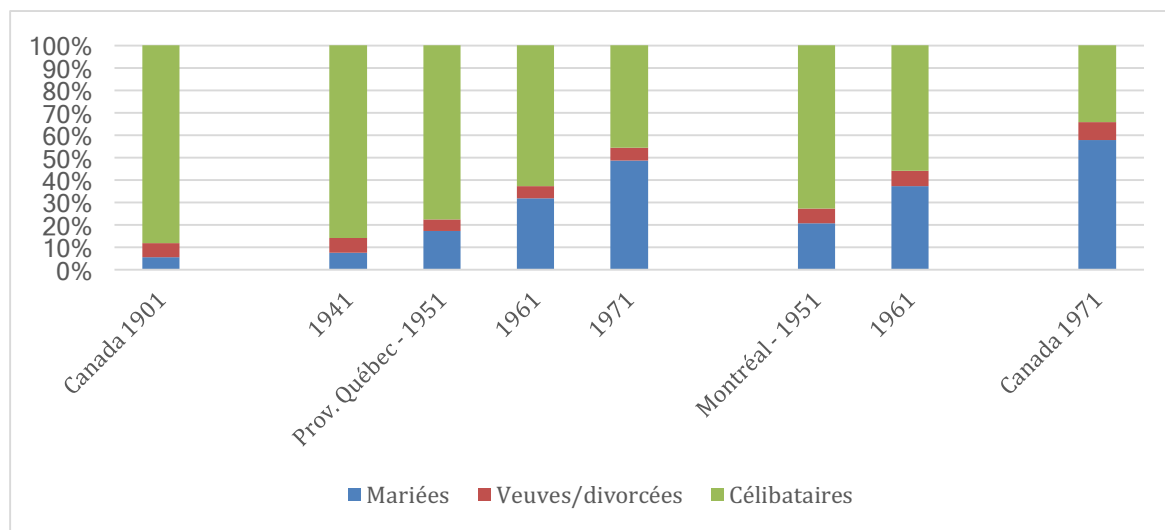
¹⁰⁷ Peter Baskerville, *A Silent Revolution*, pp. 238-239.

¹⁰⁸ Melanie Buddle, *The Business of Women : Gender*, p. 81; Peter Baskerville, *A Silent Revolution*, p. 205; Edith Sparks, *Capital Intentions*, p. 68; Susan Ingalls Lewis, *Unexceptional Women*, p. 27.

¹⁰⁹ Melanie Buddle, *ibid.*, p. 31.

¹¹⁰ Francine Barry, *Le travail de la femme*. Nous notons, par ailleurs, que ce changement est identique au niveau du Canada puisque le taux que représentent les célibataires dans l'ensemble de la main-d'œuvre féminine canadienne passe de 80 % en 1941 à 62 % en 1951 et 42 % en 1961. Cependant, comme le souligne Peter Baskerville, cette tendance peut aussi être simplement due aux différences de méthodes de recensements entre le début et la fin du siècle, d'où l'importance de notre critique des sources. Peter Baskerville, *A Silent Revolution*, p. 197.

Graphique 16. Répartition des membres de la population active féminine selon leur statut matrimonial, en pourcentage, Canada, Québec (province) et Montréal, 1921-1971



Sources : Recensements du Canada, 1901-1971¹¹¹

Dans son étude sur les femmes dans le monde du salariat dans la province de Québec entre 1940 et 1970, cette chercheuse soutient que ces trois décennies sont marquées non seulement par un accroissement du total des salariées dans la main d'œuvre, mais surtout par une transformation des caractéristiques principales de la travailleuse type : « la célibataire de moins de 30 ans ne représente plus désormais le seul profil de la travailleuse ; un nouveau type s'implante au cours de la période : la femme mariée d'âge moyen et d'âge mûr »¹¹². Elle relève en effet que « la proportion de femmes mariées dans la main-d'œuvre est passée de 7,55 % à 48,78 % entre 1941 et 1971, augmentation de 41,23 points qui se fait presque exclusivement aux dépens de la classe des célibataires » et qui est plus perceptible chez les ouvrières que dans les professions libérales et techniques¹¹³. Ce changement de profil de la travailleuse québécoise est la conséquence de différents facteurs, tels que la guerre, la réduction de la semaine et de la journée de travail, l'évolution de la technologie ménagère, la mise en marché de repas préparés et de

¹¹¹ Les données relatives au Canada sont tirées de la thèse de Melanie Buddle, *The Business of Women : Gender*.

¹¹² Francine Barry, *Le travail de la femme*, p. 14.

¹¹³ *Ibid.*, p. 19 et 21.

vêtements d'entretien facile, la disparition progressive des obstacles moraux et sociaux au travail des femmes, le prolongement de leur scolarité ou encore l'avènement de la société de consommation qui exige un double salaire. Cette ouverture du marché de l'emploi salarié aux femmes mariées à partir du milieu du XX^e siècle au Québec telle que documentée par Francine Barry pourrait donc être mise en relation — toute proportion gardée —, avec la diminution, à partir de cette même date, du nombre total de femmes d'affaires montréalaises, qui sont en majorité mariées.

En revanche, comme le soulignent Pierre Collerette et Paul G. Aubry, à la fin du XX^e siècle, les Québécoises — comme les Québécois — qui se lancent en affaires le font pour répondre à une « volonté d'être sa propre patronne », à un « souci d'être autonome financièrement » et à une « intention de se valoriser personnellement »¹¹⁴. Les éléments déclencheurs, chez les unes comme chez les autres, sont principalement l'opportunité, la disponibilité en termes de temps, l'insatisfaction au travail¹¹⁵. Hélène Lee-Gosselin et Monica Belcourt y ajoutent le souci de trouver un équilibre entre le travail et la vie privée¹¹⁶. Autrement dit, se lancer en affaires, pour les femmes comme pour les hommes, apparaît principalement comme une alternative à un travail salarié insatisfaisant¹¹⁷. Ce phénomène peut être mis en parallèle avec la hausse de l'entrepreneuriat en période de crise (chapitre 3). Si cette tendance dans les années 1930 est, comme nous l'avons montré, le fait du groupe des femmes, il est envisageable de le percevoir également comme, principalement, le fait des femmes mariées.

Par ailleurs, à la fin du XIX^e siècle, à Albany, les femmes célibataires sont principalement concentrées dans le secteur du vêtement alors qu'au contraire, l'épicière est plus souvent mariée ou veuve¹¹⁸. En effet, 56 % de l'ensemble des femmes d'affaires célibataires de cette ville sont des femmes actives dans le domaine du vêtement et 65 % des femmes d'affaires actives dans ce même domaine sont célibataires¹¹⁹. Il en est de

¹¹⁴ Pierre Collerette et Paul G. Aubry, *Femmes et hommes d'affaires*, p. 59.

¹¹⁵ *Ibid.*

¹¹⁶ Hélène Lee-Gosselin et Monica Belcourt, « Les femmes entrepreneures », pp. 56-88, p. 61.

¹¹⁷ Pierre Collerette et Paul G. Aubry, *Femmes et hommes d'affaires*, p. 59.

¹¹⁸ Susan Ingalls Lewis, *Unexceptional Women*, pp. 42-43.

¹¹⁹ *Ibid.*

même à Boston où à la même période, entre 38,4 % et 46,3 % de l'ensemble des modistes et des stylistes sont célibataires¹²⁰. Pour la ville de Québec au tournant du XX^e siècle, André Roy met également en exergue le fait que les femmes mariées « se spécialisent tout particulièrement dans le commerce de détail et le vêtement (modistes) », les célibataires le font « dans le vêtement » et les veuves « dans le commerce de détail, surtout l'épicerie »¹²¹. À Montréal, entre 1920 et 1940, sur le total des 73 commerçantes dans le domaine de l'alimentation pour lesquelles elle a retrouvé le statut matrimonial, Sylvie Taschereau compte, dans un sens similaire, 32 veuves (44 %), 17 célibataires (23 %) et 24 femmes mariées (33 %) ¹²².

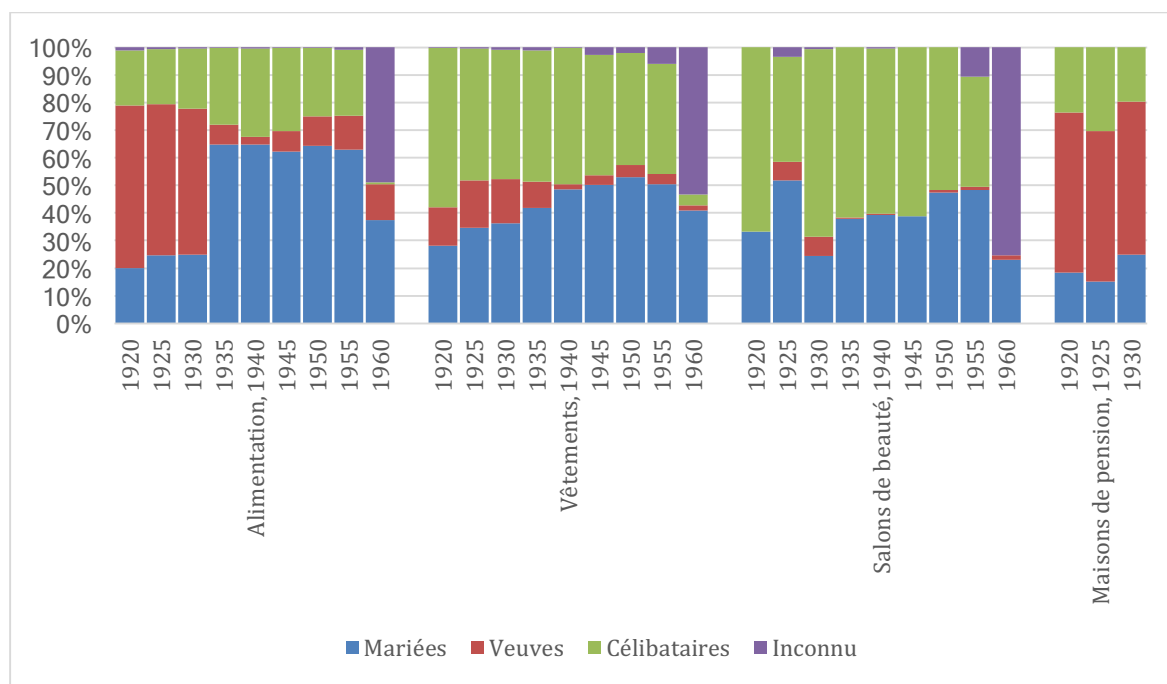
Selon la répartition de l'ensemble des femmes propriétaires de commerces de détail et d'établissements de services à Montréal entre 1920 et 1960 (graphique 17), le commerce d'alimentation est majoritairement le lot de femmes mariées ou de veuves, les commerces de vêtements et les salons de beauté celui des femmes célibataires et les maisons de pension celui des veuves. Plus précisément, les femmes mariées et les veuves forment entre 79 % (1920) et 75 % (1955) des femmes propriétaires de commerces d'alimentation. Si les veuves y sont majoritaires pendant la première décennie (soit plus de 55 % de 1920 à 1930), les femmes mariées prennent le relais après 1935. Ensemble, les femmes mariées et les veuves ne forment, au contraire, — avec une très large majorité de femmes mariées — qu'entre 42 % (1920) et 54 % (1955) des femmes propriétaires de commerces de « vêtements » et entre 33 % (1920) et 50 % (1955) des femmes propriétaires de « salons de beauté ». Les veuves, quant à elles, représentent plus de 55 % des femmes propriétaires de « maisons de pension ». Autrement dit, près de la moitié des entrepreneures mariées sont propriétaires d'un commerce d'alimentation et le tiers d'entre elles le sont d'une boutique de vêtement (graphique 18). Les veuves, en revanche, sont très largement (entre 70 et 90 % respectivement en 1935 et 1960) propriétaires d'un commerce d'alimentation tandis que les célibataires sont plus fortement concentrées dans les domaines du vêtement et des salons de beauté (entre 60 et 80 % respectivement en 1945 et 1960).

¹²⁰ Edith Sparks, *Capital Intentions*, p. 32.

¹²¹ André Roy, *La faillite, le commerce et le crédit*, p. 137.,

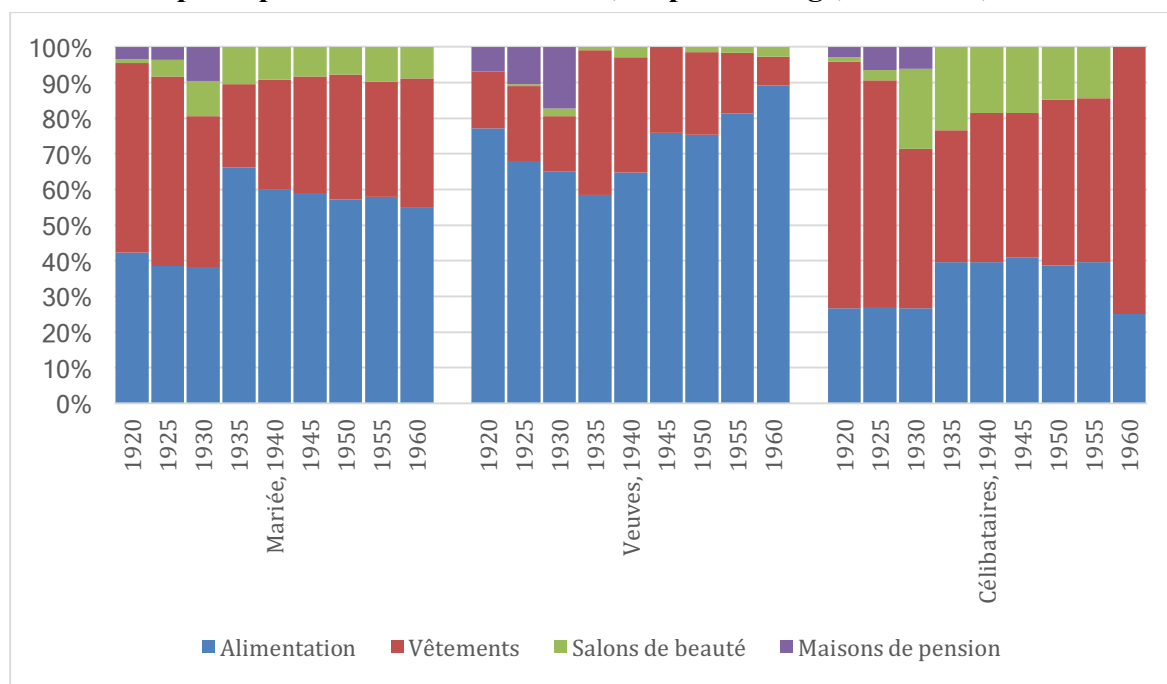
¹²² Sylvie Taschereau, *Les petits commerçants de l'alimentation*, p. 241.

Graphique 17. Répartition des femmes propriétaires selon leur statut matrimonial et selon les domaines d'activités privilégiés par elles, en pourcentage, Montréal, 1920-1960



Sources : *Annuaire Lovell 1920-1960*

Graphique 18. Répartition des femmes propriétaires selon leur statut matrimonial et selon les principaux domaines d'activités, en pourcentage, Montréal, 1920-1960



Sources : *Annuaire Lovell 1920-1960*

Cette concentration des unes et des autres dans des types de commerces particuliers peut s'expliquer par les exigences de la mise sur pied de chaque genre d'entreprises. En effet, le domaine de l'alimentation — dont les épiceries, les comptoirs à tabac ou les magasins généraux —, comme celui des maisons de pension, peut avoir donné aux femmes mariées et aux veuves la possibilité de combler un salaire masculin manquant, sans qu'il leur soit nécessaire de disposer d'une mise de fonds importante. Les femmes qui se lancent dans ce genre d'échanges marchands peuvent l'avoir fait soit en reprenant la boutique du mari défaillant, absent ou disparu, soit en en ouvrant une nouvelle pour assurer la survie familiale en cas de manque d'un revenu marital. Comme l'indique Edith Sparks,

Why San Francisco businesswomen started businesses, therefore, has much more to do with the factors pushing women into proprietorship than it does with the popularized, romantic pull of entrepreneurship. The city's businesswomen were problem solvers who turned to economic enterprise to support themselves and their families because it allowed them to combine their domestic responsibilities with economic opportunity¹²³.

Au contraire, les secteurs du vêtement (vente de vêtements, couturières et modistes) ou des salons de beauté qui rassemblent davantage les entrepreneures célibataires exigent une formation spécifique ou un capital plus important. Il est moins probable que les femmes qui s'y sont lancées l'aient fait dans le seul objectif de boucler des fins de mois difficiles. Comme le souligne Wendy Gamber,

unlike women who kept fancy food shops and crockery stores, milliners and dressmakers laid claim to a much older craft tradition, a fact that helped to ensure that their entrepreneurial endeavours reflected not sudden calamity – the death of a male provider or an unexpected change in family fortunes – but calculated strategy. Women without prior experience might become retailers of prefabricated merchandise, but inexperienced modistes could not simply start a business; those who tried usually failed¹²⁴.

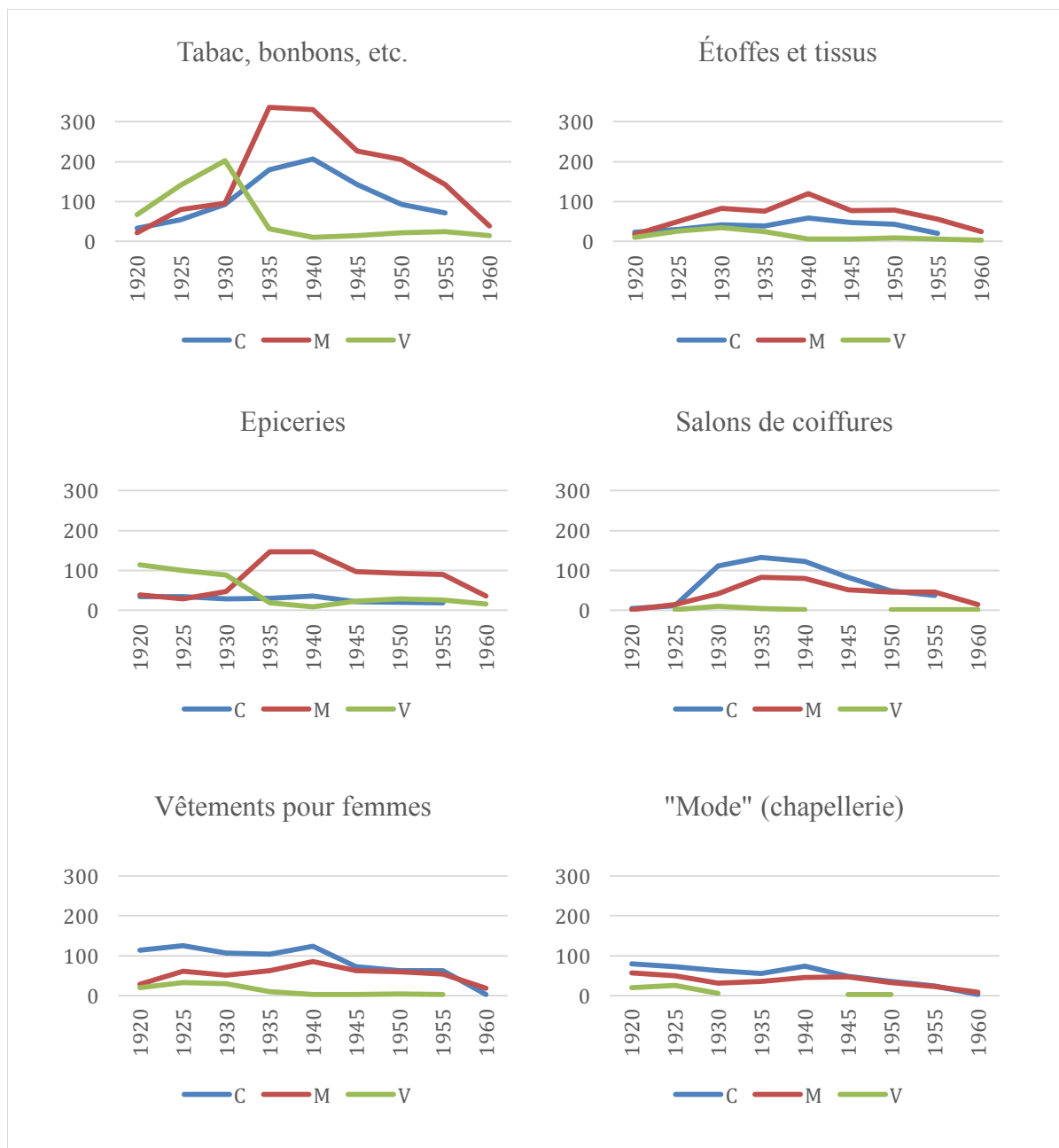
La répartition plus précise des femmes selon leur statut matrimonial dans chacun des principaux types de commerces de détail ou de services qu'elles occupent (graphique 19) illustre les dynamiques étudiées par Edith Sparks et Wendy Gamber et indique qu'elles ont aussi lieu à Montréal entre 1920 et 1960. En effet, les commerces dits de « tabac, bonbons, etc. » sont le type de commerces qui compte le plus grand nombre d'entrepreneures et qui détermine en grande partie la croissance et la décroissance de

¹²³ Edith Sparks, *Capital Intentions*, p. 57.

¹²⁴ Wendy Gamber, *The Female Economy*, p. 30.

l'ensemble du groupe avec l'année 1940 comme date charnière (chapitre 3). Or, il est majoritairement le lot des entrepreneures mariées. Ce genre d'entreprise pourrait donc, en effet, être mis en place pour assurer un revenu familial, comme l'explique Édith Sparks. Il en est de même pour les commerces de vente d'étoffes et de tissus et les épiceries. Notons que si le total de commerces de vente de « tabac, bonbons, etc. » tenus par des célibataires augmente également entre 1920 et 1940 et diminue par la suite, cette courbe est aussi perceptible dans le domaine des salons de coiffure que domine ce groupe d'entrepreneures. Ainsi donc, si les femmes mariées se sont concentrées dans le premier type de commerce ou dans les épiceries très souvent pour survivre en l'absence d'un salaire masculin, les célibataires semblent aussi avoir choisi d'ouvrir des salons de coiffure pour survivre aux années difficiles. Est-ce parce que la beauté serait davantage associée à la jeunesse et que les célibataires étaient plus au fait des changements de mode en la matière ? Est-ce du fait que ces salons exigent des compétences, du temps et un capital de départ plus important dont moins de femmes mariées disposent que de célibataires ? Est-ce du fait de l'acceptation sociale plus large de ce genre d'activités pour les célibataires que pour les femmes mariées ? La combinaison de l'ensemble de ces phénomènes explique, sans doute, cet état de fait.

Graphique 19. Répartition des femmes propriétaires selon leur statut matrimonial et les principaux types de commerces de détail et d'établissements de services, Montréal, 1920-1960



Sources : Annuaire Lovell 1920-1960

Dernier point à souligner au sujet du statut matrimonial des femmes propriétaires : les célibataires forment aussi le groupe dominant dans les deux domaines où le nombre de commerces dont les femmes sont propriétaires diminue tout au long de la période — soit les boutiques de vente de vêtements pour femmes (y compris les couturières) et de chapeaux (autrement dit les activités des « modistes »). Comme l'explique Wendy Gamber,

si ces deux domaines comptent sans doute certaines femmes qui sont simplement vendeuses de produits préfabriqués et qui peuvent s'être lancé dans l'entrepreneuriat du fait d'une tragédie familiale, ils comptent aussi, et davantage que les autres types de commerces, des artisanes qui assument la vente des produits qu'elles réalisent selon les termes d'une réelle stratégie commerciale¹²⁵. Dans cette perspective, la diminution de leur nombre apparaît moins comme une conséquence d'une soudaine accalmie économique qui assure des emplois salariés, que comme celle de la poursuite d'une transformation structurelle de ces domaines, avec la disparition des couturières et modistes indépendantes au profit du prêt-à-porter et des marchands en gros.

4.2. La répartition géographique de leurs entreprises

En 1935, les commerces enregistrés au nom d'une femme dans les annuaires de commerces *Lovell* sont principalement répartis dans les quartiers de l'est de la ville et dans les faubourgs du Sud-Ouest (carte 1). À cette date, ces quartiers sont à très large majorité canadienne-française, excepté le sud de Rosemont et la banlieue proche de Verdun qui sont aussi partiellement occupés par une population d'origine britannique¹²⁶. Ils sont, par ailleurs, densément peuplés, majoritairement par des ouvriers¹²⁷. Ainsi, les quartiers du Sud-Ouest¹²⁸ et la ville de Verdun sont caractérisés par une population ouvrière à revenus relativement modestes et dépendante de l'activité des nombreuses industries installées le long du canal de Lachine. Le « Faubourg » est également un espace fortement industrialisé avec une population plutôt pauvre, composée notamment « des journaliers, des débardeurs et autres ouvriers non qualifiés, des employés, mêlés à de tout petits commerçants, épiciers, dépanneurs, barbiers, cordonniers et à quelques manufacturiers qui n'ont de l'état

¹²⁵ *Ibid.*

¹²⁶ Paul-André Linteau, *Histoire de Montréal*, p. 319; Raoul Blanchard, *Montréal. Esquisse de géographie urbaine, édition préparée et présentée par Gilles Sénécal*, Montréal, VLB éditeur, 1992 [1947]; Michèle Benoit et Roger Gratton, *Pignon sur rue. Les quartiers de Montréal*, Montréal, Guérin, 1991; Pierre Droully, *L'espace social de Montréal, 1951-1991*, Montréal, Septentrion, 1996.

¹²⁷ Raoul Blanchard, *ibid.*

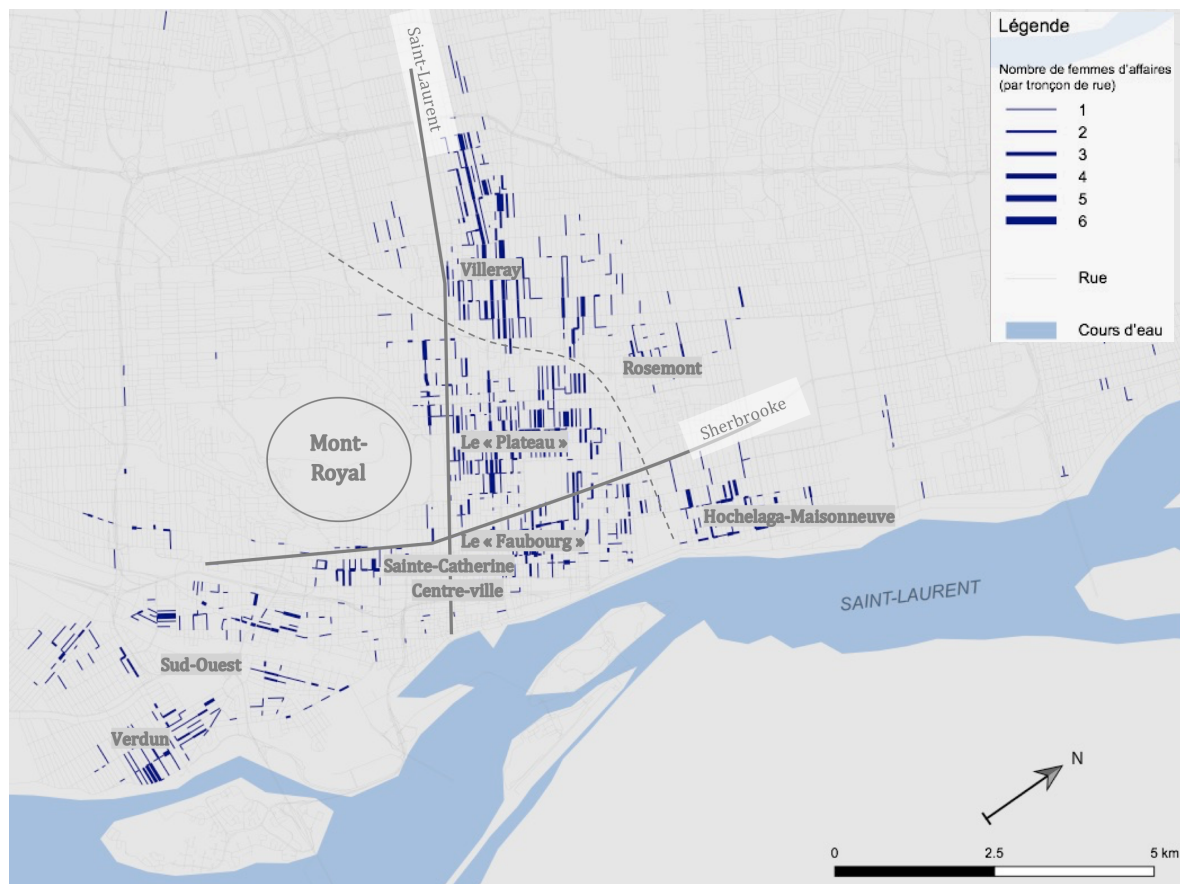
¹²⁸ Les quartiers du Griffintown, Victoriatown, Pointe-Saint-Charles, Saint-Henri, Sainte-Cunégonde, Sainte-Anne et Saint-Gabriel.

que le nom»¹²⁹. Il en est de même pour Hochelaga et Maisonneuve, celui-ci étant davantage habité par des ouvriers qualifiés et employés du secteur des services. Plus au nord, le « Plateau » est un quartier densément peuplé où se côtoient ouvriers qualifiés, employés et petits bourgeois qui travaillent dans d'autres secteurs de la ville. Au nord du chemin de fer, Villeray est également un espace résidentiel dont la population profite du développement du transport public pour y vivre tout en travaillant plus au sud de l'île. Enfin, à l'est, Rosemont est surtout développé autour des usines Angus. Ces différents quartiers, comme l'ensemble de la ville, sont fortement touchés par la crise économique des années trente qui affecte tout particulièrement les ouvriers des transports et des manufactures et par ricochet, les petitEs commerçantEs¹³⁰.

¹²⁹ Lucia Ferretti, *La société paroissiale au milieu urbain : Saint-Pierre-Apôtre de Montréal, 1848-1930*, Thèse de Ph.D., Montréal, Université du Québec à Montréal, 1990, p. 419. citée dans Paul-André Linteau, *Histoire de Montréal*, p. 361..

¹³⁰ Rappelons que pendant les années les plus dures de cette décennie, le chômage touche près du quart, voire la moitié de la main-d'œuvre montréalaise (Paul-André Linteau, *ibid.*, p. 375.).

Carte 1. Répartition géographique des commerces enregistrés au nom d'une femme, Montréal, 1935¹³¹



Sources : *Annuaire de commerce Lovell, 1935*

Pendant cette période, ce sont dans ces quartiers que, proportionnellement à la population qu'elles desservent, les épiceries indépendantes sont les plus nombreuses. Ce sont, en effet, comme le souligne Sylvie Taschereau, les zones où se retrouvent moins de 1000 résidents par boucherie indépendante et moins de 500 résidents par épicerie indépendante¹³². Ces quartiers sont d'ailleurs également des espaces négligés par les

¹³¹ Pour la réalisation de cette carte, nous avons pu situer 1272 commerces en 1935, ce qui représente 82% du total des commerces relevés dans l'annuaire *Lovell* de cette année-là. Pour 1930, le taux de représentativité était de 76%, sans doute en raison du fait que l'homogénéisation des rues ne se termine qu'en 1931. Les points cardinaux utilisés couramment dans la géographie de Montréal ne correspondent pas aux points cardinaux magnétiques. Le « nord » de la ville correspond en réalité à l'ouest magnétique, le « sud » à l'est. Dans notre texte, nous utilisons ces points cardinaux imposés par l'usage. Il nous paraît, par ailleurs, important d'insister ici sur la fragilité de nos données. Les noms, officiels et officieux, des rues et des quartiers changent au fil du temps et il est extrêmement difficile de retrouver les noms exacts de chacun de ces espaces. Nous avons de ce fait opté pour situer les commerces sur une carte récente et d'utiliser la dénomination « générale » des quartiers, notamment indiquée dans l'ouvrage de *ibid.*, pp. 356-357.

¹³² Sylvie Taschereau, *Les petits commerçants de l'alimentation*, p. 117.

succursales de chaînes de supermarchés qui préfèrent l'ouest de la ville, ce qui, selon Sylvie Taschereau, « traduit l'appréciation que les milieux d'affaires font de la clientèle qui habite ces ensembles de rues au cours des années 1920 et 1930 »¹³³. En effet, dans l'entre-deux-guerres, les ouvriers qui résident dans les quartiers Hochelaga et Saint-Henri, notamment, ne disposent pas de salaires assez réguliers pour pouvoir répondre à l'exigence des grandes chaînes de payer comptant et préfèrent les crédits accordés par les petits commerces au détail. En 1939, Jean Delage, dans son étude sur le commerce de détail, précise qu'« à Montréal, on trouve dans presque chaque quartier, le magasin de bonbon, journaux et revues, le restaurant, le magasin de tabac, l'épicerie, la boucherie, la quincaillerie, la pharmacie, l'orfèvrerie, le magasin de chaussure, le marchand d'automobiles, la taverne, le poste de ravitaillement en huile et essence ainsi que le garagiste et son atelier de réparation »¹³⁴. Selon lui, ces commerces distribuent des biens « standards vendus à prix uniforme et la dépense de la part du client porte sur de petits montants souvent répétés »¹³⁵. Il en compte entre 250 et 500 par quartier, excepté Saint-Georges et Verdun qui en compteraient respectivement 1129 et 749 et Lafontaine et Mont-Royal qui n'en auraient que moins de 100. En revanche, les autres types de commerces (comme les magasins de vêtements pour hommes, femmes, enfants, de tissus, de meubles, d'appareils et fournitures de maison, de radios et musique, de charbon, de jouets, de fleurs ou les librairies) « se prêtent beaucoup plus, en règle générale, à la concentration géographique » du fait d'un roulement de stock plus lent et de « l'importance des achats en perspective [qui] suffit amplement à motiver le déplacement auquel s'oblige et consent la clientèle »¹³⁶.

Si Jean Delage et Sylvie Taschereau insistent surtout sur la répartition du petit commerce selon les différents quartiers de Montréal, nous pouvons également nous interroger sur leur répartition selon leur installation dans les grandes rues commerçantes ou dans les petites rues adjacentes. Or, en ce qui concerne les commerces que nous étudions ici, ils se situent davantage sur les rues adjacentes que sur les grandes artères commerciales de la ville (Papineau, Saint-Hubert, Saint-Denis, Saint-Laurent, Mont-Royal Est, Notre-

¹³³ *Ibid.*, p. 112.

¹³⁴ Jean Delage, « Analyse », p. 78.

¹³⁵ *Ibid.*

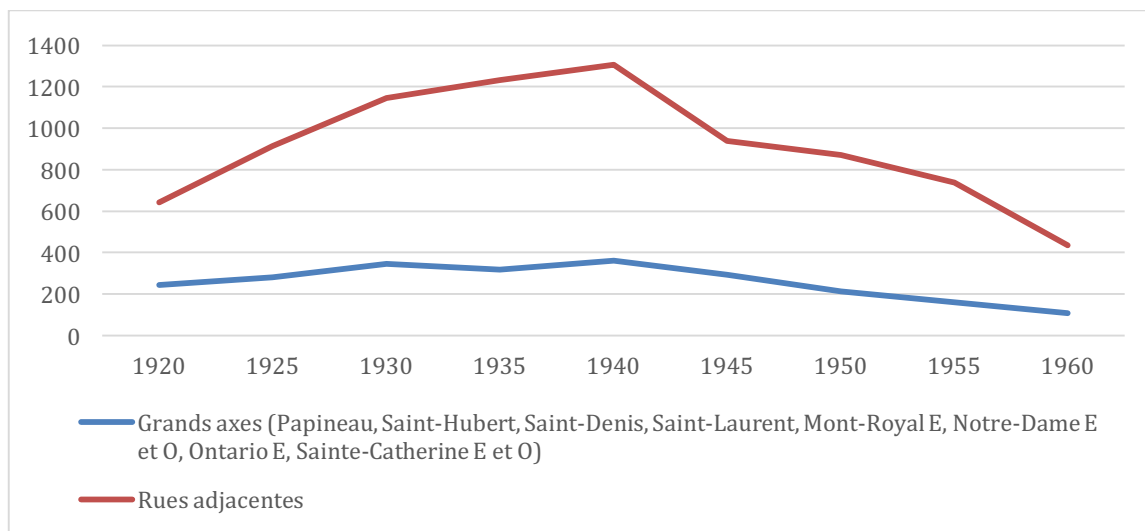
¹³⁶ *Ibid.*

Dame Est et Ouest, Ontario Est et Sainte-Catherine Est et Ouest - graphique 20)¹³⁷. Il apparaît, de plus, que les commerces installés sur les rues adjacentes participent le plus à la croissance de l'ensemble des commerces féminins jusqu'en 1940 et à sa décroissance après cette date, ce qui laisse croire à leur appartenance au domaine de l'alimentation (chapitre 3). Le nombre de commerces installés sur les grandes avenues commerçantes reste, au contraire, relativement constant durant toute la période et ne connaît de déclin qu'à partir de 1950. Il s'agit alors principalement des commerces de vêtements, les salons de beauté, les fleuristes et les boutiques appartenant à la catégorie « autres ». Le domaine de l'alimentation ne forme qu'une forte proportion (27 %) de l'ensemble de ces commerces qu'en 1935 et 1940. Les autres types de commerces qui, ensemble, forment moins de la moitié des commerces examinés durant toute la période représentent, au contraire, entre 70 et 90 % de ceux qui sont situés sur les grandes artères commerçantes comme Saint-Catherine, Saint-Denis et Saint-Hubert (graphique 21)¹³⁸. Autrement dit, les tenancières de boutiques de « tabacs, bonbons, etc. », d'épiceries, de magasins généraux ou de petits restaurants sont installées sur les petites rues adjacentes alors que les couturières, modistes, fleuristes, vendeuses de vêtements pour femmes et coiffeuses sont installées sur les grandes artères. Ainsi donc, les résultats obtenus selon ce critère de l'importance de la rue sur laquelle est installée la boutique des entrepreneures recensées rejoignent les constats de Jean Delage relativement à la clientèle locale des premiers types de commerce de détail et plus large des seconds. Nous en concluons, de plus, que ces dernières sont donc visibles à une plus grande échelle dans l'espace public et possiblement plus associées à la dynamique commerciale de la ville. Elles ne sont, cependant, qu'une très petite minorité par rapport au total des commerces de la ville, mais aussi du total des commerces dont les femmes sont propriétaires, autant dire des « exceptions d'exceptions ».

¹³⁷ Paul-André Linteau, *Histoire de Montréal*, p. 306; Paul-André Linteau et al., *La rue Sainte-Catherine : au coeur de la vie montréalaise*, Montréal, Pointe-à-Callière, musée d'archéologie et d'histoire de Montréal, 2010; Daniel Charbonneau, *L'émergence d'une artère commerciale : la rue Saint-Catherine de Montréal, 1870-1913*, Mémoire de M.A (Histoire), Montréal, Université du Québec à Montréal, 2006.

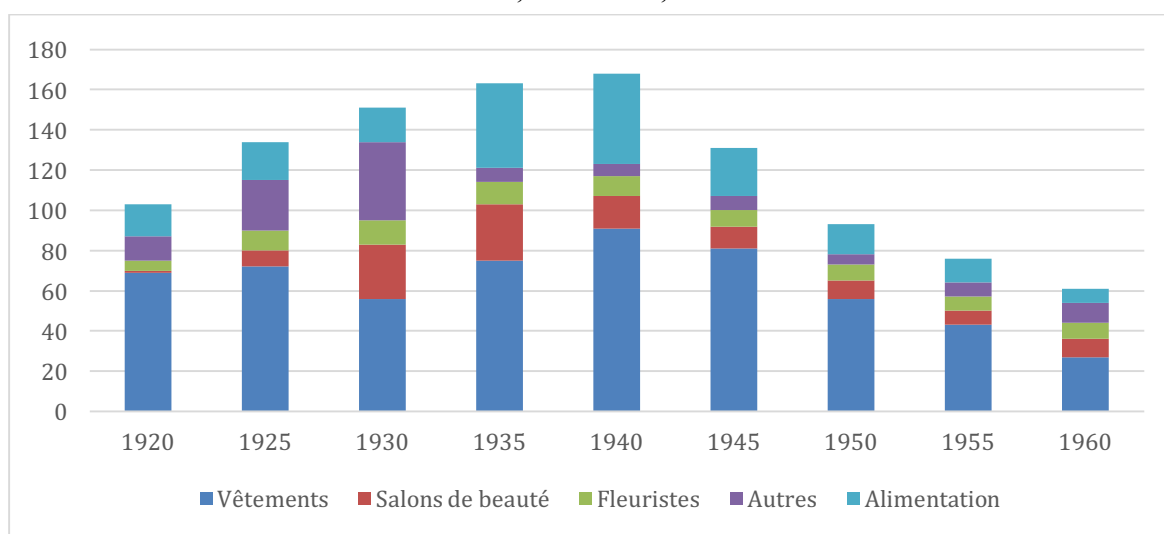
¹³⁸ Ces trois axes sont ceux qui comptent le plus grand nombre de commerces dont une femme est propriétaire.

Graphique 20. Répartition des commerces appartenant à une femme, selon leur situation sur de grands axes commerciaux ou dans les rues adjacentes, Montréal, 1920-1960



Sources : Annuaire Lovell de Montréal et sa banlieue, John Lovell & Son Limited, Montréal, 1920-1960

Graphique 21. Répartition des commerces appartenant à une femme et situés sur les rues Sainte-Catherine, Saint-Denis et Saint-Hubert, selon les principaux domaines d'activités, Montréal, 1920-1960



Sources : Annuaire Lovell de Montréal et sa banlieue, John Lovell & Son Limited, Montréal, 1920-1960

Après la Seconde Guerre mondiale, en revanche, et plus encore dans les années cinquante et soixante, Montréal vit une hausse généralisée du niveau de vie de l'ensemble de sa population, un mouvement de désindustrialisation et de suburbanisation et l'avènement des grands centres d'achat dans les banlieues qui prennent le relais des petits

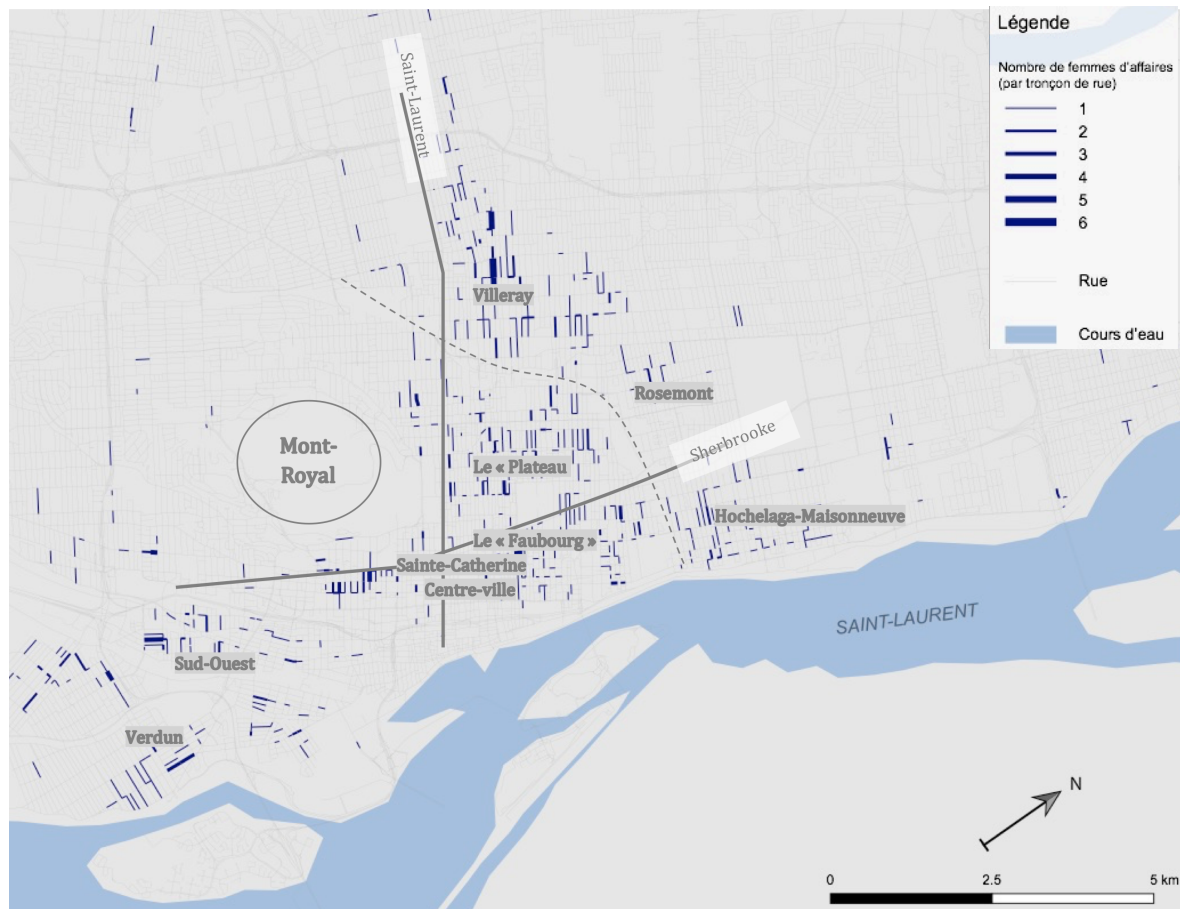
commerces de proximité¹³⁹. Ces éléments expliquent sans doute les raisons pour lesquelles, en 1955, les commerces enregistrés au nom d'une femme dans les annuaires sont beaucoup moins nombreux et saupoudrés dans l'ensemble des mêmes quartiers (carte 2). Le nombre de ceux installés sur les rues adjacentes diminue indéniablement tandis que ceux situés sur les grands axes connaissent une réduction de leur nombre relativement moins radicale (graphique 20). Sur ces grandes rues, cette diminution est surtout perceptible chez les commerçantes du domaine de l'alimentation et chez les tenancières de salons de beauté (graphique 21).

Le déficit d'études exhaustives sur les transformations de la répartition des petits commerces dans l'espace montréalais du XX^e siècle nous empêche de conclure à l'exacte similitude entre les tendances constatées ici et celles qui pourraient être relevées pour l'ensemble des commerces dont ceux dont des hommes sont propriétaires. De plus, vu l'objet spécifique de notre étude, nous n'avons pas nous-mêmes fait l'exercice de retracer l'ensemble des adresses postales des commerces montréalais (ni même un échantillon). Cependant, selon les constats relevés et les repères indiqués par Sylvie Taschereau et Jean Delage pour la première moitié du XX^e siècle, il est fort probable que la situation géographique des uns et des autres et ses transformations soient similaires pour la seconde moitié du siècle. Mentionnons également que l'étude menée par Jean-Pierre Grimmeau et Benjamin Wayens sur la situation bruxelloise met en exergue une disparition tout aussi inégalitaire des petits commerces selon le type de rues. Ils constatent également qu'entre 1950 et 1997, « le commerce s'est bien maintenu sur les voiries principales et a disparu des rues latérales ou parallèles »¹⁴⁰. Bien que ce constat soit énoncé pour l'ensemble des petits commerces de Bruxelles, il rejoint celui que nous faisons pour les commerçantes montréalaises et, fort probablement, celui qui pourrait être fait pour tous les établissements de commerce de détail de Montréal.

¹³⁹ Paul-André Linteau, *Histoire de Montréal*, pp. 447, 499 et 452.

¹⁴⁰ Jean-Pierre Grimmeau et Benjamin Wayens, *Les causes de la disparition des petits commerces (1945-2015)*, Bruxelles, Centre de recherche et d'information socio-politiques, 2016, p. 22.

Carte 2. Répartition géographique des commerces enregistrés au nom d'une femme, Montréal, 1955¹⁴¹



Sources : Annuaire de commerce Lovell, 1955

4.3. La longévité de leurs entreprises

À la fin des années 1980, Collerette et Aubry constatent que

la majorité des femmes d'affaires sont impliquées dans des entreprises relativement jeunes. Seulement 41 % participent à la propriété d'une entreprise de plus de dix ans alors que 38 % d'entre elles participent à une entreprise de

¹⁴¹ Pour la réalisation de cette carte, nous avons pu situer 764 commerces en 1955, ce qui représente près de 83 % du total des commerces relevés dans l'annuaire *Lovell* de cette année-là. Notre choix de traiter les données de 1955 et non pas de 1960 provient des différences notables de référencement des commerces entre les annuaires de 1955 et 1960 qui rendent les données pour la première année plus complètes que pour la seconde. Il nous paraît également crucial d'insister ici sur la fragilité de nos données mise en évidence pour la carte 1 (1935).

moins de cinq ans [et que] 52 % des femmes d'affaires de l'échantillon sont propriétaires de leur entreprise depuis 1981 ou après¹⁴².

En revanche, 25 % seulement des hommes possèdent une entreprise de 5 ans et moins, 20 % sont propriétaires d'une entreprise en activité depuis 6 à 9 ans et 55 %, contre 41 % pour les femmes, d'une entreprise âgée de 10 ans et plus¹⁴³. Les entreprises gérées par des femmes sont donc globalement plus jeunes que celles des hommes. Par conséquent, le chiffre d'affaires des femmes est moins élevé que celui des hommes¹⁴⁴. En revanche, le nombre d'employéEs, lui, serait assez similaire entre les deux groupes d'employeurEs¹⁴⁵. *In fine*, même si « la très grande majorité des entrepreneurs [hommes et femmes] œuvrent dans la petite et moyenne entreprise (PME) et un grand nombre œuvre dans de petites entreprises », les femmes « sont plus concentrées dans la petite entreprise que les hommes »¹⁴⁶. Cette réalité serait, selon Collerette et Aubry, le témoin de la croissance de l'intérêt qu'ont porté les femmes aux affaires depuis le début des années 1980¹⁴⁷. Ils indiquent, pour le prouver, que « près du deux tiers des 917 femmes qui ont composé l'échantillon de 1986 (63 %) s'intéressent aux affaires depuis 1976 ou moins et 37 % s'y intéressent depuis 1981 ou moins »¹⁴⁸. Cependant, l'élément qui échappe aux auteurs est le fait que, comme l'âge moyen des femmes d'affaires de l'échantillon étudié était de 37 ans et que presque la moitié (41 %) avaient moins de 35 ans, une grande majorité d'entre elles ne pouvaient pas s'être intéressées aux affaires avant 1976. À cette date, elles n'avaient pas 25 ans. Ce constat de la jeunesse des entreprises possédées par des femmes est également partagé par Lee-Gosselin et Belcourt selon qui 40 % de ces entreprises ont cinq ans ou moins¹⁴⁹. Ce phénomène, combiné au manque d'expérience antérieure, au « désir de la propriétaire-dirigeante de garder l'entreprise petite », et très certainement au secteur d'activités, expliquerait la petite taille des entreprises dirigées par des femmes¹⁵⁰.

¹⁴² Pierre Collerette et Paul G. Aubry, *Femmes et hommes d'affaires*, p. 40.

¹⁴³ *Ibid.*

¹⁴⁴ *Ibid.*, p. 135.

¹⁴⁵ *Ibid.*

¹⁴⁶ *Ibid.*

¹⁴⁷ *Ibid.*, p. 112.

¹⁴⁸ *Ibid.*, p. 57.

¹⁴⁹ Hélène Lee-Gosselin et Monica Belcourt, « Les femmes entrepreneures », pp. 56-88, pp. 65-68.

¹⁵⁰ *Ibid.*

Notre analyse montre que la jeunesse des entreprises détenues par des femmes n'est pas propre aux années 1980. Déjà au début du siècle à Québec, les commerçantes étudiées par André Roy le restent en moyenne 4 à 7 ans, seuls 7 % d'entre elles exerçant cette activité plus de 15 ans¹⁵¹. Le recensement du Canada de 1931 indique que 72,6 % de l'ensemble des commerces de détail actifs à cette date dans l'ensemble du pays ont une longévité de 11 ans ou moins, un pourcentage qui grimpe à 73,78 pour la province du Québec¹⁵². De manière similaire, le recensement du Canada de 1941 indique que du total des commerces de détail canadiens, 71,7 % ont été ouverts pendant la période 1930-1941 alors que seuls 26 % des établissements de service faisant affaire en 1941 étaient exploités dans la même localité et par le même propriétaire en 1929¹⁵³. La longévité moyenne des commerces de détail et des établissements de services canadiens est donc évaluée à 8,8 années pour les premiers et à 8,5 années pour les seconds.

L'examen de la longévité des commerces enregistrés dans l'annuaire *Lovell* de 1940 permet de faire le même constat pour les Montréalaises tenant boutique pendant la première moitié du XX^e siècle (tableau 1)¹⁵⁴. Sur les 1667 commerces et établissements de services retracés dans l'annuaire de cette année-là, 49 % n'apparaissent ni dans l'annuaire de 1935 ni dans celui de 1945 : ils ont donc eu une durée de vie maximale de 8 ans¹⁵⁵. De ce même total, 21,2 % sont présents soit dans l'annuaire de 1935, soit dans celui de 1945 et ont donc eu une longévité de 5 à 13 ans¹⁵⁶. Ce qui signifie qu'environ 70 % des commerces actifs en 1940 ont eu moins de 13 ans d'existence. Ceci est comparable aux constats

¹⁵¹ André Roy, *La faillite, le commerce et le crédit*, pp. 72-73.

¹⁵² Recensement Canada, 1931, Commerce de détail, p 76 (Tableau 15, Continuité de propriété).

¹⁵³ Recensement Canada, 1941, Vol X, Établissements de commerce et services, p lxxix et Recensement 1941, Vol XI, Commerce de gros et de services, Section II, Commerce de service, pp. 404 et 405.

¹⁵⁴ Le choix de cette date se justifie par le fait que c'est la seule année qui nous permet de calculer la longévité des entreprises de ce groupe de manière équivalente sur vingt ans, avant et après cette date. En effet, l'estimation a été effectuée par une comparaison systématique des mentions de commerces indiquées dans l'annuaire de commerces *Lovell* de 1940 au nom d'une femme avec celles des annuaires suivants et précédents. Ainsi donc, du total des mentions de l'annuaire de 1940, nous avons repéré celles qui étaient également présentes telles quelles (même nom, même adresse, même type de commerce) dans les annuaires de 1920, 25, 30, 35 ainsi que dans ceux de 1945, 50, 55 et 60.

¹⁵⁵ Il se peut, en effet, que ces commerces n'aient existé qu'en 1940 ou aient été créés en 1936 et fermés en 1944.

¹⁵⁶ Il se peut, en effet, que ces commerces aient été créés en 1931 et abandonnés en 1944 ou encore fondés en 1936 et clôturés en 1949.

relevés dans les recensements de 1931 et 1941 pour l'ensemble des commerces canadiens. Le caractère conjoncturel de la création ou de la reprise de ces commerces ne semble pas être fondamentalement différent lorsque ce sont des femmes qui sont à leur tête. La brièveté des commerces de détail et de services détenus par des femmes au cours des années 1920-1980 s'expliquerait donc principalement par les secteurs d'activités dans lesquels elles œuvrent majoritairement et dans lesquels peu d'entreprises résistent aux années. Nous pouvons donc affirmer, comme Sylvie Taschereau, que ces secteurs sont en « perpétuel renouvellement », ¹⁵⁷ et ce, quel que soit le sexe du propriétaire.

¹⁵⁷ Sylvie Taschereau, *Les petits commerçants de l'alimentation*, p. 7.

Tableau 1. Longévité des entreprises féminines enregistrées dans l'annuaire *Lovell* de 1940

Longévité	Date de première et dernière mention	Nombre de commerces	Pourcentage sur le total des commerces de l'annuaire de 1940
≤ 8 années	1940	810	49 %
5-13 années	1935-1940 1940-1945	354 148 206	21,2 %
10-18 années	1930-1940 1935-1945 1940-1950	206 42 74 90	12,2 %
15-23 années	1925-1940 1930-1945 1935-1950 1940-1955	144 19 22 42 61	8,6 %
20-28 années	1920-1940 1925-1945 1930-1950 1935-1955 1940-1960	93 7 11 14 36 25	5,5 %
25-33 années	1920-1945 1925-1950 1930-1955 1935-1960	36 3 8 8 17	2,1 %
30-38 années	1920-1950 1925-1955 1930-1960	14 6 2 6	0,8 %
35-43 années	1920-1955 1925-1960	7 4 3	0,4 %
> 40 années	1920-1960	3	0,2 %
Total des commerces de l'annuaire de 1940		1667	100 %

Sources : Annuaire Lovell de Montréal et sa banlieue, 1920-1960

Conclusion

Ce chapitre a permis d'apporter quelques éléments de réponse à la question de savoir qui sont les entrepreneures montréalaises durant la période 1920-1980. En ce qui concerne leur statut matrimonial, trois affirmations peuvent être énoncées. Premièrement, elles ne suivent pas majoritairement le modèle de la veuve soucieuse de s'assurer un revenu familial. En effet, si les veuves forment bien un groupe important sur le total des entrepreneures montréalaises jusqu'au milieu des années trente, les célibataires composent cependant 40 % de cet ensemble et les femmes mariées entre 25 et 30 %. En revanche, dès 1935, alors que les célibataires représentent toujours 40 % du total, la proportion de femmes mariées atteint les 50 % tandis que le nombre de veuves diminue très fortement. Deuxièmement, à Montréal les femmes mariées n'ont pas attendu d'obtenir la pleine capacité juridique en 1964 pour se lancer en affaires puisque leur présence dans l'entrepreneuriat montréalais est assez similaire à celle des femmes mariées dans l'ensemble canadien. Les contraintes juridiques du Code civil pour l'ensemble des femmes mariées ne les ont certainement pas aidées dans la gestion de leur entreprise. Cependant, l'exception des « marchandes publiques », qui, une fois autorisées par leur mari, obtenaient la pleine capacité juridique pour tous les actes liés à leur commerce et la reconnaissance des biens séparées de la femme mariée à partir de 1930 ont probablement facilité leur participation aux affaires. Troisièmement, plus de 60 % des entrepreneures sont mariées ou ont été mariées. Cette proportion est même légèrement plus élevée en ce qui concerne la direction d'entreprise en 1951 et 1961. Au contraire, les femmes mariées ne forment qu'environ 50 % de la population et moins de 40 % de la main-d'œuvre jusqu'en 1961. Les possibilités, plus nombreuses dans le petit commerce, de conjuguer cette profession avec les obligations ménagères expliquent sans doute cette situation. Selon nous, l'insatisfaction ou l'inaccessibilité du travail salarié, notamment en période de crise, demeure néanmoins la cause principale de l'entrepreneuriat féminin pour la période 1920-1960, tel que nous l'avons présenté au chapitre 3.

Par ailleurs, les entrepreneures se répartissent différemment entre les principaux types de commerces selon leur statut matrimonial. En effet, il apparaît que le secteur de l'alimentation — soit des commerces relativement faciles à mettre en place — compte le plus de femmes d'affaires mariées, comme les maisons de pension le plus de veuves. Au

contraire, les boutiques liées au vêtement et les salons de beauté — soit des activités exigeant plus de formations et de capital — sont davantage la propriété de célibataires. Les commerces dits de « tabacs, bonbons, etc. », les plus nombreux et majoritairement possédés par des femmes mariées connaissent une courbe de croissance entre 1920 et 1940 et de décroissance entre 1940 et 1960, qui se répercute sur l'ensemble du groupe des commerces dont les femmes sont propriétaires. Il apparaît donc que l'entrepreneuriat féminin prospère davantage durant les années d'instabilité économique alors que les femmes mariées sont encouragées à exercer des activités commerciales temporaires pour combler un budget familial déficitaire que durant les périodes d'abondance pendant lesquelles l'accès au marché du travail salarié leur est facilité. Les célibataires, quant à elle, se répartissent davantage dans les différents types de commerces, mais sont majoritaires dans les domaines du vêtement (couturières, modistes et vente de vêtements pour femmes) et les salons de beauté. Leur nombre semble moins dépendant des aléas économiques que des transformations structurelles de ces deux domaines d'activités déjà entamées à la fin du XIX^e siècle et qui se poursuivent au fil du XX^e siècle.

Cette distinction entre les commerces d'alimentation et les autres est aussi perceptible dans leur localisation. En 1935 comme en 1955, la majorité des commerces des Montréalaises sont établis dans les quartiers de l'est de la ville et dans les faubourgs du sud-ouest, soit des espaces à majorité canadienne-française et généralement à population ouvrière. En revanche, beaucoup de commerces du secteur du vêtement, les salons de coiffure et les magasins de fleurs, sont aussi installés sur les grandes artères commerçantes comme Saint-Denis, Sainte-Catherine et Saint-Hubert constituant donc une grande partie des commerces « visibles » de la période 1920-1960.

Enfin, près de 70 % des commerces tenus par des Montréalaises et relevés dans l'annuaire de 1940 ne dépassent pas treize années d'existence, ce qui rejoint la moyenne de la longévité des petits commerces canadiens (8 ans). Si la carrière du petit commerçant est brève, celle de la petite commerçante n'est pas beaucoup plus longue et la jeunesse des entreprises féminines mise en exergue par les auteurs québécois des années 1980 paraît relever davantage de leur secteur d'activité que de la multiplication de leur nombre à partir de la fin de XX^e siècle.

En conclusion, trois portraits types d'entrepreneures montréalaises peuvent être esquissés. Le premier, qui correspondrait à la « règle » est le modèle de la femme mariée, propriétaire d'une boutique d'alimentation au cœur d'un quartier ouvrier, pendant moins de 13 ans. Le second, l'« exception », est celui de la célibataire tenant un commerce lié au domaine du vêtement (couturières, modistes ou vendeuses de vêtements pour femmes), un salon de beauté ou un magasin de fleurs, installé sur l'une ou l'autre des grandes rues commerçantes de la métropole, pendant plus de 13 ans. Enfin, un troisième type de parcours entrepreneurial, l'« exception de l'exception », est celui de la femme qui participe à la direction d'une entreprise dans les secteurs manufacturiers, de la construction, du transport et des communications ou du commerce de gros. Leur maigre nombre et le silence des sources nous empêchent d'en indiquer les principales caractéristiques comme leur statut matrimonial, la localisation de leurs commerces ou la longévité de ceux-ci.

Partie 3. Des femmes « exceptionnelles » dans les réseaux de femmes ou de gens d'affaires

À la fin des années 1980, Pierre Collerette et Paul G. Aubry évaluent à 28 % le taux d'entrepreneures membres d'une association de gens d'affaires, une proportion qui est encore plus faible chez les propriétaires uniques¹⁵⁸. Hélène Lee-Gosselin et Monica Belcourt soulignent également que « peu de femmes entrepreneurs appartiennent à des associations de gens d'affaires, à des chambres de commerce [...] à des associations professionnelles ou à des groupes de femmes »¹⁵⁹. Cependant, Francine Harel-Giasson, plus optimiste, souligne le développement impressionnant des réseaux de femmes en gestion à la fin de XX^e siècle¹⁶⁰. Encore en 2007, elle évoque les groupements fondés au début des années 1980 comme Accès 51 (qui promeut la participation des femmes aux conseils d'administration) et le Comité Action Femmes d'affaires (CAFA) créés au sein de la Chambre de commerce du district de Montréal, le Réseau des Femmes d'affaires du Québec (RFAQ) ou encore l'association Les Filles du Ritz¹⁶¹. Elle relève que tous ces regroupements, faisant fi de l'objection exprimée envers elles au sujet des « nouveaux ghettos féminins » qu'elles engendreraient, se sont formés pour traiter, entre femmes, de

l'entraide, de l'influence accrue, du partage de l'information, de l'accès aux données externes considérées comme stratégiques, du développement de l'amitié, de la mise en valeur des compétences et des réalisations des femmes, de même que [de démontrer un] intérêt manifeste à l'égard des jeunes femmes prometteuses¹⁶².

À l'autre extrémité de la période, en 1921 et 1923, et de l'autre côté du Canada, à Victoria et Vancouver, comme nous l'apprend Melanie Buddle, certaines *businesswomen*, entrepreneures, employées ou professionnelles, ont formé, sur le modèle américain, des Business and Professional Women's Club¹⁶³. Elles ont principalement défendu l'idée d'un traitement équitable envers les femmes sur le marché de l'emploi salarié¹⁶⁴. Comme le

¹⁵⁸ Pierre Collerette et Paul G. Aubry, *Femmes et hommes d'affaires*, p. 72.

¹⁵⁹ Hélène Lee-Gosselin et Monica Belcourt, « Les femmes entrepreneures », pp. 56-88, pp. 65-68.

¹⁶⁰ Gilbert Tarrab et Carole Simard, *Une gestion au féminin*, pp. 115-116.

¹⁶¹ Francine Harel-Giasson *et al.*, « Les réseaux de femmes en gestion », p. 164.

¹⁶² *Ibid.*, p. 151 et 164. Sur la question pour la Belgique, voir Christina Constantinidis, « Représentations sur le genre et réseaux d'affaires chez les femmes entrepreneures », *Revue française de gestion*, vol. 201, n° 3, 2010, pp. 127-143.

¹⁶³ Plus précisément, la Fédération américaine des Business and Professional Women's Club est créé en 1919, le BPWC de Victoria en 1921, celui de Vancouver en 1923 et la Fédération canadienne (CFBPWC) en 1930 (Melanie Buddle, *The Business of Women : Marriage*, pp. 92-93.).

¹⁶⁴ *Ibid.*, pp. 86-87; Margaret Hobbs, « Equality and Difference. Feminism and the Defence of Women Workers during the Great Depression », *Labour/Le Travail*, vol. 32, 1993, pp. 201-223.

soutient Candace A. Kanes, sous le couvert d'un apparent conservatisme et de la bienséance, ces clubs étaient aussi des lieux d'expression des frustrations vécues par les femmes du fait de la segmentation genrée des activités économiques¹⁶⁵. Dans ces clubs, un membre sur cinq était une entrepreneure (19/86 en 1931 et 23/107 en 1948), principalement une commerçante au détail ou une propriétaire d'hôtel¹⁶⁶. Elles étaient surtout des femmes privilégiées qui avaient le temps de discuter des enjeux du travail féminin et, ultimement, de laisser des traces écrites pour la postérité¹⁶⁷. Bien qu'elles ne représentent pas la majorité des entrepreneures de ces deux villes, elles ont, selon Buddle, des intérêts communs et leurs discours font écho à la situation vécue par l'ensemble de ces femmes¹⁶⁸.

À la lecture de ces constats relatifs à l'engagement collectif des entrepreneures au début et à la fin du XX^e siècle, au Québec et en Colombie-Britannique, quelques interrogations émergent : les entrepreneures montréalaises se sont-elles regroupées avant la fin du XX^e siècle ? Dans l'affirmative, qui étaient-elles et à quel point représentaient-elles une minorité, ou une majorité, de Montréalaises en affaires ? Quelles étaient les raisons avancées pour justifier leurs associations ? Se sont-elles retrouvées entre femmes ou ont-elles investi les groupes d'hommes d'affaires et, dans l'un ou l'autre cas, à quels enjeux ont-elles dû faire face ? Enfin, plus largement, ces groupements participent-ils à la construction sociale de « l'exceptionnalité » des entrepreneures montréalaises et si oui, comment et dans quelle mesure ? Cette seconde partie de la thèse vise à répondre à ces questions en présentant une analyse des dynamiques de trois principales associations d'entrepreneures montréalaises : l'Association des femmes d'affaires de Montréal (1910-1954), le Business and Professional Women's Club de Montréal (1926 — nj) et le Comité des femmes membres de la Chambre de commerce du district de Montréal (1956-1971).

¹⁶⁵ Candace A. Kanes, *American Business Women, 1890-1930. Creating an identity*, Thèse de Ph.D. (History), University of New Hampshire, 1997, p. 332. citée dans Melanie Buddle, *The Business of Women : Marriage*, p. 85.

¹⁶⁶ Melanie Buddle, *ibid.*, p. 90.

¹⁶⁷ *ibid.*

¹⁶⁸ *ibid.*, pp. 86-87.

Chapitre 5. Des associations de femmes d'affaires

Durant la première moitié du XX^e siècle, à Montréal, deux associations rassemblent les femmes actives au sein du monde des affaires et, notamment, les entrepreneures *stricto sensu* : l'Association des femmes d'affaires de Montréal (AFA) et le Business and Professional Women's Club de Montréal (BPWCM). De plus, le Montreal Local Council of Women constitue, en son sein, un comité chargé des questions professionnelles, le Committee of Trades, Business and Professions for Women (CTBPW). Trois principales questions peuvent se poser à leur sujet et serviront de trame à notre propos : quel est leur but, qui sont leurs membres et, de ce fait, quelles sont leurs définitions des « femmes d'affaires » ou des « businesswomen » ? Quelles sont les principales activités proposées et en quoi celles-ci définissent-elles le rôle social joué par ces groupements ? Enfin, quelles luttes politiques ont-elles menées et dans quelle mesure celles-ci reflètent-elles leur conception de l'entrepreneuriat féminin ? Répondre à ces interrogations nous conduira ultimement à définir le rôle de ces associations dans la construction sociale du caractère exceptionnel de l'entrepreneuriat féminin.

5.1. Les membres de l'AFA et du BPWCM

L'AFA, rassemblant principalement les « femmes d'affaires » canadiennes-françaises, est fondée par la Fédération nationale Saint-Jean-Baptiste (FNSJB) à la fin de l'année 1910¹. Elle fait partie des associations professionnelles créées par la FNSJB au même titre que les Associations des employées de bureau, des employées de magasin et des employées de manufacture initialement appelée Société des Ouvrières catholiques. Petit groupement, l'AFA ne sera composée d'une centaine de membres qu'entre 1913 et 1936 (avec un maximum de 175 personnes en 1927), un nombre qui diminuera à 70-80 les

¹ La Fédération nationale Saint-Jean-Baptiste est une coalition d'associations de femmes francophones catholiques fondée à Montréal en 1907. En plus d'un grand nombre de revendications sociales (création d'une cour de justice pour jeunes délinquants, pasteurisation du lait, loi pour obliger les employeurs à mettre des sièges à disposition des vendeuses, nomination d'inspectrices de manufactures et de policières, versement d'une pension aux veuves, limitation du nombre de débits d'alcool), la FNSJB mène surtout la bataille sur des sujets comme l'accès des femmes à l'éducation supérieure et aux professions, l'égalité juridique des femmes mariées et le suffrage féminin. Yolande Cohen, *Femmes philanthropes*, pp. 51-66; Yolande Pinard, *Le féminisme à Montréal*; Karine Hébert, « Une organisation maternaliste au Québec »; Yolande Cohen et Chantal Maillé, « Les cours d'instruction civique ».

années suivantes et à 40 en 1940². Elle n'atteindra donc jamais la taille imposante de l'Association des employées de manufactures (1200 membres en 1921), mais sera équivalente aux Associations des employées de bureaux et de magasins (qui comptent chacune une centaine de personnes en 1921)³.

Plus fondamentalement, c'est l'objectif poursuivi lors de sa création qui la distingue des autres associations professionnelles. En 1917, la secrétaire de la FNSJB, Georgette LeMoyne, souligne en effet les motivations premières de la fondation de l'AFA en ces termes :

Jusqu'en 1910, les trois premières associations [employées de magasins, manufactures et bureaux] ne s'étaient occupées que de l'employée, de l'ouvrière qui gagne son pain quotidien. Mais celle-ci ne devait pas toujours rester à solde. Son travail, ses économies, son ambition devaient la placer à son tour, à la tête d'une maison d'affaires ; ne pouvait-elle aussi posséder des biens qu'elle aurait à préserver et à faire prospérer ? C'est en vue de cette nouvelle condition de la femme que la Fédération, dès le 3 novembre 1910, jetait les bases de l'association des femmes d'affaires⁴.

Cette citation démontre la volonté de la FNSJB d'encourager certaines femmes à être « à la tête d'une maison d'affaires » de « posséder » et « faire prospérer » leurs biens dans un but lucratif affirmé, de grimper dans l'échelle sociale de la condition de salariée à celle de patronne et de se regrouper dans une association à part entière au sein de la FNSJB. Cependant, le fait de posséder des biens n'est pas indispensable pour devenir membre de l'AFA. Selon ses statuts, ses membres sont autant des « chefs » d'entreprises commerciales, que leurs plus proches « associées » ou leurs « aides pourvu qu'elle soit la mère, la conjointe, la sœur ou la fille d'un chef d'entreprise »⁵. Elles seront décrites par la FNSJB comme composant l'« élite féminine du monde commercial », comme « [d] es femmes canadiennes-françaises qui sont engagées dans quelque entreprise commerciale »

² BAnQ-Montréal, Fonds de la FNSJB, P120, « La FNSJB », *Le Devoir*, 12 avril 1913 ; « La FNSJB », *Le Devoir*, mars 1914 (?), « La FNSJB », *Le Devoir*, 16 mai 1914 ; « La FNSJB », *Le Devoir* (sans doute 1914). Les chiffres proviennent des Rapports d'activités annuels de l'AFA : BAnQ, FNSJB, *Rapports annuels de l'AFA*, 1918-1920, 1926-1941, 1946-1950 et 1953. Sauf précision de notre part, les documents de l'AFA ainsi que les articles de presses publiés par les journaux *Le Devoir*, *La Patrie* et *La Presse* cités dans le présent chapitre proviennent du fonds de la FNSJB : BAnQ-Montréal, Fonds de la FNSJB, P120. Par soucis d'alléger les notes, nous nous sommes permise d'en raccourcir la mention à BAnQ, FNSJB.

³ Yolande Pinard, *Le féminisme à Montréal*, pp. 203-229.

⁴ Georgette LeMoyne, « Aux associations professionnelles », *La Bonne Parole*, octobre 1917, p. 4.

⁵ BAnQ, FNSJB, *Statuts de l'AFA* (1920 ?).

ou encore désignées, par la presse, comme des femmes « qui se recrutent parmi les chefs d'ateliers féminins les plus notables de notre ville »⁶. Ces différents qualificatifs rendent difficile la tâche de cerner les traits communs de toutes les personnes qui en font partie et les intérêts qu'elles partagent. De plus, les listes étant incomplètes, il est très difficile d'évaluer la proportion que représente chaque domaine d'activités des membres de l'AFA. Il s'avère, cependant, que sur les dix-sept conseillères de cette association dont nous avons pu identifier le secteur d'activités, le plus grand groupe est celui des modistes (tableau 2). Or, comme nous le verrons par la suite, cet état de fait influencera les engagements politiques de l'AFA en faveur des modistes en particulier.

Tableau 2. Répartition des conseillères de l'AFA selon les principaux types de commerce

Type de profession	Nombre
Modistes	7
Confection de robes	2
Vendeuses de tissus	2
Commerce de détail (autres)	3
Dentelles et broderie	1
Fleuriste	1
Maison de pension	1
Total	17

Sources : La Bonne Parole, les rapports annuels de l'AFA et les annuaires Lovell

Le BPWCM, quant à lui, regroupe des *businesswomen* canadiennes-anglaises. Il est créé et incorporé le 20 mai 1926 et fait partie du Montreal Local Council of Women (MLCW)⁷. Par ailleurs, contrairement à la FNSJB, le MLCW n'a pas créé d'association professionnelle, mais, en plus du BPWCM qui en est membre, l'un de ses propres comités

⁶ « Chroniques des œuvres », *La Bonne Parole*, juillet-août 1917, p. 2; « Chroniques des œuvres », *La Bonne Parole*, avril 1917, p. 4; « Association professionnelle pour les Canadiennes françaises », *La Revue moderne*, novembre 1936, p. 49. BanQ, FNSJB, « La FNSJB », *Le Devoir*, 19 janvier 1918.; BanQ, FNSJB, *Statuts de l'AFA (1920 ?)* et *Rapport annuel de l'AFA*, 1938.

⁷ BanQ, MLCW, *Annual report, 1926-1927*, p. 18. Le Montreal Local Council of Women est créé le 30 novembre 1893. Il est la première organisation féminine du genre à être créé à Montréal et majoritairement de tendance protestante. Il fédère un grand nombre d'associations de femmes, mais accepte également des adhésions individuelles. En 1899, vingt-sept associations en font partie et sont divisées en trois sections : philanthropie, hygiène et éducation, musique et art. Yolande Pinard, *Le féminisme à Montréal*, p. 20. Sauf précision de notre part, les documents du BPWC proviennent du fonds du MLCW : BanQ-Montréal, Fonds de la MLCW, P653. Par soucis d'alléger les notes, nous nous sommes permise d'en raccourcir la mention à BanQ, MLCW.

centraux, le Committee on Trades, Business and Professions for Women, actif au moins de 1939 à 1973, s'est principalement consacré à la question du travail salarié des femmes et à leur accès à l'exercice des professions⁸. Bien qu'il traite de questions similaires, c'est-à-dire principalement du travail salarié des femmes, ce comité est bien distinct du BPWCM qui, lui, conserve son autonomie et intègre aussi les employeures.

En 1930, le BPWCM participe, avec les BPWC de Winnipeg, Saskatoon, Calgary et Vancouver et le groupe Kumtuks de Victoria, à la création de la Canadian Federation of Business and Professional Women's Clubs (CFBPWC)⁹. La même année, il rejoint l'International Federation of Business and Professional Women (IFBPW) lancée à l'initiative de la National Federation of the Business and Professional Women's Clubs (États-Unis). Ce club s'inscrit donc dans les dynamiques montréalaises, mais aussi, contrairement à l'AFA, en lien avec les *business and professional women* de l'ensemble du Canada et à l'international¹⁰. Les informations sur les activités qu'il organise et ses engagements politiques sont très éparées. Cependant, il est fort probable qu'il ait suivi les propositions de la CFBPW. Les objectifs de cette fédération sont « to promote the interests of business and professional women [...], to encourage a spirit of co-operation among [them and] to extend educational opportunities to [them] through industry, scientific and vocational activities »¹¹.

⁸ BAnQ, MLCW, *Annual Reports*, 1939 - 1973. Entre 1939 et 1973, sa dénomination varie entre le Committee of Trades and Professions (de 1939 à 1944), Committee on Trades and Professions for Women (1945), le Committee on Trades, Business and Professions for Women (de 1948 à 1960) puis en Committee on Trades, Business and Professions (de 1961 à 1973).

⁹ BAC – Ottawa, Fonds CFBPWC MG 28 I55 vol. 81, Elizabeth Bess Forbes, *With Enthusiasm and Faith*.

¹⁰ Phyllis Deakin, *The History of the International Federation of Business and Professional Women, 1930–1968*, London, International Federation of Business and Professional Women, 1996; Nazla L. Dane, *With Enthusiasm and Faith. History of the Canadian Federation of Business and Professional Women's Club, 1930–1983*, Ottawa, CFBPWC, 1983; Sylvia G. Perry et Livia M. Ricci, *Esther W. Hymer. A Bus to 42nd Street*, London, Business and Professional Women's Club International, 1993; Margaret Allen Taylor et John Claridge Taylor, *The History of the International Federation of Business and Professional Women, 1968–1995*, London, International Federation of Business and Professional Women, 1996.

¹¹ BAnQ, MLCW, *Annual report*, 1933, p. 725 et BAC-Ottawa, Fonds CFBPWC, MG 28 I 55, vol. 38, Inconnu, *The Story of the Canadian Federation of Business and Professional Women's Clubs, 1930–1951*, Vancouver, Seymour Press, 1951, p. 7.

La première réunion annuelle du BPWCM, en mai 1927, rassemble 52 membres, un total qui grimpe à 318 en 1932 et redescend à 250 en 1959¹². La disparition des listes des membres de ce club et de ses critères d'adhésion ne permet pas d'affirmer avec certitude quelles sont les personnes qui y participent. Cependant, vu son adhésion, depuis 1930, à la fédération canadienne, nous partons du postulat qu'il définit ses membres de la même manière. Or, la CFBPWC indique que les membres de ces clubs sont autant des chefs d'entreprises que des personnes membres des sphères décisionnelles au sens large :

'Business woman' means any self-supporting woman in receipt of an income earned by herself, whether such income be received as salary, fee, or commission, as head or member of a firm, executive, employer, or employee.¹³

En ce sens, comme l'explique Melanie Buddle, ces groupements ne font donc pas de distinction claire entre « women who worked in business and women who owned businesses »; ils intègrent pleinement les femmes ayant l'un ou l'autre de ces deux statuts professionnels¹⁴. Le BPWC de Victoria compte, par exemple, en 1931, 30 travailleuses de bureaux (*clerical*), 19 professionnelles (*professional*), 5 vendeuses au détail (*retail workers*), 19 entrepreneures (*self-employed*) et 13 dont le statut professionnel est inconnu. Buddle souligne que ces critères d'adhésion très englobants proviennent de la définition même du terme *businesswoman*, comme celui de *businessman*, au début du siècle. En effet, à cette époque, il désigne non seulement des personnes travaillant à leur propre compte et possédant une entreprise, mais, plus largement, celles qu'on appelle également les « cols blancs », c'est-à-dire celles qui travaillent contre salaire dans les bureaux. Au sein des BPWC, s'ajoute également la troisième catégorie des « professional women ». Ainsi donc, le BPWCM a dû, comme l'AFA, faire face au même défi de s'adresser à des femmes aux profils professionnels très différents.

En somme, l'AFA et le BPWCM sont des groupes hétérogènes auxquels les femmes propriétaires principales d'au moins une entreprise de production ou de distribution de biens ou de services ne sont pas les seules à participer, ce qui témoignerait

¹² BAC-Ottawa, Fonds CFBPWC, MG 28 I 55, vol. 81, Charlotte Van Dine, « Montreal Owns Clubhouse », *The Business and Professional Woman*, mars-avril 1959, p. 7.

¹³ « Constitution and By-Laws of the Canadian Federation of Business and Professional Women's Club », 89-1387-1, BCA. Cité dans Melanie Buddle, *The Business of Women : Marriage*, p. 89.

¹⁴ *Ibid.*

d'un « distinct lack of networking associations available to self-employed women »¹⁵. Cependant, le point commun aux membres de ces deux associations est, officiellement, de travailler au niveau de la direction d'une entreprise, peu importe leur statut professionnel. À cela s'ajoutent, officieusement, la disponibilité et les ressources matérielles nécessaires pour participer aux activités de ces associations. Ces critères ont comme conséquence que seules les femmes qui connaissent une relative aisance financière et professionnelle en sont membres. En d'autres termes, ce genre de groupement ne met en scène qu'une frange très limitée d'entrepreneures. Leurs actions et revendications ne révèlent donc, *in fine*, que la réalité et les préoccupations d'un entrepreneuriat féminin « exceptionnel ».

5.2. Des associations de réseautage

L'AFA et le BPWCM, si elles rassemblent finalement des femmes au profil assez semblable ont, de plus, en commun d'être principalement des associations de réseautage et de charité¹⁶. En effet, l'AFA, faisant partie de la FNSJB, a pour principal objet de « travailler conformément à l'esprit de la Fédération nationale et en union avec elle à développer et protéger les intérêts moraux, sociaux et professionnels de la femme et à fortifier par l'union son action dans la famille et la société »¹⁷. Pour répondre à cet objectif, elle apparaît d'abord et avant tout comme un lieu de socialisation pour ses membres. Elle tient, annuellement, une dizaine de réunions de son conseil et une autre dizaine d'assemblées générales égayées de conférences portant sur des sujets d'actualité, sur des questions religieuses, sur l'histoire ou l'action des institutions de charité, sur le rôle des femmes dans la société ou encore sur les voyages de ses membres¹⁸. Elle propose également des événements ludiques comme des concerts, des soirées musicales, des réceptions, des parties de cartes, des concours ou des collectes de fonds. Ces festivités lui permettent de récolter de l'argent pour elle-même, pour la Fédération ou, à partir de 1929, pour différentes œuvres comme l'Hôpital Sainte-Justine ou l'Institut des Sourdes-

¹⁵ *Ibid.*, p. 91.

¹⁶ Yolande Cohen, *Femmes philanthropes*.

¹⁷ BAnQ, FNSJB, *Statuts de l'AFA (1920 ?)*.

¹⁸ BAnQ, FNSJB, *Rapport annuel de l'AFA*, 1918-1920, 1926-1941, 1946-1950 et 1953.

Muettes¹⁹. Certaines membres participent aussi à des sorties en plein air, à des rencontres à leur résidence d'été ou à la retraite fermée annuelle de l'association²⁰. Lors de ces réunions, elles discutent aussi de l'implantation de mesures susceptibles d'aider les membres telles qu'une coopérative d'achat et une coopérative de conserves (dont le projet est rapidement abandonné²¹) ou une caisse de secours (qui sera bien mise en place en 1939, mais ne sera jamais réellement utilisée²²). Ces activités et projets démontrent autant le caractère social, voire charitable, de l'AFA que son souci d'offrir aux femmes d'affaires un véritable lieu de rencontres et d'échanges. Elle se réunit d'ailleurs principalement chez les membres du conseil ou dans les locaux de la FNSJB et organise ses activités notamment à Université Laval à Montréal, aux écoles du Plateau ou Montcalm ou à l'École ménagère provinciale²³.

L'objectif du BPWCM est, quant à lui, « to promote a close relationship between business and professional women of all creeds and races »²⁴. Tout comme l'AFA, il propose à ses membres diverses activités sociales, charitables et de réseautage. Il organise des conférences, des soirées au théâtre, des pique-niques, des excursions à la campagne, des parties de bridge, des défilés de mode et des discussions sur différents sujets²⁵. À partir de 1932, s'ajoutent des groupes d'étude et des équipes de badminton ainsi que des causeries, un dimanche par mois²⁶. Des cours de prise de parole en public et de langue française seront également offerts aux membres²⁷. Ces activités ont lieu au Young Women Christian Association (YWCA), au Mechanics' Institute, au Queen's Hotel ou encore à

¹⁹ BAnQ, FNSJB, *Rapport annuel de l'AFA*, 1929-37, 1940-41, et 1952-53.

²⁰ BAnQ, FNSJB, *Rapport annuel de l'AFA*, 1928-1929, 1936-41 et « La FNSJB », *Le Devoir*, 15 juin 1918.

²¹ BAnQ, FNSJB, « La FNSJB », *Le Devoir*, 19 janvier 1918; « Chez les femmes d'affaires », *La Bonne Parole*, juillet 1929, p. 4.

²² « Les activités de l'AFA », *La Bonne Parole*, mars 1929, p. 8; « Chez les femmes d'affaires », *La Bonne Parole*, février 1942, p. 11. et BAnQ, FNSJB, *Rapport annuel de l'AFA*, 1939 — 41, 1946-47 et 1952-53.

²³ BAnQ, FNSJB, *Rapport annuel de l'AFA*, 1918-19 et 1919-20.

²⁴ BAnQ, MLCW, *Annual Report*, 1933, p. 725.

²⁵ BAC-Ottawa, Fonds CFBPWC, MG 28 I 55, vol. 81, « From sea to sea », *The Business and professional women*, mars-avril 1958, p. 15.

²⁶ *Ibid.*

²⁷ *Ibid.*

l'Hôtel Windsor. En novembre 1944, le club acquiert une maison sise 1467 de la rue Crescent, soit au cœur du Golden Square Mile, quartier prisé de la bourgeoisie écossaise de Montréal²⁸. Le BPWCM assure, par ailleurs, un soutien financier et bénévole à différentes associations à visée sociale. Ainsi, durant la dépression des années trente, il s'associe au Young Women Christian Association (YWCA) pour soutenir les femmes sans emploi. Ensemble, ils leur offrent de l'aide directe pour trouver du travail rémunéré, organisent en leur faveur des distributions d'allocations ou d'aliments et de vêtements ou encore mettent en place des formations professionnelles (pour devenir gouvernantes, serveuses ou artisanes)²⁹. Pendant la Seconde Guerre mondiale, ses membres s'engagent auprès de la Croix-Rouge et organisent des activités pour venir en aide aux victimes du conflit³⁰. Le BPWCM apporte aussi un appui à d'autres associations pour les enfants et les femmes, comme la Big Sister's Association, la Montreal Girl's Association, le Montreal Children's Library, le Griffintown Boy's Club ou encore le Women's Voluntary Service³¹. Il entretient également des liens très forts avec le Montreal General Hospital, le Salvation Army, le World Refugee Fund et le University Settlement³². En ce sens, il s'organise comme les organisations masculines de philanthropie d'affaires telles que les Clubs Rotary (1905), Kiwanis (1915) ou Lions (1917)³³.

Les actions de charité de l'AFA réalisées envers des institutions exclusivement canadiennes-françaises et du BPWCM à des associations principalement canadiennes-anglaises, autant que la division marquée entre leurs lieux de rencontre, reflètent ce que Paul-André Linteau qualifie de « stratégie de cloisonnement ethnique », soit le fait que « chaque groupe [montréalais] a tendance à vivre de façon séparée, dans ses propres quartiers, avec ses propres écoles et ses propres institutions »³⁴. Cette division est

²⁸ Charlotte Van Dine, « Montreal Owns Clubhouse », *The Business and Professional Woman*, mars-avril 1959. Cette maison est détruite par les flammes à la fin de l'année 1960, un événement qui contraint le Club à se réunir au Mount Stephen Club.

²⁹ « From sea to sea », *The Business and professional women*, mars-avril 1958, p. 15.

³⁰ *Ibid.*

³¹ *Ibid.*

³² *Ibid.*

³³ Candace A. Kanes, *American Business Women*, pp. 30-31. citée dans Melanie Buddle, *The Business of Women : Marriage*, p. 92.

³⁴ Paul-André Linteau, *Histoire de Montréal*, pp. 323-324.

effectivement perceptible entre la FNSJB et le MLCW comme le confirme Yolande Cohen dans son étude relative aux femmes philanthropes québécoises³⁵. En ce qui concerne l'AFA et le BPWCM, plus spécifiquement, le fait que leurs critères d'adhésion et leurs activités sociales sont assez similaires et qu'elles visent donc finalement le même public, mais sans que leurs membres aient été invitées à se rencontrer révèle que l'appartenance linguistique de ces femmes prend le pas sur les intérêts commerciaux de leurs membres. L'AFA et le BPWCM véhiculent donc une perception de l'entrepreneuriat féminin montréalais doublement biaisée du fait que leurs membres sont des femmes d'affaires privilégiées et qu'elles font partie d'un groupe sociolinguistique particulier.

5.3. Des groupements politiques

L'AFA a mené deux luttes explicitement en faveur de ses membres : la formation professionnelle des femmes d'affaires et la défense des petites commerçantes de détail, principalement les modistes, face au commerce de gros, aux manufactures et à leurs employées. Le BPWCM et le CTBPW du MLCW ne se sont pas engagés pour défendre les intérêts propres aux entrepreneures *stricto sensu*. À partir de la fin des années cinquante, ils ont, en revanche, milité en faveur de l'accès des femmes à la direction dans les entreprises privées et le secteur public.

5.3.1. L'AFA et l'enseignement commercial des femmes d'affaires

Au-delà de ses activités de socialisation ou de charité, l'AFA répond plus particulièrement à son objectif de défendre les intérêts professionnels de ses membres par la promotion de la formation des commerçantes ainsi que par des revendications politiques en faveur du commerce de détail. Conformément aux préceptes de la Fédération qui considère qu'en tant qu'œuvre sociale, « l'éducation figure au premier rang de [ses] préoccupations »³⁶, l'AFA organise, depuis sa création jusqu'en 1930, seule ou en collaboration avec les autres associations professionnelles de la FNSJB, des cours

³⁵ Yolande Cohen, *Femmes philanthropes*.

³⁶ Marie Gérin-Lajoie, « Échos de la fête annuelle de la FNSJB au Monument national, le 10 mai 1923 », *La Bonne Parole*, juin 1923, p. 4.

ménagers (art culinaire, coupe, couture, mode, dessin ou hygiène) et professionnels (dactylographie, sténographie, comptabilité ou anglais)³⁷. Son souci de la formation professionnelle des femmes d'affaires se traduit plus spécifiquement par l'organisation de conférences sur le monde des affaires et par la mise sur pied, à l'Université Laval de Montréal, d'une chaire de droit commercial pour les femmes.

De la petite vingtaine de conférences sur le commerce retracées dans les rapports d'activités annuels de l'AFA entre 1911 et le début des années quarante, plus d'un tiers sont données par des femmes, membres de l'AFA ou de la FNSJB. Elles y traitent de leurs propres parcours de femmes d'affaires ou de sujets comme l'utilisation du français dans les affaires, le petit commerce, les lois sur la location de logements ou la création de magasins et d'une école de tissage³⁸. Les orateurs, quant à eux, sont gérants et directeurs de grandes maisons de commerce ou spécialistes de la finance ou du droit commercial³⁹. Ils abordent des thématiques telles que la situation commerciale et économique du

³⁷ BanQ, FNSJB, « La FNSJB – Troisième fête annuelle au monument national », *Le Devoir*, 20 octobre 1913. et BAnQ, FNSJB, *Bilans financiers de l'AFA*, 1916. Au sujet des cours ménagers, voir Catherine Charron, « Le front domestique », pp. 363-367.

³⁸ Mme M-A Côté-Marcotte, « Vers quelles spécialités commerciales se dirigent les patronnes – Le rôle du petit commerce », *La Bonne Parole*, mai 1927, p. 11; Mme M-A Côté-Marcotte, « Les embarras du petit commerce : causerie donnée à l'association des femmes d'affaires », *La Bonne Parole*, mai 1928, p. 12; Trestler-Mongenaï, « Vers quelles spécialités commerciales se dirigent les patronnes – Le rôle du petit commerce - Nécessité de le protéger », *La Bonne Parole*, mai 1927, p. 12; Mme Léon de la Haye, « Conférence donnée à l'Association des femmes d'affaires », *La Bonne Parole*, juillet 1928, p. 13; Mme Raoul Vennat, « La dentelle, causerie donnée à l'Association des Femmes d'affaires », *La Bonne Parole*, février 1928, p. 11; Mme B. Léger, « La femme à la tête d'entreprises commerciales », *La Bonne Parole*, juillet 1931, p. 13. Notons aussi les interventions de Mme Poirier, gérante du magasin « Chez vous madame »; Mme Larivière sur le livre de M Fradet « Expressions justes en affaires » ou encore de Mlle Laplante sur l'historique de son école de tissage connue sous le nom de « Les Arts Féminins » (BAnQ, FNSJB, *Procès verbaux de l'AFA*, février 1936 et P120 20-8, *Rapport annuel de l'AFA*, 1937 et 1939).

³⁹ Mentionnons, par exemple, M. S. Côté, directeur du *Moniteur du Commerce* (un journal dédié au commerce à destination des milieux d'affaires francophones montréalais du tournant du XX^e siècle); M. J-A Paulhus, ex-président de la Chambre de commerce; M. Bourbonnière, conseiller de l'AFA et spécialiste de droit commercial; M. Gareau, directeur du grand magasin le Mont Royal; M. Charles Thivierge, vérificateur à la Banque Canadienne Nationale; M. J-A Dugal, gérant général de la maison Dupuis-Frères; M. Léonard-C Archambault, avocat au Barreau de Montréal; M. Dubras de la Continental Casualty Company; et M. Guy Vanier avocat et aviseur légal de l'AFA ou encore M. Olivar Roselin de la Maison Beaubinthere et M. Charbonneau, représentant des produits Léo (« L'AFA de Montréal », *La Patrie*, septembre 1911 [?] et décembre 1918; « Les activités de l'AFA », *La Bonne Parole*, mars 1929, p. 8; « Les activités de l'AFA », *La Bonne Parole*, février 1929, p. 11; « Les activités de l'AFA », *La Bonne Parole*, janvier 1940, p. 13; « Les activités de l'AFA », *La Bonne Parole*, octobre 1954, p. 30. et BAnQ, FNSJB, *Rapport annuel de l'AFA*, 1926-27 et 1939).

Québec, l'importance des produits canadiens, les différents modes de placements financiers et le droit commercial. Il existe donc une nette distinction entre les interventions des femmes, évoquant le petit commerce et l'artisanat, et celles des hommes, abordant des questions économiques, juridiques ou financières. Certains intervenants masculins semblent, cependant, s'être positionnés en faveur d'une formation identique pour les femmes et les hommes en affaires sur base de l'argument de la similarité de leurs situations. En effet, le journal *La Patrie* rapporte que M. S. Côté « débuta [sa conférence] en disant aux femmes présentes qu'il leur parlerait tout comme s'il parlait à un auditoire d'hommes ; disant que les femmes commerçantes ont les mêmes difficultés à rencontrer que les hommes d'affaires »⁴⁰. L'auteur d'un article du journal *Le Devoir* estime, par ailleurs, que « la femme commerçante se doit de s'initier tout comme l'homme commerçant aux lois qui régissent le commerce »⁴¹. Cette argumentation, qui date du début des années 1910, en faveur d'un bon enseignement autant pour les hommes que pour les femmes en affaires peut être considérée comme une prémisse au soutien d'une certaine frange masculine de la bourgeoisie canadienne-française que l'AFA obtiendra pour mettre en place un cours de droit commercial pour les femmes à l'Université Laval de Montréal.

Cette question de l'enseignement supérieur des femmes en affaires est officiellement discutée à l'assemblée du conseil de l'AFA dès juin 1912. L'Association engage alors des démarches auprès de l'École des hautes études commerciales (HEC) pour l'établissement de ce type d'enseignement. Comme le suggèrent les propos écrits dans *Le Devoir* en 1913, les espoirs sont grands :

Avec l'assistance des autorités compétentes, il a été reconnu que la femme d'affaires devrait perfectionner son instruction commerciale qui n'est pas suffisante pour lui faire surmonter facilement les difficultés inévitables dans la direction d'un commerce. [...] nous croyons que toutes les femmes d'affaires et le public en général se réjouiront de l'établissement de ces cours, et que l'association méritera de leur estime quand, dans un avenir que nous croyons proche, les registres du haut enseignement commercial seront ouverts aux jeunes filles qui voudront se spécialiser dans ce genre d'étude et même passer au doctorat si leurs aptitudes les servent à cette fin⁴².

⁴⁰ BanQ, FNSJB, « La FNSJB », *La Patrie*, septembre 1911[?].

⁴¹ BanQ, FNSJB, « La FNSJB », *Le Devoir*, 1 juin 1912.

⁴² BanQ, FNSJB, « L'AFA », *Le Devoir*, 12 avril 1913.

Les fortes réticences que l'Église manifeste initialement envers l'École des HEC pourraient expliquer le fait que l'AFA se tournera finalement vers la faculté des arts de l'Université Laval de Montréal pour mettre en place ces cours⁴³. C'est là, en effet, et non à l'École des HEC, qu'en avril 1914 est finalement inaugurée une chaire de droit civil et commercial qui a pour but « d'initier [les femmes] aux affaires et aux questions légales »⁴⁴. Cette chaire vise un public assez large puisqu'elle s'adresse « non seulement [aux] femmes engagées dans le commerce », mais aussi à « toute femme qui a des biens à administrer » ou encore aux « jeunes filles qui sortent de nos académies et qui se destinent au commerce ». Gratuits, ces cours peuvent être suivis comme auditrice ou comme étudiante, ce dernier statut permettant de faire les devoirs et les examens et d'obtenir le diplôme. Pour l'année 1914-1915, les professeurs, tels que Sir Alexandre Lacoste, Sir Horace Archambault, M. Édouard Montpetit ou M. Victor Morin, sont issus de l'élite juridique et économique montréalaise⁴⁵. Cette année-là, 375 élèves s'inscrivent à ces cours, l'assistance moyenne s'établissant autour de 80, alors que les autorités universitaires requéraient un

⁴³ L'École des HEC, fondée en 1907 sous la pression des milieux d'affaires canadien-français, est alors une école d'État qui bénéficie d'un appui financier provincial important, mais qui ne fut que très difficilement acceptée par l'Église catholique (elle n'intégrera son réseau qu'en 1915). À la même époque, au contraire, l'Université Laval de Montréal, inaugurée en 1878, est encore une filiale de l'Université Laval de Québec (et le restera jusqu'en 1920) et reste très liée aux institutions ecclésiastiques. Elle demeure principalement axée sur ses facultés de théologie, de droit et de médecine (environ 500 étudiants), alors que sa faculté des arts n'a à peu près aucun étudiant et se limite à chapeauter certains collèges classiques (Paul-André Linteau, *Histoire de Montréal*, pp. 235-236. Voir aussi Robert Rumilly, *Histoire de l'École des hautes études commerciales de Montréal 1907-1967*, Montréal, Beauchemin, 1967, pp. 15-48; Pierre Harvey, *Histoire de l'École des hautes études commerciales de Montréal, 1887-1926*, Montréal, Presses HEC, 1994; Pierre Harvey, « The Founding of the École des hautes études commerciales de Montréal », dans Barbara Austin, dir., *Capitalizing Knowledge : Essays on the History of Business Education in Canada*, Toronto, University of Toronto Press, 2000, pp. 87-100.).

⁴⁴ Marie Gérin-Lajoie, « Rapport des œuvres de la FNSJB », *La Bonne Parole*, novembre 1914, p. 4.

⁴⁵ Sir Alexandre Lacoste (1842-1923) et Sir Horace Archambeault (1857-1918) furent avocats, professeurs et hommes politiques; M. Édouard Montpetit (1881-1954) fut avocat, professeur (notamment à l'École des HEC entre 1910 et 1954), membre de l'administration de l'Université de Montréal et fondateur de l'École des Sciences Sociales de cette même institution. Enfin, Victor Morin (1865-1960) fut notaire, homme politique et président de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal entre 1915 et 1924 (Sylvio Normand, « Sir Alexandre Lacoste » et Id., « Sir Horace Archambeault », *Dictionnaire biographique du Canada* [en ligne] [Exposition virtuelle Edouard Montpetit \[en ligne\], <http://www.archiv.umontreal.ca/exposition/montpetit/accueil.htm> \(page consultée le 19 janvier 2015\) et Archives de l'Université de Montréal, description du Fonds Victor Morin, P 56 \[en ligne\], <http://www.archiv.umontreal.ca/P0000/P0056.html> \(page consultée le 21 juin 2017\).](http://www.biographi.ca/(page consultée le 19 janvier 2015))

minimum de 40 inscriptions pour assurer la chaire⁴⁶. Ces chiffres qui dépassent autant les exigences de l'institution que les espérances de la FNSJB témoignent de l'intérêt, inattendu par les autorités, des femmes pour cet enseignement. L'année suivante (1915-1916), cependant, le cours n'aura plus que 147 inscriptions et une assistance totale de 302 personnes⁴⁷. Il sera alors assuré par Marie Gérin-Lajoie, présidente de la FNSJB et, par la suite, par les professeurs Guy Vanier (1917-1921) et Alexandre Gérin-Lajoie (1927)⁴⁸. Les sujets qui y sont traités sont variés. Le programme de 1919 comporte, par exemple, autant de cours sur le milieu commercial et sa réglementation que sur les traités de commerce (douanes et tarifs), les liens entre le droit familial et le droit commercial, le droit de propriété ou encore le droit de succession⁴⁹. L'année 1927 sera celle des derniers cours de droit commercial⁵⁰ tandis qu'un cours de droit public, toujours sous la direction de M. Édouard Montpetit, sera organisé pour la première et dernière fois par l'AFA, en 1929-1930⁵¹. Après 1930, il n'y a plus de traces d'aucuns cours offerts par l'AFA et seules quelques conférences sont encore organisées pour aborder l'aspect juridique de la carrière commerciale⁵².

En comparaison avec le peu d'étudiantEs inscritEs à la faculté des arts de l'Université de Montréal et à ses moyens moindres que ceux de l'École des HEC, le cours de droit commercial pour les femmes eut un franc succès. De plus, la renommée de

⁴⁶ « Rapport de la FNSJB », *La Bonne Parole*, juin 1915, p. 2.

⁴⁷ « Rapport de la FNSJB », *La Bonne Parole*, juin 1916, p. 2.

⁴⁸ « Travaux présentés à la séance des œuvres économiques », *La Bonne Parole*, mai 1927, p. 7. M. Guy Vanier (1888-1988) fut professeur à la Faculté de Philosophie de l'Université de Montréal et à l'École des Sciences Sociales et président de la Société Saint-Jean-Baptiste. M. Alexandre Gérin-Lajoie (1893-1969), avocat et professeur à l'Université de Montréal, est le fils de Henri Gérin-Lajoie et de Marie Lacoste Gérin-Lajoie, fondatrice de la FNSJB (BAnQ-Montréal, Fonds Guy Vanier, CLG52, description du fonds [en ligne] www.biographi.ca (page consultée le 20 janvier 2015).

⁴⁹ BanQ, FNSJB, « La FNSJB », *Le Devoir*, 19 janvier 1918; « La FNSJB », *La Presse*, 13 octobre 1917; « La FNSJB », *La Presse*, 16 janvier 1919; « La FNSJB », *La Patrie*, décembre 1918; « La FNSJB », *Le Devoir*, 15 janvier 1919; « La FNSJB », *Le Devoir*, 8 mars 1919.

⁵⁰ « Travaux présentés à la séance des œuvres économiques », *La Bonne Parole*, mai 1927, p. 7. et BanQ, FNSJB, *Rapport annuel de l'AFA*, 1927.

⁵¹ « Les activités de l'AFA », *La Bonne Parole*, mars 1929, p. 8; « Chez les femmes d'affaires », *La Bonne Parole*, avril 1929, p. 9.

⁵² « Chez les femmes d'affaires », *La Bonne Parole*, janvier 1940, p. 13. et BanQ, FNSJB, *Rapport annuel de l'AFA*, 1940.

certains de ses professeurs au sein de la bourgeoisie montréalaise montre l'importance qu'ils accordaient à cette question. L'AFA elle-même interprètera ce soutien en ce sens en déclarant que « l'importance seule des professeurs prouve éloquentement quel cas notre Université accorde à ces études féminines d'un si grand secours à la femme d'affaires pour mener à bien son commerce ou son métier »⁵³. Ce soutien peut, sans doute, plus largement, être interprétée comme le geste d'une élite canadienne-française libérale soucieuse de s'affirmer dans le monde des affaires montréalaises et qui revendique, notamment, en ce début du XX^e siècle, une éducation spécialisée universitaire pour les francophones⁵⁴.

L'accès des membres de l'AFA à une formation universitaire est aussi révélateur de la conception de l'éducation féminine qu'entretient la FNSJB. En effet, l'élite bourgeoise féminine de la FNSJB considère que « seules les femmes des classes aisées doivent être autorisées à bénéficier des études supérieures et universitaires, à cause de leur statut social privilégié »⁵⁵. En ce sens, un autre enseignement sera promu, à partir de 1921, par la FNSJB en collaboration avec l'Université Laval de Montréal : le cours d'instruction civique. Cependant, contrairement au cours de droit de l'AFA, ces leçons seront données dans une optique de formation politique et non pas professionnelle et ne seront jamais reconnues comme des cours universitaires puisqu'ils ne débouchent pas sur l'obtention d'un diplôme⁵⁶. L'appartenance des femmes propriétaires d'une entreprise commerciale à une certaine élite socio-économique, contrairement aux employées et ouvrières, expliquerait le fait qu'elles ont été les seules à avoir un accès à l'université pour un cours professionnel. En ce qui concerne l'accès à l'École des HEC de Montréal, il faudra attendre 1946 pour qu'une femme, Alma Lepage, commerçante de prêt-à-porter, en soit diplômée comme comptable agréée⁵⁷.

⁵³ « Rapport de la FNSJB », *La Bonne Parole*, juin 1915, p. 2.

⁵⁴ Fernande Roy, *Progrès, harmonie, liberté : le libéralisme des milieux d'affaires francophones à Montréal au tournant du siècle*, Montréal, Boréal, 1988, pp. 257-260.

⁵⁵ Yolande Pinard, *Le féminisme à Montréal*, p. 143.

⁵⁶ Yolande Cohen et Chantal Maillé, « Les cours d'instruction civique ».

⁵⁷ Note biographique sur Alma Lepage, Prix Alma-Lepage, HEC-Montréal [en ligne] http://www.hec.ca/centredecas/cas_primes/prix_alma_lepage/prix_alma-lepage.html - 38638 (page consultée le 17 juin 2017). Voir aussi « Ici et là », *Nouvelles HEC*, décembre 1948.

La mise en place par l'AFA d'un cours commercial universitaire pour les femmes montre donc que cette association se préoccupe de combler les besoins professionnels de ses membres autant qu'elle s'intéresse à leur statut ou à leur rôle de femme, d'épouse ou de mère. Son initiative s'inscrit d'ailleurs dans un contexte caractérisé par le développement sous tous azimuts d'un enseignement professionnel pour les filles sous la forme d'écoles privées spécialisées en tous genres, qu'il s'agisse des écoles normales ou ménagères, de secrétariat ou d'infirmières, ou encore de chapellerie, de coupe et couture, de coiffure ou de dessin de mode. Un certain nombre de ces écoles ont, par ailleurs, été fondées par des femmes, qui, de ce fait, peuvent, comme le suggère Jean Barman, aussi être considérées comme des entrepreneures⁵⁸. Dans l'enseignement public aussi, un « cours primaire supérieur », centré sur la formation commerciale, est proposé autant pour les garçons que pour les filles à la même époque⁵⁹. Son programme, tant chez les franco-catholiques que chez les anglo-protestants, était notamment composé de cours de sténographie, de dactylographie ou de langue anglaise, autant de matières utiles à l'emploi dans les bureaux⁶⁰. La création de l'École des Arts et des Métiers féminins en 1932 par le département de l'Instruction publique est une autre initiative publique prise dans le même sens⁶¹. Ces cours démontrent une volonté aussi bien privée qu'étatique — la première étant, semble-t-il, bien plus foisonnante que la seconde — de proposer une formation solide aux jeunes filles qui souhaitent entrer sur le marché de l'emploi, principalement comme salariée, mais aussi comme employeuse ou à leur propre compte⁶². C'est aussi un contexte d'élargissement de

⁵⁸ Jean Barman, « Vancouver's Forgotten Entrepreneurs. Women Who Ran Their Own Schools », dans Barman Jean et Gleason Mona, dir., *Children, Teachers, and Schools in the History of British Columbia*, Edmonton, Alberta, Brush Education, 2003, pp. 215-232.

⁵⁹ Denyse Baillargeon, *Brève histoire des femmes*, pp. 100-106; Micheline Dumont, *L'instruction des filles au Québec (1639-1960)*, Ottawa, La Société historique du Canada, 1990, p. 23.

⁶⁰ Diane Plourde, *Le cours commercial pour les filles dans le réseau public franco-catholique et anglo-protestant à Montréal 1920-1954*, Mémoire de M.A (Histoire), Montréal, Université du Québec à Montréal, 1986, p. 26 et 47. Voir aussi Marie-Paule Malouin et Micheline Dumont, « L'évolution des programmes d'études (1850-1960) », dans Dumont Micheline et Fahmy-Eid Nadia, dir., *Les couventines. L'éducation des filles au Québec dans les congrégations religieuses enseignantes 1840-1960*, Montréal, Boréal, 1986, pp. 92-96; Nadia Fahmy-Eid, « Le sexe du savoir. Perspectives historiques sur l'éducation des filles au Québec (19-20e siècle) », *E/Ancrages féministes. Cahiers de recherche du GIERF*, 1990, pp. 51-70.

⁶¹ Micheline Dumont, *L'instruction des filles*, p. 23.

⁶² Notons cependant que si l'enseignement des filles a été largement étudié par un groupe de recherche dirigé par Micheline Dumont et Nadia Fahmy-Eid dans les années 1980, ce champ d'étude sur l'enseignement professionnel et commercial reste encore à défricher. Il l'est tout autant

l'éducation des filles aux savoirs scientifiques et à la culture générale dans les degrés inférieurs et d'ouverture de certains programmes universitaires aux femmes⁶³.

5.3.2. Les modistes de l'AFA face à la concurrence

En plus d'être une institution sociale et un lieu de promotion de la formation commerciale des femmes, l'AFA se donne aussi pour objectif de défendre les intérêts professionnels de ses membres⁶⁴. Se comparant aux chambres de commerce « existant chez les hommes d'affaires », elle interviendra dans une série de dossiers qui ont trait à la défense du petit commerce : la question du commerce de détail pratiqué par des grossistes, celle de l'avènement du prêt-à-porter chez les modistes et celle de la réglementation des heures d'ouvertures des magasins⁶⁵.

À partir de 1911, l'AFA dénonce le commerce de détail pratiqué par certaines maisons de commerce de gros au détriment des petites commerçantes et, en particulier,

en France comme le met en exergue Marianne Thivend, « L'enseignement commercial aux XIXe et XXe siècles approché par le genre : Bilan historiographique et pistes de recherche », *Histoire de l'éducation*, vol. 136, oct.-déc. 2012, pp. 9-21. Du côté du Canada anglais, voir Margaret J. MacDougall, *The Evolution of Business Education in New Brunswick, 1784-1984*, Saint-John, New-Brunswick, Impresses, 2001; Barry E.C. Boothman, « Culture of Utility. The Development of Business Education in Canada », dans Barbara Austin, dir., *Capitalizing Knowledge : Essays on the History of Business Education in Canada*, Toronto, University of Toronto Press, 2000, pp. 11-86.

⁶³ Voir notamment Micheline Dumont et Nadia Fahmy-Eid, *Les couventines. L'éducation des filles au Québec dans les congrégations religieuses enseignantes 1840-1960*, Montréal, Boréal, 1986; Micheline Dumont et Nadia Fahmy-Eid, *Maîtresses de maison – Maîtresses d'école. Femmes, famille et éducation dans l'histoire du Québec*, Montréal, Boréal, 1983; Nadia et al. Fahmy-Eid, *Femmes, santé et professions. Histoire des diététistes et des physiothérapeutes au Québec et en Ontario, 1930-1980*, Montréal, Fides, 1997; Yolande Cohen et al., *Les sciences infirmières. Genèse d'une discipline, Histoire de la faculté des sciences infirmières de l'Université de Montréal*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 2002. Par exemple, la faculté de droit de l'Université de McGill accepte sa première étudiante en 1911, celle de médecine en 1918. L'université Laval de Montréal admet une première femme comme étudiante en médecine en 1925.

⁶⁴ BANQ, FNSJB, *Rapport annuel de l'AFA*, 1920 ; « Travaux présentés à la séance des œuvres économiques », *La Bonne Parole*, mai 1927, p. 7; Marie Lavigne, Yolande Pinard et Jennifer Stoddart, « La FNSJB et les revendications féministes au début du XXe siècle », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 29, n° 3, 1975, pp. 353-373, p. 372; « La FNSJB – Troisième fête annuelle au monument national », *Le Devoir*, 20 octobre 1913.

⁶⁵ BANQ, FNSJB, *Rapport annuel de l'AFA*, 1920 et « La FNSJB », *La Patrie*, septembre 1911[?]. Ces luttes rejoignent celles de l'Association des bouchers de Montréal et de l'Association des épiciers de Montréal repérées par Sylvie Taschereau, *Les petits commerçants de l'alimentation*, p. 88.

des modistes⁶⁶. En effet, le compte-rendu de l'assemblée du 13 septembre, paru dans *La Patrie* nous apprend que

plusieurs résolutions adoptant des mesures efficaces pour enrayer les abus du détail de faveur par certaines maisons de gros auront certainement leurs résultats marqués. Il nous fait plaisir de dire que plusieurs maisons de gros se montrent sympathiques et bien disposés [sic] à rendre justice à nos griefs. Il incombe donc aux femmes d'affaires d'exposer leurs droits pour les faire respecter⁶⁷.

Un article publié dans *Le Devoir* en juin 1912 mentionne que « les modistes se plaignent, de nouveau des fournisseurs de gros, qui font le commerce de détail, en opposition à leurs clients de commerce » et que « l'Association des femmes d'affaires fera de nouvelles démarches, et plus pressantes cette fois pour attirer l'attention des propriétaires et gérants des maisons de gros, afin d'obtenir une entente qui protégera réciproquement les parties intéressées »⁶⁸. Le problème ne semble pas se résoudre puisqu'en 1919, le rapport de l'association indique qu'elle « a fait des démarches auprès des marchands en gros pour enrayer les abus auxquelles ils donnaient lieu [sic], en admettant dans leurs établissements des personnes non engagées dans le commerce, et auxquelles ils vendaient cependant au détail »⁶⁹. Bien que nous ne sachions rien de plus sur ce conflit qui oppose le commerce de détail au commerce de gros chez les modistes, nous pouvons faire le constat que l'AFA défend donc le premier, féminin, du second, masculin, auquel elle ne s' imagine pas que ses membres peuvent faire partie.

Cette opposition ressemble à celle qui dresse le commerce de chapeaux prêt-à-porter contre le commerce du fait main, dont on retrouve la trace à la fin des années vingt. En effet, en 1928, Mme M-A Côté-Marcotte, présidente de l'AFA, dénonce la situation en ces termes :

Autrefois le chapeau, par exemple : l'importation nous offrait des chefs d'œuvres, des créations magnifiques. On se dispense maintenant de ce chapeau qu'on remplace par un couvre-chef de manufacture, plus ou moins bien fait, peu importe. [...] Autrefois, la modiste pouvait réaliser du cent pour cent, avec

⁶⁶ *Ibid.*; « La FNSJB », *Le Devoir*, 1 juin 1912. Voir aussi Mme M-A Côté-Marcotte, « Les embarras du petit commerce : causerie donnée à l'association des femmes d'affaires », *La Bonne Parole*, mai 1928, p. 12; Yolande Pinard, *Le féminisme à Montréal*, p. 229.

⁶⁷ *Ibid.*

⁶⁸ BanQ, FNSJB, « La FNSJB », *Le Devoir*, 1 juin 1912.

⁶⁹ « Chroniques des œuvres », *La Bonne Parole*, novembre 1919, p. 3.

ses mains de fée [...] Les marchands détaillants réunis font leur travail, faisons le nôtre nous aussi, et de préférence, donnons tout l'encouragement possible à celles qui luttent pour leur légitime indépendance⁷⁰.

Ces traces de dénonciations par l'AFA des relations conflictuelles entre les détaillantEs et les grossistes, notamment chez les modistes, et de la lutte menée par les artisanes contre la production et la distribution de masse de chapeaux féminins témoignent d'un processus plus large de masculinisation de cette industrie au tournant du XX^e siècle. Comme l'étudie Wendy Gamber, à Boston, les *wholesale milliners*, majoritairement des hommes, avaient, au XIX^e siècle un réel pouvoir sur les *retailers milliners*, majoritairement des femmes, que ce soit par leur offre de crédit, la construction de la réputation qu'ils leur faisaient ou le choix des marchandises qu'ils leur imposaient⁷¹. Ils les considéraient « through Victorian glasses » comme des « “helpless” females », ce qui avait pour conséquence de les transformer en « “respectable” businesswomen »⁷². Au tournant du siècle, en revanche, avec l'adoption de nouvelle méthode, plus rationnelle, de faire des affaires, ces commerçantes au détail deviennent des « “unbusinesslike” businesswomen »⁷³. Les grossistes-manufacturiers vont, par ailleurs, progressivement proposer sur le marché des machines électriques qui réduisent la main-d'œuvre, des modèles de chapeaux préfabriqués et, finalement, des produits de prêt-à-porter⁷⁴. Comme l'indique Gamber,

In 1860, the typical milliner was a highly skilled craft person, an artisan businesswoman who made the hats she sold [...] Sixty or seventy years later, she – or he – was a seller of prefabricated hats who was fighting a losing battle against department stores⁷⁵.

Cette situation est aussi très similaire à celle de l'Ontario étudiée par Christina Bates⁷⁶. Christine Godin, en revanche, souligne la continuité de ce commerce au Québec jusque

⁷⁰ Mme M-A Côté-Marcotte, « Les embarras du petit commerce : causerie donnée à l'association des femmes d'affaires », *La Bonne Parole*, mai 1928, p. 12.

⁷¹ Wendy Gamber, *The Female Economy*, p. 158.

⁷² *Ibid.*

⁷³ *Ibid.* Au sujet des nouvelles méthodes de faire des affaires adoptées par les petits commerçants face à la montée de la culture de la consommation de masse, voir David Monod, *Store Wars*, p. chapitres 3 à 6.

⁷⁴ Wendy Gamber, *ibid.*, p. 158.

⁷⁵ *Ibid.*, p. 159..

⁷⁶ Christina Bates, « Wearing Two Hats », p. 19; Christine Godin, « Créer des chapeaux ».

dans les années soixante⁷⁷. Les prescriptions catholiques plus strictes que chez les protestantes du port du chapeau auraient entretenu le maintien d'ateliers-boutiques autant que de grossistes et d'importateurs de chapeaux⁷⁸. Cependant, son analyse se limite à quelques témoignages et il est, selon nous, fort probable, comme en témoigne la lutte menée par l'AFA et les résultats statistiques exposés dans le premier chapitre, que, malgré l'existence de modistes après les années trente, la forte chute de leur nombre et le processus de masculinisation qui a cours au Canada anglais et aux États-Unis se ressent également au Québec en général et à Montréal, en particulier, dès le début du XX^e siècle⁷⁹.

Un second point sur lequel se positionne l'AFA au début des années vingt est la question des heures d'ouverture des magasins. D'un côté, l'Association des employées de magasin de la FNSJB revendique la fermeture de bonne heure des magasins de Montréal pour « la santé et le bien-être des travailleurs » et obtient la fermeture des grands magasins de l'est de la ville à 6 h le samedi pendant les mois de juillet et août⁸⁰. De l'autre côté, l'AFA opte pour leur ouverture tardive, adhérant ainsi, selon elle, au « sentiment [...] général [partagé] tant chez les marchands-détaillants que chez les femmes engagées dans le commerce »⁸¹. Son argument central est le fait que la soirée est le moment le plus achalandé de la journée pour les petits commerces dont la clientèle est principalement ouvrière et que leur fermeture tous les soirs serait néfaste autant pour l'ouvrière que pour la patronne⁸². Elle parvient, finalement, à faire adopter une clause d'exception au règlement

⁷⁷ Christine Godin, *ibid.*, p. 52.

⁷⁸ *Ibid.*

⁷⁹ Michelle Comeau, « Les grands magasins de la rue Sainte-Catherine à Montréal : Des lieux de modernisation, d'homogénéisation et de différenciation des modes de consommation », *Material History Review*, vol. 41, 1995, pp. 58-66 ; Luc Côté et Jean-Guy Daigle, *Publicité de masse et masse publicitaire. Le marché québécois des années 1920 aux années 1960*, Ottawa, Les Presses de l'Université d'Ottawa, 1999.

⁸⁰ « Entre nous », *La Bonne Parole*, juillet-août 1919, pp. 1-2.

⁸¹ BanQ, FNSJB, « La FNSJB », *Le Devoir*, 22 février 1919. Voir aussi « La FNSJB », *La Presse*, 1919[?]; Mme M-A Côté-Marcotte, « Vers quelles spécialités commerciales se dirigent les patronnes – Le rôle du petit commerce », *La Bonne Parole*, mai 1927, p. 11; Yolande Pinard, *Le féminisme à Montréal*, p. 213.

⁸² *Ibid.* Voir aussi « La FNSJB », *La Presse*, 1919[?]; Mme M-A Côté-Marcotte, « Vers quelles spécialités commerciales se dirigent les patronnes – Le rôle du petit commerce », *La Bonne Parole*, mai 1927, p. 11; Yolande Pinard, *Le féminisme à Montréal*, p. 213.

municipal n°695 « concernant la fermeture des magasins de bonne heure »⁸³. L'article 2 de ce règlement stipule que

les magasins de la Cité de Montréal devront être fermés à 7 heures du soir les lundi, mardi, mercredi et jeudi de chaque semaine, à 9 heures du soir le vendredi et à 11 heures du soir le samedi, et ils devront rester fermer [sic] jusqu'à 5 heures du matin le lendemain.⁸⁴

Cependant, l'AFA obtient l'ajout de l'article 3 qui consacre une exception pour « les tailleurs, marchands-tailleurs, modistes, marchands de mode et de travaux à l'aiguille » dont les commerces peuvent rester ouverts plus tardivement le lundi, « pourvu que les services d'aucune personne à leur emploi ne soient retenus entre 7 heures et 9 heures du soir »⁸⁵. Ce débat relatif aux heures d'ouverture des magasins oppose donc deux groupes de femmes que sont les employeuses d'un côté et les employées de magasin de l'autre. Ce jeu de la concurrence qui prend le pas sur la solidarité féminine dans les relations de travail se ressent également au sein des ateliers de modistes de Boston. Wendy Gamber souligne en effet que :

[g]iven the overwhelming evidence of exploitation, any notion of a 'maternal' style of labour relations must be discarded. Female employers could be just as ruthless – or as kind – as their male counterparts. [...] Overtime, too, was a significant problem, especially during rush seasons and on Saturday evening, when the retail trade was at its busiest.⁸⁶

De manière générale, même lorsqu'il s'agit de patronnes, les exigences du capitalisme priment donc sur la défense de la condition féminine. L'AFA préfère soutenir les intérêts de ses membres qu'elle considère comme des commerçantes soumises aux pressions engendrées par la concurrence et non pas comme des femmes plus sensibles aux conditions de travail de leurs employées du fait de leur sexe.

⁸³ Archives de Montréal, Fonds Conseil de la ville de Montréal 1833-2001, VM001, 33-02, dossier D054, Règlement no 695, *Règlement à l'effet de remplacer les règlements nos 328 et 498, au sujet de la fermeture de bonne heure des magasins*, article 2 [en ligne] <https://archivesdemontreal.ica-atom.org/no-695-reglement-leffet-de-remplacer-les-reglements-nos-328-et-498-au-sujet-de-la-fermeture-de-bonne-heure-des-magasins> (page consultée le 21 juin 2017) Voir aussi « Chroniques des œuvres », *La Bonne Parole*, janvier 1928, p. 2; Mme M-A Côté-Marcotte, « Vers quelles spécialités commerciales se dirigent les patronnes – Le rôle du petit commerce », *La Bonne Parole*, mai 1927, p. 11.

⁸⁴ *Ibid.*, article 2.

⁸⁵ *Ibid.*, article 3.

⁸⁶ Wendy Gamber, *The Female Economy*, p. 84.

Dans ces dossiers relatifs aux relations entre détaillantes, grossistes et manufacturiers du commerce de chapeaux et entre les employeurs et les employées au sujet de la réglementation des heures d'ouverture des commerces, l'AFA prend position en faveur des tenancières de petits commerces et de petites industries du domaine du vêtement. Ce choix n'est pas surprenant si l'on considère le type de commerces tenus par une grande partie des membres du conseil exécutif de l'AFA, à savoir la chapellerie. Il ne rend surtout visibles que celles qui ne forment qu'un peu moins de la moitié de l'ensemble des entrepreneures montréalaises de la première moitié du XX^e siècle, comme on l'a vu au chapitre 3.

5.3.3. Le CTBPW et le BPWCM pour la promotion des femmes à la direction d'entreprise

À partir de la fin de la Seconde Guerre mondiale, la FNSJB et, dans une moindre mesure, le MLCW constatent une réduction de leurs effectifs, une tendance qui serait due notamment, selon certains témoins, à un vieillissement de la population fondatrice de ces associations et au développement du travail salarié des femmes mariées⁸⁷. Nous n'avons pas retrouvé de trace de la dissolution de l'AFA qui semble cesser ses activités vers 1945, même si *La Bonne parole* mentionne toujours son existence lors de la célébration du 50^e anniversaire de la Fédération en 1957⁸⁸. Le BPWCM, au contraire, compte encore 250 membres en 1959, mais ce total baisse à 98 en 1973 et 80 en 1981⁸⁹. À ses débuts, comme nous l'avons vu précédemment, ce club était tourné, du fait de son affiliation avec le CFBPWC et le IFBPW, vers le Canada anglais, les États-Unis et l'international. À partir de 1955, en revanche, il s'associe aussi avec les BPWC de la province de Québec comme

⁸⁷ Denyse Baillargeon, *Brève histoire des femmes*, p. 177.; BAC – Ottawa, Fonds CF BPWC MG 28 I55, Vol. 19, Jean Sharp, « Les associations nationales féminines perdent du terrain », *Le Devoir?*, Mars 1966; « Les associations féminines nationales. Le recrutement est devenu difficile : perte de temps, disent les non-membres », *Le Devoir?*, mars 1966; « Les sections locales des grandes associations féminines manquent d'organisation », *Le Devoir?*, mars 1966.

⁸⁸ Inconnu, *La FNSJB célèbre le cinquantenaire de sa fondation 1907-1957, Son action sociale, éducative et charitable*, Montréal, La Bonne Parole, 1956-1957, p. 45.

⁸⁹ Charlotte Van Dine, « Montreal Owns Clubhouse », *The Business and Professional Woman*, mars-avril 1959, p. 7., BAC – Ottawa, Fonds CF BPWC MG 28 I55, vol. 88, *Lettre de Mrs Shirley Côté à Mlle Georgette Leblanc*, 24 avril 1973 et *Procès-verbal de l'assemblée du Conseil d'administration des Clubs de Femmes de carrières libérales et commerciales de la province de Québec*, 31 janvier 1981.

ceux de Québec, Sherbrooke, Stanstead et Trois-Rivières pour créer une fédération provinciale⁹⁰. Vingt ans plus tard, en décembre 1975, il adopte un nom bilingue et devient le « Business and Professional Women's Club of Montreal – Club de femmes de carrières libérales et commerciales de Montréal », un titre qu'il garde jusqu'en 1993. Le nom, en français, devient alors l'Association des femmes de carrières commerciales et professionnelles de Montréal. Le groupement est dissout en avril 2015⁹¹.

À partir de la fin des années cinquante, le BPWCM et le CTBPW du MLCW amorcent des réflexions sur l'accès des femmes à des postes de direction dans les entreprises privées et publiques. Par exemple, dès 1955, la CFBPWC organise une *Business Women's Week* annuelle au niveau national et invite les clubs locaux à y participer⁹². Cet événement a pour but « to direct attention of the Canadian public to the contribution women in business were making to the economic, political, social, cultural and spiritual life of the country »⁹³. Entre 1958 et 1963, la thématique de cette semaine d'événements est « More Power With Women Power », un titre traduit en français par « Plus de responsabilités pour les femmes responsables »⁹⁴. De plus, en janvier 1964, le BPWCM organise un séminaire annuel de deux jours, « Operation Perspective » destiné aux femmes « just below the executive level » pour les préparer au travail de direction et à la prise de responsabilité⁹⁵. Du côté du MLCW, le CTBPW organise, le 17 février 1960, une table ronde sur la question : « How best can women qualify for more responsible posts in business and professions ? »⁹⁶. Mlles Evelyn Cornell, « regional co-ordinator of Women's Employment, National Employment Service », Elizabeth Monk, avocate, Cécile

⁹⁰ BAC-Ottawa, Fonds CF BPWC, MG 28 I 55, vol. 81, « Québec », *The Business and professional women*, octobre 1956, p. 12. Le BPWC de la ville de Québec, qui deviendra l'Association des femmes de carrières du Québec métropolitain, est mis en place en 1947. Voir Cheryl Gosselin, *Vers l'avenir !*, pp. 112 et 314-315.

⁹¹ Gouvernement du Canada, Information concernant les sociétés de régime fédéral [en ligne], <https://www.ic.gc.ca/app/scr/cc/CorporationsCanada/fdrlCrpDtls.html?corpId=331791> (page consultée le 21 juin 2017).

⁹² BAC – Ottawa, Fonds CF BPWC MG 28 I55 vol. 81, Elizabeth Bess Forbes, *With Enthusiasm and Faith*, p. 118.

⁹³ *Ibid.*

⁹⁴ « L'apport des femmes d'affaires », *La Presse*, 17 octobre 1961, p. 2.

⁹⁵ BAC – Ottawa, Fonds CFBPWC MG 28 I55 vol. 81, Elizabeth Bess Forbes, *With Enthusiasm and Faith*, p. 17; « Association des femmes d'affaires », *Le Devoir*, 1964[?].

⁹⁶ BAnQ, MLCW, *Annual Report*, 1959-60, p. 52-53.

Décarie, « traductor and copy-writer » pour la compagnie Eaton de Montréal et Mme Yvonne Rialland Morissette, journaliste, en sont les invitées⁹⁷. Dans son rapport sur cet événement, le CTBPW célèbre le fait que les femmes sont de plus en plus acceptées au niveau de la direction des entreprises, ce qui représente « a great improvement in the status of women workers »⁹⁸. Il dénonce, cependant, les exigences élevées, en termes de formation et d'expériences, auxquelles les femmes doivent répondre pour y arriver et en appelle à une solidarité féminine envers celles qui s'engagent dans cette voie professionnelle⁹⁹. Dix ans plus tard, le 17 mars 1971, le MLCW organise une autre conférence sur les opportunités ouvertes aux femmes dans les affaires et les responsabilités que les femmes doivent accepter lorsqu'elles atteignent des « posts of importance »¹⁰⁰.

La répartition des propriétaires anglophones et des francophones selon les différents secteurs d'activités apparaît comme le facteur explicatif le plus évident pour justifier l'absence d'intérêt du BPWCM et du CTBPW du MLCW pour l'entrepreneuriat montréalais *stricto sensu* et leur préoccupation plutôt centrée vers l'accès des femmes à des postes à responsabilité dans les entreprises. En effet, dans la première moitié du XX^e siècle, au niveau provincial, la concentration des Canadiens anglais à la tête des entreprises des secteurs manufacturiers, de la construction, du transport et des communications et des commerces de gros équivaut à celles des Canadiens français dans le commerce de détail¹⁰¹. Plus précisément, en 1931, la représentation des anglophones dans la propriété de commerces de détail est de 17 % contre 81 % de francophones. Dix ans plus tard, en 1941, ces deux taux diminuent respectivement à 3 % et 73 %; les propriétaires des autres groupes ethnolinguistiques qui formaient 3 % de cet ensemble en 1931 augmentent donc à 23 % dix ans plus tard¹⁰². Malgré la hausse de ce taux, les francophones restent donc largement majoritaires dans ce secteur. Au contraire, en 1941, les anglophones forment 81,2 % des propriétaires et gérants dans les manufactures et 67 % dans le commerce de

⁹⁷ *Ibid.*

⁹⁸ *Ibid.*

⁹⁹ *Ibid.*

¹⁰⁰ BAnQ, MLCW, *Annual Report*, 1970-1971, p. 44-45.

¹⁰¹ Paul-André Linteau, *Histoire de Montréal*, p. 320 et 326; Yves Bélanger et Pierre Fournier, *L'entreprise québécoise*; Sylvie Taschereau, *Les petits commerçants de l'alimentation*, p. 36 et s.

¹⁰² Yves Bélanger et Pierre Fournier, *ibid.*, pp. 49-50.

gros¹⁰³. Autrement dit, comme l'exprime Yves Bélanger, « sauf pour quelques rares exceptions, le développement de la grande industrie dont la croissance connaît un bond spectaculaire pendant et après la Seconde Guerre mondiale était demeuré pratiquement inaccessible [à la classe d'affaires francophone québécoise] »¹⁰⁴. Or, les femmes qui ont atteint des postes à la direction d'entreprise (propriétaires, gérantes, directrices ou administratrices) dans la première moitié du XX^e siècle sont principalement concentrées dans le commerce de détail comme le montre le chapitre 3. Les membres de l'AFA appartiennent à ce groupe. En revanche, les femmes de l'élite anglophone qui sont membres du MLCW ou du BPWCM semblent plutôt évoluer dans les sphères des grandes entreprises des autres secteurs d'activités que dans le monde de la propriété de petits commerces de détail. Cette disparité linguistique reste de mise jusqu'au début des années soixante, alors que l'élite d'affaires francophone s'impose progressivement comme acteur central de la construction du modèle de « Québec inc. ». L'intérêt porté par le BPWCM aux autres clubs francophones de la province, conjugué à la hausse exponentielle du nombre de Montréalaises (et de Québécoises) à la direction d'entreprise peut expliquer le soudain intérêt que ce groupement porte alors à l'enjeu de l'accès des femmes aux postes de responsabilité.

Conclusion

Dès le début du XX^e siècle, certaines entrepreneures montréalaises se sont associées pour défendre leurs intérêts. Les francophones ont rejoint, dès 1910, l'Association des femmes d'affaires de Montréal (AFA) de la Fédération nationale Saint-Jean-Baptiste tandis que les anglophones ont fondé, en 1930, le Business and Professional Women's Club de Montréal (BPWCM) et participé, à partir de 1939, au Committee of Trades, Business and Professions for Women (CTBPW) du Montreal Local Council of Women. L'étude de la composition de ces groupements, du réseautage qu'ils créent et des combats politiques qu'ils mènent permet de cerner la perception de l'entrepreneuriat féminin — et, plus largement, de l'implication des femmes dans le monde des affaires — qu'elles ont construit et véhiculé publiquement.

¹⁰³ Everett C. Hughes et Margaret L. McDonald, « French and English », p. 501.

¹⁰⁴ Yves Bélanger, *Québec inc.*, pp. 2-3 et 49-50.

L'adhésion à l'AFA et au BPWCM n'est pas réservée aux seules entrepreneures *stricto sensu*. En effet, dans l'une comme dans l'autre association, les femmes sont autant propriétaires, employeuses, à leur propre compte que salariées, professionnelles ou tout simplement intégrées aux milieux d'affaires grâce à leur appartenance familiale. Cependant, le groupement francophone, qui compte jusqu'à 175 personnes en 1927, est dirigé principalement par des propriétaires de petits commerces et, notamment des modistes. Les activités des membres et des dirigeantes du BPWCM, composé de quelque 300 membres entre 1930 et 1960, restent largement inconnues. Cependant, les principaux indices retracés concordent pour dire qu'il s'agit d'un groupement homogène non pas sur le plan de la profession de ses membres, mais plutôt en termes d'appartenance sociale à une certaine élite.

Le réseautage et la charité sont au fondement de l'existence de ces deux groupements. En effet, leurs activités sont principalement organisées dans le but de créer un espace de rencontres, d'échanges et de solidarité, un sentiment d'appartenance à une collectivité et, par conséquent, une certaine « sororité ». Le BPWCM, en particulier, s'inspire, en ce sens, plus clairement que l'AFA, des fonctionnements des Clubs d'hommes d'affaires comme ceux du Rotary, Kiwanis ou Lions. Les choix qu'elles font de leurs lieux de rencontres ou des associations qu'elles soutiennent confirment l'idée du cloisonnement ethnolinguistique de Montréal, les francophones et les anglophones travaillant chacune dans les sphères associées à leur groupe linguistique.

Enfin, les combats politiques de l'AFA, principalement menés entre 1910 et 1930, en faveur de l'enseignement commercial des femmes d'affaires et du petit commerce (notamment les modistes) contre les commerces de gros, les manufacturiers et leurs propres employées, témoignent de l'intérêt porté par cette association à la défense des commerçantes. Dans les discours relatifs à la mise en place du cours commercial pour femmes, la nécessité d'une formation en ce domaine qui soit identique pour les femmes et les hommes, les unes et les autres faisant face aux mêmes difficultés dans l'exercice du commerce, est un argument récurrent. Par ailleurs, à une époque marquée par l'avènement de la production et de la distribution de masse, la défense par l'AFA du petit commerce trahit également l'intérêt que celle-ci porte à la situation des femmes en affaires en tant que propriétaires de ce type de commerce, plutôt qu'en tant que femmes partageant le sort de leurs consœurs. En revanche, le BPWCM et le CTPBW ne semblent pas avoir

explicitement défendu les entrepreneures avant la fin des années 1950 ; à partir de cette date, ils ont organisé l'un ou l'autre évènement éparé autour de la question de l'accès des femmes aux postes de direction des grandes entreprises privées et publiques et ils ont souligné les difficultés auxquelles elles font face plus spécifiquement en tant que femmes.

Ainsi donc, la commune hétérogénéité des membres de l'AFA et du BPWCM, de même que les activités de réseautage et de charité que chacune organise pourraient laisser croire, *a priori*, à d'importantes similitudes entre ces deux groupements. L'examen des engagements politiques de l'AFA comme celui de l'intérêt limité du BPWCM pour la question de l'entrepreneuriat féminin dévoilent surtout que les unes et les autres participent à la division linguistique du monde des affaires montréalais de cette première longue moitié du XX^e siècle. En effet, jusqu'en 1960, au Québec, alors que les francophones sont concentrés dans le petit commerce de détail, les anglophones dominent les grandes entreprises, notamment les manufactures et les commerces de gros. Les membres de l'AFA appartenant à l'« élite commerciale » de Montréal rejoignent les rangs de l'élite d'affaires francophone du commerce de détail. Les femmes membres du BPWCM ont, elles, sans doute été plus proches des réalités des grandes entreprises et des enjeux de carrières professionnelles de leurs salariées. De plus, l'AFA semble défendre les intérêts commerciaux des entrepreneures tandis que le BPWCM souligne plutôt les difficultés auxquelles les femmes sont confrontées lorsqu'elles tendent d'accéder aux postes salariés de direction. En fin de compte, de l'entrepreneuriat féminin montréalais dans son ensemble, seules les petites commerçantes francophones du secteur du vêtement (et les modistes en particulier) sont rendues visibles dans les prises de positions de l'AFA, soit une très petite minorité.

Chapitre 6. Des femmes dans une association d'hommes d'affaires

Si, pendant la période 1920-1980, quelques entrepreneures montréalaises ont été membres d'associations féminines, d'autres ont rejoint, à partir du début des années quarante, des institutions de gens d'affaires, majoritairement masculines, comme la Chambre de commerce du district de Montréal, le Board of Trade, la Chambre de commerce des jeunes et le Junior Board of Trade. Qui sont-elles, comment les ont-elles intégrées et pour quelles raisons ont-elles privilégié ce genre de structure aux associations féminines ? Certaines d'entre elles ont, de plus, participé à la mise en place d'un comité féminin au sein de la Chambre de commerce du district de Montréal qui existe entre 1957 et 1971. Quelles sont les motivations qui sous-tendent cette démarche ? Qui sont les femmes qui s'y investissent ? À quel point les femmes propriétaires d'entreprises y sont-elles représentées ? Quelles initiatives en termes de formation ou de valorisation du travail des membres sont prises par ce groupement pour soutenir les femmes en affaires ? À quel point la mixité a-t-elle favorisé l'intégration des femmes au sein de la CCDM ou, au contraire, participé à une « ségrégation des sexes » selon ou au sein même de ses activités ? Enfin, où en est l'intégration des femmes membres de la CCDM à la fin de la période étudiée ? En proposant une analyse de l'entrée des femmes dans ce type d'organisation et en apportant quelques éclairages sur l'organisation, les discours et les revendications de ce comité féminin en particulier, le présent chapitre vise, plus globalement, à mettre en exergue l'institutionnalisation des rapports de genre dans ces univers majoritairement masculins qui se veulent représentatifs du monde des affaires de Montréal et les transformations de la prise en considération par ces instances de l'entrepreneuriat féminin *stricto sensu*.

6.1. Les femmes membres du Board of Trade et de la Chambre de commerce

Le monde des affaires montréalais se divise, depuis la fin du XIX^e siècle, en deux grands groupements : le Montreal Board of Trade (MBT) et la Chambre de commerce du district de Montréal (CCDM). Le premier est fondé en 1822, sous le nom de Committee of Trade, par des marchands issus de la bourgeoisie anglo-écossaise dans le but de soutenir l'essor économique et commercial de Montréal. La Chambre de commerce, quant à elle,

est créée quelque 60 ans plus tard, en 1887, pour défendre plus spécifiquement les intérêts des Canadiens français dans la dynamique économique montréalaise¹⁰⁵. Les femmes n'ont été admises dans ces deux groupements qu'à partir de la Seconde Guerre mondiale.

Plus précisément, du côté des Canadiens français, entre 1930 et 1942, les statuts de la CCDM mentionnent spécifiquement, comme condition d'adhésion, d'être « de sexe masculin »¹⁰⁶. Précédemment silencieuses en la matière, les autorités de la Chambre ont donc discuté de la question de l'acceptation des femmes comme membres au moins à ces deux dates. En effet, cette indication claire concernant l'obligation d'appartenance des membres à la gent masculine sous-entend une prise en considération de la présence de femmes dans le monde des affaires et du choix émis par les autorités de la Chambre de les exclure explicitement de leurs assemblées. Cette décision témoignerait-elle de la méfiance, véhiculée par une certaine frange de la population, vis-à-vis de la présence des femmes dans le monde du travail en temps de crise économique¹⁰⁷? L'absence de trace des arguments avancés pour limiter l'accès à la CCDM aux seuls hommes ne permet pas d'affirmer avec certitude qu'il en fut ainsi. Il se fait, en revanche, qu'en supprimant cette mention en 1942 — soit au moment de la Seconde Guerre mondiale et en pleine reprise économique — cette institution ouvre sciemment ses portes aux femmes. Un an plus tard, en 1943, nous relevons les noms de dix femmes membres sur un total de 3128 personnes, soit à peine 0,3 % (graphique 22)¹⁰⁸. Entre 1950 et 1955, seules 35 nouvelles recrues y sont intégrées alors que la Chambre compte quelque 2256 membres¹⁰⁹. En 1956, il y aurait

¹⁰⁵ Ces deux groupements fusionnent en 1992 et deviennent La Chambre de commerce du Montréal métropolitain/Board of Trade of Metropolitan Montreal. Voir Edgar Andrew Collard, *The Montreal Board of Trade, 1822-1972 : A Story*, Montréal, Montreal Board of Trade, 1972; CCDM, *Un siècle à entreprendre. La Chambre de commerce de Montréal : 1887-1987*, Montréal, Libre Expression, 1987.

¹⁰⁶ *Bulletin de la CCDM*, juillet 1930, p. 77 et *Bulletin de la CCDM*, novembre 1942, p. 23 – 28. Cette condition est, d'ailleurs, encore de mise en 1942 pour être membre de la Chambre des Jeunes. *Bulletin de la CCDM*, novembre 1942, p. 95.

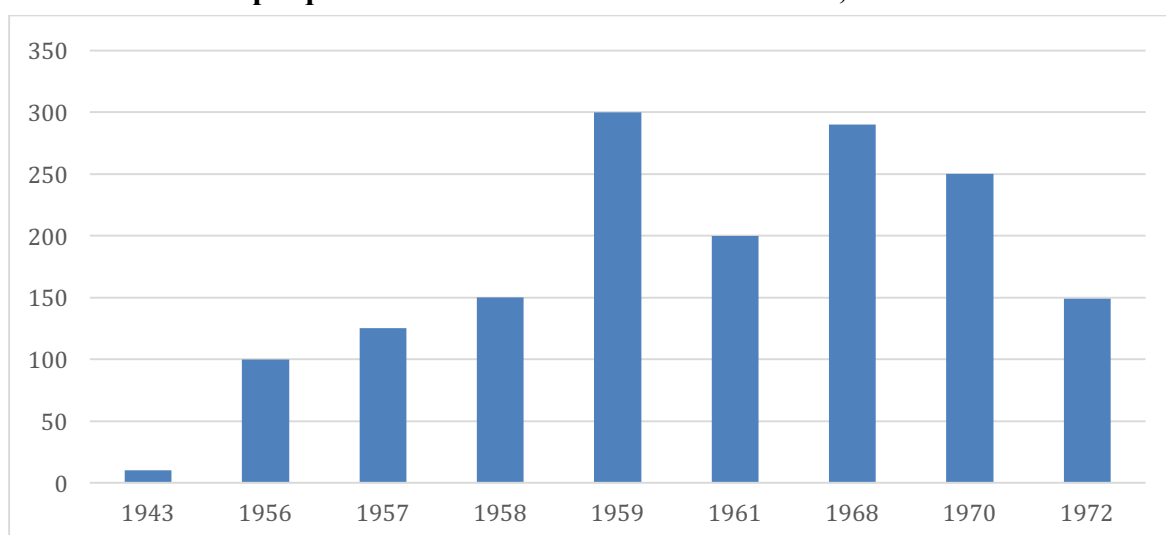
¹⁰⁷ Denyse Baillargeon, *Brève histoire des femmes*, pp. 126-127; Marie Lavigne et Jennifer Stoddart, « Ouvrières et travailleuses », pp. 99-113, pp. 106, 107 et 109; Margaret Hobbs, « Equality and Difference ».

¹⁰⁸ *Annuaire du Bulletin de la CCDM*, septembre 1943, p. 21.

¹⁰⁹ *Commerce-Montréal*, 11 septembre 1950 ; 18 septembre 1950 ; 30 octobre 1950 ; 24 décembre 1951 ; 11 février 1952 ; 20 juin 1952 ; 3 novembre 1952 ; 10 novembre 1952 ; 24 novembre 1952 ; 1^{er} décembre 1952 ; 9 décembre 1952 ; 1^{er} juin 1953 ; 15 juin 1953 ; 4 avril 1955 ; 21 novembre 1955 ; 5 décembre 1955. – Voir chapitre 2.

« près d’une centaine » de femmes membres¹¹⁰, en 1957, cent vingt-cinq¹¹¹ et, en 1958, cent cinquante¹¹². Cet ensemble continue de gonfler jusqu’en 1959, date à laquelle il est mentionné que le nombre atteindrait 300 « avant la fin de l’année »¹¹³. Par la suite, le nombre fluctue entre 200 en 1961, 290 en 1968 et 250, en 1970¹¹⁴. En 1972, nous ne retrouvons plus que 149 femmes membres individuelles et déléguées de membres corporatifs dans l’annuaire de la Chambre de commerce qui reprend les coordonnées de ses 4000 membres. Ainsi donc, si les femmes représentent quelques 0,3 % de l’ensemble des membres de la CCDM en 1943, elles atteignent les 8 % en 1968, une proportion qui retombe à 3 % en 1972. Ces chiffres témoignent, malgré les variations, d’une entrée très limitée, entre 1943 et 1972, des femmes au sein de la principale institution représentant l’élite commerciale canadienne-française.

Graphique 22. Membres féminins de la CCDM, 1943-1972



Sources : *Commerce-Montréal* et annuaires des membres de la CCDM, 1943-1972

¹¹⁰ *Commerce-Montréal*, 20 février 1956, p. 5.

¹¹¹ HEC-Montréal, Fonds de la CCDM, P003, H2, 0002, *Procès-verbal de la réunion mensuelle du CFM de la CCDM (PV-CFM de la CCDM)*, 22 août 1957. Tous les documents du CFCE, du CFM de la CCDM et de la CCDM proviennent du fonds de la CCDM : HEC-Montréal, Fonds de la CCDM, P003. Par souci d’alléger les notes, nous nous sommes permise, dans les notes suivantes, d’en raccourcir la mention à HEC, CCDM.

¹¹² *Commerce-Montréal*, 18 février 1957, p. 1.

¹¹³ *Commerce-Montréal*, 29 juin 1959, p. 7.

¹¹⁴ *Commerce-Montréal*, 2 octobre 1961, p. 7. Notons qu’en septembre 1960, la Chambre compte 3500 membres individuels et 150 compagnies membres. HEC, CCDM, *Bulletin du CFM de la CCDM*, septembre 1960.

Le nombre plus élevé de femmes membres de la CCDM entre 1959 et 1970 qu'avant ou après cet intermède nous paraît être davantage la conséquence des activités du comité féminin que le reflet d'une plus grande importance de l'entrepreneuriat féminin entre ces deux dates. En effet, à en croire les statistiques, le nombre de femmes à la direction d'entreprise augmente considérablement entre 1960 et 1980 (chapitre 3) alors que le nombre de femmes membres à la CCDM semble diminuer à partir de 1970. L'augmentation du nombre de femmes membres entre 1959 et 1971 semble donc directement attribuable à la création du comité des Femmes Chefs d'Entreprises (FCE) qui voit le jour au sein de la CCDM en février 1956. Au printemps 1958, le FCE devient le Conseil des Femmes-Membres (CFM). Après quinze ans d'existence, en 1971, il est dissout alors qu'un Comité des Femmes-Membres (Comité FM) est créé au sein de la section Manifestation de la Chambre. Ce comité n'existe plus en 1980-1981¹¹⁵. Notons, enfin, qu'en 1960, la cotisation demandée aux membres pour intégrer la CCDM augmente fortement, passant de 35\$ à 50\$, ce qui force le CFM à diminuer la cotisation supplémentaire demandée à ses membres de 5\$ à 1\$¹¹⁶. Il est fort probable que cette décision de la Chambre soit à l'origine de la chute du nombre de femmes membres de la CCDM entre 1959 et 1961 (graphique 22). Ces trois constats amènent à croire en l'action positive du CFM en ce qui concerne la représentativité féminine au sein de la CCDM, en termes numériques tout du moins.

Les données sont beaucoup plus disparates en ce qui concerne l'entrée des femmes au sein du Board of Trade, mais indiquent une aussi faible participation féminine que dans

¹¹⁵ « Programme du 94e exercice 1980-1981 », *Commerce-Montréal*, mi-septembre 1980, p. 7. Il y aura, en revanche, comme évoqué plus haut, à partir de 1987, un comité de gestion « Accès 51 » et un nouveau comité « Action femmes d'affaires » qui auront comme objectif respectif d'intégrer les femmes dans les conseils d'administration d'entreprises et de promouvoir les femmes en affaires. *Commerce-Montréal*, septembre et octobre 1988. Francine Harel-Giasson *et al.*, « Les réseaux de femmes en gestion ». Plus précisément, « Accès 51 » a été créé en mars 1987 à l'instigation des femmes et des entreprises-membres de la Chambre de commerce qui voulaient permettre aux entreprises des secteurs privés et public d'identifier des femmes compétentes pour faire partie de leurs conseils d'administration, de leurs comités consultatifs et de leurs commissions, ou encore pour agir comme conférencières. Les candidates devaient envoyer leur curriculum vitae et Accès 51 mettait leur candidature à la disposition d'entreprises intéressées. En 1988, la banque contenait des données sur 440 candidates qualifiées et possédant des expertises très diversifiées. Nicole Forget, « « Accès 51 », une banque de ressources pour les femmes », dans Micheline Plasse et Carolle Simard, dir., *Gérer au féminin. Actes du colloque tenu à Montréal le 2 juin*, Montréal, Agence d'ARC, 1989, pp. 55-58, p. 55.

¹¹⁶ HEC, CCDM, *PV - CFM de la CCDM*, 20 octobre 1960.

le monde francophone. Les premières femmes en seraient devenues membres vers l'année 1954-55¹¹⁷, mais encore en 1965, les autorités de cette association sentent la nécessité de préciser l'acceptation des femmes dans leurs rangs :

Consequent on a number of queries received by this Office, it was thought advisable to remind member firms that their representation in the Board's membership need not be confined to men. The Board's by-laws do not preclude ladies from being nominated as representatives. Lady representatives of member firms, as well as female employees of member companies, are most welcome to participate in the various activities organized by the Board, such as the 'workshops', panel discussions, local industrial tours, etc.¹¹⁸.

Par ailleurs, ces deux grandes institutions ont chacune des sections réservées aux jeunes en affaires : le Montreal Junior Board of Trade (MJBT) et la Chambre de commerce des jeunes de Montréal (CCJM), toutes deux créées en 1931¹¹⁹. Les règlements de ces deux groupements, adoptés lors de leurs incorporations respectives en 1941, précisent que leurs membres doivent être des « jeunes hommes de 21 à 35 ans » ou « any man between the ages of 20 and 35 years »¹²⁰. À la CCJM, nous retrouvons la trace de quelques « membres auxiliaires féminins » en 1939 et 1947-48¹²¹ et d'« un comité féminin » composé de « jeunes filles bénévoles » en 1950¹²². Ce n'est cependant qu'en 1957-58 que cette association intègre les femmes comme des membres de plein droit et crée un nouveau

¹¹⁷ La première mention de femmes membres du Board of Trade que nous avons retrouvée est celle de deux femmes : HEC-Montréal, Fonds du MBT, P019 W8 0003, *Review of Activities of the Montreal Board of Trade, 1954-55*.

¹¹⁸ HEC-Montréal, Fonds du MBT, P019 W8 0010, *Circular n ° 767*, December 15th 1965.

¹¹⁹ La CCJM crée sa section jeunesse le 28 octobre 1931 par une résolution de son conseil d'administration. Cette section deviendra progressivement indépendante par rapport à la Chambre de commerce et sera incorporée le 5 juin 1940. Elle deviendra la Chambre de commerce des jeunes du district de Montréal, puis, en octobre 1969, la Jeune Chambre de Montréal et enfin, en 1979, la Jeune Chambre de commerce de Montréal. Le Board of Trade crée le Montreal Junior Board of Trade également en 1931 ; il sera incorporé au début des années 1940, intégré au groupe Canada Jaycees (Junior Chamber International, section Canada) en 1970 et officiellement dissout en 1984.

¹²⁰ HEC-Montréal, Fonds de la CCJM, P054, W99, 0002, *Annuaire Fédération des Chambres, 1941-1942*. Tous les documents relatifs à la CCJM proviennent du fond HEC-Montréal, Fonds de la CCJM, P054. Par souci d'alléger les notes, nous nous sommes permise, dans les notes suivantes, d'en raccourcir la mention à HEC, CCJM.

¹²¹ HEC, CCJM, *Revue de Haute élégance, section féminine du Comité des œuvres sociales de la Chambre de commerce des jeunes de Montréal*, 19 avril 1939 et *Programme Souvenir Pot Pourri 48, Chambre de commerce des Jeunes de Montréal, 8-9-10-11 décembre 1948, Manège Fusiliers Mont-Royal; Vigilant*, décembre 1947.

¹²² HEC, CCJM *10e assemblée générale annuelle*, 12 juin 1950; *Vigilant*, numéro spécial 1949-50.

comité féminin¹²³. Il s'agit d'un comité de femmes des membres qui propose à ses adhérentes une formation dans les soins de beauté et diverses activités culturelles ou de bien-être, des conférences et des cours universitaires sur des sujets « d'un intérêt tout particulier pour les femmes »¹²⁴. En 1960, il compte quelque 350 personnes, soit près d'un tiers du nombre total de membres, une proportion encore identique en 1970 alors que la CCJM ne compte plus que quelque 400 membres¹²⁵. En 1968, dans la mouvance de l'exposition universelle Expo' 67, parallèlement à ce comité des femmes des membres, un comité des hôtesse est créé pour « accueillir les membres et invités lors des manifestations de la Chambre »¹²⁶ et de 1971 à 1974, la CCJM élit une « Mlle Jeune Chambre » comme ambassadrice¹²⁷. Finalement, en 1977, une première femme devient présidente de la CCJM qui ne compte plus que 168 membres¹²⁸. Autrement dit, ce groupement ne laisse aucune place à la question de l'intégration des femmes sur le marché de l'emploi, qu'elles soient salariées, employeuses, à leur propre compte ou de professions libérales et ne considère ses membres féminins que comme des épouses, des hôtesse ou des représentantes. La date de l'acceptation des femmes au Junior Board of Trade nous est, quant à elle, inconnue. Le

¹²³ HEC, CCJM, *Vigilant*, avril 1957, p. 21; *Hebdo Jeune commerce*, 30 novembre 1957, p. 3; *Album Souvenir, 1931-1981, 50e anniversaire, Jeune Chambre de commerce de Montréal*, 1981 et *Règlements de la Chambre de commerce des jeunes du district de Montréal, 1956-57*; « La Jeune Chambre chevaleresque accepte des membres féminins », *La Presse*, 18 janvier 1960.

¹²⁴ HEC, CCJM, *Hebdo, Jeune Commerce*, 30 novembre 1957, p. 3; 11 janvier 1958, p. 3; 25 janvier 1958, p. 3; 1^{er} février 1958, p. 3; 8 février 1958, p. 3, 15 février 1958, p. 3 et 10 novembre 1967, p. 2; *Initiatives*, août 1967, p. 31; *Programme du 9^e congrès de la Chambre des jeunes du district de Montréal*, 29-30 septembre et 1 octobre 1961 et *34e rapport annuel, 1964-1965*, p. 17

¹²⁵ HEC, CCJM, « La Jeune Chambre chevaleresque accepte des membres féminins », *La Presse*, 18 janvier 1960. et HEC, CCJM, *Procès-verbal de la 18^e assemblée régulière du conseil d'administration de la Jeune Chambre de commerce*, 20 mars 1972 et *Soirées de motivation, projet présenté à la Jeune Chambre de Montréal par la commission d'affaires culturelles*, 19 février 1973, p. 1.

¹²⁶ HEC, CCJM, *Procès-verbal de la 1^{re} assemblée régulière du conseil d'administration de la Jeune Chambre de commerce*, 19 juin 1972, p. 5 et Marcel Tardif, « Projet visant la continuité du mouvement « JC » », 30 octobre 1968, *Congrès de la Jeune Chambre 1972-73*. HEC, CCJM, *Procès-verbal de l'assemblée générale de la Jeune Chambre de commerce*, 29 juin 1972, p. 4.

¹²⁷ En 1971 et 1972, il s'agit de Pierrette Petitclerc, secrétaire. En 1973, c'est Kathleen Dunnigan, « gérante-ajointe dans une maison de marketing ». En 1974, c'est Marie-André Bastien, conseillère en service à Bell Canada (HEC, CCJM, *Initiatives*, juin 1972, p. 5, avril 1973, p. 20 et décembre 1973, p. 5.).

¹²⁸ HEC, CCJM, *Historique de votre secrétaire, Procès-verbal du Conseil d'administration de la Jeune Chambre de commerce*, mandat 1977-78 et « Éditorial du président », *Initiatives*, avril 1977, p. 4.

seul indice à ce sujet est le fait que la Chambre des Jeunes se targue, encore en 1960, d'être la seule Chambre des Jeunes à accepter les candidatures féminines¹²⁹.

La création de sections féminines est une démarche commune à d'autres groupements de gens d'affaires francophones à la même époque. Un tel comité est, par exemple, créé, en septembre 1961, au sein de l'Association des hommes d'affaires du nord de Montréal¹³⁰ ou en 1979, à la régionale de Montréal du Centre des Dirigeants d'Entreprises, sous le nom de « Comité "F" »¹³¹. En revanche, aucun comité féminin n'est créé au sein des Board of Trade et Junior Board of Trade. Cet état de fait pourrait s'expliquer par l'existence, encore à cette date, du Business and Professional Women's Club qui peut donc avoir, dans les faits, rassemblé les forces vives de l'entrepreneuriat féminin anglophone des années cinquante et soixante.

Contrairement à l'AFA et au BPWCM qui sont affiliés à des fédérations d'associations exclusivement féminines telles que la FNSJB ou le MLCW, ces comités féminins font partie intégrante des groupements de gens d'affaires, majoritairement masculins, qui les ont créés. Cette distinction entre l'association de femmes et le comité

¹²⁹ HEC, CCDM, « La Jeune Chambre chevaleresque accepte des membres féminins », *La Presse*, 18 janvier 1960.

¹³⁰ HEC, CCDM, *Bulletin Conseil féminin de la CCDM*, septembre 1961, p 16. La présidente sera Mme Irène Dubreuil. Archives Université de Québec à Montréal, Fonds de l'Association des hommes d'affaires de Montréal, 41P-725/7, « Comité féminin formé au sein de l'Association des Hommes d'affaires du Nord de Montréal », *Le Progrès du Nord*, 21 juillet 1961. et « Formation d'un comité féminin à l'Association des hommes d'Affaires du Nord de Montréal », *Le Progrès de Villeray*, 20 juillet 1961. L'Association des Hommes d'affaires du Nord de Montréal est créée en 1927 et incorporée en 1935. Elle organise des conférences, des diners-causeries, des réunions sociales ou des visites industrielles. Elle propose également des cours de perfectionnement dans le domaine de la vente au détail ou du développement personnel. Elle se positionne dans plusieurs débats politiques comme la crise économique de 1930 ou le développement urbain. Elle devient L'Association des hommes d'affaires de Montréal en 1979. Archives Université de Québec à Montréal, Fonds de l'Association des hommes d'affaires de Montréal, 41P, *Description du fonds*.

¹³¹ Archives Université de Québec à Montréal, Fonds du Centre des dirigeants d'entreprises, 43P-530 : 02/56, *Procès-verbal d'une réunion du comité « F. de la régionale de Montréal*, 8 février 1979. Le Centre des dirigeants d'entreprise (CDE) est créé en juillet 1943, sous le nom d'Association professionnelle des industriels (API). Elle regroupe des industriels animés par la doctrine chrétienne et une vision humaniste du travail. Elle propose à ses membres toute une série d'activités et publie un certain nombre d'études sur différents sujets liés à leur profession. En 1960, elle devient le Centre des dirigeants d'entreprise (CDE). Elle participe à la création du conseil du patronat du Québec en 1969. Elle est dissoute en 1990. Archives Université de Québec à Montréal, Fonds du Centre des dirigeants d'entreprises, 43P, *Description du fonds*.

féminin d'association de gens d'affaires est au cœur des discussions entourant la mise en place du comité féminin de la Chambre de commerce du district de Montréal.

6.2. Du comité des femmes chefs d'entreprise au conseil des femmes membres de la CCDM

Le 6 décembre 1955, au Cercle universitaire, sous la présidence de Mme Flore D. Jutras¹³², douze femmes membres de la CCDM se réunissent en vue de fonder un Comité des Femmes Chefs d'Entreprise¹³³. Ses objectifs sont « d'étudier, de défendre les droits et intérêts généraux des femmes chefs d'entreprise, de documenter les membres sur toutes les questions d'ordre général concernant la double qualité de femme et de chef d'entreprise »¹³⁴. Pour ce faire, il entend rassembler toutes les femmes membres de la Chambre de commerce et précise que

c'est au sens large du mot qu'il faut entendre l'acceptation « chefs d'entreprise » ; à proprement parler, les femmes qui, par leur situation dans l'administration et la direction d'entreprise, dans les diverses branches professionnelles, etc. se trouvent dans des situations de commande ou de responsabilité¹³⁵.

¹³² À la date de la création du CFCE de la CCDM, Flore D. Jutras est engagée dans de nombreuses associations. Elle n'est en effet, rien de moins que « courtier d'assurance agréé, diplômée en service social de l'Université de Montréal, [et] membre du Comité consultatif de l'effectif national du ministère du Travail, de l'association des diplômés de l'UdeM, de l'association des courtiers d'assurance de la Province de Québec, du Montreal Council of Women, de l'Association canadienne des auxiliaires sociales, du Comité permanent du fonds de construction de l'hôpital Sainte-Justine, de la Ligue des propriétaires de Notre-Dame de Grâce, de l'Association des consommateurs et de l'Association des dames patronnesses de l'institution des sourdes-muettes ». *Commerce-Montréal*, 6 février 1956, p. 6. Elle est la fille d'Eugène Durocher, ancien député du quartier Lafontaine de Montréal, et propriétaire de la maison de courtage en assurance, Durocher & Fils. « Après des études de spécialisation [elle] est devenue l'associée de son père, puis la seule propriétaire de la firme de courtage, Eugène Durocher et Fils. » (HEC, CCDM, Simone Gélinas, « Mme Flore Jutras, vice-présidente, de l'Association mondiale des femmes chefs d'entreprise », *Notre Temps*, décembre 1958).

¹³³ Parmi les fondatrices, nous retrouvons le nom de Mme Annette B. Vennat. Cette dernière est la belle-fille de Gabrielle Mellé, épouse de Raoul Vennat, qui était membre de l'AFA et a repris l'entreprise de son beau-père. Ce lien témoigne d'une relative continuité entre les deux associations. Hasard ou pas, c'est aussi une certaine Manon Vennat, qui sera la première présidente du conseil d'administration de la CCDM en 1986.

¹³⁴ HEC, CCDM, *Procès-verbal de la réunion mensuelle du CFCE de la CCDM (PV - CFCE de la CCDM)*, 6 décembre 1955, p. 3 et *Commerce-Montréal*, 20 février 1956, p.5. Voir aussi Élise Detellier, « S'unir pour être plus fort », p. 2.

¹³⁵ HEC, CCDM, *Conférence de presse par Mme Annette B. Vennat, présidente du Comité des femmes chefs d'entreprise de la CCDM*, 11 septembre 1957.

Dans un premier temps, ce petit groupe s'engage dans une campagne de recrutement afin d'augmenter le nombre de femmes membres de la Chambre. Cette initiative lui doit le soutien des services de la Chambre de commerce¹³⁶. Le 1^{er} février 1956, ce sont 65 nouvelles membres qui ont rejoint la Chambre et le CFCE. C'est à cette date qu'a lieu la conférence de presse de lancement officiel du comité qui a, alors, atteint la barre des cent membres¹³⁷.

Figure 1. Conseillères du Comité des femmes chefs d'entreprise de Montréal, mai 1956



Source : Commerce, mai 1956, p. 15.

Le CFCE est créé officiellement sur décision du conseil d'administration de la CCDM, mais vient surtout de l'impulsion de sa première présidente, Mme Flore D. Jutras. L'ambition de celle-ci est de fonder une association sur le modèle des Femmes Chefs d'Entreprise (FCE) d'Europe, avec qui elle entretient des liens étroits, et de l'intégrer dans une dynamique internationale¹³⁸. Ce souhait n'est cependant partagé ni par l'ensemble des membres du conseil ni par les autorités de la CCDM.

¹³⁶ HEC, CCDM, PV - CFCE de la CCDM, 12 décembre 1955.

¹³⁷ HEC, CCDM, PV - CFCE de la CCDM, 26 février 1956.

¹³⁸ Il s'agit principalement de l'Association des femmes chefs d'entreprise de France (1945) et de Belgique (1948), mais aussi la Nederlandse Unie Vrouwelijke Bedrijfshoofden (1949), la British Association of Women Entrepreneurs (1954), Vereinigung von Unternehmerinnen (1955) (Élise Detellier, « *S'unir pour être plus fort* », p. 31; Simone Gélinas, « Mme Flore Jutras, vice-présidente de l'Association mondiale des femmes chefs d'entreprise », *Notre Temps*, décembre 1958.). Le

En effet, les femmes membres de la CCDM font face au choix de s'affirmer soit comme groupement indépendant de défense des intérêts féminins soit comme groupement interne à la CCDM pour favoriser l'intégration des femmes au sein de cette institution et bénéficier de son aura¹³⁹. La seconde option sera rapidement privilégiée; dès la première réunion du CFCE, s'il est indiqué que ce comité «jouit comme tous les autres comités de la Chambre, d'une très large autonomie», la présidente précise qu'«il ne s'agit pas d'une section séparative [sic], mais au contraire, d'une collaboration plus étroite de l'homme et de la femme sur le plan professionnel, économique, civique et social»¹⁴⁰. En ce sens, selon *La Presse*, «il est entendu que [les femmes] vont collaborer avec leurs collègues masculins, sans aucune idée de la rivalité ou de prédominance. Les relations d'affaires entre les membres se déroulent dans un climat d'entraide»¹⁴¹. De plus, à la réunion du 27 novembre 1956, Mme Germain de Lom affirme que «le prestige de la Chambre rejaillit sur le groupe féminin et personne n'est intéressé à s'en séparer»¹⁴². Quelques mois plus tard, cette même conseillère, de retour d'un voyage en Europe, souligne la différence entre le CFCE et les FCE de France en ces termes : «il n'y a pas de comparaison à faire sur l'organisation de ces mouvements qui fonctionnent dans des pays si différents, au Canada c'est un comité de la CCDM, en France c'est une association libre que dirige Mme Yvonne-Edmont Foinant qui a créé le mouvement»¹⁴³.

mouvement mondial existe toujours (<http://fcem.org>) tout comme les associations françaises (www.fcefrance.com), belge (www.fce-vvb.be) et allemande (www.vdu.de). Pour l'histoire de l'association belge des Femmes Chefs d'Entreprises, voir Valérie Piette, «Entreprendre au féminin. L'exemple de l'association belge des femmes chefs d'entreprises», dans Jaumain Serge et Kenneth Bertrams, dir., *Patrons, gens d'affaires et banquiers : hommage à Ginette Kurgan-van Hentenryck*, Bruxelles, Le Livre Timmerman, 2004, pp. 193-214; Lisa Lacroix, *L'entrepreneuriat féminin. Histoire de l'association des femmes chefs d'entreprise, 1949-2012*, Namur, Éditions namuroises, 2013; Inge Verfaillie, «Une femme chef d'entreprise...Ne me faites pas rire!» *Monografie over de Association belge des Femmes Chefs d'Entreprises 1949-1988*, Mémoire de M.A, Brussel, Vrij Universiteit Brussel, 2007.

¹³⁹ Élise Detellier, *ibid.*, pp. 35-36.

¹⁴⁰ HEC, CCDM, *PV - CFCE de la CCDM*, 6 décembre 1955, p. 3.

¹⁴¹ HEC, CCDM, «Assemblée des Femmes chefs d'entreprise», *La Presse?*, mai 1956?, p. 6.

¹⁴² HEC, CCDM, *PV - CFCE de la CCDM*, 27 novembre 1956.

¹⁴³ HEC, CCDM, *PV - CFCE de la CCDM*, 14 février 1957. Il s'agit de Mme Yvonne-Edmont Foinant, avocate française devenue maître de forge pour reprendre l'entreprise familiale. Elle fonde l'Association des Femmes Chefs d'Entreprise françaises en 1945. Bien qu'elle soit élue à la Chambre de commerce de Paris cette année-là, elle fonde cette association de manière indépendante de la CC.

Sans nier l'autonomie et le pouvoir des femmes au sein de la CCDM pour se coordonner et s'affirmer, cette option d'être et de rester un comité de la CCDM semble surtout avoir été le résultat d'une prise de contrôle de la part des autorités masculines de la CCDM sur le groupe des membres féminins. En effet, dès cette même réunion du 27 novembre 1956, les conseillères expriment le souhait d'inviter M. Jean Allaire, directeur général adjoint de la Chambre, « pour savoir à quoi [s'] en tenir »¹⁴⁴. Lors de la réunion suivante, le 4 décembre 1956, à l'initiative de Mme Germain de Lom, soutenue par M. Allaire, le conseil décide qu'à l'avenir « toutes les résolutions prises par le Conseil du Comité des FCE doivent être approuvées par la Chambre de commerce »¹⁴⁵. De plus, M. Allaire affirme que les autorités de la CCDM « ont laissé volontairement évoluer le mouvement », mais qu'il est temps de préciser la gestion des réunions, l'écriture de procès-verbaux ou encore le choix des conseillères¹⁴⁶. L'exigence d'approbation des décisions du CFCE par le conseil d'administration de la CCDM est réitérée en mars et en juin de l'année 1957, toujours en présence de M. Allaire¹⁴⁷. Il est aussi établi que les procès-verbaux des assemblées du conseil seront portés à l'attention de l'exécutif de la Chambre ; que, créé par l'exécutif et le conseil d'administration de la Chambre, le CFCE peut être dissout « par simple décision de leur part » ; que « toute décision du comité devien[t] une suggestion respectueuse proposée à l'exécutif et au conseil à toutes fins pratiques » et, enfin, qu'« aucune publicité ne p[eut] être faite sans l'approbation de la présidente en liaison avec la secrétaire ; et les deux, en rapports étroits avec la direction des relations extérieures de la Chambre de commerce »¹⁴⁸. Ces principes resteront en vigueur durant toute la période d'activité du conseil féminin, soit de 1956 jusqu'en 1971.

Par ailleurs, durant ces premières années, le CFCE adopte « le principe et la mise en pratique d'une cotisation supplémentaire pour défrayer [sic] les dépenses d'initiatives qui ne s'adressent pas à l'endroit des membres de la Chambre en général, mais seulement aux membres du comité FCE »¹⁴⁹. Cette participation est de 5 \$ supplémentaires pour les

¹⁴⁴ HEC, CCDM, *Procès-verbal de la réunion mensuelle du CFC de la CCDM*, 27 novembre 1956.

¹⁴⁵ HEC, CCDM, *PV - CFCE de la CCDM*, 4 décembre 1956.

¹⁴⁶ HEC, CCDM, *PV - CFCE de la CCDM*, 4 décembre 1956.

¹⁴⁷ HEC, CCDM, *PV - CFCE de la CCDM*, 19 mars 1957 et 18 juin 1957.

¹⁴⁸ HEC, CCDM, *PV - CFM de la CCDM*, 18 juin 1957.

¹⁴⁹ HEC, CCDM, *PV - CFM de la CCDM*, 18 juin 1957.

femmes à ajouter aux 35 \$ de cotisation annuelle pour faire partie de la CCDM. En revanche, en octobre 1960, la cotisation à la Chambre augmente à 50 \$. Le CFM « accepte l'augmentation » et se voit contraint, pour conserver ses membres, de diminuer leur cotisation supplémentaire à 1 \$¹⁵⁰. Cette adaptation de son budget en fonction des décisions de la CCDM force le CFM à organiser des activités soit à coût nul, soit aux résultats bénéficiaires et, de plus en plus régulièrement, en collaboration avec le conseil des activités de la Chambre.

Dans ce contexte de confirmation de la dépendance du conseil aux autorités de la Chambre, des réticences vis-à-vis de la manière dont Mme Flore D. Jutras gère les relations avec les FCE européennes vont être exprimées et le conflit va s'envenimer sur fond de vexation personnelle¹⁵¹. En octobre 1957, la présidente des FCE, Mme Annette B. Vennat, lui reproche d'avoir demandé au président de la CCDM, M. Allaire, de correspondre directement avec Mme Yvonne-Edmont Foinant, présidente des FCE mondiales pour « demander copie des règlements des FCE mondiales »¹⁵². Selon la présidente des FCE, cette tâche incombait non pas au président de la CCDM, mais à Mme Jutras elle-même, « puisqu'elle a accepté de présider [le] sous-comité [responsable du dossier] »¹⁵³. La demande formulée auprès de M. Allaire serait « une grosse erreur [et] confirmerait les bruits tendancieux qui veulent que la Chambre nous empêche toutes initiatives, ce qui est faux »¹⁵⁴. Dans une seconde lettre adressée au directeur adjoint de la CCDM, Mme Jutras réitère sa demande à ce que le secrétariat de la CCDM assure la liaison avec les FCE européennes. Son argument est qu'il aurait, précédemment et de connivence avec la présidente et la secrétaire du comité féminin, pris des initiatives sur ce plan et, par ce fait-là, saper l'autorité du Comité Liaison Europe des FCE dont elle est responsable¹⁵⁵. Les conseillères du comité féminin discutent de cette missive et de l'attitude de Mme Jutras, mais décident de « laisser [au président de la CCDM] le soin de

¹⁵⁰ HEC, CCDM, *PV - CFM de la CCDM*, 25 janvier 1961.

¹⁵¹ HEC, CCDM, *PV - CFM de la CCDM*, 17 octobre 1957 et 14 novembre 1957.

¹⁵² HEC, CCDM, *PV - CFM de la CCDM*, 17 octobre 1957.

¹⁵³ HEC, CCDM, *PV - CFM de la CCDM*, 17 octobre 1957.

¹⁵⁴ HEC, CCDM, *PV - CFM de la CCDM*, 17 octobre 1957.

¹⁵⁵ HEC, CCDM, *PV - CFM de la CCDM*, 14 novembre 1957.

répondre »¹⁵⁶. Elles invitent, en revanche, toutes les présidentes sortantes du CFCE (et donc à Mme Jutras) à « remettre le courrier qu'elle a reçu dans le courant de l'année », demande à laquelle Mme Jutras refuse de donner suite¹⁵⁷. En conclusion de ce débat au sujet des rapports entre le comité féminin et les FCE européennes, la présidente du conseil « précise que le président de la Chambre et l'Exécutif ont pris la chose en main » et qu'il est tout à fait envisageable de simplement « devenir un groupe sympathisant avec l'Europe »¹⁵⁸. Finalement, en janvier 1958, après deux années de discussions et d'ajustements, Flore D. Jutras prend ses distances avec la CCDM et fonde, de manière indépendante, le chapitre canadien des FCE mondiales¹⁵⁹. Ses objectifs sont larges et pancanadiens. Il s'agit, plus explicitement

d'assurer devant les pouvoirs publics la représentation de ses membres en toutes questions importantes et d'informer ses membres de toutes les fonctions publiques auxquelles leur compétence leur donne droit, de solliciter et d'appuyer leurs candidatures dans les organismes sociaux ou industriels, militer dans toutes les organisations patronales et enfin mettre en commun leur expérience pour améliorer les conditions de travail de chacune.¹⁶⁰

La fondation de ce groupement déstabilise les FCE de la CCDM. En effet, les conseillères évoquent le fait qu'« une trentaine de nos membres ont été sollicités, plusieurs ont démissionné [...] et [d'autres ont] résisté à de très fortes pressions de la part de Mme Jutras »¹⁶¹. Cette dernière présente son mouvement comme « complètement autonome » tout en étant « en accord » avec Mme Yvonne-Edmont Foinant, présidente des FCE mondiales¹⁶². Quelques mois de confusions et de malentendus concernant le statut du comité des FCE de la CCDM et du chapitre Canada des FCE mondiales s'ensuivent. En février et avril 1958, le comité des FCE demande à l'exécutif de la CCDM d'exclure Mme Jutras et, à leur propre présidente, Mme Annette B. Vennat, de rencontrer M. Gilbert A. LaTour, président de la CCDM, « afin de discuter sur la marche à suivre pour éviter des

¹⁵⁶ HEC, CCDM, *PV - CFM de la CCDM*, 14 novembre 1957.

¹⁵⁷ HEC, CCDM, *PV - CFM de la CCDM*, 14 novembre 1957.

¹⁵⁸ HEC, CCDM, *PV - CFM de la CCDM*, 14 novembre 1957.

¹⁵⁹ Pour les détails de cette affaire, voir Élise Detellier, « *S'unir pour être plus fort* », pp. 31-36. Les FCE mondiales est un mouvement qui existe encore aujourd'hui au contraire du chapitre Canada des FCE mondiales. <http://fcem.org/> (consulté le 8 août 2016).

¹⁶⁰ « Nouveau statut international des Femmes Chefs d'Entreprise », *La Presse*, 18 avril 1958.

¹⁶¹ HEC, CCDM, *PV - CFM de la CCDM*, 25 février 1958.

¹⁶² HEC, CCDM, *PV - CFM de la CCDM*, 25 février 1958.

complications »¹⁶³. Finalement, le 5 juin 1958, le conseil change de nom « afin de rester intimement lié à la Chambre et pour éviter tout malentendu et toute confusion devant la similitude de noms analogues de groupements parallèles, avec l'autorisation du Conseil d'administration de la Chambre »¹⁶⁴. Il devient le « Conseil des femmes membres de la CCDM »¹⁶⁵. Son mandat se modifie et se décline en trois actions : « éduquer la femme dans son rôle de femme d'affaires, aider son intégration dans le milieu des affaires et aussi à la protection mutuelle »¹⁶⁶. En décembre 1958, les membres de l'exécutif du CFM de la CCDM jugent utile, pour clarifier la situation, d'envoyer « une lettre individuelle et selon les circonstances [sic] aux présidentes d'associations, aux journalistes et aux personnes s'intéressant à notre groupe »¹⁶⁷. Encore en janvier 1961, l'assemblée des chefs de service de la CCDM dont fait partie Mme Anne F. Ballestrazzi, directrice du conseil des femmes membres, évoque le « différend qui existe entre les Femmes Chefs d'Entreprise et le Conseil des Femmes membres »¹⁶⁸. Leur conclusion est d'« essayer d'ignorer Mme Jutras en faisant plutôt faire [sic] marcher la Chambre sans essai de comparaison avec les FCE »¹⁶⁹. L'absence de documents d'archives des FCE nous prive du point de vue de Mme Flore D. Jutras et des activités des FCE. Il apparaît, en revanche, qu'à partir de cette date, la rupture entre la CCDM et les FCE est consommée. Le nom de Flore D. Jutras n'est plus mentionné dans la liste des fondatrices du mouvement du CFM de la CCDM et l'existence des FCE n'est plus évoquée au sein de la CCDM¹⁷⁰.

La création du conseil des femmes membres de la Chambre de commerce est donc non seulement marquée par la question de son rapprochement avec les FCE européennes et la fondation du chapitre Canada des FCE mondiales, mais surtout par la clarification de sa position au sein de la CCDM. À partir de 1958, il devient, en effet, très clairement autonome dans son fonctionnement interne, mais aussi directement dépendant de

¹⁶³ HEC, CCDM, *PV - CFM de la CCDM*, 25 février 1958 et 24 avril 1958.

¹⁶⁴ HEC, CCDM, *PV - CFM de la CCDM*, 5 juin 1958 et « Sans titre », *Le Devoir*, 11 juin 1958.

¹⁶⁵ *Ibid.* et *PV - CFM de la CCDM*, 5 juin 1958.

¹⁶⁶ HEC, CCDM, *PV - CFM de la CCDM*, 5 novembre 1958.

¹⁶⁷ HEC, CCDM, *PV - CFM de la CCDM*, 4 décembre 1958.

¹⁶⁸ HEC, CCDM, *Procès-verbal de l'assemblée des chefs de service de la CCDM*, janvier 1961.

¹⁶⁹ *Ibid.*

¹⁷⁰ HEC, CCDM, *Bulletin du CFM de la CCDM*, mai-juin 1961.

l'approbation du conseil d'administration de cette institution pour toutes ses initiatives et l'organisation de ses activités.

6.3. Des entrepreneures montréalaises à la CCDM

En septembre 1960, la description de la composition et des buts du CFM de la CCDM est, à nouveau, modifiée et calquée littéralement sur celle de la Chambre de commerce. Ce comité devient dès lors « un groupe de citoyennes éclairées qui mettent en commun leur compétence, leur influence et certains fonds pour promouvoir et défendre leur intérêt collectif ou individuel compatible avec le bien commun, pour s'entraider et pour entretenir et développer le bien-être économique, civique et social »¹⁷¹. Ces « citoyennes éclairées » sont, dans les faits

les femmes qui répondent aux exigences de tous les membres de la Chambre, dont l'honorabilité, les femmes qui par leur situation dans l'administration et la direction d'entreprise, dans les diverses branches professionnelles, etc. se trouvent dans des situations de commande ou de responsabilité ; ou tout simplement les femmes qui désirent jouer un rôle utile dans la société¹⁷².

Il ne s'agit donc plus uniquement de regrouper les femmes qui atteignent des « postes de commande et de responsabilité » comme il était énoncé lors de la création du CFCE, mais d'intégrer aussi toutes les femmes qui souhaitent s'engager dans l'association, quels que soient leur profession et les postes qu'elles occupent.

Plus concrètement, entre 1943 et 1975, sur les 331 candidates-membres de la CCDM dont l'appartenance professionnelle est repérable, seuls 52 % d'entre elles font partie de la sphère de direction et de la propriété d'entreprise (tableau 3)¹⁷³. De cet

¹⁷¹ HEC, CCDM, *Bulletin du CFM de la CCDM*, septembre 1960. Les mots utilisés pour décrire la composition et les buts de la Chambre sont très similaires. En effet, dans le bulletin de la Chambre, il est indiqué que « La Chambre de commerce du district de Montréal [...] est une association de citoyens éclairés, d'institutions, de corporations et de maisons d'affaires, mettant en commun leur expérience, leur influence et certains fonds pour « travailler au bien-être économique, civique et social » ainsi que pour promouvoir et défendre leurs intérêts individuels et collectifs compatibles avec le bien commun. » (*Commerce-Montréal*, 21 octobre 1957, p.1).

¹⁷² HEC, CCDM, *Conférence de presse par Mme Annette B. Vennat, présidente du CFCE de la CCDM*, 11 septembre 1957 et *Commerce-Montréal*, 12 mai 1952, p. 4.

¹⁷³ Ces résultats proviennent du dépouillement systématique de la rubrique « Nouveaux membres » du journal *Commerce-Montréal* de 1956 à 1975. Nous postulons le fait que les candidates deviennent systématiquement membres. Vu la procédure pour devenir membre (candidature,

ensemble, 69 se disent explicitement « propriétaires » et 5 « copropriétaires » d'entreprises, ce qui représente un total de 22 % de l'ensemble étudié. L'autre moitié du groupe se répartit effectivement entre les secteurs du travail de bureau, les petits commerces et services, la vente, les agences, l'enseignement, la santé et les professionnelles. Dans ces différents secteurs d'activité, il n'est pas évident de savoir si les femmes y sont employées, employeuses ou à leur propre compte. Pourtant, ce dernier statut peut avoir été, par exemple, celui des coiffeuses, des modistes, des agentes, des pharmaciennes ou des avocates. Cependant, ces femmes ne considérant pas qu'elles font partie de la direction d'entreprise ou qu'elles sont (co) propriétaires et elles ne sont donc pas comptabilisées dans ces deux ensembles. Ainsi donc, un peu plus de la moitié des femmes membres de la CCDM portent officiellement des titres de postes directionnels d'entreprise ; l'autre moitié est concentrée dans des secteurs « traditionnellement » féminins comme le travail de bureau, le petit commerce et les services, la santé, l'enseignement et la vente et quelques-unes sont à la tête d'entreprises de domaines *a priori* masculins comme le transport ou la construction¹⁷⁴.

parrainage, publication du nom dans le journal *Commerce- Montréal*, enquête et décision d'acceptation par le conseil de nomination), ce n'est pas nécessairement le cas. Cependant, nous n'avons pas relevé d'incidents majeurs à ce sujet et nous considérons que le parrainage par un membre de la Chambre doit avoir participé à l'acceptation systématique des candidats et candidates. Ces données sont sensiblement les mêmes que celles présentées par Laure Hurteau (HEC, CCDM, Laure Hurteau, « La fondation d'un comité de femmes chefs d'entreprise », *La Presse*, 2 février 1956.) et par la présidente de l'Assemblée annuelle du Conseil des FCE de mai 1956 (« Assemblée des Femmes chefs d'entreprise », *La Presse?*, mai 1956?, p. 6.).

¹⁷⁴ À titre de comparaison, les hommes membres de la CCDM, eux, disent « se recrute[r] dans tous les secteurs de l'activité économique [et] sont manufacturiers, grossistes, détaillants, financiers, professionnels », *Commerce-Montréal*, 12 mai 1952, p. 4.

Tableau 3. Répartition des candidates membres de la CCDM, 1943-1975, des femmes membres du conseil exécutif et des présidentes du CFM de la CCDM 1956-1971, selon les professions, en nombre et en pourcentage

Professions	Comprend	Candidates membres		Membres du conseil exécutif		Présidentes
		Nb	%	Nb	%	Nb
Direction (secteur inconnu)	Administratrice, adjointe, associée, chef (de département, de service, de secrétariat), coordinatrice, directrice (générale), gérante, gouvernante en chef d'hôtel, (vice-) présidente	100	30,2 %	15	27 %	6
(Co) propriétaires (secteur inconnu)		74	22,3 %	12	21 %	3
Travail de bureau	Analyste, assistance, conseillères, inspectrice, interprète, responsable des relations publiques, représentante, secrétaire (–trésorières), traductrice	56	16,9 %	15	27 %	3
Petits commerces et services	Artisane, aménagiste, coiffeuse, corsetière, décoratrice, épicière fleuriste, modéliste, modiste, photographe, restauratrice, éditrice ou journaliste	31	9,3 %	4	7 %	
Agents	Agente d'assurances, d'immeubles, de manufactures, de placements, de publicité, de succession, de voyages et comptables	24	7,2 %	6	11 %	1
Santé	Chiropraticienne, diététicienne, esthéticienne, garde-malade, infirmière, opticienne, optométriste, pédicure, pharmacienne, physiothérapeute	18	5,4 %	1	2 %	
Enseignement	Éducatrice, enseignement, institutrice, professeur, principale d'école, bibliothécaire	11	3,3 %	0	0 %	
Professionnelles	Avocates et notaires	8	2,4 %	3	5 %	2
Vente	Vendeuse, hôtesse, caissière, préposée	8	2,4 %	0	0	
Rentière		1	0,3 %	0	0 %	
Total		331	100 %	56	100 %	15

Sources : Commerce-Montréal, 1943-1975 et Annuaire des membres, Bulletin du CFM et PV des assemblées du CFM

La comparaison de cette répartition professionnelle des membres de la CCDM avec celles des membres du conseil exécutif (conseillères) du CFM de la CCDM montre que cette instance est relativement représentative de ses membres (tableau 3). En effet, près de 50 % des conseillères du CFM appartiennent à la direction d'entreprise (27 % à la direction et 21 % comme [co] propriétaires). Cependant, les femmes qui font du travail de bureau ou qui sont agentes ou professionnelles sont proportionnellement plus nombreuses dans ce conseil exécutif que dans l'ensemble des membres de la CCDM. Au contraire, les femmes qui œuvrent dans le petit commerce et les services ou dans les domaines de la santé, de l'enseignement et de la vente y sont moins bien représentées. Cette différence est d'autant plus évidente quand on examine la présidence du CFM de la CCDM. En effet, sur les quinze présidentes qui ont été en fonction, six sont des femmes à la direction d'entreprise, trois propriétaires, deux avocates, deux secrétaires, une responsable des relations extérieures et une dernière agente d'immeubles¹⁷⁵.

Ces données signifient donc que le conseil exécutif du CFM de la CCDM est dirigé par des femmes qui représentent un assez large éventail des professions exercées par les femmes membres de la CCDM. Cependant, les femmes dont le métier est plus proche de l'administration ou qui demande une formation plus longue (travail de bureau ou avocate) y sont surreprésentées, autant dans le conseil exécutif qu'au niveau de la présidence. Les femmes dont la profession est à dominance féminine comme la santé, l'enseignement ou la vente sont, en revanche, moins bien représentées au conseil exécutif et aucune d'entre elles n'est présidente. Excepté pour ces catégories professionnelles, les activités menées par le conseil exécutif du CFM et les discours qu'il énonce devraient donc correspondre aux aspirations de la collectivité de femmes qu'il dirige. En revanche, la réalité des

¹⁷⁵ Il s'agit de Mme Flore D. Jutras, assureure-conseil (1956-57) ; Mme Annette B Vennat, propriétaire Raoul Vennat Enrg (1957-58) ; Mme Estelle Séguin, secrétaire-trésorière Mitchell-Houghton Ltd (1958-59) ; Mlle Alice Saint-Arnaud, présidente St-Arnaud & Bergevin (1959-60) ; Mme Yvette Rousseau, propriétaire Artistic Decalcomania Ltd (1960-61) ; Mme Symone Beaudin, propriétaire de Créations Symone (1961-62) ; Mme Laurette Gravel, présidente Livraison Métropole Delivery Inc. (1962-63) ; Mme Gervaise Brisson, avocate (1963-64) ; Mme Laurette Robillard, surveillante des relations extérieures Service national du placement puis directeur des services français Office Overload Co.Ltd.(1964-65) ; Mme Thérèse Duranceau, agent d'immeuble au Trust General du Canada (1965-66) ; Mlle Yolande Gingras, secrétaire au South Shores Construction Inc. puis directrice du personnel de l'ACFAS (1966-67) ; Mme Henriette Girard, directrice des services français, Foote, Cone & Belding Canada Ltd (1967-68) ; Mme Renée Rivard, Directrice de la Société des Infirmières visiteuses (1968-69) ; Micheline Corbeil, avocate (1969-70) ; Jacqueline Nault, associée dans un groupe d'hommes d'affaires spécialisés en valeurs mobilières et investissements, Gestad Inc. (1970-71).

propriétaires *stricto sensu* y est minoritaire bien qu'il s'agisse de celle d'au minimum une membre candidate ou membre du CE sur cinq.

De plus, vu les quelque 3 000 Montréalaises qui sont à la direction d'entreprise en 1961 (un chiffre qui grimpe à 7 000 en 1971) et les 540 Montréalaises qui sont propriétaires d'un petit commerce ou d'un établissement de service la même année (chapitre 3), les quelque 200 candidates-membres qui sont à la direction d'entreprise (comme salariées ou propriétaires) ou qui travaillent dans le petit commerce de détail et les services (sans doute comme entrepreneures) représentent clairement une minorité de leurs groupes professionnels. Cependant, vu l'importance de la Chambre de commerce dans le paysage des affaires montréalaises et le rôle crucial de son comité féminin pour y porter la voix des femmes, l'étude de son fonctionnement, de ses activités et de ses revendications permet, comme celle de l'AFA ou du BPWCM, de comprendre les enjeux de la visibilité des femmes en affaires à Montréal et, *in fine*, de la construction discursive du caractère exceptionnel de l'entrepreneuriat féminin.

6.4. Le soutien aux femmes d'affaires par le CFM de la CCDM

De sa fondation en 1956 à sa dissolution en 1971, le CFCE/CFM de la CCDM s'organise comme une petite chambre de commerce, avec son propre exécutif, ses propres comités, son propre bulletin, ses propres mémoires et ses propres activités et services aux membres. Sur l'ensemble de ses activités, seuls deux types visent directement à apporter un soutien aux femmes propriétaires d'entreprise : les activités de formation (dîner-causerie, journées d'éducation par le film, cliniques d'étude et cours) et celles de promotion (visites industrielles et défilés de mode).

6.4.1. De la formation des femmes « chefs d'entreprise » à l'éducation citoyenne

Pendant ses quinze années d'activités, le CFCE/CFM offre des espaces de formation réservés à ses membres sous la forme de dîners-causeries, de cours, de cliniques d'étude, de journées d'éducation par le film et de visites industrielles. Ces initiatives ont comme premier objectif l'éducation des femmes cheffes d'entreprise. Toutefois, plus les années passent, plus le public se diversifie et plus ce but s'élargit à l'éducation des citoyennes.

En effet, à partir de décembre 1955, des conférenciers et conférencières sont invitéEs aux assemblées générales des membres féminins de la CCDM. En février 1956, ces assemblées deviennent des dîners-causeries. Il s'agit d'y discuter d'un sujet qui les intéresse plus directement¹⁷⁶. Durant cette première année, les six intervenantEs, dont une seule femme (avocate), proposent des exposés sur des sujets liés à la direction d'entreprise. Ils et elles évoquent, notamment, l'organisation d'une entreprise, les finances et les impôts, le principe des contrats, les placements mobiliers, la condition juridique de la femme mariée dans les affaires, la CCDM et les fonctions d'un chef d'entreprise. Le journal *La Patrie*, relayant l'une de ces conférences, indique, par exemple, que

cet exposé fut vivement apprécié des femmes qui tiennent en mains les destinées de leurs affaires. Si l'on tient compte qu'elles y ajoutent leur point de vue personnel et que leur intuition sert souvent leurs intérêts, on comprend qu'elles possèdent plusieurs atouts dans les rouages économiques où elles se sont engagées et qu'elles peuvent entrevoir, par un travail soutenu, les succès qu'elles espèrent¹⁷⁷.

Par la suite, les thèmes abordés varient davantage. Sur un total de 48 conférences retracées entre 1957 et 1971, seules 19, dont 14 avant novembre 1961, portent à proprement parler sur les femmes et l'entrepreneuriat. Il s'agit par exemple, de discuter de droit commercial (contrats et obligations ou patrimoine), de finances (crédits, impôts, placements), de l'organisation d'une entreprise et des fonctions d'un chef d'entreprise, de la publicité, de la communication, des relations publiques, de la Chambre de commerce ou encore de la place des femmes dans les affaires. Les autres conférences portent plutôt sur les voyages, l'administration municipale, le journalisme, la santé ou certains sujets d'actualité comme l'aviation, la peine de mort, l'Expo 67 ou les droits des femmes. Cet examen des sujets de conférence dévoile le changement de public ciblé par le CFCE, puis par le CFM, au tournant des années soixante. Alors qu'avant 1961, les femmes propriétaires sont les premières concernées, après cette date, le public est élargi à toutes femmes salariées, voire à toutes citoyennes concernées par des questions de société. Les discours portant sur les relations publiques prononcés par M. Philippe Hurteau et par Mme Laure Hurteau sont exemplaires de ce tournant. En effet, dans son exposé de septembre 1957, M. Philippe Hurteau, conseiller en relations « extérieures » et professeur à l'École des HEC, s'adresse à des femmes propriétaires d'entreprise. Il leur conseille

¹⁷⁶ Voir aussi Élise Detellier, « *S'unir pour être plus fort* », p. 56.

¹⁷⁷ HEC, CCDM, « D'une étape à l'autre en peu de temps », *La Patrie*, 1 mars 1956.

d'accorder leur attention d'abord, avec leur public immédiat : leurs employés, qu'elles choisiront bien, et qu'elles traiteront comme des associés et des amis. [...] En plus d'un service au-dessus de tout reproche, intéressez-vous à vos clients, établissez un contact plus humain et plus personnel.¹⁷⁸

Mme Laure Hurteau, qui s'exprime en juin 1961, insiste, quant à elle, sur les carrières féminines dans la publicité et les relations extérieures comme salariées ou conjointes aidantes :

L'hôtesse professionnelle est devenue un métier très prisé, parce qu'il demande beaucoup de personnalité, de savoir-vivre, de tact et des connaissances spécialisées, selon la nature des services que ces femmes sont appelées à rendre. [...] Quantité de femmes remplissent des fonctions analogues officiellement ou officieusement, soit pour leur propre compte, soit pour le bénéfice [sic] de leur mari. Imbues de tact et de délicatesse, elles savent opportunément et discrètement faire valoir son [sic] travail ou mettre sa [sic] personnalité en évidence, sous le couvert de la femme aimante, attentive aux travaux et aux succès de son compagnon.¹⁷⁹

En plus des dîners-causeries, Mme Marguerite Germain de Lom, sur une suggestion de M. Gilbert A. LaTour, président de la CCDM, propose, en janvier 1959, des soirées d'« éducation par le film »¹⁸⁰. L'idée est de projeter des films qui font la « promotion de la femme en affaires »¹⁸¹. Cette année-là, les 2 et 9 avril, deux séances sont organisées. La première porte sur « les délibérations d'une assemblée » tandis que la seconde est « destinée à développer le sens d'observation et le processus de réflexion des auditeurs »¹⁸². Les deux films sont commentés par le président de la CCDM. Les années suivantes, en revanche, ces « soirées d'éducation par le film » deviennent des « journées d'étude par le film »¹⁸³. Seules cinq journées de ce type sont réellement organisées. Dans ce cas également, l'évolution des sujets abordés témoigne de l'élargissement du public et des intérêts du CFM de la CCDM. En effet, la première journée (novembre 1959) s'intitule « Autopsie d'une vente manquée » alors que les films diffusés durant les journées suivantes

¹⁷⁸ HEC, CCDM, Simone Gélinas, « Chez les « femmes chefs d'entreprises » », *Notre Temps*, 28[?] septembre 1957.

¹⁷⁹ HEC, CCDM, *Messenger de Verdun*, janvier 1961?

¹⁸⁰ HEC, CCDM, *PV - CFM de la CCDM*, 8 janvier 1959.

¹⁸¹ HEC, CCDM, *PV - CFM de la CCDM*, 5 février 1959.

¹⁸² HEC, CCDM, *PV - CFM de la CCDM*, 15 mars 1959 et 7 avril 1959. *Commerce-Montréal*, 7 mai 1959, p. 3. et 29 juin 1959, p. 7.

¹⁸³ HEC, CCDM, *PV - CFM de la CCDM*, 30 juin 1959.

(entre 1960 et 1966) sont « Douze hommes en colère » ou des documentaires sur la France, l'Italie, la Cie transatlantique ou sur l'artisanat canadien¹⁸⁴.

Parallèlement, à partir de 1961, le CFM de la CCDM organise des « cliniques d'étude » qui seront consacrées aux affaires au sens large¹⁸⁵. La première, proposée le 16 novembre 1961, porte sur la comptabilité et les méthodes de contrôle, et plus particulièrement sur les moyens de contrôle du crédit et des inventaires, la nature, l'utilisation et l'analyse des états financiers. Les intervenants sont tous des hommes et vingt-cinq femmes y participent en moyenne¹⁸⁶. En septembre 1964, la Maison Office Overload propose, quant à elle une journée d'étude sur « l'administration du personnel de bureau, les méthodes d'embauche du personnel de bureau, le personnel de bureau et la rentabilité de l'entreprise, les politiques de la direction envers le personnel de bureau »¹⁸⁷. En mars 1965, le CFM organise un colloque sur les différentes formules de placements en bourse¹⁸⁸. Enfin, en 1969-1970, six journées d'étude sont proposées sur l'administration, l'éducation économique, le civisme, la réforme fiscale des particuliers et des familles, la société d'acquêts et l'avenir du CFM de la CCDM¹⁸⁹. Ainsi donc, si les conférences des diners-causeries et les journées d'éducation par le film ne portent progressivement plus sur des sujets intéressant directement les femmes propriétaires d'entreprise, les journées et cliniques d'étude restent consacrées à ce type de sujet jusqu'à la fin des années soixante. Cependant, le placement en bourse concerne quant à lui clairement un plus large public

¹⁸⁴ HEC, CCDM, *Assemblée générale du CFM de la CCDM*, 11 novembre 1959, 1^{er} septembre 1960 et 17 janvier 1961 et *Bulletin du CFM de la CCDM*, février 1966. *Commerce-Montréal*, 26 mars 1962, p. 7 et 16 décembre 1963. Le film « Douze hommes en colère » est un drame judiciaire américain réalisé par Sidney Lumet datant de 1957. Il traite de la question du jury de cours d'assise américaine.

¹⁸⁵ HEC, CCDM, *PV - CFM de la CCDM*, 16 mars 1961 et 16 août 1961.

¹⁸⁶ Les intervenants sont M. Roger Charbonneau, comptable agréé, président de Anglo-French Drug et directeur Adjoint de l'École de HEC ; M Hervé Belzile, comptable agréé, gérant général Alliance Mutuelle d'Assistance ; M. Raymond Morcel, comptable agréé, chef du contrôle des HEC et M. Jean-Jacques St-Pierre, comptable agréé, directeur des cours du soir de l'école des HEC. HEC, CCDM, *Rapport annuel du CFM de la CCDM, 1961-62*.

¹⁸⁷ HEC, CCDM, *PV - CFM de la CCDM*, 9 septembre 1964.

¹⁸⁸ HEC, CCDM, Paule Sainte-Marie, « Des femmes deviennent spécialistes dans le monde des affaires », *Non identifié*, mars 1965.

¹⁸⁹ HEC, CCDM, *Rapport annuel du CFM de la CCDM, 1969-1970*.

puisque d'autres femmes, fortunées sans être nécessairement cheffes d'entreprise, peuvent s'y intéresser.

Enfin, entre 1958 et 1969, le CFM de la CCDM propose aussi des cours plus réguliers consacrés au droit (civil et commercial), à « la maîtrise de la parole », aux relations humaines et, enfin, aux placements et investissements¹⁹⁰. Le cours de droit civil et commercial et celui consacré à la maîtrise de la parole s'organisent sous la forme d'une série de 12 cours par an et ont une audience de 25-30 personnes en moyenne. Celui consacré aux placements et aux investissements, quant à lui, n'est proposé qu'en 1967-1968, sous la forme de cinq cours successifs, mais atteint un public plus important de 56 personnes.

Quel que soit le sujet abordé et quelle que soit la forme de l'activité (dîners-causeries, journées d'éducation par le film, journées/cliniques d'études ou cours), ces événements sont réservés aux femmes membres de la CCDM puisqu'organisés par le CFM, mais la grande majorité des intervenantEs sont des hommes. En effet, en ce qui concerne les dîners-causeries, sur le total des 60 conférencierEs recenséEs, seules 21 sont des femmes (dont 13 avant novembre 1961). De plus, elles sont, pour la plupart, journalistes ou avocates et aucune n'est propriétaire d'entreprise. Les femmes ne forment également que le tiers du total des professeurEs qui assurent des cours et il en est de même pour les autres événements ponctuels. La proposition, énoncée en 1959 par Mme Germain de Lom, une conseillère du CFM, au sujet de ces dîners, « de mettre à l'honneur les Canadiennes de langue française qui ont des postes supérieurs et qui font un travail magnifique dans tous les domaines, en les invitant à faire des causeries à nos dîners », bien qu'approuvée, n'a donc pas été réellement mise en œuvre¹⁹¹. Bien que l'intention ne semble pas y être et que la situation ne soit jamais commentée, le CFCE/CFM privilégie, dans les faits, la formation des femmes par les hommes plutôt que la formation des femmes par leurs consœurs.

¹⁹⁰ HEC, CCDM, *Rapport annuel du CFM de la CCDM, 1960-61, 1961-62, 1962-63 et 1963-64, 1965-66; 1967-68; Commerce-Montréal*, 25 décembre 1967. HEC, CCDM, « Nul n'est censé ignorer la loi », projet d'article soumis à la Revue Moderne, 1957; « Des cours de droit sous l'égide de la C.de C., *Le Monde féminin, La Presse*, 5 novembre 1959; *PV - CFM de la CCDM*, 5 novembre 1958; 1 octobre 1959; 31 août 1961; 28 août 1963; 20 août 1964 et 15 novembre 1968.

¹⁹¹ HEC, CCDM, *PV - CFM de la CCDM*, 30 juin 1959.

6.4.2. De la promotion d'entrepreneures à celle de la « féminité »

En plus des temps de formation, le CFM organise aussi pour ses membres des visites industrielles et des défilés de mode. Le but des visites est de mieux connaître le fonctionnement de certaines entreprises. Celui des défilés, quant à lui, est de faire connaître les entreprises du vêtement dont certaines membres sont propriétaires. Ils deviennent, cependant, surtout des occasions d'équilibrer le budget du CFM et d'offrir aux « femmes d'affaires » au sens large des conseils d'élégance.

En décembre 1957, le bulletin du CFM mentionne des initiatives prises par ses membres qui sont cheffes d'entreprises « dans le but de se mieux connaître, de se renseigner tout en se récréant »¹⁹². Une démonstration de « vêtements esthétiques » chez Mme Zulma Charest, un défilé de fourrures chez Mme Donat Paradis, une revue de mode au Théâtre Crémazie, une présentation de chapeaux chez Mme Marthe Gravel « à son magasin Rue Saint-Denis », une démonstration de maquillage chez Mme Lucille Dupuis ou encore un « coquetel » chez Pego's, la boutique de Mme Jeanne Dragon, font partie des activités citées¹⁹³. Par la suite, sur les 70 visites industrielles retracées, seules quatre ont comme destination des entreprises qui sont la propriété de femmes. Il s'agit de Up to date Furnitures Company Ltd dont Mme C. Dumas et son mari sont propriétaires (1957), des Ateliers Sirbain propriété de la responsable du comité des visites industrielles, Mme Jeanne Sirbain (1959), de la galerie d'art « L'échoppe » de Mme Andrée Larose (1962) et de Hébart Lumbert Ltée dont Mme Thérèse Hébert, membre de la Chambre, est propriétaire (1966).

En janvier 1958, le conseil exécutif du CFM projette d'organiser sa première « parade de mode » sur le thème « La Femme d'affaires ». L'idée initiale est de promouvoir les femmes cheffes d'entreprises de modes (vêtements et chapeaux) qui sont membres de la CCDM et « en ordre de cotisation »¹⁹⁴. Cette première « parade » a lieu le 5 mars 1958 à l'Hôtel Windsor, sous le titre « Vision printanière ». Une vingtaine de maisons de

¹⁹² HEC, CCDM, *Bulletin du CFM de la CCDM*, décembre 1957.

¹⁹³ *Ibid.*

¹⁹⁴ HEC, CCDM, *PV - CFM de la CCDM*, 20 janvier 1958.

commerce y présentent leurs produits devant un auditoire de 800 personnes¹⁹⁵. La presse y fait un bon écho et les experts des Maisons Dupuis Frères et Eaton considèrent l'évènement comme une réussite¹⁹⁶. Il a pour but premier de promouvoir le travail de femmes cheffes d'entreprise, mais également, de pourvoir aux besoins de l'ensemble des « femmes d'affaires » du comité d'avoir une toilette « seyante », ce qui est considéré comme une « clé du succès »¹⁹⁷. La combinaison de ces deux objectifs est également à l'origine d'un dîner-causerie organisé le 27 septembre 1961 sur le thème « Éléance et maintien »¹⁹⁸. Une conférencière, Mme Odette Oigny, journaliste, y présente un exposé sur l'histoire du costume et une série de vêtements proposés par certaines femmes cheffes d'entreprises sont présentés au public¹⁹⁹. Cependant, l'idée de « développer un sens plus sûr ainsi qu'une sobriété vestimentaire qui doivent caractériser les femmes d'affaires » prime sur la promotion des femmes cheffes d'entreprise qui travaillent dans le domaine²⁰⁰.

En effet, au début des années soixante, les défilés de mode qu'organise le CFM ne visent plus qu'à combler un budget déficitaire. Dès 1960, l'augmentation évoquée plus haut de la cotisation demandée par la CCDM et la diminution de celle, supplémentaire, demandée aux femmes pour leur comité, ont comme conséquence que le budget de

¹⁹⁵ *Commerce-Montréal*, 17 février 1958, p. 5 et HEC, CCDM, , « Vingt boutiques réunissent leurs trésors d'élégance », *La Presse*, 8 mars 1958. Les participantes sont, pour la haute-couture: Mme Yvette Martel; Confection: Mlle Françoise Deslauriers, Mme Antoinette de St Victor, Mme Lily Simon ; pour les premières communiantes: Mme Annette B. Vennat; pour les vêtements d'enfants: Mlle Jeanne Lalongé; pour les vêtements d'intérieur: Mme Annette B. Vennat, Mme Symone Beaudin; pour les « vêtements esthétiques »: Mme Zulma Charest, Mme Simone Beaudin, Mme J.A. Bouré; Fourrures: Maison L. Faucher, Maison May Paradis, Maison Rose Brisson, Maison Agnès Tardif, Maison Françoise Desjardins, Maison Jeanne Sirbain; pour les chapeaux: Chez Hortense (McGowan), Chez Marthe Gravel, Chez Rolande Larocque; pour l'artisanat: Madeleine Marcoux ; Coiffures: Salon Astrid (Mlle Bastien), Salons Rolande St Germain ; pour le maquillage: Mme Lucie Dupuis et pour les fleuristes: Mmes LaBissonnière, Madeleine Dumoulin, Marie-Marthe Morin.

¹⁹⁶ HEC, CCDM, « Chez les femmes chefs d'entreprises », *Le Devoir*, 27 février 1958; « Vingt boutiques réunissent leurs trésors d'élégance », *La Presse*, 8 mars 1958. et *Rapport annuel du CFM de la CCDM*, 1957-58.

¹⁹⁷ *Ibid.*

¹⁹⁸ HEC, CCDM, *PV - CFM de la CCDM*, 31 août 1961 et *Commerce-Montréal*, 9 octobre 1961, p. 4.

¹⁹⁹ Il s'agit notamment de France-Del, Chez Hortense, Reid-Fourrure inc, Art et Beauté, Mme Zulma Charest et Mlle Marguerite Bouchard pour le maquillage. *Commerce-Montréal*, 9 octobre 1961, p. 4.

²⁰⁰ HEC, CCDM, *PV - CFM de la CCDM*, 31 août 1961.

fonctionnement du CFM devient insuffisant et le force à organiser des activités à moindre coût, voire même au résultat bénéficiaire. Les défilés de mode en font partie. Le 16 décembre 1960, une conseillère propose l'organisation d'un tel événement « pour faire face à [leurs] obligations » et deux ans plus tard, il sera aussi mis en place « pour améliorer le budget »²⁰¹. Ces défilés sont alors organisés en collaboration avec le grand magasin Eaton, par l'entremise de Mlle Cécile Décarie, conseillère du CFM et traductrice pour cette chaîne²⁰². Quatre cent cinquante personnes assistent à chacun des défilés des printemps 1961 et 1962²⁰³. À partir de 1964, les présentations de mode sont plutôt organisées dans le cadre d'autres événements du CFM, comme le dîner mixte proposé au stade de course hippique Blue Bonnets ou pendant la Semaine des Chambres de commerce. Elles sont alors offertes par la Maison Dupuis Frères, grâce à l'entremise de Mlle Jeannette Perras, conseillère et secrétaire général de cet établissement²⁰⁴. Ce transfert de l'organisation des défilés du magasin Eaton, anglophone à celui de Dupuis Frères, francophone, s'opère dans les années dites de la « Révolution tranquille » au Québec et de l'affirmation de l'élite d'affaires francophone dans la société québécoise. Cependant, nous nous réservons d'en déduire une prise de position politique de la part du CFM. Il s'agit selon nous surtout d'un concours de circonstances, l'implication de Mlle Cécile Décarie puis de Mlle Jeannette Perras au sein du CFM dans l'organisation de ces événements et leur capacité à demander le soutien de leur employeur étant plutôt en cause.

Le fait que le CFM ne fasse plus appel à des couturières, créatrices de mode ou à des commerçantes de produits de mode est étonnant au vu de l'ampleur et de la visibilité de leurs activités à Montréal à la même époque. La création de deux associations de professionnels et professionnelles de la mode à la fin des années cinquante témoigne en effet de la vitalité et de la mixité de ce domaine d'activités. La première, l'Association des couturiers canadiens, est fondée en 1954 par un groupe mixte de personnes engagées dans

²⁰¹ HEC, CCDM, *PV - CFM de la CCDM*, 16 décembre 1960 et 12 décembre 1962.

²⁰² HEC, CCDM, *Vision printanière*, 6 mars 1961; *Élégance et passeport*, 21 février 1962; *Vision printanière*, 20 février 1963 et « Mlle Cécile Décarie, Femme du mois », *Bulletin du CFM de la CCDM*, mars 1961; *Rapports annuels du CFM de la CCDM*, 1961-62 et 1962-63; *Commerce-Montréal*, 29 janvier 1962, p. 7 et *PV - CFM de la CCDM*, 31 janvier 1962 et 12 décembre 1962.

²⁰³ HEC, CCDM, *Rapports annuels du CFM de la CCDM*, 1960-61 et 1961-62.

²⁰⁴ HEC, CCDM, *Commerce-Montréal*, 4 mai 1964, p. 3; *PV - CFM de la CCDM*, 6 janvier 1966, 27 janvier 1966, 14 mars 1968 et 25 avril 1968 et *Rapport annuel du CFM de la CCDM*, 1967-68.

le domaine de la haute couture montréalaise, dont les couturières France Davies et Marie France de Paris²⁰⁵. Ce groupement définit le couturier comme « un artiste qui crée tout vêtement féminin qu'il fait exécuter dans son propre établissement commercial et qu'il ne reproduit pas en série »²⁰⁶. Son objectif est « de se regrouper pour se donner les moyens de présenter des collections, pour acquérir plus de liberté et pouvoir davantage développer une création originale »²⁰⁷. Ce groupe compte entre 10 et 15 couturiers et couturières et organise deux défilés par an, notamment au Ritz-Carlton à Montréal ou encore à Vancouver, Ottawa et New York²⁰⁸. La seconde association, anglophone, est le Fashion Group International Montréal, fondé en 1957 par Doreen Day, directrice de la mode chez Eaton²⁰⁹. Cette association, exclusivement féminine jusqu'en 1997, se donne pour objectif de regrouper « les femmes qui sont, au Canada, les spécialistes de la mode », de « promouvoir l'évolution professionnelle des femmes qui sont cadres et œuvrent dans divers secteurs de la mode et du design [et] de favoriser les échanges et les rencontres, d'informer les membres des nouvelles tendances de mode, de devenir un réseau d'influence et de diffusion de la mode »²¹⁰. Les membres sont toutes à la direction

²⁰⁵ Les autres fondateurs sont Raoul-Jean Fouré, Colpron D'Anjou, Jacques Michel, Germaine et René ainsi que Jacques de Montjoye. « Ce dont on parle », *La Revue populaire*, février 1954, pp. 8-9; Gérald Baril, *Dicomode. Dictionnaire de la mode au Québec de 1900 à nos jours*, op.cit., p. 31-32; Alexandra Palmer, « The Association of Canadian Couturiers », dans Alexandra Palmer, dir., *Fashion : A Canadian perspective*, Toronto, University of Toronto Press, 2004, pp. 90-112.

²⁰⁶ *Ibid.* Plus généralement, comme l'indique Gérald Baril, le terme « couturier » réfère, sur le modèle français de la définition de la haute couture, « à une créativité, à une tradition artisanale de haut niveau et à un système spécifique de mise en marché basé sur la présentation régulière de collections originales de vêtements à un public choisi ». Le créateur de mode, quant à lui, « crée [aussi] des modèles originaux de vêtement ou d'accessoires reliés à l'habillement, sous sa propre signature » mais, au Québec, il est surtout associé, contrairement au couturier, « à une production de prêt-à-porter de plus ou moins large diffusion ». Féminisés, ces termes réfèrent à d'autres réalités. En effet, la « couturière » est plus souvent associée à l'ouvrière ou à « une travailleuse autonome qui réalise des vêtements sur mesure à partir de patrons ou de modèles ». À partir du milieu des années 1950, pour se distinguer des « couturières », les femmes qui œuvrent dans la haute couture ont adopté, pour se définir, le terme au masculin. Gérald Baril, *Dicomode. Dictionnaire de la mode au Québec de 1900 à nos jours*, op.cit., p. 105.

²⁰⁷ Gérald Baril, *ibid.*, p. 31.

²⁰⁸ *Ibid.*, pp. 31-32.

²⁰⁹ *Ibid.*, p. 153. Voir aussi « Ce dont on parle », *La Revue populaire*, avril 1957, p. 41; « Confidentiellement », *La Revue moderne*, juin 1958, pp. 6-7; Lorraine O'Donnell, « Le voyage virtuel : Les consommatrices, le monde de l'étranger et Eaton à Montréal, 1880-1980 », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 58, n° 4, 2005, pp. 535-568.

²¹⁰ « Fashion Group, Châtelaine en pantoufles », *Châtelaine*, juillet 1969, p. 153; Gérald Baril, *Dicomode. Dictionnaire de la mode au Québec de 1900 à nos jours*, op.cit.,

d'entreprise de mode. L'association des couturiers canadiens est dissoute en 1968 tandis que le Fashion Group International de Montréal cesse ses activités en 2000²¹¹. Enfin, en 1974, l'Association des dessinateurs de mode du Canada est aussi fondée à Montréal. Bien que la date de sa fondation soit ultérieure à la dissolution du CFM de la CCDM, il regroupe quelques Montréalaises, dont Marielle Fleury, Valérie Dubsky (Vali) et Elvia Gobbo, qui possèdent une boutique de vêtements pour femmes avant cette date²¹².

Ainsi donc, autant les activités de formation que les visites d'entreprises et les défilés de mode avaient comme but initial de favoriser et soutenir les femmes propriétaires d'entreprises en les formant à la gestion d'affaires et, dans un élan de solidarité féminine, de faire connaître leurs établissements et leurs produits aux membres du CFM. Dès le début des années 1960, cependant, les formations commerciales deviennent des cours de citoyenneté, les visites industrielles s'organisent dans les grandes entreprises privées et publiques et les défilés de mode visent principalement à combler un budget déficitaire. Ces transformations s'opèrent dans un contexte de manque d'indépendance matérielle et organisationnelle de la CFM vis-à-vis de la CCDM et dans le cadre d'un processus visant l'intégration pleine et entière des femmes dans cette institution.

6.5. Une « ségrégation des sexes » à la Chambre de commerce ?

En novembre 1956, le CFCE décide expressément de ne pas inviter les membres masculins de la CCDM à leurs assemblées mensuelles, excepté le directeur général, le directeur général adjoint ou un des membres de l'exécutif²¹³. Cinq ans plus tard, en janvier 1961, lors de l'assemblée des chefs de service de la CCDM, il est indiqué que

²¹¹ Gérald Baril, *ibid.*, p. 153.

²¹² *Ibid.*, pp. 32-33. Sur l'histoire de la mode dans la seconde moitié du XX^e siècle, voir aussi Françoise Dulac, *Mode, société et apparence. La mode féminine au Québec de 1945 à 2000*, Thèse de Ph.D. (Sociologie), Québec, Université Laval, 2003; Agathe Gagné-Collard, Suzanne Lussier et Jocelyne Mathieu, « La mode vestimentaire féminine en milieu urbain au Québec : L'exemple des années 40 », dans L. Turgeon, Létourneau J. et K. Fall, dir., *Les espaces de l'identité*, Sainte-Foy, Québec, Presses de l'Université Laval, 1997, pp. 215-224; Alexandra Palmer, *Couture and Commerce. The Transatlantic Fashion Trade in the 1950s*, Vancouver, University of British Columbia Press, 2001; Alexandra (dir.) Palmer, *Fashion. A Canadian Perspective*, Toronto, University of Toronto Press, 2004.

²¹³ HEC, CCDM, *PV - CFCE de la CCDM*, 27 novembre 1956.

les femmes ne devraient pas être invitées à toutes les manifestations [de la CCDM], mais pour éviter toute friction, on devrait en convenir à l'avance. Règle générale, pas de femmes aux visites industrielles. À cause de l'importance d'une visite ou d'un sujet traité, il pourrait être intéressant pour les femmes d'y participer à certaines occasions, Mme Ballestrazzi et Denyse Beaudry devront s'entendre à ce sujet et ensuite en aviser le Conseil. [...] En principe, les femmes sont exclues de : Parole et Personnalité ; Club des 25 ; Cours et cliniques ; Voyages ; Tournois de Golf. On les invite aux : Déjeuners causerie ; Congrès ; Réceptions du Jour de l'an ; Assemblées annuelles ; Comités d'étude²¹⁴.

Concernant les activités du CFM, il est, au contraire, spécifié que

quand les hommes [y] seront invités, il faudra étudier la possibilité d'obtenir toute la coopération possible des chefs de service : service des manifestations, de publicité, des comités, etc. sous la direction toutefois de Mme Ballestrazzi. Il y aura alors vraiment une coopération interne pour la planification des manifestations²¹⁵.

Cette déclaration est tranchante. Les femmes membres de la CCDM sont exclues des manifestations « techniques » ou « sportives » de la CCDM comme les formations, voyages, visites industrielles ou les tournois de golf, mais sont, en revanche, conviées aux occasions mondaines comme les déjeuners, le congrès et les réceptions et, bien entendu, aux assemblées générales et aux comités d'études, instances dont elles sont membres de plein droit. De plus, autant la CCDM limite de manière très stricte la participation des femmes à ses propres activités, autant elle promet ses services pour toutes les activités organisées par le CFM auxquelles les hommes sont invités. Ce document dévoile la dynamique initiale interne à la CCDM et la considération différenciée qu'ont ses autorités vis-à-vis des membres féminins et masculins.

Très vite, cependant, soit dès le début des années soixante, dans le discours public de la CCDM, ce « cloisonnement » entre les membres masculins et féminins est nuancé²¹⁶. À plusieurs reprises, vis-à-vis de la presse, la CCDM insiste sur le fait que la fondation du CFM ne signifie pas la mise en place d'une « ségrégation des sexes » au sein de la

²¹⁴ HEC, CCDM, *Procès-verbal de l'Assemblée des chefs de services*, janvier 1961.

²¹⁵ *Ibid.*

²¹⁶ Élise Detellier, « *S'unir pour être plus fort* », p. 24.

Chambre²¹⁷. Au contraire, comme le déclare Mme Séguin, alors présidente du CFM, dans un entretien :

Dans notre organisation, les hommes et les femmes apprennent à travailler ensemble en même temps qu'ils s'occupent de leurs activités extérieures [...]. Dans les autres groupements, les femmes ne travaillent qu'avec des femmes et les hommes sont avec les hommes, ou encore les activités des branches féminines des clubs masculins complètent le travail des hommes, mais n'y sont pas intégrées²¹⁸.

Marie Laurier, journaliste à *La Presse*, souligne aussi le fait qu'« elles [les femmes de la CCDM] ont des rencontres fréquentes avec leurs confrères [que] ceux-ci n'ont que du respect et de l'admiration pour elles » et que « les deux sections se réunissent souvent pour repenser leur objectif commun et entendre les réalisations des divers comités formés au sein du groupement »²¹⁹. Hermine Beauregard, journaliste au *Petit Journal*, précise, quant à elle, que « les femmes de cette association ne se sentent nullement rejetées par la Chambre », que « plusieurs projets sont élaborés en commun et [que] la présidente du comité féminin fait partie de l'exécutif de la Chambre »²²⁰ ou encore qu'« il n'y a pas de discrimination à la CCDM [...] les trois cents membres féminins y travaillent en étroite collaboration avec les milliers de membres masculins. Conférences, diners-causeries et comités d'étude les réunissent à l'occasion »²²¹. Enfin, vers 1965, date de naissance du mouvement féministe dit « de la deuxième vague », l'argumentaire se précise pour favoriser, au sein de la CCDM, des initiatives, des projets, des comités ou des manifestations mixtes :

L'aide précieuse, l'esprit de zèle et de désintéressement manifesté par toutes ces femmes, leur serait [aux hommes] d'un précieux secours et la discrimination qui se joue entre le travail accompli par les comités masculins et les comités féminins finiraient par s'aplanir. Il n'y aurait que des comités

²¹⁷ Par exemple, HEC, CCDM, « La Jeune Chambre chevaleresque accepte des membres féminins », *La Presse*, 18 janvier 1960; Marie Laurier, « Aussi des femmes « d'affaires » », *La Presse*, 1962[?]; Hermine Beauregard, « Les femmes sont comme le levain dans la pâte », *Le Petit journal*, 4 octobre 1964; « La présidente élue appartient au monde de la publicité », *Photo-Journal*, 18-25 octobre 1967.

²¹⁸ *Ibid.*

²¹⁹ HEC, CCDM, Marie Laurier, « Aussi des femmes « d'affaires » », *La Presse*, 1962[?].

²²⁰ Hermine Beauregard, « Les femmes sont comme le levain dans la pâte », *Le Petit journal*, 4 octobre 1964.

²²¹ HEC, CCDM, Hermine Beauregard, « Elles ont dix ans et mille projets », *Le Petit journal?*, 1966[?].

uniques qui s'occuperaient ensemble des mêmes problèmes qui sont communs à toute la collectivité²²².

Il est cependant spécifié, dans un même élan, que la conséquence probable de cette mixité serait que « plusieurs femmes perdraient la présidence de certains comités », mais qu'elles « devraient comprendre qu'elles auraient tout avantage à participer aux mêmes travaux que les hommes qui accomplissent le même travail »²²³. Au même moment, Mme Anne-F. Ballestrazzi, directrice du CFM, déclare qu'

il y a des secteurs d'activités qui peuvent être mieux conduits par les femmes, par exemple les campagnes de recrutement, les visites industrielles, les diners-causeries, les campagnes d'embellissement de la ville²²⁴.

La justification de la mixité est donc la mise en commun des énergies et des qualités nécessairement distinctes et complémentaires de tous les membres au profit de l'intérêt général avec, comme double prix à payer, l'effacement du leadership des femmes et leur concentration dans certains comités en particulier. Autrement dit, la division entre des comités féminins et masculins est remplacée par une séparation genrée des rôles, tant au niveau de la hiérarchie qu'à celui des activités internes de l'organisation.

Concrètement, dès 1957, certaines femmes membres participent à certains comités de la CCDM, plus spécifiquement ceux chargés de l'organisation de la semaine de la Chambre de commerce, des déjeuners-causeries et des congrès. À partir de 1959, d'autres prennent part aux réflexions des comités d'études sur les questions du tourisme, des impôts et taxes, des relations patronales et ouvrières, des marchands détaillants, des confessionnalités dans l'enseignement, de la sécurité routière ou encore de l'enseignement commercial²²⁵. En 1957, Mme Annette B. Vennat, présidente du CFCE, siègera au conseil d'orientation de la CCDM²²⁶. Deux ans plus tard, en 1959, une première femme, Mme Estelle D. Séguin, alors présidente du CFM, est nommée au conseil d'administration

²²² HEC, CCDM, S.C., « Éduquées politiquement et économiquement, les femmes seront mieux accueillies dans le monde des affaires », *Non identifié*, septembre 1964[?].

²²³ *Ibid.*

²²⁴ HEC, CCDM, « Rôle des femmes à la Chambre de commerce », *Non identifié*, septembre 1965[?].

²²⁵ HEC, CCDM, *Rapport annuel du CFM de la CCDM*, 1957-58; 1958-59; 1961-62 et 1967-68. Voir aussi *Commerce-Montréal*, 26 septembre 1966, p. 2.

²²⁶ HEC, CCDM, *Rapport annuel du CFM de la CCDM* 1957-58.

de la Chambre de commerce de la province de Québec²²⁷. Enfin, à partir de 1965, une femme sera nommée au conseil d'administration de la CCDM²²⁸. Ainsi donc, bien que dès la fin des années cinquante, des femmes participent à différents comités de la CCDM, elles ne sont jamais qu'une, deux, voire maximum trois, ce qui est largement minoritaire. Elles ont, de plus, toutes fait précédemment partie du conseil exécutif du CFM, ce qui démontre également le caractère très limité de l'intégration des femmes dans la CCDM. Enfin, ces comités dans lesquels elles s'engagent sont d'ordre organisationnel ou sont consacrés à l'étude de questions généralement liées aux qualités dites « féminines » : enseignement, relations humaines, accueil des touristes, etc. Leur participation à la gestion de la CCDM est donc non seulement restreinte en termes numériques (elles sont peu nombreuses), mais aussi en termes genrés (elles ne prennent que les responsabilités qui correspondent à ce qui est attendu d'elles en tant que femme).

6.6. Vers l'intégration des femmes d'affaires à la Chambre de commerce

Au sein de la CCDM, les femmes membres ne sont pas seulement invitées à participer aux comités créés par l'institution, elles sont également, par la création du CFCE/CFM et comme nous l'avons vu plus haut, initiatrices de comités, d'évènements ou d'études qui leur sont propres. En plus des activités de formation, des visites industrielles et des défilés de mode qui s'adressent exclusivement aux femmes et sont organisées par le CFM seul, certaines autres activités émanent également du CFCE/CFM, mais se transforment, du fait de leur importance, en initiatives menées conjointement avec la CCDM. Ces activités sont également les témoins d'une intégration progressive des femmes au sein de la CCDM. Cependant, bien que les hommes et les femmes travaillent de plus en plus de concert, cette tendance est également caractérisée par une division genrée des rôles et des responsabilités assumés par les unes et les autres. Les principaux dossiers sur lesquels travaille le CFM durant ses 15 années d'existence témoignent de ce

²²⁷ HEC, CCDM, *PV - CFM de la CCDM*, 17 mars 1959 et *Commerce-Montréal*, 16 mars 1959, p. 2.

²²⁸ Il s'agit successivement de Mme Laurette Robillard en 1965-66, Thérèse Duranceau en 1966-67, Mlle Yolande Gingras en 1967-68, Mlle Renée Rivard en 1969-70, Me Micheline Corbeil en 1970-71, Mme Jacqueline B. Nault en 1971-72, Mme Huguette Laporte en 1972-73 et 1973-74 et, à nouveau, Mme Laurette Robillard en 1975-76.

mouvement. Il s'agit du recrutement, du développement du tourisme à Montréal, de l'accueil des Néo-Canadiens et de l'immigration, des questions légales, de la révision du Code civil et des « problèmes des handicapés de la province de Québec ».

6.6.1. Le recrutement de nouveaux membres

Depuis la campagne de recrutement des membres de la CCDM de 1952, les femmes membres s'activent à faire entrer de nouvelles personnes au sein de l'association²²⁹. Avec la création du CFCE, puis du CFM, elles poursuivent leur action en ce sens au sein de leur groupe. Un comité « recrutement et conservation des membres » est constitué pour contacter des membres potentiels, les accueillir et les persuader de rester membres. Celui-ci mène campagne chaque année avec un objectif chiffré de cent membres en 1956, 80 membres en 1957 ou encore avec, en 1960, le simple objectif de ne pas voir trop de membres démissionner pour cause d'augmentation de la cotisation²³⁰. Pour assurer un accueil chaleureux aux nouveaux membres et pour les encourager à participer au recrutement, le comité organise des réceptions réservées aux nouveaux membres et aux marraines, notamment entre 1959 et 1965²³¹.

Dès 1957, le CFM organise ces campagnes de recrutement « conjointement avec la CCDM »²³². Ses efforts sont donc rapidement liés à ceux des membres masculins de la CCDM, mais sont cependant toujours reconnus comme distincts. En 1964, vu les félicitations du directeur de la CCDM envers leur travail, le CFM se permet de demander aux autorités de l'institution de « disposer d'une somme d'argent (recrutement) pour une réception spéciale concernant les marraines et leurs nouveaux membres »²³³. En 1965-66, un rapport élogieux sur cette réception est publié dans le bulletin de la CCDM,

²²⁹ *Commerce-Montréal*, 10 novembre 1952.

²³⁰ HEC, CCDM, *PV - CFM de la CCDM*, 22 août et 27 décembre 1957, 20 octobre 1960 et 16 mars 1961.

²³¹ HEC, CCDM, *PV - CFM de la CCDM*, 11 novembre 1959, 2 mai 1961, 31 janvier 1962, 21 décembre 1964 et *Commerce-Montréal*, 15 août 1966, pp. 1-3.

²³² HEC, CCDM, *Rapport annuel du CFM de la CCDM 1957-58; PV - CFM de la CCDM*, 16 novembre 1961 et 9 janvier 1962.

²³³ HEC, CCDM, *PV - CFM de la CCDM*, 9 septembre 1964 et 9 novembre 1964.

*Commerce-Montréal*²³⁴. L'année suivante, la CCDM est plus particulièrement concentrée sur l'organisation d'une campagne de souscription pour la construction de « La Maison du Commerce » qui hébergera la CCDM et le Board of Trade. Considérant « l'inefficacité totale » de la préparation de cette campagne, le CFM fait différentes suggestions à la CCDM comme celle de revoir la publicité, d'accorder plus d'importance aux membres individuels et d'organiser des rencontres de 20 à 40 personnes²³⁵. Il met par ailleurs en place cinq équipes de femmes pour participer à cette campagne²³⁶. Ces initiatives leur valent tous les honneurs du président de la CCDM, M. JPW. Ostiguy. En effet, lors d'un déjeuner-causerie du 20 mars 1967, celui-ci déclare :

Il me fait [sic] particulièrement plaisir aujourd'hui d'offrir un hommage aux dames et demoiselles, membres de la Chambre. Les derniers chiffres de notre campagne de souscription démontrent que proportionnellement deux fois plus de femmes que d'hommes ont répondu à l'appel et que le montant moyen de leur souscription est de 20 % plus élevé que le montant moyen de la souscription des hommes. Au chapitre de l'émancipation [sic], je comprends l'inquiétude de certains d'entre nous (nous avons reconnu pendant longtemps certaines qualités féminines) : la beauté, le charme et même l'intuition. [...] Les chiffres que je viens de donner indiquent qu'il faudrait en plus leur reconnaître : la générosité, le sens du devoir et la détermination²³⁷.

À partir de cette date, la CCDM reconnaît le travail « colossal » du CFM non seulement lors de cette campagne de souscription, mais aussi en ce qui concerne le recrutement de nouveaux membres²³⁸. En effet, en janvier 1968, le bulletin *Commerce-Montréal* souligne l'efficacité du CFM dans ce domaine :

On n'a qu'à regarder les résultats des campagnes de recrutement du passé pour s'apercevoir qu'elles nous en ont fait voir de toutes les couleurs. Ah ! Ces femmes. Alors un comité exclusivement formé de femmes membres de la Chambre a été mis sur pieds. On a qu'à bien se tenir, car, à peine le comité formé, elles ont tenu une réunion, et ce n'est pas tout, elles y étaient presque toutes et illico elles ont déjà recruté cinq membres²³⁹.

²³⁴ *Commerce-Montréal*, 15 août 1966, pp. 1-3.

²³⁵ HEC, CCDM, *PV - CFM de la CCDM*, 8 février 1967.

²³⁶ *Commerce-Montréal*, 27 février 1967, p. 7.

²³⁷ *Commerce-Montréal*, 3 avril 1967, p. 7.

²³⁸ « Ça tourne rond au Conseil des femmes », *Commerce-Montréal*, 23 octobre 1967. Voir aussi HEC, CCDM, « Programme 67-68 des femmes membres de la Chambre de commerce de Montréal », *Le Devoir*, 13 octobre 1968.

²³⁹ « Cherchez la femme », *Commerce-Montréal*, 29 janvier 1968.

En revanche, à partir de 1969, un comité mixte, le comité d'expansion de la CCDM, est créé pour organiser les campagnes de recrutement²⁴⁰. Mlle Victoria Poirier et M. Roger Martel en seront les premiers coresponsables²⁴¹.

Ainsi donc, le CFM se lance, dès ses débuts, dans le recrutement de nouveaux membres dans le but d'élargir le groupe féminin au sein de la CCDM. Progressivement, il participe aux campagnes de recrutement de la CCDM elle-même. Les résultats positifs engrangés par les femmes dans la campagne de souscription pour la construction du bâtiment appelé « La maison du commerce » marquent en tournant dans la considération que les dignitaires de la CCDM accordent à leur travail en la matière. À partir de cette date, ceux-ci les invitent officiellement à participer aux campagnes de recrutement de la Chambre et reconnaissent leur efficacité d'organisation dans ce domaine. Cette activité est un premier exemple d'initiative prise initialement séparément et qui, progressivement, se réalise de manière conjointe entre les groupes masculins et féminins de la CCDM. Elle témoigne cependant aussi de la division genrée de cette activité puisque les femmes et les hommes continuent d'y participer séparément et que les pratiques des femmes en la matière sont considérées comme différentes – et plus efficace du fait de leurs qualités « féminines » - que celles des hommes.

6.6.2. Des recettes de cuisine, l'artisanat et les Hôtesse-Montréal

Un second exemple d'activités qui intègrent, progressivement, du fait de leur organisation, les femmes dans la CCDM, est celui de la promotion du tourisme à Montréal. En 1957-1958, Mlle Charlotte Brunet est nommée responsable de la « promotion des intérêts des FCE auprès de la Chambre »²⁴². À ce titre, elle assiste, en tant qu'observatrice, au comité « Tourisme » de la CCDM dont le but est d'augmenter le nombre de touristes à Montréal. Elle encourage les femmes membres à y assister vu qu'il s'agit d'un « comité mixte susceptible de [les] intéresser davantage, puisque bon nombre

²⁴⁰ HEC, CCDM, *PV - CFM de la CCDM*, 16 avril 1969.

²⁴¹ HEC, CCDM, *PV - CFM de la CCDM*, 5 novembre 1969.

²⁴² HEC, CCDM, Charlotte Brunet, « Comité de promotion de l'intérêt des FCE à la vie de la Chambre de commerce », *Rapport annuel des FCE de la CCDM*, 1957-58.

d'entre [elles] voyagent beaucoup »²⁴³. Mme Marc Rousseau et Mlle Marcelle Brossard l'y rejoignent. Trois ans plus tard, en 1961, le CFM crée le comité « Gastronomie », dans le but de rassembler des menus et recettes de tradition canadienne-française à transmettre au comité « Tourisme » de la Chambre qui souhaite éditer un « livre de menus ». L'année suivante, ce comité féminin est dénommé « Répertoire des menus canadiens » et officiellement considéré comme un « sous-comité du comité Tourisme de la Chambre »²⁴⁴. Entre 1961 et 1967, à partir de ce travail de recherche culinaire, le CFM organise un banquet annuel « typiquement d'époque » auquel elle invite « les membres de la Chambre et leurs épouses, les notabilités de la province et de la municipalité, de même que le comité du tourisme de la Chambre »²⁴⁵. À partir de 1964, cet événement à succès s'inscrit dans « La semaine du tourisme » ou « la journée du tourisme » organisées par la CCDM²⁴⁶. Finalement, en janvier 1967, la CCDM forme un comité mixte « Organisation de la Journée du Tourisme » qui sera composé de 6 femmes et 7 hommes²⁴⁷. Ce processus démontre bel et bien une intégration progressive des membres féminins au sein d'un comité de la CCDM. En effet, il s'agit d'abord de proposer aux femmes de rassembler des recettes de cuisine pour le comité de la CCDM, puis d'organiser un repas en collaboration avec la CCDM, pour enfin participer pleinement à la coordination de la journée du tourisme au sein même d'un comité de la CCDM. Cependant, il s'agit bien là d'une intégration genrée puisque le sujet traité — la cuisine « traditionnelle » — est pleinement associé à la définition sociétale de la féminité.

Dans ce même souci de tracer et retracer une identité québécoise dans l'optique de favoriser le tourisme à Montréal, le CFM de la CCDM s'investit aussi dans la promotion de l'artisanat²⁴⁸. En effet, dès le mois de décembre 1958, il lance une initiative qui

²⁴³ *Ibid.*

²⁴⁴ HEC, CCDM, *PV - CFM de la CCDM*, 5 septembre 1962.

²⁴⁵ HEC, CCDM, *PV - CFM de la CCDM*, 11 octobre 1962.

²⁴⁶ HEC, CCDM, *PV - CFM de la CCDM*, 2 novembre 1966.

²⁴⁷ Les femmes membres de ce comité sont alors Mlle Yolande Gingras, Mlle Jeanne Colpron, Mlle Thérèse Duranceau, Mlle Henriette Girard, Mlle Renée Rivard, Mme Laurette Robillard et Mme Anne-F. Balestrazzi, toutes membres de l'exécutif du CFM. *Commerce-Montréal*, 13 février 1967, p. 6.

²⁴⁸ Sur le sujet, voir aussi Nathalie Hamel, « Coordonner l'artisanat et le tourisme ou comment mettre en valeur le visage pittoresque du Québec (1915-1960) », *Histoire sociale/Social History*, vol. 34, n° 67, mai 2001, pp. 90-114.

deviendra annuelle : une visite mixte de l'exposition de l'artisanat du Québec qui a lieu au Palais du commerce de Montréal et est organisée par l'Office provincial de l'artisanat et de la petite industrie²⁴⁹. Inspiré par le succès de cet événement, le CFM crée, l'année suivante, une bourse spéciale de 100 \$ pour récompenser le travail d'une jeune artisane sélectionnée par le conseil de la commission artisanale présidé par M. Jean-Marie Gauvreau²⁵⁰. La remise de cette bourse à la candidate a lieu, chaque année, lors de la visite du CFM à l'exposition²⁵¹. Pour réunir les 100 \$ de cette bourse, le CFM organise des manifestations spéciales comme, par exemple « La soirée du bon vieux temps » en 1959 ou, en 1965, un dîner-opéra « La Traviata »²⁵². Au total, sept bourses seront remises, de 1959 à 1965²⁵³. Par ailleurs, en décembre 1961, le sous-comité « des menus » du CFM, évoqué plus haut, propose un banquet gastronomique canadien avec une conférence sur l'artisanat prononcé par M. Gauvreau²⁵⁴. En décembre 1964, enfin, l'honorable Claire Kirkland Casgrain est invitée d'honneur de la remise de la bourse.

Le troisième projet du CFM de la CCDM concernant le tourisme à Montréal est la formation, pour l'Exposition universelle de Montréal (Expo' 67), d'un comité « Hôtesse-Montréal ». L'idée est dans l'air depuis le début des années soixante. En effet, en 1961, lors d'une conférence au CFM citée précédemment, Mme Laure Hurteau explique le développement de la publicité, des « relations extérieures » et de la profession d'« hôtesse » dans certaines grandes entreprises :

²⁴⁹ *Commerce-Montréal*, 22 décembre 1958, p. 2.

²⁵⁰ HEC, CCDM, *PV - CFM de la CCDM*, 1 octobre 1959; 3 décembre 1959; 16 novembre 1961; 7 novembre 1963; 23 novembre 1963; 20 août 1964 et 19 novembre 1965. Notons, par ailleurs, que l'Association des Femmes Chefs d'entreprise de Mme Flore D. Jutras octroie, en 1961, deux bourses pour les élèves « les plus méritants » de l'École des Métiers commerciaux et une bourse pour l'artisane « la plus méritante » (HEC, CCDM, C.L., « Visites à l'école des métiers commerciaux et à la Centrale d'Artisanat du Québec », *Le Messenger de Verdun*, 1961[?].)

²⁵¹ HEC, CCDM, *PV - CFM de la CCDM*, 16 novembre 1961; HEC, CCDM, « Le monde féminin », *La Presse*, 10 décembre 1959; « Enfin, un geste positif en faveur d'une jeune artisane », *Non identifié*, janvier 1960; « Sans titre », *La Patrie*, 18 décembre 1960; « Sans titre », *Commerce-Montréal*, 18 décembre 1961, p. 3; « Pierrette Leclair, émailleur, est choisie l'artisane de l'année », *Non identifié*, décembre 1964 ; « Artisane de l'Année », *Le Messenger de Verdun*, 8 décembre 1965.

²⁵² HEC, CCDM, *PV - CFM de la CCDM*, 1^{er} octobre 1959 et 19 novembre 1965.

²⁵³ Il s'agit de Micheline de Passillée Sylvestre, émailleuse; Marielle Fleury, haute couture avec tissu canadien; Fabiola Marc-Aurèle, tisserande; Louise Doucet, potier-céramiste; Lucille Boudrias, céramiste; Pierrette Leclair, émailleur et Claire Cadet, céramiste.

²⁵⁴ « Un délice de gourmets », *Commerce-Montréal*, 11 décembre 1961, p. 2.

Ainsi depuis quelques années, de grandes sociétés commerciales françaises et d'importantes maisons d'affaires ont voulu embellir leurs inaugurations, leurs expositions par la présence de femmes gracieuses, capables de jouer un rôle combiné dans le domaine de l'accueil, de l'interprétation et de l'information. [...] Beaucoup y excellent déjà, se révélant de véritables diplomates, de réels ambassadeurs de l'entreprise. [...] Une femme suscite la curiosité sur ce qu'elle brûle de dire et s'enveloppe de discrétion sur ce qu'on voudrait bien lui arracher²⁵⁵.

Elle évoque alors les « Hôtesse de France » et les hôtesse de l'exposition universelle de Bruxelles (1958) et appelle à la formation, notamment pour le Centenaire de la Confédération, en 1967, d'« Hôtesse du Canada ». À partir de décembre 1965, de sa propre initiative ou à la demande du comité du tourisme de la CCDM (l'origine de la proposition est incertaine), le CFM met sur pied un comité d'« Hôtesse-Montréal » dont le principe est similaire. Il est en effet question de former des femmes, membres de la CCDM, pour « recevoir et accompagner les invités de la Chambre pendant l'Exposition universelle 1967 ; organiser certaines visites spéciales à l'Expo »²⁵⁶. Pour réaliser ce projet, Mmes Thérèse Duranceau et Anne-F. Ballestrazzi se rendent à New York pour se renseigner sur l'organisation des hôtesse des Nations Unies²⁵⁷. Par ailleurs, depuis septembre 1965, la Chambre offre, par le biais du CFM, « des cours d'art, d'histoire et de culture générale pour les femmes membres qui désirent devenir hôtesse pendant l'Expo » et effectue des démarches en vue d'obtenir non seulement que les congrès annuels de la Chambre de commerce international, de la Chambre de commerce du Commonwealth et de la Chambre de commerce du Canada, mais aussi celui de l'Association des femmes-patrons de France et des classes moyennes se tiennent à Montréal en 1967²⁵⁸. Finalement, le 22 août 1966, le bulletin mensuel de la CCDM annonce que

le Conseil des femmes, au cours du dernier exercice, avec l'assentiment de la Chambre, celui de la Ville et celui de Compagnie de l'Expo, a jeté les bases de la constitution d'un corps d'élite sous la désignation officielle de « Hôtesse-Montréal ». Par cet organisme, le Conseil féminin entend mettre à la disposition d'un délégué officiellement désigné par la municipalité, la

²⁵⁵ HEC, CCDM, « Sans titre », *Le Messager de Verdun*, janvier 1961[?].

²⁵⁶ HEC, CCDM, *PV - CFM de la CCDM*, 23 mars 1966.

²⁵⁷ HEC, CCDM, « Mission heureusement féminine : préparer l'accueil pour 1967 », *Le Devoir*, 7 décembre 1965. Et *PV - CFM de la CCDM*, 9 décembre 1965.

²⁵⁸ Pierre Shooner, « La Chambre de commerce, qui fut à l'origine de l'Expo, s'occupe activement de son succès », *Commerce-Montréal*, 1965[?]. Notons par ailleurs que le CFM est alors jumelé à l'Association des Femmes-Patrons de Provence (*Commerce-Montréal*, 6 mars 1967, p. 7).

Compagnie de l'Expo, les gouvernements provincial et fédéral et certains grands corps publics, les services bénévoles d'hôtesse sociales spécialement préparées pour accueillir à Montréal pendant la durée de l'Expo, les visiteurs de marque en mission officielle. Ce groupe d'élite n'entrera en aucun temps en concurrence avec les services de guides ou interprètes rémunérés par quelque corps que ce soit. Sur demande officielle dûment contrôlée et agréée par un organisme ad hoc, les hôtesse se placeront bénévolement à la disposition de la ou des personnes qu'on leur confiera. Elles accueilleront les arrivants, elles les accompagneront, elles organiseront pour elles des rendez-vous ou visites, elles les présenteront où ce sera nécessaire²⁵⁹.

Dès septembre 1966, certaines Hôtesse-Montréal sont déjà actives pour accueillir des personnalités de marque invitées par la Chambre à Montréal en vue de l'Expo 67²⁶⁰. Mais c'est surtout au cours de l'année 1966-67 que le CFM structure son comité de gestion des « Hôtesse-Montréal » et organise une formation spécifique pour les femmes qui souhaitent devenir Hôtesse pour l'Exposition universelle²⁶¹. Ces cours sont soutenus notamment par Mme Laure Hurteau, la conférencière et professeure citée plus haut²⁶². Au 1^{er} mai 1967, les 60 Hôtesse — Montréal formées par le CFM sont « prêtes à remplir leur rôle d'ambassadrice auprès des visiteurs étrangers, qui seront recommandés, directement à la Chambre de commerce ». Elles sont appelées à être « non seulement des ambassadrices de l'hospitalité montréalaise, mais elles auront aussi à cœur de faire voir à ceux qui nous visiteront que nous sommes un peuple digne et généreux dans un pays en pleine prospérité »²⁶³. Ces Hôtesse-Montréal vont être particulièrement sollicitées entre mai et fin juillet 1967²⁶⁴. Par la suite, elles continueront d'exercer leur mission d'accueil pour l'Exposition Terre des Hommes²⁶⁵, au gala du vingtième anniversaire du Théâtre le

²⁵⁹ *Commerce-Montréal*, 22 août 1966, p. 6.

²⁶⁰ *Commerce-Montréal*, 5 septembre 1966, p. 3.

²⁶¹ HEC, CCDM, *PV - CFM de la CCDM*, 24 août 1966, 6 octobre 1966, 2 novembre 1966, 5 janvier 1967, 1^{er} mars 1967, 29 mars 1967 et 29 mars 1967. *Commerce-Montréal*, 28 novembre 1966, p. 6 et 6 mars 1967, p. 7.

²⁶² HEC, CCDM, *PV - CFM de la CCDM*, 21 septembre 1966.

²⁶³ *Commerce-Montréal*, 1^{er} mai 1967, p. 7.

²⁶⁴ *Commerce-Montréal*, 15 mai 1967, p. 4-5 et 26 juin 1967, p. 2.

²⁶⁵ HEC, CCDM, *PV - CFM de la CCDM*, 22 février 1968 et 5 juin 1968.

Rideau Vert²⁶⁶ et aux Journées d'entraide mondiale de 1969 et de la faim de 1970 organisées par le Mouvement paix et Développement²⁶⁷.

En somme, au fil des années, que ce soit par la création de menus canadiens, des bourses pour les artisanes et des visites à l'exposition de l'artisanat du Québec ou encore des Hôtesse-Montréal, les femmes d'affaires membres du CFM de la CCDM s'intègrent (ou sont intégrées) aux activités de la CCDM qui visent à encourager le tourisme à Montréal. Malgré le fait qu'elles sortent, pour une majorité d'entre elles, du carcan de la sphère domestique en raison des postes qu'elles occupent sur le plan professionnel, elles se cantonnent (ou sont cantonnées) à tenir ici des rôles associés à la féminité tels que la cuisine, l'artisanat ou l'accueil des visiteurs.

6.6.3. De l'accueil des Néo-Canadiens à la question de l'immigration

Un troisième exemple du caractère genré de l'intégration des femmes au sein de la CCDM est l'accueil des Néo-Canadiens et la question de l'immigration. En effet, dès juin 1956, le CFM (alors FCE) crée un comité « Accueil aux Néo-Canadiens » sous la direction de Mme Germain de Lom. Ce groupe est chargé d'organiser des réceptions mensuelles pour les Néo-Canadiens juste après la cérémonie de leur prestation de serment d'allégeance ainsi qu'une journée dédiée à la citoyenneté. Il prend une telle ampleur que, dès 1957, sa présidente suggère de le scinder en trois : un comité « Accord » (« un cercle qui regroupe des Néo-Canadiens d'allégeance française et des Canadiens de chez nous »), un comité « Jour de la Citoyenneté » et un comité « Réception des Néo-Canadiens »²⁶⁸. En 1959, le CFM décide d'inviter des membres masculins de la CCDM à ces événements « afin de donner plus d'éclat à ces réceptions et aussi pour faire connaître la procédure de la prestation de serment d'allégeance »²⁶⁹. Cette décision sera réitérée en janvier 1960²⁷⁰. En février de cette année-là, le bulletin du CFM souligne que « M. Roger De Serres, président de la Chambre, était l'invité d'honneur [...]. Sa présence marquant l'inauguration

²⁶⁶ HEC, CCDM, *PV - CFM de la CCDM*, 15 novembre 1968.

²⁶⁷ HEC, CCDM, *PV - CFM de la CCDM*, 10 mars 1969 et 9 mars 1970.

²⁶⁸ HEC, CCDM, *PV - CFM de la CCDM*, 27 décembre 1957.

²⁶⁹ HEC, CCDM, *PV - CFM de la CCDM*, 1^{er} octobre 1959.

²⁷⁰ HEC, CCDM, *PV - CFM de la CCDM*, 19 janvier 1960.

d'une collaboration complète entre les groupements masculin et féminin de la Chambre en vue d'aplanir les difficultés que rencontre l'immigré »²⁷¹. L'organisation de ces réceptions pour les Néo-Canadiens s'arrête en 1966²⁷². Deux ans plus tard, en avril 1968, le CA de la CCDM demande au CFM de constituer un comité « Immigration ». Le CFM obtiendra que ce comité soit mixte ; il aura pour but d'« étudier le problème de l'accueil aux immigrants, en vue d'une meilleure intégration de ces nouveaux venus au milieu canadien-français et, par conséquent à l'économie canadienne-française »²⁷³.

Ce passage d'un comité féminin chargé d'organiser des réceptions d'accueil aux immigrants à un comité mixte chargé de proposer des mémoires sur la question de l'immigration est également teinté d'*a priori* genrés. En effet, l'organisation de réceptions et l'accueil de l'étranger restent des prérogatives socialement construites comme féminines. Ce sujet a d'ailleurs été, comme l'étudie Yolande Cohen, au cœur des préoccupations et des actions sociales des femmes philanthropes anglo-protestantes, juives et catholiques (YWCA, NCJW et FNSJB)²⁷⁴. Or, à la CCDM, à partir du moment où le comité devient mixte, ce groupement se refuse d'organiser des réceptions et d'accueillir directement les immigrants et se concentre plutôt sur la formulation de mémoires adressés aux pouvoirs publics pour améliorer les services publics d'immigration et les événements d'accueil organisés par ces derniers.

6.6.4. Des questions légales d'intérêts féminins à la révision du Code civil

Notre quatrième exemple de collaboration entre femmes et hommes au sein de la CCDM est la manière dont le CFM aborde les questions légales qui concernent directement les femmes. En 1956, un comité « Questions législatives et d'intérêts féminins » est créé au sein du CFM. Mme Flore D. Jutras en est la première présidente²⁷⁵. Vu les désaccords qui surviennent avec cette conseillère lors des premiers mois d'existence

²⁷¹ HEC, CCDM, *Bulletin du CFM de la CCDM*, février 1960.

²⁷² HEC, CCDM, *PV - CFM de la CCDM*, 21 septembre 1966.

²⁷³ HEC, CCDM, *Bulletin du CFM de la CCDM*, septembre 1969.

²⁷⁴ Yolande Cohen, *Femmes philanthropes*, pp. 67-107.

²⁷⁵ HEC, CCDM, *PV - CFCE de la CCDM*, 4 octobre 1956.

du CFM, Mme Marc Rousseau prend rapidement la responsabilité de ce comité²⁷⁶. Sa première initiative, formulée en août 1957, est de réaliser « une étude sur ce qui peut aider les femmes à devenir vraiment des chefs dans leur propre entreprise et les “rapports entre patrons et employés” »²⁷⁷. Aucune suite n’y a été donnée. En revanche, l’année suivante, après une conférence donnée par le juge Thibaudeau Rinfret, chargé de la commission de révision du Code civil²⁷⁸ les membres sont enthousiastes à l’idée de défendre une « égalité absolue de législation pour toutes les femmes du Québec, dans le mariage et hors du mariage »²⁷⁹.

Elles décident, pour des raisons qui restent inconnues, de ne pas prendre en charge seules ce dossier et de déléguer au conseil d’orientation de la CCDM le soin de former un comité d’étude mixte sur « le statut légal de la femme mariée ». Ce groupe, sous la direction de Mme Marc Rousseau, est composé de 20 membres et chargé d’« envisager des réformes à soumettre à la commission de refonte du Code civil » au début de l’année 1959²⁸⁰. Rien ne sera proposé avant 1964, date à laquelle le comité présente une première proposition d’amendements au projet de loi Bill 16 sur la capacité juridique de la femme mariée²⁸¹. Ce silence ne peut être dû à l’indifférence de la CCDM sur la question puisqu’en 1947, déjà, un comité spécial s’était prononcé en faveur de l’examen de l’extension du statut juridique de la femme mariée, surtout concernant « le règlement des successions des époux, communs en biens, qui exploitent un commerce »²⁸² ou les conséquences nuisibles de cette incapacité juridique de la femme mariée sur les intérêts des

²⁷⁶ HEC, CCDM, *PV - CFM de la CCDM*, 16 janvier 1957.

²⁷⁷ HEC, CCDM, *PV - CFM de la CCDM*, 22 août 1957.

²⁷⁸ Le juge Thibaudeau Rinfret est nommé comme juriste chargé de la rédaction d’un projet de révision du code civil par la loi de révision du code civil adoptée en 1955. En 1961, il sera remplacé par Me André Nadeau qui dirige dès lors le bureau de révision du code civil, une institution qui devient, en 1965, l’Office de révision du Code civil, présidé par Paul-André Crépeau (Nicole Roy, « La lutte des femmes », pp. 477-618.

²⁷⁹ HEC, CCDM, *Rapport annuel du CFM de la CCDM*, 1957-58. et HEC, CCDM, Marie Bourbonnais, « Le statut légal de la femme est à l’étude », *Non identifié*, Février 1958.

²⁸⁰ HEC, CCDM, *Rapport annuel du CFM de la CCDM*, 1957-58.

²⁸¹ HEC, CCDM, *Rapport annuel du CFM de la CCDM*, 1963-64.

²⁸² HEC, CCDM, *Procès-verbal du comité d’études du statut juridique de la femme mariée*, 2 juillet 1947.

commerçants²⁸³. Par ailleurs, dès 1957, le CFCE se soucie du manque de formation en droit des femmes membres ou non-membres de la CCDM et exprime son souhait de voir réaliser une « éducation massive du public de la province du Québec » sur la question²⁸⁴. Cette préoccupation a sans doute été au fondement de cette absence de réaction de ce comité avant 1964²⁸⁵. Elle témoigne, en effet, d'une crainte des femmes du CFCE ne n'être pas assez formées en droit pour pouvoir intervenir publiquement et de manière pertinente dans ce dossier. Elle a, plus concrètement, été à l'origine du développement de la formation légale, que le comité « questions législatives » s'est chargé, comme nous l'avons vu précédemment, de proposer aux membres du CFM entre 1958 et 1965.

S'il faut attendre que des femmes membres de la CCDM soient formées en droit pour qu'elles se positionnent sur la question de la réforme du Code civil, c'est l'implication de femmes juristes au sein de la CCDM qui a surtout dû influencer sa prise de position sur la question. En effet, en 1963-64, année pendant laquelle est soumis le projet de loi 16 sur la capacité juridique de la femme mariée, deux avocates, Me Gervaise Brisson et Me Hélène Gélinas, occupent des postes d'influence, l'une comme présidente du CFM et la seconde comme responsable du comité mixte du Code civil²⁸⁶. Ce comité est alors composé de trois femmes et quatre hommes²⁸⁷. En accord avec le conseil d'administration de la CCDM, il se positionne, en février 1964, en faveur du principe de modifications législatives concernant la capacité juridique de la femme mariée, mais déplore une modification partielle du Code civil, telle que proposée par le projet de loi 16 et les difficultés d'interprétation des lois qui en seraient la conséquence. À la suite de l'information donnée par la présidente au sujet de la position prise par le comité, le conseil exécutif de la CFM ne réagit pas sur le fond de la question, mais exprime, à nouveau, son souhait de « lancer une campagne d'éducation (cours, causeries), car il semble acquis que la population en général et la femme mariée en particulier ne connaissent pas leurs droits et

²⁸³ HEC, CCDM, *Le status [sic] légal de la femme mariée dans la province de Québec*.

²⁸⁴ HEC, CCDM, *Réflexions générales sur les problèmes légaux qui touchent le domaine féminin susceptibles d'intéresser les femmes chefs d'entreprises*, 1957.

²⁸⁵ Élise Detellier, « *S'unir pour être plus fort* », p. 74.

²⁸⁶ *Commerce-Montréal*, 1^{er} juin 1964, p. 8. et HEC, CCDM, *PV - CFM de la CCDM*, 14 février 1964.

²⁸⁷ Il s'agit de Me Hélène Gélinas, Me Gervaise Brisson, Me Chateauguay Perrault, Me Normand Duval, Me André Laurence, Monsieur Régent Gauthier et Mme Anne F. Ballestrazzi.

interprètent la loi à leur façon »²⁸⁸. Cela dit, dès juin 1964, il relance le comité de révision du Code civil et soutient, par ailleurs, toujours la mixité de ce comité²⁸⁹. Celui-ci est alors composé de quatre femmes et cinq hommes et est présidé par Me Gervaise Brisson²⁹⁰. Six mois plus tard, le 21 décembre 1964, il dépose un mémoire auprès de la Commission Nadeau au sujet d'une modification du régime matrimonial légal du Québec dans lequel il prend parti pour celui de la séparation de biens avec participation aux acquêts²⁹¹.

Ce n'est qu'en février 1966 qu'un projet de loi sur le sujet est déposé au parlement. L'exécutif du CFM décide alors de reprendre le dossier et le délègue à nouveau au comité mixte de révision du Code civil²⁹². À cette date, celui-ci est composé de sept hommes et deux femmes et est présidé par Me Châteauguay Perrault²⁹³. Le 21 décembre 1966, il dépose un rapport qui préconise plutôt le régime de la séparation de biens, arguant que ce système « correspond mieux à notre mode de vie actuel et facilite la transmission de biens d'une génération à l'autre, surtout dans le cas d'entreprises familiales »²⁹⁴. Concernant le régime de la société d'acquêts, il suggère de l'ajouter au Code civil à titre de régime matrimonial possible par contrat de mariage. Dans ce document, il évoque également les modifications légales concernant la Loi sur l'adoption.

Finalement, le 1^{er} juillet 1970, le régime de la séparation de biens avec participation aux acquêts (la société d'acquêts) devient le régime matrimonial légal au Québec. C'est

²⁸⁸ HEC, CCDM, *PV - CFM de la CCDM*, 14 février 1964.

²⁸⁹ HEC, CCDM, *PV - CFM de la CCDM*, 4 juin 1964.

²⁹⁰ Il s'agit de Me Gervaise Brisson, Mme Anne F. Ballestrazzi, Me Hélène Gélinas, Me Albert Mayrand, Mme Nicole Laferrière-Leroux, Me André Laurence, M. Gaston Meloche, M. Régent Gauthier et Me Normand Duval.

²⁹¹ *PV - CFM de la CCDM*, 20 août 1964; 9 septembre 1964; 9 novembre 1964 et 21 décembre 1964. HEC, CCDM, *Mémoire : Le régime matrimonial légal du Québec*, 21 décembre 1964 et HEC, CCDM, Sylvie Claude, « Année remplie de promesses au conseil féminin de la Chambre de commerce de Montréal », *Non identifié*, septembre 1964[?].

²⁹² HEC, CCDM, *PV - CFM de la CCDM*, 21 février 1966; *Commerce-Montréal*, 19 décembre 1966, p. 3 et 13 mars 1967, p. 3.

²⁹³ Il s'agit de Me Châteauguay Perrault, Mme Thérèse Duranceau, Me Gervaise Brisson, M. Maurice Forget, Me Lionel Laprade, Me Yves Laurier, Me Fernand Poirier, Me Jean-Marc Poulin, Me Bernard Tellier.

²⁹⁴ *Commerce-Montréal*, 13 mars 1967, p. 3, et HEC, CCDM, *Comité des régimes matrimoniaux, rapport au conseil d'administration*, 21 décembre 1966 et *Recommandation de la CCDM à la Commission de réforme du code civil, au sujet des régimes matrimoniaux et de la loi de l'adoption*, 28 décembre 1966.

donc la première position du comité, alors dirigé par une femme, qui est adoptée. L'exécutif du CFM se garde bien de mentionner la seconde position du comité mixte. Un an plus tôt, le 16 avril 1969, la présidente du CFM avait, en effet, rappelé

que le mémoire présenté par le Conseil à la Commission Nadeau en 1964 statuait que la société d'acquêts devienne le régime matrimonial de droit commun au Québec. Ce régime est en voie d'être adopté par la Province (Bill 10). Félicitations à toutes celles qui ont participé à son élaboration²⁹⁵.

Le comité mixte se modifie encore une dernière fois en 1970. Il est alors composé de deux femmes et cinq hommes et est présidé par Me Micheline Corbeil²⁹⁶. Il se positionne notamment sur les conflits de lois et de juridictions en matière d'adoption²⁹⁷.

Ces différents éléments concernant la position du CFM dans la discussion relative à la révision du Code civil et l'organisation des prises de position de la CCDM témoignent d'une intégration particulière des femmes au sein de la CCDM. En effet, la première initiative du comité des questions légales du CFM pour soutenir l'accès des femmes à des postes de responsabilités dans leurs entreprises tombe, tout simplement, aux oubliettes. Par la suite, le CFM privilégie l'option du comité mixte en s'appuyant notamment sur la conviction de n'avoir pas, en tant que femmes, de formation suffisante sur la question. L'implication d'avocates dans le mouvement, en 1964, facilite, d'ailleurs, la prise de contrôle du comité de révision du Code civil par les femmes. En revanche, à partir de 1966, le comité devient majoritairement masculin. Ceci ne l'empêche pas d'adopter des résolutions progressistes en termes de droits de femmes. Cependant, la diminution de la part active que prennent les femmes dans ce comité témoigne à nouveau d'une intégration finalement limitée des femmes dans les comités de la CCDM.

6.6.5. Les « problèmes des handicapés » et autres questions d'actualité

Un dernier exemple de démarches engagées par le CFM et qui témoignent de l'intégration genrée des femmes au sein de la CCDM est l'écriture de mémoires sur des

²⁹⁵ HEC, CCDM, *PV - CFM de la CCDM*, 16 avril 1969.

²⁹⁶ Me Micheline Corbeil, Me Gervais Brisson, Me Pierre Blain, Me Pierre Messier, Me Normand Duval et Me Marc Cordeau et Me Anne Ballestrazzi (HEC, CCDM), *Rapport du comité de révision du code civil*, 27 février 1970 et *Commerce-Montréal*, 20 avril 1970, p. 1.

²⁹⁷ HEC, CCDM, *Rapport du comité de révision du code civil*, 27 février 1970 et *PV - CFM de la CCDM*, 18 février 1970 et 9 mars 1970.

questions d'actualités. Le premier que le CFM défend et que la CCDM approuve à l'unanimité porte sur « les problèmes des handicapés ».

L'instigatrice de ce mémoire est Mme Marguerite Germain de Lom, directrice de la section « Placement des handicapés », au Ministère du Travail du Gouvernement provincial. Cette conseillère est particulièrement active au sein du CFM. Elle a, en effet, joué un rôle central, comme nous l'avons vu plus haut, dans la fondation du CFCE/CFM et dans le comité d'accueil des Néo-Canadiens. Son engagement professionnel l'amène à défendre également la question du travail des personnes handicapées dans le cadre de la CCDM. Le 24 janvier 1956 déjà, lors d'un des premiers diners-causeries du CFCE, elle donne une conférence sur la question²⁹⁸. Toutefois, c'est surtout à partir d'août 1960 qu'elle mène le débat au sein du CFM. À cette date, un comité est créé « afin d'aider à une meilleure compréhension de tout ce qui se rattache à cette catégorie de travailleurs et à son assimilation dans le monde du travail »²⁹⁹. Ce comité est particulièrement efficace et propose, dès la fin de l'année, soit en juin 1961, un mémoire sur son sujet d'étude³⁰⁰. C'est la première fois que le CFM présente un mémoire. Il est adopté à l'unanimité par le conseil d'administration de la CCDM qui le défend donc en son nom. Dans ce mémoire, la CCDM demande au gouvernement provincial « de doter la province de Québec de la législation requise pour rendre adéquate la protection systématique des handicapés physiques et mentaux, de même que leur réadaptation sociale et économique »³⁰¹. Cependant, le débat est loin d'être clos. En effet, durant l'année 1961-62, afin de « hâter l'acceptation et la mise en application des recommandations du mémoire », le comité du CFM réunit, en présence du directeur de la CCDM (M. Gilbert A. Latour), des représentants d'autres associations intéressées par la question³⁰². De plus, un voyage est organisé en Europe, avec notamment au programme une visite auprès de Mlle Suzanne Fouché, fondatrice et directrice de la Ligue pour l'Adaptation des diminués physiques au Travail en France, « et aux diverses institutions de réadaptation afin de constituer une

²⁹⁸ HEC, CCDM, *PV - CFM de la CCDM*, 24 janvier 1956.

²⁹⁹ HEC, CCDM, *PV - CFM de la CCDM*, 17 août 1960.

³⁰⁰ HEC, CCDM, *PV - CFM de la CCDM*, 17 août 1960, 21 septembre 1960, 20 octobre 1960, 16 mars 1961, 2 mai 1960 et 10 mai 1960.

³⁰¹ HEC, CCDM, *PV - CFM de la CCDM*, 13 juin 1961 et 16 août 1961 et *Commerce-Montréal*, 21 août 1961, p. 2, 3 et 51.

³⁰² HEC, CCDM, *PV - CFM de la CCDM*, 31 août 1961, 31 janvier 1962 et 15 mars 1962.

documentation sur ce qui se fait en Europe concernant le problème des handicapés »³⁰³. L'année suivante, en 1962-63, sur la suggestion de M. Gilbert A. Latour, le CFM demande à la CCDM la formation d'«un comité consultatif composé de : un neurologue, un économiste, un physiothérapeute, psychologie, travailleur social et quelques notabilités de la Chambre »³⁰⁴. Ce comité mixte (5 femmes et 5 hommes) soumet un premier rapport qui demande la constitution d'une commission royale d'enquête sur la question des problèmes des handicapés de la province de Québec³⁰⁵. Ce document devient un mémoire adopté à nouveau à l'unanimité par l'exécutif et le conseil d'administration de la CCDM³⁰⁶.

Entre avril et septembre 1964, une délégation de la chambre, « choisie par l'exécutif de la CCDM en accord avec la présidente [du CFM] », présente ce mémoire au Premier ministre Jean Lesage³⁰⁷. De plus, les démarches auprès des ministères provinciaux semblent productives³⁰⁸. Le décès de Mme Marguerite Germain de Lom marque, cependant, un temps d'arrêt³⁰⁹. Par la suite, Mlle Lucille Ménard puis Mlle Renée Rivard prennent la relève³¹⁰. Le mémoire de 1964 est mis à jour et soumis, en janvier 1966, à René Lévesque, alors ministre de la Famille et du Bien-être social³¹¹. Cette démarche est

³⁰³ HEC, CCDM, *PV - CFM de la CCDM*, 2 avril 1962.

³⁰⁴ HEC, CCDM, *PV - CFM de la CCDM*, 5 septembre 1962.

³⁰⁵ HEC, CCDM, *PV - CFM de la CCDM*, 20 septembre 1962, 5 novembre 1962 et 6 mars 1963. Le comité est composé de Mme Marguerite de Lom, assistée par Dr Jean Saucier, neurologue à l'Hôpital Hôtel-Dieu, du Dr Robert Lanthier, psychiatre en chef de l'Hôpital Maisonneuve, du Dr Goldsman, Director of Research and Development of the OTRC, de l'Honorable Juge François R. Hannen, juge de la Cour Supérieure, de Monsieur Marcel Lanouette, surintendant de Foyer Dieppe, de Me Gervais Brisson, président du Conseil féminin, de Mme Laurette P. Gravel, présidente de Livraison Métropole, de Mlle Gertrude Notebaert, directrice du service d'Accueil aux Voyageurs, de Mme Yvette Rousseau, présidente d'Artistic Decalcomania Ltée, de Miss Ina Young, General Secretary of Montreal Council of Social Agencies et de Mme Anne-F. Ballestrazzi, directeur du Conseil féminin, rapporteur. HEC, CCDM, *Mémoire sur Les problèmes des handicapés de la province de Québec*, Février 1964.

³⁰⁶ HEC, CCDM, *PV - CFM de la CCDM*, 19 avril 1963.

³⁰⁷ HEC, CCDM, *PV - CFM de la CCDM*, 10 janvier 1964, 1^{er} avril 1964, 4 juin 1964 et 9 septembre 1964 et *Commerce-Montréal*, 14 septembre 1964, p. 1.

³⁰⁸ HEC, CCDM, *PV - CFM de la CCDM*, 10 janvier 1964, 1^{er} avril 1964, 4 juin 1964 et 9 septembre 1964 et *Commerce-Montréal*, 14 septembre 1964, p. 1.

³⁰⁹ HEC, CCDM, *PV - CFM de la CCDM*, 5 février 1965.

³¹⁰ HEC, CCDM, *PV - CFM de la CCDM*, 22 mars 1965, 20 avril 1965, 19 novembre 1965, 9 décembre 1965 et 6 janvier 1966.

³¹¹ Le comité est alors composé du Dr Jean Saucier, neurologue à l'Hôpital Hôtel-Dieu, du Dr Robert Lanthier, psychiatre en chef de l'Hôpital Maisonneuve, du Dr Goldsman, Director of

insuffisante. Le comité décide, ensuite, d'envoyer le mémoire au président du « Comité conjoint de l'Assemblée législative et du conseil législatif » créé par le Premier ministre, M. Jean Lesage, d'en faire « une publicité massive » et d'organiser « un symposium, sous l'égide de la Chambre de commerce, qui grouperait les membres des ministères intéressés, un directeur ou président des associations privées »³¹². Ce dernier projet est reporté à l'automne 1967, mais n'aura jamais lieu puisqu'entre temps, le comité cesse ses activités³¹³. Ici encore et bien que la question ne soit pas réglée, la mixité du comité d'étude relatif à cette question de l'intégration des personnes handicapées sur le marché du travail semble nécessaire pour donner une légitimité à la demande. Par ailleurs, le sujet traité est également foncièrement associé à un attribut considéré comme « féminin », à savoir le souci de l'autre et, notamment, des personnes fragilisées.

Parallèlement, trois autres comités d'études propres au CFM produisent des mémoires sur des questions d'actualité concernant soit directement les femmes, soit des centres d'intérêts considérés comme « féminins ». En effet, le 10 mars 1968, après une année de travail et l'approbation du conseil d'administration de la CCDM, le CFM dépose un mémoire à la Commission royale d'enquête sur la situation de la femme au Canada³¹⁴. Le comité qui l'a rédigé est entièrement féminin³¹⁵. Il soumet ses recommandations sur

Research and Development of the OTRC, de l'Honorable Juge François R. Hannen, juge de la Cour Supérieure, de Monsieur Marcel Lanouette, surintendant de Foyer Dieppe, de Mlle Renée Rivard, directrice de la Société des Infirmières visiteuses, de Mlle Lucie Mesnard, directrice de l'association pour Épileptiques du Québec, de Me Gervaise Brisson, président du Conseil féminin, de Miss Ina Young, General Secretary of Montreal Council of Social Agencies et de Mme Anne-F. Ballestrazzi, directeur du Conseil féminin, rapporteur (HEC, CCDM, *Les problèmes des handicapés au Québec : une opinion soumise respectueusement*, Janvier 1966).

³¹² HEC, CCDM, *PV - CFM de la CCDM*, 21 février 1966 et 23 mars 1966 et *Commerce-Montréal*, 28 novembre 1966, p. 6.

³¹³ HEC, CCDM, *PV - CFM de la CCDM*, 8 février 1967 et 18 janvier 1968.

³¹⁴ HEC, CCDM, *PV - CFM de la CCDM*, 1^{er} mars 1967, 31 octobre 1967, 7 décembre 1967, 18 janvier 1968, 22 février 1968, 14 mars 1968 et 5 juin 1968; « Statut de la femme », *Commerce-Montréal*, 15 janvier 1968 et HEC, CCDM, Renée Rowan, « La Chambre de commerce réclame le respect intégral des lois qui régissent le travail », *Le Devoir*, 13 juin 1968.

³¹⁵ Il s'agit de Me Gervaise Brisson, avocate, Mlle Jeannette Perras, secrétaire générale chez Dupuis Frères Ltée, Mlle Henriette Girard, directrice de la section française de Foote Cone & Belding Ltd, Mlle Renée Rivard, directrice de l'Association des Infirmières Visiteuses, Mme Jeannette Francoeur, secrétaire exécutive à la Régie d'épuration des eaux, Mlle Yolande Gingras, Directrice de l'association de diplômés de l'école Polytechnique, Mlle Alyce Zakaïbm bibliothécaire du contentieux à Bell Canada, Mlle Victoria Poirier, conseiller en économie à la Caisse populaire St Barthélémy, Mme Thérèse Duranceau, Agence d'immeubles Trust Général du

trois points : l'élimination de la discrimination, un amendement à la loi fédérale sanctionnée le 14 août 1956 favorisant l'égalité des salaires et la question de la diffusion et de la vulgarisation de ces lois. Aucune mention n'est faite au sujet des conditions de travail des femmes en affaires ou de l'accès des femmes à des postes de direction et de responsabilité dans les entreprises. Auparavant, le 21 décembre 1965, le CFM avait déposé un mémoire, très rapidement rédigé, en faveur du travail des femmes la nuit, devant la Commission Mailloux³¹⁶. Par la suite, en juin 1969, le CFM soumet un mémoire pour la promotion des arts pour laquelle il reçoit un grand nombre de soutiens³¹⁷. Dans ces trois dossiers, les femmes sont restées autonomes. Cependant, ils sont très limités en termes d'engagement et d'impacts publics. L'approbation systématique du conseil d'administration de la CCDM que le CFM doit obtenir pour diffuser ses mémoires doit sans aucun doute freiner les ardeurs des femmes membres les plus audacieuses.

6.7. Du conseil des femmes membres au comité des femmes membres

Pour l'année 1969-70, le CFM prévoit d'adopter « en entier le programme des membres masculins [...] et [d'] adapter le thème “L'expansion industrielle” aux préoccupations de ses membres féminins »³¹⁸. L'année suivante, la présidente indique « qu'il serait bon d'envisager une plus grande participation du Conseil féminin aux activités de la Chambre pour une plus complète intégration »³¹⁹. Les conseillères approuvent, mais réclament cependant « qu'un programme spécifique aux membres féminins continue d'exister ». L'année 1971 marque le 15^e anniversaire de la création du comité. Les anciennes présidentes se constituent organisatrices d'une série d'activités

Canada et Mme Anne-F. Ballestrazzi, directrice du CFM de la CCDM. HEC, CCDM, *Mémoire de la CCDM à la commission royale d'enquête sur le statut de la femme*, 10 mars 1968.

³¹⁶ HEC, CCDM, *Le travail de la femme la nuit*, 21 décembre 1965 et *PV - CFM de la CCDM*, 3 novembre 1965, 19 novembre 1965, 9 décembre 1965 et 6 janvier 1966.

³¹⁷ HEC, CCDM, *Mémoire du CFM de la CCDM sur la promotion des arts*, juin 1969 et *PV - CFM de la CCDM*, 28 août 1969.

³¹⁸ HEC, CCDM, « Me Micheline Corbeil à la tête du conseil des femmes de la Chambre de commerce », *Non identifié*, octobre 1969[?]; Cécile Brosseau, « Me Micheline Corbeil à la présidence du conseil des femmes membres de la chambre de commerce », *La Presse*, 9 octobre 1969.

³¹⁹ HEC, CCDM, *PV - CFM de la CCDM*, 11 août 1970.

mondaines pour célébrer cet événement et une journée d'ateliers pour « déterminer ce que devrait être le conseil des femmes dans le sein de la chambre »³²⁰. À ces éléments s'ajoute la volonté affirmée de la CCDM de voir réduire les activités féminines pour favoriser leur intégration. En effet, le rapport présenté lors de la journée d'étude du 31 mars 1971 indique que pour les années 1969-70 et 1970-71, « la Chambre a voulu limiter les manifestations spéciales organisées par les femmes et pour les femmes, afin de permettre à ces dernières de participer davantage aux activités de la Chambre de commerce : visites, déjeuners-causeries, congrès, etc. ». Ce programme couronne toutes les initiatives prises par la CCDM en faveur de la collaboration des groupes masculin et féminin puis de l'intégration des femmes en son sein et augure la dissolution du CFM³²¹.

Pourtant selon le sondage soumis aux femmes membres lors de la journée de réflexion sur l'avenir du CFM, 89 % d'entre elles estiment que le CFM a toujours sa raison d'être. Le rapport se conclut d'ailleurs sur l'espoir que le CFM « vive encore de nombreuses années »³²². De plus, à la question de savoir pourquoi elles sont devenues membres de la CCDM, 13 % des répondantes affirment que c'est pour aider à la promotion du commerce, 50 % pour se créer des relations d'affaires et des relations sociales et 27 % pour faire connaître aux autres leur propre travail³²³. Elles désirent donc conserver « les dîners-causeries, les visites industrielles, les journées d'étude, les cours, les voyages et les dégustations de vins et fromages » et organiser « des colloques-animations, des conférences-forum, des films éducatifs, des sessions d'information sur les carrières ou les domaines d'activités des membres et des sessions d'étude réunissant les gens d'une même discipline (hommes et femmes) »³²⁴. En annexe du rapport, il est indiqué que

plusieurs femmes gèrent des entreprises ou à l'occasion d'un décès, administrent la succession de leur mari, et voulant réussir dans leur tâche ne

³²⁰ HEC, CCDM, *PV - CFM de la CCDM*, 11 et 14 février 1971. Il s'agit d'une réception à la Brasserie Molson, d'une visite spéciale à Air Canada et au parlement d'Ottawa ainsi qu'un grand dîner au restaurant Hélène de Champlain. La journée de réflexion sur l'avenir du CFM a lieu le 31 mars 1971.

³²¹ « Me Micheline Corbeil à la tête du conseil des femmes de la Chambre de commerce », *Non identifié*, octobre 1969[?]; Cécile Brosseau, « Me Micheline Corbeil à la présidence du conseil des femmes membres de la chambre de commerce », *La Presse*, 9 octobre 1969. Et HEC, CCDM, *Bulletin du CFM de la CCDM*, décembre 1969.

³²² HEC, CCDM, *Rapport sur le CFM de la CCDM*, 4 octobre 1971.

³²³ *Ibid.*

³²⁴ *Ibid.*

tiennent pas à s'en remettre seulement à leur notaire ou à leur comptable. On réclame des colloques-animations [...] Les femmes se rendent compte des problèmes, elles veulent de l'information afin d'agir avec compétence et efficacité d'abord au sein de la Chambre puis par rayonnement sur la collectivité de leur milieu immédiat qui est Montréal.³²⁵

Malgré ce rapport qui indique la perception positive de l'utilité du CFM de la part de ses membres, l'exécutif de la CCDM décide, le 13 octobre 1971, de l'«abolition du conseil des femmes membres dans la structure qu'on lui connaît et son remplacement par un comité rattaché à l'un des secteurs du programme d'action de la Chambre»³²⁶. Trois facteurs décisifs soutiennent cette décision :

Le contexte social d'une part favorisait une plus grande intégration des femmes aux activités des mouvements professionnels et sociaux et un intérêt croissant des femmes aux activités économiques ; d'autre part, le départ de Mme Ballestrazzi qui assurait la permanence au niveau du Conseil ; le malaise provoqué parmi les membres insatisfaits du mode d'élections à la Direction du Conseil³²⁷.

Le 9 novembre 1971, le conseil d'administration de la CCDM décide, quant à lui, de la création d'un comité des femmes membres qui «jouirait d'un statut similaire à celui de tous les autres comités de la Chambre, [qui] serait rattaché au secteur "Manifestations" [...] [et qui] aurait une présidente ainsi qu'une vice-présidente nommée par le Comité exécutif»³²⁸. Son mandat est réduit à «organiser quelques manifestations propres à intéresser plus particulièrement les membres féminins [et à] favoriser la participation des femmes membres aux travaux des autres comités de la Chambre»³²⁹, ce qui revient, d'une certaine manière, à offrir des services «féminins» à la CCDM.

Nous percevons donc par tous ces éléments que les relations de genres façonnent autant les activités du CFM de la CCDM que la dynamique qu'il entretient avec l'institution mère. Les activités et initiatives des femmes au sein de cette organisation sont, non seulement, systématiquement soumises à l'approbation de ses autorités masculines,

³²⁵ *Ibid.*

³²⁶ HEC, CCDM, *Extrait du procès-verbal de l'assemblée du conseil exécutif du CFM de la CCDM*, 13 octobre 1971.

³²⁷ HEC, CCDM, *Note de travail recommandations relatives au conseil des femmes-membres*, 4 octobre 1971. Ces données complètent et confirment les hypothèses émises par Élise Detellier, « *S'unir pour être plus fort* », p. 25.

³²⁸ HEC, CCDM, Jean Des Rosiers, *Lettre aux membres*, 9 novembre 1971.

³²⁹ *Ibid.*

mais aussi, dépendantes, pour gagner en crédibilité, d'une démarche vers la mixité. Il n'y a finalement jamais vraiment de « ségrégation des sexes » à la CCDM puisque très vite la frontière entre les activités des uns et des autres devient poreuse. En revanche, elle a laissé place à une séparation genrée des rôles et des responsabilités des unes et des autres.

Notons que ce processus n'est pas propre au seul domaine des affaires. En effet, il ressemble à ce que les salariées ont vécu au sein de la Confédération des syndicats nationaux (CSN). En 1952, soit cinq ans plus tôt que les « femmes chefs d'entreprises », quelques travailleuses syndiquées, « désirant se doter de structures et de moyens leur permettant d'examiner les problèmes particuliers de la main-d'œuvre féminine », forment un comité féminin au sein de cette centrale³³⁰. Ce comité est actif de 1952 à 1956 et de 1960 à 1966. L'étude de Lucie Piché sur les discours énoncés par ces militantes l'amène à en souligner les contradictions et leur inscription « à la jonction entre deux courants idéologiques » que sont le féminisme de la différence et celui de l'égalité. En effet, elles apparaissent « à la fois critiques à l'endroit des rapports sociaux de sexe dans lesquels elles s'inscrivent, mais aussi partie prenante de ces mêmes rapports »³³¹. En 1966, l'exécutif de la CSN remet en cause le bien-fondé de ce comité en niant les différences de vécu sur le marché du travail selon les sexes, mais surtout, de manière plus pragmatique, en invoquant le manque de moyens financiers pour soutenir cette instance. Finalement, le comité, mis sous pression, vote sa propre dissolution « alléguant que son existence ne fait que perpétuer l'idée que les femmes sont différentes »³³². Ainsi, comme le dénonce Mona-Josée Gagnon en 1974, « la dissolution du comité féminin devait consacrer le silence que fit la CSN sur la question féminine »³³³. La disparition de ce comité, comme celle du comité féminin de la Chambre de commerce du district de Montréal, fait ressortir les principales caractéristiques — et difficultés — de la mise en place d'un comité féminin dans un groupement, à majorité masculine, de défense d'intérêts professionnels au tournant des années soixante au Québec.

³³⁰ Lucie Piché, « Entre l'accès à l'égalité et la préservation des modèles », p. 190.

³³¹ *Ibid.*, p. 201 et 205.

³³² *Ibid.*, p. 205.

³³³ Mona-Josée Gagnon, « Les femmes », pp. 145-168.

Conclusion

En 1942, alors que la Chambre de commerce du district de Montréal supprime de ses règlements la condition d'adhésion de faire partie de la gent masculine, une dizaine de femmes adhèrent à cette institution. Quinze ans plus tard, elles y sont près d'une centaine et décident, en accord avec les autorités de l'institution, de fonder un comité féminin dont l'existence aura pour impact direct l'augmentation de leur nombre au sein de la Chambre pendant que sa dissolution, en 1971, signalera la diminution de ce groupe. Par ailleurs, les femmes sont présentes dans la Chambre de Jeunes dès 1939 et forment, en 1960, près du tiers du total des membres de cet organisme. Cependant, cette présence féminine semble surtout avoir été celle des épouses des membres puisque, contrairement à celui de la Chambre de commerce, le comité féminin qui y est instauré de 1957 au début des années 1970 ne regroupe pas des professionnelles. Du côté anglophone, les femmes n'entrent au Board of Trade qu'en 1954 et restent peu nombreuses puisque, dix ans plus tard, cette institution peine encore à en recruter. Le Junior Board of Trade, quant à lui, semble être resté totalement silencieux en la matière.

Les transformations qui s'opèrent au sein du comité féminin de la Chambre de commerce et dans les relations qu'il entretient avec les autorités de cette institution dévoilent la mise en place des rapports de genre dans cet univers, initialement masculin que les femmes tentent d'investir. Si, à la fin des années cinquante, l'objectif du comité féminin était de soutenir et de faire reconnaître l'entrepreneuriat féminin *stricto sensu*, il dérive rapidement vers une visée plus généraliste et indéterminée de la participation des femmes au changement social. La rupture avec sa fondatrice, le changement de son nom du « comité des femmes chefs d'entreprise » à « comité des femmes membres de la CCDM » et l'élargissement de son public cible des femmes cheffes d'entreprises à toutes citoyennes intéressées par les questions sociétales en sont les premiers témoins. Par la suite, la formation donnée aux gestionnaires d'entreprises devient une éducation à la citoyenneté, les visites des entreprises qui appartiennent à ses membres se transforment en excursions au sein de grandes entreprises privées et publiques et les défilés de modes proposées par des créatrices indépendantes laissent place à des événements organisés par les grandes enseignes Eaton et Dupuis Frères. Ces progressives transformations sont, dans les faits, la

conséquence et la confirmation de la dépendance matérielle et organisationnelle du CFM envers la CCDM, et ce, dès 1960.

Par ailleurs, à ses débuts, l'existence d'un comité féminin qui se voulait autonome consacre une volonté, de la part de certaines femmes membres de la Chambre, de se doter d'un organisme qui leur est propre pour mieux répondre à leurs besoins spécifiques. Cependant, assez rapidement, les autorités de ce CFM vont douter de la nécessité d'une telle « ségrégation des sexes » et prendre une série de mesures assurant une collaboration étroite entre les hommes et les femmes au sein de la CCDM. Cette intégration progressive des femmes au sein des instances masculines par l'organisation conjointe d'activités et de revendications ne supprime cependant pas une certaine séparation des sexes dans cette institution. Les femmes sont moins nombreuses à présider des comités et ne sont valorisées que dans certaines responsabilités « propres à leurs sexes », qu'il s'agisse de s'investir dans les campagnes de recrutement, le développement du tourisme à Montréal, l'accueil des Néo-Canadiens et l'immigration, les questions légales et la révision du Code civil ou encore des revendications sur les « problèmes des handicapés de la province de Québec ».

Ainsi, à une période où le nombre et la proportion de femmes à la direction d'entreprise et dans l'entrepreneuriat connaît une première croissance exponentielle et alors que le féminisme dit « de la seconde vague » prend son envol, les femmes vont tenter de rendre visible leur existence en tant que « femmes chefs d'entreprise » au sein de la Chambre de commerce et donc, des institutions représentatives du monde commercial de Montréal. Elles déchantent cependant rapidement et s'adaptent, *in fine*, aux exigences patriarcales et à la séparation genrées des rôles et des responsabilités d'un regroupement majoritairement masculin. La question du soutien et de la reconnaissance de l'entrepreneuriat féminin s'est donc posée de manière très éphémère au sein de la CCDM. Elle est, en effet (trop ?) rapidement passée au second plan pour laisser le champ libre à leur intégration dans la CCDM comme membre à part entière autant qu'en tant que « femmes ».

Partie 4. Un entrepreneuriat féminin « exceptionnel »

[1927] La femme qui se dirige vers une entreprise commerciale se spécialise ordinairement dans la mode, le commerce de nouveautés, l'atelier de couture, de broderie, la coiffure et la chaussure³³⁴.

[1944] Je veux vous parler des femmes canadiennes-françaises dans le monde des affaires, de leur succès et de l'influence que cette vie peut avoir sur leur vie familiale³³⁵.

[1961] Malgré toutes les idées contraires, le premier rôle de la femme est d'être la compagne de l'homme, sa mission est de répandre le bonheur dans la vie familiale. [...] La femme doit toutefois être prête à prendre toutes les mesures d'urgence pour combler la vacance créée par le départ d'un chef et continuer de faire fructifier le patrimoine des enfants³³⁶.

Ces trois citations illustrent différentes perceptions de l'engagement des femmes dans le monde des affaires émises pendant la période 1920-1980 à Montréal. La première, datant de 1927, témoigne de l'idée, véhiculée au sein de l'Association des femmes d'Affaires, selon laquelle les femmes ne fondent de commerces que dans certains secteurs d'activités spécifiques. Cette optique est réductrice puisqu'elle ne couvre pas l'ensemble des parcours professionnels féminins dans les affaires comme on l'a vu aux chapitres 1 et 2. Elle relève en effet davantage d'une construction discursive du phénomène de l'entrepreneuriat féminin que de la traduction fidèle d'une réalité statistique. La seconde citation, quant à elle, énumère deux enjeux exprimés de manière récurrente dans les récits biographiques de femmes d'affaires énoncés à partir de la fin de la Seconde Guerre mondiale dans les revues populaires : leur intégration dans le monde des affaires par la mise en exergue de leurs « succès », d'une part, et de leur conformité aux exigences patriarcales en termes de « féminité », notamment par l'importance donnée à leur rôle familial et à certains types d'activités, d'autre part. Ici encore, il s'agit de n'évoquer qu'un seul type d'entrepreneuriat féminin, celui qui répond aux exigences de la définition de la « réussite » commerciale et de celle de « la femme ». Enfin, il en est de même pour la

³³⁴ Mme M-A Côté-Marcotte, « Vers quelles spécialités commerciales se dirigent les patronnes – Le rôle du petit commerce », *La Bonne Parole*, mai 1927, p. 11.

³³⁵ Lucette Robert, « La femme dans le monde des affaires - Duckett », *La Revue populaire*, décembre 1944, pp. 8-9.

³³⁶ « Jugez la femme sur sa compétence », *La Presse*, mai 1961.

troisième citation exprimée en 1961 par Mme Yvette Rousseau, membre de la Chambre de commerce, lors d'une conférence donnée à l'Association des hommes d'affaires du nord de Montréal pour défendre la place des femmes dans le monde des affaires. Elle traduit l'idée selon laquelle assurer cette intégration n'est pas synonyme de défendre les intérêts propres aux femmes, mais plutôt de faire perdurer les entreprises en permettant aux épouses d'hériter de l'entreprise d'un mari (ou d'un père) et de la gérer au profit des enfants. À nouveau, il ne s'agit pas de couvrir l'ensemble des carrières féminines en affaires, mais, au contraire, d'insister sur un certain type de parcours, celui des héritières, et de l'instituer comme étant le seul référent en matière d'entrepreneuriat féminin.

Les deux prochains chapitres sont consacrés à l'analyse de ces différentes manières de percevoir les carrières des femmes dans le monde des affaires à Montréal entre 1920 et 1980. Notre principal objectif est de porter un regard critique sur la visibilité de l'entrepreneuriat féminin et sur les éléments constitutifs des discours énoncés à son sujet dans les revues populaires et dans les documents publiés par les associations de femmes d'affaires et la Chambre de commerce du district de Montréal. Le chapitre 7 propose plus spécifiquement une mise en perspective quantitative des caractéristiques des entrepreneures montréalaises présentées dans les revues populaires et dans les documents publiés par les fédérations d'associations de femmes et le monde commercial par rapport à celles identifiées en termes statistiques dans la première partie de la thèse. Le chapitre 8 traite, quant à lui, de la manière dont ces récits sont construits, des éléments qu'ils mettent en exergue et des idéologies qui en sont sous-jacentes. Il s'agit ultimement d'identifier les principales caractéristiques du/des modèle/s d'entrepreneuriat féminin montréalais qui émergent des discours et de vérifier notre hypothèse initiale d'une construction discursive de l'« exceptionnalité » des entrepreneures montréalaises de la période étudiée.

Chapitre 7. La visibilité des entrepreneures montréalaises « exceptionnelles »

L'absence ou l'abondance de références à l'entrepreneuriat féminin dans les magazines populaires (*La Revue moderne*, *La Revue populaire*, *Châtelaine*, *Actualité* ou *Maclean's*), dans l'organe de la Fédération nationale Saint-Jean-Baptiste (*La Bonne Parole*), dans les rapports annuels du Montreal Local Council of Women ou dans les revues publiées par la Chambre de commerce du district de Montréal (*Commerce*, *Commerce-Montréal* et *Le Bulletin du conseil des femmes membres*) ne sont pas le corollaire des résultats statistiques. Qu'il s'agisse d'encarts publicitaires, de brèves références au détour d'une rubrique généraliste ou de plus longs articles traitant de l'une ou l'autre entrepreneure, toutes ces mentions ne font apparaître dans l'espace public qu'un nombre limité de femmes exerçant cette activité professionnelle. Ils ne véhiculent, par ailleurs, qu'un certain type d'entrepreneuriat féminin. Le fil rouge du présent chapitre est le relevé de ces entrepreneures et la mise en lumière de leurs caractéristiques communes. Autrement dit, qui sont les femmes qui publicisent elles-mêmes leurs entreprises et celles qui sont mises en avant dans ces différentes publications ? En quoi la visibilité de ces femmes participe-t-elle à la construction de modèles d'entrepreneuriat féminin particuliers et en quoi correspond-elle (ou non) à ceux identifiés par les statistiques présentées en première partie de cette thèse ? Enfin, ce ou ces modèles varient-ils au fil du XX^e siècle et, dans l'affirmative, dans quel sens ? Pour répondre à ces questions, notre propos s'organise en trois points selon le type de mentions d'entrepreneures montréalaises : les publicités, les références reprises dans les revues populaires et celles diffusées dans le monde commercial francophone.

7.1. Les entrepreneures qui publicisent leurs activités commerciales

Une première trace laissée par les entrepreneures montréalaises est la publicité qu'elles font de leurs activités commerciales. Ce faisant, elles participent activement au développement de ce « rouage important dans les structures et la dynamique de l'économie de marché »³³⁷. Elles participent, surtout, pour notre propos, à la visibilité qu'elles peuvent

³³⁷ Luc Côté et Jean-Guy Daigle, *Publicité de masse*, p. 3.

avoir dans ces documents et, à travers eux, dans un espace public plus large que celui de leur clientèle précédemment acquise. En termes chiffrés, entre 1920 et 1945, alors que ni les revues et journaux de la Chambre de commerce et du Board of Trade ni les revues anglophones telles que *Maclean's* et *Châtelaine* (anglais) ne diffusent ce genre de réclame, *La Revue moderne* et *La Revue populaire* laissent de la place aux publicités de 22 boutiques d'entrepreneures de Montréal³³⁸. Pour ce même intervalle-temps, les documents des fédérations d'associations de femmes d'affaires, à savoir *La Bonne Parole* pour la FNSJB et les rapports annuels du Montreal Local Council of Women (MLCW) en diffusent 30 autres³³⁹. Un coup de sonde a, de plus, été réalisé dans la revue de l'association des hommes d'affaires du quartier du nord de Montréal, *Le nord de Montréal*, pour les seuls 16 numéros disponibles à la consultation, ceux de septembre 1932 à décembre 1933³⁴⁰. Durant ces quelques mois, ce mensuel a diffusé la publicité de 32 commerces dont la propriétaire est bien identifiable. En revanche, pour la seconde moitié du XX^e siècle, nous n'en retrouvons que trois dans les revues populaires et dans celle de la FNSJB (*La Revue moderne*, *La Revue populaire* et *La Bonne Parole*) et huit autres dans les rapports annuels du MLCW. Pour cette période, les encarts publicitaires de ce genre de commerce sont plutôt repérables dans les documents de la Chambre de commerce puisque nous y en comptons 44 dans *Le Bulletin de conseil des femmes membres de la Chambre de commerce du district de Montréal*, trois dans *Commerce-Montréal* et une dans *Le Bulletin de la Chambre de commerce du district de Montréal*. Ainsi donc, nous avons relevé un total de 84 publicités d'entreprises dont une femme est propriétaire pour la période 1920-

³³⁸ Il est important de noter que nous avons restreint notre relevé aux seules publicités dans lesquelles étaient clairement indiqués les nom ou prénom de la propriétaire ainsi qu'une adresse postale physique. Nous avons de ce fait volontairement exclus les publicités notamment de Mmes Raymonde, Marie Vazelo, Georgiana ou Denise Roy ou Jacques qui proposent la vente de produits de beauté ou, pour la dernière, un service d'écriture, au travers d'une boîte postale et dont nous n'avons retrouvé aucune autre trace. Pour rappel, nous avons, par ailleurs, pris en considération, uniquement les commerces situés à Montréal. Sur ce total, 18 publicités sont diffusées dans *La Revue moderne*, 4 dans *La Revue populaire*.

³³⁹ Sur ce total, il y en a 22 dans *La Bonne Parole* et huit dans les rapports annuels du MLCW.

³⁴⁰ La revue *Le « Nord » de Montréal* est le bulletin de l'Association des Hommes d'Affaires du Nord de Montréal fondée en décembre 1927 et incorporée en 1935. Elle deviendra en 1979, l'Association des hommes d'affaires de Montréal. Ont été consultés les numéros de la revue *Le Nord de Montréal* des 4 mai 1932 ; 14 et 28 juillet 1932 ; 18 août 1932 ; 1^{er}, 8 et 15 septembre 1932 ; 13 octobre 1932 ; 17 novembre 1932 ; 1^{er}, 7 et 15 décembre 1932 ; 31 mars 1933 ; 13 avril 1933 ; 1^{er} juin 1933 ; 3, 17 et 31 août 1933 ; 7 et 14 et 21 septembre 1933 ; 14, 21 et 28 décembre 1933.

1945 et 59 pour la seconde moitié du XX^e siècle. Or, pour les années 1920, 1940 et 1960, quelque 887, 1667 et 549 Montréalaises propriétaires d'un commerce de détail ou une entreprise de services sont enregistrées dans les annuaires de commerce (chapitre 3). La présence des femmes d'affaires dans les espaces publicitaires est donc très fortement limitée, en terme quantitatif, par rapport à l'effectivité de l'entrepreneuriat féminin montréalais de cette période.

Les entrepreneures montréalaises qui font la publicité de leur commerce sont non seulement peu nombreuses, mais ces publicités se retrouvent surtout dans des revues dont le lectorat est majoritairement féminin, francophone ou local et non pas dans des publications diffusées plus largement à l'échelle du Canada ou dans les documents généraux de la Chambre de commerce ou du Board of Trade. Le coût de l'encart publicitaire, plus élevé dans des revues diffusées à l'échelle nationale ou chez les gens d'affaires que dans celles distribuées plus localement aux femmes, a certainement dû jouer dans cette inégale répartition de ce type de publicités. En effet, par exemple, en 1955, la page complète de publicité en noir et blanc est alors de 2 900 \$ dans *Maclean's* et 2 580 \$ dans *Châtelaine* contre 860 \$ dans *La Revue moderne* et 700 \$ dans la *Revue populaire*³⁴¹. Ces chiffres ne valent pas nécessairement pour la période antérieure. Il est, en revanche, fort probable que la différence de prix entre les revues anglophones et francophones était, elle, déjà de mise durant la première moitié du XX^e siècle³⁴². À titre de comparaison, le coût de l'encart publicitaire dans *Le Bulletin du CFM de la CCDM* s'élève à 2 \$ par bulletin pour une carte de visite en 1960. À partir de 1964, il deviendra annuel et s'élèvera à 20 \$ la carte de visite, 65 \$ la demi-page et 130 \$ la page entière (des prix qui augmenteront encore en 1968 respectivement à 25\$, 75\$ et 150\$)³⁴³. Selon les procès-verbaux des réunions de ce CFM, ces encarts publicitaires servent, tout d'abord, à faire connaître les « maisons de commerces ou raisons sociales » de ses membres, mais, dès

³⁴¹ Luc Côté et Jean-Guy Daigle, *Publicité de masse*, p. 28.

³⁴² Une hausse « modeste » du coût d'un encart publicitaire est constatée entre 1939 et 1959 par Luc Côté et Jean-Guy Daigle dans les quotidiens québécois, *Montreal Star*, *La Presse* et *Le Soleil* (*ibid.*, p. 89).

³⁴³ PV du conseil exécutif du CFM de la CCDM, 20 août 1964, 8 septembre 1965 et 5 novembre 1968.

1963, à plutôt assurer les frais de production du bulletin³⁴⁴. Sans qu'aucun document n'en atteste précisément, il est fort probable que ces tarifs, bien plus bas dans *Le Bulletin du CFM de la CCDM* que ceux pratiqués dans les revues populaires, furent également peu élevés dans *La Bonne Parole* ou les rapports annuels du MLCW.

Deux autres facteurs expliquent l'absence de ces publicités dans les grandes revues nationales anglophones. D'une part, *La Revue moderne*, *La Revue populaire*, *La Bonne Parole*, les rapports annuels du Montreal Council of Women (MLCW) ou *Le Bulletin du CFM de la CCDM* et d'autant plus la revue *Le nord de Montréal*, s'adressent à un lectorat de Montréal ou aux CanadienNEs françaisEs qui ont cette ville comme principale référence urbaine. En revanche, *Maclean's* et *Chatelaine* (anglais) ont un public plus large qui vit autant à Vancouver, Edmonton, Regina, Winnipeg, Toronto, Ottawa, Moncton, Halifax, Charlottetown ou Montréal. Elles font donc référence à toutes ces autres réalités urbaines et Montréal et les Montréalaises — et d'autant plus les entrepreneures —, y sont évoquées de manière beaucoup plus éparse. D'autre part, seules les publicités dans lesquelles le sexe du propriétaire est clairement mentionné (Mme ou Mlle) ont été comptabilisées. Or, il ne s'agit que de petits commerces au propriétaire unique ou de personnes à leur propre compte dont la taille de la publicité n'excède pas un huitième de page. Les publicités diffusées par de plus grandes entreprises ne mentionnent, au contraire, jamais l'identité de leurs propriétaires qui restent donc invisibles. De cette récolte de données n'apparaissent donc que les petites commerçantes qui diffusent la publicité de leurs activités dans de petits formats et dans des revues qui visent un public local. Ces constats généraux rejoignent ceux de Susan Ingalls Lewis pour les entrepreneures de Albany dans l'État de New York, entre 1830 et 1885. En effet, cette auteure relève également que peu d'entre elles publicisent leurs activités et si elles le font, il s'agit d'encarts publicitaires «small, simple, and direct, without illustrations of elaborate description»³⁴⁵.

Il apparaît, de plus, qu'entre 1920 et 1945, près de 45 % des femmes propriétaires qui diffusent une publicité commerciale dans *La Revue populaire*, *La Revue moderne*, *La*

³⁴⁴ PV du conseil exécutif du CFM de la CCDM, 14 août 1962 ; 28 août 1963 ; 12 septembre 1963 ; 3 novembre 1965 ; 24 novembre 1966 ; 7 décembre 1967 et 5 novembre 1968.

³⁴⁵ Susan Ingalls Lewis, *Unexceptional Women*, p. 125.

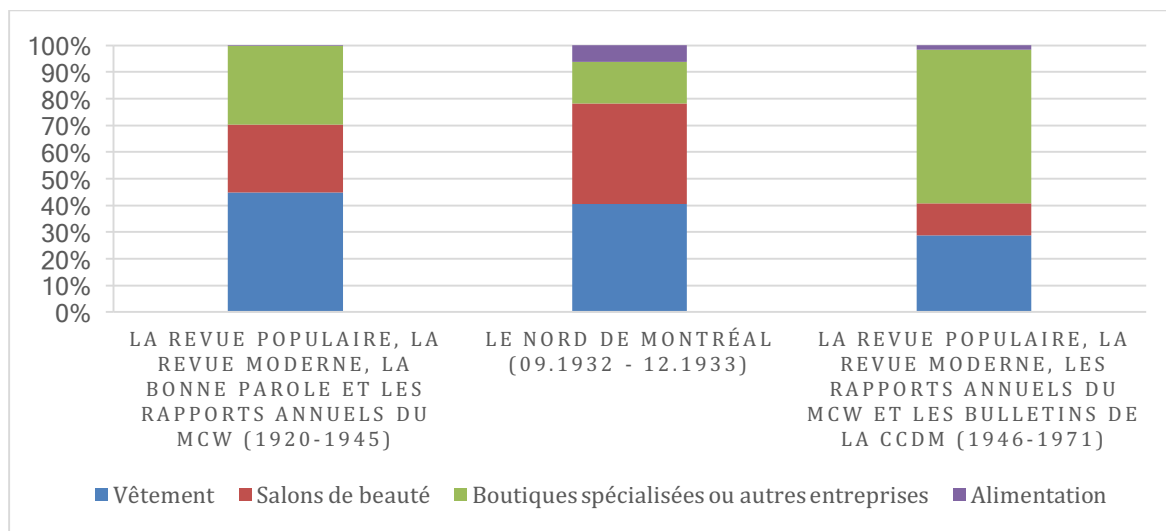
Bonne Parole et dans les rapports annuels du MLCW tiennent un commerce relié à l'habillement, 30 % d'entre elles tiennent un salon de beauté et 25 % une boutique spécialisée (graphique 23). Dans *Le Nord de Montréal*, le groupe des entrepreneures du domaine du vêtement et des boutiques spécialisées est, proportionnellement, légèrement plus faible (40% et 15%) tandis que ceux des femmes propriétaires d'un salon de beauté ou d'alimentation y sont plus importants (40% et 6%). Ainsi donc, seules trois Montréalaises propriétaires d'entreprises liées à l'alimentation publicisent leurs activités. Or, comme on l'a vu au chapitre 3, les recensements et annuaires de commerce révèlent que la moitié des Montréalaises propriétaires de commerces de détail et d'établissements de services de cette époque géraient un commerce dans ce domaine. Cette (quasi) absence de publicités des petites épiceries et des petits restaurants est également constatée par Édith Sparks pour San Francisco du début du XX^e siècle³⁴⁶. Le principal argument de cette auteure pour expliquer cet état de fait est le désintérêt des petitEs commerçantEs du domaine alimentaire pour l'utilisation de la publicité pour attirer une clientèle venant de toute la ville alors qu'ils ne s'adressent le plus souvent qu'aux personnes résidant dans leur quartier³⁴⁷. Il en est certainement de même pour les petits commerces alimentaires à Montréal des décennies suivantes et également pour les petits salons de beauté. En effet, deux des trois restaurants retracés par ce biais se retrouvent dans le journal local, *Le nord de Montréal*. De plus, ce journal compte, proportionnellement, un plus grand nombre de publicités pour des salons de beauté. Notons, par ailleurs, que 38 % des commerces dont la publicité est retracée pour cette période se situent directement sur les grandes artères commerçantes, telles que les rues Mont-Royal Est, Notre-Dame Ouest, Sainte-Catherine Est ou Saint-Denis et Saint-Hubert³⁴⁸. Cette situation contraste avec elle de la majorité des commerces tenus par des femmes qui, encore en 1955, étaient surtout installés dans les petites rues adjacentes. La visibilité de l'entrepreneuriat féminin par la publicité est donc biaisée aussi sur ce point.

³⁴⁶ Édith Sparks, *Capital Intentions*, p. 165.

³⁴⁷ *Ibid.* Voir aussi Sylvie Taschereau, *Les petits commerçants de l'alimentation*.

³⁴⁸ Sur les 44 publicités, nous retrouvons en effet trois commerces sur Mont-Royal Est, quatre sur Notre-Dame Ouest, quatre sur Sainte-Catherine Est, huit sur Saint-Denis et un sur Saint-Hubert.

Graphique 23. Répartition des publicités de commerces qui appartiennent à une femme, selon les principaux domaines d'activités, en pourcentage, Montréal, 1920-1971



Sources : *La Revue moderne, La Revue populaire, La Bonne Parole, Les rapports annuels de la MLCW, Le Nord de Montréal et Le Bulletin du CFM de la CCDM*

Pour la période 1946-1971, les types d'entreprises publicisées dans les revues populaires et les documents d'associations de femmes se diversifient puisque dans plus de 50 % des cas, ces publicités concernent des « boutiques spécialisées ou autres entreprises » (graphique 23). Plus précisément, dans les revues populaires et les rapports annuels du MLCW, six des onze publicités retracées concernent des boutiques spécialisées comme des bijouteries, un magasin de cadeaux et des services d'écriture, d'organisation d'événements et de consultation économique. *Le Bulletin du CFM de la CCDM*, quant à lui, diffuse les publicités des entreprises de courtièrès (douanes, assurances ou immeubles), de publicitaires, de marchandes d'instruments et partitions de musique, de bois, de fleurs, de fournitures de bureau, de moulures, de papiers, de produits de quincaillerie, de systèmes de réfrigération ou, enfin, celles de propriétaires de bowling, de golf, de distillerie, de galerie d'art, de service de livraison, de nettoyage ou de typographie. Cette plus grande variété de domaines d'activités des entrepreneures montréalaises constatée pour la seconde moitié du siècle est donc principalement le fait de la diffusion de ces publicités dans le journal de la section féminine de la Chambre de commerce entre 1957 et 1971. Faut-il l'interpréter comme un élargissement du panel des possibilités d'activités entrepreneuriales permises aux Montréalaises (ou qu'elles s'autorisent elles-mêmes) à partir du tournant des années 1960 ? Faut-il y voir une ouverture d'esprit de la part de la Chambre de commerce,

à cette époque-là, vis-à-vis des entrepreneures féminines qui sortent des sentiers battus des domaines comme ceux du vêtement, de la beauté ou de l'alimentaire dans lesquelles elles sont généralement concentrées ? La confrontation de ces données avec les résultats de l'analyse de l'annuaire de commerce *Lovell* de 1960 (chapitre 3) invite à répondre à la première question de manière affirmative. En revanche, la seconde question, à laquelle la réponse semble également être positive, invite à s'interroger sur les raisons de la présence de cet entrepreneuriat féminin « hors-norme » à la Chambre de commerce. L'analyse des discours de cette institution à ce sujet, que nous abordons au chapitre 8, apportera quelque éclairage.

En conclusion, de manière générale, seule une toute petite minorité d'entrepreneures montréalaises publicisent leur commerce dans les revues populaires francophones, les documents d'associations de femmes d'affaires ou dans un journal d'affaires de quartier. Il apparaît, de plus, que les publicités diffusées dans la première moitié du siècle, principalement dans *La Revue moderne*, *La Revue populaire*, *La Bonne Parole* (organe de la FNSJB), les rapports annuels du MLCW ou encore dans le journal local *Le nord de Montréal*, annoncent principalement des commerces liés au vêtement ou aux salons de beauté. En revanche, celles qui sont publiées après la Seconde Guerre mondiale et, principalement dans *Le Bulletin du CFM de la CCDM* au tournant des années soixante, dévoilent une plus grande diversité d'entreprises. Autrement dit, l'entrepreneuriat féminin montréalais, visible par le biais de la publicité, apparaît « exceptionnel » à plus d'un titre. Il semble, en effet, pour la période de l'entre-deux-guerres, être limité à quelques rares couturières ou coiffeuses dont le commerce est situé sur l'une ou l'autre artère commerçante et avoir disparu après 1945. Pour la période subséquente, seul *Le Bulletin du CFM de la CCDM*, dont le lectorat est extrêmement limité, laisse croire à une diversification des domaines d'activités commerciales des Montréalaises au tournant des années 1960. Ces biais induits dans la présence publique de l'entrepreneuriat féminin au moyen de la publicité participent donc à la construction de l'idée du caractère exceptionnel de ce phénomène, tant en termes de nombre que de domaines d'activités et de situation géographique.

7.2. Les entrepreneures mentionnées dans les revues populaires

La relative abondance, durant l'entre-deux-guerres, des publicités de commerces dont une femme est propriétaire dans les revues populaires *La Revue moderne* et *La Revue populaire* contraste fortement avec le silence de leurs journalistes jusqu'en 1944. En effet, entre 1920 et 1944, ces deux revues publient quelques rares et courts récits biographiques sur trois femmes d'affaires. La première, Mme Madeleine Huguenin, est la fondatrice et directrice de *La Revue moderne* de 1919 à 1929³⁴⁹. La seconde, Mme Raoul Vennat, est copropriétaire, avec son mari, de la maison de broderie et de musique Raoul Vennat de 1912 à 1940. Elle signe une rubrique à ce sujet dans *La Revue moderne* de janvier 1923 à mars 1929, y offre des promotions sur les patrons qu'elle propose et organise une exposition et un concours de broderies réalisées par les lectrices³⁵⁰. La troisième, enfin, Mme Claudette de Sèves, offre des produits cosmétiques à son nom, donne des conseils sur la beauté au poste de radio CKAC et signe une rubrique à ce sujet dans *La Revue populaire*³⁵¹.

À partir de 1944, en revanche, si les encarts publicitaires annonçant des commerces ou entreprises féminines disparaissent, les mentions et biographies d'entrepreneures montréalaises se multiplient. En effet, au détour de rubriques sur la mode, la beauté, l'artisanat et sur les événements mondains ou encore dans le cadre d'entrevues plus complètes, certaines femmes propriétaires principales de leur entreprise de production ou de distribution de biens ou de services sont ainsi évoquées, voire longuement présentées. L'année 1960 correspond à un second moment de rupture puisque *La Revue moderne* est, à cette date, englobée dans la revue *Châtelaine* et la revue *Actualité* commence à être publiée. Elle est intégrée, en 1975, à la version française de *Maclean's* sous le nom *L'Actualité*. Pour sa part, *la Revue populaire* cesse d'être publiée en 1963. L'examen des présentations d'entrepreneures montréalaises publiées dans cette presse entre 1945 et 1980 avec l'année 1960 comme date charnière a donc un sens autant sur le plan du contexte historique de leur production que sur celui, matériel, des sources examinées.

³⁴⁹ *La Revue moderne*, mai 1924, pp. 56-57 ; juillet 1921, p. 65 ; janvier 1925, p. 16 ; novembre 1925, p. 11 ; octobre 1929, p. 5 ; février 1930, p. 3 et novembre 1930, p. 5 ; novembre 1943, p. 4.

³⁵⁰ Joanne Watkins, *De l'enfermement culturel des femmes*, p. 89.

³⁵¹ Mme Claudette de Sèves, « Courrier de beauté », *La Revue populaire*, janvier 1935, p. 49. ; février 1935, p. 58 et mars 1935, p. 56.

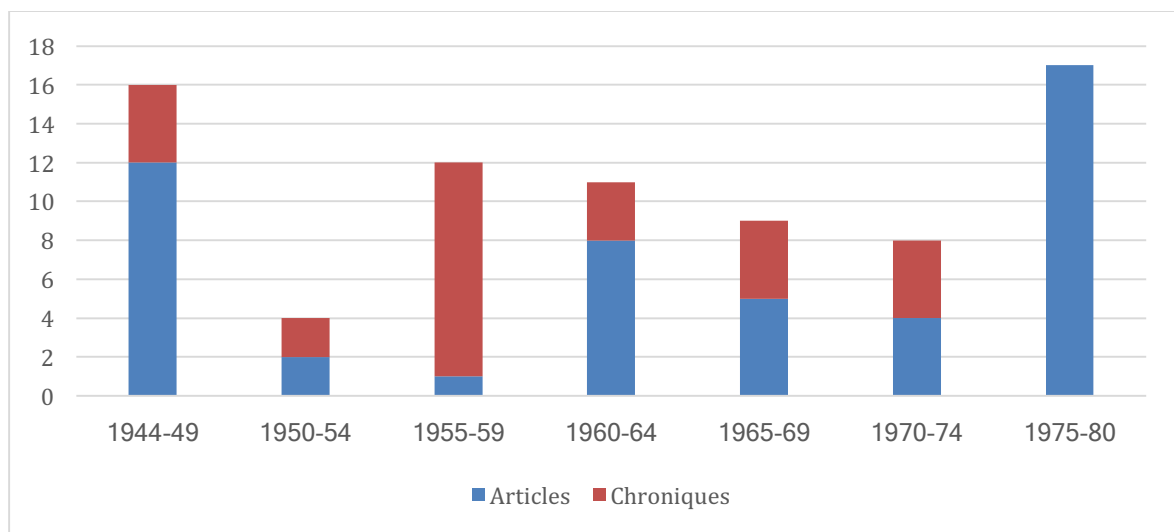
Concrètement, entre 1944 et 1959, *La Revue moderne* et *La Revue populaire* publient un total de 30 articles dans lesquels sont présentées l'une ou l'autre entrepreneure montréalaise. Il ne s'agit généralement que d'articles de quelques lignes³⁵². Dix-sept d'entre eux, dont 11 sont publiés entre 1955 et 1959, sont extraits de chroniques consacrées aux petites et grandes nouvelles de la vie mondaine montréalaise comme celles intitulées «Ce dont on parle» diffusées dans *La Revue populaire* ou encore «Confidentiellement» et «Le monde et la ville» qui paraissent dans *La Revue moderne*. Les 15 autres références, dont 12 sont publiées entre 1944 et 1949, sont des articles plus longs, consacrés soit directement à une femme d'affaires soit à un secteur d'activités. Pour les deux décennies suivantes (1960-1980), 44 textes de ce type ont été recensés dans *La Revue moderne*, *La Revue populaire*, *Châtelaine* et *Actualité*. Onze d'entre eux sont extraits d'une rubrique généraliste, à savoir le «RDV avec Michelle Tisseyre» de *La Revue populaire* et celle titrée «Tout sur tout» de *Châtelaine*. Les 33 autres références, dont la moitié est publiée entre 1975 et 1980, sont des articles entièrement consacrés à l'une ou l'autre entrepreneure, à son produit ou ses services, à son secteur d'activités ou à la rue commerçante dans laquelle est située sa boutique.

Autrement dit, la moitié des textes retracés entre 1944 et 1959 sont des articles tandis que ce type de texte représente près des trois quarts de ceux diffusés entre 1960-1980 (graphique 24). Plus précisément, les périodes 1944-49 et 1975-80 se caractérisent par une plus grande concentration d'articles publiés sur le sujet tandis que l'intervalle de temps 1955-1959 l'est plutôt par le plus grand nombre de mentions du phénomène dans les chroniques généralistes. Le pic de croissance du nombre de propriétaires de commerces de détail et d'établissements de services en 1940 (chapitre 3) conjugué à l'enjeu sociétal du travail salarié des femmes, notamment mariées, des premières années d'après-guerre peut expliquer le nombre plus élevé d'articles sur le sujet dans la seconde moitié des années quarante. De leur côté, la multiplication de défilés de mode d'une haute-couture canadienne inspirée par la fondation de l'Association des couturiers canadiens en 1954 et la publicisation des activités du conseil des femmes membres de la Chambre de commerce du district de Montréal dès sa création en 1957 remplissent plutôt les pages des chroniques

³⁵² Les critères de sélection des mentions récoltées ont été la dénomination d'une entrepreneure montréalaise et d'au minimum un élément descriptif au sujet de son entreprise ou de sa vie. Les mentions de seuls noms n'ont pas été prises en compte.

populaires des années 1955-1959. Enfin, la construction de la dynamique de Québec inc. et la confirmation de la hausse du nombre de femmes à la direction d'entreprise (chapitre 3) sont deux ingrédients explicatifs du nombre important d'articles publiés sur l'entrepreneuriat féminin entre 1975 et 1980. Notons, cependant, que le nombre total des textes retracés reste globalement très petit et, même entre 1975 et 1980, période la plus fructueuse sur ce plan, il n'en est publié, en moyenne, que moins d'un par trimestre. Il apparaît donc que les mentions d'entrepreneures montréalaises dépendent surtout de la volonté individuelle de l'une ou l'autre journaliste de les présenter personnellement ou d'en évoquer l'existence dans le cadre d'articles portant sur un autre sujet (chroniques, domaine d'activités ou rues commerçantes) plutôt que d'un mouvement collectif de mise en exergue du phénomène de l'entrepreneuriat féminin.

Graphique 24. Répartition des extraits des revues populaires faisant mention d'entrepreneures montréalaises, selon le type d'articles (chroniques ou articles), Montréal, 1944-1980



Sources : La Revue moderne, La Revue populaire, Actualité et Châtelaine 1944-1980

La seconde différence entre les périodes antérieure et postérieure à 1960 est la multiplication du nombre de noms d'entrepreneures repris dans ces textes. En effet, chacun d'entre eux peut mentionner une ou plusieurs protagonistes. Ainsi, dans les 30 articles relevés pour les années 1944-1959, seuls 28 noms de femmes d'affaires sont évoqués (soit 2 par année en moyenne). Au contraire, les 44 textes datant des deux dernières décennies étudiées en diffusent 62 (soit 3 par année en moyenne) (tableau 4). Ceci provient du fait

que la plupart des premiers articles ne mentionnent que l'une ou l'autre entrepreneure tandis qu'un plus grand nombre de ceux publiés après 1960 traitent de sujets plus larges comme la mode, la beauté, l'artisanat ou certaines rues commerçantes et citent un plus grand nombre d'exemples de femmes d'affaires. Le tournant des années soixante marquerait donc le passage d'une perception des entrepreneures comme des cas isolés à celle de l'entrepreneuriat féminin comme un fait collectif.

Par ailleurs, il apparaît que, pour la période 1944-1959, 12 entrepreneures évoquées sont actives dans le domaine de la mode au sens large. Il s'agit de couturières, modistes et de propriétaires de boutiques de vêtements. Les deux autres plus grands groupes, qui comptent chacun 7 et 8 individus, sont ceux de femmes présentes dans d'autres commerces de détail (fleurs, art, artisanat ou musique) et dans les services (agentes, aménagement intérieur, théâtre ou magazine). Enfin, ces articles ne font mention que d'une restauratrice. La proportion que représentent les entrepreneures du secteur du vêtement reste assez similaire pour la période 1960-1980 alors que les autres commerces de détail (notamment les artisanes et les libraires) y forment une proportion plus importante et que celle des services diminue. De manière générale, ces années sont aussi marquées par une multiplication des différents types de commerces dirigés par les Montréalaises. En fin de compte, pour la période 1944-1980, les 90 entrepreneures retracées sont principalement concentrées dans les commerces de détail du secteur du vêtement (40 %), dans celui des autres petites boutiques spécialisées (34 %) et, dans une moindre mesure, dans celui des services (19 %). Seules trois d'entre elles sont restauratrices et quatre autres tiennent un salon de beauté sous le titre d'« esthéticiennes ». Excepté pour ce dernier domaine, ces données statistiques sont, finalement, très similaires à celles indiquées dans notre analyse des publicités de l'entre-deux-guerres.

Tableau 4. Répartition des entrepreneures montréalaises mentionnées dans les revues populaires, par domaines d'activité, en nombre absolu et pourcentage (1944-1980)

	1944-1959		1960-1980		Total	
Professions	Nb	%	Nb	%	Nb	%
Commerces de détail — Alimentation	1	3,5 %	2	3 %	3	3,5 %
<i>Restauratrice</i>	1		2		3	
Commerces de détail — Vêtements	12	42 %	24	39 %	36	40 %
<i>Couturière</i>	4		4		8	
<i>Dessinatrice de prêt-à-porter</i>			9		9	
<i>Modiste</i>	6				6	
<i>Propriétaire de boutique de vêtements</i>	2		11		13	
Commerces de détail — Autres	7	25 %	27	43,5 %	34	38 %
<i>Artisane d'objets décoratifs</i>	1		1		2	
<i>Boulangère</i>			1		1	
<i>Céramiste</i>			1		1	
<i>Commerce de gravure</i>			1		1	
<i>Commerce de perles</i>			1		1	
<i>Commerce d'artisanat</i>			4		4	
<i>Commerce de partitions de musique</i>	1				1	
<i>Commerce de cadeaux</i>	1				1	
<i>Commerce de dentelles et musique</i>	1				1	
<i>Commerce de fournitures électriques</i>			1		1	
<i>Créatrice de coussins et courtépintes</i>			2		2	
<i>Ebéniste</i>			2		2	
<i>Fabricante et réparatrice de poupées</i>			2		2	
<i>Fleuriste</i>	1		1		2	
<i>Galeriste</i>	2		3		5	
<i>Libraire</i>			5		5	
<i>Spécialiste du crochet</i>			1		1	
<i>Tisserande</i>			1		1	
Services	8	28 %	9	14,5 %	17	19 %
<i>Agente de change</i>	1				1	
<i>Agente de placement de personnel</i>			1		1	
<i>Agente de placement pour mannequins</i>	3				3	
<i>Agente littéraire</i>			1		1	
<i>Courtère en douane</i>	1				1	
<i>Décoratrice d'intérieur</i>	1				1	
<i>Esthéticiennes</i>			4		4	
<i>Guide touristique</i>			1		1	
<i>Propriétaire d'un théâtre</i>	1				1	
<i>Propriétaire de magazine</i>	1		1		2	
<i>Propriétaire d'un bureau d'assurance</i>			1			
Total	28	100 %	62	100 %	90	100 %

Sources : La Revue moderne, La Revue populaire, Actualité et Châtelaine 1944-1980

Un dernier élément important à souligner concernant ces mentions est la situation géographique des commerces de ces entrepreneures. Une majorité des 25 boutiques dont l'adresse est indiquée (soit 30 % des 90 noms retracés) sont installées au centre-ville, à l'ouest du boulevard Saint-Laurent. Par exemple, les modistes Mme P.G. Duckett et Yvonne Schmitt ont installé leurs salons sur la rue McKay où se situe également la Boutiga, la boutique de vêtement d'Elvia Gobbo³⁵³. Non loin de là, la galerie d'art de Denise Delrue et les ateliers de couture d'Anne-Marie Perron et de Francine Vandelac sont sis sur la rue Crescent. L'atelier d'encadrement et de fabrication de meubles de Mme Gouin sur la rue Stanley et la boutique de mode de Mlle Marie-France Lemaire sur la rue Peel. Le Drug Boutic de Caty Lullier se trouve sur rue de la Montagne, la boutique de perles de Ruth Walzer Shine sur la rue Victoria ou encore la boutique de prêt-à-porter, « Capucine », de Colette Adam dans la « prestigieuse » Place Bonaventure³⁵⁴. La rue Sherbrooke Ouest, quant à elle, est surnommée, en 1961, le « carrefour des petites boutiques et des maisons de haute couture »³⁵⁵. La modiste Mme Argentine (figure 2), les couturières Marie-Paule Nolin et Marielle Fleury, comme les propriétaires de boutiques de vêtements Joy Gilmour et Jane Harris y sont installées³⁵⁶. Les neuf autres commerces sont

³⁵³ Lucette Robert, « La femme dans le monde des affaires - Duckett », *La Revue populaire*, décembre 1944, pp. 8-9; Michelle Tisseyre, « Confidentiellement - Newman et Schmitt », *La Revue moderne*, avril 1956, p. 9; Catherine Beslin, « Femmes du Québec. Dix témoins de la génération nouvelle », *Châtelaine*, novembre 1966, pp. 39-44..

³⁵⁴ Marguerite Wilson, « Profession de femmes », *La Revue moderne*, décembre 1949, pp. 10-11; Lucette Robert, « Ce dont on parle - Delrue », *La Revue populaire*, décembre 1957, pp. 6-7; Marguerite Wilson, « Profession de femmes », *La Revue moderne*, décembre 1949, pp. 10-11. et septembre 1958, p. 40-41 ; Charlotte Rik, « Femme d'hier, femme d'aujourd'hui », *La Revue populaire*, octobre 1957, p. 45; Renée Pelletier-Rowan, « L'art et la mode », *La Revue populaire*, décembre 1960, pp. 16-17; Christine Sirois, « Quand des femmes habillent les femmes », *Châtelaine*, août 1965, p. 20; Catherine Beslin, « Femmes du Québec. Dix témoins de la génération nouvelle », *Châtelaine*, novembre 1966, pp. 39-44; Francine Vendelac, « Mlle Interroge », *Mlle Actualité*, été 1971; Catherine Lord, « Tout sur tout - Adam », *Châtelaine*, juillet 1972, p. 8; Monique Lord, « Cette boutique-là, c'est une perle ! Artisanat », *Châtelaine*, août 1979, p. 28..

³⁵⁵ Renée Pelletier-Rowan, « La mode avec un grand M », *La Revue populaire*, avril 1961, pp. 6-7.

³⁵⁶ « Mme Argentine », *La Revue populaire*, février 1947, p. 14; Marguerite Wilson, « Profession de femmes », *La Revue moderne*, décembre 1949, pp. 10-11; Lucette Robert[?], « La mode dans le Québec », *La Revue populaire*, novembre 1956, pp. 12-13; Renée Pelletier-Rowan, « La mode avec un grand M », *La Revue populaire*, avril 1961, pp. 6-7; Michelle Tisseyre, « RDV avec Michelle Tisseyre », *La Revue populaire*, juillet 1961, pp. 6-7; Michelle Lasnier, « Un métier de femme, des risques d'hommes. 25 ans de haute couture et de haute lutte: Marie-Paule », *Châtelaine*, février 1962, pp. 30-31; Catherine Beslin, « Femmes du Québec. Dix témoins de la génération nouvelle », *Châtelaine*, novembre 1966, pp. 39-44. et Lydia Ferrabee Sharman, « Fashion and Refuge », pp. 270-290.

établis à l'est du boulevard Saint-Laurent. Ainsi, la Maison A. J. Boucher de vente de partitions de musique se trouve au 20, rue Notre-Dame Est puis au 1230, rue Saint-Denis tandis que le restaurant de Mme Leroy est situé sur la rue Labelle³⁵⁷. À la fin de la période, Suzèle et Ariane Carle ont inauguré leur galerie d'art et d'artisanat, comme Diane Paré sa boutique de vêtements, dans le Vieux-Montréal³⁵⁸. Enfin, plus au nord, sur le Plateau Mont-Royal, se retrouvent en début de période, l'atelier de la modiste Claire Robert (boulevard Saint-Joseph) et la boutique de la fleuriste Mme Jeanne Lespérance (avenue Laurier) et, à la fin des années 1970, l'atelier de l'artisane Louise Côté (réparation de poupées), la boulangerie de Solange Corval (rue Saint-Denis) et l'atelier d'ébénisterie de Solange Saint-Amour (rue Duluth)³⁵⁹. À la lecture de l'ensemble de ces données, il apparaît donc que la majorité des commerces dont les femmes sont propriétaires et dont l'adresse est mentionnée dans les revues populaires de 1945 à 1980 sont surtout concentrés dans le centre-ville anglophone et une minorité dans le Vieux-Montréal et sur le Plateau. Or, selon l'analyse des annuaires de commerces en 1955, les entrepreneures montréalaises sont plutôt concentrées dans les quartiers francophones de l'est du boulevard Saint-Laurent (chapitre 4).

³⁵⁷ Lucette Robert, « La femme dans le monde des affaires - Boucher », *La Revue populaire*, janvier 1945, p. 54; Michelle Tisseyre, « Confidentiellement - Leroy », *La Revue moderne*, août 1957, p. 38.

³⁵⁸ Catherine Beslin, « Femmes du Québec. Dix témoins de la génération nouvelle », *Châtelaine*, novembre 1966, pp. 39-44; Monique de Gramont, « La Boutique Soleil », *Châtelaine*, septembre 1978..

³⁵⁹ Lucette Robert, « La femme dans le monde des affaires - Lespérance », *La Revue populaire*, février 1945, p. 14; « Jolies idées derrière la tête », *La Revue populaire*, novembre 1948, p. 85; Françoise R. Deroy-Pineau, « La fille au bois vivant », *Châtelaine*, juillet 1978, pp. 44-45 et 63-67; « Quand on est né pour du bon pain, Éducation et Écosociété, Gens du pays », *Actualité*, avril 1979, pp. 90-91; Louise Côté, « Ma fille au pays de Saad, Artisanat », *Châtelaine*, février 1980, p. 22.

Figure 2. Mme Argentine Desroches, modiste, « dans son atelier de la rue Sherbrooke », 1946



Sources : BAnQ Vieux-Montréal, fonds Conrad Poirier, P48, S1, P13941, Photographie de Mme Argentine Desroches, modiste, travaillant à la confection d'accessoires dans son atelier de la rue Sherbrooke Ouest, 30 novembre 1946.

Ainsi donc, les discours émis dans les revues populaires de cette seconde moitié du XX^e siècle biaisent également l'appréhension de la réalité de l'entrepreneuriat féminin en se limitant à la présentation de peu d'entrepreneures, qui sont principalement actives dans le domaine du vêtement et en taisant l'existence de celles, majoritaires (en tout cas jusqu'en 1960), qui travaillent dans l'alimentaire. Par ailleurs, celles, plus minoritaires, qui détiennent des entreprises dans d'autres secteurs (manufactures, transport, communication, construction) ou dans d'autres domaines du commerce de détail (par exemple, la vente d'automobiles, de matériaux de construction, de mobiliers, d'articles de seconde main ou de bijoux) sont encore et toujours laissées dans l'ombre et ce, malgré la diversification de leur champ d'action après 1960. Ce tournant des années soixante serait, tout au plus, caractérisé par un passage d'une vision individuelle des entrepreneures montréalaises à celle d'une perception plus collective du phénomène. Enfin, ces textes véhiculent aussi sur le plan de leur situation géographique, une image partielle de l'entrepreneuriat féminin en ne mettant en exergue que l'existence de celles qui sont installées au centre-ville anglophone alors que la majorité des entrepreneures se situent dans les quartiers francophones de l'est du boulevard Saint-Laurent. Comme les publicités, les textes diffusés dans les revues populaires relativement à l'entrepreneuriat féminin renforcent l'idée du

caractère exceptionnel de ce type d'activités professionnelles pour les femmes sur ces trois plans.

7.3. Les entrepreneures selon le monde commercial

Dans le monde des affaires montréalaises, les deux revues publiées par la Chambre de commerce du district de Montréal, le mensuel *Commerce* et l'hebdomadaire *Commerce-Montréal*, sont profondément silencieuses sur la question de l'entrepreneuriat féminin pour toute la période étudiée. Leurs journalistes auraient, pourtant, pu s'y intéresser et reconnaître ce phénomène comme une réalité tangible à la suite de la création, en 1957, du Comité des femmes chefs d'entreprise (puis Conseil des femmes membres —CFM) de cette institution. Pourtant, si ces revues publicisent bien les activités de ce CFM, elles n'évoquent que très rarement les enjeux de l'entrepreneuriat féminin et ne proposent, finalement, que peu de portraits d'entrepreneures.

Plus précisément, le mensuel *Commerce* se limite à présenter, annuellement, l'une ou l'autre photographie des présidentes du CFM et de son conseil d'administration, les grandes lignes de leur programme d'action ou, de manière éparse, certaines de leurs activités³⁶⁰. De plus, sur les quelque 720 numéros (d'une centaine de pages chacun) dépouillés pour la période 1920-1980, seuls deux articles proposent la présentation biographique de trois entrepreneures montréalaises³⁶¹. La revue hebdomadaire de la CCDDM, *Commerce-Montréal*, quant à elle, transmet régulièrement la plupart des informations relatives aux activités du CFM. Certaines sont même particulièrement bien mises en évidence. Par exemple, plusieurs pages (dont la première) sont consacrées à un exposé du fonctionnement du CFM dans le numéro du 29 juin 1959³⁶². Dans celui du 21 août 1961, trois pages sont dédiées à l'explication des enjeux relatifs au mémoire « pour

³⁶⁰ *Commerce*, mai 1956; août 1958; septembre 1962; juillet 1963, p 25; octobre 1965, p 86-87; novembre 1967, p 83; novembre 1968, p 90-91; novembre 1969, p 182, janvier 1970, p 55 ; mai 1965, p 90 et juillet 1971, p 45.

³⁶¹ Anita Fontaine, « Femmes de carrière, Carrière de femmes ! », *Commerce*, novembre 1964, p. 76; Robert Bastin, « L'homme du mois – Jeannine Guillevin Wood, présidente Guillevin Allied Ltée », *Commerce*, juin 1976, p. 37.

³⁶² *Commerce Montréal*, 29 juin 1959, p. 1.

les problèmes des handicapés » soumis par le CFM³⁶³. Le programme du CFM pour l'année 1966-67 est également détaillé dans trois pages du numéro du 15 août 1966³⁶⁴. Cependant, sur les quelque 900 numéros (d'une dizaine de pages chacun) dépouillés pour la période 1950-1975, seuls deux récits de vie d'entrepreneures montréalaises sont diffusés. Cette quasi-absence de ce type de texte témoigne très clairement d'un déni de la part de l'élite d'affaires montréalaise francophone par rapport à la réalité de l'entrepreneuriat féminin. Notons d'ailleurs que très explicitement, en février 1965, alors que le CFM est particulièrement actif, la rédaction de la revue *Commerce*, en réponse à un lecteur, exprime son regret de ne pouvoir « citer en exemple un plus grand nombre de talents féminins » et son souhait d'« un jour, se permettre d'honorer une “femme du mois” »³⁶⁵. Cette allusion à une « femme du mois » fait référence à la rubrique « L'homme du mois » publiée dans ses pages à partir de septembre 1950 dans le but de « donner [aux] lecteurs l'exemple d'un homme qui a réussi »³⁶⁶. Jusqu'alors, seule Mme Louis de G. Beaubien (Justine Lacoste-Beaubien), présidente de l'hôpital Sainte-Justine, avait eu cet honneur³⁶⁷. Il faudra attendre août 1975 et juin 1976 pour que deux autres femmes, dont une seule entrepreneure *stricto sensu*, soient présentées dans ce cadre : Thérèse Lavoie-Roux, présidente de la Commission des Écoles catholiques de Montréal et Mme Jeannine Guillevin Wood, présidente de Guillevin Allied Ltée (une entreprise de distribution de matériel électrique)³⁶⁸.

L'analyse des documents publiés par ou sur le CFM de la CCDDM conduit, de manière plus surprenante encore, à un constat similaire. D'une part, les quelque 55 bulletins mensuels du conseil des femmes membres de la CCDDM (d'une dizaine de pages chacun) ne publient que six textes biographiques présentant le parcours de six

³⁶³ *Commerce Montréal*, 21 août 1961, p. 2, 3 et 51.

³⁶⁴ *Commerce Montréal*, 15 août 1966, p. 6.

³⁶⁵ *Commerce*, février 1965, p. 11.

³⁶⁶ *Commerce*, avril 1954, p. 9.

³⁶⁷ Roger Champoux, « Une grande dame! Madame Louis de G. Beaubien, présidente de l'Hôpital Sainte-Justine », *Commerce*, janvier 1960, p. 8-14; Nicolle Forget, Francine Harel-Giasson et Francine Séguin, *Justine Lacoste-Beaubien et l'Hôpital Sainte-Justine*, Sainte-Foy, Québec, Les Presses de l'Université du Québec, 1997.

³⁶⁸ Maurice Chartrand, « Thérèse Lavoie-Roux, Présidente de la Commission des Écoles catholiques de Montréal », *Commerce*, août 1975, p. 26-32; Robert Bastin, « L'homme du mois – Jeannine Guillevin Wood, présidente Guillevin Allied Ltée », *Commerce*, juin 1976, p. 37.

entrepreneures montréalaises. D'autre part, sur les 78 coupures de presse récoltées par le CFM au sujet de ses propres activités, auxquelles s'ajoutent les quatre articles qui portent spécifiquement sur le CFM et que nous avons retrouvés dans les revues populaires, seuls treize (soit 15 % du total des articles relevés) mentionnent des éléments biographiques de neuf entrepreneures montréalaises. Rappelons que seules celles qui répondent à la définition restreinte de l'entrepreneuriat féminin adoptée pour la présente analyse — les Montréalaises propriétaires principales d'une ou plusieurs entreprises de production ou de distribution de biens ou de services — ont été comptabilisées. L'éventail de parcours professionnels des membres du CFM de la CCDM est beaucoup plus large et son bulletin présente systématiquement une « femme du mois ». L'élargissement de la définition aux femmes occupant des postes à la direction d'entreprise ou dans la haute administration sur l'ensemble du territoire de la province du Québec aurait donc donné un résultat bien supérieur avec, au minimum, ces 55 « femmes du mois » du *Bulletin du CFM de la CCDM*.

Au total, ces 23 textes (deux dans *Commerce*, deux dans *Commerce-Montréal*, six dans *Le Bulletin du CFM de la CCDM* et 13 coupures de presse relatives aux activités du CFM) ne présentent les parcours que de onze entrepreneures différentes (tableau 5). Si leurs secteurs dans lesquels elles oeuvrent (commerces de détail et services) sont similaires à ceux des entrepreneures mentionnées dans les revues populaires et présentées précédemment, leurs domaines d'activités, eux, sont très différents. En effet, exceptées une propriétaire de commerce de dentelles et musique et une autre d'un commerce dit « de supports esthétiques », aucune ne travaille dans la mode du vêtement, comme libraire, esthéticienne ou artisane ni comme agente de placement de personnel ou décoratrice d'intérieur. Elles possèdent plutôt des commerces de détail de produits électriques ou dans la livraison, l'impression, l'immobilier ou la comptabilité. Les seuls domaines de services où les entrepreneures présentées dans les revues populaires et dans les revues de la Chambre de commerce semblent se retrouver sont les assurances et le service douanier. Cet élargissement du spectre des types d'activités entrepreneuriales des Montréalaises rappelle celui mis en évidence dans l'analyse des publicités diffusées dans *Le Bulletin du CFM de la CCDM* et, dans une bien moindre mesure, dans l'analyse des textes publiés dans les revues populaires à partir de 1960.

Tableau 5. Répartition des entrepreneures montréalaises mentionnées dans le monde commercial, par professions et par type d'entrée dans les affaires, 1920-1980

Domaines d'activité	Héritage (du père ou du mari)	Fondation	Total	Présidente du CFM de la CCDM
Commerces de détail	3	1	4	
<i>Dentelles et musique</i>	1			1957-58
<i>Fournitures et appareils électriques</i>	1			
<i>Réfrigération et climatisation</i>	1			
<i>« Supports esthétiques »</i>		1		1961-62
Services	6	1	7	
<i>Agent d'immeubles et placements</i>	1			1965-66
<i>Bureau d'assurance</i>	2			1956-57
<i>Courtier en douane</i>	1			1959-60
<i>Impression et publicité</i>	1			1960-61
<i>Livraison</i>	1			1962-63
<i>Services administratifs et de comptabilité</i>		1		1966-67
Total	9	2	11	

Sources : Commerce-Montréal (1950-1980), Commerce (1920-1980), Le Bulletin du CFM de la CCDM (1957-1971) ; Revue de presse du CFM de la CCDM (1957-1971)

Il apparaît, de plus, que huit de ces onze entrepreneures ont été présidentes du CFM de la CCDM. La plus grande visibilité de ces femmes s'explique donc de manière très pragmatique. Comme nous l'avons vu, le conseil organise un grand nombre d'activités au sein de la Chambre et à l'extérieur et y convie régulièrement la presse. Il participe, de plus, à certaines émissions radiophoniques et télévisuelles, notamment, « Tout pour la femme » et « Femme d'aujourd'hui », diffusées sur les ondes de Radio-Canada, et « Femmes de carrière » à Télé-Métropole³⁶⁹. L'utilisation de ces moyens de communication participe

³⁶⁹ « Tout pour la femme » sur Canal 10 pendant 13 semaines consécutives (PV du CFM de la CCDM du 31 janvier 1962), « Femme d'aujourd'hui » en 1969 et « Femmes de carrières » sur Télé-Métropole en 1971 (PV 9 décembre 1969 et *Bulletin du CFM de la CCDM*, janvier 1971). De plus, en 1966, la présidente du conseil évoque que celui-ci participe « à des émissions à la radio et à la télévision » (PV de l'AG du CFM de la CCDM 12 septembre 1966). Voir aussi Laurie Laplanche, « Pour vous, mesdames.... et messieurs » *Production des Émissions féminines : la Société Radio-Canada : Montréal (1952-1982). Promotion, conception des publics et culture organisationnelle genrées*, Thèse de Ph.D. (Communication publique), Québec, Université Laval, 2016, pp. 139-144.

donc à mettre en avant, dans l'espace public, les conseillères du CFM de la CCDM et les présidentes, en particulier³⁷⁰.

Enfin, l'élément le plus frappant des caractéristiques de ces entrepreneures est le fait que neuf d'entre elles sont héritières de l'entreprise d'un père ou d'un conjoint. À titre de comparaison, sur les 90 noms d'entrepreneures retracés entre 1945 et 1980 dans les revues populaires présentées plus haut, seuls sept sont des femmes ayant hérité de l'entreprise familiale, d'un père ou d'un conjoint³⁷¹. Les études sociologiques menées à la fin des années 1980 sur la question confirment que la large majorité des entrepreneures fondent leur propre entreprise contrairement à une minorité (entre 6 et 20 %) qui en hérite d'un père ou d'un conjoint³⁷². Hériter d'une entreprise apparaît donc, statistiquement, pour les femmes, encore plus « exceptionnel » que d'en fonder une (chapitre 4). Cette quasi-omniprésence d'héritières parmi les entrepreneures dont les portraits sont proposés par la Chambre de commerce semble moins due au hasard de leurs parcours qu'à une idée sciemment promue par cette institution. Nous verrons que cette intuition est confirmée par l'analyse textuelle présentée dans le prochain chapitre (chapitre 8).

Ces quelques données quantitatives montrent donc que l'entrepreneuriat féminin est particulièrement marginal dans les documents diffusés par la CCDM que ce soit à l'interne (*Commerce-Montréal* et *Le Bulletin du CFM de la CCDM*) que pour un plus large public (*Commerce* et les coupures de presse relatives au CFM de la CCDM). Une fois de plus, le seul caractère minoritaire du phénomène des femmes en affaires n'explique pas la

³⁷⁰ Les PV du CFM de la CCDM font mention de conférences de presse les 11 septembre 1957; 27 août 1959 et 7 juin 1966 (PV CFM de la CCDM 19 septembre 1957; 27 août 1959 et 7 juin 1966). Les assemblées annuelles auxquelles sont systématiquement conviés les journalistes ont eu lieu les 28 mai 1959; 16 juin 1960; 13 juin 1961; 21 juin 1962; 11 juin 1963; 11 juin 1964; 15 septembre 1965; 12 septembre 1966; 13 octobre 1967; 8 octobre 1968; 8 octobre 1969; 15 septembre 1970 (PV du CFM de la CCDM de ces dates).

³⁷¹ Lucette Robert, « La femme dans le monde des affaires - Boucher », *La Revue populaire*, janvier 1945, p. 54; Lucette Robert, « La femme dans le monde des affaires - L'espérance », *La Revue populaire*, février 1945, p. 14; Lucette Robert, « Ce dont on parle - Vennat », *La Revue populaire*, août 1957, pp. 6-7; « Le monde et la ville - Saint-Arnaud », *La Revue moderne*, octobre 1959, pp. 10-11; Michelle Lasnier, « Une millionnaire rebelle, Mme DuTremblay », *Châtelaine*, septembre 1961, p. 39; Hélène Pilote, « Le Québec au féminin », *Châtelaine*, mars 1965, p. 8; Viviane Simard-Pilote, « Quand les femmes deviennent chefs d'entreprise », *Actualité*, juillet-août 1975, pp. 22-25.

³⁷² Hélène Lee-Gosselin et Monica Belcourt, « Les femmes entrepreneures », pp. 56-88; *ibid.*; Dina Lavoie, *Les entrepreneures*.

construction discursive de son caractère exceptionnel. En effet, à la réalité de la présence minoritaire des femmes en affaires, s'ajoute le fait que leurs entreprises se retrouvent généralement dans des domaines d'activités différentes de celles qui sont présentées dans les revues populaires. Ceci confirmerait l'idée d'un élargissement de leurs sphères économiques à partir du tournant des années soixante. De plus, celles qui sont médiatiquement visibles ont presque toutes été présidentes du CFM de la CCDM et sortent donc, par cet engagement, du lot de l'ensemble des entrepreneures montréalaises. Enfin, elles sont, en majorité, héritières de l'entreprise d'un père ou d'un mari. Un phénomène que seule l'analyse discursive peut expliquer.

Conclusion

Au terme de ce chapitre, on constate que la visibilité médiatique des entrepreneures montréalaises apparaît, comparativement aux résultats des analyses statistiques présentées aux chapitres 1 et 2, très restreinte et que le portrait qui en ressort est biaisé à plusieurs points de vue.

La première « trace » de ces femmes repérable dans les différents médias écrits est la publicité. Surtout abondante dans l'entre-deux-guerres, dans les revues familiales ou féminines, elle est quasiment absente des documents de la Chambre de commerce excepté entre 1957 et 1971 dans *Le Bulletin du CFM de la CCDM*. Le second type de mentions d'entrepreneures montréalaises dans ces publications consiste en de courtes évocations de leurs parcours émis dans le cadre de textes plus généralistes sur le phénomène de l'entrepreneuriat (féminin ou masculin) ou sur des thématiques comme la mode, la beauté ou le petit commerce, voire dans le cadre d'articles plus conséquents consacrés à l'une d'entre elles. Ce type de discours se retrouve principalement dans les revues populaires à partir de 1944 et plus sporadiquement dans les documents de la CCDM (surtout dans *Le Bulletin du CFM de la CCDM*).

Le premier constat qui ressort du repérage des encarts publicitaires et des discours à teneur biographique est leur faible nombre au regard du total de femmes propriétaires d'un commerce de détail ou de services relevées dans les annuaires de commerce et les recensements. Cette relative absence — ou tout au moins cette présence très restreinte —

des entrepreneures montréalaises dans l'espace public comparativement à l'importance numérique de leur groupe n'ouvre donc qu'une étroite fenêtre pour appréhender le phénomène de l'entrepreneuriat féminin.

L'examen des caractéristiques des femmes qui publicisent leurs activités et de celles qui sont présentées dans les revues populaires ou dans les publications commerciales dévoile, de plus, que le modèle d'entrepreneuriat féminin présenté est réducteur sur quatre plans : la taille de l'entreprise, la situation géographique, le domaine d'activités et le statut matrimonial. Premièrement, seules les propriétaires de petits commerces et de petits établissements de services sont identifiables dans les publicités qu'ils et elles diffusent dans les revues francophones, locales et adressées à un public féminin de la première moitié du XX^e siècle. Cet état de fait ne signifie pas nécessairement que les femmes sont concentrées dans ces secteurs, qu'aucune d'entre elles ne possèdent de plus grandes entreprises et ne font la publicité de leur commerce par d'autres canaux de communication ou encore qu'il n'y a plus aucune femme propriétaire d'entreprise après la Seconde Guerre mondiale. Le contexte matériel de production de ces réclames (coût et notification du nom du ou de la propriétaire) est tel qu'il influence inmanquablement la visibilité des femmes (et des hommes) d'affaires.

Deuxièmement, les entreprises repérées dans les publicités sont majoritairement situées sur les grandes artères commerçantes à l'est du boulevard Saint-Laurent, tandis que celles dont il est question dans les textes des revues populaires sont principalement installées dans le centre-ville, à l'ouest du boulevard Saint-Laurent. Or, l'examen de la répartition géographique de l'entrepreneuriat féminin démontre une présence majoritaire de ces commerces à l'est du boulevard Saint-Laurent, dans les petites rues adjacentes aux grandes artères et dans l'ensemble des quartiers montréalais.

En troisième lieu, les publicités diffusées dans la plupart des revues entre 1920 et 1945 annoncent principalement des commerces liés au domaine du vêtement ou des salons de beauté (entre 75 et 80 %) ; les entrepreneures montréalaises mentionnées dans les revues populaires à partir de 1944 œuvrent également très majoritairement (à 80 %) dans ces deux domaines. Ceci contredit profondément les résultats de l'analyse statistique du phénomène de l'entrepreneuriat féminin. L'absence (excepté pour 4 publicités) d'annonces d'entreprises liées à l'alimentation contraste en effet de manière saisissante avec le fait

qu'elles forment la large majorité des commerces détenus par une femme entre 1920 et 1960. En revanche, à partir du début des années soixante, les entrepreneures qui apparaissent dans les publications du monde des affaires sont plutôt actives dans d'autres domaines, ce qui pourrait correspondre à une relative ouverture de cet espace aux femmes. Cependant — et c'est notre dernier point —, le statut matrimonial de ces entrepreneures s'avère ici fondamental. En effet, neuf des onze femmes repérées dans les récits biographiques qui leur sont consacrés dans ces documents sont veuves, héritières de l'entreprise qu'elles dirigent. Cette tendance pourrait être interprétée comme le témoin d'une conception spécifique de l'entrepreneuriat féminin portée par la Chambre de commerce.

Ainsi donc, la visibilité des entrepreneures montréalaises tant dans les revues populaires que dans les publications des fédérations d'associations féminines ou dans celles du monde commercial s'avère limitée à plus d'un titre. De plus, leur portrait apparaît véritablement comme l'exception par rapport à celui, majoritaire, que dresse l'analyse statistique des données issues des recensements et annuaires de commerces, comme nous l'avons vu aux chapitres 1 et 2.

Chapitre 8. « L’entrepreneure montréalaise » : la construction discursive d’un idéal

Le premier article publié dans *La Revue populaire* et explicitement consacré à la question de l’entrepreneuriat féminin montréalais est écrit dans le cadre de la rubrique intitulée « La femme dans le monde des affaires » et diffusé en décembre 1944³⁷³. L’auteure, Lucette Robert, précise son objectif en déclarant souhaiter « parler des femmes canadiennes-françaises dans le monde des affaires, de leurs succès et de l’influence que cette vie peut avoir sur leur vie familiale »³⁷⁴. Bien que cette rubrique soit éphémère — elle ne sera publiée que trois mois —, elle marque les débuts d’un intérêt journalistique relativement à l’entrepreneuriat féminin montréalais. Elle donne, de plus, le ton en ce qui concerne la manière dont ce phénomène est abordé dans l’ensemble des discours relevés à ce sujet pour la période 1920-1980.

L’usage du singulier dans son titre témoigne tout d’abord d’une volonté de ne parler que d’un idéal féminin, celui de « la » femme dont les caractéristiques correspondraient à un ensemble de critères prédéfinis. L’auteure propose, de plus, d’aborder l’entrepreneuriat féminin selon deux angles d’approche : l’intégration de ces femmes dans la dynamique capitaliste des affaires par la définition de leur succès (et non de leurs échecs) d’une part, et l’impact qu’a cette position sur leur rôle de ménagère imposé par le patriarcat, d’autre part. Il est ainsi question, *in fine*, de l’idéalisations d’un modèle unique de femme d’affaires combinant parfaitement les exigences formulées à son endroit en termes de « réussite », commerciale autant que féminine. Ces deux enjeux se retrouvent au cœur non seulement de l’ensemble des mentions d’entrepreneures montréalaises diffusées tout au long du XX^e siècle, mais également des conclusions de la plupart des études historiques relatives à ce phénomène. Melanie Buddle, dans son ouvrage sur l’entrepreneuriat féminin en Colombie-Britannique déclare, par exemple que

the interaction between gender and business is a critical part of the story because most women chose particular enterprises based on their expectations of business success – in essence, capitalist considerations – but also based on societal expectations of appropriate avenues for entrepreneurial women³⁷⁵.

³⁷³ Lucette Robert, « La femme dans le monde des affaires - Duckett », *La Revue populaire*, décembre 1944, pp. 8-9.

³⁷⁴ *Ibid.*

³⁷⁵ Melanie Buddle, *The Business of Women : Marriage*, p. 141.

Ce constat, énoncé au sujet des femmes, doit certainement aussi être valable pour les hommes d'affaires envers lesquels des exigences de « succès » commerciaux *et* de comportement en affaires défini comme propre à leur identité masculine sont également formulées. Cependant, la spécificité de l'entrepreneuriat féminin est la contradiction profonde entre ces deux types d'exigences. En effet, l'idéologie de la séparation des sphères réserve l'espace public, et donc l'espace économique et des affaires, aux hommes et en exclut les femmes. Les « succès » professionnels (et commerciaux) n'entrent *a priori* pas dans les tâches prioritaires attendues des femmes, contrairement aux activités domestiques, ménagères, culturelles et sociales. Les entrepreneures sont donc des femmes qui, du fait de leurs activités professionnelles, sortent des stéréotypes féminins tout en cherchant à les utiliser à leur avantage quand elles ne les subissent pas. Bien que l'étude genrée des textes qui présentent des entrepreneurs montréalais reste à faire, il est fort probable que le contraste entre les attentes de « succès » commerciaux et les exigences de la masculinité ne soit pas aussi profond que ce que nous constatons pour les femmes.

Ainsi donc, l'analyse, selon cette double grille de lecture, des présentations des entrepreneures identifiées au chapitre 7, qu'elles soient formulées par elles-mêmes ou par d'autres, est l'objet de ce dernier chapitre. Il s'agit de considérer ces textes non pas comme le reflet exact du vécu des individus concernées, mais comme des témoins de choix idéologiques — même inconscients — opérés par les auteurEs de taire ou de valoriser différents pans de ce type d'activités professionnelles des femmes. Cet examen a pour but de mettre en évidence à quel point ceux-ci participent (ou non) à la construction discursive du caractère exceptionnel de l'entrepreneuriat féminin montréalais selon cette double exigence induite par le capitalisme et par la définition genrée de la « féminité ». Il vise également à souligner les particularités et les transformations de ces discours au regard du contexte montréalais et à interroger la pertinence, pour ce récit historique, des dates, précédemment identifiées, de 1945 et 1960, comme des moments de rupture.

8.1. Les « succès » commerciaux des entrepreneures montréalaises

Un premier angle d'étude des textes relatifs aux entrepreneures montréalaises est la question de leurs « succès » commerciaux. Dans son analyse des entrepreneures à Albany aux États-Unis au XIX^e siècle (1830-1885), l'historienne américaine Susan Ingalls Lewis interroge la définition de « succès » proposée par les importants rapports de crédits R.G. Dun & Co³⁷⁶. Selon leurs termes, les entrepreneures se distinguent entre elles selon que leur commerce est « too small to be of account » ; qu'elles vivent de manière relativement confortable « even if on a minor scale » ; qu'elles dépassent le niveau de survie et peuvent être décrites comme « making money » et, enfin, qu'elles possèdent un grand commerce considéré comme « “the best” in their lines in the entire city »³⁷⁷. Or, de l'ensemble des entrepreneures dont Lewis a relevé l'existence, 90 % sont qualifiées de petites commerçantes des deux premières catégories et ne connaîtraient donc, selon ces critères d'évaluation, pas de véritables succès commerciaux. Autrement dit, seule une très petite minorité de ces femmes propriétaires de commerces démontrent un « entrepreneurial spirit » défini par le fait de

investing capital in a business venture, leaving salaried positions to enter business for themselves, expanding or diversifying their trades, upgrading or adding commercial locations, investing in improvements, enlarging their workforce and output, spending money on advertising, developing innovative sales and marketing techniques, and buying goods on credit, especially outside the local market³⁷⁸.

Au contraire, la très large majorité d'entre elles, dont celles qui appartiendraient au groupe qualifié de « penny capitalists » par John Benson, entreprennent dans un souci de survie

³⁷⁶ Les rapports de crédits R.G. Dun&Co, sont rédigés à partir de 1841 aux États-Unis. Ils donnent de précieuses informations sur la capacité de crédits (évaluée à intervalles réguliers) des entrepreneurs américains, mais aussi canadiens, à destination des agences de crédit. Ils donnent également des renseignements plus personnels comme « their status in the business community, their personal reputations, their work habits, their successes and failures, their family relationships, even their motivations and aspirations ». <https://www.library.hbs.edu/Find/Collections-Archives/Special-Collections/Collections/R.G.-Dun-Co.-Dun-Bradstreet-Collections> (consulté le 13 mai 2017) et Susan Ingalls Lewis, *Unexceptional Women*, p. 24.

³⁷⁷ *Ibid.*, pp. 101-102.

³⁷⁸ *Ibid.*, pp. 120-121.

économique et, le plus souvent, à leur propre compte³⁷⁹. Ce constat invite à élargir, pour les femmes, la définition de leurs « succès » commerciaux. Lewis suggère en ce sens de l'évaluer à l'échelle de la vie de ces femmes et selon la capacité de cette activité de leur assurer un

financial support of oneself and one's family ; control over the workplace; a chance to practice one's craft, skill or trade; opportunities for supervision (of oneself or others); the possibility of relative independence; a potential for advancement [and] the opportunity to profit from the value of one's own labour – by spending, saving, or investing³⁸⁰.

Nos propres résultats statistiques laissent croire à une conclusion similaire pour les entrepreneures montréalaises du XX^e siècle. En effet, nous avons mis en évidence leur concentration dans le commerce de détail et les services et une forte hausse de leur nombre dans le domaine de l'alimentation pendant les années de crise économique (chapitre 3). Ces faits laissent à penser que beaucoup ne possèdent qu'un petit commerce temporaire qui leur permet de survivre. Pourtant, l'analyse quantitative des principales caractéristiques des entrepreneures présentées dans les revues populaires, dans les documents des fédérations des associations féminines et de la Chambre de commerce, a déjà mis en évidence l'appartenance à une certaine « élite » de celles qui font l'objet d'une attention médiatique. Cette affirmation se fonde sur le fait que celles qui apparaissent dans la presse écrite publicisent leurs activités, possèdent un commerce situé sur des artères commerçantes ou au centre-ville et opèrent dans les domaines du vêtement ou des boutiques spécialisées et non pas dans le secteur de l'alimentation, où les femmes sont les plus nombreuses. Autrement dit, seuls les 10 % d'entrepreneures faisant partie des deux dernières catégories identifiées par Lewis ont une visibilité dans l'espace public discursif. La présente analyse propose d'interroger le contenu même de ces discours (description des motivations et objectifs de carrière, des parcours, des spécificités personnelles et des caractéristiques des entreprises) et les définitions et la mise en exergue de ces « succès dans le monde des affaires » qu'ils suggèrent. L'objectif est de cerner la manière dont ces éléments discursifs appuient (ou non) d'autant plus le caractère exceptionnel de cette minorité.

³⁷⁹ *Ibid.* Ce constat est partagé par Melanie Buddle dans son ouvrage relatif à l'entrepreneuriat féminin en Colombie-Britannique dans la première moitié du XX^e siècle. (Melanie Buddle, *The Business of Women : Marriage*, p. 49. Voir aussi John Benson, *The Penny Capitalists*, pp. 73-88 et 98-127.

³⁸⁰ Susan Ingalls Lewis, *ibid.*, p. 104.

Au vu des sources disponibles pour cette question, il y a lieu de distinguer la période de l'entre-deux-guerres et la seconde moitié du XX^e siècle. Les publicités de commerces dont une femme est propriétaire et certaines conférences données par des membres de l'Association des femmes d'affaires de la Fédération nationale Saint-Jean-Baptiste entre 1920 et 1945 témoignent de la perception de cet enjeu par les entrepreneures montréalaises elles-mêmes. Les mentions d'entrepreneures montréalaises publiées, à partir de 1944, dans les revues telles que *La Revue moderne*, *La Revue populaire*, *Châtelaine* et *Actualité* témoignent, quant à elles, de leur existence telle que perçue par des tiers. Ces différents éléments textuels affinent *in fine* notre lecture du/des modèle/s d'entrepreneuriat féminin véhiculé dans l'espace public et ses/leurs transformations au cours du XX^e siècle.

8.1.1. Témoignages d'entrepreneures montréalaises « exceptionnelles » (1920-1945)

Durant la période de 1920 à 1945, les revues consultées, anglophones et francophones, restent pratiquement muettes sur la question de l'entrepreneuriat féminin. Seules *La Revue moderne* et *La Revue populaire* font référence à trois entrepreneures. Cette absence de discours relatifs à l'entrepreneuriat féminin en tant que tel pendant cette période démontre tout d'abord un manque d'intérêt journalistique par rapport à cette question. Pourtant, d'autres dimensions du travail des femmes font l'objet de discussions pendant les années de crise économique. D'une part, le salariat féminin, surtout le travail de bureau, est vivement critiqué sur base du principe qu'il entraverait le développement du salariat masculin³⁸¹. D'autre part, dans le sillage des Cercles de fermières, la participation des femmes dans la « petite industrie » dont « l'artisanat, l'industrie à domicile et l'industrie familiale » est favorisée pour relancer l'économie nationale³⁸². Cependant, il

³⁸¹ Denyse Baillargeon, *Brève histoire des femmes au Québec*, Montréal, Boréal, 2012, p. 126-127; Marie Lavigne et Jennifer Stoddart, « Ouvrières et travailleuses montréalaises, 1900-1940 », dans Marie Lavigne et Yolande Pinard, dir., *Travailleuses et féministes. Les femmes dans la société québécoise*, Montréal, Boréal Express, 1983, pp. 99-113, p. 106, 107 et 109 ; Margaret Hobbs, « Equality and Difference: Feminism and the Defence of Women Workers during the Great Depression », *Labour / Le Travail*, vol. 32, 1993, p. 201-223.

³⁸² Adrien Gratton, « Le mois de la petite entreprise », *La Revue moderne*, juin 1933, p. 6; J.M Gauvreau, « La petite industrie », *La Revue populaire*, juin 1933, p. 55; « Métiers et artisans », *La Revue moderne*, juillet 1933, p. 9; « Arts domestiques », *La Revue moderne*, avril 1934, p. 8; « À toutes les lectrices qu'intéressent Les Arts Domestiques Une aubaine s'offre », *La Revue moderne*, décembre 1935, p. 61; « Les arts domestiques de chez nous L'aide que nous leur devons. Initiative de « La Revue Moderne » en faveur de la Petite Industrie », *La Revue moderne*, novembre 1935, p. 52; « EXPOSITION-VENTE des Arts Domestiques », *La Revue moderne*, avril 1936, p. 4; « Arts

s'agit là principalement d'un soutien à la petite entreprise rurale et les expositions d'art domestique organisées en ville servent surtout à écouler des produits artisanaux fabriqués par des hommes et des femmes en région³⁸³. D'une part, ces artisanes n'y sont pas qualifiées des « femmes d'affaires » et d'autre part, les Montréalaises n'y sont donc présentées que comme des consommatrices et non pas comme des productrices³⁸⁴.

Les quelques courts articles relatifs à des entrepreneures montréalaises, comme celui qui décrit la profession de Mme Madeleine Huguenin, témoignent, de plus, d'une incapacité à concevoir le fait que des citadines peuvent avoir une quelconque volonté d'exercer une activité lucrative. En effet, cette même entrepreneure se présente elle-même et est présentée comme la fondatrice d'une « œuvre » et elle évoque ses collaborateurs et collaboratrices en parlant de sa « grande famille »³⁸⁵. De plus, au 7^e anniversaire de la fondation de sa revue, elle évoque, à la troisième personne, qu'elle la lança en novembre 1919, avec l'aide de son mari « qui avait foi dans l'œuvre de sa compagne » et d'autres femmes « dévouées et délicates », mais qu'elle fut

contrainte par le développement rapide de l'œuvre qu'elle avait fondée, d'en confier l'administration à un bureau masculin, où elle occupe sa place, et de ne se réserver que la partie rédaction qui convient à son rôle de femme et d'écrivain³⁸⁶.

Cette citation démontre très clairement qu'elle-même ne peut se considérer, en raison de l'idée qu'elle se fait de son rôle de femme, comme une gestionnaire d'entreprise. Une chronique consacrée à la beauté dans *La Revue populaire* en est un autre exemple. En effet, ce magazine ne mentionne pas le fait que son auteure, productrice de produits de beauté, « fait des affaires », mais se contente plutôt d'insister sur son expertise en matière de beauté³⁸⁷. Autrement dit, selon les journalistes de ces revues, mais également selon les

domestiques », *La Revue moderne*, mai 1936, p. 61; « Nos Arts Domestiques », *La Revue moderne*, mai 1936, p. 60; « Magnifique succès de notre exposition-vente des arts domestiques », *La Revue moderne*, juin 1936, p. 7; Yvonne Rialland Morissette, *Le passé conjugué au présent. Cercles de fermières, historique 1915-1980*, Laval, Québec, Pénélope, 1980, pp. 85-97; Yolande Cohen, *Femmes de parole. L'histoire des cercles de fermières du Québec, 1915-1990*, Montréal, Le Jour, 1990, pp. 220-222.

³⁸³ Nathalie Hamel, « Coordonner l'artisanat ».

³⁸⁴ Yolande Cohen, *Femmes de parole*, p. 240.

³⁸⁵ *La Revue moderne*, octobre 1929, p. 5.

³⁸⁶ Madeleine, « Notre anniversaire », *La Revue Moderne*, novembre 1925, p. 11.

³⁸⁷ Claudette de Sèves, « Courrier de la beauté », *La Revue populaire*, février 1935, p. 58.

entrepreneures elles-mêmes lorsqu'elles s'y présentent, l'entrepreneuriat féminin montréalais n'existe tout simplement pas.

En revanche, et de manière très contrastante, les publicités diffusées dans *La Revue moderne*, *La Revue populaire* et *La Bonne Parole*, ainsi que les conférences de membres de l'Association des femmes d'affaires de la Fédération nationale Saint-Jean-Baptiste laissent entrevoir l'existence du phénomène. Elles ne laissent cependant entendre, d'un point de vue statistique, que l'unique son de cloche d'entrepreneures qui ont « réussi » en termes capitalistes. En effet, les publicités commerciales des entrepreneures montréalaises diffusées dans ces magazines ou encore le journal *Le nord de Montréal* sont très éloquentes en ce qui concerne leurs ambitions commerciales. Le simple fait de faire la publicité de son commerce dans ce genre de revues est une bonne manière de toucher une plus large clientèle et d'entrer dans un système de concurrence à une plus grande échelle, autrement dit, de faire preuve d'un certain « sens des affaires », mais il témoigne aussi d'un certain « succès » dans le domaine.

Ces encarts sont, de plus, truffés d'arguments sur les prix, sur la spécificité, et sur la qualité des produits ou des services proposés dans le but d'assurer le caractère « exceptionnel » de l'entreprise et de la démarquer sur le marché (figure 3). Ainsi, Mme R. Delisle, modiste, dit offrir des produits de « hautes nouveautés » à « prix modérés » ; Mme R. Borremans, coiffeuse, promet de « donner satisfaction par un travail soigné à des prix modestes » ; les couturières Dame CQ Hinton et Mme I. Pelland disent, respectivement, offrir des services « à très bon marché » ou « à prix très modérés » et Mme Saussereau, coiffeuse, précise que, « quel que soit le genre que vous préférez, quel que soit le prix que vous voulez payer, vous aurez satisfaction à notre salon »³⁸⁸. De plus, Mme R. Delisle, modiste, Mme Branchaud, fleuriste et Mme Y. Berthelet, coiffeuse, se déclarent « spécialistes », l'une de chapeaux de deuil, l'autre de « gerbes de noces » et la troisième d'un certain type d'« ondulation permanente »³⁸⁹. Mlles Leroux et Mme A. Saussereau estiment être des « coiffeuses d'expérience », Mlle V. Lévesque une « couturière

³⁸⁸ *La Revue moderne*, septembre 1922 et novembre 1929 et *Le Nord de Montréal*, août 1933 et décembre 1933.

³⁸⁹ *La Revue moderne*, novembre 1929 et *Le Nord de Montréal*, décembre 1932 et avril 1933.

renommée » et Mme D. Gervais une « experte en chaussures »³⁹⁰. Enfin, Mme B. Léger affirme que sa boutique est « le plus grand magasin de coupons du nord de la ville », Mme Paul Roche prétend offrir « le plus beau et le plus grand choix de modèles [de dentelles] de toutes les largeurs » et le commerce de Mme J.A Gougeon est qualifié d'« épicerie de choix »³⁹¹. Enfin, dans la revue *La Bonne Parole*, certaines de ces femmes propriétaires font également clairement mention du fait qu'elles sont membres de l'Association des femmes d'affaires, sans doute dans le but d'encourager un mouvement de soutien réciproque entre participantes de ce groupement³⁹². Quelques-unes d'entre elles, comme Mme Ernest Bouthillier et Mme Lafleur, déjà évoquées précédemment, font, par ailleurs, partie, en 1943, des dix premières femmes membres de la Chambre de commerce du district de Montréal³⁹³.

³⁹⁰ *Le Nord de Montréal*, septembre 1932, juin 1933, septembre 1933 et décembre 1933.

³⁹¹ *La Bonne Parole*, novembre 1927, *La Revue moderne*, septembre 1939 et *Le Nord de Montréal*, avril 1933.

³⁹² Mme Eugénie Richard, modiste, J.P. Phaneuf, couture, Mme Geo Latour, modiste ou Mme J.F. Foisy, modiste qui font partie de l'AFA (*La Bonne Parole*, mai 1928, janvier 1928, décembre 1915 et *La Revue moderne*, mars 1924). Mlle Hedwige Lefebvre, spécialiste de lingerie pour dames et enfants, quant à elle, est présidente de l'Association professionnelle des ouvrières (*La Bonne Parole*, mai 1927).

³⁹³ *La Bonne Parole*, octobre 1916 ; *Le « Nord » de Montréal*, d'avril 1933 et *Annuaire du Bulletin de la CCDM*, septembre 1943, p. 21.

Figure 3. Exemples de publicités de commerces dont une femme est propriétaire

Spécialité, Traitement du
Cuir chevelu
Rayons Violets
Shampooing
Massage
Ondula-
tions

Institut Capillaire (Dames)
Mme R. Borremans 212 Rue Charrier, près St-Denis
Tél. Est. 295M

donner Satis-
faction par un
travail soigné à des
prix modestes.

**NOUS LIVRONS LE SOIR
À DOMICILE**

Gâteaux, Liqueurs, Fruits
Crème Glacée, Bonbons
Service et Qualité

Mme J.A. Gougeon
Tél. DOLLARD 5394
Épicerie de choix
Restaurant
Attention aux commandes
par téléphone.
6356 RUE ST-DENIS

CHAPEAUX
Modes de Paris, New-York
Hautes Nouveautés
PRIX MODERES
UNE SPECIALITE DE CHAPEAUX
DE DEUIL
PALAIS DES MODES
Mme R. Delisle, Prop.
262 STE-CATHERINE Est
Tél. HARBOUR 7788 MONTREAL

Mlle V. LEVESQUE
COUTURIERE
Robes, Manteaux, Costumes
Couturière renommée
362 BEAUBIEN E. DOL. 0757

JOYEUSES PAQUES A TOUS MES CLIENTS
"DITES-LE AVEC DES FLEURS"

Mme A. LAFLEUR
FLEURISTE

Grande variété de fleurs coupées. — Aussi Gerbes, Plantes
Spécial pour Pâques.

SPECIALITES:
Gerbes de Noces, Tributs Floraux, etc. Fleurs fraîches reçues
tous les jours. — Ouvert tous les soirs et dimanches.
Attention aux commandes par téléphone.

7117 ST-DENIS coin Jean-Talon DOLLARD 8115

RIDEAUX DE BRUGES
FILET BRODÉ LIN OU SOIE
RENAISSANCE ET MILAN



Le plus beau et le plus grand choix de
modèles dans toutes les largeurs

LIVRAISON IMMEDIATE

Madame
Paul Roche
8673, rue St-Denis, près Blvd Crématis
SE RENDRA À VOTRE DOMICILE
SUR DEMANDE
APPELEZ DUPONT 5241

Le seul Centre de Visagisme d'Amérique

L'INSTITUT Edith Serei

sous la direction personnelle de Mme Edith Serei,
Visagiste Fernand Aubry, Esthéticienne, Cosmétologue,
lère Visagiste d'Amérique vous ouvre la porte vers
la beauté.

Cours de maquillage personnel — Formation d'Esthéticiennes
Visagistes Professionnelles

Agent exclusif
pour le Canada
des produits
créés
et réalisés
par la plus
haute autorité
en matière
de beauté.



FERNAND AUBRY — VISAGISTE — PARIS

MONTREAL 2160, rue de la Montagne, Suite 401
Tél. : 842 - 3532

QUEBEC 736 est, rue St-Joseph
Tél. : 529 - 0665

Nous vous enverrons sur demande l'adresse de notre dépositaire le plus proche.

Source : *La Revue moderne*, septembre 1921 (Mlle Borremans) ; juin 1930 (Mlle Delisle) ; août 1939 (Mme Paule Roche) ; *Le Nord de Montréal*, 1 juin 1933 (Mlle V. Lévesque) ; 13 avril 1933 (Mme J.A Gougeon et Mme Lafleur) ; *La Revue populaire*, septembre 1963 (Edith Serei)

Ces différents éléments textuels démontrent le fait que ces femmes qui publicisent leurs activités participent pleinement au processus de concurrence. Elles choisissent, pour attirer la clientèle, des mots qui distinguent leur commerce (et elles-mêmes) et les rendent incontournables. Il est difficile de savoir si les prix de Mme R. Delisle étaient réellement « modérés », le magasin de Mme B. Léger « le plus grand » et le choix de modèles de Mme Paul Roche « le plus beau ». Il est en revanche certain que ces qualificatifs et superlatifs soutiennent l'argument de vente. En cela, leurs publicités ne se distinguent pas non plus de la dynamique publicitaire en général. En effet, comme le soulignent Luc Côté et Jean-Guy Daigle,

la publicité diffuse et communique une idéologie marchande qui est édiflée et formulée à l'intention des consommateurs de marchandises, de non-marchands. Comme toute communication, et peut-être surtout comme toute idéologie, le discours publicitaire repose sur un mélange de silences et de paroles, de négations et d'affirmations, de mystifications et de mythifications³⁹⁴.

Ces femmes qui publicisent leurs activités entrepreneuriales apparaissent comme doublement « exceptionnelles ». Elles font, d'une part, partie de la minorité qui s'inscrit officiellement dans ce monde marchand et y « réussit » et, d'autre part, elles y ajoutent elles-mêmes, des arguments qui présentent leurs commerces comme « exceptionnels » dans le sens de la dynamique capitaliste. Ainsi, leur visibilité amène à une impression collective d'un entrepreneuriat féminin au moins doublement « exceptionnel ».

De leur côté, les cinq conférencières de l'Association des femmes d'affaires (AFA) qui s'expriment au tournant des années trente (1927-1931) et dont les textes sont publiés dans *La Bonne Parole* témoignent également de leurs ambitions de « réussite » commerciales. En effet, si elles évoquent la réalité des femmes qui se lancent en affaires dans une perspective plus modeste de combler une urgence matérielle familiale, elles mettent surtout en avant, dans leurs présentations, celles qui entreprennent avec une ambition lucrative très prononcée. De plus, toutes, quelles que soient leurs motivations initiales, atteindraient, selon elles, le succès.

Ces textes évoquent, en effet, des événements indépendants de la volonté de l'entrepreneure et déterminés par leur situation de mère ou d'épouse comme raison principale, pour elles, de lancer une entreprise. Mme Trestler-Mongenaïs (modiste et vice-

³⁹⁴ Luc Côté et Jean-Guy Daigle, *Publicité de masse*, p. 162.

présidente de l'AFA en 1928-1929), par exemple, précise que beaucoup de femmes excellent dans l'exercice du commerce « quand les circonstances l'exigent »³⁹⁵. Cette phrase est reprise telle quelle dans la conférence donnée en 1931 par Mme B. Léger, propriétaire d'un commerce de tissus et présidente de l'AFA en 1929-1931. Cette dernière précise qu'elle entend par là « la maladie prolongée d'un chef de famille, la mort d'un père, celle d'un mari ne laissant que peu de ressources [...] un revers de fortune, etc. »³⁹⁶. Mme Trestler-Mongenaïs donne plus largement en exemple l'expérience des Européennes qui, pendant la guerre, « décidaient de continuer le commerce de leur mari parti pour le front » et souligne que de nombreux « commerces chancelants ont été relevés à ce moment-là, par l'énergie et l'heureuse initiative de la femme »³⁹⁷. Elle poursuit en indiquant la similitude de cette situation avec celle des Canadiennes :

La Canadienne, en général, est douée de qualités supérieures, mais parfois un peu d'apathie, ou encore un manque d'occasions de développer ses aptitudes, laisse sommeiller le meilleur d'elle-même jusqu'à ce que la vie, avec ses exigences, ses meurtrissures mêmes, dirais-je, l'amènent à donner la mesure de son talent ; alors elle va de l'avant, droit, ferme ; les difficultés, les risques ne l'effraient pas, son courage est à la hauteur de sa tâche, et le succès l'attend³⁹⁸.

Elle donne enfin l'exemple d'une femme (dont elle tait l'identité) qui, à la suite du décès de son mari, a travaillé deux ans comme dessinatrice dans un atelier de couture « pour assurer son pain de demain et celui de ceux qui lui sont chers » avant de se lancer dans le commerce,

prévoyant le succès tout en donnant plus de satisfaction à ses goûts, elle entreprit un négoce dont les débuts furent plutôt difficiles ayant commencé durant l'après-guerre, à un temps de crise : mais le courage aidant son entreprise, ne fût pas lent à lui apporter le succès³⁹⁹.

L'absence de l'élément masculin dans la famille, père, frère ou mari, pousse donc la femme à pourvoir elle-même aux nécessités économiques du ménage, que ce soit en continuant le commerce de l'homme, en s'engageant dans un contrat salarié ou en fondant

³⁹⁵ Trestler-Mongenaïs, « Vers quelles spécialités commerciales se dirigent les patronnes – Le rôle du petit commerce - Nécessité de le protéger », *La Bonne Parole*, mai 1927, p. 12.

³⁹⁶ Mme B. Léger, « La femme à la tête d'entreprises commerciales », *La Bonne Parole*, juillet 1931, p. 13..

³⁹⁷ Trestler-Mongenaïs, « Vers quelles spécialités commerciales se dirigent les patronnes – Le rôle du petit commerce - Nécessité de le protéger », *La Bonne Parole*, mai 1927, p. 12.

³⁹⁸ *Ibid.*.

³⁹⁹ *Ibid.*

sa propre entreprise. En d'autres termes, pour ces deux conférencières, une femme ne devient femme d'affaires que dans certains contextes dramatiques, par nécessité et dévouement et pour assurer un revenu manquant à la famille, mais malgré les obstacles, le « succès » lui est tout de même assuré.

L'évocation de circonstances difficiles pour expliquer que les femmes se lancent en affaires rappelle les raisons fournies par les ménagères interrogées par Denyse Baillargeon, qui n'hésitent pas, pendant les années de débâcle économique qui ont suivi la crise financière de 1929, à transformer un bon nombre de leurs activités domestiques, comme les travaux d'aiguille, la lessive, le ménage ou la petite restauration, en activités rémunérées pour boucler le budget familial⁴⁰⁰. Pour illustrer ce propos, cette auteure cite quatre témoignages de femmes dont la démarche semble également soutenue par une situation familiale précaire. Le premier est celui d'une femme ayant investi une indemnité d'assurance dans un « petit restaurant » qu'elle a géré avec son mari :

Je pense qu'on avait rentré pour une cinquantaine de piastres de stock. Pas grand-chose : un petit peu de bonbons, un petit peu de cigarettes, un petit peu de ci, un petit peu de ça. Pas grand-chose. On a tenu rien qu'un an⁴⁰¹.

Une deuxième de ses informatrices préparait, pendant la guerre, « des fèves au lard et du beurre d'érable (avec de la cassonade achetée au marché noir), que son mari vendait 25 c le contenant à l'épicerie où il travaillait »⁴⁰². Une troisième précise

On n'avait pas beaucoup d'argent. Je faisais du nid d'abeilles pour les robes d'enfants. [...] J'ai toujours fait quelque chose dans la couture pour faire de l'argent. J'ai cousu quasiment pendant trente ans.⁴⁰³

Enfin, une dernière ajoute

Moi, je travaillais. Je cousais pour le monde, je tricotais, puis je faisais tout pour joindre les deux bouts. [...] Je faisais de la couture, du tricot pour le monde, des petites robes ; je tricotais des bas, des mitaines, je nattais des tapis, 15 c pour des mitaines tricotées, 35 c pour des bas, 1,25 c pour un tapis natté, c'était pas une fortune. Seulement que pour moi là, ça m'aidait beaucoup⁴⁰⁴.

⁴⁰⁰ Denyse Baillargeon, *Ménagères*, p. 139.

⁴⁰¹ *Ibid.*, p. 140.

⁴⁰² *Ibid.*, p. 141.

⁴⁰³ *Ibid.*, p. 142.

⁴⁰⁴ *Ibid.*, p. 143.

Cependant, contrairement à ces témoignages qui n'évoquent que de toutes petites activités lucratives menées très temporairement pour « boucler le budget familial », les conférencières de l'AFA évoquent, systématiquement, les « succès » de ces entrepreneures qui s'engagent dans la mise en place d'un commerce de plus grande envergure.

Loin de se contenter de souligner les humbles motivations des femmes qui lancent leur entreprise, comme remplacer un pourvoyeur absent, les conférencières insistent également sur d'autres raisons qui peuvent pousser les femmes à entrer dans le monde des affaires, comme « donner plus de satisfaction à ses goûts », combler un manque de services disponibles, atteindre une certaine « aisance » voire même « faire beaucoup d'argent »⁴⁰⁵. Plus précisément, Mme Raoul Vennat explique être arrivée de France à Montréal en 1904 alors que « rien ne [lui] laissait prévoir qu'[elle] ne [s'] occuperai [t] d'autres choses que de [son] chez [elle] »⁴⁰⁶. Quelques années plus tard, en 1911, alors qu'elle « déplora[it] le peu d'assortiments des rayons d'ouvrages de dames dans les grands magasins », elle conçut un premier catalogue de patrons de broderies et dentelles qui, selon elle, força les grands magasins à ajuster leur offre :

Les journaux l'annoncèrent ; il parut, et l'effet s'en fit sentir de suite chez Morgan qui, probablement vexé d'une telle hardiesse et comprenant qu'il y avait quelque chose à faire dans notre grande ville, augmenta son rayon. Scroggie, ne voulant pas se laisser marcher dessus, en fit autant, en moins d'un an, l'assortiment s'offrit au public. Deux ans après, j'augmentais le volume de mon catalogue et ces grandes maisons ouvrirent également un département d'étampage [...] En 1914, je publiai un autre catalogue plus intéressant, et c'est alors que Corticelli augmenta, lui aussi, son département dans cette ligne. Tout le monde se remuait. La guerre arriva et vous savez l'appel qui fut fait aux femmes de bonne volonté pour confectionner une foule de choses pour nos soldats [...] Puis la guerre prit fin. [...] [J]'eus alors l'idée de publier un feuillet destiné à faire continuer cette coutume du travail féminin. J'ai fait ce que j'ai pu pour rendre faciles certains travaux destinés à l'autel⁴⁰⁷.

⁴⁰⁵ Trestler-Mongenais, « Vers quelles spécialités commerciales se dirigent les patronnes – Le rôle du petit commerce - Nécessité de le protéger », *La Bonne Parole*, mai 1927, p. 12; Mme Léon de la Haye, « Conférence donnée à l'Association des femmes d'affaires », *La Bonne Parole*, juillet 1928, p. 13.

⁴⁰⁶ Mme Raoul Vennat, « La dentelle, causerie donnée à l'Association des Femmes d'affaires », *La Bonne Parole*, février 1928, p. 11.

⁴⁰⁷ *Ibid.* Il s'agit des deux grands magasins Morgan Henri & Co Limited et Scroggie W.H. Limited, situés tous les deux sur la rue Sainte-Catherine Ouest, et de l'usine de textile Belding, Paul, Corticelli Limited située dans le quartier Pointe-Saint-Charles, près du canal Lachine. *Annuaire de commerce Lovell*, 1912, Alphabetical directory. et Elizabeth Sifton, « Montreal's Fashion Mile : St

Son discours trahit sa prétention d'avoir été l'initiatrice et la grande spécialiste de l'art de la broderie et de la dentelle à Montréal. Elle précise que, selon elle, pour mettre sur pied une maison d'affaires, il suffit de ne « jamais se décourager, jamais se laisser arrêter par les nombreuses embûches [...] [ne pas être] téméraire ni trop hardie [et] il faut avoir confiance en soi »⁴⁰⁸. Mme M-A Côté-Marcotte, propriétaire d'un commerce de détail d'étoffes et de tissus et présidente de l'AFA en 1918-1919, quant à elle, estime que

le plus souvent [l'entrepreneure] débute dans un quartier excentrique [sic] de la ville, loin de la concurrence des grands magasins. [...] [et] que la femme qui possède un peu de capital, du talent pour les affaires et de la prudence parvient généralement à se créer une situation enviable dans le commerce. Sans atteindre à une très grande richesse [sic], généralement, elle vit honorablement, élève ses enfants en leur donnant une bonne éducation et se crée une position sûre. [...] La femme, dans la conduite de son commerce, comme dans celle de sa maison, doit déployer et surtout cultiver l'ordre et l'économie qui lui apporteront la fortune, ou du moins l'aisance, en récompense⁴⁰⁹.

Ces deux conférencières considèrent que ces activités entrepreneuriales, menées avec confiance, prudence et patience, peuvent être suffisamment rémunératrices pour atteindre « l'aisance » voire même apporter la « fortune » et la reconnaissance du monde des affaires. Enfin, Mme Léon de la Haye (propriétaire d'un petit commerce de détail puis investisseuse dans l'immobilier et fondatrice de l'AFA) relate sa propre activité qui témoigne d'un pur but lucratif :

Voilà comment j'ai commencé, à l'âge de dix-huit ans, avec un bien petit capital. Cependant, à vingt-quatre ans, je partais pour New York, en voyage d'affaires [...] Je vous dirais, Mesdames, que, depuis l'âge de vingt ans, j'ambitionnais de devenir propriétaire ; et comme j'avais pu économiser assez d'argent pour pouvoir le devenir, j'avais acheté une propriété que j'ai revendue avec un bon bénéfice. De ce moment [sic], j'eus l'idée de commencer à acheter et revendre ; voilà pourquoi je décidais d'abandonner mon magasin auquel je m'étais pourtant attachée et que j'avais tenu avec agrément pendant vingt-six ans⁴¹⁰.

Catherine Street, 1890-1930 », dans Alexandra Palmer, dir., *Fashion : A Canadian Perspective*, Toronto, University of Toronto Press, 2004, pp. 203-228, pp. 205-206 et 216.

⁴⁰⁸ Mme Raoul Vennat, *ibid.*

⁴⁰⁹ Mme M-A Côté-Marcotte, « Vers quelles spécialités commerciales se dirigent les patronnes – Le rôle du petit commerce », *La Bonne Parole*, mai 1927, p. 11.

⁴¹⁰ Mme Léon de la Haye, « Conférence donnée à l'Association des femmes d'affaires », *La Bonne Parole*, juillet 1928, p. 13. Notons que nous n'avons pas retrouvé l'objet exact de son commerce de détail

La conférencière présente son succès sans faire référence à aucune obligation familiale. Le petit commerce ne serait, pour elle, qu'un tremplin pour accumuler un capital financier à investir dans l'immobilier, ce qu'elle considère comme son objectif ultime puisqu'« il y a plus de profits possibles dans la propriété que dans le commerce général »⁴¹¹. En conclusion, elle encourage ses consœurs à simplement « débiter humblement [et] devenir riches »⁴¹².

Ces différents témoignages dévoilent ainsi le portrait de Montréalaises qui, malgré la diversité de leurs motivations initiales, se lancent en affaires entre 1920 et 1945 et atteignent des « succès » commerciaux tels que définis par Lewis, notamment « investing capital in a business venture [...] expanding or diversifying their trades [...] spending money on advertising, developing innovative sales »⁴¹³. En effet, les deux premiers textes des conférencières de l'AFA perpétuent la conviction selon laquelle l'entrée dans le monde des affaires n'est, pour la plupart de femmes, qu'un moyen de survie, une tactique comme une autre d'assurer un revenu familial. Il s'agit alors surtout des récits de femmes d'affaires qui s'expriment sur ce qu'elles pensent (ou constatent) être le parcours de commerçantes. Au contraire, les trois autres conférences de membres de l'AFA et les propriétaires qui diffusent la publicité de leurs commerces mettent en exergue leur volonté de participer activement aux échanges économiques capitalistes. Celles-ci ne se lancent pas dans n'importe quelle activité rémunératrice pour « boucler un budget familial » ni dans le petit commerce pour suppléer à un revenu masculin manquant. Elles s'assument, au contraire, pleinement comme commerçantes, propriétaires ou investisseuses d'un capital à faire fructifier. Leur appartenance à une classe sociale plus aisée, mais surtout leur « réussite » commerciale et financière leur donnent une assurance suffisante pour se considérer comme de véritables « femmes d'affaires ». Ces textes sont ceux de femmes qui

⁴¹¹ *Ibid.*

⁴¹² *Ibid.* Notons que, bien que nous n'ayons aucune donnée statistique pour Montréal, son expérience doit avoir été moins exceptionnelle que nous pourrions le penser *a priori*. En effet, d'une part, cette conférencière nomme huit autres membres de l'AFA qui ont comme elle investi dans l'immobilier. D'autre part, aux États-Unis, Kathy Peiss constate une hausse impressionnante de femmes comme courtières immobilières dans le courant du XX^e siècle puisque « from a handful of women in 1900, their numbers rose over nine thousand in 1920 to thirty thousand by 1952, in 1977, women were 44% of real estate brokers ». Il en est de même en Colombie-Britannique où le total de 23 agentes immobilières en 1921 passe à 208 en 1951 (Kathy Peiss, « "Vital Industry" », p. 239; Melanie Buddle, *The Business of Women : Marriage*, p. 78).

⁴¹³ Susan Ingalls Lewis, *Unexceptional Women*, pp. 120-121.

témoignent de leur propre parcours. Au contraire, les revues populaires ne mentionnent que très rarement des entrepreneures montréalaises et ne les présentent que comme des fondatrices d'«œuvres» ou de conseillères dépendantes de gérants masculins. Ce tableau ne suffit pas à circonscrire les véritables raisons pour lesquelles toutes les femmes qui se lancent en affaires le font et la réalité de leurs « succès » au tournant des années trente. En revanche, ils indiquent que toutes les entrepreneures montréalaises présentées dans ces revues démontrent des ambitions commerciales et atteignent, en ce domaine, le « succès ». La seule distinction entre ces femmes qui émerge de la confrontation entre les discours est leur identification. En effet, dans les discours énoncés au sujet des entrepreneures poussées par leur situation familiale et qui atteignent, de ce fait, un « succès » très relatif, aucun nom n'apparaît. Elles ne sont donc considérées que comme une collectivité anonyme. En revanche, celles qui exercent ce genre de profession en prenant un risque financier, animé par une ambition lucrative sont, elles, nommées. Elles sont donc considérées individuellement. Cette identification des femmes qui suivent ce parcours participe à leur « exceptionnalisation ». Dans les discours, elles apparaissent — et se perçoivent elles-mêmes — comme sortant du lot des commerçantes qui entreprennent dans le seul but de survivre, autrement dit comme des exceptions qui confirment une règle.

8.1.2. « La » femme dans le monde des affaires, la définition d'une exception (1944-1980)

À partir de 1944, à la suite de la rubrique « La femme dans le monde des affaires » de Lucette Robert évoquée précédemment, les récits relatifs aux entrepreneures montréalaises diffusés dans les revues populaires francophones, *La Revue moderne* et *La Revue populaire*, et à partir de 1960, dans *Châtelaine* et *Actualité*, se multiplient⁴¹⁴. Or, les carrières et les principales caractéristiques de ces femmes ou de leur entreprise sont relatées selon un schéma relativement identique. Elles connaissent des débuts commerciaux « humbles », mais rapidement couronnés de « succès ». Celui-ci est défini par la place que ces femmes prennent sur le marché en tant que productrices ou distributrices de biens ou de services, le caractère pionnier de leurs activités, l'exclusivité et le prix élevé des produits qu'elles proposent, l'appartenance de leur clientèle à une élite

⁴¹⁴ Lucette Robert, « La femme dans le monde des affaires - Duckett », *La Revue populaire*, décembre 1944, pp. 8-9.

et l'importance numérique du personnel qu'elles dirigent ainsi que leur participation au marché provincial, national, voire international. Il s'agit donc bien là de portraits de la petite minorité des femmes qui, selon Lewis, « réussissent » selon les termes capitalistes de « making money », voire même qui gèrent un commerce qui est ou pourrait être qualifié de « “the best” in their lines in the entire city »⁴¹⁵.

Ces portraits d'entrepreneures mettent en évidence, tout d'abord, leur rapide reconnaissance sur le marché. Par exemple, la couturière Marie-Paule Nolin, « après s'être fait la main en créant des robes pour ses amies [...] en présenta toute une collection. [...] Le lendemain elle était célèbre »⁴¹⁶. Il en est de même pour Lola Lanyi qui, trois ans après ses débuts, était sollicitée par « les petits salons des grands magasins de tout le pays [qui étaient] fiers d'[en] offrir [...] les chapeaux » ou pour la couturière Caty Lullier qui « se mit à dessiner ses vêtements pour [s]on plaisir [puis] ce fut la présentation d'une vraie collection »⁴¹⁷. Les artisanes également font connaître leur activité dans un cercle restreint avant de l'officialiser et de réussir à vendre leurs créations à plus grande échelle. Par exemple, Laura Price Dare commence par « imaginer des bibelots qui faisaient les délices de ceux qui étaient assez heureux pour les recevoir. On en redemandait. Ç'a été le commencement de l'atelier proprement dit »⁴¹⁸. Suzèle Carle, propriétaire d'une galerie d'art s'associe avec deux amies pour assurer la « mise de fonds » nécessaire pour acheter « un petit local » qui est « devenu quelque chose comme une institution dans notre Vieux-Montréal et dans nos cœurs... »⁴¹⁹. Suzanne Raymond, propriétaire de Visitour, s'associe également avec des amies pour « fonder une société qui organise des visites intelligentes sur la ville, tout en [lui] assurant un certain revenu [et cinq ans après], des demandes affluent de partout »⁴²⁰. Enfin, en 1980, les deux sœurs, Diane Cantin et Mireille Dumouchel, copropriétaires de l'entreprise Coco La Bine, résument leur parcours de manière encore plus contrastante :

⁴¹⁵ Susan Ingalls Lewis, *Unexceptional Women*, pp. 101-102.

⁴¹⁶ Lucette Robert, « Ce dont on parle - Nolin », *La Revue populaire*, décembre 1956, pp. 8-9.

⁴¹⁷ Catherine Beslin, « Femmes du Québec. Dix témoins de la génération nouvelle », *Châtelaine*, novembre 1966, pp. 39-44; « Trois contes de fées », *La Revue moderne*, novembre 1946, p. 49.

⁴¹⁸ Madeleine Caron, « Derrière le rideau », *La Revue moderne*, octobre 1945, p. 14.

⁴¹⁹ Monique de Gramont, « La Boutique Soleil », *Châtelaine*, septembre 1978.

⁴²⁰ Monique de Gramont, « Qui a dit que soixante ans était l'âge de la retraite ? Profil », *Châtelaine*, juin 1976, pp. 14-15.

Nous sommes parties avec 10 dollars en poche. Aujourd'hui, nos vêtements sont distribués dans une centaine de boutiques au Québec, trois en Ontario et notre chiffre d'affaires atteint 250 000 dollars !⁴²¹

Cette reconnaissance sur le marché ne se limite pas aux frontières d'un quartier, mais s'étend à l'ensemble de l'espace montréalais, de la province, du Canada, voire même à l'international. Ainsi, Mme Argentine a « la réputation d'une grande modiste de Montréal » ; Christiane Saad est « l'une des rares, sinon la seule, spécialiste en restauration de poupées à œuvrer au Québec » ; Mlle Joséphine Boucher est propriétaire de « la plus ancienne et la plus importante maison de musique, non seulement du Québec, mais aussi du Canada tout entier » ; Mme Claire Robert compte « parmi les meilleures modistes de chez nous et d'ailleurs » et, enfin, Anne-Marie Perron est « le couturier québécois le plus connu et le plus "porté" à travers le monde »⁴²². De leur côté, Lola Lanyi distribue ses chapeaux dans les « petits salons des grands magasins de tout le pays » et la clientèle de la modiste Yvonne Schmitt forme « l'élite élégante du pays »⁴²³.

L'importance donnée à ce critère d'appartenance à un marché international est accentuée par l'insistance mise sur les origines, la formation et les voyages qu'effectuent ces femmes d'affaires hors de Montréal. En effet, lorsque leurs origines sont mentionnées, il s'agit principalement de Françaises (de naissance ou par le mariage). Par exemple, Yvonne Schmitt est « la plus douée des modistes françaises établies chez nous » ; autant Lola Lanyi, modiste, que Josette Ghédin, esthéticienne, sont françaises et Édith Serei, également esthéticienne, est une « jeune femme d'origine hongroise, mariée à un Français »⁴²⁴. La raison principale pour laquelle l'origine française et parisienne a de l'importance est énoncée lors de la présentation de la couturière France Davies ; le fait

⁴²¹ Daniele Rudel-Tessier, « Les grandes dames de la mini-mode, Gens du pays », *Actualité*, juillet 1980, p. 77.

⁴²² « Mme Argentine », *La Revue populaire*, février 1947, p. 14; Louise Côté, « Ma fille au pays de Saad, Artisanat », *Châtelaine*, février 1980, p. 22; Lucette Robert, « La femme dans le monde des affaires - Boucher », *La Revue populaire*, janvier 1945, p. 54; « Jolies idées derrière la tête », *La Revue populaire*, novembre 1948, p. 85; Mireille Lemelin, « Tout sur tout - Perron », *Châtelaine*, mai 1970, p. 6.

⁴²³ « Trois contes de fées », *La Revue moderne*, novembre 1946, p. 49; Michelle Tisseyre, « Confidentiellement - Newman et Schmitt », *La Revue moderne*, avril 1956, p. 9.

⁴²⁴ Michelle Tisseyre, *ibid.*; « Trois contes de fées », *La Revue moderne*, novembre 1946, p. 49; Hélène Pilotte, « Le droit à la beauté », *Châtelaine*, août 1969, pp. 15-21 et 41-48; « La haute couture canadienne », *La Revue populaire*, novembre 1954, p. 58.

d'être une « Canadienne, née à Paris » impliquerait pour elle d'être « naturellement tentée par ce métier de haute-couture »⁴²⁵. Cette référence à Paris comme creuset de la mode et foyer de la haute-couture n'est propre ni à Montréal, ni aux années cinquante⁴²⁶. Elle s'étend, en effet, à l'échelle occidentale et date du XIX^e siècle avec la fondation de la Chambre syndicale de la couture parisienne en 1868⁴²⁷. La force de cette influence parisienne proviendrait de l'addition entre une haute qualification de ses couturières, des liens étroits tissés entre la haute-couture et les industries textiles, une législation protectionniste en termes de reproduction des modèles et un soutien gouvernemental important⁴²⁸. Par ailleurs, comme l'a étudié Alexandra Palmer, les années cinquante sont marquées par une recrudescence de cette domination de la « haute couture » parisienne sur la mode nord-américaine et au Canada alors que la Seconde Guerre mondiale y avait mis un frein. L'Association des couturiers canadiens, créée en 1954 sur le modèle de la Chambre syndicale parisienne, du fait d'une clientèle réduite, d'une main-d'œuvre moins qualifiée et d'une production restreinte de matériaux de qualité, n'arrivera jamais à supplanter cette influence européenne⁴²⁹.

Par ailleurs, à défaut d'en être originaires, d'autres femmes d'affaires présentées dans les revues populaires ont souvent suivi une formation dans leur domaine en Europe (surtout à Paris) ou aux États-Unis. Par exemple, Lola Lanyi, modiste, France Davies, couturière, Rita Caron, propriétaire du magazine « Prestiges » et Édith Serei et Josette Ghédin, esthéticiennes, ont toutes suivi, à Paris, des cours dans des écoles privées de mode, de haute-couture, de dermatologie, d'esthétique ou de « visagisme »⁴³⁰. France Davies ajoute à son parcours un « voyage d'études » en Italie ; Stella Adam, couturière, un

⁴²⁵ Lucette Robert, « Ce dont on parle - Davies », *La Revue populaire*, avril 1951, pp. 8-9.

⁴²⁶ On la retrouve notamment à Bruxelles au tournant et au début du XX^e siècle. Véronique Pouillard, *Hirsch & Cie, Bruxelles, 1869-1962*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2000.

⁴²⁷ Alexandra Palmer, *Couture and Commerce*, p. 13 et s.

⁴²⁸ Jeannette A. Jarnow et Beatrice Judelle, *Inside the Fashion Business*, New York, John Wiley & Sons Ltd, 1965, pp. 89-90. Cité dans Alexandra Palmer, *Couture and Commerce*, p. 14.

⁴²⁹ Alexandra Palmer, « The ACC », pp. 90-112, p. 98.

⁴³⁰ « Trois contes de fées », *La Revue moderne*, novembre 1946, p. 49; Lucette Robert, « Ce dont on parle - Davies », *La Revue populaire*, avril 1951, pp. 8-9; Odette Oligny, « Premier Plan, Rita Caron, femme d'action et grande voyageuse », *La Revue moderne*, mars 1960, p. 5; Hélène Pilote, « Le droit à la beauté », *Châtelaine*, août 1969, pp. 15-21 et 41-48.

« apprentissage dans des maisons européennes » et Brigitte Therrien, artisane souhaite « pass[er] quelque temps en Europe où elle espère découvrir de nouvelles techniques de broderie et de tapisserie »⁴³¹. Les artisanes ou les propriétaires d'autres types d'entreprise, quant à elles, se tournent davantage vers les États-Unis. Par exemple, Laura Price Dare, artisane de « bibelots » a suivi des cours « à Montréal [et] plus tard à New York » ; Mlle Éva Côté, agent de change, « a fait ses études [à Montréal et] [...] à Philadelphie » ; Lorraine Beauregard, propriétaire d'une boutique de cadeaux, a été élève de l'École des Arts et de la Décoration en Californie et Christiane Saad, a suivi un « apprentissage par correspondance conçu *in California* »⁴³². Ces séjours à Paris ou à New York sont également effectués dans une optique véritablement commerciale, qu'il s'agisse de s'inspirer de ce qui s'y fait dans le domaine de la mode ou de s'y procurer des matériaux spécifiques. Par exemple, Mme P-G. Duckett (alias Alice) va régulièrement en France « comme toutes les modistes célèbres » ; Stella Adam, couturière, est évoquée alors qu'elle « revient de Paris où elle a vu toutes les collections [...] et rapporté les cloches et les turbans, les bérets et les toques fleuries » et Mme Jane Harris « présente des modèles qui proviennent d'Écosse » et des « exclusivités de grands couturiers parisiens »⁴³³. Par ailleurs, la modiste Lola Lanyi se procure ses matériaux de créations aux « mêmes endroits new-yorkais où s'approvisionnent [...] [les] grands chapeliers américains » et un voyage en Europe et de fréquents séjours à New York permettent à Mme Claire Robert d'offrir des chapeaux réalisés avec « ce qu'il y a de mieux en Europe et en Amérique »⁴³⁴. Enfin, Lorraine Beauregard parcourt régulièrement l'Europe afin de fournir sa boutique « de cadeaux rares : émaux de Limoges, cristaux de Daum, de Lalique, de Baccarat, verres de Murano, dentelles de Venise, napperons en rabane d'Italie [et] étains scandinaves »⁴³⁵.

⁴³¹ Lucette Robert, *ibid.*; Lucette Robert, « Ce dont on parle - Adam », *La Revue populaire*, avril 1957, pp. 8-9; Catherine Lord, « Les Pénélopes 73 », *Châtelaine*, octobre 1973, pp. 42-43 et 68-73.

⁴³² Madeleine Caron, « Derrière le rideau », *La Revue moderne*, octobre 1945, p. 14; Thérèse Fournier, « Initiative féminine », *La Revue populaire*, septembre 1946, p. 83; Lucette Robert, « Ce dont on parle », *La Revue populaire*, octobre 1957, p. 45; Louise Côté, « Ma fille au pays de Saad, Artisanat », *Châtelaine*, février 1980, p. 22.

⁴³³ Lucette Robert, « La femme dans le monde des affaires - Duckett », *La Revue populaire*, décembre 1944, pp. 8-9; Lucette Robert, « Ce dont on parle - Adam », *La Revue populaire*, avril 1957, pp. 8-9; Michelle Tisseyre, « RDV avec Michelle Tisseyre », *La Revue populaire*, juillet 1961, pp. 6-7.

⁴³⁴ « Trois contes de fées », *La Revue moderne*, novembre 1946, p. 49; « Jolies idées derrière la tête », *La Revue populaire*, novembre 1948, p. 85.

⁴³⁵ Lucette Robert, « Ce dont on parle - Beauregard », *La Revue populaire*, octobre 1957, p. 45.

En plus de relater le processus de « réussite » rapide de ces entrepreneures dans un monde des affaires relativement large et de souligner leurs ambitions de s'y maintenir, ces textes mettent aussi en évidence différentes preuves de leurs succès : le caractère pionnier des activités, l'exclusivité et le prix élevé des produits offerts, l'appartenance de la clientèle à la haute bourgeoisie et l'importance, en termes numériques, du personnel dirigé. Sur le premier point, par exemple, les articles insistent pour dire que Marie-Paule Nolin tient « la première grande maison de couture au Canada » ; que Lucille Faucher, dessinatrice de prêt-à-porter, est « connue pour le caractère précurseur de ses initiatives » ; qu'Anne-Marie Perron a ouvert « la première boutique Masculin-Féminin » et que Louise Myette, agente littéraire, fait, quant à elle, un « travail de pionnier »⁴³⁶. Concernant l'exclusivité et le prix élevé des produits, l'exemple de la modiste Lola Lanyi est éloquent. En effet, selon le reportage publié à son sujet, elle « confectionne rarement plus de cinq chapeaux du même modèle » afin d'en assurer « l'exclusivité » à ses clientes ceux-ci étant vendus « entre \$35 et \$60 » alors qu'à ses débuts, elle confectionnait « des chapeaux à raison de \$1,25 pour un chapeau en série, et \$3,50 pour un modèle exclusif »⁴³⁷. Il en est de même pour Laura Price Dare, artisane de « bibelots », qui fait des articles en « série limitée », ce qui fait que « l'exclusivité y gagne et le talent aussi » ou encore pour Caty Lullier dont les pyjamas « se vendent de \$150 à \$600 »⁴³⁸. Concernant l'appartenance sociale de la clientèle, celle de Marie-Paule Nolin est considérée comme « la plus importante de Montréal » et ses robes sont portées par « des ambassadrices et des femmes

⁴³⁶ Lucette Robert, « Ce dont on parle - Nolin », *La Revue populaire*, octobre 1947, pp. 8-9; Mireille Lemelin[?], « Tout sur tout - Faucher », *Châtelaine*, septembre 1970, p. 14; Michèle Serre, « Enfin l'homme mode », *Actualité*, mars 1972, pp. 40-47; Daniel Pérusse, « La gérante arts et lettres, Gens du pays », *Actualité*, octobre 1980, pp. 77-78. Notons, sur ce point que, ce qui pourrait n'être que deux anecdotes peut apparaître symptomatique de l'importance exagérée donnée au caractère novateur de l'entreprise sans pour autant que celui-ci ne traduise la réalité. En effet, en 1960, Rita Caron est considérée comme « la première » à avoir donné des conseils de beauté aux femmes par le biais de la radio alors qu'en 1935, Mme Claudette de Sèves était déjà « bien connue de la population canadienne-française par ses causeries sur la beauté au poste [de radio] CKAC ». De plus, Josette Ghédin aurait fondé, en 1961, « la première école canadienne d'esthétique » à Montréal alors qu'il apparaît que, déjà en 1960, Édith Serei avait fondé une première école d'esthéticiennes-visagistes à Montréal Odette Oigny, « Premier Plan, Rita Caron, femme d'action et grande voyageuse », *La Revue moderne*, mars 1960, p. 5; Mme Claudette de Sèves, « Courrier de beauté », *La Revue populaire*, février 1935, p. 58.; « Josette Ghédin se présente », *Actualité*, mai 1969; Hélène Pilotte, « Le droit à la beauté », *Châtelaine*, août 1969, pp. 15-21 et 41-48.).

⁴³⁷ « Trois contes de fées », *La Revue moderne*, novembre 1946, p. 49.

⁴³⁸ Madeleine Caron, « Derrière le rideau », *La Revue moderne*, octobre 1945, p. 14; Catherine Beslin, « Femmes du Québec. Dix témoins de la génération nouvelle », *Châtelaine*, novembre 1966, pp. 39-44.

du monde officiel et de la haute finance », soit « les Montréalaises les plus élégantes »⁴³⁹. Dans un sens similaire, les chapeaux de Lola Lanyi sont distribués à des « clientes cossues » tandis que Mme Argentine s'adresse à une clientèle « nombreuse et choisie »⁴⁴⁰. Enfin, il est aussi précisé que Marie-Paule Nolin a « 14 ouvrières », que Laura Price Dare, artisane, gère deux employées et que, pour assurer le service de vente de sa boutique de cadeaux, Lorraine Beauregard a des « vendeuses souriantes »⁴⁴¹.

Les souhaits de certaines entrepreneures de faire croître leurs affaires sont également évoqués. Par exemple, Henriette Genest et Brigitte Therrien, artisanes, aspirent, l'une à préparer elle-même la laine produite par les moutons de son frère et à la teindre et l'autre à ouvrir « une boutique d'artisanat » ; Suzèle Carle, galeriste, formule des projets d'agrandissement avec la création d'un atelier afin d'« augmenter l'efficacité [et] grossir, un tout petit peu la production et d'offrir des collections à des prix encore plus abordables » ; Diane Cantin et Mireille Dumouchel, copropriétaires de l'entreprise Coco La Bine, elles, ne le feront que « lentement, au fur et à mesure qu'elles ont l'argent pour le faire »⁴⁴². D'autres, plus ambitieuses, réalisent de plus grands rêves. Par exemple, en 1969, Édith Serei prévoit, après en avoir fondé à Montréal, Québec, Ottawa, Sherbrooke et Toronto, ouvrir une nouvelle école d'esthéticiennes-visagistes à Vancouver⁴⁴³. Deux ans plus tard, Francine Vandelac, tricoteuse, explique sa volonté de transformer son entreprise, initialement artisanale, en une manufacture :

J'ai vraiment débuté à 20 ans. [...] J'aimais beaucoup crocheter et tricoter, j'ai voulu en faire mon métier. Après avoir suivi des cours en Haute Couture, j'exposai mes créations dans une boutique du Vieux Montréal. J'y suis restée

⁴³⁹ Lucette Robert, « Ce dont on parle - Nolin », *La Revue populaire*, mars 1945, pp. 10-11; Lucette Robert, « Ce dont on parle - Nolin », *La Revue populaire*, octobre 1947, pp. 8-9; Michelle Lasnier, « Un métier de femme, des risques d'hommes. 25 ans de haute couture et de haute lutte: Marie-Paule », *Châtelaine*, février 1962, pp. 30-31; Isabelle, « Marie-Paule Nolin », *La Revue populaire*, octobre 1963, pp. 12-13.

⁴⁴⁰ « Trois contes de fées », *La Revue moderne*, novembre 1946, p. 49; « Mme Argentine », *La Revue populaire*, février 1947, p. 14.

⁴⁴¹ Lucette Robert, « Ce dont on parle - Nolin », *La Revue populaire*, mars 1945, pp. 10-11; Madeleine Caron, « Derrière le rideau », *La Revue moderne*, octobre 1945, p. 14; Lucette Robert, « Ce dont on parle - Beauregard », *La Revue populaire*, octobre 1957, p. 45.

⁴⁴² Catherine Lord, « Les Pénélopes 73 », *Châtelaine*, octobre 1973, pp. 42-43 et 68-73; Monique de Gramont, « La Boutique Soleil », *Châtelaine*, septembre 1978; Daniele Rudel-Tessier, « Les grandes dames de la mini-mode, Gens du pays », *Actualité*, juillet 1980, p. 77.

⁴⁴³ Hélène Pilotte, « Le droit à la beauté », *Châtelaine*, août 1969, pp. 15-21 et 41-48.

un an à vendre mes tricots. Je faisais tout moi-même, finition, doublure, etc. Ça m'a permis d'apprendre à connaître le public, à lui répondre, à deviner leur [sic] besoin. L'expérience acquise m'a permis de viser plus haut, c'est-à-dire d'ouvrir ma propre boutique [...] J'arrive encore à un tournant. Je vais fermer ma boutique cet été et je me lance dans la manufacture [sic]. [...] Je veux vendre à des grandes maisons à travers le Canada et les États-Unis [...] Et puis je veux visiter les usines de tricots américains ou européens. [...] Dans mon métier, il faut se renouveler⁴⁴⁴.

À partir de 1960, certains discours relatifs à l'entrepreneuriat féminin montréalais ajoutent des éléments supplémentaires qui témoignent du « succès » commercial de ces femmes. Tout d'abord, dans le contexte de la « Révolution tranquille » — et du néonationalisme tant canadien que québécois —, certaines Montréalaises sont présentées comme prenant activement part, en tant qu'entrepreneures, à l'affirmation d'une beauté, d'une haute couture et d'un artisanat « typiquement canadiens » ou « typiquement québécois »⁴⁴⁵. Leur origine, leur formation et leur inspiration canadienne ou canadienne-française, sont alors mentionnées comme des preuves de la qualité autant de leurs entreprises que des produits et des services qu'elles proposent. Les textes mentionnent, par exemple, que Rita Caron, propriétaire de la revue « Prestige », est « née à Montréal », que Francine Vendelac, artisane, est « jeune et canadienne-française » et que Suzanne Raymond, propriétaire d'une société de visites guidées du Vieux-Montréal, est « issue d'une vieille famille canadienne-française »⁴⁴⁶. D'autres extraits précisent que Stella Adam « née à Montréal, [...] fut élevée dans l'Ouest canadien [mais qu'] elle est parfaitement bilingue, parle notre langue de manière délicieuse et aime sincèrement le Canada français » et que Mme Jane Harris est une « Anglaise [mais] établie au Canada depuis vingt ans »⁴⁴⁷. De plus, le « succès » de Marielle Fleury, une « jeune couturier canadien » qui s'est formée « aux écoles des Beaux-Arts et des Arts et métiers de Montréal » s'expliquerait par le fait que

⁴⁴⁴ Francine Vendelac, « Mlle Interroge », *Mlle Actualité*, été 1971.

⁴⁴⁵ Cette double construction identitaire, canadienne et québécoise, dans les années 1960, est mise en exergue par José E. Igartua, *The Other Quiet Revolution*.

⁴⁴⁶ Odette Oigny, « Premier Plan, Rita Caron, femme d'action et grande voyageuse », *La Revue moderne*, mars 1960, p. 5; Francine Vendelac, « Mlle Interroge », *Mlle Actualité*, été 1971; Monique de Gramont, « Qui a dit que soixante ans était l'âge de la retraite ? Profil », *Châtelaine*, juin 1976, pp. 14-15.

⁴⁴⁷ Lucette Robert, « Ce dont on parle - Vennat », *La Revue populaire*, août 1957, pp. 6-7; Michelle Tisseyre, « RDV avec Michelle Tisseyre », *La Revue populaire*, juillet 1961, pp. 6-7.

toute jeune encore [...] elle a su trouver sa personnalité, elle s'est identifiée à un genre. Cette personnalité, ce genre sont essentiellement canadiens. Cette artiste a, en effet, puisé son inspiration dans nos traditions artisanales. Toutes ses créations ont une teinte canadienne, ce qui ne veut pas dire qu'elles soient le moins vieux jeu. Marielle Fleury a su renouveler ses traditions⁴⁴⁸.

L'année suivante, en 1961, Marielle Fleury est qualifiée d'« étoile montante de la haute couture canadienne » et ses créations de « typiquement québécoises »⁴⁴⁹. Parallèlement, l'esthéticienne Édith Serei est considérée comme une actrice importante du développement d'un marché de cosmétiques « typiquement canadien » comparable à celui de la « mode typiquement canadienne, créée par des couturiers de chez nous qui connaissent la femme du Canada, son type et sa véritable personnalité »⁴⁵⁰. En 1969, un article qui lui est consacré affirme que Vali « prend à cœur l'essor de cette industrie au Canada et [que], dans son esprit, le succès de son entreprise y est relié »⁴⁵¹. Dans un autre texte, Francine Vandelac indique qu'en tant que « jeune et canadienne-française », elle est soutenue dans son entreprise par le ministère provincial de l'Industrie et du Commerce qui « s'occupe de promouvoir la mode canadienne à l'étranger et au Québec »⁴⁵². Ces deux dernières citations montrent que si la participation des entrepreneures au développement d'une industrie proprement canadienne ou québécoise est importante, elles doivent aussi, idéalement, le faire à une échelle provinciale voire internationale.

C'est aussi à partir du début des années 1960 que quelques textes évoquent la réalité de certaines entrepreneures animées par un souci de développement personnel plus que par des ambitions purement commerciales. En effet, en 1962 par exemple, Jeanne Dansereau publie dans *Châtelaine*, un texte au sujet des « femmes désireuses d'arrondir le budget familial », mais qui « s'empressent de déclarer qu'elles ne travaillent pas seulement pour l'argent »⁴⁵³. Il s'agit notamment de la couturière incapable d'« imposer un tarif raisonnable pour ses services », de la brodeuse qui « tire de ce travail \$10 par semaine,

⁴⁴⁸ Michelle Tisseyre, *ibid.*

⁴⁴⁹ Renée Pelletier-Rowan, « La mode avec un grand M », *La Revue populaire*, avril 1961, pp. 6-7.

⁴⁵⁰ Claire P. Gagnon, « Création canadienne », *La Revue populaire*, février 1963, pp. 22-23.

⁴⁵¹ Johanne Pichette, « Tout sur tout - Vali », *Châtelaine*, février 1969, p. 13.

⁴⁵² Francine Vendelac, « Mlle Interroge », *Mlle Actualité*, été 1971.

⁴⁵³ Jeanne Dansereau, « Est-il rentable d'exercer un métier à domicile? », *Châtelaine*, octobre 1962, pp. 30-31 et 86-90.

pour environ 20 heures de travail » ou encore de la propriétaire d'un commerce de lingerie et mercerie qui « retire encore de son commerce [à peine ?] une moyenne de 30 \$ à 35 \$ par semaine »⁴⁵⁴. Ce travail leur permettrait surtout « d'apprendre, de se spécialiser, de se perfectionner [...] [Il] a le mérite de les tirer de la monotonie des besognes domestiques » et est, pour certaines d'entre elles, l'expression de leur ambition d'un jour « se faire un nom »⁴⁵⁵. Cependant, ironie du texte, aucune de ces femmes n'est nommée. Cet exemple traduit donc la conception de l'entrepreneuriat féminin selon lequel si la femme ne réussit pas très vite à se faire reconnaître sur le marché montréalais et à gagner suffisamment d'argent pour en vivre, elle n'est pas considérée comme une entrepreneure en tant que telle et ne mérite donc pas d'être présentée. Un second exemple est la petite mention, publiée en 1972, au sujet de Colette Adam qui « a travaillé quinze ans comme secrétaire [...], a suivi pendant trois années des cours du soir [...] [puis] rassemblé toutes ses économies et réalisé le rêve de sa vie : une boutique de prêt-à-porter »⁴⁵⁶. Enfin, un troisième exemple plus éloquent encore est l'article de Catherine Lord publié dans *Châtelaine* en 1973 sur l'artisanat féminin. Elle y évoque Henriette Genest, artisane, qui

a commencé par réaliser 80 verges de napperons. Puis, petit à petit, répondant aux commandes de ses amis et à ses propres envies, elle s'est lancée dans la création de gros coussins en pure laine. [...] Au bout d'un an [elle] était prête à acheter un second métier et à investir à nouveau \$600 dans l'achat de différents accessoires⁴⁵⁷.

Elle explique aussi le parcours de Denise Sisto qui « travaille d'abord pendant des semaines à fabriquer un patron de lapin, qui [...] devient un beau jour le point de départ d'une merveilleuse poupée de chiffon » ou encore de Brigitte Therrien qui a mis au point « une technique qui lui permet de fabriquer au crochet de grands sacs à main fourre-tout [...] qui se vendent bien »⁴⁵⁸. Il est, ailleurs, également question des ébénistes Solange Saint-Amour ou Solange et Margie, la première qui « s'en sort », mais sans plus, et fait surtout partie des « artistes qui sacrifient à leur passion le confort et même le minimum vital » alors que les deux autres possèdent un atelier qui « après un an de graves difficultés

⁴⁵⁴ *Ibid.*

⁴⁵⁵ *Ibid.*

⁴⁵⁶ Catherine Lord, « Tout sur tout - Adam », *Châtelaine*, juillet 1972, p. 8.

⁴⁵⁷ Catherine Lord, « Les Pénélopes 73 », *Châtelaine*, octobre 1973, pp. 42-43 et 68-73.

⁴⁵⁸ *Ibid.*

[...] [est devenu] une entreprise viable »⁴⁵⁹. Enfin, comme dernier exemple, citons le fait que « La Librairie des Femmes » de Lise Cuillèrier, Claude Krynski et Louise Neveu, n'est qualifiée que de « modeste gagne-pain »⁴⁶⁰. Le cheminement de toutes ces entrepreneures apparaît donc plus long et plus ardu, notamment en raison du travail nécessaire pour créer un nouveau produit ou pour rassembler le capital de départ essentiel pour lancer leur entreprise, et parce que les « succès » qui couronnent leurs efforts sont souvent plus modestes.

Enfin, l'autre côté du miroir — la cessation d'affaires — n'est dévoilé que dans trois récits datant du début des années 1960 et de la fin de la période et mettant en scène quatre entrepreneures, à savoir Joanie Flynt, fleuriste, Jane Harris, vendeuse de prêt-à-porter, Suzèle Carle, galeriste et Marie-Paule, couturière. Cependant, seule la première met un terme à ses activités commerciales de manière définitive à la suite d'« un incendie [qui] a tout anéanti en quelques minutes, en ne laissant que les dettes »⁴⁶¹. Les trois autres n'ont cessé que temporairement leur entreprise, l'une « pour raisons de santé »⁴⁶², l'autre à cause « de vols et vandalismes dont sa boutique a fait l'objet »⁴⁶³ et la dernière en raison du loyer « exorbitant » de son nouveau salon de couture qui avait « engouffré \$50.000 en trois ans »⁴⁶⁴. Ces exemples ne mentionnent donc que des éléments de fatalité, indépendants de la volonté des entrepreneures. Ils ne sont surtout que très rapidement mentionnés, dans le premier cas dans le cadre d'un article portant sur la rue Saint-Denis et dans les trois autres cas dans des reportages consacrés aux entrepreneures concernées. L'échec n'y est évoqué que pour souligner le mérite de celles qui l'ont surmonté.

Ainsi donc, les portraits d'entrepreneures montréalaises diffusés dans les revues populaires francophones, *La Revue moderne*, *La Revue populaire*, *Châtelaine* et *Actualité*

⁴⁵⁹ Françoise R. Deroy-Pineau, « La fille au bois vivant », *Châtelaine*, juillet 1978, pp. 44-45 et 63-67; Catherine Lord, « Pas de nègres, pas de femelles », *Actualité*, avril 1977, p. 14.

⁴⁶⁰ Thérèse Duval-Le Monnier, « Des femmes libraires rue Saint-Denis », *Châtelaine*, novembre 1979, p. 12.

⁴⁶¹ Françoise-R Deroy-Pineau, « Grouillante Rue St-Denis », *Châtelaine*, avril 1980, pp. 56-61 et 86-90.

⁴⁶² Michelle Tisseyre, « RDV avec Michelle Tisseyre », *La Revue populaire*, juillet 1961, pp. 6-7.

⁴⁶³ Monique de Gramont, « La Boutique Soleil », *Châtelaine*, septembre 1978.

⁴⁶⁴ Michelle Lasnier, « Un métier de femme, des risques d'hommes. 25 ans de haute couture et de haute lutte: Marie-Paule », *Châtelaine*, février 1962, pp. 30-31.

entre 1944 et 1980, sont relativement uniformes. Ils correspondent davantage à un idéal qu'au dévoilement de la multitude d'expériences vécues par les entrepreneures. Elles ont commencé leurs activités dans un cercle restreint, mais ont été rapidement reconnues sur le marché. Elles sont des pionnières dans leur domaine, offrent des produits exclusifs et à prix élevé, s'adressent à une clientèle bourgeoise et dirigent du personnel. Leur participation à la dynamique économique dépasse celle de leur quartier, voire même de Montréal ou de la province. Elles sont originaires d'Europe ou des États-Unis, s'y sont formées ou y séjournent régulièrement pour se procurer inspiration ou matières premières. Certains de ces arguments rappellent donc ceux énoncés dans les publicités de l'entre-deux-guerres et viennent, de manière similaire, appuyer le caractère exceptionnel des commerces concernés et de leurs propriétaires. En effet, elles appartiennent à la dernière catégorie d'entrepreneures, telle que définie par Lewis, à savoir celles qui possèdent un commerce qualifié de « “the best” in their lines in the entire city »⁴⁶⁵. Certains textes publiés à partir de 1960 dévoilent cependant, d'une part, la contribution de certaines de ces entrepreneures à l'émergence et au développement d'une haute couture, d'une beauté ou d'un artisanat « canadiens » ou « québécois » et, d'autre part, l'existence d'entrepreneures dont l'ambition personnelle ne les amènerait qu'à de modestes succès. L'échec, quant à lui, est, finalement, le grand absent de ces portraits.

8.2. L'entrepreneuriat féminin montréalais sous l'angle du genre

Selon la citation de la rubrique « La femme dans le monde des affaires » de *La Revue populaire* évoquée en introduction, outre les « succès » commerciaux, le caractère « féminin » des entrepreneures montréalaises et de leurs activités — traduit notamment par leur rôle dans la vie familiale — apparaît comme un second pan crucial des descriptions des parcours de ces individus⁴⁶⁶. Sur ce plan en particulier, les historiennes Wendy Gamber et Kathy Peiss ont toutes deux étudié, pour le tournant du XX^e siècle aux États-Unis, l'entrepreneuriat féminin concentré dans des domaines dits « féminins ». Elles ont chacune apporté des réflexions importantes relativement à ce critère. La première propose

⁴⁶⁵ Susan Ingalls Lewis, *Unexceptional Women*, pp. 101-102.

⁴⁶⁶ Lucette Robert, « La femme dans le monde des affaires - Duckett », *La Revue populaire*, décembre 1944, pp. 8-9.

une analyse genrée du commerce de chapeaux et de vêtements de femmes à Boston entre 1860 et 1930⁴⁶⁷. Introduisant le concept de « female economy » dans l'étude économique des États-Unis, elle s'est interrogée sur la dynamique genrée interne à ce commerce entre les grossistes, en majorité des hommes, et les artisanes, détaillantes et clientes, en majorité des femmes, et de ses transformations au tournant du XX^e siècle. Kathy Peiss, quant à elle, traite, pour la même période, de l'avènement de ce qu'elle appelle l'« American beauty culture » déterminée non seulement par le développement du marché de masse, mais aussi par l'appropriation des produits cosmétiques par les femmes de la classe moyenne du fait, notamment, de l'activité entrepreneuriale de certaines d'entre elles⁴⁶⁸. Elle remet par ailleurs en question toute idée de hiérarchisation des domaines d'activités économiques à majorité masculine généralement considérés comme « vitaux » pour l'économie d'un pays et ceux, à majorité féminine, désignés comme « accessoires »⁴⁶⁹. En effet, ses recherches l'amènent à voir que si la « féminité » est un obstacle pour les femmes, elle fut aussi un tremplin extraordinaire pour certaines d'entre elles pour s'intégrer à la dynamique commerciale au même titre que les hommes⁴⁷⁰. En ce sens, elle déclare que

in the twentieth century, the feminine has been a sign not only of fashion, beauty, and domesticity [...] but a touchstone for notions of service, the brokerage of certain kinds of information [...] and temperaments or emotional qualities such as caring and orientation to the community. These are social and ideological construction usually seen as constraining women's economic opportunities, and indeed [...] they have. At the same time, 'the feminine' offered women – and men – a cultural resource for business strategies that, over the course of the twentieth century, became increasingly significant to the economy⁴⁷¹.

Nos propres résultats d'analyse confirment une concentration des entrepreneures qui font la publicité de leur commerce autant que de celles qui ont une mention biographique dans *La Bonne Parole*, les rapports annuels du MLCW et les revues populaires dans des secteurs et domaines d'activités très spécifiques. Ne correspondant pas à la réalité statistique de l'entrepreneuriat féminin, ces traces discursives forcent donc le

⁴⁶⁷ Wendy Gamber, *The Female Economy*.

⁴⁶⁸ Kathy Peiss, *Hope in a Jar*.

⁴⁶⁹ Kathy Peiss, « "Vital Industry" », p. 224; Wendy Gamber, *The Female Economy*.

⁴⁷⁰ Kathy Peiss, *ibid.*, p. 224; Wendy Gamber, *The Female Economy*.

⁴⁷¹ Kathy Peiss, *ibid.*, p. 224; Wendy Gamber, *The Female Economy*.

trait d'un intérêt présenté comme exclusif des entrepreneures pour un nombre restreint d'activités professionnelles dont notamment la couture, la chapellerie ou la beauté. Or, il s'avère que ces discours insistent, de plus, sur le fait que lesdits domaines d'activités sont considérés comme « féminins » et que les initiatives prises par ces entrepreneures sont justifiées par leurs rôles sociaux *en tant que femmes*.

La présente section s'intéresse à ces différents éléments textuels énoncés pour soutenir cette idée. Plus précisément, il s'agit, dans un premier temps, de se concentrer sur l'idée, véhiculée dans ces articles ou chroniques durant toute la période 1920-1980, selon laquelle les entrepreneures montréalaises se concentreraient exclusivement dans des domaines d'activités qui leur sont réservés *en tant que femmes* et qu'elles respecteraient l'ensemble des contraintes liées à cette identité de genre. Il est question, dans un second temps, de la manière dont ces mêmes documents et ceux de la Chambre de commerce traitent, à partir du début des années soixante, des entrepreneures qui sortent de cet univers féminin. Ces deux angles de vue permettent, une fois de plus, d'interroger la construction discursive du caractère exceptionnel de l'entrepreneuriat féminin et de ses transformations au fil du XX^e siècle.

8.2.1. Les entrepreneures qui correspondent aux critères de la « féminité »

Comme l'affirme Melanie Buddle dans son étude sur l'entrepreneuriat féminin en Colombie-Britannique,

if the business world was dominated by men and by manly characteristics such as aggression and competition, the way for women to assert their place in an entrepreneurial context was to stress that they could be businesslike in an appropriately feminine manner. [...] The media also stressed businesswomen's ladylike behaviour and appearance, emphasizing qualities that their readership could recognize as markers of femininity⁴⁷².

Dans le cas de Montréal, les discours des médias diffusés au début du XX^e siècle dans *La Bonne Parole* et, à partir de la seconde moitié de ce siècle, dans les revues populaires telles que *La Revue moderne*, *La Revue populaire*, *Châtelaine* et *Actualité* participent à cette même mise en exergue de la notion de « féminité » dans leurs présentations des entrepreneures. Ils y soulignent, en ce sens, leurs rôles de fille, d'épouse et de mère,

⁴⁷² Melanie Buddle, *The Business of Women : Marriage*, p. 122.

l'existence d'une frontière poreuse entre leurs sphères familiale et professionnelle et leur inscription dans un espace économique qui leur serait réservé *en tant que femmes*.

En effet, ces mentions d'entrepreneures montréalaises indiquent, tout d'abord, les rôles de fille, d'épouse ou de veuve de ces femmes. Par exemple, Mlle Joséphine Boucher, vendeuse de partitions de musique, est « la petite-fille du fondateur de la maison A-J Boucher » dont elle est devenue la propriétaire ; Mlle Éva Côté, agent de change, est la « fille de feu le docteur P.-S. Côté et de Mme Éva Circé, bien connue dans les lettres canadiennes sous le pseudonyme de Colombine » tandis que Marie-Paule Nolin, couturière, est « l'aînée des neuf enfants de l'avocat Charles-Auguste Archambault, d'Outremont »⁴⁷³. Cette référence à la paternité permet d'assurer la crédibilité sociale de l'individue. Avoir des parents fondateurs de l'entreprise désormais dirigée par leur descendante, connue en raison de leur profession ou parce qu'appartenant à la bourgeoisie d'Outremont équivalait à être née sous une bonne étoile et confirme, de manière sous-jacente, la fiabilité de celle qui en détient les rênes. Les articles mentionnent aussi le statut d'épouse lorsque la profession du mari représente un atout dans l'entrepreneuriat de la protagoniste. Ainsi donc, les couturières Marie-Paule Nolin et Caty Lullier sont, respectivement, les épouses de « M. Jean Nolin, publiciste et écrivain » et de Marc Lullier, « photographe de mode et de publicité » ; pour sa part, Édith Serei, esthéticienne, est « mariée à un Français, directeur et propriétaire d'une importante entreprise de textiles »⁴⁷⁴. L'identité du conjoint est par ailleurs également mentionnée lorsque l'entrepreneure est veuve et a repris l'entreprise familiale. Ainsi, Mme Annette-B. Vennat, propriétaire d'une boutique de dentelles, « est la veuve du lieutenant André Vennat mort glorieusement à Dieppe en 1942 ». Mme Alice Saint-Arnaud est « la veuve de M. Louis Saint-Arnaud » et Mme Angéline Berthiaume-DuTremblay, principale actionnaire du quotidien *La Presse*, est « fille du fondateur [et] femme du dernier président [de cette

⁴⁷³ Lucette Robert, « La femme dans le monde des affaires - Boucher », *La Revue populaire*, janvier 1945, p. 54; Thérèse Fournier, « Initiative féminine », *La Revue populaire*, septembre 1946, p. 83; Michelle Lasnier, « Un métier de femme, des risques d'hommes. 25 ans de haute couture et de haute lutte: Marie-Paule », *Châtelaine*, février 1962, pp. 30-31. Voir aussi Andrée Lévesque, *Éva Circé-Côté. Libre penseuse 1871-1949*, Montréal, Remue-ménage, 2010.

⁴⁷⁴ Lucette Robert, « Ce dont on parle - Nolin », *La Revue populaire*, mars 1945, pp. 10-11; Catherine Beslin, « Femmes du Québec. Dix témoins de la génération nouvelle », *Châtelaine*, novembre 1966, pp. 39-44; Hélène Pilotte, « Le droit à la beauté », *Châtelaine*, août 1969, pp. 15-21 et 41-48.

entreprise] »⁴⁷⁵. Enfin, si les renseignements relatifs au mari de l'entrepreneure n'apportent rien sur le plan de la carrière de l'entrepreneure et que celui-ci n'est pas le fondateur de l'entreprise, il se peut que l'auteure de l'article aille jusqu'à mentionner la profession d'un autre homme de la famille. Ainsi, Lucette Robert, auteure de la rubrique « La femme dans le monde des affaires », indique que Mme Lespérance, fleuriste, également veuve, « est la sœur de Mme Raymond Tangie, épouse du bibliothécaire de l'Université de Montréal et directeur de l'Action universitaire »⁴⁷⁶. Ces références régulières aux pères et aux conjoints des entrepreneures montréalaises, voire même à une plus lointaine parenté masculine, témoignent, selon nous, de la logique patriarcale de la dépendance des femmes vis-à-vis des hommes. Ces entrepreneures apparaissent non pas comme des êtres autonomes, mais plutôt comme des subalternes dont la « réussite » dépend des professions des hommes de leur famille.

Par ailleurs, beaucoup d'entre elles sont mères et leur manière de conjuguer les rôles de femme d'affaires, de mère et d'épouse est presque toujours présentée comme « exemplaire ». Par exemple, Mme Lespérance, fleuriste, a cinq filles « jolies et gracieuses » et a « dû mener [son entreprise] de front avec l'éducation de ses enfants »⁴⁷⁷. Laura Price Dare est « devenue mère de famille besogneuse », pendant que les activités de Mme Yvette Mercier-Gouin, artisane, « ne l'ont jamais empêchée, au dire de ses intimes, d'être une mère attentive, une grand-maman adorable... bien au contraire »⁴⁷⁸. Enfin, Marie-Paule Nolin, couturière, est présentée comme « la femme d'affaires, la mère et l'épouse qui a su marier d'une façon exemplaire ses trois grands rôles » ou, autrement dit, a su « cumule [r] les fonctions de grand couturier, de remarquable cordon-bleu pour sa

⁴⁷⁵ Lucette Robert, « Ce dont on parle - Vennat », *La Revue populaire*, août 1957, pp. 6-7; « Le monde et la ville - Saint-Arnaud », *La Revue moderne*, octobre 1959, pp. 10-11; Michelle Lasnier, « Une millionnaire rebelle, Mme DuTremblay », *Châtelaine*, septembre 1961, p. 39.

⁴⁷⁶ Lucette Robert, « La femme dans le monde des affaires - Lespérance », *La Revue populaire*, février 1945, p. 14.

⁴⁷⁷ *Ibid.*

⁴⁷⁸ *Ibid.*; Madeleine Caron, « Derrière le rideau », *La Revue moderne*, octobre 1945, p. 14; Renée Pelletier-Rowan, « L'art et la mode », *La Revue populaire*, décembre 1960, pp. 16-17.

famille [et] d'hôtesse parfaite pour les amis de son mari, ceux de ses enfants et les siens »⁴⁷⁹.

Ce double statut de femmes d'affaires et de mère influence d'ailleurs l'évaluation de leur comportement en affaires. La gestion de l'entreprise devient ainsi comparable à celle d'un foyer. Par exemple, Mme Newman, qui propose la location autant que l'achat de tableaux canadiens dans le quartier de Notre-Dame-de-Grâce, est qualifiée de « maîtresse de maison tournée marchande de tableaux » ; le succès du restaurant « Chez Pierre » de Mme Leroy serait surtout causé par « “la patronne” dont l'œil exercé surveille depuis vingt ans l'établissement [...] avec le même soin que le ferait, à la préparation de ses repas, une bonne maîtresse de maison » ; le restaurant de Mme Micheline Delbuguet propose une « cuisine [...] mijotée à la façon d'une maîtresse de maison consciencieuse » ; la boutique de Suzèle Carle, galeriste est décrite comme « davantage une maison qu'un magasin » et le commerce de perles de Ruth Walzer Shine, quant à lui, « n'est pas une boutique comme une autre, c'est une grande famille »⁴⁸⁰.

Cette association entre les espaces familial et professionnel peut aussi ne pas être qu'une question discursive. En effet, la porosité des espaces de la famille et de l'entreprise est parfois très concrète. Ainsi, l'atelier et les salons de Mme P-G. Duckett, modiste, « sont au premier étage de sa maison [...], ce qui lui permet de prendre ses repas en famille et de surveiller l'éducation de ses fils »⁴⁸¹. La photo prise « dans son magasin » en 1944 dévoile d'ailleurs toute une installation (cheminée, miroir, fleurs, fauteuils) qui laisse penser que ledit magasin est, dans les faits, un salon privé (figure 4). Denise Delrue, galeriste, a, de son côté, fondé sa galerie d'art dans le sous-sol de sa maison qui « avait été [initialement] acheté pour servir d'ateliers et de bureau à l'orfèvre, Georges Delrue [son mari] et de

⁴⁷⁹ Isabelle, « Marie-Paule Nolin », *La Revue populaire*, octobre 1963, pp. 12-13; Michelle Lasnier, « Un métier de femme, des risques d'hommes. 25 ans de haute couture et de haute lutte: Marie-Paule », *Châtelaine*, février 1962, pp. 30-31.

⁴⁸⁰ Michelle Tisseyre, « Confidentiellement - Newman et Schmitt », *La Revue moderne*, avril 1956, p. 9; Michelle Tisseyre, « Confidentiellement - Leroy », *La Revue moderne*, août 1957, p. 38; Henriette Major, « Tout sur tout - Delbuguet », *Châtelaine*, mai 1967, pp. 10-11; Monique de Gramont, « La Boutique Soleil », *Châtelaine*, septembre 1978; Monique Lord, « Cette boutique-là, c'est une perle ! Artisanat », *Châtelaine*, août 1979, p. 28.

⁴⁸¹ Lucette Robert, « La femme dans le monde des affaires - Duckett », *La Revue populaire*, décembre 1944, pp. 8-9.

pièces d'habitation pour la famille, à l'étage supérieur»⁴⁸². Les artisanes Henriette Genest et Denise Sisto, quant à elles, ont, pour l'une « transformé une pièce de la maison en atelier » et pour l'autre, utilisé « pendant un an, le salon familial [...] littéralement envahi [par ses produits] »⁴⁸³. De manière plus générale, la journaliste Jeanne Dansereau consacre, dans *Châtelaine*, un article entier aux « femmes désireuses d'arrondir le budget familial » en y déclarant que :

Un métier à exercer chez soi, c'est la solution rêvée pour les jeunes mamans dont les responsabilités sont encore trop lourdes à la maison pour qu'elles songent à travailler au-dehors. [...] Des femmes débrouillardes ont trouvé moyen de mettre à profit des atouts qu'elles avaient à portée de main : une grande maison, des talents de ménagère ou d'administrateur, ou encore une certaine expérience dans les soins aux malades. [...] Il y a encore la possibilité du petit commerce attendant à la maison⁴⁸⁴.

Figure 4. Mme P.G. Duckett, modiste, dans son magasin « Alice Modes », 1944



Sources : BAnQ Vieux-Montréal, fonds Conrad Poirier, P48, S1, P10505, Mme P.G. Duckett dans son magasin « Alice Modes », rue McKay, 12 septembre 1944

Cette idée d'une relative souplesse de l'entrepreneuriat permettant de combiner les activités professionnelles et domestiques vaut pour l'entrepreneuriat féminin pour

⁴⁸² Lucette Robert, « Ce dont on parle - Delrue », *La Revue populaire*, décembre 1957, pp. 6-7.

⁴⁸³ Catherine Lord, « Les Pénélopes 73 », *Châtelaine*, octobre 1973, pp. 42-43 et 68-73.

⁴⁸⁴ Jeanne Dansereau, « Est-il rentable d'exercer un métier à domicile? », *Châtelaine*, octobre 1962, pp. 30-31 et 86-90.

l'ensemble de la période 1920-1980. Elle est, de plus, encore reprise dans des études historiques et sociologiques menées ultérieurement sur le sujet pour justifier un plus grand nombre de femmes mariées (et mères) dans l'entrepreneuriat que dans un monde salarial caractérisé par des contraintes strictes en termes de lieux et d'horaires de travail. Ainsi, Melanie Buddle, estime que « full-time hours, long workdays, and inflexible schedules were obstacles to some women's entry into wage-earning occupations until after 1950 » et que, de ce fait, « some pursued self-employment instead »⁴⁸⁵. Elle estime donc que, même après 1950, malgré la plus grande ouverture du marché du travail aux femmes mariées et aux mères qui caractérise l'après-guerre, plusieurs choisissent de se lancer en affaires plutôt que de chercher un emploi salarié difficile à combiner avec des responsabilités familiales. En ce qui concerne le Québec cet argument est non seulement repris tel quel par Jeanne Dansereau en 1962, comme on l'a vu plus haut, mais il est évoqué, aussi tard qu'en 1991 par Hélène Lee-Gosselin et Monica Belcourt. Ces sociologues déclarent en effet qu'

étant leur propre patron, elles [les entrepreneures] ont plus de flexibilité quant aux heures, au rythme et au lieu de travail. Ainsi, certaines tenteront de planifier les périodes d'investissements importants en temps dans l'entreprise à des périodes où la vie familiale est « sous contrôle », et vice versa. Certaines choisissent d'installer leur entreprise dans l'une des pièces de leur maison afin d'intégrer les activités d'entreprise et domestiques ; d'autres, par contre, amènent les enfants au bureau de façon régulière, augmentant leur temps de contact avec les enfants et limitant les frais de garderie. D'autres enfin fondent une entreprise afin de créer des emplois pour leur conjoint ou leurs enfants⁴⁸⁶.

Les sources disponibles relativement à l'entrepreneuriat féminin montréalais des années 1920 à 1980 ne sont pas aussi explicites sur cette question et notre analyse ne confirme en aucun cas cette interprétation des motivations personnelles de toutes les entrepreneures citées. L'étude des sources consultées, notamment les articles publiés au sujet des femmes d'affaires montréalaises, confirme, en revanche, la mise en évidence de la conformité de ces entrepreneures aux exigences sociales et idéologiques formulées à leur endroit en ce qui concerne leurs rôles de filles, d'épouses et de mères. Or, ce critère, ajouté à ceux définissant le « succès » commercial, limite d'autant plus le nombre de celles

⁴⁸⁵ Melanie Buddle, *The Business of Women : Marriage*, p. 41.

⁴⁸⁶ Hélène Lee-Gosselin et Monica Belcourt, « Les femmes entrepreneures », *Prendre sa place, Les femmes dans l'univers organisationnel*, ss la dir. De Irène Lépine et Carolle Simard, Agence d'ARC, Montréal, 1991, pp. 61

qui peuvent se targuer d'incarner l'idéal de l'entrepreneuriat féminin montréalais véhiculé par ces discours et le rend, de ce fait, d'autant plus « exceptionnel ».

Enfin — c'est notre troisième point —, pendant toute la période étudiée, les domaines d'activités privilégiés par les entrepreneures montréalaises sont présentés comme choisis *du fait de leur « féminité »*. Par exemple, déjà en 1917, dans *La Bonne Parole*, Léon Lorrain émet des doutes sur la capacité des femmes d'« organiser des voyages en bandes outremer [...] [de] bien donner des cours et conférence sur les arts, la littérature et même les sciences [...] [d'] être femme-guide et entretenir avec les hôteliers des relations d'affaires [...] [ou encore de] précéder une troupe de théâtre, en tournée de représentations, et louer les salles nécessaires ». Il estime cependant qu'« il y a un grand nombre de métiers qui pourraient devenir presque lucratifs et qu'une femme, rarement dépourvue de goût, exercerait admirablement »⁴⁸⁷. Il cite alors comme exemples la photographie d'art, la confection de trousseau et layettes, la fabrication de chapeaux et de cravates, la préparation de menus, la pyrogravure, la musique, l'accordage de piano ou encore la peinture sur toiles ou étoffes, la fabrication de produits alimentaires « faits maison » ou de jouets, la pension pour animaux, la décoration d'étalages et d'intérieur ou la coiffure⁴⁸⁸.

L'idéologie de la séparation genrée des activités au sein même de l'espace économique apparaît clairement dans ce long article. En effet, dans le panel d'activités lucratives qu'il présente, l'auteur considère que, pour les femmes, certaines sont plus réalistes et accessibles que d'autres. Faire concurrence à l'une ou l'autre grande entreprise lui paraît « exceptionnel » contrairement aux nombreux autres métiers qui sont le *continuum* de ce qui est *a priori* attendu des femmes au foyer. En ce sens, il approuve le fait que les femmes peuvent exercer une profession de type commercial, mais uniquement dans certains secteurs particuliers, définis comme propres à leur sexe. Ces métiers ne sont pas considérés comme des loisirs ou des activités gratuites comme le sont les activités féminines dans la sphère privée, mais sont décrits en des termes commerciaux et comme

⁴⁸⁷ Léon Lorrain, « Les métiers féminins », *La Bonne Parole*, août 1916, p. 3. Léon Lorrain est né à Iberville en 1885 et décédé à Montréal en 1978. Il est avocat et écrivain, travaille comme homme d'affaires, journaliste et professeur à l'École des hautes études commerciales de Montréal (Denis Saint-Jacques, Maurice Lemire et Marie-Andrée Beaudet, *La vie littéraire au Québec 1895-1918*, Sainte-Foy, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2005, p. 164; Léon Lorrain, « Les métiers féminins », *La Bonne Parole*, août 1916, p. 3.)

⁴⁸⁸ Léon Lorrain, *ibid.*

de potentielles « réussites » en termes capitalistes. Ainsi donc, se lancer dans ces petites activités à son propre compte est, pour les femmes, une voie possible pour s'assurer un revenu suffisant et atteindre une certaine indépendance économique, mais ne peut s'opérer que dans ces domaines « féminins ». Cet argumentaire est avancé de manière très similaire non seulement par les conférencières de l'AFA du tournant des années trente, mais également par les journalistes des revues populaires dont les textes datent de la seconde moitié du XX^e siècle⁴⁸⁹.

En effet, les conférencières de l'AFA encouragent leurs auditrices à s'engager dans des activités entrepreneuriales qui correspondent à des qualités dites « féminines ». Par exemple, en 1927, Mme M-A Côté-Marcotte, déclare que les femmes se lancent « *ordinairement* [en affaires] dans la mode, le commerce de nouveautés, l'atelier de couture, de broderie, la coiffure et la chaussure »⁴⁹⁰. Cette déclaration est reprise telle quelle dans une conférence donnée en 1931 par Mme B. Léger⁴⁹¹. Dans une conférence en 1928, Mme M-A Côté-Marcotte se contente également de mentionner la mode et le salon de coiffure comme activités commerciales féminines⁴⁹². Mme Raoul Vennat, quant à elle, relate sa propre expérience dans le développement du commerce de la dentelle au Québec⁴⁹³. Une dernière activité, conseillée par Mme Léon de la Haye, est l'achat, la vente et la location de logements⁴⁹⁴. Elle-même qualifie le petit commerce de détail par lequel

⁴⁸⁹ Trestler-Mongenais, « Vers quelles spécialités commerciales se dirigent les patronnes – Le rôle du petit commerce - Nécessité de le protéger », *La Bonne Parole*, mai 1927, p. 12, p. 12; Mme M-A Côté-Marcotte, « Vers quelles spécialités commerciales se dirigent les patronnes – Le rôle du petit commerce », *La Bonne Parole*, mai 1927, p. 11; Mme Raoul Vennat, « La dentelle, causerie donnée à l'Association des Femmes d'affaires », *La Bonne Parole*, février 1928, p. 11; Mme M-A Côté-Marcotte, « Les embarras du petit commerce : causerie donnée à l'association des femmes d'affaires », *La Bonne Parole*, mai 1928, p. 12; Mme Léon de la Haye, « Conférence donnée à l'Association des femmes d'affaires », *La Bonne Parole*, juillet 1928, p. 13; Mme B. Léger, « La femme à la tête d'entreprises commerciales », *La Bonne Parole*, juillet 1931, p. 13.

⁴⁹⁰ Mme M-A Côté-Marcotte, *ibid.*, p. 11. Souligné par nous-même.

⁴⁹¹ Mme B. Léger, « La femme à la tête d'entreprises commerciales », *La Bonne Parole*, juillet 1931, p. 13.

⁴⁹² Mme M-A Côté-Marcotte, « Les embarras du petit commerce : causerie donnée à l'association des femmes d'affaires », *La Bonne Parole*, mai 1928, p. 12.

⁴⁹³ Mme Raoul Vennat, « La dentelle, causerie donnée à l'Association des Femmes d'affaires », *La Bonne Parole*, février 1928, p. 11.

⁴⁹⁴ Mme Léon de la Haye, « Conférence donnée à l'Association des femmes d'affaires », *La Bonne Parole*, juillet 1928, p. 13.

elle s'est engagée dans le monde des affaires de « pratique féminine »⁴⁹⁵. Enfin, Mme Trestler-Mongenais résume le choix du secteur d'activité en ces termes :

Et voilà pourquoi le grand point pour la femme dans le commerce serait de bien étudier quel genre d'activité répondra au mieux à ses goûts, son éducation, ses ressources intellectuelles et de contempler surtout le moyen de ne pas faire fausse route dans une situation déjà encombrée. [...] Entreprenons des choses originales qui sauront capter l'attention du public, ne perdant jamais de vue le bon goût et la discrétion féminine, qui doivent être notre apanage et nous conduire au succès⁴⁹⁶.

Entre 1945 et 1960, ce genre d'affirmations se retrouvent principalement dans les textes relatifs à l'enseignement artisanal et commercial montréalais. En effet, si ceux-ci mentionnent bel et bien la présence de jeunes filles dans ces cursus et leur souhait de « s'établir à leur compte », ils se limitent, cependant, à n'évoquer que celles qui sont inscrites aux écoles de couture et de haute couture ou encore aux ateliers de chapellerie, du vêtement féminin et de la fourrure intégrés à l'École centrale d'arts et métiers de Montréal⁴⁹⁷. Dans ces mêmes années, d'autres articles qualifient d'ailleurs la profession de modiste d'« essentiellement féminin [e] » et celui de couturière du « plus féminin des métiers »⁴⁹⁸. *A contrario*, le métier d'agent de change, lui, est considéré comme « ne tent[a]nt guère les femmes qui les trouvent prosaïques et compliquées, sans compter que les hauts et les bas du marché ne valent rien pour les nerfs »⁴⁹⁹.

Encore en 1957, un article de *La Revue populaire* évoque, parmi les filières « d'intérêt féminin » enseignées à l'École des Métiers commerciaux de Montréal, « la couture, les chapeaux féminins, la coiffure pour dames et les soins de beauté » et précise

⁴⁹⁵ *Ibid.*

⁴⁹⁶ Trestler-Mongenais, « Vers quelles spécialités commerciales se dirigent les patronnes – Le rôle du petit commerce - Nécessité de le protéger », *La Bonne Parole*, mai 1927, p. 12. Cette phrase est également reprise telle quelle dans la conférence donnée en 1931 par Mme B. Léger. Mme B. Léger, « La femme à la tête d'entreprises commerciales », *La Bonne Parole*, juillet 1931, p. 13.

⁴⁹⁷ Marguerite Wilson, « Leurs premières créations », *La Revue moderne*, mai 1946, p. 15; Marguerite Wilson, « Étudiants d'aujourd'hui, artisans de demain », *La Revue moderne*, septembre 1947, pp. 25-26.

⁴⁹⁸ Lucette Robert, « La femme dans le monde des affaires - Duckett », *La Revue populaire*, décembre 1944, pp. 8-9. Lucette Robert, « Ce dont on parle », *La Revue populaire*, mars 1948, pp. 8-9.

⁴⁹⁹ Thérèse Fournier, « Initiative féminine », *La Revue populaire*, septembre 1946, p. 83.

qu'elles visent « à inciter les élèves à établir leur propre commerce à brève échéance »⁵⁰⁰. Les femmes seraient, en revanche, souvent exclues des « autres métiers enseignés à l'école : horlogerie, coiffure pour hommes, coupe et confection du vêtement masculin [qui] constituent le fief du "sexe fort" », ce qui est d'autant plus le cas des domaines comme la cuisine hôtelière, la boulangerie et la pâtisserie au prétexte que ces activités exigent une bonne condition physique⁵⁰¹. D'ailleurs, la réussite de Mme Leroy, restauratrice, étonne tellement que l'auteure de la mention qui lui est consacrée affirme : « si une femme a réussi à elle seule à maintenir durant vingt ans la qualité de sa cuisine et de son service, on ne me dira pas que les grands restaurants, avec leurs innombrables chefs, sous-chefs et maîtres d'hôtel, ne peuvent pas en faire autant »⁵⁰².

Cette description d'activités entrepreneuriales selon la définition de la « féminité » persiste encore au milieu des années soixante. C'est en effet, à cette période qu'est publié le texte de Jeanne Dansereau précédemment cité, dans lequel elle évoque notamment, comme exemples, les métiers de « couturière, modistes, coiffeuse, traductrice, quelquefois dactylo », l'artisanat comme « la broderie ou le tricot » ou encore « la mercerie, le magasin de coupons, la boutique de corsetière »⁵⁰³. De son côté, Michelle Lasnier publie un article sur la couturière Marie-Paule Nolin en confirmant que sa profession est bien « un métier de femme », malgré le fait qu'il nécessite des risques, des engagements financiers importants et que son exercice relèverait *a priori* davantage d'un exercice masculin⁵⁰⁴. Par ailleurs, Christine Sirois, une autre journaliste de *Châtelaine*, encourage les femmes à s'investir dans le domaine de la mode puisqu'elles sont « plus près de [la] réalité particulière [des femmes et] peuvent allier à une recherche de la ligne une compréhension de [leurs] façons

⁵⁰⁰ « Comment on forme nos couturières », *La Revue populaire*, octobre 1957, p. 8.

⁵⁰¹ *Ibid.*

⁵⁰² Michelle Tisseyre, « Confidentiellement - Leroy », *La Revue moderne*, août 1957, p. 38.

⁵⁰³ Jeanne Dansereau, « Est-il rentable d'exercer un métier à domicile? », *Châtelaine*, octobre 1962, pp. 30-31 et 86-90.

⁵⁰⁴ Michelle Lasnier, « Un métier de femme, des risques d'hommes. 25 ans de haute couture et de haute lutte: Marie-Paule », *Châtelaine*, février 1962, pp. 30-31. L'auteure de cet article, Michelle Lasnier, journaliste à *Châtelaine*, est devenue par la suite directrice des émissions féminines à Radio-Canada et responsable de l'émission *Femme d'Aujourd'hui* qui était réputée féministe (1965-1982) (Laurie Laplanche, « Pour vous, mesdames.... et messieurs », p. 84.

de bouger et de penser »⁵⁰⁵. Dans l'éditorial du même numéro de la revue *Châtelaine*, Fernande Saint-Martin, la rédactrice en chef, va dans le même sens :

Il est plus que temps que les dessinatrices féminines s'imposent, et en très grand nombre, dans un domaine pour lequel elles ont une affinité, un intérêt et un goût certains. [...] [Les hommes] se plaignent volontiers des incursions féminines dans des vocations traditionnellement masculines. Qu'ils consentent donc à faire la place très large aux femmes qui veulent conquérir ce royaume de la mode qui devrait être totalement le leur⁵⁰⁶.

Monique de Gramont, quant à elle, insiste, dix ans plus tard, sur le fait que Lise Watier, propriétaire d'une maison de produits de cosmétique, d'une école appelée « École de charme et personnalité » et d'une boutique de prêt-à-porter, prétend surtout « travailler à la cause des femmes » et utilise en cela des « arguments [qui] ne sont pas conventionnels [dans un secteur dans lequel] bien des gens, des hommes surtout, prétendent vendre de la beauté »⁵⁰⁷.

Ces quatre derniers commentaires sont clairement énoncés dans une visée féministe en faveur de l'affirmation des femmes dans une industrie canadienne de la haute-couture et de l'esthétique alors en pleine expansion⁵⁰⁸. En termes capitalistes, ils peuvent donc être considérés comme très éloignés des textes précédemment énoncés sur le petit commerce du début du siècle et des années trente, l'artisanat de l'après-guerre ou les activités peu rémunératrices des ménagères du tournant des années soixante. En effet, ils n'évoquent que des entrepreneures qui s'intègrent dans une industrie potentiellement très lucrative alors que le second ensemble de textes ne traite que des femmes qui entreprennent dans une optique de « survie » ou de développement d'un savoir-faire personnel comme l'artisanat. En revanche, tous se rejoignent en ce qu'ils défendent l'idée que les femmes sont concentrées et doivent se concentrer dans des domaines d'activités entrepreneuriales qui leur sont propres *du fait de leur identité de genre*.

⁵⁰⁵ Christine Sirois, « Quand des femmes habillent les femmes », *Châtelaine*, août 1965, p. 20. Christine Sirois fut rédactrice en chef adjointe de la revue *Châtelaine*.

⁵⁰⁶ Fernande Saint-Martin, « Éditorial L'industrie de la mode fera-t-elle enfin place à la femme ? », *Châtelaine*, août 1965, p. 1.

⁵⁰⁷ Monique de Gramont, « Lise Watier : de l'autre côté du miroir », *Châtelaine*, février 1978, pp. 46-47 et 73-76.

⁵⁰⁸ Voir notamment Gérald Baril, *Dicomode. Dictionnaire de la mode au Québec de 1900 à nos jours*, op.cit., ; Alexandra Palmer, *Couture and Commerce*; Alexandra Palmer, « The ACC », pp. 90-112; Kathy Peiss, *Hope in a Jar*.

Notons, par ailleurs, que non seulement ces restrictions confinent l'entrepreneuriat féminin dans des domaines d'activités dits « féminins », mais qu'elles soulignent une composition principalement féminine de ces univers. En effet, les activités des entrepreneures qui y sont prises en exemple sont initiées dans des cercles féminins. Ainsi, comme indiqué plus haut, c'est pour des amies que Marie-Paule Nolin, couturière, a réalisé ses premières robes⁵⁰⁹. C'est aussi une amie qui « remet entre [l]es mains [de l'artisane Christiane Saad] le sort d'une poupée de bois sérieusement estropiée » et la lança dans « un long voyage au pays des poupées »⁵¹⁰. De même, c'est pour répondre aux attentes d'une amie que l'agente littéraire Louise Myette, « a commencé [un service qui] s'annonce à présent comme l'amorce d'une carrière à plein temps »⁵¹¹. De son côté, Mira Godard, galeriste, a repris la galerie d'une autre femme⁵¹². Les seuls hommes dont il est question est le mari de Mme Claire Robert, modiste, qui « s'occupe de l'administration de la firme »⁵¹³ et le père de Marie-Paule, couturière qui, lorsqu'elle fait face à des difficultés financières lui conseille de « prend [re] tous [s]es comptes [de] voi[r] [s]es créanciers et [de] fai[re] un arrangement pour remettre à tempérament tout ce qu'[elle] doi[t] »⁵¹⁴. Ils sont donc très peu nombreux et, lorsqu'ils sont présents, jouent des rôles de soutien des entrepreneures sur les plans administratif et comptable.

Rappelons, de plus, que la clientèle et le personnel, évoqués au point précédent comme garants de leur réussite commerciale, ne sont également composés que de femmes. Les photos prises en 1944 des magasins de la modiste Mme Duckett (Alice-Modes) et de la fleuriste Mme J. Lespérance comme celle de l'esthéticienne Édith Serei qui illustre un article qui lui est consacré dans *Châtelaine*, témoignent de ces univers « féminins » (figures 5, 6 et 7). Il faut attendre la fin des années soixante pour que certains articles fassent mention d'une mixité des équipes dirigées par les entrepreneures. Par exemple, en 1969, on apprend que Vali, couturière, a « quarante ouvriers et ouvrières et une dizaine de

⁵⁰⁹ Lucette Robert, « Ce dont on parle - Nolin », *La Revue populaire*, décembre 1956, pp. 8-9.

⁵¹⁰ Louise Côté, « Ma fille au pays de Saad, Artisanat », *Châtelaine*, février 1980, p. 22.

⁵¹¹ Daniel Pérusse, « La gérante arts et lettres, Gens du pays », *Actualité*, octobre 1980, pp. 77-78.

⁵¹² Johanne Pichette, « Tout sur tout - Godard », *Châtelaine*, novembre 1968, p. 12.

⁵¹³ Lucie Andrieux, « La femme au chapeaux », *La Revue moderne*, mars 1949, p. 12.

⁵¹⁴ Michelle Lasnier, « Un métier de femme, des risques d'hommes. 25 ans de haute couture et de haute lutte: Marie-Paule », *Châtelaine*, février 1962, pp. 30-31.

proches collaborateurs » et, en 1978, que Suzèle Carle, galeriste, gère « vingt ouvrières — dont un garçon tricoteur — » tandis que la maison de produits de cosmétique de Lise Watier « fait travailler environ quatre cents personnes », dont l'identité de genre n'est pas indiquée⁵¹⁵. La photo de l'atelier de Marie-Paule Nolin prise, semble-t-il, en 1963, laisse, cependant penser que cette couturière engageait déjà des hommes au début des années soixante (figure 8). *A contrario*, en 1980, l'entreprise de vêtements d'enfants, Coco La Bine, « compte 15 employées ». Le fait qu'il ne s'agit « que de femmes » est souligné dans le texte qui la présente et est considéré, par ses propriétaires, comme un « hasard [...] bien agréable »⁵¹⁶.

⁵¹⁵ Johanne Pichette, « Tout sur tout - Vali », *Châtelaine*, février 1969, p. 13; Monique de Gramont, « La Boutique Soleil », *Châtelaine*, septembre 1978; Monique de Gramont, « Lise Watier : de l'autre côté du miroir », *Châtelaine*, février 1978, pp. 46-47 et 73-76.

⁵¹⁶ Daniele Rudel-Tessier, « Les grandes dames de la mini-mode, Gens du pays », *Actualité*, juillet 1980, p. 77.

Figure 5. Boutique « Alice modes », 1944



Sources : BAnQ Vieux-Montréal, fonds Conrad Poirier, P48, S1, P10506, Alice Modes, 12 septembre 1944

Figure 6. Boutique de Mme J. Lespérance, 1944



Sources : BAnQ Vieux-Montréal, fonds Conrad Poirier, P48, S1, P10537, boutique de la fleuriste Mme J. Lespérance, avenue Laurier Ouest, 24 novembre 1944

Figure 7. Édith Serei, esthéticienne, 1969



Source : Hélène Pilotte, « Le droit à la beauté. Il a donné naissance à un nouveau métier », Châtelaine, août 1969.

Figure 8. Atelier de Marie-Paule Nolin, 1963



Source : Musée Mac Cord, Montréal, fonds Marie-Paule Nolin, C726, F02, photographie, Atelier de Marie-Paule Nolin, rue Bonsecours, 1963

Tous ces éléments — les rôles de fille, d'épouse et de mère, la porosité des frontières entre famille et profession ou l'inscription des entrepreneures dans un espace économique qui leur serait réservé *en tant que femmes* et qui ne serait principalement composé que de femmes — ne confirment pas, selon nous, une séparation genrée effective et stricte de l'espace des affaires montréalaises qui, en termes statistiques, s'avère moins évidente comme on a pu le voir dans les deux premiers chapitres. Ils viennent, en revanche, à nouveau, soutenir l'idée selon laquelle seules les entrepreneures qui correspondent à un idéal d'entrepreneuriat féminin sont mentionnées dans les documents des fédérations d'associations féminines et les revues populaires pendant toute la période 1920-1980. Dans les cas évoqués dans ces publications, il ne s'agit, en effet, que de femmes qui œuvrent dans des domaines « féminins », qui assurent un *continuum* entre ces activités et celles de leur espace domestique, qui se soutiennent mutuellement pour se lancer dans les affaires, s'adressent à une clientèle féminine et travaillent avec un personnel uniquement féminin. Comme le résume très bien Joan W. Scott, l'affirmation d'une ségrégation de l'espace économique « has a distinct ideological effect: the reinforcement of differences between the sexes »⁵¹⁷.

8.2.2. Les entrepreneures qui intègrent les bastions « masculins » du monde des affaires

Les discours relevés sur l'entrepreneuriat féminin à Montréal pour toute la période 1920-1980 dévoilent donc principalement, comme souligné dans le point précédent, des fondatrices d'entreprises limitées à des domaines d'activités déterminés par leur identité de genre. Il s'agit, comme le formule Melanie Buddle, de celles qui « capitalized on domestic skills and participated in womanly trades »⁵¹⁸. Cependant, certaines entrepreneures sortent de cet univers « féminin » et « challenged woman's place doubly, by being in business at all *and* by being in types of business that men dominated »⁵¹⁹. Les exemples d'entrepreneures ayant suivi ce genre de parcours pris en exemple par Melanie Buddle pour la Colombie-Britannique du début du XX^e siècle sont

⁵¹⁷ Joan W. Scott, « Comment », p. 243.

⁵¹⁸ Melanie Buddle, *The Business of Women : Marriage*, p. 63.

⁵¹⁹ *Ibid.*

toutes des veuves, héritières de l'entreprise d'un conjoint défunt, « economically successful » et partie prenante d'une « middle – or upper-class business elite »⁵²⁰. Susan Ingalls Lewis constate une situation similaire pour la ville d'Albany aux États-Unis au XIX^e siècle. Elle estime en effet également que les couturières et modistes « tended to set up “independent” concerns or partnership with female relatives or associates ». En revanche, les « dry and fancy goods dealers, grocers, saloon – and hotel keepers, bakers and confectioners » étaient davantage incluses dans des entreprises familiales. Les propriétaires de « unusual types of concerns (pharmaceutical manufacturing, blacksmith shops, or furniture dealership) » sont, elles aussi, en majorité, des « legal principals for their previously bankrupt husband managers » ou des veuves des fondateurs de l'entreprise⁵²¹.

Pour Montréal, il faut attendre le tournant des années soixante pour que les revues populaires fassent état de cette réalité d'entrepreneures qui font des affaires dans des domaines à dominance masculine. Formulés comme une revendication féministe en faveur de l'ouverture de l'espace économique aux femmes, ces textes sont des lieux de dénonciation de la discrimination vécue par les entrepreneures qui osent s'aventurer dans des champs considérés comme précédemment inexplorés, en même temps qu'ils soulignent les obstacles et difficultés que rencontrent ces protagonistes. Ainsi, Solange Saint-Amour indique, par exemple, que son domaine, l'ébénisterie, est « traditionnellement voué aux hommes » et que le fait d'être une femme « est difficile [...] surtout au moment d'acheter du bois »⁵²². Les ébénistes Solange et Margie sont plus radicales et déclarent qu'« apprendre le travail du bois, pour une personne de sexe féminin, c'est la croix et la bannière »⁵²³. La première relate qu'elle s'est heurtée aux réticences masculines à toutes les étapes de sa formation, depuis les autorités des « cours de formation professionnelle de la main-d'œuvre » jusqu'aux employeurs⁵²⁴. Ces embûches semblent justifier leur démarche de féministe radicale de n'accepter en apprentissage que des femmes, comme en

⁵²⁰ *Ibid.*

⁵²¹ Lewis, p. 69

⁵²² Françoise R. Deroy-Pineau, « La fille au bois vivant », *Châtelaine*, juillet 1978, pp. 44-45 et 63-67.

⁵²³ Catherine Lord, « Pas de nègres, pas de femelles », *Actualité*, avril 1977, p. 14.

⁵²⁴ *Ibid.*

témoigne la légende des photographies qui accompagnent ce texte (figure 9). Les deux artisanes estiment, en effet, que leur démarche «est politique [...], les femmes qui deviendront ébénistes fonderont peut-être à leur tour leur propre atelier»⁵²⁵. C'est dans un élan similaire que Lise Cuillèrier, Claude Krynski et Louise Neveu fondent, en 1979, «La Librairie des Femmes» qui n'offre «que des ouvrages de femmes, traitant de tous les sujets et spécialement de féminisme [...] [est] fréquenté par des femmes seulement [et est un] lieu d'exposition pour les femmes peintres, photographes»⁵²⁶. Un point commun supplémentaire que partagent toutes ces femmes est de n'atteindre que très modestement le «succès» en terme commercial. Il apparaît donc, à la lecture de ces textes que, dans les revues populaires, le fait d'entreprendre dans des domaines qui ne sont pas «féminins» est, pour les femmes, une aventure hasardeuse et, finalement, peu rentable. La seule exception en la matière présentée dans les textes est Mme Jeannine Guillevin-Wood, héritière de l'entreprise de distribution de fournitures électriques de son mari — Guillevin Allied Ltée — qui dirige une cinquantaine d'hommes. Elle est aussi la seule de tout ce corpus tiré des magazines populaires à être désignée comme «femme chef d'entreprise»⁵²⁷. L'auteure qui la présente souligne tout d'abord que les hommes ne sont «guère habitués à “brasser des affaires” avec une femme», que d'autres sont «sceptiques de faire affaire avec une femme» ou «ne peuvent penser qu'il existe des femmes à la tête de compagnies»⁵²⁸. Mme Guillevin-Wood elle-même estime que «les qualités requises pour devenir chef d'entreprise sont plutôt le propre de l'homme, la femme les possédant souvent, mais ne les développant que trop rarement» alors que, selon elle, «la femme peut diriger n'importe quel genre d'entreprise ; il lui suffit de vouloir»⁵²⁹. L'auteure de l'article conclut en déclarant que les qualités «féminines» de ces femmes disparaissent lorsqu'[elles] deviennent chefs d'entreprise et que ce poste est, de manière contradictoire, à la fois asexué et exigeant des compétences «masculines» :

à occuper un poste si honorable, mais dépourvu de caractère sexuel, où il est purement question d'administrer et de planifier, où tout est calculé et où rien

⁵²⁵ *Ibid.*

⁵²⁶ Thérèse Duval-Le Monnier, « Des femmes libraires rue Saint-Denis », *Châtelaine*, novembre 1979, p. 12.

⁵²⁷ Viviane Simard-Pilote, « Quand les femmes deviennent chefs d'entreprise », *Actualité*, juillet-août 1975, pp. 22-25.

⁵²⁸ *Ibid.*

⁵²⁹ *Ibid.*

n'est sentimental, les femmes en arrivent à penser souvent comme un homme de façon détachée, rationnelle. Si bien que les femmes empruntent des qualités qui furent longtemps l'apanage des messieurs⁵³⁰.

La photographie qui illustre cet article la montre souriante, tenant bien en main un fil électrique comme le symbole d'une femme qui assure avec brio la gestion d'une grande entreprise (figure 10). Cet article témoigne de toute l'ambiguïté des enjeux auxquels font face les femmes qui, comme Mme Guillevin-Wood « deviennent chefs d'entreprise »⁵³¹. Leur identité de femmes vient contredire l'idée que le monde des affaires est asexué et démontre, au contraire, toute son adéquation avec la définition de la « masculinité ». Elles viennent perturber un ordre social qui érige le masculin comme la norme neutre, le repère de l'universel, l'étalon de mesure par excellence. Pour rétablir cet équilibre, il est attendu d'elles qu'elles abandonnent leurs caractéristiques de « femmes » et adoptent un comportement d'hommes. Elles doivent délaisser l'expression de leurs sentiments et développer leurs capacités d'administration, de planification, de calcul et de pensée rationnelle. Ainsi donc, la question qui se pose au sujet des femmes qui intègrent le monde des affaires est d'estimer à quel point elles apportent leurs qualités « féminines » comme autant d'atouts dans la gestion de ces entreprises à majorité masculine ou, au contraire, dans quelle mesure elles les abandonnent au profit de celles de leurs homologues masculins, considérées comme plus efficaces (et neutres) dans le monde des affaires.

⁵³⁰ *Ibid.*

⁵³¹ *Ibid.*

Figure 9. Solange et Margie, ébénistes, dans leur atelier-école « pour femmes seulement »



Source : Catherine Lord, « Pas de nègres, pas de femelles —Les femmes », Actualité, avril 1977

Figure 10. Mme Guillevin-Wood



*Source : Vivianne Simard-Pilote, « Quand les femmes deviennent chefs d'entreprise »,
Actualité, Juillet-Aout 1975*

L'énoncé de cet équilibre s'avère d'autant plus crucial dans les discours du monde commercial montréalais francophone (en particulier, de la Chambre de commerce) qui présentent majoritairement des héritières d'entreprise familiale présidentes du CFM de cette institution. En effet, en 1950, la rédaction de cette revue, en réponse à une lettre de lecteur, énonce l'idée selon laquelle « il existe chez les femmes toutes les qualités qui font de la femme un bon “homme d'affaires” et que la différence dans les sexes n'a aucune espèce d'importance dans ce domaine »⁵³². Pourtant, il faut attendre la période 1955-1966 pour que les documents de la Chambre de commerce du district de Montréal témoignent de l'entrepreneuriat féminin montréalais en citant certaines figures. Précisons que l'un des facteurs « qui inspire[nt] le geste de la Chambre » de créer un conseil féminin en 1957 est son souci d'assurer la succession des entreprises québécoises dans un contexte favorable autant pour l'entrepreneuriat francophone montréalais que pour les grands empires familiaux. En effet, comme en témoigne l'ouvrage rédigé à l'occasion du centenaire de la CCDDM en 1987,

[face à] l'essor qu'avait pris l'entreprise québécoise durant le conflit, [o]n se rendit compte d'un problème relativement sérieux survenant au moment où l'entreprise devait être vendue pour liquider une succession ou pour toute autre raison. Il arrivait souvent que des héritières, des veuves ou des filles, se trouvent dans l'impossibilité d'administrer l'entreprise ou d'en retirer la pleine valeur à la suite de la vente⁵³³.

Dans les faits, seules deux des onze entrepreneures mentionnées dans les documents de la CCDDM ont effectivement repris l'entreprise de leur père ou mari pendant ou du fait de la Seconde Guerre mondiale⁵³⁴. Les autres ont vécu cette transition au milieu des années cinquante, au moment où est créé le CFM, ou par la suite. Elles semblent, en tout cas, partager ces idées selon lesquelles, comme l'affirme Mme Flore D. Jutras, fondatrice du comité des FCE (à l'origine du CFM), « bien des femmes sont en affaires par accident » et que, comme l'estime Mme Yvette Rousseau citée en introduction de cette troisième partie, les femmes doivent être capables de « combler la vacance créée par le départ d'un chef et

⁵³² « Lettres », *Commerce*, août 1950, p. 3.

⁵³³ CCDDM, *Un siècle à entreprendre*.

⁵³⁴ « Premier comité féminin à la Chambre de Commerce », *La Patrie*, jeudi 1 mars 1956; Lucette Robert, « Ce dont on parle - Vennat », *La Revue populaire*, août 1957, pp. 6-7; Inconnu, « Mme Flore-D. Jutras », *Biographies canadiennes-françaises*, 1960, 18; Inconnu, « Mme Annette-B. Vennat », *Biographies canadiennes-françaises*, 1957, 17.

continuer de faire fructifier le patrimoine des enfants »⁵³⁵. Ces femmes soutiennent de plus l'idée selon laquelle le CFM de la CCDM a pour objectif d'assurer une bonne formation, un réseautage et un soutien destinés particulièrement aux héritières — et, comme l'indique Mme Yvette Rousseau, potentielles futures héritières — d'entreprises québécoises. Mmes Saint-Arnaud, Rousseau et l'Heureux seraient, d'ailleurs, effectivement entrées à la CCDM dans ce but. Il s'agissait, en effet, pour elles, d'« être à la hauteur de la situation » et de « compléter [leur] formation en affaires » en suivant « tous les cours qui pouvaient [leur] apporter quelque perfectionnement »⁵³⁶.

Les récits de vie des entrepreneures présentées dans les documents de la CCDM reprennent ce schéma. Par exemple, Mme Flore-D. Jutras, elle-même, « débuta dans la vie comme assistance sociale et semblait devoir poursuivre une carrière dans ce domaine », mais « en 1944, la mort de son père la laissa à la tête d'un bureau de courtiers en placement »⁵³⁷. Mme Louis Saint-Arnaud, quant à elle,

n'avait [jusqu'alors] d'autres soucis que le bien-être d'un époux qu'elle adorait et d'enfants qu'elle choie encore. [...] Mais, en 1955, la mort devait lui ravir, assez soudainement, son mari et, du jour au lendemain, elle devient présidente de la Maison Saint-Arnaud & Bergevin, courtiers en douane...⁵³⁸.

Enfin, Mme Yvette Rousseau est présentée comme

une femme qui avait été gâtée et choyée par son mari, ne s'était jamais mêlée activement des affaires de la compagnie dont il était le président et que son éducation classique n'avait pas préparée à l'administration d'une société, se voit du jour au lendemain seule pour assumer les responsabilités de chef d'entreprise. C'est ainsi qu'il y a huit ans, Mme Yvette Rousseau qui avait promis à son mari au moment de sa mort de continuer à s'occuper des intérêts

⁵³⁵ *Ibid.* Cette déclaration est reprise dans un second article : « Groupe international des femmes chefs d'entreprise », *Le Soleil*, 15 septembre 1956; « Jugez la femme sur sa compétence », *La Presse*, mai 1961.

⁵³⁶ « Le Conseil des Femmes-Membres de la Chambre de Commerce du district de Montréal », *Commerce-Montréal*, 29 juin 1959, p. 1; Gisèle Grignon, « Présidente de compagnie », *La Patrie*, 16 juillet 1961; Simone Gélinas, « Mme Yvette Rousseau », *Notre Temps*, septembre 1960; Sylvie Claude, « L'éducation professionnelle et la femme », *Le Messager de Verdun*, septembre 1960; Anne Macdermot, « Quebec's working widows join the Quiet Revolution », *Macleans*, 2 décembre 1961, pp. 22-29 et 36-37, p. 36.

⁵³⁷ « Premier comité féminin à la Chambre de Commerce », *La Patrie*, jeudi 1 mars 1956.

⁵³⁸ « Femme du mois – Mme Louis Saint-Arnaud », *Le Bulletin du CFM de la CCDM*, septembre 1959, p. 3; « Le monde et la ville - Saint-Arnaud », *La Revue moderne*, octobre 1959, pp. 10-11. et Sylvie Gélinas, « L'intuition féminine appréciée de plus en plus à la Chambre », *La Presse*, 14 septembre 1959.

qu'il détenait dans une compagnie déjà établie [Artistic Decalcomania Ltée, spécialiste en impression et publicité] dut faire face à une nouvelle carrière qu'elle n'avait jamais envisagée⁵³⁹.

Par ailleurs, non seulement toutes ont repris avec succès une entreprise d'un père ou d'un conjoint qui était reconnu sur le marché commercial montréalais, mais certaines en ont aussi assuré la croissance. Ainsi, en 1958, l'entreprise de décalcomanie dont la même Mme Rousseau avait hérité de son mari en 1953 comptait désormais 25 employés et fusionnait, en 1961, avec « la compagnie compétitrice »⁵⁴⁰. Mme Louis Saint-Arnaud, est, quant à elle, à la tête d'« une Maison montréalaise bien connue qui célèbre, cette année, son trente-cinquième anniversaire de fondation » tandis que Mme Annette-B. Vennat « administratrice d'une importante maison de broderie, layette haute couture et de musique, fondée en 1910 par Raoul Vennat, a su donner un essor insoupçonné à cette entreprise qu'elle dirige très habilement avec la collaboration de ses deux belles-sœurs »⁵⁴¹. Dans un autre article la concernant, il est dit aussi qu'elle a « about twenty employees on staff and about twenty-five more working from home »⁵⁴². Mme Laurette P. Gravel, de son côté, est l'« une des rares femmes qui dirige, avec autant de succès, une entreprise de livraison [...], une flotte de trente camions [...], [qui] fournit du travail à une soixantaine d'employés et sert sous contrat plus de cent soixante-dix clients répartis dans toute la ville »⁵⁴³. Mme Beausoleil gère

une entreprise de vente, installation, service de réfrigération, climatisation commerciale, domestique et industrielle [et] trouve tout naturel d'avoir récemment ajouté à son commerce un atelier de métal en feuille, de former elle-même ses ingénieurs aux techniques de son industrie, d'avoir été la

⁵³⁹ Gisèle Grignon, « Présidente de compagnie », *La Patrie*, 16 juillet 1961; Simone Gélinas, « Mme Yvette Rousseau », *Notre Temps*, septembre 1960; Sylvie Claude, « L'éducation professionnelle et la femme », *Le Messager de Verdun*, septembre 1960; « Femme du mois – Mme Yvette G. Rousseau », *Le Bulletin du CFM de la CCDDM*, septembre 1960, p. 3.

⁵⁴⁰ Gisèle Grignon, *ibid.*

⁵⁴¹ « Femme du mois – Mme Louis Saint-Arnaud », *Le Bulletin du CFM de la CCDDM*, septembre 1959, p. 3; « Femme du mois – Mme Annette B. Vennat », *Le Bulletin du CFM de la CCDDM*, octobre 1960, p. 3.

⁵⁴² Anne Macdermot, « Quebec's working widows join the Quiet Revolution », *Maclean's*, 2 décembre 1961, pp. 22-29 et 36-37, p. 37.

⁵⁴³ « Femme du mois – Mme Laurette P. Gravel », *Le Bulletin du CFM de la CCDDM*, septembre 1962.

première maison du genre à adopter une mécanisation électronique dans son travail de bureau⁵⁴⁴.

Enfin, l'une des deux fondatrices d'entreprise mentionnées dans les documents de la CCDM, Mme Symone Beaudin, dirige « une maison de support esthétique [...] qui nous fait honneur et qui ne cesse de progresser [...] [dont le service est assuré par] quelque deux cents vendeuses spécialisées [et] rayonne dans toute la province de Québec et le nord de l'Ontario »⁵⁴⁵. Il est, par ailleurs, précisé que quatre d'entre elles sont « Montréalaise [s] »⁵⁴⁶.

Ces exemples véhiculent le modèle de l'héritière, souvent montréalaise, qui a pris la direction d'une entreprise, sans le vouloir initialement, à la suite du décès inopiné d'un père ou d'un conjoint. Ces entreprises sont reconnues, engagent entre 25 et 60 employés, connaissent une durée de vie relativement longue et croissent du fait du travail de leurs propriétaires. L'unique fondatrice d'entreprise, elle, dirige jusqu'à 200 vendeuses et son commerce est reconnu au niveau provincial et en Ontario. Ces éléments biographiques correspondent à l'idéal de la « réussite commerciale » et rappellent ceux énoncés au sujet des entrepreneures présentées dans les revues populaires.

La différence — et non des moindres — entre les deux ensembles de présentations est qu'il s'agit, dans le cas des héritières de la CCDM, d'entreprises fondées en majorité par des hommes, dans des domaines à majorité masculine, avec un personnel masculin. Elles représentent donc une incursion des femmes dans l'espace masculin du monde des affaires. La présentation de Mme Laurette P. Gravel dans la revue *Commerce*, en 1964 est très évocatrice de cette conception de la division genrée de l'espace économique et de la surprise provoquée par la présence de femmes à la présidence d'entreprises « masculines » :

⁵⁴⁴ Laurette Robillard, « Femme du mois – Mme Beausoleil », *Le Bulletin du CFM de la CCDM*, avril 1964.

⁵⁴⁵ « Femme du mois – Mme Beaudin », *Le Bulletin du CFM de la CCDM*, septembre 1961, p. 3.

⁵⁴⁶ « Femme du mois – Mme Louis Saint-Arnaud », *Le Bulletin du CFM de la CCDM*, septembre 1959, p. 3; « Femme du mois – Mme Yvette G. Rousseau », *Le Bulletin du CFM de la CCDM*, septembre 1960, p. 3; « Sans titre », *Le Messager de Verdun*, mercredi 22 juin 1960; « Femme du mois – Mme Annette B. Vennat », *Le Bulletin du CFM de la CCDM*, octobre 1960, p. 3; « Femme du mois – Mme Beaudin », *Le Bulletin du CFM de la CCDM*, septembre 1961, p. 3; « Femme du mois – Mme Laurette P. Gravel », *Le Bulletin du CFM de la CCDM*, septembre 1962.

Si on vous présentait Mme Laurette P. Gravel pour la première fois [...] vous l'imaginerez facilement dans une ambiance délicate et raffinée d'un salon de haute-couture, ou encore de chapeaux-modèles pour les élégantes, dans un décor où domineraient les tons pastels [...] vous pourriez la voir recevant gracieusement les clientes avec le sourire et confiant à des employés en livrés d'opérette des cartons enrubannés [...] Eh bien ! Qu'on se détrompe ! Mme Laurette Gravel travaille, est présidente d'une compagnie de livraison [...] Des chauffeurs, vêtus comme bien d'autres, conduisant une flotte de 34 camions qui parcourent la ville⁵⁴⁷.

Cette arrivée des femmes dans l'espace masculin des affaires n'apparaît comme acceptable que si elles en sont héritières, pour assurer la transmission du capital paternel ou marital aux enfants. Qu'elles fondent des entreprises dans cette sphère de leur propre initiative apparaît, dans les documents publiés par la Chambre de commerce, son comité féminin ou à son sujet, comme pratiquement inimaginable et donc, inexistant. Les deux seules fondatrices dont nous avons retrouvé quelque trace biographique sont Mme Symone Beaudin qui dirige une maison dite « de supports esthétiques » et Mme Yolande Gingras qui « a ouvert très récemment un bureau de services administratifs et de comptabilité à son compte »⁵⁴⁸. Or, ces deux domaines d'activités ne s'éloignent pas fondamentalement d'activités « féminines ».

Par ailleurs, tout comme dans les revues populaires, les portraits d'entrepreneures présentés dans les documents de la Chambre de commerce combinent leur rôle de chefs d'entreprise avec celui de « femme » et de « mère ». Mme Yvette Rousseau, par exemple, est considérée comme « une maman aimante et dévouée... Une femme d'affaires accomplie [...] [et c'est] au sein de sa petite famille [...] [qu'elle] découvre encore les plus belles joies de l'existence »⁵⁴⁹. Dans d'autres textes, les journalistes indiquent qu'elle « mena de front les deux carrières, partageant son temps entre le foyer et le bureau [...] [ce qui] prouve qu'une mère de famille touchée par l'épreuve peut se ressaisir, tenir à la fois son rôle et

⁵⁴⁷ Anita Fontaine, « Femmes de carrière, Carrière de femmes ! », *Commerce*, novembre 1964, p. 76.

⁵⁴⁸ Michèle Rivet, « Nouvelle présidente au Conseil des femmes membres de la Chambre de commerce de Montréal », *Non identifié*, 1966[?]; « Femme du mois – Mme Beaudin », *Le Bulletin du CFM de la CCDM*, septembre 1961, p. 3.

⁵⁴⁹ « Femme du mois – Mme Yvette G. Rousseau », *Le Bulletin du CFM de la CCDM*, septembre 1960, p. 3.

celui du père disparu»⁵⁵⁰. Mme Alice Saint-Arnaud, quant à elle, est « mère de deux garçons et deux filles, mariés tous les quatre, elle est de plus grand-mère de neuf petits-enfants »⁵⁵¹ et est, par ailleurs, une « excellente mère de famille, parfaite épouse, hôtesse admirable »⁵⁵². Dans un sens similaire, l'article du bulletin du CFM de la CCDM consacré à Mme Vennat a pour titre « La famille... la carrière... la société... trois sphères où rayonne notre femme du mois »⁵⁵³. L'auteure la considère comme « une femme accomplie... une femme dans toute l'acceptation du terme [...] [qui a] fait [...] preuve d'un grand courage et d'un dévouement continu pour donner à ses deux fils une éducation solide et une tendresse jamais démentie »⁵⁵⁴. Ensuite, Mme Laurette P. Gravel est « une petite femme bien féminine, bien charmante... Le chef d'une flotte de trente camions de livraison »⁵⁵⁵. L'auteure de cet article poursuit en insistant sur la « féminité » de Mme Gravel :

Comment concevoir un chef aussi viril chez un être qui est tout ce qu'il y a de plus féminin ? Il faut passer au bureau de cette femme d'affaires pour se rendre compte de la force de caractère de celle qui occupe le fauteuil présidentiel d'une compagnie de livraison, si importante, qu'on s'imagine difficilement que cette flotte de camions puisse être dirigée par une femme⁵⁵⁶.

En ce sens aussi, Mme Beausoleil est « soupçonn [é] e d'être parfaitement à l'aise et même à son mieux dans des circonstances qui causeraient le désespoir ou des ulcères à des "businessmen" chevronnés. [...] [D] iriger un personnel entièrement masculin, surveiller les travaux en chantier, surpasser ses concurrents masculins n'ont rien enlevé à [s]a

⁵⁵⁰ Marie Bourbonnais, « Le statut légal de la femme est à l'étude », *Non identifié*, Février 1958; Gisèle Grignon, « Présidente de compagnie », *La Patrie*, 16 juillet 1961; Simone Gélinas, « Mme Yvette Rousseau », *Notre Temps*, septembre 1960; Sylvie Claude, « L'éducation professionnelle et la femme », *Le Messager de Verdun*, septembre 1960.

⁵⁵¹ *Commerce-Montréal*, 29 juin 1959, p. 1. Voir aussi « Le monde et la ville - Saint-Arnaud », *La Revue moderne*, octobre 1959, pp. 10-11.

⁵⁵² « Femme du mois – Mme Louis Saint-Arnaud », *Le Bulletin du CFM de la CCDM*, septembre 1959, p. 3.

⁵⁵³ « Femme du mois – Mme Annette B. Vennat », *Le Bulletin du CFM de la CCDM*, octobre 1960, p. 3.

⁵⁵⁴ *Ibid.*; Lucette Robert, « Ce dont on parle - Vennat », *La Revue populaire*, août 1957, pp. 6-7; Anne Macdermot, « Quebec's working widows join the Quiet Revolution », *Macleans*, 2 décembre 1961, pp. 22-29 et 36-37.

⁵⁵⁵ « Femme du mois – Mme Laurette P. Gravel », *Le Bulletin du CFM de la CCDM*, septembre 1962.

⁵⁵⁶ *Ibid.*

féminité »⁵⁵⁷. Enfin, Mme Aurette L'Heureux, une veuve de 34 ans mère de six enfants, présidente de J.W L'Heureux & Cie ltée, une agence de courtier d'assurances, « rented the top floor, organized the main floor for herself, the twins and four-year-old Jacques, and began keeping office hours downstairs. [...] She divides her life between upstairs and downstairs. »⁵⁵⁸.

Ces différents éléments — leurs rôles d'épouse, de mère, voire de père de substitution, leur « féminité » ou encore la porosité physique de leurs sphères familiale et professionnelle — rappellent, une fois de plus, l'identité sexuée des personnes présentées. Ces éléments ne sont pas considérés comme des atouts pour gérer leurs entreprises, mais plutôt comme des arguments servant à rassurer leurs homologues masculins (et féminines) au sujet de leur capacité à assumer le rôle de présidente d'entreprise « masculin » tout en ne délaissant pas celui de mère et d'épouse qui fonde leur « féminité ». Ce procédé est similaire, comme l'indique Melanie Buddle, à celui dont usent les membres des Business and Professional Women's Club de Colombie-Britannique au début du siècle. Cette auteure indique, en effet, que

proving that they were feminine despite their business acumen was a way for women to carve out a role for themselves. BPW club members repeatedly *reassured* businessmen, other men, and other women that they were not going to become manly by entering into business: thus, they stressed other characteristics besides appearance that demonstrates their femininity⁵⁵⁹.

Autrement dit, les femmes présentées par la Chambre de commerce, son conseil féminin ou dans les coupures de presses relatives à ce dernier sont « exceptionnelles » sur quatre plans. Elles doivent « réussir » en termes capitalistes et assurer leur rôle social de « femmes » de la même manière que les fondatrices d'entreprises présentées dans les revues populaires. Elles doivent, de plus, dépasser l'idéologie de la séparation genrée de sphères et s'engager sur le terrain « masculin » des affaires. Il ne s'agit donc pas d'être une femme qui réussit *comme un homme*, mais d'être une femme qui, tout en restant femme, assure la pérennité d'une entreprise dans le rôle commercial d'un homme. À ces

⁵⁵⁷ Laurette Robillard, « Femme du mois – Mme Beausoleil », *Le Bulletin du CFM de la CCMD*, avril 1964; Anita Fontaine, « Femmes de carrière, Carrière de femmes ! », *Commerce*, novembre 1964, p. 76.

⁵⁵⁸ Anne Macdermot, « Quebec's working widows join the Quiet Revolution », *Maclean's*, 2 décembre 1961, pp. 22-29 et 36-37.

⁵⁵⁹ Melanie Buddle, *The Business of Women : Gender*, p. 227. Souligné par nous-même.

caractéristiques s'ajoute, enfin, celle de l'engagement au sein de la Chambre de commerce. En effet, sur les 11 femmes repérées, neuf d'entre elles ont été présidentes du CFM de la CCDM (chapitre 7). Cet engagement est à l'origine de leur visibilité puisque, comme précisé précédemment, les mentions relevées dans les documents de la CCDM, de son conseil ou dans la presse à son sujet sont, pour la plupart, publiées dans le cadre des activités du CFM de la CCDM. Il apparaît, cependant, comme une exigence supplémentaire pour avoir droit au chapitre, que ce soit au sein de la CCDM ou à l'extérieur. En cela, une fois de plus, seules les femmes « exceptionnelles » ont une aura publique. Ces textes font apparaître un modèle d'entrepreneure non pas représentatif d'une réalité, mais plutôt d'un idéal promu au sein de la Chambre de commerce en cette première moitié des années soixante : celle qui assure la pérennité d'une entreprise québécoise, s'assume comme *femme*, gère *comme un homme* et s'engage au sein de cette institution. La caricature qui illustre l'article d'Anita Fontaine démontre parfaitement l'ensemble de ces exigences (figure 11). Le miroir, la rose, le vase, les hauts-talons, le décolleté et le collier démontrent l'importance donnée à la « féminité » des présidentes d'entreprise tandis que le fait que la protagoniste se regarde dans son miroir tout en répondant au téléphone sous le regard austère d'un homme trahit la double exigence formulée à son endroit d'exceller autant dans son rôle professionnel (de présidente) que dans son rôle social (de femme).

Figure 11. Caricature, 1964



Source : Anita Fontaine, « Femmes de carrière, carrières de femmes ! », *Commerce*, novembre 1964, p. 76.

L'importance de la visibilité de cette présence des héritières dans l'espace économique est telle qu'en 1961, Anne Macdermot, l'auteure de l'unique article retrouvé sur le sujet dans la revue anglophone *Maclean's*, n'évoque que cette réalité. Elle indique, en effet, que si, du fait du Code Napoléon et de l'incapacité juridique de la femme mariée, « there are only three places where a Quebec woman belongs: in the kitchen, the nursery, and church on Sunday », il y a désormais, « a handful of enterprising widows [who] are leading them out to compete – Mon Dieu! – with businessmen for money »⁵⁶⁰. Ce mouvement serait même, selon elle, « the quietest but in some ways, the most revolutionary thing that's happening inside the Quiet Revolution »⁵⁶¹. Cet article ne s'appuie sur aucune statistique et sur les seuls récits de vie de trois entrepreneures — héritières — et d'une directrice du personnel — salariée. Il soutient, cependant, l'interprétation d'un intérêt de la Chambre de commerce pour l'entrepreneuriat féminin qui se limiterait à l'importance donnée au maintien des entreprises francophones durant cette période particulière du tournant des années soixante, soit de la « Révolution tranquille ».

Par la suite, soit entre 1966 et 1976, mis à part l'évocation des noms des quatre fondatrices d'entreprise comme investisseuses dans un texte portant sur la rénovation du Vieux-Montréal en 1968 et la courte mention de la nomination de la présidente de Frappier and Hollande inc. au titre de première membre féminine de la Bourse canadienne dans les nouvelles du monde des affaires en 1969, aucun texte de la CCDM ne présente d'entrepreneures montréalaises⁵⁶². Premièrement, à partir de cette date, peut-être en réaction au féminisme de la période, les femmes membres de la Chambre de commerce vont progressivement intégrer les structures organisationnelles de cette institution, collaborer — au risque de n'être pas leurs égales — avec leurs homologues masculins et se détourner de leur objectif initial de se soutenir comme femmes chefs d'entreprises⁵⁶³. Deuxièmement, plus globalement, l'année 1964 marque, selon Bélanger et Fournier, la fin

⁵⁶⁰ Anne Macdermot, « Quebec's working widows join the Quiet Revolution », *Maclean's*, 2 décembre 1961, pp. 22-29 et 36-37, p. 36.

⁵⁶¹ *Ibid.*

⁵⁶² Jacques Coulon, « Le Vieux Montréal », *Commerce*, février 1968, pp. 44-50; « Le monde des affaires », *Commerce*, septembre 1969, p. 101.

⁵⁶³ Flavie Trudel, *L'engagement des femmes en politique au Québec histoire de la Fédération des femmes du Québec de 1966 à nos jours*, Thèse de Ph.D. (Histoire), Montréal, Université du Québec à Montréal, 2009.

d'une conjoncture favorable à l'entrepreneuriat québécois et le début de « la chute de plusieurs empires familiaux »⁵⁶⁴. En revanche, à partir du début des années 1970, l'État québécois met en place des politiques interventionnistes « centrées sur la défense et la promotion des intérêts locaux » et « liées à la “modernisation” de l'entrepreneurship privé » qui amènent les nouvelles petites et moyennes entreprises [PME] à « prendre progressivement la place des entreprises familiales »⁵⁶⁵. Finalement, la récession du milieu des années 1970 consacre l'« enterrement définitif de ce qui subsistait des empires familiaux des années 1950-1960 »⁵⁶⁶.

La présentation de Jeannine Guillevin Wood — celle-là même à être la seule femme qualifiée, un an plus tôt, de « chef d'entreprise » dans la revue *Châtelaine* —, dans la rubrique « L'homme du mois » du mensuel *Commerce* témoigne de cette transition sur deux plans⁵⁶⁷. D'une part, ce portrait diffère profondément de celui présenté dans *Châtelaine* en ce qu'il décrit avec beaucoup de précisions les « succès » commerciaux de cette héritière d'entreprise, mais n'évoque que très peu ses rôles sociaux de femme, d'épouse ou de mère. La seule référence à ce sujet est faite en des termes assez modérés :

C'est une histoire très simple, l'histoire d'une réussite qui se poursuit depuis un peu plus de dix ans et qui continue. Mme Guillevin Wood nous fait le récit de ce qui ferait rêver bon nombre de nos hommes d'affaires, mais qui, à l'analyse, révèle la lutte âpre et difficile menée par une femme déterminée, intelligente et sans complexe. Ajoutons à cela le charme indiscutable de cette personne qui, malgré ses occupations austères, ses responsabilités, conserve le souci d'être « joyeusement » belle et chaleureusement accueillante⁵⁶⁸.

Ce discours propose, d'autre part, un angle de vue sur ce genre de parcours professionnel féminin différent de ceux publiés précédemment. Bien qu'il ne passe pas sous silence

⁵⁶⁴ Yves Bélanger et Pierre Fournier, *L'entreprise québécoise*, p. 116.

⁵⁶⁵ *Ibid.*, pp. 124-125.

⁵⁶⁶ *Ibid.*, p. 151.

⁵⁶⁷ Viviane Simard-Pilote, « Quand les femmes deviennent chefs d'entreprise », *Actualité*, juillet-août 1975, pp. 22-25; Robert Bastin, « L'homme du mois – Jeannine Guillevin Wood, présidente Guillevin Allied Ltée », *Commerce*, juin 1976, p. 37. Notons que Mme Louis de G. Beaubien, présidente de l'Hôpital Sainte-Justine et Thérèse Lavoie-Roux, présidente de la Commission des Écoles catholiques de Montréal sont présentées dans cette rubrique de l'« homme du mois » en juin 1960 et en août 1975 (Roger Champoux, « L'homme du mois – Mme Louis de G. Beaubien, présidente de l'hôpital Sainte-Justine », *Commerce*, juin 1960, pp. 8-15; Maurice Chartrand, « L'homme du mois – Thérèse Lavoie-Roux, présidente de la Commission des Écoles catholiques de Montréal », *Commerce*, août 1975, pp. 26-32.

⁵⁶⁸ Robert Bastin, *ibid.*

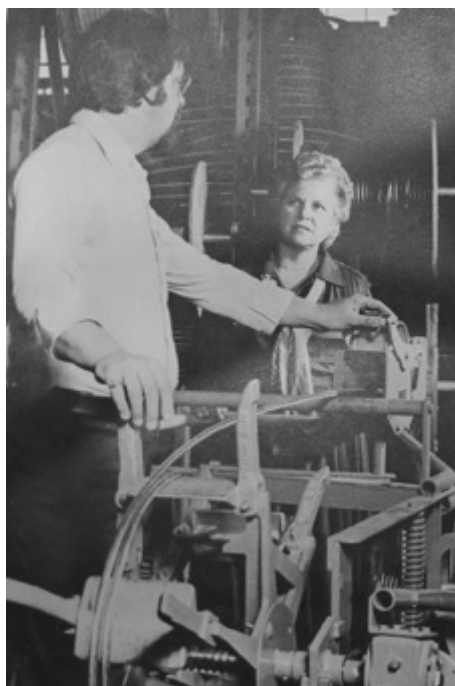
l'importance qu'y tient l'héritage, l'auteur insiste surtout sur les succès de la transformation de cette entreprise initialement familiale en une PME dirigée par un conseil d'administration. En effet, la suite du texte est une succession de facteurs indicatifs de la croissance de l'entreprise : le projet de transformation de cette entreprise familiale en une entreprise à conseil d'administration, son \$1,5 million de chiffre d'affaires, sa trentaine d'employés, l'ouverture de succursales, l'achat d'entreprises concurrentes, le développement d'outils de gestion de pointe et un large réseau de vente⁵⁶⁹. Ultimement, l'utilisation de l'ordinateur pour la gestion du stock est une preuve que son entrepôt « est un modèle du genre »⁵⁷⁰. En conclusion, l'auteur précise que la relève, puisque les enfants de Mme Guillevin « ne sont pas intéressés », sera assurée par les cadres « qui, avec [elle], ont bâti Guillevin Allied »⁵⁷¹. Ce texte reprend donc les principales caractéristiques de la définition de la « réussite » entrepreneuriale, mais évacue presque toute expression de jugement sur la « féminité » de sa dirigeante et ignore totalement sa capacité à combiner ses rôles et espaces professionnels et familiaux. Deux des photographies qui l'accompagnent la montre d'ailleurs l'une en retrait par rapport à ses employés et les machines, et l'autre en pleine réunion avec trois personnes avec qui elle semble collaborer (figure 12). Cette présentation ne s'inscrit pas, comme celles des héritières présentées au début des années soixante, dans un contexte favorable à l'entreprise familiale — et sa succession —, mais dans un contexte de valorisation des PME dirigées par des conseils d'administration, comme Mme Guillevin-Wood transforme la sienne. Ce portrait ne témoigne donc pas de la réalité tangible de l'exceptionnalité de l'entrepreneuriat féminin québécois, mais participe assurément à la construction discursive de l'idéal de ce phénomène.

⁵⁶⁹ *Ibid.*

⁵⁷⁰ *Ibid.*

⁵⁷¹ *Ibid.*

Figure 12. Mme Guillevin-Wood dans son entreprise de distribution de matériel électrique, 1976



Source : Robert Bastin, « Jeannine Guillevin Wood, Présidente Guillevin Allied Ltée », Commerce, juin 1976, p.40

Conclusion

L'analyse discursive des présentations d'entrepreneures montréalaises publiées entre 1920 et 1980 dans les revues populaires, dans les documents d'associations d'entrepreneures et dans ceux de la Chambre de commerce fait apparaître un idéal de l'entrepreneure montréalaise qui connaît des « succès » commerciaux tout en préservant sa « féminité ». Dans les encarts publicitaires, principalement diffusés pendant l'entre-deux-guerres, dans lesquels elle investit pour la croissance de son commerce, la femme en affaires insiste sur le prix abordable, la spécificité et la qualité des produits et services qu'elle offre. Lorsqu'elle témoigne de l'entrepreneuriat féminin dans son ensemble, la femme d'affaires de cette première période évoque les obligations familiales comme principale motivation des femmes — anonymes — pour se lancer dans l'aventure alors que lorsqu'elle relate son propre parcours ou celui de ses consœurs bien identifiées, elle insiste sur ses ambitions lucratives ou de développement personnel. Enfin, selon les portraits réalisés sur elle, après 1944, elle connaît des débuts commerciaux « humbles » rapidement couronnés d'une reconnaissance sur le marché montréalais (voire provincial, national ou international), se forme et se procure ses matériaux à l'étranger, distribue des biens et des services « pionniers », « exclusifs » et onéreux, dirige un personnel et s'adresse à une clientèle issue de la haute bourgeoisie.

Sur le plan de la réussite financière, la fin de la Seconde Guerre mondiale et le début des années soixante s'avèrent être des moments de rupture. En effet, jusqu'au début des années 1940, si l'entrepreneure montréalaise publicise ses activités ou, en tant que membre de l'Association des femmes d'affaires, témoigne en faveur de sa profession, elle n'est pas, en revanche, considérée comme une « femme d'affaires » ni par les revues populaires ni par le monde commercial. L'inverse se produit après le second conflit mondial alors que l'entrepreneure ne diffuse plus que de très rares traces d'elle-même, mais que les revues populaires l'encensent. À partir de 1960, cette « femme d'affaires » dont parle la presse populaire et commerciale vise toujours le marché international, mais pour faire la promotion d'une mode ou d'une esthétique « typiquement canadienne ». Les portraits qu'en font les journalistes insistent aussi sur l'apport, en termes de développement personnel, de son activité qui s'avère, de ce fait, moins lucrative ; par ailleurs, et contrairement aux décennies précédentes, ces présentations n'hésitent pas à évoquer

certaines de leurs échecs. Cependant, au-delà des différences notées dans la présentation des femmes d'affaires au fil du XX^e siècle, sur le plan de la « réussite » commerciale, celles-ci appartiennent, finalement, à une certaine « élite » au regard de l'ensemble des entrepreneures montréalaises de la période.

Cette entrepreneure idéale ne se limite pas, cependant, à répondre à ces seuls critères « commerciaux ». Elle se soumet également aux exigences induites par son appartenance à la gent féminine. Sur ce plan, elle est la fille, l'épouse ou la veuve d'un homme qui détermine son statut social. Elle est, de plus, une mère qui conjugue ses obligations maternelles et professionnelles à la perfection, soigne son commerce « comme une maîtresse de maison » et exerce son activité à son domicile. Son statut de mère ou de veuve serait, d'ailleurs, son principal motif pour se lancer en affaires. Enfin, elle se contente de s'engager dans des domaines dits « féminins » tant en ce qui concerne la nature des activités choisies (mode, beauté, couture, etc.), qu'en ce qui a trait à la composition principalement féminine de sa clientèle et du personnel qu'elle dirige. A ce sujet, l'influence du féminisme du milieu des années 1960 et celle du développement d'une industrie de la haute-couture ou de l'esthétique ne fait qu'appuyer la conviction de ces femmes d'affaires selon laquelle elle domine et se doit de dominer ces domaines d'activités.

Il se peut, cependant, *in fine*, que la femme d'affaires se permette d'entrer dans certains bastions « masculins ». Dans ce cas, soit elle se heurte à une discrimination sans borne, ne connaît pas de réel « succès » et recrée un espace exclusivement féminin, soit elle hérite de l'entreprise florissante d'un père ou d'un mari. Elle fait alors partie de la Chambre de commerce du district de Montréal et de son conseil des femmes membres et est, par ce biais, repérable dans les documents diffusés par ou au sujet de cette institution entre 1955 et 1966, une période favorable à l'entrepreneuriat francophone et aux empires familiaux. La femme d'affaires (surtout francophone) y est appréciée comme partie prenante de ce développement économique de Montréal, non seulement en tant que propriétaire d'entreprise, mais peut-être surtout en tant que « femme », agente de transmission de l'entreprise d'un homme à un autre. En effet, elle est celle qui, sans le vouloir, a été initiée aux rouages de l'entreprise du mari, la prend en main au décès de celui-ci et en assure non seulement la pérennité, mais aussi la croissance commerciale et financière, dans le respect de son rôle social de mère et de « femme ». En revanche, à partir

du milieu des années 1970, le monde commercial la donne en exemple des transformations encouragées auprès des entreprises familiales pour devenir des petites ou moyennes entreprises dirigées par des conseils d'administration.

Ainsi donc, entre 1920 et 1980, les entrepreneures montréalaises sont, de manière générale, non seulement peu visibles dans l'espace public, mais celles qui le sont ne représentent qu'un échantillon très sélectif de l'ensemble des femmes qui partagent cette expérience professionnelle. De plus, les discours qu'elles-mêmes énoncent ou qui sont émis à leur sujet sont profondément influencés par les idéologies du capitalisme et du patriarcat et renforce leur caractère « exceptionnel ».

Conclusion

Au terme de cette étude, il apparaît que, tout au long du XX^e siècle, parmi la multitude de femmes au foyer ou au couvent, d'ouvrières, d'employées, de féministes et de philanthropes, certaines Montréalaises se sont lancées dans l'aventure entrepreneuriale. Certes, ces entrepreneures ne forment la majorité ni de la population urbaine, ni de la population active, ni de l'ensemble des personnes à la direction d'entreprise ou de celui des propriétaires (hommes et femmes). Elles sont suffisamment nombreuses, cependant, pour être considérées comme une collectivité à part entière composée de femmes partageant des expériences similaires et non pas comme une poignée de personnes qui, chacune de leur côté, aurait vécu des parcours uniques. L'idée largement véhiculée de l'exceptionnalité des entrepreneures féminines durant le XX^e siècle provient, selon nous, davantage de la construction discursive de l'individualité fondée sur les idéologies capitaliste et patriarcale, voire nationaliste, que d'une réalité numérique. Ces schémas de pensée influencent certainement les femmes qui exercent ce type d'activités professionnelles lorsque vient le temps de se définir elles-mêmes et d'agir, mais ils inspirent surtout les discours qui, de ce fait, véhiculent une image tronquée et réductrice du phénomène. Analyser l'entrepreneuriat féminin sur la base de cette hypothèse amène à le démystifier et permet de l'intégrer, plus globalement, dans la dynamique économique de Montréal.

Le présent travail visait donc à étudier les entrepreneures montréalaises du XX^e siècle — entendues au sens strict de propriétaires principales d'au moins une entreprise privée de production ou de distribution de biens ou de services — sous trois angles de vue. Il s'agissait de définir et d'analyser le groupe des femmes qui occupent des postes à la direction d'entreprise et de celui des entrepreneures *stricto sensu* (partie 2), d'examiner les enjeux qu'elles affrontent collectivement (partie 3), d'explorer les récits construits à leur sujet, par elles-mêmes ou par autrui (partie 4), tout en situant les transformations de ces différents éléments dans le contexte urbain de Montréal de la période 1920-1980.

L'examen transversal de ces trois perspectives — l'aspect statistique, les associations de femmes d'affaires et les discours tenus à leur égard — dévoile les variations historiques de l'entrepreneuriat féminin montréalais tout au long du XX^e siècle. En effet, les soixante années étudiées ne forment pas une période homogène, mais sont rythmées par des moments de rupture, d'effervescences et de silence qui s'enchaînent ou s'entrecroisent. Deux dates apparaissent comme des moments charnières: 1940 et 1960. Elles scandent notre récit en trois temps distincts.

Les deux premières décennies, 1920-1940 sont caractérisées par une instabilité économique suivie du krach boursier de 1929 et de la grave et longue crise économique qui le suit. Durant ces années, la proportion de femmes à des postes de direction d'entreprise est très faible, mais ce groupe compte néanmoins plus d'un millier d'individues. Le taux et le nombre de femmes en affaires font un premier bond, de 6 à 8 % et de 1100 à 1700, entre 1931 et 1941. Elles sont concentrées dans le commerce de détail et les services, deux secteurs qui tendent à se féminiser entre ces deux dates. Plus précisément, les femmes propriétaires d'entreprises qui intègrent ces deux secteurs sont surtout concentrées dans les domaines de l'alimentation et du vêtement ainsi que dans les salons de beauté (un domaine féminin à 75 %). Enfin, entre ces mêmes années 1931 et 1941, alors que le nombre de propriétaires masculins stagne, celui des femmes croît de 50 %. Cette croissance, particulièrement impressionnante chez les femmes propriétaires de boutiques dits « de tabacs, bonbons, etc. », et, dans une moindre mesure, chez celles qui assurent la vente d'étoffes ou gèrent des salons de coiffure est déjà visible dans les années vingt, mais s'accroît encore dans les années trente. Cette tendance, surtout en ce qui concerne les petits commerces d'alimentation, témoigne du fait qu'une bonne part de l'entrepreneuriat féminin (et masculin) est le fruit d'une démarche entamée en temps de crise alors que le chômage frappe tous les foyers et qu'il est devenu indispensable de trouver d'autres sources de revenus que le salariat.

Par ailleurs, les veuves, surtout présentes dans les domaines de l'alimentation et les maisons de pension, forment plus du tiers des femmes propriétaires entre 1920 et 1930. Leur nombre diminue fortement ensuite dans les annuaires de commerce au profit de celui des femmes mariées qui sont, elles aussi, concentrées dans l'alimentation et le vêtement (étoffes et tissus). Les célibataires, elles, sont surtout présentes dans ce deuxième grand domaine (vêtements pour femmes et chapellerie) et les salons de beauté. Le taux de croissance du nombre d'entrepreneuses entre 1920 et 1940 est surtout perceptible chez celles dont le commerce est situé sur les petites rues de quartiers francophones. De plus, entre ces deux mêmes dates, la palette de types de commerces situés sur les grands axes que sont les rues Sainte-Catherine, Saint-Denis et Saint-Hubert s'élargit. Enfin, une très large majorité de l'ensemble des commerces enregistrés dans les annuaires de commerce au nom d'une femme à cette période restent actives moins de 13 ans.

C'est aussi l'époque d'intenses activités pour l'Association des femmes d'affaires de Montréal (AFA), fondée par la Fédération nationale Saint-Jean-Baptiste en 1910 et dissoute en 1957. Composé officiellement de femmes de statut social et de carrières très différents, ce groupement est, dans les faits, animé par une petite centaine de membres et majoritairement dirigé par des femmes propriétaires de commerces du domaine du vêtement (chapeaux, vêtements pour femmes et étoffes). S'il s'agit principalement d'une association de réseautage et de philanthropie, l'AFA se mobilise aussi en faveur de la mise en place d'une formation commerciale pour les femmes à l'Université Laval de Montréal, pour défendre les modistes contre l'avènement du prêt-à-porter proposé par les maisons de gros et les manufactures ou encore contre les employées de magasin au sujet du resserrement de la réglementation des heures d'ouverture des commerces.

Enfin, ces deux premières décennies de la période étudiée sont caractérisées par un profond silence des revues populaires et du monde commercial relativement à la réalité de cet entrepreneuriat féminin. Pourtant, un certain nombre valorisent leurs activités professionnelles par le biais d'encarts publicitaires diffusés dans les grandes revues francophones ou de quartier. Il s'agit dès lors principalement de propriétaires de commerces du domaine du vêtement situés sur les grandes rues commerçantes. De plus, les reproductions de conférences prononcées au tournant des années 1930 par certaines membres de l'AFA sont diffusées dans la revue de la Fédération nationale Saint-Jean-Baptiste, *La Bonne Parole*. Ces textes évoquent les réalités autant de commerçantes qui le sont par défaut, « pour boucler le budget familial », que de celles qui, plus aisées, se lancent en affaires dans un objectif personnel de carrière, généralement dans le domaine du vêtement. L'anonymat des unes et l'identification des autres accentuent le caractère exceptionnel de ces dernières. Les unes disparaissent dans les abîmes de la collectivité tandis que les autres se distinguent sur le piédestal de l'Individu. Ainsi donc, pour cette première période, les statistiques dévoilent un entrepreneuriat féminin relativement large tant en terme numérique – jusqu'à 1667 individus dans l'annuaire de commerce Lovell de 1940 et 2754 dans le recensement du Canada de 1941 – que sur le plan des types d'entreprises – notamment dans l'alimentation, les salons de beauté ou les autres secteurs d'activités. Le petit nombre de femmes propriétaires d'entreprises du domaine du vêtement qui font partie des groupements de gens d'affaires ou sont évoquées dans les revues populaires n'est donc pas représentatif d'une réalité mais plutôt le témoin de la

construction sociale et discursif d'un idéal. Ce phénomène se confirme dans la seconde moitié du XX^e siècle.

Les vingt années suivantes, de 1940 à 1960, sont celles de la Seconde Guerre mondiale et du début de la période de prospérité dite «des Trente Glorieuses». Si le nombre de femmes à la direction d'entreprise croît sensiblement entre 1941 et 1951 (de 1700 à 2800 individus selon les recensements), l'augmentation plus forte de celui des hommes provoque une relative stagnation de la féminisation de ces occupations (8 %). En revanche, leur concentration dans les commerces de détail et les services s'affaiblit et la proportion de celles qui sont actives dans ce second secteur augmente. Plus précisément, les femmes propriétaires de commerces de détail et d'établissements de services restent encore principalement engagées dans les domaines de l'alimentation, du vêtement et les salons de beauté. Le total des propriétaires d'entreprise de ces deux secteurs, hommes et femmes, diminue entre ces deux mêmes dates. Le groupe des femmes propriétaires de boutiques de « tabacs, bonbons, etc. », en particulier, est en chute libre, ce qui confirme qu'il s'agit principalement d'un entrepreneuriat temporaire de temps de crise puisqu'il disparaît dès lors qu'une certaine stabilité économique est retrouvée. Par ailleurs, tant au niveau du statut matrimonial de ces propriétaires que de la longévité de leurs entreprises, la situation reste assez semblable entre 1940 et 1960 à ce qu'elle était avant la Seconde Guerre mondiale. En revanche, si elles sont toujours disséminées sur l'ensemble du territoire montréalais, la diminution globale de leur nombre entre ces deux dates est surtout le fait de la disparition des petits commerces de quartier installés sur les rues adjacentes et moins de ceux situés sur les grandes rues commerçantes.

À partir de cette période, alors que l'Association des femmes d'affaires périclité, certaines femmes investissent le bastion masculin de la Chambre de commerce du district de Montréal. Elles le font, cependant, de manière individuelle et n'atteignent la centaine qu'en 1960. En revanche, les revues populaires, *La Revue populaire* et *La Revue moderne* commencent, elles, à diffuser des présentations d'entrepreneures montréalaises en insistant autant sur leurs succès commerciaux que sur leur « féminité ». Ces traces biographiques ne concernent, à nouveau, que des femmes, fondatrices de leur entreprise, qui oeuvrent dans les secteurs de la mode ou de boutiques spécialisées.

Enfin, la troisième période, 1960-1980 est celle du tournant de la « Révolution tranquille » suivie des débuts de la construction du modèle de « Québec inc. ». Elle est caractérisée par une hausse exponentielle du nombre de femmes — et d'hommes — à la direction d'entreprise et une féminisation de ces occupations. Si les statistiques sont extrêmement lacunaires pour Montréal, les analyses relatives à l'entrepreneuriat féminin à l'échelle du Québec réalisées après 1980 font état d'un engouement collectif pour les affaires, surtout à partir de la seconde moitié des années 1970. Ce mouvement s'expliquerait, comme pour les années trente, par l'instabilité économique de la fin des « Trente Glorieuses » qui entraîne une rareté de l'emploi salarié. En ce qui concerne plus spécifiquement les femmes, cet enthousiasme pour les affaires pourrait aussi provenir autant des modifications du Code civil en faveur des femmes mariées que, en fin de période, de la campagne menée par l'AFEAS pour la reconnaissance du travail des femmes collaboratrices. Malgré l'exception, effective depuis 1866, de la marchande publique qui, même mariée, avait la pleine capacité juridique dans le cadre de l'exercice de son commerce, les changements législatifs ont sans doute effectivement ouvert le champ des possibles pour toutes les femmes. De plus, la prise en considération du travail des collaboratrices comme une participation réelle à la direction d'entreprise a aussi certainement influencé leur comptabilisation et leur intégration dans les données statistiques comme faisant partie de la direction d'entreprise. Au final, dans les années 1980, les entrepreneures québécoises sont encore et toujours concentrées dans le commerce de détail et les services ; en outre, 72 % d'entre elles vivent avec un conjoint et une très large majorité d'entre elles ont une entreprise de moins de 10 ans.

Du côté associatif, cette période est marquée à ses débuts par l'intense activité du conseil des femmes membres de la Chambre de commerce. En effet, entre 1957 et 1971, ce groupement rassemble les forces vives de l'entrepreneuriat, de la direction d'entreprise ou du salariat féminin. Très rapidement après sa création, la question de la dépendance de ce regroupement aux autorités (masculines) de la CCDM génère des tensions qui restent tangibles tout au long de ses quinze années d'existence. La question de l'indépendance du Conseil des femmes membres à l'égard de la Chambre de commerce se pose cependant de manière accrue à partir du milieu des années soixante. L'analyse des activités du CFM de la CCDM proposées exclusivement à ses membres (féminins) ou menées de concert avec les autres membres (masculins) de la CCDM et des discours prononcés au sujet de

l'intégration des femmes au sein de cette institution démontre, de fait, la persistance, dans cet univers, d'une stricte conception genrée des rôles dans le monde des affaires francophones.

Par ailleurs, deux types de discours se côtoient. Le premier, publié dans *La Revue populaire*, *La Revue moderne* puis *Châtelaine* et *Actualité*, concerne, comme dans les années d'après-guerre, des entrepreneures qui ont fondé leurs commerces de détail dans le secteur du vêtement (chapeaux et vêtements féminins) ou de l'artisanat. Il insiste, comme précédemment autant sur leurs « succès » que sur leur « féminité ». Les quelques rares entrepreneures qui exercent leur profession dans des domaines à majorité masculine insistent sur les discriminations qu'elles vivent dans le monde des affaires en tant que femmes, leur portrait mentionnant souvent que leur « réussite » est très fragile. Le second genre de discours qui apparaît à cette époque, introduit, pour la première fois, le qualificatif de « femme d'affaires » ou « chefs d'entreprises ». Il concerne celles qui, peu nombreuses, ont hérité de l'entreprise de leur mari. Ce parcours entrepreneurial féminin — la succession —, rare dans les revues populaires, est, en revanche, le principal modèle valorisé dans les documents publiés par ou au sujet de la Chambre de commerce. Seules les héritières qui combinent une saine gestion de l'entreprise de leur mari et la bonne tenue du ménage sont présentées dans ce cadre. Il n'est donc pas question de féminisme ou de dénonciation de la discrimination vécue dans leur profession. L'argumentaire vise, au contraire, à rassurer l'audience masculine de la CCMD en indiquant que les femmes, comme bonnes épouses, mères et Québécoises, n'ont pas comme visée de prendre leur place. Elles sont, en revanche, la garantie qu'en cas du décès prématuré d'un père ou d'un mari, la continuité autant de l'entreprise que de la famille sera assurée.

Ultimement, cette étude sur l'entrepreneuriat féminin montréalais du XX^e siècle à travers les statistiques, les groupements et les discours émis à son sujet confirme notre hypothèse générale de la construction discursive de l'exceptionnalité des entrepreneures. En effet, contrairement aux statistiques qui laissent entrevoir une relativement grande collectivité d'entrepreneures montréalaises et une diversité de parcours professionnels, les groupements de femmes d'affaires et les discours émis à leur encontre restreignent la perception que nous pourrions avoir du phénomène aux exigences idéologiques du patriarcat et du capitalisme. Les individus dont il est alors question doivent conjuguer avec rigueur les dictats, souvent contradictoires, émis envers elles du fait de leur double

appartenance sociale comme femmes et gens d'affaires. Le capitalisme induit des relations sociales de concurrence et d'individualisme dans l'espace public. Pour réussir dans les affaires, il est indispensable de sortir du lot, de se distinguer, de se différencier, autrement dit, d'être exceptionnel. Le patriarcat exige au contraire des femmes et des hommes qu'elles et ils se conforment au rôle déterminé pour l'ensemble des personnes de leur sexe. Les femmes doivent se cantonner à l'espace privé et familial, se limiter à certaines activités relatives à leur statut de femme, d'épouse et de mère, et entretenir certaines qualités qui leur sont attribuées telles que la générosité, l'attention à autrui ou encore le don de soi. Les entrepreneures doivent trouver, pour « réussir » professionnellement et être reconnues comme telles, l'équilibre subtil entre les attentes exprimées envers elles par l'un et l'autre schéma de pensée. Cette dynamique nourrit, selon nous, l'idée du caractère « exceptionnel » de l'entrepreneuriat féminin. En effet, d'un côté, les discours capitalistes construisent les gens d'affaires comme des êtres d'exception, distincts les uns des autres sur le plan de leurs activités et de leur réussite individuelle, généralement attribuées à leur seule volonté ou à leur sens inné des affaires. De l'autre côté, le discours patriarcal édicte le modèle de *la* femme d'affaires comme l'exception qui confirme la règle. Bien que ces idéologies se retrouvent en filigrane des statistiques qui renseignent une division genrée réelle des domaines d'activités commerciales, les groupements de femmes d'affaires et les discours émis à leur sujet n'évoquent, plus drastiquement encore, que les quelques rares entrepreneures dont l'irréprochable parcours professionnel répond à ces deux critères.

Dans le contexte précis de Montréal, cette double exceptionnalité des entrepreneures est triplée par les critères dictés par le nationalisme canadien-français (puis québécois). En effet, la hausse de l'intérêt sociétal pour le phénomène de l'entrepreneuriat féminin francophone de Montréal à partir de la fin de la Seconde Guerre mondiale s'intègre dans le processus d'émancipation économique de ce groupe linguistique au cours de la période. Ainsi, les récits soulignent, plus ou moins explicitement, la participation des femmes à cette dynamique, que ce soit par la spécification de leur appartenance à ce groupe ou du secteur d'activités dans lequel elles opèrent. En effet, l'absence la plus frappante de ce tableau relatif à l'entrepreneuriat féminin montréalais du XX^e siècle est celle des anglophones. Les statistiques restent muettes sur la question et le *Board of Trade*, quant à lui, nous a paru encore plus profondément désintéressé que la Chambre de commerce par le sujet. Les seules véritables traces d'existence d'entrepreneures

anglophones sont les rares documents laissés par le *Business and Professional Women's Club*. Ce groupement, fondé en 1930, est très hétérogène. Composé de près de 300 membres jusqu'en 1959, ce nombre baisse à moins d'une petite centaine à partir de 1973. Tout comme l'AFA, il constitue principalement un groupement de réseautage et de philanthropie, mais contrairement à elle, il se concentre essentiellement sur le travail salarié des femmes. Au tournant des années 1960, soit durant les années où le CFM de la CCDM est le plus actif, il organise des activités plus particulièrement centrées sur l'accès de femmes à des postes à responsabilité. Deux facteurs expliquent, selon nous, ce silence. D'une part, les capitaux anglophones sont fortement présents dans les secteurs des manufactures, de la construction, du transport et des communications et dans les grandes entreprises montréalaises jusqu'à la fin des années 1970. Les francophones, au contraire, sont, jusqu'à cette date, concentrés principalement dans les commerces de détail et les services. De plus, plus largement, si l'élite d'affaires anglophones dépasse les frontières urbaines pour atteindre un rayonnement provincial, voire national, l'élite francophone, elle, est, longtemps restée concentrée dans les limites de Montréal. Autrement dit, le monde des affaires anglophone est donc surtout composé d'entrepreneurs qui agissent dans les (très) grandes entreprises des secteurs lourds de l'économie montréalaise, québécoise et canadienne, desquels les femmes propriétaires *stricto sensu* sont (quasi)exclues. En revanche, elles prennent part à ces entreprises en tant que salariées, notamment, dans le travail de bureau, comme *businesswomen*, et c'est donc à ce titre qu'elles prennent la parole. Au contraire, les Francophones sont surtout actifs dans les secteurs plus légers de l'économie locale dans lesquels se concentre l'entrepreneuriat féminin que nous avons étudié. Ce groupe linguistique est donc plus à même d'être confronté à la réalité d'entrepreneures. Au début du siècle, dans leur volonté de s'affirmer dans le monde des affaires montréalaises, certains membres de l'élite canadienne-française offrent leur soutien personnel à la création d'une chaire de droit civil et commercial pour les femmes par l'Association des femmes d'affaires. À partir des années cinquante, le mouvement nationaliste canadien-français puis franco-québécois se donne comme objectif de valoriser la participation des Francophones dans l'économie montréalaise. L'appui qu'il offre, notamment, au développement de l'artisanat ou de la haute-couture « typiquement canadiens » ou encore aux empires familiaux, et, par conséquent, aux femmes qui y participent comme fondatrices ou héritières d'entreprises, s'intègre dans ce programme politique. Dire que cette situation, longtemps décriée, aurait bénéficié aux entrepreneures

montréalaises francophones serait exagéré, mais il semble, en tout cas, qu'elle leur a donné une certaine visibilité dont les Anglophones n'ont pas bénéficié.

Plus globalement, cette thèse s'inscrit au carrefour de trois champs historiographiques. Elle nourrit, tout d'abord, les réflexions engagées par les études relatives aux femmes propriétaires. En cela, elle propose une lecture nuancée des conséquences de la législation civiliste contraignante vis-à-vis des femmes mariées et insiste sur l'exception des « marchandes publiques » dans un Code civil qui, jusqu'en 1964, frappe les femmes mariées d'incapacité juridique. Elle confirme une division genrée du monde des affaires tout en portant un regard critique sur les discours qui en exagèrent les frontières. Enfin, elle suggère que, dans le Québec du XX^e siècle, comme en Nouvelle-France, l'entrepreneuriat féminin n'est pas seulement le fait de quelques rares fortunées, mais aussi celui d'une collectivité plus large de femmes qui, d'une manière ou d'une autre, entreprennent des activités plus ou moins lucratives pour nourrir leur famille ou pour répondre à leurs ambitions personnelles et participent, sans nécessairement le savoir (et sans le vouloir), à l'économie de la région. Elle se conçoit, deuxièmement, comme un apport à l'histoire des Québécoises en participant à une réflexion fondamentale qui la traverse depuis les débuts de son écriture. En effet, comme les enquêtes menées sur le travail salarié des femmes, sur leur engagement public ou sur les transformations des modèles familiaux, elle confirme l'inexactitude d'une division effective des espaces privé et public selon les identités de genre des personnes qui y accèdent. Elle dévoile l'existence de femmes qui sortent du carcan de la ménagère au foyer et participent à l'économie montréalaise non seulement comme consommatrices, mais aussi comme productrices ou distributrices de biens et de services. Elle révèle, cependant, l'existence d'un discours contraignant qui en accepte difficilement la réalité et transpose l'idéologie de la séparation genrée des sphères au monde économique lui-même. Elle souligne donc également la relative inadéquation entre les discours et les réalités et appuie l'importance d'une critique approfondie des sources pour traiter de l'histoire des femmes. Elle s'inscrit, troisièmement, dans le cadre des recherches menées sur les dynamiques socioéconomiques du Canada, du Québec et de Montréal. Tout en confirmant les principales tendances, elle ajoute les entrepreneures montréalaises à l'ensemble de leurs principaux acteurs. En effet, de la même manière que l'ont déjà fait les études relatives aux entrepreneures nord-américaines, elle souligne les spécificités des rapports qu'entretiennent les femmes à la propriété privée

et à la gestion d'entreprise, mais relève surtout, plus largement, leurs contributions au développement économique urbain montréalais.

Les partis pris d'écrire un pan de l'histoire des femmes; d'en limiter les frontières temporelles à la période 1920-1980 et géographiques à celles de Montréal; d'opter pour l'analyse de sources écrites; de concevoir l'entrepreneuriat féminin comme un phénomène collectif et d'en examiner, principalement, les fondements de son caractère exceptionnel sont autant de limites imposées à notre enquête. Ils peuvent aussi être considérés comme autant d'invitations à en poursuivre l'exploration. Il reste, en effet, notamment, à écrire l'histoire du monde des affaires montréalais sous l'angle du genre; celle de l'entrepreneuriat féminin montréalais du tournant du XX^e siècle comme de celui du XIX^e; celle de l'ensemble de la province du Québec (avec la prise en compte des réalités des autres centres urbains et de dynamiques rurales); celle de l'entrepreneuriat féminin selon les vécus relatés oralement par les protagonistes elles-mêmes ou encore celle de chacune des femmes évoquées (sous forme de biographie individuelle ou collective). Ce voyage au cœur de l'histoire de l'entrepreneuriat féminin montréalais du XX^e siècle se conçoit donc comme une contribution à la connaissance de ce phénomène, comme un encouragement à poser un regard critique sur sa perception et, finalement, comme un appel à tenter d'autres pistes pour en découvrir toutes les nuances.

Bibliographie

Sources

Fonds d'archives

Montréal, Archives École des hautes études commerciales :

- Fonds de la Chambre de commerce du district de Montréal, P003/H1 à P003/H4, et P003/W8, 0003 à 0016.
- Fonds du Bureau de Commerce de Montréal, P019
- Fonds de la Chambre de commerce des Jeunes du district de Montréal, P054
- Fonds du Montreal Junior Board of Trade, P057
- Fonds du Bureau de Commerce de Montréal, P019

Montréal, Bibliothèques et Archives nationales du Québec :

- Fonds de la Fédération nationale Saint-Jean-Baptiste, 1903-1977, P120
- Fonds du Montreal Local Council of Women, 1875-ànj, P653
- *Lovell's Montreal Directory*, 1920-1980 <http://bibnum2.banq.qc.ca/bna/lovell/>

Périodiques

La Revue moderne, 1919-1960

La Revue populaire, 1920-1963

Châtelaine (fr.), 1960-1980

Chatelaine (angl.), 1928-1980

L'Actualité, 1927-1980

Maclean's, 1911-1980

Bulletin de la Chambre de commerce, 1899-1949

Commerce, 1950-1975

Revue Commerce, 1975-2009

Revue hebdomadaire Commerce-Montréal, 1950-1990

Annuaire Montréal, 1921-1980

L'Actualité économique, 1930-1980

Le Nord de Montréal, septembre 1932 à décembre 1933

Biographies canadiennes-françaises, 1920 – 1980,
<http://collections.banq.qc.ca/ark:/52327/2634224>

Sources publiées

Recensements du Canada: <http://archives.org/>

- Sixième recensement du Canada, 1921, volume IV Occupations.
- Septième recensement du Canada, 1931, volume VII- Occupations et industries, volumes X - Établissements de commerce et de service — Partie I — Commerce de marchandises en détail et volume XI - Établissements de commerce et de service — Commerce de gros, Services de détail, Hôtels et Compagnies de finance.
- Huitième recensement du Canada, 1941, bulletin 0-2 Occupations et chômage, volume X - Établissements de commerce et de service —Partie I —Commerce de marchandises en détail et XI - Établissements de commerce et de service — Commerce de gros, Services de détail, Hôtels et Compagnies de finance.
- Neuvième recensement du Canada, 1951, volume IV-Main-d'œuvre Occupations et Industries, volumes VII - Distribution —Commerce de détail et volumeVIII - Distribution —Commerce des services et de gros
- Dixième recensement du Canada, 1961: Volume III, partie I, Main-d'œuvre, Professions selon le sexe, Zones métropolitaines
- Onzième recensement du Canada, 1971
- Douzième recensement du Canada, 1981

AFÉAS. Mémoire concernant la femme collaboratrice du mari dans une entreprise à but lucratif présenté à la Commission parlementaire sur la réforme du droit de la famille (1979.). Montréal: AFÉAS.

Banque fédérale de développement Canada, Service des projets spéciaux, Les femmes en affaires : un aperçu général : recueil des résultats d'études choisies sur les entreprises appartenant à des femmes au Canada (1975 à 1991) / [préparé par le Service des projets spéciaux, Banque fédérale de développement avec l'aide de Training Design], *Recueil des résultats d'études choisies sur les entreprises appartenant à des femmes au Canada (1975 à 1991)*. Montréal: Banque fédérale de développement.

Études

Dictionnaires, ouvrages de référence et encyclopédies

Baril, Gérald. Dicomode. Dictionnaire de la mode au Québec de 1900 à nos jours (2004. p. 382). Montréal: Fides.

Beaulieu, André et Jean Hamelin. *La presse québécoise : des origines à nos jours*, 2e éd. . éd., Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1973, 10 vol.

Encyclopédie canadienne, <http://www.encyclopediecanadienne.ca/fr/>

Monographies

Audette, Gisèle. *Les femmes : une force économique insoupçonnée*, Québec, Gouvernement du Québec, Le Conseil du statut de la femme, 1983, 69 p.

Baillargeon, Denyse. *Ménagères au temps de la crise*, Montréal, Remue-ménage, 1991, 311 p.

Baillargeon, Denyse. *Brève histoire des femmes au Québec*, Montréal, Boréal, 2012, 281 p.

Baldwin, Betsey. *The Millinery Tradition in Decline, 1900-1930. The Displacement of Hat-Making as a Professional Art of Eaton's*, Ottawa, Canadian Museum of Civilization, 1999.

Balthazar, Louis et Alfred O. Hero. *Le Québec dans l'espace américain*, Montréal, Éditions Québec-Amérique, 1999, 374 p.

Barker, Hannah. *The Business of Women. Female Enterprise and Urban development in Northern England, 1760 – 1830*, Oxford, Oxford University Press, 2006, 208 p.

Barry, Francine. *Le travail de la femme au Québec : l'évolution de 1940 à 1970*, Montréal, Les Presses de l'Université du Québec, 1977, 80 p.

Basch, Norma. *In the Eyes of the Law. Women, Marriage, and Property in Nineteenth-century New York*, Ithaca, Cornell University Press, 1982, 255 p.

Baskerville, Peter. *A Silent Revolution? Gender and Wealth in English Canada, 1860-1930*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 2008, 375 p.

Behiels, Michael D. *Prelude to Quebec's Quiet Revolution. Liberalism Versus Neo-Nationalism, 1945-1960*, Kingston/Montreal, McGill-Queen's University Press, 1985, 366 p.

- Bélanger, Laurent. *Évolution du patronat et ses répercussions sur les attitudes et pratiques patronales dans la province de Québec*, Ottawa, Bureau du conseil privé, 1970, 115 p.
- Bélanger, Yves. *Québec inc. : la dérive d'un modèle?*, Montréal, Centre de recherche sur les innovations sociales (CRISES), 1994.
- Bélanger, Yves et Pierre Fournier. *L'entreprise québécoise: développement historique et dynamique contemporaine*, LaSalle, Québec, Hurtubise HMH, 1987, 187 p.
- Benoit, Michèle et Roger Gratton. *Pignon sur rue. Les quartiers de Montréal*, Montréal, Guérin, 1991, 393 p.
- Benson, John. *The Penny Capitalists. A Study of Nineteenth-century Working-class Entrepreneurs*, Dublin, Gill and Macmillan Ltd, 1983, 172 p.
- Benson, John. *Entrepreneurism in Canada. A History of « Penny Capitalists »*, Lewiston, New-York, A Mellen Press, 1990, 174 p.
- Bernier, Robert. *Miyuki Tanobe*, Montréal, Les éditions de l'homme, 2004, 157 p.
- Bizier, Hélène-Andrée. *Une histoire des Québécoises en photos*, Montréal, Fides, 2007, 331 p.
- Blackford, Mansel G. *A History of Small Business in America*, 2d éd., Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2003, 272 p.
- Blanchard, Raoul. *Montréal. Esquisse de géographie urbaine, édition préparée et présentée par Gilles Sénécal*, Montréal, VLB éditeur, 1992 [1947], 279 p.
- Bliss, Michael. *Northern Enterprise. Five Centuries of Canadian Business*, Toronto, McClelland & Stewart, 1987, 262 p.
- Bradbury, Bettina. *Familles ouvrières à Montréal : Age, genre et survie quotidienne pendant la phase d'industrialisation*, Montréal, Boréal, 1995, 372 p.
- Bradbury, Bettina. *Wife to Widow. Class, Culture, Family and the Law in Nineteenth Century Québec*, 3, Montreal, Grandes Conférences Desjardins n°1, Programme d'études sur le Québec, McGill University, 1997, 45 p.
- Bradbury, Bettina. *Wife to Widow. Lives, Law, and Politics in Nineteenth Century Montreal*, Vancouver/Toronto, University British Columbia Press, 2011, 496 p.
- Brisson, Marcelle et Suzanne Côté-Gauthier. *Montréal de vive mémoire, 1900-1939*, Montréal, Triptyque, 1994, 340 p.
- Buddle, Melanie. *The Business of Women. Marriage, Family and Entrepreneurship in British Columbia, 1901-1951*, Vancouver, University British Columbia Press, 2010, 208 p.

- Caron, Anita et Lorraine Archambault. *Thérèse Casgrain, Une femme tenace et engagée*, Montréal, Les Presses de l'Université du Québec, 1993, 393 p.
- CCDM. *Un siècle à entreprendre. La Chambre de commerce de Montréal : 1887-1987*, Montréal, Libre Expression, 1987, 191 p.
- Chambers, Lori. *Married Women and Property Law in Victorian Ontario*, Toronto, UTP/the Osgode Society for Canadian Law, 1997, 237 p.
- Chandler, Alfred D. Jr. *The Visible Hand. The Managerial Revolution in American Business*, Cambridge, Mass., Harvard University Press, 1977, 624 p.
- Chandler, Alfred D. Jr. *Scale and Scope. The Dynamics of Industrial Capitalism*, Cambridge, Mass., Harvard University Press, 1990, 760 p.
- Charles, Aline. *Travail d'ombre et de lumière. Le bénévolat féminin à l'Hôpital Sainte-Justine, 1907-1960*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1990, 175 p.
- Charles, Aline. *Quand devient-on vieille? Femmes, âge et travail au Québec, 1940-1980*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2007, 391 p.
- Christie, Nancy. *Engendering the State. Family, Work, and Welfare in Canada*, Toronto, University of Toronto Press, 2000, 459 p.
- Clément, Dominique. *Canada's Rights Revolution. Social Movements and Social Change, 1937-1982*, Vancouver, University British Columbia Press, 2008, 281 p.
- Clio, Le Collectif. *L'histoire des femmes au Québec depuis quatre siècles*, Montréal, Le Jour, 1992, 646 p.
- Coates, Colin M. *The Metamorphoses of Landscape and Community in Early Quebec*, Montréal/Kingston, McGill-Queen's University Press, 2000, 246 p.
- Coates, Colin M. et Cecilia Morgan. *Heroines and History. Representations of Madeleine de Verchères and Laura Secord*, Toronto, University of Toronto Press, 2002, 368 p.
- Cohen, Yolande. *Femmes de parole. L'histoire des cercles de fermières du Québec, 1915-1990*, Montréal, Le Jour, 1990, 315 p.
- Cohen, Yolande. *Femmes philanthropes. Catholiques, protestantes et juive dans les organisations caritatives au Québec*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 2010, 253 p.
- Cohen, Yolande et al. *Les sciences infirmières. Genèse d'une discipline, Histoire de la faculté des sciences infirmières de l'Université de Montréal*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 2002, 327 vol.

- Collard, Edgar Andrew. *The Montreal Board of Trade, 1822-1972 : A Story*, Montréal, Montreal Board of Trade, 1972, 53 p.
- Collerette, Pierre et Paul G. Aubry. *Femmes et hommes d'affaires, qui êtes-vous? Un portrait des gens d'affaires*, Montréal, Agence d'ARC, 1988, 177 p.
- Colli, Andréa. *The History of Family Business, 1850-2000*, New York, Cambridge University Press, 2003, 108 p.
- Collin, Johanne. *Changement d'ordonnance. Mutations professionnelles, identité sociale et féminisation de la profession pharmaceutique au Québec, 1940-1980*, Montréal, Boréal, 1995, 239 p.
- Comacchio, Cynthia R. *The Infinite Bonds of Family Domesticity in Canada, 1850-1940*, Toronto/Buffalo, University of Toronto Press, 1999, 156 p.
- Conrad, Margaret *et al.* *History of the Canadian Peoples - 5th edition, 2*, Toronto, Copp Clark Pitman, 2009, 2 vol., 613 p.
- Côté, Luc et Jean-Guy Daigle. *Publicité de masse et masse publicitaire. Le marché québécois des années 1920 aux années 1960*, Ottawa, Les Presses de l'Université d'Ottawa, 1999, 362 p.
- Craig, Béatrice. *Backwoods consumers and homespun capitalists : the rise of a market culture in eastern Canada*, Toronto, University of Toronto Press, 2009, viii, 349 p.
- Craig, Béatrice. *Women and Business Since 1500. Invisible Presences in Europe and North America?*, London, Palgrave Macmillan, 2016, 216 p.
- Crepeau, Paul-André et John E.C. Brirley. *Code civil – Civil Code 1866-1980. Édition historique et critique*, Montréal, Société québécoise d'information juridique, 1981, 2 vol.
- Crossick, Geoffrey et Heinz-Gerhard Haupt. *Shopkeepers and Master Artisans in Nineteenth-Century Europe*, London, Methuen et co, 1984, 283 p.
- Dandurand, Renée. *Le Mariage en question. Essai sociohistorique*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1988, 151 p.
- Dandurand, Renée. *Mères et travailleuses. De l'exception à la règle*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1992, 214 p.
- Dane, Nazla L. *With Enthusiasm and Faith. History of the Canadian Federation of Business and Professional Women's Club, 1930-1983, II*, Ottawa, CFBPWC, 1983, 175 p.

- Darsigny, Maryse et al. *Ces femmes qui ont bâti Montréal. La petite et grande histoire des femmes qui ont marqué la vie de Montréal depuis 350 ans*, Montréal, Remue-Ménage, 1994, 627 p.
- Deakin, Phyllis. *The History of the International Federation of Business and Professional Women, 1930–1968*, 1, London, International Federation of Business and Professional Women, 1996.
- Denton, Frank T. et Sylvia Ostry. *Relevés chronologiques de la main-d'œuvre canadienne. Programme de monographies sur le recensement de 1961*, Ottawa, Bureau fédéral de la statistique, 1967, 51 p.
- Dickinson, John A. et Brian Young. *Brève histoire socio-économique du Québec (4e édition)*, Québec, Septentrion, 2009, 455 p.
- Droully, Pierre. *L'espace social de Montréal, 1951-1991*, Montréal, Septentrion, 1996, 349 p.
- Duby, George et Philippe Ariès. *Histoire de la vie privée - De la Révolution à la Grande Guerre*, 4, Paris, Le Seuil, 1985-1987, 635 p.
- Dumont, Micheline. *L'instruction des filles au Québec (1639-1960)*, 49, Ottawa, La Société historique du Canada, 1990, 32 p.
- Dumont, Micheline et Nadia Fahmy-Eid. *Maîtresses de maison – Maîtresses d'école. Femmes, famille et éducation dans l'histoire du Québec*, Montréal, Boréal, 1983, 413 p.
- Dumont, Micheline et Nadia Fahmy-Eid. *Les couventines. L'éducation des filles au Québec dans les congrégations religieuses enseignantes 1840-1960*, Montréal, Boréal, 1986, 315 p.
- Edwardson, Ryan. *Canadian Content. Culture and the Quest for Nationhood*, Toronto/Buffalo, University of Toronto Press, 2008, 360 p.
- Fabienne, Julien. *Agathe de Repentigny, une manufacturière au XVIIIe siècle*, Montréal, XYZ inc., 1996, 209 p.
- Fahmy-Eid, Nadia et al. . *Femmes, santé et professions. Histoire des diététistes et des physiothérapeutes au Québec et en Ontario, 1930-1980*, Montréal, Fides, 1997, 364 p.
- Fahrni, Magda. *Household Politics. Montreal Families and Postwar Reconstruction*, Toronto, University of Toronto Press, 2005, 350 p.
- Forbes, Elizabeth Bess. *With Enthusiasm and Faith. History of the Canadian Federation of Business and Professional Women's Club, 1930–1983*, 1, Ottawa, CFBPWC, 1983, 175 p.

- Forget, Nicolle, Francine Harel-Giasson et Francine Séguin. *Justine Lacoste-Beaubien et l'Hôpital Sainte-Justine*, Sainte-Foy, Québec, Les Presses de l'Université du Québec, 1997, 224 p.
- Fournier, Pierre. *Le patronat québécois au pouvoir : 1970-1976*, LaSalle, Québec, Hurtubise HMH, 1979, 308 p.
- Gagnon, Mona-Josée. *Les femmes vues par le Québec des hommes : 30 ans d'histoire des idéologies*, Montréal, Le Jour, 1974, 159 p.
- Gamber, Wendy. *The Female Economy. The Millinery and Dressmaking Trades, 1860-1930*, Urbana, University of Illinois Press, 1997, 300 p.
- Gauvreau, Michael. *Les origines catholiques de la Révolution tranquille*, Montréal, Fides, 2008, 457 p.
- Giroux, Jacqueline. *Yvette Brillon. Femme de cœur et femme de têtes*, Montréal, La Société historique du Marigot de Longueuil, 1989, 116 p.
- Gleason, Mona Lee. *Normalizing the Ideal. Psychology, Schooling, and the Family in Postwar Canada*, Toronto, University of Toronto Press, 1999, 144 p.
- Goldin, Claudia. *Understanding the Gender Gap. An Economic History of American Women*, New York, Oxford University Press, 1990, 287 p.
- Gousse, Suzanne. *Les couturières de Montréal au XVIIIe siècle*, Québec, Septentrion, 2013, 272 p.
- Grenier, Benoît. *Marie-Catherine Peuvret. Veuve et seigneuresse en Nouvelle-France, 1667-1739*, Sillery, Québec, Septentrion, 2005, 259 p.
- Grimmeau, Jean-Pierre et Benjamin Wayens. *Les causes de la disparition des petits commerces (1945-2015)*, Bruxelles, Centre de recherche et d'information socio-politiques, 2016, 112 p.
- Grisé, J. et Hélène Lee-Gosselin. *Les femmes propriétaires-dirigeants de la région de Québec (03) : mythes et réalités*, Québec, Laboratoire de recherche, Faculté des sciences de l'administration, Université Laval, 1987.
- Gubin, Éliane et Yvonne Knibiehler. *Les femmes et la ville : Un enjeu pour l'Europe*, Bruxelles, Labor, 1993, 367 p.
- Gubin, Éliane et Jean-Pierre Nandrin. *La ville et les femmes en Belgique. Histoire et sociologie*, Bruxelles, Publications des Facultés universitaires Saint-Louis, 1993, 207 p.
- Guernsey, Betty. *Gaby. The Life and Times of Gaby Bernier, Couturière extraordinaire*, Toronto, Toronto Marincourt Press, 1982, 200 p.

- Guettel, Charnie. *Marxism and Feminism*, Toronto, Canadian Women's Educational Press, 1974, 62 p.
- Guindon, Hubert, Roberta Hamilton et John L. McMullan. *Tradition, modernité et aspiration nationale de la société québécoise*, Montréal, Saint-Martin, 1990, 233 p.
- Hadekel, Peter et Ann Gibbon. *Steinberg. Le démantèlement d'un empire familial*, Montréal, Libre Expression, 1990, 348 p.
- Hall, Catherine et Leonore Davidoff. *Family Fortunes. Men and Women of the English Middle Class, 1780-1850*, Chicago, University of Chicago Press, 1987, 576 p.
- Hall, Catherine et Leonore Davidoff. *Family Fortunes. Hommes et femmes de la bourgeoisie anglaise (1780-1850)*, Paris, La Dispute, 2014, 439 p.
- Hamelin, Jacques. *L'héritage de Jeannine Guillevin Wood. Le parcours singulier d'une femme d'exception*, Montréal, Francine Breton, 2012, 173 p.
- Harel-Giasson, Francine. *Les femmes et l'accès aux postes d'influence*, Montréal, automne 1980.
- Harvey, Pierre. *Histoire de l'École des hautes études commerciales de Montréal, 1887-1926*, 1, Montréal, Presses HEC, 1994, 2 vol.
- Holcombe, Lee. *Wives and Property. Reform of the Married Women's Property Law in Nineteenth-century England*, Toronto, University of Toronto Press, 1983, 311 p.
- Iacovetta, Franca. *Gatekeepers. Reshaping Immigrant Lives in Cold War Canada*, Toronto, Between the Lines, 2006, 370 p.
- Igartua, José E. *The Other Quiet Revolution. National Identities in English Canada, 1945-1971*, Vancouver, University of British Columbia Press, 2006, 277 p.
- Inconnu. *The Story of the Canadian Federation of Business and Professional Women's Clubs, 1930-1951*, Vancouver, Seymour Press, 1951, 32 p.
- Inconnu. *La FNSJB célèbre le cinquantenaire de sa fondation 1907-1957, Son action sociale, éducative et charitable*, XLVI, Montréal, La Bonne Parole, 1956-1957.
- Jarnow, Jeannette A. et Beatrice Judelle. *Inside the Fashion Business*, New York, John Wiley & Sons Ltd, 1965, 558 p.
- Jaumain, Serge. *Les petits commerçants belges face à la modernité 1880-1914*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 1995, 322 p.
- Kinsman, Gary William et Patrizia Gentile. *The Canadian War on Queers. National Security as Sexual Regulation*, Vancouver, University of British Columbia Press, 2010, 554 p.

- Kwolek-Folland, Angel. *Engendering Business. Men and Women in the Corporate Office, 1870-1930*, Baltimore, John Hopkins University Press, 1994, 272 p.
- Kwolek-Folland, Angel. *Incorporating Women. A History of Women and Business in the United States*, New York, Twayne Publishers, 1998, 275 p.
- Lacroix, Lisa. *L'entrepreneuriat féminin. Histoire de l'association des femmes chefs d'entreprise, 1949-2012*, Namur, Éditions namuroises, 2013, 80 p.
- Lavigne, Marie, Yolande Pinard et Dorothy Suzanne Cross. *Travailleuses et féministes. Les femmes dans la société québécoise*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 1983, 430 p.
- Lavoie, Dina. *La femme entrepreneure : trois profils de femmes d'affaires de la région de Montréal*, Montréal, École des HEC, 1979, 24 p.
- Lavoie, Dina. *Les entrepreneures. Pour une économie canadienne renouvelée*, Ottawa, Conseil consultatif canadien sur la situation de la femme, 1988, 64 p.
- Lemieux, Denise et Lucie Mercier. *Les femmes au tournant du siècle, 1880-1940 : âges de la vie, maternité et quotidien*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1989, 398 p.
- Létourneau, Jocelyn. *Le Québec et les Québécois. Un parcours historique*, Montréal, Fides, 2004, 131 p.
- Lévesque, Andrée. *Éva Circé-Côté. Libre penseuse 1871-1949*, Montréal, Remue-ménage, 2010, 478 p.
- Lewis, Susan Ingalls. *Unexceptional Women. Female Proprietors in Mid-Nineteenth Century Albany, New York, 1830-1885*, Columbus, Ohio State University Press, 2009, 203 p.
- Linteau, Paul-André. *Histoire de Montréal depuis la Confédération*, 2e éd. augm. éd., Montréal, Boréal, 2000, 627 p.
- Linteau, Paul-André, René Durocher et Jean-Claude Robert. *Histoire du Québec contemporain*, Nouv. éd. refondue et mise à jour. éd., Montréal, Boréal, 1989, 2 vol.
- Linteau, Paul-André et al. *La rue Sainte-Catherine : au coeur de la vie montréalaise*, Montréal, Pointe-à-Callière, musée d'archéologie et d'histoire de Montréal, 2010, 237 p.
- Lowe, Graham S. *Women in the Administrative Revolution : the Feminization of Clerical Work*, Toronto/Buffalo, University of Toronto Press, 1987, 234 p.
- MacDougall, Margaret J. *The Evolution of Business Education in New Brunswick, 1784-1984*, Saint-John, New-Brunswick, Impresses, 2001, 469 p.

- Malouin, Marie-Paule. *Le mouvement familial au Québec. Les débuts : 1937-1965*, Montréal, Boréal, 1998, 158 p.
- Marshall, Dominique. *Aux origines sociales de l'État-providence. Familles québécoises, obligation scolaire et allocations familiales, 1940-1955*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 1998, 317 p.
- Messier, Suzanne. *Chiffres en main. Statistiques sur les Québécoises: travail, éducation, démographie, familles monoparentales, fécondité, communautés culturelles*, Québec, Gouvernement du Québec, Conseil du statut de la femme, 1981, 277 p.
- Meunier, E. Martin et Jean-Philippe Warren. *Sortir de la grande noirceur. L'horizon personnaliste de la Révolution tranquille*, Sillery, Québec, Septentrion, 2002, 207 p.
- Monod, David. *Store Wars. Shopkeepers and the Culture of Mass Marketing, 1890-1939*, Toronto, University of Toronto Press, 1996, 438 p.
- Morris, Robert J. *Men, Women, and Property in England, 1780-1870. A Social and Economic History of Family Strategies Amongst the Leeds Middle Classes*, Cambridge, Cambridge University Press, 2005, 445 p.
- Morton, Suzanne. *Ideal Surroundings. Domestic Life in a Working-Class Suburb in the 1920s*, Toronto, University of Toronto Press, 1995, 156 p.
- Muirhead, Bruce. *Dancing Around the Elephant. Creating a Prosperous Canada in an Era of American Dominance, 1957-1973*, Toronto/Buffalo, University of Toronto Press, 2007, 323 p.
- Norrie, Kenneth, Douglas Owsram et John Charles Herbert Emery. *A History of the Canadian Economy (4ème édition)*, Toronto, Nelson/Thomson, 2008, 466 p.
- Palmer, Alexandra (dir.). *Fashion. A Canadian Perspective*, Toronto, University of Toronto Press, 2004, 382 p.
- Palmer, Bryan D. *Canada's 1960s. The Ironies of Identity in a Rebellious Era*, Toronto/Buffalo, University of Toronto Press, 2009, 605 p.
- Paquerot, Sylvie. *Femmes et pouvoir*, Québec, Gouvernement du Québec, Conseil du statut de la femme, mai 1983, 102 p.
- Parr, Joy. *The Gender of Breadwinners. Women, Men, and Change in Two Industrial Towns, 1880-1950*, Toronto, University of Toronto Press, 1990, 314 p.
- Parr, Joy. *Domestic Goods. The Material, the Moral, and the Economic in the Postwar Years*, Toronto, University of Toronto Press, 1999, 368 p.

- Peiss, Kathy. *Hope in a Jar. The Making of America's Beauty Culture*, New York, Metropolitan Books, 1998, 352 p.
- Perrault, Antonio. *Traité de droit commercial*, Montréal, Albert Lévesque, 1936, 2 vol.
- Perry, Sylvia G. et Livia M. Ricci. *Esther W. Hymer. A Bus to 42nd Stress*, London, Business and Professional Women's Club International, 1993.
- Phillips, Nicola. *Women in Business, 1700-1850*, Woodbridge, The Boydell Press, 2006, 312 p.
- Piché, Lucie. *Femmes et changement social au Québec. L'apport de la jeunesse ouvrière catholique féminine, 1931-1966*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2003 349 p.
- Poovey, Mary. *Uneven Development. The Ideological Work of Gender in Mid-Victorian England*, Chicago, University of Chicago Press, 1988, 289 p.
- Pouillard, Véronique. *Hirsch & Cie, Bruxelles, 1869-1962*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2000, 130 p.
- Prévost, Nicole. *Les femmes sur le chemin du pouvoir*, Québec, Gouvernement du Québec, Conseil du statut de la femme, 1988, 99 p.
- Rabkin, Peggy A. *Fathers to Daughters. The Legal Foundations of Femal Emancipation*, Westport, Connecticut, Greenwood Press, 1980, 214 p.
- Rialland Morissette, Yvonne. *Le passé conjugué au présent. Cercles de fermières, historique 1915-1980*, Laval, Québec, Pénélope, 1980, 249 p.
- Richer, Francine et Louise St-Cyr. *L'entrepreneuriat féminin au Québec. Dix études de cas.*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 2007, 310 p.
- Riley, Denyse. « *Am I That Name?* » *Feminism and the Category of "Women" in History*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 1988, 126 p.
- Roy, Fernande, *Progrès, harmonie, liberté: le libéralisme des milieux d'affaires francophones à Montréal au tournant du siècle*, Montréal, Boréal, 1988, 302 p.
- Roy, Jean-Louis. *La Marche des Québécois. Le temps des ruptures (1945-1960)*, Montréal, Les Éditions Leméac, 1976, 383 p.
- Roy, Patricia. *The Triumph of Citizenship. The Japanese and Chinese in Canada, 1941-1967*, Vancouver, University of British Columbia Press, 2007, 390 p.
- Rumilly, Robert. *Histoire de l'École des hautes études commerciales de Montréal 1907-1967*, Montréal, Beauchemin, 1967, 214 p.

- Saint-Jacques, Denis, Maurice Lemire et Marie-Andrée Beaudet. *La vie littéraire au Québec 1895-1918*, 5, Sainte-Foy, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2005, 680 p.
- Sangster, Joan. *Earning Respect. The Lives of Working Women in Small-Town Ontario, 1920-1960*, Toronto, University of Toronto Press, 1995, 333 p.
- Sangster, Joan. *Transforming Labour. Women and Work in Post-War Canada*, Toronto, University of Toronto Press, 2010, 414 p.
- Serei, Édith. *Au-delà des apparences. 25 ans au service de la beauté*, Montréal, Les Presses Libres, 1983, 234 p.
- Sicotte, Anne-Marie. *Marie Gérin-Lajoie. Conquérante de la liberté*, Montréal, Remue-Ménage, 2005, 503 p.
- Sineau, Mariette et Évelyne Tardy. *Droits des femmes en France et au Québec, 1940-1990*, Montréal, Remue-ménage, 1993, 153 p.
- Smith, Bonnie. *Ladies of the Leisure Class. The Bourgeoises of Northern France in the Nineteenth Century*, Princeton, Princeton University Press, 1981, 320 p.
- Smith, Dorothy E. *Feminism and Marxism. A Place to Begin, a Way to Go*, Vancouver, New Star Books, 1977, 54 p.
- Sparks, Edith. *Capital Intentions. Female Proprietors in San Francisco 1850-1920*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2006, 320 p.
- Steedman, Mercedes. *Angels of the Workplace. Women and the Construction of Gender Relations in the Canadian Clothing Industry, 1890-1940*, Toronto, Oxford University Press, 1997, 333 p.
- Tarrab, Gilbert et Carolle Simard. *Une gestion au féminin : nouvelles réalités*, Boucherville, Québec, G. Vermette, 1986, 263 p.
- Taylor, Graham D. et Peter Allan Baskerville. *A Concise History of Business in Canada*, Don Mills, Ontario, Oxford University Press, 1994, 491 p.
- Taylor, Margaret Allen et John Claridge Taylor. *The History of the International Federation of Business and Professional Women, 1968-1995*, London, International Federation of Business and Professional Women, 1996, 2 vol.
- Tillotson, Shirley. *Contributing Citizens. Modern Charitable Fundraising and the Making of the Welfare State, 1920-66*, Vancouver, University of British Columbia Press, 2008, 339 p.
- Tsouflidou, Cora. *Déjeuner avec Cora*, Montréal, Libre Expression, 2001, 327 p.

- Tsouflidou, Cora. *Entre le soleil et moi. Recueil de lettres sur une vie, une réussite*, Québec, Marcel Broquet, 2011, 174 p.
- Vickery, Amanda. *The Gentleman's Daughter. Women's Lives in Georgian England*, Londres, Yale University Press, 1998, 448 p.
- Watier, Lise. *Charme et personnalité*, Montréal, Éditions populaires, 1972, 123 p.
- Weedon, C. *Feminist Practice and Poststructuralist Theory*, Cambridge/Oxford, Blackwell Publishers, 1997[1987], 195 p.
- Young, Brian. *The Politics of Codification. The Lower Canadian Civil Code 1866*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 1994, 284 p.

Chapitres d'ouvrages collectifs

- Aitken, Hugh G.J., « Myth and Measurement. The Innis Tradition in Economic History », dans M. H. Watkins et H. M. Grant, dir., *Canadian Economic History, Classic and Contemporary Approaches* Ottawa, Carleton University Press, 1993 [1977], pp. 39-50.
- Baillargeon, Denyse, « We Admire Modern Parents. The École des Parents du Québec and the Post-war Québec Family, 1940-1949 », dans Gauvreau Michael et Christie Nancy, dir., *Cultures of Citizenship in Post-War Canada, 1940-1955*, Montréal/Kingston, McGill-Queen's University Press, 2003, pp. 239-276.
- Baillargeon, Denyse, « L'histoire des Montréalaises : un chantier en construction », dans Serge Jaumain et Linteau Paul-Andrée, dir., *Vivre en ville: Bruxelles et Montréal (XIX-XXes siècles)*, Bruxelles, Peter Lang, 2006, pp. 113-136.
- Barman, Jean, « Vancouver's Forgotten Entrepreneurs. Women Who Ran Their Own Schools », dans Barman Jean et Gleason Mona, dir., *Children, Teachers, and Schools in the History of British Columbia*, Edmonton, Alberta, Brush Education, 2003, pp. 215-232.
- Bates, Christina, « Creative Ability and Business Sense. The Millinery Trade in Ontario », dans Sharon Anne Cook, O'Rourke Kate et McLean Lorna, dir., *Framing Our Past. Constructing Canadian Women's History in the Twentieth Century*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 2001, pp. 348-358.
- Bates, Christina, « Shop and Factory. The Ontario Millinery Trade in Transition, 1870-1930 », dans Alexandra Palmer, dir., *Fashion : A Canadian Perspective*, Toronto, University of Toronto Press, 2004, pp. 113-130.
- Beauchemin, Jacques, « Conservatisme et traditionalisme dans le Québec duplessiste. Aux origines d'une confusion conceptuelle », dans Michel Sarra-Bournet et Alain- G.

- Gagnon, dir., *Duplessis : entre la grande noirceur et la société libérale*, Montréal, Éditions Québec-Amérique, 1997, pp. 33-54.
- Boothman, Barry E.C., « Culture of Utility. The Development of Business Education in Canada », dans Barbara Austin, dir., *Capitalizing Knowledge : Essays on the History of Business Education in Canada*, Toronto, University of Toronto Press, 2000, pp. 11-86.
- Bourques, Gilles, « Duplessis, libéralisme et société libérale », dans Michel Sarra-Bournet et Alain- G. Gagnon, dir., *Duplessis : Entre la Grande Noirceur et la société libérale*, Montréal, Éditions Québec-Amérique, 1997, pp. 265-282.
- Brodie, Janine, « Three Stories of Citizenship », dans Dorothy E. Chunn, Robert J. Menzies et Robert L. Adamoski, dir., *Contesting Canadian Citizenship : Historical Readings*, Peterborough, Ontario, Broadview Press, 2002, pp. 43-66.
- Colli, Andréa et Mary Rose, « Family Business », dans Geoffrey Jones et Jonathan Zeitlin, dir., *The Oxford Handbook of Business History*, Oxford, Oxford University Press, 2008, pp. 194-219.
- Dandurand, Renée, « Introduction », dans Renée Dandurand et F Descaries, dir., *Mères et travailleuses : de l'exception à la règle*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1992, pp. 9-24.
- Delphy, Christine, « Penser le genre : quels problèmes? », dans Hurting M-C, Kail M. et Rouch H., dir., *Sexe et genre. De la hiérarchie entre les sexes*, Paris, Éditions du Centre national de la recherche scientifique 1991, pp. 89-101.
- Denis, Claude, « Indigenous Citizenship and History in Canada: Between Denial and Imposition », dans Dorothy E. Chunn, Robert J. Menzies et Robert L. Adamoski, dir., *Contesting Canadian citizenship : historical readings*, Peterborough, Ontario, Broadview Press, 2002, pp. 113-126.
- Dorval, Brunelle, « La société illibérale duplessiste », dans Michel Sarra-Bournet et Alain- G. Gagnon, dir., *Duplessis : Entre la Grande Noirceur et la société libérale*, Montréal, Éditions Québec-Amérique, 1997, pp. 327-347.
- Dupré, Ruth, « The Evolution of Quebec Government Spending 1867-1969 : A Summary », dans M.H. Watkins et H.M. Grant, dir., *Canadian Economic History, Classic and Contemporary Approaches*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 1993, pp. 267-275.
- Forget, Nicole, « « Accès 51 », une banque de ressources pour les femmes », dans Micheline Plasse et Carolle Simard, dir., *Gérer au féminin. Actes du colloque tenu à Montréal le 2 juin*, Montréal, Agence d'ARC, 1989, pp. 55-58.
- Gagné-Collard, Agathe, Suzanne Lussier et Jocelyne Mathieu, « La mode vestimentaire féminine en milieu urbain au Québec : L'exemple des années 40 », dans L

- Turgeon, Létourneau J. et K. Fall, dir., *Les espaces de l'identité*, Sainte-Foy, Québec, Presses de l'Université Laval, 1997, pp. 215-224.
- Gagnon, Mona-Josée, « Les femmes dans le mouvement syndical québécois », dans Marie Lavigne et Yolande Pinard, dir., *Les femmes dans la société québécoise. Aspects historiques*, Montréal, Boréal, 1977, pp. 145-168.
- Gauvreau, Michael, « The Emergence of Personalist Feminism. Catholicism and the Marriage-Preparation Movement in Quebec, 1940-1966 », dans Nancy Christie, dir., *Household of Faith*, Montréal/Kingston, McGill-Queen's University Press, 2002, pp. 319-347.
- Green, David, « To Do the Right Thing. Gender, Wealth, Inheritance and the London Middle Class », dans Anne Laurence, Josephine Maltby et Janette Rutterford, dir., *Women and their Money 1700-1950*, New York, Routledge, 2009, pp. 133-150.
- Green, David R. , « Independent Women, Wealth and Wills in Nineteenth-Century London », dans Stobart J et Alastair Owens, dir., *Urban Fortunes : Property and Inheritance in the Town, 1700-1900*, Aldershot, Ashgate, 2000, pp. 195-222.
- Gubin, Éliane, « Bruxelles et les Bruxelloises aux XIX-XXes siècles. Croiser l'histoire des femmes et l'histoire des villes », dans Serge Jaumain et Paul-André Linteau, dir., *Vivre en ville : Bruxelles et Montréal (XIX-XXes siècles)*, Bruxelles, Peter Lang, 2006, pp. 99-112.
- Harvey, Pierre, « The Founding of the École des hautes études commerciales de Montréal », dans Barbara Austin, dir., *Capitalizing Knowledge : Essays on the History of Business Education in Canada*, Toronto, University of Toronto Press, 2000, pp. 87-100.
- Hisrich, R.D. et Candida Brush, « The Women Entrepreneur. Implications of Family, Educational and Occupational Experience », dans Hornaday J.A., J.A. Timmons et K.H Vesper, dir., *Frontiers of Entrepreneurship Research*, Wellesley, Mass., Babson College, Center For Entrepreneurial Studies, 1983, pp. 255-277.
- Innis, Harold A., « The Importance of Staple Products [issus de l'ouvrage *Trade in Canada: An Introduction to Canadian Economic History*, Toronto, 1956, p 383-386] », dans M.H. Watkins et H. M. Grant, dir., *Canadian Economic History, Classic and Contemporary Approaches*, Montreal, McGill-Queen's University Press, 1993, pp. 15-19.
- Jones, Geoffrey et Jonathan Zeitlin, « Introduction », *The Oxford Handbook of Business History*, Oxford, Oxford University Press, 2008, pp. 1-9.
- Klassen, Henry C, « Family Business and Inheritance and Succession in Alberta and Montana in the Late Nineteenth and Early Twentieth Centuries », dans Baskerville Peter, dir., *Canadian Papers in Business History, Victoria, Public History Group, 1993. p. 45-70*, Victoria, Public History Group, 1993, pp. 45-70.

- Lafortune, Agathe, « L'animation de la paroisse montréalaise. Un aspect méconnu du travail des femmes dans la ville. Les années 1950 », dans E. Tardy et Francine Descarries, dir., *Les bâtisseuses de la cité*, Montréal, ACFAS, 1993, pp. 79-86.
- Landes, Joan B., « The Public and the Private Sphere. A Feminist Reconsideration », dans Johanna Meehan, dir., *Feminists Read Habermas, Gendering the Subject of Discourse*, New York, Routledge, 1995, pp. 91-116.
- Lavigne, Marie, Yolande Pinard et Jennifer Stoddart, « La Fédération nationale Saint-Jean-Baptiste et les revendications féministes au début du 20e siècle », dans Marie Lavigne et Yolande Pinard, dir., *Travailleuses et féministes : Les femmes dans la société québécoise*, Montréal, Boréal, 1983, pp. 199-216.
- Lavigne, Marie et Jennifer Stoddart, « Ouvrières et travailleuses montréalaises, 1900-1940 », dans Marie Lavigne et Yolande Pinard, dir., *Travailleuses et féministes : Les femmes dans la société québécoise*, Montréal, Boréal, 1983, pp. 99-113.
- Lavigne, Marie et Pinard Yolande, « Travail et mouvements de femmes. Une histoire visible – Bilan historiographique », dans Marie Lavigne et Yolande Pinard, dir., *Travailleuses et féministes : Les femmes dans la société québécoise*, Montréal, Boréal, 1983, pp. 8-60.
- Lee-Gosselin, Hélène et Monica Belcourt, « Les femmes entrepreneures », dans Irène Lépine et Carole Simard, dir., *Prendre sa place, Les femmes dans l'univers organisationnel*, Montréal, Agence d'ARC, 1991, pp. 56-88.
- Lemieux, Denise et Lucie Mercier, « L'articulation travail-maternité. Histoire d'une transition à travers des récits de vie », dans Renée Dandurand et F. Descarries, dir., *Mères et travailleuses : de l'exception à la règle*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1992, pp. 103-129.
- Lépine, Irène et Carolle Simard, « Présentation », dans Irène Lépine et Carolle Simard, dir., *Prendre sa place! Les femmes dans l'univers organisationnel*, Montréal, Agence d'Arc, 1991, pp. VII-XII.
- Létourneau, Jocelyn, « La Révolution tranquille. Catégorie identitaire du Québec contemporain », dans Michel Sarra-Bournet et Alain- G. Gagnon, dir., *Duplessis : Entre la Grande Noirceur et la société libérale*, Montréal, Éditions Québec-Amérique, 1997, pp. 95-118.
- Lévesque, Andrée, « Le Code civil au Québec. Femmes mineures et féministes », dans Andrée Lévesque, dir., *Résistance et transgression. Études en Histoire des femmes du Québec*, Montréal, Remue-Ménage, 1995, pp. 19-46
- Loverin, Janet I. et A. Nylen Robert, « Creating a Fashionable Society. Comstock Needleworkers from 1860 to 1880 », dans Ronald M. James et D. Elizabeth Raymond, dir., *Comstock Women : The Making of a Mining Community*, Reno, Nevada, University of Nevada Press, 1998.

- Maillé, Chantal, « La ville, un lieu d'engagement politique privilégié pour les femmes: le cas de Montréal », dans Evelyn Tardy et F. Descarries, dir., *Les bâtisseuses de la cité*, Montréal, ACFAS, 1993, pp. 379-386.
- Malouin, Marie-Paule et Micheline Dumont, « L'évolution des programmes d'études (1850-1960) », dans Dumont Micheline et Fahmy-Eid Nadia, dir., *Les couventines. L'éducation des filles au Québec dans les congrégations religieuses enseignantes 1840-1960*, Montréal, Boréal, 1986, pp. 92-96.
- Morris, Robert J., « Men, Women, and Property. The Reform of the Married Women's Property Act 1870 », dans F.M.L Thompson, dir., *Landowners, Capitalists, and Wives and Household Wealth in Britain Entrepreneurs*, Oxford, 1994.
- Murray, Gilles, « Le Commerce », dans Esdras Minville, dir., *Montréal économique*, Montréal, Fides, 1943, p. 260.
- Okin, Moller Susan, « Gender, the Public and the Private », dans David Held, dir., *Political Theory Today*, Oxford, Blackwell Polity Press, 1991, pp. 67-90.
- Owens, Alastair, « « Making Some Provisions for the Contingencies to which their Sex is Particularily Liable » Women and Investment in Early Nineteenth-century England », dans Robert Beachy, Béatrice Craig et Alastair Owens, dir., *Women, Business and Finance in Nineteenth-Century Europe : Rethinking Separate Sphere*, Oxford/New York, Berg, 2006, pp. 20-36.
- Palmer, Alexandra, « The Association of Canadian Couturiers », dans Alexandra Palmer, dir., *Fashion : A Canadian perspective*, Toronto, University of Toronto Press, 2004, pp. 90-112.
- Parr, Joy, « Gender History and Historical Practice », dans Joy Parr et Rosenfield Mark, dir., *Gender and History in Canada*, Toronto, Copp. Clark, 1996, pp. 8-28.
- Pateman, Carole «Feminist Critiques of the Public/Private Dichotomy », dans Stanley I. Benn et Gauss G.F., dir., *Public and Private in Social Life*, New York, St Martin's Press, 1983, pp. 281-306.
- Piette, Valérie, « Entreprendre au féminin. L'exemple de l'association belge des femmes chefs d'entreprises », dans Jaumain Serge et Kenneth Bertrams, dir., *Patrons, gens d'affaires et banquiers : hommage à Ginette Kurgan-van Hentenryck*, Bruxelles, Le Livre Timmerman, 2004, pp. 193-214.
- Pinard, Yolande «Les débuts du mouvement des femmes à Montréal (1893-1902) », dans Marie Lavigne et Yolande Pinard, dir., *Travailleuses et féministes : Les femmes dans la société québécoise*, Montréal, Boréal, 1983, pp. 177-198.
- Riley, Denise, « Does a Sex Have a History? », dans Sue Morgan, dir., *The Feminist History Reader*, London, Routledge, 2006, pp. 149-159.

- Rouillard, Jacques, « Le Québec vire à droite », dans Michel Sarra-Bournet et Alain- G. Gagnon, dir., *Duplessis : Entre la Grande Noirceur et la société libérale*, Montréal, Éditions Québec-Amérique, 1997, pp. 183-206.
- Rousseau, Stéphane, « Le droit de l'entreprise », dans Guy Lefebvre et Stéphane Rousseau, dir., *Introduction au droit des affaires*, Montréal, Thémis, 2006, pp. 67-146.
- Roy, Nicole, « La lutte des femmes pour la réforme du droit de la famille 1900-1955 », *Du Code civil du Québec : contribution à l'histoire immédiate d'une recodification réussie*, Montréal, Thémis, 2005, pp. 477-618.
- Sharman, Lydia Ferrabee, « Fashion and Refuge. The Jean Harris Salon, Montreal, 1941-1961 », dans Alexandra Palmer, dir., *Fashion : A Canadian Perspective*, Toronto, University of Toronto Press, 2004, pp. 270-290.
- Sifton, Elizabeth, « Montreal's Fashion Mile : St Catherine Street, 1890-1930 », dans Alexandra Palmer, dir., *Fashion : A Canadian Perspective*, Toronto, University of Toronto Press, 2004, pp. 203-228.
- Stoddart, Jennifer, « Quand les gens de robe se penchent sur les droits des femmes. Le cas de la Commission Dorion, 1920-1931 », dans Marie Lavigne et Yolande Pinard, dir., *Travailleuses et féministes : les femmes dans la société québécoise*, Montréal, Boréal, 1983, pp. 307-336.
- Strong-Boag, Veronica Jane, « "The Citizenship Debates » The 1885 Franchise Act », dans Dorothy E. Chunn, Robert J. Menzies et Robert L. Adamoski, dir., *Contesting Canadian Citizenship : Historical Readings*, Peterborough, Ontario, Broadview Press, 2002, pp. 69-94.
- Tillotson, Shirley, « Time, Swimming Pools, and Citizenship. The Emergence of Leisure Rights in Mid-Twentieth-Century Canada », dans Dorothy E. Chunn, Robert J. Menzies et Robert L. Adamoski, dir., *Contesting Canadian Citizenship : Historical Readings*, Peterborough, Ontario, Broadview Press, 2002, pp. 199-221.
- Watkins, M.H., « A Staple Theory of Economic Growth [réédition de l'article publié dans Canadian Journal of Economics and Political Science, 1963, 29, p 141-158] », dans M.H. Watkins et H. M. Grant, dir., *Canadian Economic History, Classic and Contemporary Approaches*, Montreal, McGill-Queen's University Press, 1993, pp. 19-39.
- Wergland, Glendyne R., « Designing Women. Massachusetts Milliners in the Nineteenth Century », *Textiles in Early New England : Design, Production and Consumption; Dublin Seminar for New England Folklife Conference Proceedings*, Boston, Boston University Press, 1999, pp. 203-221.
- Young, Brian, « Getting Around Legal Incapacity. The Legal Status of Married Women in Trade in Mid-Nineteenth Century Lower Canada », dans Peter Baskerville, dir., *Canadian Papers in Business History*, 1, Victoria, Public History Group, University of Victoria, 1989, pp. 1-16.

Articles de périodiques

- Alexander, Andrew. « Past, Present and Future Directions in the Study of the History of Retailing », *Journal of Historical Research in Marketing*, vol. 2, n° 3, 2010, pp. 356-362.
- Archer, Melanie. « The Entrepreneurial Family Economy. Family Strategies and Self-Employment in Detroit, 1880 », *Journal of Family History*, vol. 15, 1990, pp. 261-277.
- Arneil, Barbara. « Women as Wives, Servants and Slaves. Rethinking the Public/Private Divide », *Canadian Journal of Political Sciences*, vol. 34, n° 1, 2001, pp. 29-54.
- Aston, Jennifer. « Female Business Ownership in Birmingham, 1849-1901 », *Midland History*, vol. 37, n° 2, Autumn 2012, pp. 187-206.
- Backhouse, Constance. « Married Women's Property Law in Nineteenth Century Canada », *Law and History Review* vol. 6, n° 1988, pp. 211-257
- Baillargeon, Denyse. « Les politiques familiales au Québec. Une perspective historique », *Lien social et Politique*, vol. 3, 1996, pp. 21-32.
- Baillargeon, Denyse. « « Sur les berceaux je veille » Les aides maternelles de la Fédération nationale Saint-Jean-Baptiste et la professionnalisation des domestiques (1928-1940) », *Sextant*, vol. 15/16, 2001, pp. 203-233.
- Baskerville, Peter. « « She has already hinted at board » Enterprising Urban Women in British Columbia, 1863-1896 », *Histoire sociale/Social History*, vol. 26, 1993, pp. 205-228.
- Baskerville, Peter. « Women and Investment in Late Nineteenth Century Urban Canada. Victoria and Hamilton, 1880-1901 », *Canadian Historical Review*, vol. 80, 1999, pp. 191-218.
- Bates, Christina. « Women's Hats and the Millinery Trade, 1840–1940. An Annotated Bibliography », *Dress*, vol. 27, n° 1, 2000, pp. 49-58.
- Bates, Christina. « Wearing Two Hats. An Interdisciplinary Approach to the Millinery Trade in Ontario, 1850-1930 », *Revue d'histoire de la culture matérielle*, vol. 51, printemps 2000, pp. 16-25
- Beachy, Robert. « Business was a Family Affaire. Women of Commerce in Central Europe, 1650-1880 », *Histoire sociale/Social History*, vol. 34, n° 68, 2001, pp. 307-330.
- Beaulieu, Maryse. « La condition juridique de la femme mariée (1907-1931). Salaire et communauté : Position de Marie Gérin-Lajoie », *Recherches féministes*, vol. 14, n° 1, 2001, pp. 5-14.

- Beausoleil, J.C, Jacques Côté et Kathleen Delaney. « La femme mariée commerçante », *Les Cahiers de droit*, vol. 7, n° 2, 1965-1966, pp. 366-383.
- Berg, Maxine. « Women's Property and the Industrial Revolution », *Journal of Interdisciplinary History*, vol. 24, n° 2, 1993, pp. 233-250.
- Blackford, Mansel G. « Small Business in America. A Historiographic Survey », *The Business History Review*, vol. 65, n° 1, 1991, pp. 1-26.
- Bock, Gisela. « Women's History and Gender History. Aspects of an International Debate », *Gender and History*, vol. 1, n° 1, 1989, pp. 7-30.
- Boivin, Michelle. « L'évolution des droits de la femme au Québec : un survol historique », *Canadian Journal of Women and the Law*, vol. 2, n° 1, 1986, pp. 53-68.
- Bradbury, Bettina *et al.* « Property and Marriage. The Law and the Practice in Early Nineteenth-Century Montreal », *Histoire Sociale/Social History*, vol. 26, n° 51, 1993, pp. 9-39.
- Brun, Josette. « Les femmes d'affaires en Nouvelle-France au 18e siècle : le cas de l'île Royale », *Acadiensis*, vol. 27, n° 1, 1997, pp. 44-66.
- Buddle, Melanie. « « You have to think like a man and act like a lady » Businesswomen in British Columbia, 1920-1980 », *BC Studies*, vol. 151, 2006, pp. 69-95.
- Campbell, Kathryn. « Researching Women Entrepreneurs. A Progress Report », *Les Cahiers de la femme*, vol. 15, n° 1, 1994, pp. 8-14.
- Carrier, Camille, Julien Pierre-André et William Menvielle. « Un regard critique sur l'entrepreneuriat féminin : une synthèse des études des 25 dernières années », *Gestion*, vol. 31, n° 2, été 2006, pp. 36-50.
- Charron, Catherine. « Le front domestique à la Fédération nationale Saint-Jean-Baptiste : entre crise de la domesticité et promotion de l'enseignement ménager, 1900-1927 », *Histoire Sociale/Social History*, vol. 43, n° 86, 2010, pp. 345-368.
- Chused, Richard H. « Late Nineteenth Century Married Women's Property Law. Receptions of the Early Married Women's Property Acts by Courts and Legislature », *American Journal of Legal History*, vol. 29 1985, pp. 3-35
- Coates, Colin M. « Authority and Illegitimacy in New France. The Burial of Bishop Saint-Vallier and Madeleine de Verchères versus the Priest of Batisam », *Histoire sociale/Social History*, vol. 32, n° 63, 1989, pp. 65-90.
- Cohen, Yolande. « L'histoire des femmes au Québec (1900-1950) », *Recherches sociographiques*, vol. 21, n° 3, 1980, pp. 339-345.

- Cohen, Yolande. « La Fédération nationale Saint-Jean-Baptiste : le droit de vote et l'avancement du statut civique et politique des femmes au Québec », *Histoire Sociale/Social History*, vol. 46, n° 91, mai 2013, pp. 121-144.
- Cohen, Yolande et Chantal Maillé. « Les cours d'instruction civique de la Fédération nationale Saint-Jean-Baptiste : une voie d'accès à la citoyenneté politique pour les femmes du Québec », *Recherches féministes*, vol. 12, n° 2, 1999, pp. 39-59.
- Colli, Andréa, Paloma Perez Fernandez et Mary Beth Rose. « National Determinants of Family Firm Development ? Family Firms in Britain, Spain and Italy in the Nineteenth and Twentieth centuries », *Entreprise and Society*, vol. 4, n° 1, 2003, pp. 28-64.
- Collin, Johanne. « Les femmes dans la profession pharmaceutique au Québec : rupture ou continuité? », *Recherches féministes*, vol. 5, n° 2, 1992, pp. 31-56.
- Comeau, Michelle. « Les grands magasins de la rue Sainte-Catherine à Montréal : Des lieux de modernisation, d'homogénéisation et de différenciation des modes de consommation », *Material History Review*, vol. 41, 1995, pp. 58-66
- Conk, Margot. « Accuracy, Efficiency and Bias. The Interpretation of Women's Work in the US Statistics of Occupation, 1880-1960 », *Historical Methods*, vol. 14, 1981, pp. 65-72.
- Constantinidis, Christina. « Représentations sur le genre et réseaux d'affaires chez les femmes entrepreneures », *Revue française de gestion*, vol. 201, n° 3, 2010, pp. 127-143.
- Corfield, Penelope J. « History and the Challenge of Gender History », *Rethinking History*, vol. 1, n° 3, 1997, pp. 241-258.
- Craig, Beatrice. « Petites bourgeoises and Penny Capitalists. Women in Retails in the Lille Area during the Nineteenth Century », *Enterprise and Society*, vol. 2, 2001, pp. 198-224.
- Craig, Béatrice. « Femmes et activités économiques en Europe du Nord-Ouest aux XVIIIe et XIXe siècles. Introduction : les affaires sont-elles affaires de femmes? », *Histoire sociale/Social History*, vol. 34, n° 68, 2001, pp. 277-281.
- Craig, Béatrice. « Patrons mauvais genre. Femmes et entreprises à Tourcoing au XIXe siècle », *Histoire sociale/Social History*, vol. 34, n° 68, 2001, pp. 331-354.
- Cross, Suzanne. « The Neglected Majority. The Changing Role of Women in XIXth Century Montreal », *Histoire Sociale/Social History*, vol. 6, n° 12, 1973, pp. 202-223.
- Cuthbert -Brandt, Gail. « Weaving it Together. Life Cycle and the Industrial Experience of Female Cotton Workers in Quebec 1910-1950 », *Labour/Le travailleur*, 1982, pp. 113-126

- Dagenais, Michèle. « Itinéraires professionnels masculins et féminins en milieu bancaire. Le cas de la Banque d'Hochelaga, 1900-1929 », *Labour/Le Travail*, vol. 24, Automne 1989, pp. 45-69.
- Dailey, Christie. « A Woman's Concern. Millinery in Central Iaw, 1870-1880 », *Journal of the West*, vol. 21, n° 2, avril 1982, pp. 26-32.
- Davidoff, Leonore. « Gender and the « Great Divide ». Public and Private in British Gender History », *Journal of Women's History*, vol. 15, n° 1, 2003, pp. 11-27.
- DeCarlo, James et Paul R. Lyons. « A Comparison of Selected Personal Characteristics of Minority and Mon-Minority Female Entrepreneurs », *Journal of Small Business Management*, vol. 17, n° 4, 1979, pp. 22-30.
- Delage, Jean. « Analyse du commerce de détail à Montréal en 1939 », *Actualité économique, HEC Montréal*, avril 1941, pp. 54-77.
- Delorme, François, Régis Fortin et Louis Gosselin. « L'organisation du monde patronal au Québec : un portrait diversifié », *Relations industrielles/Industrial Relations*, vol. 49, n° 1, 1994, pp. 9-40.
- Duhaime, Vincent. « « Les pères ont ici leur devoir » Le discours du mouvement familial québécois et la construction de la paternité dans l'après-guerre, 1945-1960 », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 57, n° 4, 2004, pp. 535-566.
- Dummitt, Chris. « Finding a Place for Father. Selling the Barbecue in Postwar Canada », *Journal of the Canadian Historical Association*, vol. 9, n° 1, 1998, pp. 209-223.
- Dumont, Micheline. « Les femmes de la Nouvelle-France étaient-elles favorisées ? », *Atlantis*, vol. 8, 1982, pp. 118-124.
- Dumont, Micheline et Stéphanie Lanthier. « Pas d'histoire, les femmes! Le féminisme dans un magazine québécois à grand tirage : *L'actualité*, 1960-1996 », *Nouvelles Questions Féministes*, vol. 19, n° 2/4, 1998, pp. 101-124.
- Fahmy-Eid, Nadia. « Le sexe du savoir. Perspectives historiques sur l'éducation des filles au Québec (19-20e siècle) », *E/Ancrages féministes. Cahiers de recherche du GIERF*, 1990, pp. 51-70.
- Faure, Alain. « L'épicerie parisienne au XIXe siècle ou la corporation éclatée », *Le Mouvement social*, vol. 108, 1979 pp. 113-130.
- Fortin, Nicole M. et Michael Huberman. « Occupational Gender Segregation and Women's Wages in Canada : An Historical Perspective », *Canadian Public Policy / Analyse de Politiques*, vol. 28, 2002, pp. S11-S39.

- Gamber, Wendy. « Gendered Concern. Thoughts on the History of Business and the History of Women », *Business and Economic history*, vol. 23, n° 1, 1994, pp. 129-140.
- Gamber, Wendy. « A Gendered Enterprise. Placing Nineteenth-Century Businesswomen in History », *Business and Economic History*, vol. 71, 1998, pp. 188-217.
- Gavison, Ruth. « Feminism and the Public/Private Distinction », *Stanford Law Review*, vol. 45, n° 1, 1992, pp. 1-45.
- Gervais, Diane. « Morale catholique et détresse conjugale. La réponse du service de régulation des naissances : Seréna, 1955-1970 », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 55, n° 2, 2001, pp. 185-215.
- Gervais, Gaëtan. « Le commerce de détail au Canada (1870-1880) », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 33, n° 4, 1980, pp. 521-556.
- Godin, Christine. « Créer des chapeaux. La pratique du métier de modiste », *Cap-aux-diamants, la revue d'histoire du Québec*, vol. 4, n° 2, 1988, pp. 51-54.
- Godin, Christine. « Les femmes au chapeau : une mode empreinte de la coutume », *Cap-aux-diamants, la revue d'histoire du Québec*, vol. 4, n° 2, 1988, pp. 25-28.
- Grenier, Benoît. « Réflexion sur le pouvoir féminin au Canada sous le Régime français. Le cas de la « seigneuresse » Marie-Catherine Peuvret (1667–1739) », *Histoire sociale/Social History*, vol. 42, n° 84, 2009, pp. 299-326.
- Grenier, Benoit et Catherine Ferland. « « Quelque longue que soit l'absence » Procurations et pouvoir féminin à Québec au XVIII^e siècle », *Clio, Femmes, Genre, Histoire*, vol. 37, 2013, pp. 197-225.
- Hamel, Nathalie. « Coordonner l'artisanat et le tourisme ou comment mettre en valeur le visage pittoresque du Québec (1915-1960) », *Histoire sociale/Social History*, vol. 34, n° 67, mai 2001, pp. 90-114.
- Harel-Giasson, Francine *et al.* « Les réseaux de femmes en gestion », *Recherches féministes*, vol. 20, n° 1, 2007, pp. 151-165.
- Hatton, Timothy et Roy E. Bailey. « Women's Work in Census and Survey, 1911-1931 », *Economic History Review*, vol. 54, 2001, pp. 87-107.
- Hébert, Karine. « Une organisation maternaliste au Québec. La Fédération nationale Saint-Jean-Baptiste et la bataille pour le vote des femmes », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 52, n° 3, 1999, pp. 315-344.
- Heintzman, Ralph. « Political Space and Economic Space. Quebec and the Empire of the St. Lawrence », *Journal of Canadian Studies*, vol. 29, n° 2, 1994, pp. 19-63.

- Hobbs, Margaret. « Equality and Difference. Feminism and the Defence of Women Workers during the Great Depression », *Labour/Le Travail*, vol. 32, 1993, pp. 201-223.
- Hoff, Joan. « Gender as Postmodern Category of Paralysis », *Women's History Review*, vol. 3, n° 2, 1994, pp. 149-168.
- Hosgood, Christopher. « The Pygmies of Commerce and the Working-Class Community in England, 1870-1914 », *Journal of Social History*, vol. 22, n° 3, 1989, pp. 439-460.
- Hughes, Everett C. et Margaret L. McDonald. « French and English in the Economic Structure of Montreal », *The Canadian Journal of Economics and Political Science/Revue canadienne d'Économie et de Science politique*, vol. 7, n° 4, Novembre 1941, pp. 493-505.
- Humphreys, M.A. et J. McClung. « Women Entrepreneurs in Oklahoma », *Review of Regional Economics and Business*, vol. 6, n° 2, 1981, pp. 1-21.
- Ingram, Sue et Kris Inwood. « The Impact of Married Women's Property Legislation in Victorian Ontario », *The Dalhousie Law Journal*, vol. 23, n° 2, 2000, pp. 405-449.
- Ingram, Susan et Kris Inwood. « Property Ownership by Married Women in Victorian Ontario », *Dalhousie Law Journal*, vol. 23, 2000, pp. 406-449.
- Inwood, Kris et Sarah Van Slightenhorst. « The Social Consequences of Legal Reform. Women and Property in a Canadian Community », *Continuity and Change*, vol. 19, n° 1, 2004, pp. 165-197.
- Jaumain, Serge. « La boutique à la fin du XIXe siècle : un univers féminin ? », *Cahiers marxistes*, vol. 191, 1993, pp. 113-126.
- Keay, Ian. « Scapegoats or Responsive Entrepreneurs. Canadian Manufacturers, 1907-1990 », *Explorations in Economic History*, vol. 37, n° 3, 2000, pp. 217-240.
- Kelly-Gadol, Joan. « The Social Relations of the Sexes. Methodological Implication of Women's History », *Signs*, vol. 1, 1976, pp. 809-824.
- Kelly-Gadol, Joan. « The Doubled Vision of Feminist Theory », *Feminist Studies*, vol. 5, n° 1, 1979, pp. 216-227.
- Kerber, Linda K. « Separate Sphere. Female Worlds, Women's place. The Rhetoric of Women's history », *Journal of American History*, vol. 75, 1988, pp. 9-39.
- Kurgan-Van Hentenryk, Ginette. « Le patronat en Belgique (1880-1960) », *Histoire, économie et société*, vol. 17, n° 1, 1998, pp. 189-211.
- Lamoureux, Diane. « Idola Saint-Jean et le radicalisme féministe de l'entre-deux-guerres », *Recherches Féministes*, vol. 4, n° 2, 1991, pp. 45-61.

- Lavigne, Marie, Yolande Pinard et Jennifer Stoddart. « La FNSJB et les revendications féministes au début du XXe siècle », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 29, n° 3, 1975, pp. 353-373.
- Légaré, Jocelyne. « La condition juridique des femmes ou l'historique d'une "affaire de famille" », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 16, n° 2, 1983, pp. 7-26.
- Lewis, Susan Ingalls. « Female Entrepreneurs in Albany, 1840-1885 », *Business and Economic History*, vol. 21, 1992, pp. 65-73.
- Lewis, Susan Ingalls. « Beyond Horatio Alger. Breaking through Gendered Assumptions about Business « Success » in Mid-Nineteenth Century America », *Business and Economic History*, vol. 24, 1995, pp. 97-105.
- Maltby, Josephine et Janette Rutterford. « « She Possessed Her Own Fortune » Women Investors from the Late Nineteenth Century to the Early Twentieth Century », *Business History*, vol. 48, 2006, pp. 220-253.
- Marchand, Isabelle , Saint-Charles Johanne et Christine Corbeil. « L'ascension professionnelle et le plafond de verre dans les entreprises privées au Québec », *Recherches féministes*, vol. 20, n° 1, 2007, pp. 27-54.
- Monod, David. « Ontario Retailers in the Early Twentieth Century : Dismantling the Social Bridge », *Journal of the Canadian Historical Association*, vol. 4, n° 1, 1993, pp. 207-227.
- Murphy, Lucy Eldersveld. « Her Own Boss. Businesswomen and Separate Spheres in the Midwest 1850-1880 », *Illinois Historical Journal*, vol. 80, 1987, pp. 155-176.
- Murphy, Lucy Eldersveld. « Business Ladies. Midwestern Women and Enterprise, 1850-1880 », *Journal of Women's History*, vol. 3, n° 1, 1991, pp. 65-89.
- Noel, Jan. « New France: Les femmes favorisées », *Atlantis*, vol. 6, n° 2, 1981, pp. 80-98.
- Noel, Jan. « « N'être plus la déléguée de personne » Une réévaluation du rôle des femmes dans le commerce en Nouvelle-France », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 63, n° 2-3, 2009, pp. 209-241.
- O'Donnell, Lorraine. « Le voyage virtuel : Les consommatrices, le monde de l'étranger et Eaton à Montréal, 1880-1980 », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 58, n° 4, 2005, pp. 535-568.
- Owens, Alastair. « Property, Gender and the Life Course. Inheritance and Family Welfare Provision in Early Nineteenth Century England », *Histoire Sociale/Social History*, vol. 26, 2001, pp. 299-317.
- Peiss, Kathy. « "Vital Industry" and Women's Ventures. Conceptualizing Gender in Twentieth Century Business History », *Business History Review*, vol. 71, 1998, pp. 218-241.

- Piché, Lucie. « Entre l'accès à l'égalité et la préservation des modèles. Ambivalence du discours et des revendications du Comité Féminin de la CTCC-CSN, 1952-1966 », *Labour/Le travailleur*, vol. 29, 1992, pp. 187-220.
- Piché, Lucie. « La jeunesse ouvrière catholique féminine. Un lieu de formation sociale et d'action communautaire », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 52, n° 4, 1999, pp. 481-507
- Plamondon, Lilianne. « Une femme d'affaires en Nouvelle-France : Marie-Anne Barbel, veuve Fornel », *Revue Histoire Amérique Française*, vol. 31-2, 1977, pp. 165-185.
- Proulx, Pierre-Paul. « Le modèle québécois : origines, définition, fondements et adaptation au nouveau contexte économique et social », *Revue Interventions économiques*, [en ligne], vol. 29, 2002, (page consultée le 29 juin 2017).
- Rivet, Michèle. « Nouvelle présidente au Conseil des femmes membres de la Chambre de commerce de Montréal », *Non identifié*, 1966[?].
- Robert, Lucette. « Ce dont on parle », *La Revue populaire*, octobre 1957, p. 45.
- Rudin, Ronald. « La quête d'une société normale. Critique de la réinterprétation de l'histoire du Québec », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 3, n° 2, 1995, pp. 9-42.
- Ryan, Mary P. « The Public and the Private Good. Across the Great Divide in Women's History », *Journal of Women's History*, vol. 15, n° 2, 2003, pp. 10-27.
- Sangster, Joan. « Beyond Dichotomies. Re-assessing Gender History and Women's History in Canada », *Left History*, vol. 3, n° 1, 1995, pp. 109-121.
- Scott, Joan W. « Gender. A Useful Category of Historical Analysis », *American Historical Review*, vol. 91, n° 5, 1986, pp. 1053-1075.
- Scott, Joan W. « Comment : Conceptualizing Gender in American Business History », *Business and Economic history*, vol. 71, 1998, pp. 242-249.
- Scott, Joan W. . « Unanswered Questions », *American Historical Review*, vol. 113, n° 5, 2008, pp. 1422-1429.
- Scranton, Philip et Roger Horowitz. « "The Future of Business History » An Introduction », *Business and Economic History*, vol. 26, n° 1, 1997, pp. 1-4.
- Shammas, Carole. « Re-assessing the Married Women's Property Acts », *Journal of Women's History*, vol. 5, 1994, pp. 7-30
- Smith-Rosenberg, Carroll. « The Female World of Love and Ritual », *Signs*, vol. 1, 1975, pp. 1-30.

- Symons, Gladys L. « Une carrière! Un vécu au féminin », *Gestion*, vol. 7, n° 3, 1982, pp. 16-21.
- Taschereau, Sylvie. « L'arme favorite de l'épicier indépendant. Éléments d'une histoire sociale du crédit (Montréal, 1920-1940) », *Journal of the Canadian Historical Association / Revue de la Société historique du Canada*, vol. 4, n° 1, 1993, pp. 264-292.
- Thivend, Marianne. « L'enseignement commercial aux XIXe et XXe siècles approché par le genre : Bilan historiographique et pistes de recherche », *Histoire de l'éducation*, vol. 136, oct.-déc. 2012, pp. 9-21.
- Tilly, Louise A., Brigitte Yvon-Deyme et Michel Deyme. « Genre, histoire des femmes et histoire sociale », *Genèse*, vol. 2, 1990, pp. 148-167.
- Trofimenkoff, Suzan Mann. « One Hundred and Two Muffled Voices. Canada's Industrial Women in the 1880th. », *Atlantis*, vol. 3, n° 1, 1977, pp. 62-82.
- Vickery, Amanda. « Golden Age to Separate Spheres ? A Review of the Categories and Chronologies of Women's History », *Historical Journal*, vol. 36, n° 2, 1993, pp. 383-414.
- Watkins, Joanne. « Vennat, maison spécialisée en broderie : mode ou tradition ? », *Revue d'histoire de la culture matérielle*, vol. 43, printemps 1996, pp. 34-46.
- Welter, Barbara. « The Cult of True Womanhood 1820-1860 », *American Quarterly*, vol. 18, 1966, pp. 151-174.
- Zemon Davis, Natalie. « "Women's History" in Transition: European Case », *Feminist Studies*, vol. 3, n° 3/4, 1976, pp. 83-103.

Mémoires de maîtrise (MA) et thèse de doctorat (Ph.D)

- Alto, Vonnie R. « The Business of Female Friperies and the Fashionable Lady. Women's Millinery in America, 1620-1920, and the Oregon Experience. A Proprietorship Study of Hats and Hatmaking », Mémoire de M.A (History), University of Portland, 1992, 453 p.
- Buddle, Melanie. « The Business of Women. Gender, Family and Entrepreneurship in British Columbia, 1901-1971 », Thèse de Ph.D. (History), Victoria, University of Victoria, 2003, 391 p.
- Charbonneau, Daniel. « L'émergence d'une artère commerciale : la rue Saint-Catherine de Montréal, 1870-1913 », Mémoire de M.A (Histoire), Montréal, Université du Québec à Montréal, 2006, 200 p.

- Detellier, Élise. « « S'unir pour être plus fort » Le Conseil des femmes membres de la chambre de commerce du district de Montréal, 1956-1971 », Mémoire de M.A (Histoire), Montréal, Université de Montréal, 2004, 103 p.
- Dornic, Isabelle. « Hier ne meurt jamais. Vision et désillusion d'une quête identitaire féminine au Québec. *La Bonne Parole*, organe de la Fédération nationale Saint-Jean-Baptiste, 1913-1958 », Thèse de Ph.D. (Histoire), Québec, Université Laval, 2004, 543 p.
- Dulac, Françoise. « Mode, société et apparence. La mode féminine au Québec de 1945 à 2000 », Thèse de Ph.D. (Sociologie), Québec, Université Laval, 2003, 308 p.
- Ferretti, Lucia. « La société paroissiale au milieu urbain : Saint-Pierre-Apôtre de Montréal, 1848-1930 », Thèse de Ph.D., Montréal, Université du Québec à Montréal, 1990, 264 p.
- Foster, Lori Ann. « A Woman's Place. Women Entrepreneurs and New Right Ideology », Mémoire de M.A (Political Sciences), Regina, University of Regina, 1996, 173 p.
- Gonzales, Claire L. « Dressmaking and Millinery in Lansing, Michigan, 1847-1910 », Mémoire de M.A (History), Michigan State University, 1983, 364 p.
- Gosselin, Cheryl. « Vers l'avenir ! Québec Women's Politics Between 1945 and 1967. Feminist, Maternalist and Nationalist Links », Thèse de Ph.D. (Histoire), Montréal, Université de Montréal, 2002, 422 p.
- Kanes, Candace A. « American Business Women, 1890-1930. Creating an identity », Thèse de Ph.D. (History), University of New Hampshire, 1997, 390 p.
- Labbé, François. « La définition des genres comme enjeu des débats entre les féministes et les porte-parole antiféministes au Québec au début du XXe siècle, Le cas de la commission Dorion (1929-1931) », Mémoire de M.A (Histoire), Québec, Université Laval, 1998, 84 p.
- Laplanche, Laurie. « « Pour vous, mesdames.... et messieurs » Production des Émissions féminines : la Société Radio-Canada : Montréal (1952-1982). Promotion, conception des publics et culture organisationnelle genrées », Thèse de Ph.D. (Communication publique), Québec, Université Laval, 2016, 398 p.
- Pinard, Yolande. « Le féminisme à Montréal au commencement du XXe siècle (1893-1920) », Mémoire de M.A (Histoire), Université du Québec à Montréal, 1976, 246 p.
- Plourde, Diane. « Le cours commercial pour les filles dans le réseau public franco-catholique et anglo-protestant à Montréal 1920-1954 », Mémoire de M.A (Histoire), Montréal, Université du Québec à Montréal, 1986, 112 p.

- Roy, André. « La faillite, le commerce et le crédit dans le district judiciaire de Québec entre 1885 et 1920 », Thèse de Ph.D. (Histoire), Québec, Université Laval, 2001, 348 p.
- Sénécal, Yvan. « L'API ou une association chrétienne dans l'industrie. Étude historique et structurelle de l'API », Mémoire de M.A (Relations industrielles), Montréal, Université de Montréal, 1954, 222 p.
- Taschereau, Sylvie. « Les petits commerçants de l'alimentation et les milieux populaires montréalais, 1920-1940 », Thèse de Ph.D. (Histoire), Montréal, Université du Québec à Montréal, 1993, 408 p.
- Trudel, Flavie. « L'engagement des femmes en politique au Québec histoire de la Fédération des femmes du Québec de 1966 à nos jours », Thèse de Ph.D. (Histoire), Montréal, Université du Québec à Montréal, 2009, 510 p.
- Verfaillie, Inge. « « Une femme chef d'entreprise...Ne me faites pas rire! » Monografie over de Association belge des Femmes Chefs d'Entreprises 1949-1988 », Mémoire de M.A, Brussel, Vrij Universiteit Brussel, 2007, 141 p.
- Watkins, Joanne. « De l'enfermement culturel des femmes. La passion des ouvrages de dames, un exemple La maison Raoul Vennat, 1912-1969 », Mémoire de M.A (Études des arts), Montréal, Université du Québec à Montréal, 1986, 263 p.